

1- Rapport de présentation

PLU de Belgentier

*Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal du
approuvant les dispositions du Plan Local d'Urbanisme*





SOMMAIRE

Partie 1 – Préambule	5
1. Le contexte communal et intercommunal	6
2. Qu'est-ce qu'un PLU ALUR ?	13
3. Le PLU : une réponse aux problématiques communales	18
Partie 2 - Articulation du PLU avec les documents d'urbanisme et d'aménagement	19
1. Les documents avec lesquels le PLU doit être compatible.....	23
2. Les documents de planification que le PLU doit prendre en compte....	29
Partie 3 - Diagnostic	36
1. Population.....	37
2. Habitat	40
3. Économie	47
4. Territoire	55
5. Hypothèses et pistes de réflexions.....	71
6. Foncier, Constructibilité et leurs évolutions	74
7. Analyse par secteurs.....	83
8. Synthèse, Prospective et enjeux	92
Partie 4 - Etat initial de l'environnement.....	96
1. Patrimoine et cadre de vie	97
2. Ressources naturelles et leur gestion.....	115
3. Sols et Sous-sols.....	122



4. Climat et Energie	125
5. Effets sur la santé humaine.....	130
6. Risques majeurs.....	138
7. Synthèse des enjeux du territoire.....	145

Partie 5 - Justification des dispositions du PLU..... 151

1. Choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables.....	152
2. Justification du scénario retenu au regard des problématiques environnementales	162
3. Les motifs de la délimitation des zones, des dispositions réglementairement et des Orientations d'Aménagement et de Programmation	166
4. Bilan des évolutions entre le PLU de 2006 et le PLU révisé.....	215
5. Compatibilité du PLU avec les plans et programmes supra-communaux	220
6. Indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan	226

Partie 6 - Evaluation environnementale227

1. Objectifs du PLU et articulation avec les documents d'urbanisme et d'environnement.....	228
2. Respect des engagements en matière de protection de l'environnement et articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme et d'environnement.....	231
3- Analyse synthétique de l'état initial de l'environnement et identification des sites susceptibles d'être touchés	245
4. Analyse des incidences prévisibles sur l'environnement et sur le réseau Natura 2000.....	267
5. Mesures visant à éviter, réduire ou à compenser les incidences du plan sur l'environnement.....	296
6. Dispositif de suivi et évaluation des incidences sur l'environnement...	300

Partie 7 - Résumé non technique303



PARTIE 1 – PRÉAMBULE



1. LE CONTEXTE COMMUNAL ET INTERCOMMUNAL

1.1 Un positionnement en interface

Belgentier est une commune de 2 466 habitants en 2014 (source INSEE 2017) située dans le bassin de vie toulonnais, dans le département du Var, qui compte de grands axes de circulation (A57, RD554 et RD43 connectant l'arrière-pays et Brignoles au littoral et à Toulon).

Au-delà de ces infrastructures, la situation entre le littoral PACA et l'arrière-pays et la proximité de pôles dynamiques comme Toulon (ou de manière moindre, Brignoles) permettent à la commune de se situer au cœur d'un territoire en interface entre deux territoires mais néanmoins actif et attractif économiquement et résidentiellement.

Cette situation a jusqu'à présent contribué à l'essor démographique de la commune avec l'arrivée de populations venues chercher un cadre de vie préservé tout en restant connectées aux grandes entités urbaines et aux axes routiers et autoroutiers.

Depuis le 15 décembre 1995, les communes de Belgentier, Solliès-Pont, Solliès-Ville, Solliès-Toucas, La Farlède et La Crau se sont engagées dans une forme de coopération étroite et ont donné naissance à la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau. Depuis La Crau a quitté le regroupement qui compte 5 communes et comptant 30 333 habitants en 2011.

Cet établissement intercommunal (EPCI) se positionne autour des compétences suivantes :

- Aménagement de l'espace ;
- Le développement économique ;
- Protection et mise valeur de l'environnement (eaux usées, Gapeau, débroussaillage, déchets ménagers) ;
- Politique du logement et du cadre de vie (social) ;
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;
- Aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire.

Belgentier est limitrophe de trois communes : Solliès-Toucas, Cuers, et Méounes Les Montrieux, appartenant à des intercommunalités différentes.





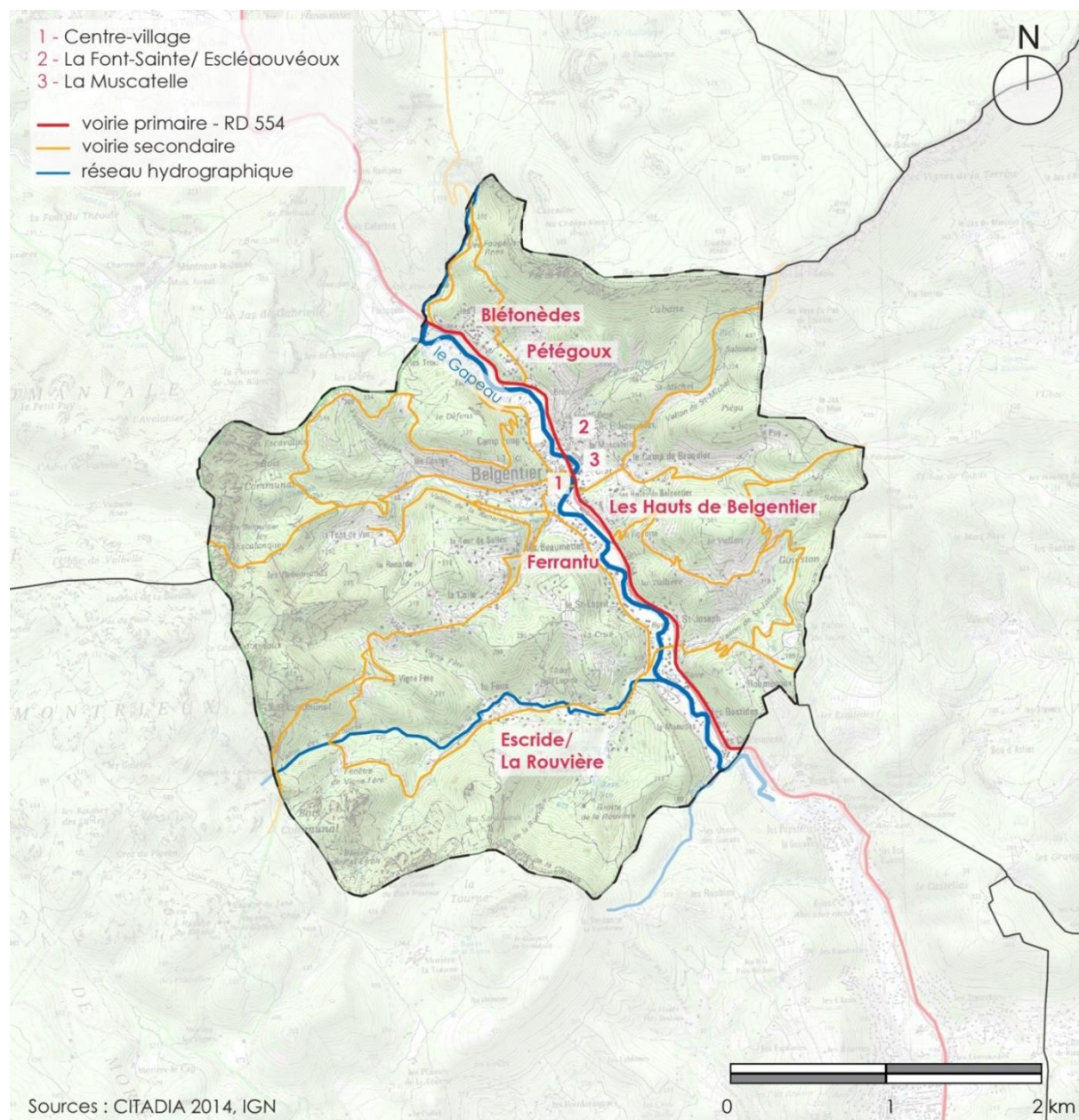
1.2 Une commune caractérisée par deux entités paysagères majeures

La commune de Belgentier est marquée par un territoire de grande étendue, physiquement contraint par ses reliefs et ruptures naturelles. Cette topographie marquée articule le territoire en deux principales unités géographiques et paysagères distinctes :

- **L'étroite vallée du Gapeau** qui traverse le territoire communal selon une orientation générale Nord-Est/ Sud-Est. Le fond de vallée bien qu'étroit comprend le Gapeau mais aussi l'urbanisation qui co-existent : centre-village, extensions et anciens « faubourg », puis urbanisation pavillonnaire plus lâche.
- Des **massifs calcaires** importants et variés structurant et contraignant le territoire communal. De part et d'autre du Gapeau surgissent de nombreuses collines et vallons marquant fortement le territoire. Des ruisseaux organisés en un réseau riche viennent généralement emplir le fonds des vallons. L'urbanisation impossible en flanc de massifs trop abrupts est localisée dans les vallons et les bas collinaires. Les altitudes sont variées et importantes : les points culminants sont Le Castellet d'Arnoux (520m) et Le Piégu (400m). Ces massifs sont massivement boisés et à ce titre soumis à des risques d'incendies potentiel, ils sont donc restreints par des barrières limitant le passage aux saisons les plus à risques. Des terres agricoles prennent place sur les flancs collinaires, sous la forme de restanques pour les terrains les plus pentus.

Les limites Nord et Ouest du territoire communal se caractérisent par des dénivelés importants où affleure la roche calcaire :

- les barres de Cuers, qui atteignent une altitude de 534 m sur la commune,
- les contreforts du plateau de Siou -Blanc et de la forêt des Morières, qui s'élèvent à plus de 600 m.



Organisation et desserte de la commune



1.3 Le cadre de vie et la proximité des pôles dynamiques à l'origine du développement urbain

De prime abord, la commune de Belgentier présente une organisation urbaine et une évolution tout à fait caractéristique des communes périurbaines : développement radio-concentrique autour du village puis pavillonnaire sur les espaces les moins pentus. Le relief et l'hydrographie prennent une grande part dans la morphologie et le mode de construction belgentiéroise.

Composition du milieu urbain

La commune est constituée d'un village-centre et de quartiers périphériques :

- Le village-centre :
 - La portion de village situé sur la rive droite du Gapeau correspond au centre le plus ancien, constitué d'un réseau de places, placettes et de rues étroites et sinueuses organisées autour de l'église.
 - Le village a continué à se développer sur l'autre rive de la rivière en délocalisant les activités générant des nuisances : tanneries notamment. Cette extension de centralité s'est donc développée en une sorte de faubourg.
 - Aujourd'hui ces deux entités fonctionnent comme un tout scindé en deux par le Gapeau et par la RD554. Les commerces étant répartis le long de la voie, assurant une fonction centrale de proximité. Autour du noyau central se sont développés des quartiers résidentiels ;
- La Font-Sainte/ Les Escleauveux est un quartier pavillonnaire au tissu relativement lâche. Situé sur la rive gauche, dans le bas collinaire au Nord-Est du village et est desservi au moyen de voies suffisamment proportionnées ;
- Les Hauts de Belgentier est un lotissement fermé, il présente un tissu organisé le long d'une voie. Situé sur la rive gauche, dans le bas

collinaire au Sud-Est du village il ne comporte aucun commerce ni service ;

- Ferrantu/ Les Beaumettes est un quartier pavillonnaire au tissu relativement lâche réparti le long du Chemin de Ferrantu. Il est situé sur la rive droite, dans le bas collinaire au Sud-Ouest du village ;
- La Muscatelle est le dernier né. C'est est un quartier de maisons groupées et d'habitat collectif, relativement compact et bien pensé. Situé sur la rive gauche, dans le bas collinaire à l'Est du village il ne comporte aucun commerce ni service mais reste proche et connecté au centre-village ;
- Pétégoux est un quartier pavillonnaire au tissu relativement lâche comprenant des éléments bâtis répartis le long d'une voie sinueuse et escarpée sous-dimensionnée. Il est situé sur la rive gauche, dans le bas collinaire au Nord-Est du village ;
- Les Blétonèdes est un lotissement au tissu relativement compact et organisé par une voie à double sens desservant et connectant un réseau d'aires de stationnement et de voies piétonnes. Situé sur la rive gauche, dans le bas collinaire au Nord du village il est desservi par une voie correctement dimensionnée ;
- L'Escride/ La Rouvière est un quartier pavillonnaire au tissu lâche et inégal comprenant des éléments bâtis en font de vallons et/ ou en bas des massifs collinaires. Situé sur la rive droite, au Sud du village il est desservi par des voies publiques aux capacités limitées et par des voies privées et des servitudes sous-dimensionnées. Il est à noter la présence de deux campings.



Un territoire en forte croissance démographique depuis plus d'un demi-siècle

La commune de Belgentier connaît depuis les années 1940 un accroissement soutenu de sa population. Cette attractivité, constatée sur l'ensemble du Var, est très largement amplifiée sur la commune même de Belgentier.

Après une augmentation considérable de la population entre 1968 et 1990 (4,5% par an en moyenne), la période des années 1990 a connu un net tassement de cette dynamique, le taux d'accroissement annuel de la population, étant réduit à 2%. Cependant, depuis le début des années 2000, la tendance semble être repartie à la hausse, avec une variation annuelle de 2,9%.

Belgentier compte 2 438 habitants. En un peu plus de 40 ans, entre 1968 et 2011, la croissance démographique de la commune a été plus que quadruplée.

La croissance considérable de la population communale depuis près d'un demi-siècle conduit à repenser le développement du village, de son urbanisation, de son fonctionnement mais aussi de repenser son futur.



1.4 Le PLU en vigueur, état des lieux

1.4.1 Historique du PLU

Le PLU en vigueur a été approuvé le 20/ 02/ 2006, puis modifié et approuvé à deux reprises : le 12/ 10/ 2009 et le 04/ 06/ 2012.

Le PLU a fait prendre conscience à la commune de la qualité originelle du territoire, à redorer et à faire émerger, mais aussi de la nécessité de combiner préservation et développement, ces ambitions se traduisent par trois orientations du projet communal :

- Adopter un développement urbain équilibré qui préserve l'image de la commune en tant que « poumon vert » de l'agglomération,
- Améliorer la qualité de vie et maîtriser les risques et les nuisances pouvant affecter la population et les milieux naturels,
- Préserver et valoriser le patrimoine bâti, les paysages et les espaces naturels qui fondent l'identité de la commune.

Loin de n'être que des enjeux sans conséquence sur le territoire, ces points sont précisés par des actions à mettre en œuvre directement sur le terrain communal et adaptées à ses différentes caractéristiques :

- Adopter un développement urbain équilibré qui préserve l'image de la commune en tant que « poumon vert » de l'agglomération :
 - Adopter un développement urbain modéré,
 - Adapter le développement de l'urbanisation en fonction de la réalisation des équipements,
 - Limiter la consommation d'espace et le mitage des espaces naturels,
 - Maintenir une urbanisation aérée qui préserve la qualité des paysages pittoresques de la vallée du Gapeau et des vallons,
 - Intégrer la ZAC de la Muscatelle dans le fonctionnement du village ;

- Améliorer la qualité de vie et maîtriser les risques et les nuisances pouvant affecter la population et les milieux naturels :
 - Adapter le niveau d'équipements à la situation existante et au développement démographique souhaité,
 - Maintenir les activités et les services existants,
 - Prendre en compte la création de la voie de contournement du village,
 - Protéger la population des risques naturels,
 - Protéger les ressources et les milieux naturels ;
- Préserver et valoriser le patrimoine bâti, les paysages et les espaces naturels qui fondent l'identité de la commune :
 - Traiter et valoriser les entrées de ville,
 - Préserver et valoriser le patrimoine bâti,
 - Préserver la biodiversité et les paysages naturels remarquables, le Gapeau et sa ripisylve,
 - Préserver et valoriser les paysages de restanques,
 - Développer une politique touristique liée à l'image de la commune.

Cette expérience d'élaboration et modifications de PLU, a permis à la commune de mesurer les apports d'un PLU à jour et correspondant aux manières actuelles d'envisager les villes et leur développement. C'est pourquoi la municipalité Belgentéroise a mis en route la révision, la « grenellisation », et l'« alurisation » de son PLU.



2. QU'EST-CE QU'UN PLU ALUR ?

2.1 Cadre Général

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est un document d'urbanisme réglementaire, qui, à l'échelle communale ou intercommunale, établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol.

Il a été institué par la Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000 et est entré en vigueur le 1er janvier 2001. Il remplace le Plan d'Occupation des Sols (POS) qui se contentait de réguler l'occupation des sols.

Le Grenelle de l'Environnement a complété cette pratique de l'urbanisme en intégrant de manière systématique une approche environnementale des projets urbains. Les PLU, dit Grenelle, nécessitent désormais d'investiguer de nouveaux champs d'expertises (tels que l'énergie, l'écologie...) en amont des projets opérationnels pour identifier clairement les sensibilités d'un territoire et pouvoir y répondre par des projets intégrant des critères d'éco-conditionnalité (respect du fonctionnement écologique du territoire, prise en compte accrue de la valeur économique des paysages, vulnérabilité énergétique, adaptation au changement climatique et mobilité durable renforcée pour réduire les inégalités territoriales et sociales).

La Loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové, ALUR, du 24 mars 2014, a développé les notions de renouvellement urbain, de potentiel de requalification et de nécessité de densification afin de tenter de subvenir aux besoins accrus en logements aujourd'hui insolubles. Ainsi certains articles restreignant la densité sont supprimés alors que d'autres éléments sont rendus nécessaires.

Dans le cadre de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme, le PLU s'appuie sur les principes fondamentaux que sont :

- *L'équilibre* entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, et les besoins en matière de mobilité notamment ;
- *La qualité* urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville et la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti ;
- *La diversification* des aménagements futurs en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;
- *La sécurité et la salubrité* publiques, la prévention des risques, pollutions et nuisances de toute nature ;
- *La préservation* de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages et la lutte contre le changement climatique.



2.2 Pièces composant le dossier de PLU

En application des articles L.151-1 à L.151-3, le PLU comprend :

- **un Rapport de présentation** : Il contient un diagnostic du territoire, une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestier et explique les choix d'aménagements retenus et analyse les incidences du PLU sur l'environnement.
- **le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** : Il définit les orientations générales d'aménagement, d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, d'équipement, de protection des espaces et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
- **des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** : Elles précisent le projet de la commune sur certains secteurs, dans le respect du PADD.
- **un Règlement et un Zonage** : Le Zonage délimite les différentes zones : urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A), naturelles et forestières (N). Le Règlement définit pour chaque type de zone, les règles applicables en matière d'implantation et de construction. Le règlement et le zonage sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux ou constructions ;
- **des Annexes** : Les annexes regroupent les servitudes d'utilités publiques les annexes sanitaires et les annexes complémentaires, dont les documents ou les règles permettent une meilleure compréhension du PLU.

2.3 Un PLU établi en concertation avec les administrés

L'article L 300-2 du Code de l'urbanisme prévoit la mise en place de la concertation tout au long de la procédure d'élaboration du PLU. L'objectif est d'associer tout au long de la procédure toute personne concernée par le PLU (associations, techniciens, personnes publiques associées, habitants, etc.).

Par sa délibération du 06 octobre 2014 la commune de Belgentier a défini les modalités de concertation avec les publics qui permettent de tenir informé l'ensemble de la population de l'évolution de l'élaboration du PLU :

- La tenue d'au moins une réunion publique entre le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et l'arrêt du PLU ;
- La mise en place de registres de concertation permettant de s'exprimer sur le développement durable de la commune, il sera consultable et disponible en mairie aux heures d'ouvertures ;
- La réalisation de panneaux d'exposition ;
- La publication d'au moins trois articles dans la presse locale et deux articles dans le bulletin municipal annuel informant la population de l'avancée des études ;
- Une consultation de documents validés sur le site internet de la Commune : www.belgentier.fr.



2.4 Les différentes étapes conduisant à l'élaboration du PLU

La révision du PLU se déroule selon cinq grandes étapes :

- La phase de **diagnostic** a permis d'évaluer l'état actuel du développement de la commune et les tendances d'évolution. Il concerne la démographie, l'économie, l'environnement, le paysage, l'habitat, les transports et les équipements. Le diagnostic doit déboucher sur l'expression des enjeux prioritaires pour le développement de la commune. Le diagnostic comprend également un État Initial de l'Environnement ;
- L'élaboration du **Projet d'Aménagement et de Développement Durables**, ou **PADD**, permet de définir les orientations générales d'aménagement, au regard notamment des conclusions du diagnostic et des arbitrages politiques. Ce document fait l'objet d'une délibération du conseil municipal. Des **orientations d'aménagements et de programmations** complètent le PADD et définissent des orientations plus précises en termes d'habitat, d'aménagement, de transport... ;
- Une phase de **traduction réglementaire** permet de traduire les orientations générales d'aménagement sur un plan à l'échelle cadastrale et dans un règlement d'urbanisme. Une fois ceux-ci validés,

l'écriture du rapport de présentation débute afin de justifier les choix effectués ainsi que pour mesurer les incidences du PLU sur l'environnement et définir des mesures de réduction, de compensation et de suivi ;

- Le dossier est ensuite « **arrêté** » par délibération du conseil municipal. Celui-ci est transmis aux personnes publiques associées PPA (EPCI, Préfecture, CG, Chambres Consulaires...) qui rendent un avis sous trois mois. Le dossier arrêté, auquel sont joints les avis émis par les PPA (on parle de dossier d'enquête publique), fait l'objet d'une **enquête publique** auprès de la population suivie par un commissaire enquêteur, nommé par le Tribunal Administratif ;
- Une fois l'enquête publique terminée, le commissaire enquêteur remet un rapport faisant la synthèse des avis des PPA et de la population. L'analyse de ce rapport permet à la commune de modifier le PLU arrêté sous couvert de justifier les modifications apportées et de ne pas remettre en cause l'économie générale du document. Le PLU est alors **approuvé** par délibération du conseil municipal.

Une fois approuvé, le PLU entre en vigueur et devient opposable. Toute décision d'aménagement doit alors être compatible avec les règles fixées par le PLU.



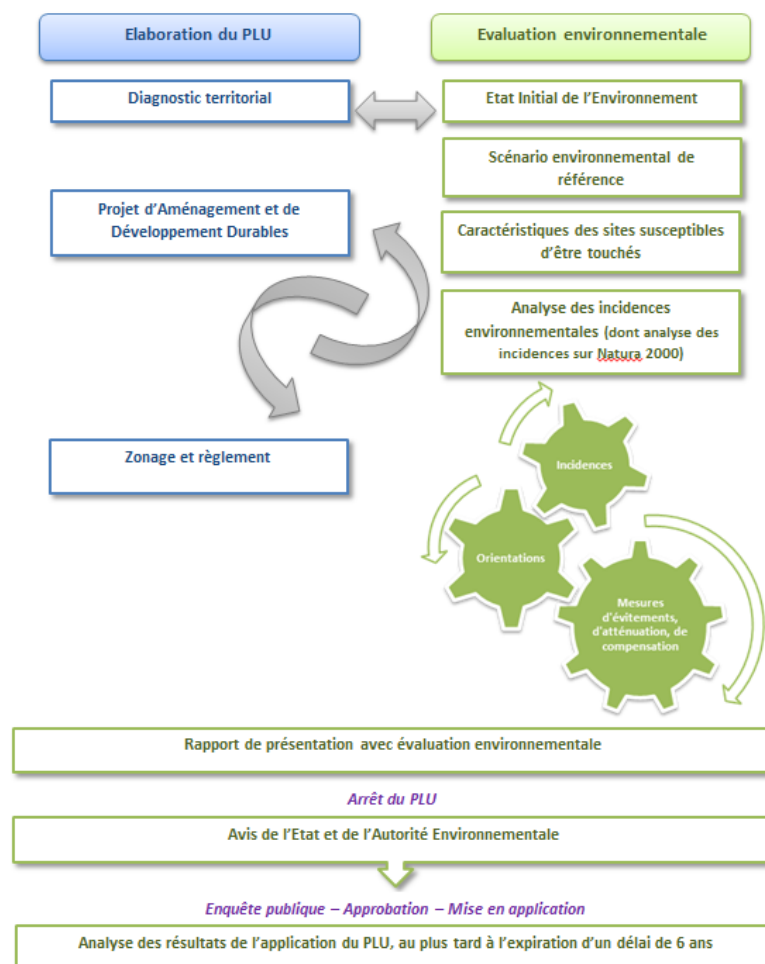


2.5 La démarche d'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale issue de la Directive européenne du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a été transposée dans le droit français par l'Ordonnance du 3 juin 2004 puis le Décret du 27 mai 2005. Elle est imposée pour certains plans et programmes, dont les SCoT et les PLU.

L'Évaluation Environnementale vise à évaluer les incidences du projet de PLU sur l'environnement, et notamment les zones susceptibles d'être touchées. Elle permet de s'assurer de la pertinence des choix effectués au regard des enjeux environnementaux et de développement durable.

L'évaluation fait l'objet d'un avis spécifique du Préfet qui porte sur la qualité de l'évaluation et aussi sur la prise en compte effective de l'environnement dans le document arrêté.





Le rapport de présentation d'un PLU soumis à évaluation environnementale est régi par les articles R.151-1 à R.151-5 du Code de l'Urbanisme :

« Lorsque le Plan Local d'Urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L. 121-10 et suivants, le rapport de présentation :

- Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;
- Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;
- Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 214-18 à R. 214-22 (1) du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000 ;
- Explique les choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré par rapport aux autres solutions envisagées. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application de l'article L.123-2 ;
- Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et rappelle que le plan fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui

concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation ;

- Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. »



3. LE PLU : UNE RÉPONSE AUX PROBLÉMATIQUES COMMUNALES

Interface entre arrière-pays rural pôles urbains dynamiques, desservie par un réseau routier de premier ordre, la commune de Belgentier est concernée par l'ensemble des problématiques actuelles d'augmentation démographique importante : maîtrise de la croissance démographique, réduction du besoin de déplacement et protection des valeurs environnementales et paysagères présentes.

Ces problématiques trouvent un écho spatial dans la réalisation du PLU qui permet de se pencher sur l'organisation et le devenir du territoire communal. Ainsi, le PLU va être amené à apporter des réponses aux enjeux suivants :

1. **Poursuivre l'encadrement de l'étalement urbain** en préservant les équilibres existants entre espaces urbanisés, agricoles et naturels tout en favorisant l'urbanisation des dents creuses en zones urbaines,
La commune dispose d'une grande diversité de paysages, entraînant une diversité des ambiances au cœur de la commune.
Le PLU doit intégrer ces préoccupations environnementales et énergétiques afin de prendre en compte et de valoriser ces particularités, qui font toute l'attractivité de la commune.
2. **Empêcher l'atteinte à l'économie générale du PLU à la suite de l'entrée en vigueur immédiate de la caducité du Coefficient d'Occupation des Sols et des superficies minimales, instaurée par la loi ALUR,**
3. **Procéder à la Grenellisation du PLU,** conformément à la législation applicable, en :

- Présentant une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, en justifiant les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le PADD et en précisant les indicateurs qui devront être élaborés pour évaluer les résultats de l'application du plan, notamment en ce qui concerne l'environnement et la maîtrise de la consommation de l'espace,
- Prolongeant les engagements visant à la préservation des écosystèmes et continuités écologiques,
- S'engageant dans la performance énergétique et la lutte contre les émissions de gaz à effet de Serre par l'incitation à la réalisation d'opérations d'aménagement innovantes en matière de production d'énergie renouvelable

4. **Confirmer la qualité du cadre de vie et de l'environnement communal en valorisant la proximité des grands espaces naturels,** maintenant une politique active de valorisation et de protection du patrimoine architectural et en persévérant dans l'amélioration de la politique d'embellissement de la commune

Le Plan Local d'Urbanisme doit parvenir à faire émerger de la concertation publique et institutionnelle la capacité du territoire et de ses habitants à composer avec leurs potentialités et besoins futurs tout en respectant le cadre urbain existant, et en veillant à ne pas grignoter l'espace naturel alentour, Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur, face à ces enjeux, n'est plus à même de répondre aux exigences actuelles de l'aménagement spatial de la commune de Belgentier. La refonte de ce document sur le plan réglementaire et sur la réorganisation de l'espace communal s'avère donc nécessaire pour constituer un véritable projet territorial durable, à la fois plus souple, plus cohérent et plus stratégique que celui actuellement en application.



PARTIE 2 - ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET D'AMÉNAGEMENT



L'aménagement du territoire communal de Belgentier est soumis au respect du cadre réglementaire en termes de planification. **Ce cadre réglementaire impose l'articulation et la compatibilité des documents d'urbanisme les uns avec les autres.**

En effet, en application de l'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme :

«Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L.141-1 ;

2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;

4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;

5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L. 112-4.»

En application de l'article L.131-5 du Code de l'Urbanisme :

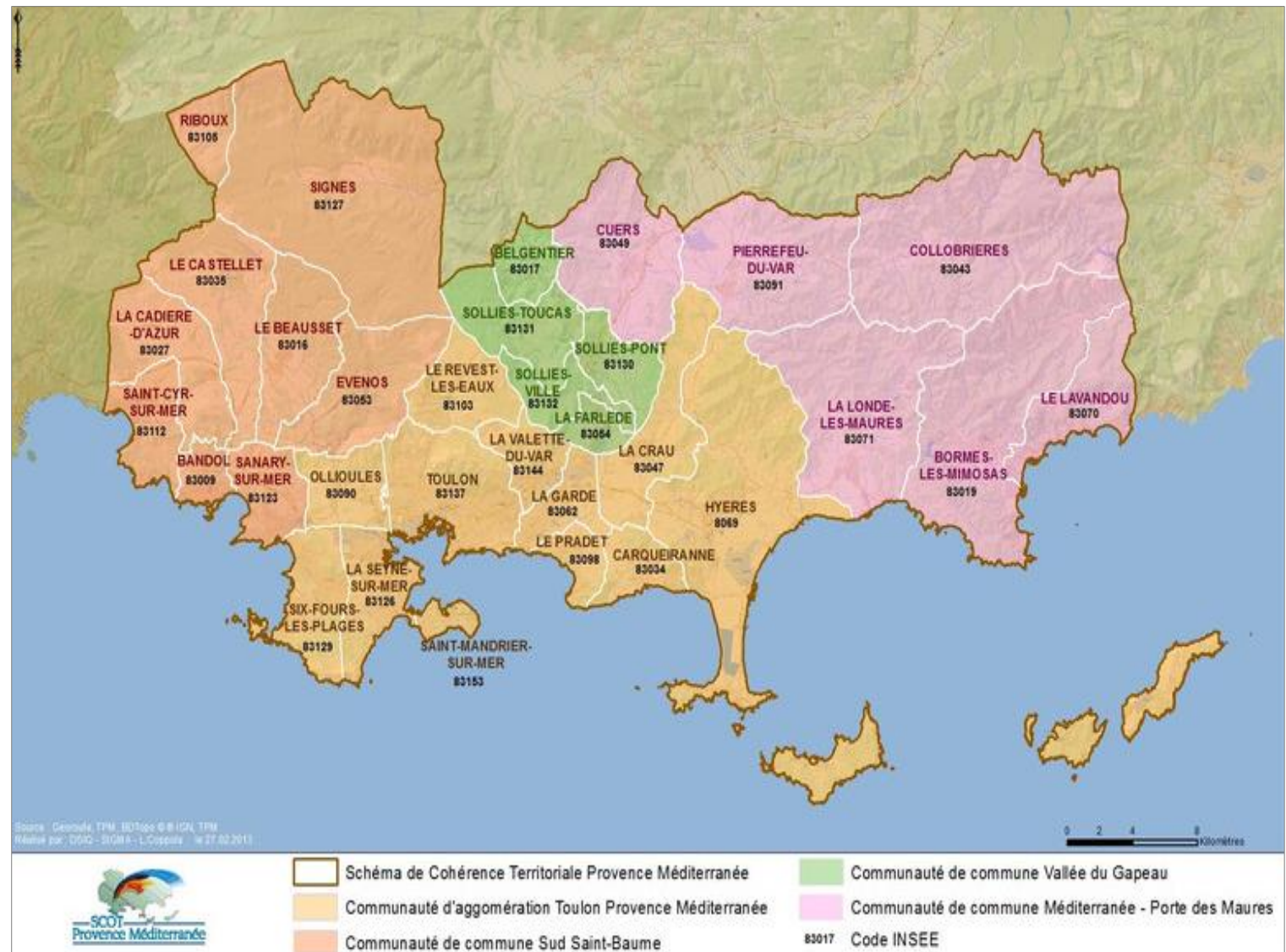
«Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement. »

En application de l'article L.131-7 du Code de l'Urbanisme :

«En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1° à 10° de l'article L. 131-1 et prennent en compte les documents énumérés à l'article L. 131-2», dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne, chartes des parcs naturels régionaux, chartes des parcs nationaux, orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation, dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports, objectifs du

schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, schémas régionaux de cohérence écologique...

Il existe ainsi une hiérarchie entre les différents documents de planification et des exigences de compatibilité entre ces différents documents.



Les intercommunalité du SCOT Provence Méditerranée au 1^{er} janvier 2013

Source : SCOT Provence méditerranée



1. LES DOCUMENTS AVEC LESQUELS LE PLU DOIT ÊTRE COMPATIBLE

1.1 Le Schéma de Cohérence Territoriale Provence Méditerranée

Le SCoT est un outil de planification stratégique. Il définit les grandes orientations du développement de l'agglomération toulonnaise et de ses périphéries. Il permet d'assurer la cohérence des politiques publiques d'urbanisme dans les domaines du développement économique, de l'habitat, des déplacements, de l'environnement, ...

Belgentier appartient au Scot Provence Méditerranée, qui comprend 32 communes réparties comme suit dans différentes intercommunalités :

- Les communes de la communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée (Carqueiranne, Toulon, Hyères, Le Revest-les-Eaux, La Valette, La Garde, Le Pradet, Saint-Mandrier-sur-Mer, Ollioules, Six-Fours-les-Plages, La Seyne-sur-Mer et la Crau) ;
- Les communes de la **communauté de communes de La Vallée du Gapeau** (Solliès-Pont, **Belgentier**, Solliès-Toucas, Solliès-Ville, La Farlède) ;
- Les communes de la communauté de communes Sud Sainte Baume (Evenos, Riboux, Le Castellet, Signes, Le Beausset, Saint-Cyr-sur-Mer, La Cadière d'Azur, Bandol, Sanary) ;
- Les communes de la communauté de communes Méditerranée Porte des Maures (Bormes-les-Mimosas, Collobrières, La Londe-les-Maures, Pierrefeu-du-Var, Cuers, le Lavandou).

Le périmètre du SCoT Provence Méditerranée s'étend ainsi sur 125 286 hectares, de la mer Méditerranée à l'arrière-pays, et accueille une population de plus de 560 000 habitants. Le Schéma de Cohérence Territoriale

Provence Méditerranée (SCoT PM) approuvé par délibération le 16 octobre 2009 fait actuellement l'objet d'une révision. Le SCoT Provence Méditerranée permet d'organiser et d'améliorer au niveau intercommunal le fonctionnement de l'aire toulonnaise, en maintenant un équilibre entre le développement urbain et la préservation des espaces naturels et agricoles.

Cette analyse du territoire et de son fonctionnement à une échelle autre ne comprenant plus uniquement la commune de Belgentier, mais aussi son contexte large, a permis de mettre en avant plusieurs enjeux :

- **Enjeu 1 : Encadrer et structurer le développement pour ménager le territoire :**
 - *Préserver et valoriser le capital naturel et agricole : le réseau vert, bleu et jaune de l'aire toulonnaise,*
 - *Organiser et maîtriser le développement de l'aire toulonnaise ;*
- **Enjeu 2 : Afficher les axes de développement de l'aire toulonnaise :**
 - *Affirmer une ambition métropolitaine,*
 - *Élaborer une stratégie de développement économique,*
 - *Répondre aux besoins de logements,*
 - *Promouvoir une offre de transports collectifs performante ;*
- **Enjeu 3 : Promouvoir un cadre de vie de qualité :**
 - *Apaiser la ville,*
 - *Entretenir une qualité paysagère au sein des espaces urbains,*
 - *Concevoir un mode de développement qui compose avec les risques naturels et technologiques,*
 - *Gérer durablement les ressources du territoire et minimiser les impacts de l'activité humaine.*



1.2 Le Programme Local de l'Habitat

Le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau (CCVG), a été approuvé par le Conseil Communautaire le 31 octobre 2013. Il est en cours de révision.

Les enjeux et objectifs identifiés par le PLH consistent à :

- Mettre en place un programme d'actions foncières correspondant aux objectifs du PLH,
- Cibler la production au plus près des besoins non-satisfaits et contribuer à l'équilibre du peuplement des communes,
- Valoriser les centres anciens,
- Promouvoir la cohésion sociale et territoriale,
- Faire de l'habitat le levier d'une politique de développement durable,
- Mettre en place les moyens de mise en œuvre du PLH et de suivi évaluation.

Conformément aux orientations du SCoT et du PLH, le PLU se prononcera sur les capacités de renouvellement urbain, en identifiant notamment le potentiel du tissu urbain dense et les capacités résiduelles des secteurs pavillonnaires.

Le SCoT a défini les objectifs suivants en matière de logements :

- 202 résidences principales doivent être produites chaque années et ce jusqu'en 2020 sur le territoire de la Vallée du Gapeau,
- 72 logements sociaux à produire chaque année sur le territoire de la Vallée du Gapeau, soit le quart des productions annuelles.

Le PLH décline les objectifs annuels suivants :

- 100 logements neufs à produire sur l'ensemble de la CCVG dont 9 à Belgentier,
- 79 logements sociaux à produire sur l'ensemble de la CCVG dont 3 à Belgentier.

Le PLU doit être compatible avec le PLH. Si l'approbation du PLU est préalable à celle du PLH mis en révision. Il devra le cas échéant être mis en compatibilité avec le PLH dans les trois ans suivant l'approbation de ce dernier.

1.3 Le projet de Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume

La commune de Belgentier fait partie du périmètre du projet de Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume.

Le périmètre s'organise autour du massif de la Sainte-Baume sur près de 108 000 ha qui accueillent environ 180 000 habitants aux portes des agglomérations de Toulon et de Marseille.

Le projet de charte est en cours d'élaboration et s'articule autour de 4 grandes ambitions, 13 orientations et 35 mesures.

Pour l'entité de la vallée du Gapeau à laquelle le territoire de Belgentier appartient, les points particuliers relevés par la charte du PNR sont les suivants :

- Enjeux paysagers : la vallée du Gapeau, la « porte » physique d'entrée dans le parc en limite sud de Belgentier sur la RD 554 et la « porte sensible » en entrée nord du village.
- Enjeux environnementaux et biologique : la ripisylve du Gapeau, la Vallée du Gapeau, le Massif des Morières, les Aiguilles de Valbelle et Siou Blanc (piémonts est).

1.4 Le Schéma Départemental d'Équipement Commercial du Var

Le Schéma Départemental de Développement Commercial du VAR a été élaboré à partir des études préalables et des travaux conduits sous la maîtrise d'ouvrage du Comité Économique Varois en 2004 pour la période 2005-2010. Celui-ci aura pour principale vocation de contribuer à la recherche d'un équilibre harmonieux entre l'ensemble des sites commerciaux et des formes de distribution en place sur le territoire départemental.

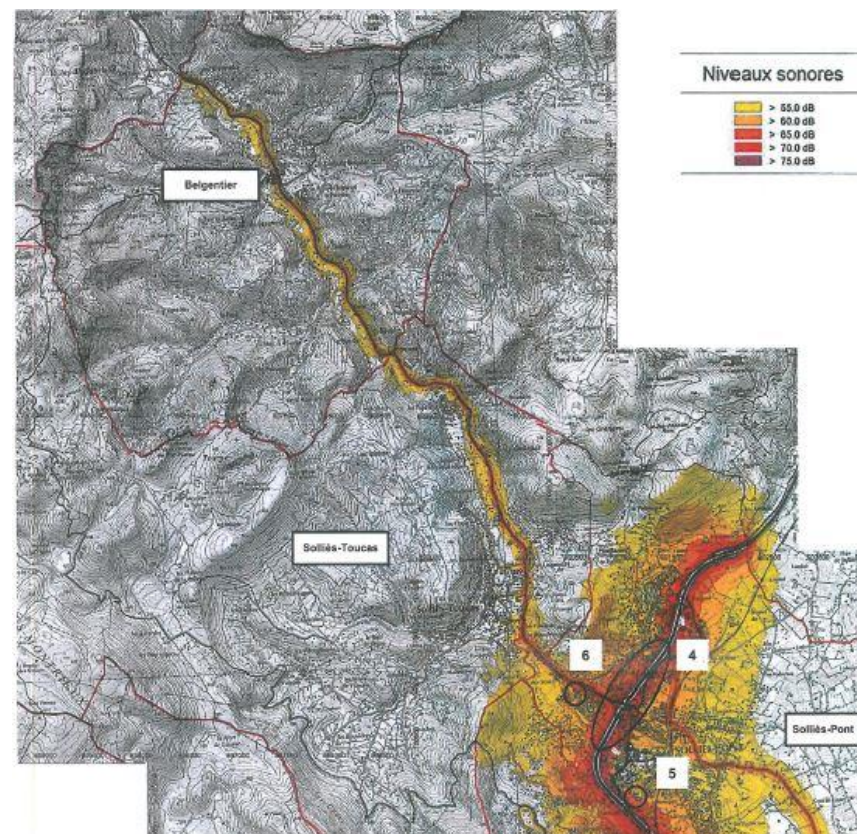
Le PLU de la commune de Belgentier doit nécessairement prendre en considération les orientations du Schéma Départemental de Développement Commercial afin d'avoir une bonne appréhension et gestion des contraintes du développement économique et de la fonction commerciale.

1.5 Le plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement du réseau routier national du Var

Conformément à la circulaire du 23 juillet 2008 relative à l'élaboration des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) concernant les grandes infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement des Territoires précise l'organisation de la réalisation des PPBE ainsi que leur contenu pour les infrastructures routières nationales et ferroviaires les plus circulées, en tenant compte des démarches engagées, notamment la politique nationale de résorptions des Points Noirs Bruit (PNB).

Dans le Var, il s'agit de réaliser le PPBE du réseau routier national (RRN) dont le seuil de trafic dépasse les 16 400 véhicules par jour. Le document cartographie

le bruit lié aux voies bruyantes dans l'objectif de mieux prévenir, traiter et réduire les nuisances sonores, mais aussi de préserver les zones dites « calmes ». Il recense les actions déjà prises ou en cours, et définit celles prévues pour les prochaines années. Il propose également une évaluation du nombre de personnes exposées à un niveau de bruit excessif et identifie les sources des bruits dont les niveaux devraient être réduits.





1.6 SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée et le SAGE du Gapeau

Le **SDAGE Rhône Méditerranée** est un document de planification adopté par le Comité de Bassin le 20 novembre 2015. Il a été élaboré en application de la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000. Le Code de l'Urbanisme établit que les SCoT, PLU et Cartes Communales doivent être compatibles avec le SDAGE.

Le SDAGE et la directive cadre sur l'eau visent l'atteinte du bon état des eaux en 2021 et fixent notamment comme objectif la non-dégradation des milieux aquatiques. L'orientation fondamentale n°2 du SDAGE Rhône Méditerranée prévoit que les documents d'urbanisme doivent respecter ce principe de non dégradation et tenir compte des évolutions prévisibles ou constatées des milieux aquatiques du fait des aménagements projetés.

Le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 fixe, pour chaque bassin, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Les objectifs environnementaux à l'horizon 2021 sont :

- 66 % des eaux superficielles visent le bon état écologique d'ici à 2021 ;
 - . Cours d'eau : 64 %
 - . Plans d'eau : 77 %
 - . Eaux côtières : 97 %
 - . Eaux de transitions (lagunes) : 40 %
- 99 % des eaux souterraines en bon état quantitatif d'ici à 2021 ;
- 85 % des eaux souterraines en bon état qualitatif d'ici à 2021.

Dans certains cas, l'objectif de bon état ne pourra être atteint en 2021, pour des raisons techniques ou économiques ; le délai est alors reporté à 2027.

Les 9 orientations fondamentales sont les suivantes :

- S'adapter aux effets du changement climatique (nouvelle orientation)
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau, et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Gapeau** est en cours d'élaboration. Il s'agit d'un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente tel que le bassin versant du Gapeau. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le SDAGE Rhône Méditerranée. Les enjeux concernant le SAGE sont les suivants :

- Amélioration de la gestion des prélèvements.
- Amélioration de la qualité des eaux.
- Gestion du risque d'inondation.
- Préservation et protection du milieu naturel



1.7 Le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) et le Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi)

Prévus par l'article L. 562 du code de l'environnement, le Plan de Prévention des Risques naturels constitue l'outil permettant d'afficher et pérenniser la prévention. Il définit ainsi les zones d'exposition aux risques et caractérise l'intensité possible de ce phénomène afin d'en améliorer la maîtrise. Même en l'absence de Plan de Prévention des Risques, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) peut définir les zones à risques et les règles spécifiques à respecter. Le code de l'urbanisme dans son article L110 pose la prévention des risques naturels et technologiques dans ses principes.

La commune de Belgentier est dotée d'un Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) en cours d'élaboration et qui fait l'objet d'une application anticipée depuis le 30 mai 2016. Ce PPRi constitue une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol qui s'impose notamment aux documents d'urbanisme (POS, PLU). Une analyse détaillée est réalisée dans l'Etat Initial de l'Environnement.

La gestion des risques d'inondation s'inscrit également dans le cadre de la directive européenne 2007/60/CE, dite « directive inondation ». Celle-ci a été transposée en droit Français dans la loi LENE du 13 juillet 2010 et dans le décret n°2011-227 du 2 mars 2011, relatifs à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation. Les Plans de Gestion des Risques Inondation (P.G.R.I) représentent les outils de mise en œuvre de la direction inondation. Le PGRI Rhône Méditerranée 2016-2021 a été arrêté par le préfet coordonnateur du bassin le 7 décembre 2015.

La commune de Belgentier fait partie du Territoire à Risques Important d'Inondation (TRI) Toulon-Hyères pour lequel des objectifs prioritaires ont été identifiés. Ils sont par la suite déclinés en actions pour une stratégie locale.

1.8 Le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage

La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage établit que les communes participent à l'accueil des gens du voyage et impose aux communes de plus de 5000 habitants de figurer au schéma départemental qui prévoit les secteurs géographiques d'implantation des aires d'accueil et des aires de grands passages, leur capacité et la nature des actions à caractère social (scolarisation des enfants, accès aux soins. ...) en faveur des personnes qui les fréquentent.

La commune de Belgentier n'est pas concernée par les orientations du schéma départemental d'accueil des gens du voyage du Var.

1.9 Le réseau Natura 2000

Protéger la diversité biologique est un objectif majeur des politiques environnementales mondiale, européenne ou française. Afin de répondre à ce défi, l'Union Européenne a mis en place le réseau Natura 2000.

Un site d'importance communautaire (SIC) existe sur le territoire communal : il est relatif Mont Caume, au Mont Faron, à la forêt domaniale des Morières (code FR9301608) et actualisé le 30 janvier 2013. Il sera décrit plus en détail ultérieurement. Les SIC sont les sites sélectionnés par la commission européenne, sur la base des propositions des États membres, pour intégrer le réseau Natura 2000. Ils constituent l'avant-dernière étape de l'éventuel rattachement d'un espace à ce réseau, en application de la directive « Habitats », directive du conseil de l'Europe n°92/43/CEE adoptée en 1993 et relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage.



C'est sur la base de ces SIC que sont ensuite définies les zones spéciales de conservation (ZSC). Dans tous les cas, ils entrent dans la constitution du Réseau Natura 2000 et font l'objet d'une évaluation d'incidence pour tout projet.

L'élaboration du PLU doit donc prendre en compte ce SIC présent sur le territoire communal et s'adapter à la réglementation internationale et nationale qui le régit.

Une analyse plus précise du réseau Natura 2000 est réalisée dans l'État Initial de l'Environnement.



2. LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION QUE LE PLU DOIT PRENDRE EN COMPTE

2.1 Le Schéma Régional de Cohérence Écologique

Instaurés par les lois issues du Grenelle de l'environnement, les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE) doivent être mis en place par les collectivités.

La prescription de ces schémas part du constat de déclin de la biodiversité en France, provoqué par la fragmentation des milieux naturels. L'aménagement des espaces pour les activités humaines concourt en effet à une modification radicale de l'environnement dont l'effet sur la biodiversité se fait aujourd'hui ressentir.

L'élaboration du SRCE, copilotée par l'État et la Région, a démarré fin novembre 2011, par la désignation d'un groupement de maîtrise d'œuvre regroupant diverses compétences. L'année 2013 a été consacrée aux consultations et enquête publique. Le SRCE a été approuvé en juillet 2014.

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) est le document qui identifie, à l'échelle régionale, les réservoirs de biodiversité et les corridors qui les relient entre eux, constituant la Trame Verte et Bleue (TVB) du territoire.

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) PACA, approuvé par arrêté préfectoral en novembre 2014, définit des objectifs de remise en état ou de préservation :

- les éléments de la TVB subissant une pression importante doivent faire l'objet d'une « recherche » de remise en état optimale ;
- les éléments de la TVB pour lesquels l'état de conservation des fonctionnalités écologiques est jugé meilleur (au regard des pressions)

doivent faire plutôt l'objet d'une « recherche de préservation optimale », afin de ne pas dégrader les bénéfices présents

Il comprend :

- Une présentation et une analyse des enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques sur la base d'un diagnostic des continuités écologiques ;
- La cartographie de la trame verte et bleue d'importance régionale ;
- Un plan d'actions, constitué de mesures contractuelles permettant d'assurer la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques et d'un dispositif d'accompagnement à leur mise en œuvre locale.

2.2 Le Plan Climat Energie du Var (PCET)

La loi relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement adoptée le 21 octobre 2008 à l'Assemblée Nationale et le 10 février 2009 par le Sénat (dite loi Grenelle 1) stipule que « l'État incitera les régions, les départements et les communes et leurs groupements de plus de 50 000 habitants à établir, en cohérence avec les documents d'urbanisme, des plans climat-énergie territoriaux avant 2012 ».

Pour poursuivre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le Grenelle 2 de l'Environnement renforce les mesures d'économies d'énergie et soutient le développement des énergies renouvelables.

La mise en place d'un tel schéma doit être programmée par les collectivités territoriales. A l'heure actuelle, aucun projet de PCET n'est en cours pour la commune et la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau.



3. LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES QUE LE PLU DOIT PRENDRE EN CONSIDÉRATION

3.1 Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT)

En 2006, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a acté son Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, un plan d'action régionale pour la période 2000-2020. Un processus de révision a été engagé en 2009 pour étendre cette vision du territoire à l'horizon 2030.

Dix ans après le lancement des premières études, des réflexions et du processus de consultation qui ont conduit à l'élaboration du SRADT et à son adoption, elle engage un processus de révision de ce premier document stratégique. Ce travail de révision a été engagé en 2009 en tenant compte de plusieurs facteurs, notamment les données du recensement de l'INSEE de 2009.

Le SRADT « fixe les orientations fondamentales à moyen terme du développement durable du territoire régional ». Il définit notamment les principaux objectifs relatifs à la localisation des grands équipements, des infrastructures et des services d'intérêt général qui doivent concourir, au sein de la région, au maintien d'une activité de service public dans les zones fragilisées.

En 2006, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur actait son Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire, plan d'action régionale pour la période 2000-2020. En 2006, le document adopté par le Conseil régional avait identifié 7 grands enjeux :

- Gérer l'attractivité du territoire tout en préservant le cadre de vie ;

- Concilier valorisation des espaces et protection de l'environnement ;
- Favoriser le développement économique dans une dynamique de développement durable ;
- Favoriser les transports publics et organiser la mobilité ;
- Accompagner le développement solidaire et favoriser les dynamiques d'innovation ;
- Maîtriser les conflits d'usage et la pression foncière ;
- Accompagner le renouvellement urbain.

Tout en restant d'actualité, ces enjeux sont aujourd'hui accentués par de nouvelles problématiques ; il s'agit notamment :

- De l'importance du changement climatique ou la crise de l'énergie et les questions qui se posent en conséquence sur la manière de concevoir les politiques publiques ;
- De l'impact de la crise économique mondiale et de ses effets sur notre territoire, son économie, son tissu social ;
- De l'accélération inattendue de la croissance démographique et de l'attractivité migratoire de la région
- Des enjeux sociaux et sociétaux de plus en plus préoccupants ;
- De nouvelles logiques de territoires liées au développement de l'intercommunalité mais également aujourd'hui à la réforme territoriale et aux recompositions qui sont en jeu ;
- De la question des services, qui prend une dimension particulière dans notre région, fortement structurée par l'économie résidentielle.

3.2 Le Schéma Régional Climat Air Énergie PACA

Le SRCAE est l'un des grands schémas régionaux créés par les lois Grenelle I et II (Article 68) dans le cadre des suites du Grenelle Environnement 2007. La loi Grenelle II en formalise le cadre. Le SRCAE est co-pilote par le préfet de Région et le Président du Conseil régional, en concertation avec les acteurs concernés pour définir des objectifs quantitatifs et qualitatifs à l'échelle de chaque région.



Le SRCAE de la région PACA, en cours d'élaboration, doit contenir :

- un état des lieux énergétique du territoire régional (bilan de production, de consommation et des potentiels énergétiques de la région)
- un ensemble de scénarios permettant, sur la base de l'état des lieux, de définir les objectifs et plans d'actions à mettre en place pour atteindre les différents objectifs énergétiques (Grenelle, "3x20",...)
- un Schéma Régional Eolien (SRE) qui va définir les zones favorables au développement de cette énergie sur le territoire régional

Les Plans de Déplacements Urbains (PDU) devront être compatibles avec le SRCAE. Les documents d'urbanisme devront le prendre en compte. La loi Grenelle II stipule que les Schémas Régionaux de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables sont élaborés après le SRCAE et doivent faciliter le développement des énergies douces, propres, sûres et renouvelables (solaire, éolien en particulier). En France, le Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables est l'un des schémas d'aménagement du territoire déterminés par la loi Grenelle II.

3.3 Le Plan Climat Énergie du département du Var

La loi relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement adoptée le 21 octobre 2008 à l'Assemblée Nationale et le 10 février 2009 par le Sénat (dite loi Grenelle 1) stipule que «l'État incitera les régions, les départements et les communes et leurs groupements de plus de 50 000 habitants à établir, en cohérence avec les documents d'urbanisme, des plans climat-énergie territoriaux avant 2012».

Promulguée le 12 juillet 2010, la loi portant Engagement National pour l'Environnement, dite « Grenelle 2 », est un texte d'application et de territorialisation du Grenelle de l'Environnement et de la loi Grenelle 1. Pour poursuivre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le

Grenelle de l'Environnement renforce les mesures d'économies d'énergie et soutient le développement des énergies renouvelables.

Dans ce contexte, le Conseil Général du Var a choisi de réaliser son Agenda 21 départemental, dont le volet « énergie » correspond au Plan Climat Énergie, actuellement en cours d'élaboration. Le premier axe d'intervention du Conseil Général concerne la sécurisation de l'approvisionnement électrique du Département, qui fait l'objet d'un Contrat d'Objectifs Ministériel (COM).

Le Plan Climat Énergie du Var répondra aux objectifs suivants :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle du territoire varois,
- Améliorer la qualité de l'air,
- Valoriser les ressources locales et renouvelables,
- Améliorer l'autonomie électrique et l'efficacité énergétique du territoire,
- S'adapter aux effets du changement climatique.

3.4 Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA)

Conformément à la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie (LAURE) de 1996, la région Provence – Alpes – Côte d'Azur s'est dotée d'un Plan Régional pour la Qualité de l'Air, dont l'objectif principal est l'amélioration de la qualité de l'air. Le PRQA ou PPA a été approuvé par le préfet en date du 23 mai 2007.

Le plan de protection de la qualité de l'air contient les principales mesures préventives et correctives, d'application temporaire ou permanente, qui peuvent être prises pour réduire de façon chronique les pollutions atmosphériques. Le plan de protection de l'air rassemble également les informations nécessaires à l'établissement du plan : diagnostic, éléments cartographiques, inventaire des émissions ainsi que les modalités des procédures d'urgence en cas de dépassement des seuils d'alerte.

Le PRQA de la région PACA n'a considéré que les polluants d'origine humaine.



Le document peut être qualifié d'obsolète dans la mesure où il se base sur des relevés de 1994 et fixe des objectifs à l'horizon 2003.

La Commission chargée de l'élaboration du document a été mandatée en 1997 mais le document mis à disposition du public n'est pas daté.

Le PRQA de la région Provence-Alpes-Côte-D'Azur a débuté par une importante phase de diagnostic qui a permis de caractériser la qualité de l'air grâce à la recherche des différents types de polluants présents et par l'étude de l'origine de ces polluants. Le Plan se compose ensuite de 38 orientations destinées à améliorer la situation constatée, réparties entre « Recommandations sanitaires et environnementales » et « Améliorer et préserver la qualité de l'air ». Un suivi doit également être organisé.

3.5 Le Plan Régional Santé Environnement

Afin de mieux prendre en compte l'impact de l'environnement sur la santé, des objectifs pluriannuels ont été définis et des plans d'actions stratégiques ont été prévus. Parmi ceux-ci figure le Plan National Santé Environnement (PNSE), ayant pour vocation de répondre aux enjeux sanitaires liés à l'exposition de la population à certaines pollutions de l'environnement, sur le territoire français. Reposant d'une part sur un état des lieux de la situation sanitaire et environnementale dans la région, et d'autre part, sur les préconisations et objectifs précisés par le PNSE, le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) définit et hiérarchise les actions devant être déclinées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le PRSE de la région Provence Alpes Côtes d'Azur pour la période 2009-2013 a été validé le 29 juin 2010 par le Groupe Régional Santé Environnement (GRSE) qui est en charge de sa gouvernance

Le PRSE 2009-2013 de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur définit 3 grands enjeux :

- Enjeu n°1, l'eau : Sécuriser et garantir l'accès de tous à une ressource de qualité afin de réduire les effets sanitaires liés aux différents usages de l'eau.
- Enjeu n°2, l'air : Réduire et contrôler les expositions à la pollution atmosphérique ayant un impact sur la santé.
- Enjeu n°3, la connaissance : Favoriser la connaissance, la recherche, l'information et l'éducation sur les risques sanitaires actuels et émergents liés à l'environnement.
- Pour répondre à ces enjeux, le Plan Régional Santé Environnement définit 12 actions, 60 mesures et 129 projets sur l'ensemble du territoire.

3.6 Le Plan de Protection de l'Atmosphère du Var

Le décret du 25 mai 2001 prévoit des Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) dans les agglomérations de plus de 250 000 habitants et pour les zones où les valeurs limites sont dépassées ou risquent de l'être.

Le PPA du Var a été approuvé par arrêté préfectoral le 10 mai 2007. Il prévoit des mesures locales de connaissance et de réduction des émissions polluantes de sources fixes (industrielles, urbaines) et de sources mobiles (transports), mais aussi des mesures d'urgence en cas de pollution à l'ozone.



3.7 Le Plan Départemental des Déchets Ménagers et Assimilés

Le Plan de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés, et des déchets de l'assainissement du Var a été approuvé le 24 janvier 2004. Il est en cours d'actualisation afin d'intégrer les orientations actées par la délibération du Conseil Général :

- « l'amélioration du tri des déchets en amont,
- le principe de territorialisation,
- l'émergence privilégiée de projets sous maîtrise d'ouvrage publique. ».

L'objectif du plan est d'assurer une cohérence départementale dans la gestion des déchets, notamment par la mutualisation des équipements (centres de tri, déchetteries, centres de stockage) prévue par zone de regroupement.

Ce plan présente un état des lieux de la gestion des déchets dans le département. Il fixe des objectifs de valorisation à l'horizon 2005 et 2010, ainsi que des mesures permettant d'atteindre ces objectifs.

Ainsi, les principaux objectifs pour le département du Var sont de :

- supprimer les décharges brutes (70 dans le Var) : elles seront soit supprimées, soit transformées en dépôts d'inertes voire en déchetteries,
- rechercher des solutions de valorisation ou de mise en décharge pour gravats et inertes,
- développer les collectes sélectives de verre, carton, plastiques et métaux,
- collecter séparément les déchets fermentescibles contenus dans les ordures ménagères,
- collecter séparément les déchets verts,
- séparer les déchets industriels banals,
- réutiliser et recycler les emballages et matériaux recyclables, déchets organiques, boues d'épuration,

- récupérer et réutiliser l'énergie contenue dans les déchets,
- valoriser les mâchefers,
- stocker les déchets ultimes.

Par ailleurs, le plan départemental de gestion des déchets du Bâtiment et des Travaux Publics du Var a été approuvé par arrêté préfectoral le 19 avril 2010. Il remplace le précédent plan approuvé en 2006 et propose de nouvelles pratiques, la mise en place de nouveaux équipements ainsi que des mesures d'accompagnement afin d'optimiser la gestion des déchets de chantier du Var. Sur la Crau, plusieurs sites de dépôts du BTP non déclarés ont été répertoriés.

3.8 Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels (PREDI) PACA

Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels (PREDI) en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a été approuvé par arrêté préfectoral du 1er août 1996 et sert de cadre décennal.

3.9 Plan de l'Énergie PACA

La Région PACA dispose depuis 2005 d'un programme en faveur de l'énergie : le Plan « Énergie 2010 ».

Il s'agit notamment d'actions orientées sur :

- le développement des énergies renouvelables, avec pour objectif d'être la première région solaire de France en 2010,
- les économies d'énergie.

Ce dispositif a été complété par le programme « AGIR pour l'énergie », adopté fin 2006.

Il peut se décliner en Plans Locaux de l'Énergie et de l'Environnement au sein des collectivités locales (communes et intercommunalités).



3.10 Protocole de Kyoto du 11 décembre 1997

Ce protocole a été ratifié le 16 mars 1998. Bien que théoriquement en vigueur depuis cette date, il n'est réellement entré en action au niveau mondial que le 30 novembre 2005 après l'adoption formelle de ses premières modalités de fonctionnement, lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (Montréal - 28 novembre au 9 décembre 2005).

Préalablement à cette entrée en vigueur, plusieurs conférences se sont succédées afin de définir les modalités de mise en œuvre du protocole (La Haye en 2000, Bonn en 2001, Marrakech en 2001).

L'après Kyoto (après 2012) a été amorcé lors de la conférence de Montréal et surtout celle de Bali où pour la première fois les pays en développement ont été associés aux négociations.

Suivies en 2008 par celle de Poznan, ces conférences de l'après Kyoto devraient déboucher sur un nouvel accord qui s'appliquera sur la période 2013-2017 lors de la conférence de Copenhague qui a eu lieu du 7 au 18 décembre 2009.

3.11 Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000 transposée en droit interne par la Loi du 21 avril 2004

La directive cadre donne la priorité à la protection de l'environnement, en demandant de veiller à la non dégradation de la qualité des eaux et d'atteindre d'ici 2015 un bon état général tant pour les eaux souterraines que pour les eaux superficielles, y compris les eaux côtières.

Il est demandé d'améliorer la qualité chimique des eaux :

- en inversant, là où c'est nécessaire, la tendance à la dégradation de la qualité des eaux souterraines,
- et, pour les eaux superficielles, en réduisant progressivement les rejets de substances « prioritaires », les rejets devant être supprimés dans 20 ans pour des substances « prioritaires dangereuses ».

3.12 Loi de programme du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique (POPE)

La loi POPE fixe la stratégie française et les objectifs à atteindre en matière d'énergie. Pour cela, la loi se base sur :

- la maîtrise de la demande d'énergie ;
- la diversification du bouquet énergétique ;
- le développement de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'énergie ;
- la maîtrise des moyens de transport et de stockage adaptés aux besoins.

Pour cadrer les actions à conduire pour l'application de cette loi, la France se donne des objectifs chiffrés, notamment, le soutien à un objectif international d'une division par 2 des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2050, ce qui nécessite une division par 4 ou 5 des émissions pour les pays développés.

La Loi Grenelle 2 renforce cette loi avec plusieurs mesures concrètes en faveur de la consommation énergétique et de la prévention des gaz à effets de serre (GES).



3.13 Article L.411-5 du Code de l'Environnement, relatif à la Loi du 31 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA)

Venue renforcer les dispositions de la Loi sur l'Eau de 1992, la LEMA rend les communes compétentes pour délimiter la nature des zones d'assainissement (assainissement collectif, non collectif). La poursuite de l'amélioration de la qualité et de la ressource en eau s'inscrit dans les programmes d'actions de ces schémas, ainsi que la mise aux normes des systèmes d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif, afin de mettre en œuvre des actions nécessaires et adaptées.

3.14 Loi paysage du 8 janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages

Venant compléter les lois « Montagne » et « Littoral », la Loi Paysage constitue une loi d'aménagement et d'urbanisme, qui concerne la protection et la mise en valeur des paysages qu'ils soient naturels, urbains, ruraux, banals ou exceptionnels.

Elle permet un plus grand respect du paysage dans les documents et les opérations d'urbanisme. Ainsi, le PLU doit prendre en compte la préservation de sa qualité et la maîtrise de son évolution. Elle s'est notamment traduite par l'ajout d'un volet paysager pour toute demande de permis de construire, de

manière à ce que la délivrance des droits à construire puisse tenir compte de l'impact paysager des futures constructions.

3.15 Stratégie nationale pour la biodiversité

Reconnaissant la biodiversité comme une composante essentielle du vivant, faisant partie du patrimoine exceptionnel de la métropole française et de l'outre-mer, cette stratégie a été établie pour faire face à la perte de biodiversité générée par l'effet cumulé de « la destruction, la fragmentation et l'altération des habitats, l'introduction d'espèces allogènes et la surexploitation d'espèces ». Comme tous les autres pays européens, la stratégie vise clairement à stopper l'effondrement de la biodiversité, maintenir la diversité génétique, des espèces, des habitats et enfin améliorer la trame écologique (maintien de la diversité des paysages et de la connectivité écologique). Plusieurs plans d'actions ont été élaborés : transversaux ou spécifiques à certains domaines comme l'agriculture, la mer, les infrastructures de transports, le patrimoine naturel ou encore l'urbanisme. Ce dernier concerne tout particulièrement les PLU, en tant qu'outil privilégié pour la mise en œuvre de la stratégie au niveau local.

L'identification d'une trame verte et bleue et les mesures de protections associées s'inscrivent pleinement dans les objectifs de la stratégie nationale pour la biodiversité.



PARTIE 3 – DIAGNOSTIC



1. POPULATION

1.1. Une population multipliée par quatre sur les quatre dernières décennies

La commune de Belgentier, comptant en 2013 2 440 habitants, a connu un essor démographique continu depuis la fin des années 1960. La population a ainsi été multipliée par plus de quatre depuis 1968.

Cette progression se poursuit sur la période 1999-2013 avec un gain de plus de 700 habitants. L'évolution annuelle a été de +2.6% en moyenne entre 1999 et 2013, avec un pic à +3.7% entre 1999 et 2008. Belgentier connaît ainsi une croissance démographique soutenue. La dernière période connaît toutefois un ralentissement. Entre 2006 et 2011, le rythme constaté (+ 65 habitants par an) a permis à la commune de se rapprocher des objectifs du PLU approuvé en 2006 (voir encadré ci-dessous).

Jusqu'au début des années 1980, seul le solde migratoire explique l'augmentation du nombre d'habitants et compense un solde naturel légèrement négatif. A partir des années 1980, le solde naturel devient positif et sa part dans la croissance de population ne cesse d'augmenter (0,2 % de la croissance de population entre 1982 et 1990, 0,3 % entre 1990 et 1999, 0,9 % entre 1999 et 2008 et 0,8 % entre 2008 et 2013). Sur cette dernière période, la part due au solde naturel est supérieure à la part due au solde migratoire (-0,5%).

En parallèle, le solde migratoire positif est également important. Ce constat

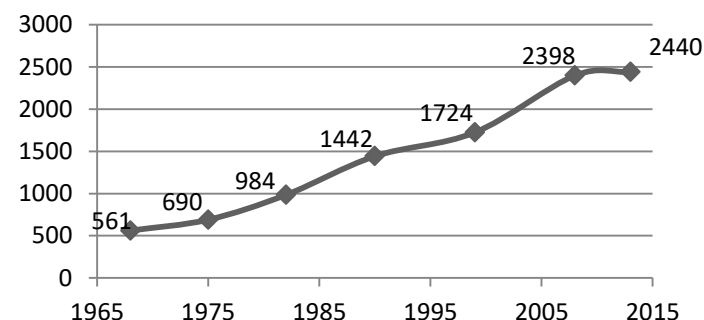
Rappel des objectifs du PLU en vigueur approuvé en 2006

« La commune souhaite adopter une croissance démographique modérée, proche de celle enregistrée entre 1990 et 1999 (+2 % par an). À ce rythme, la population théorique projetée de Belgentier devrait être proche des 2 700 habitants en 2015. »

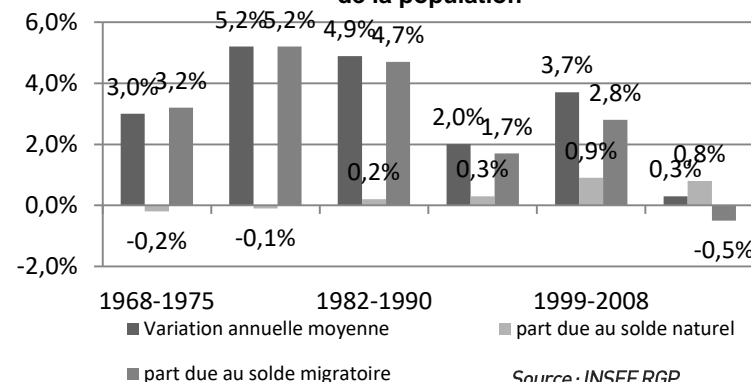
souligne l'attractivité de la commune pour des populations extérieures, notamment des actifs. Ce solde migratoire contribue à favoriser un solde naturel positif par l'accueil de jeunes ménages.

Belgentier s'inscrit dans une dynamique démographique plus large. Sur la période 1999-2008, Belgentier observe une croissance démographique plus importante qu'à l'échelle de la communauté de communes de la Vallée du Gapeau sur laquelle le taux de croissance annuel moyen est de 0,5 %. Entre 2008 et 2013, le rythme de croissance de population apparaît proche pour ces deux échelles territoriales : la communauté de communes connaissant un taux de croissance annuel moyen de 2,2 %.

Evolution de la population communale



Origines de la variation annuelle moyenne de la population





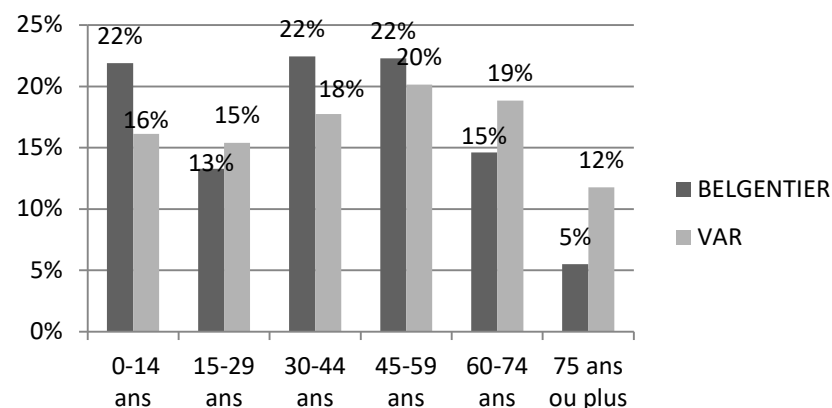
1.2. Une population relativement jeune mais qui semble connaître un léger vieillissement

En termes de structure par âge, la population de Belgentier apparaît relativement jeune en 2013. La commune présente ainsi un indice de jeunesse (rapport entre le nombre d'habitants de moins de 20 ans et de plus de 60 ans) de 1,36. Ce ratio, supérieur à 1, souligne que Belgentier compte davantage d'habitants de moins de 20 ans que d'habitants de plus de 60 ans. Par ailleurs, Belgentier compte près de 60 % d'habitants ayant moins de 45 ans. La population communale est également plus jeune qu'à l'échelle du département du Var avec globalement une plus forte représentativité des habitants de moins de 60 ans et une plus faible proportion des habitants des tranches d'âges supérieures à 60 ans.

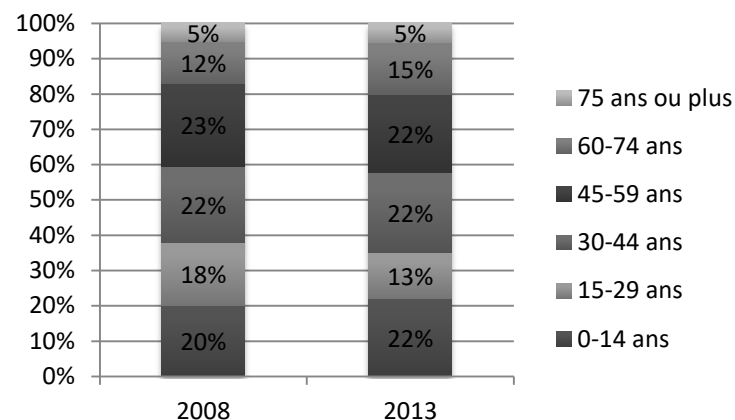
En termes de tendance, un léger vieillissement de la population de Belgentier semble néanmoins à l'œuvre comme le soulignent quelques indicateurs :

- L'indice de jeunesse est en baisse et évolue défavorablement puisqu'il était de 1,54 en 2008 ;
- Entre 2008 et 2013, le nombre d'habitants de plus de 60 ans a cru de +3% (17% en 2008 contre 20% en 2013),

Répartition de la population par classes d'âge comparée avec le département en 2013



Evolution et répartition des classes d'âge entre 2008 et 2013



Source : INSEE RGP



1.3. Des ménages plus nombreux, qui se renouvellent, mais une taille décroissante

En 2013, la commune compte 985 ménages, soit 43 ménages supplémentaires par rapport à 2008.

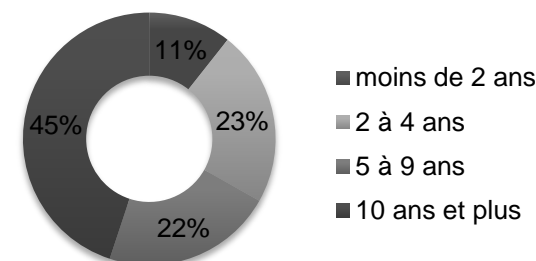
Un renouvellement des ménages de la commune s'opère avec davantage de ménages présents depuis moins de 10 ans que de ménages installés depuis plus de 10 ans. Ce constat est à mettre en lien avec l'attractivité migratoire de Belgentier.

Alors qu'il était en augmentation entre 1968 et 1990, le nombre moyen d'occupants par résidence principale ne cesse de diminuer depuis 1990 passant de 2,8 à 2,5 personnes en 2013. La dynamique de la commune s'inscrit dans une tendance générale. Les générations ne vivent plus sous le même toit, le nombre d'enfants diminue, le divorce est devenu affaire banale et le choix de monoparentalité est de plus en plus répandu. Même si le vieillissement de la population est peu marqué sur la commune, ce phénomène agit également sur la baisse de la taille des ménages.

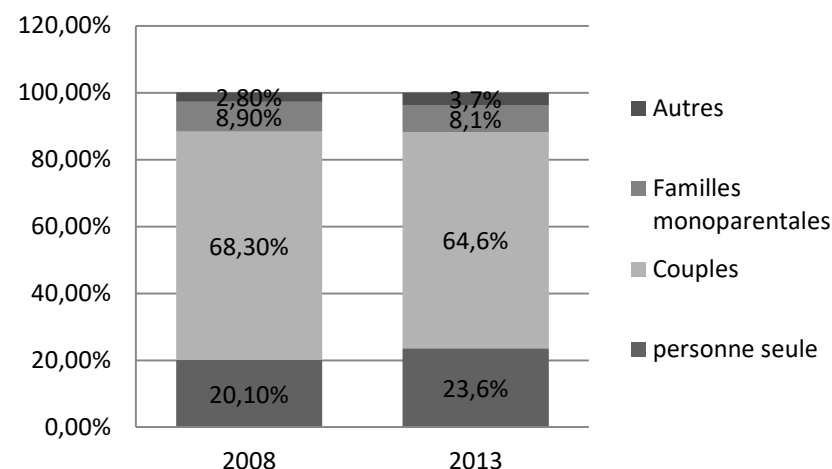
En 2013, les couples représentent la part la plus importante des ménages avec près de 64,6% mais est en légère baisse par rapport à 2008 (68,3%). La part des personnes seules a augmenté de 3,5 points entre les deux dates. Si le nombre de ménages a augmenté entre 2008 et 2013, leur structure apparaît stable sur cette période.

Ce sont des éléments dont le PLU doit tenir compte, notamment dans les projections concernant les besoins en terme de logements. Le parc devra répondre à la demande et aux besoins de ces différents types de ménages.

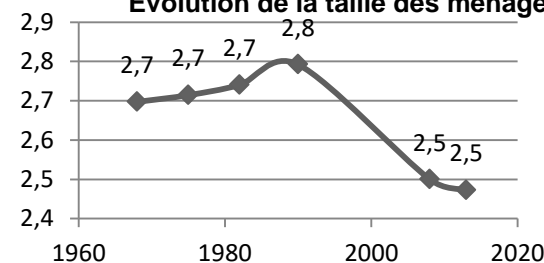
Ancienneté d'emménagement des ménages en 2013



Ménages selon leur composition sur la commune



Evolution de la taille des ménages



Source : INSEE RGP



2. HABITAT

2.1. Un parc de logements en hausse mais dont le rythme de production a fortement ralenti ces dernières années

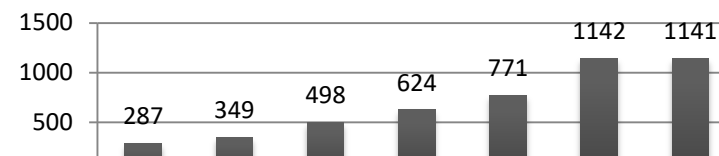
En 2013, l'INSEE a répertorié 1 141 logements soit 370 logements supplémentaires par rapport au recensement de 1999 (une trentaine de logements/an en moyenne). Cette augmentation du parc de logements est en adéquation avec la croissance de population de cette période (+716 habitants).

Ce rythme de production est en hausse par rapport aux périodes précédentes. Entre le milieu des années 1970 et la fin des années 1990, le rythme annuel de production de logement qui apparaît relativement stable est moindre (+ 21 logements par an entre 1975 et 1982, + 16 logements par an entre 1982 et 1990 et + 16 logements par an entre 1990 et 1999).

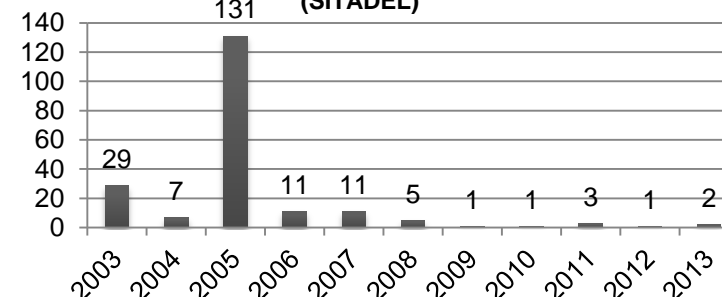
Les tendances récentes mettent néanmoins en avant un ralentissement de la production de logements. Entre 1999 et 2008, 41 logements ont été produits chaque année.

Les données SITADEL soulignent davantage ce ralentissement. Entre début 2003 et fin 2013, 202 logements ont été commencés. Jusqu'à la fin 2007, près de 38 logements ont été mis en chantier en moyenne chaque année. L'année 2005 apparaît exceptionnelle avec la production de plus de 130 logements, principalement en lien avec la ZAC de la Muscatelle. Néanmoins, à partir de 2008, ce sont « seulement » 1 à 5 logements qui sont mis en chantier chaque année sur la commune. Le contexte de crise actuelle peut expliquer en partie ce constat qui n'est pas propre à la commune de Belgentier.

Évolution du nombre de logements
sur la période 1968 - 2013



Nombre de logements commencés entre 2003 et 2013
(SITADEL)



Source : INSEE RGP

Rappel des objectifs du SCoT Provence Méditerranée

+ 202 résidences principales à produire chaque année jusqu'en 2020 sur la communauté de communes de la Vallée du Gapeau, ce qui conduit à un ralentissement de la production sur ce secteur (+ 430 résidences principales par an d'après les tendances des années 1990). L'objectif du SCoT est de recentrer une part importante du développement (60 %) sur le cœur de l'agglomération toulonnaise.

Rappel des objectifs du PLH de la Vallée du Gapeau

+ 100 logements à produire chaque année sur la communauté de communes de la Vallée du Gapeau pour uniquement maintenir le poids de population (point d'équilibre), dont + 9 par an sur Belgentier

+ 210 logements à produire chaque année sur la communauté de communes (point d'équilibre et croissance démographique), dont + 14 par an sur Belgentier. Ce rythme est proche de celui qu'a connu la commune dans les années 1990.



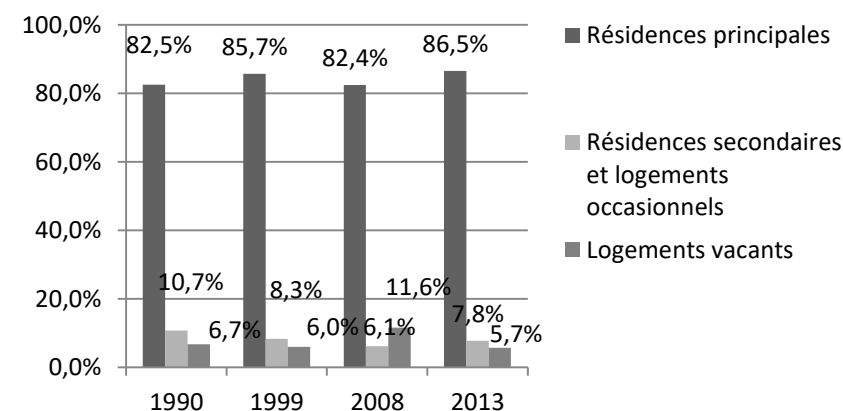
2.2. Une structure du parc relativement stable marquée par une prédominance des résidences principales

Depuis le début des années 1990, la part des **résidences principales** est relativement stable en se situant autour de 85 % du parc de logements. Leur nombre a augmenté de manière relativement continue depuis la fin des années 1960. Cette prédominance des résidences principales souligne la fonction résidentielle de Belgentier. Le taux de résidences principales de la commune est largement supérieur à celui du Var (environ 66 %).

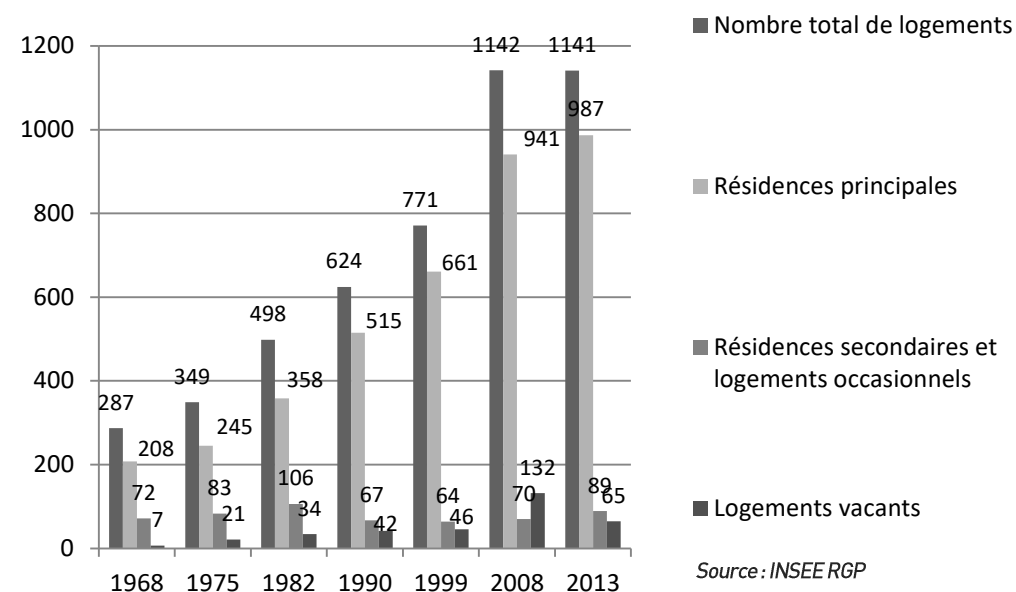
Les **résidences secondaires** et logements occasionnels regroupent environ 15% du parc de logements et leur part apparaît en légère baisse depuis 1990. En 2013, la commune compte 89 résidences secondaires.

Concernant les **logements vacants**, leur nombre avait augmenté de manière continue jusqu'en 2008. Leur nombre a presque triplé entre 1999 et 2008 en passant de 46 à 132 unités. À cette date, 11,5 % du parc de logements était vacant. Cette situation a néanmoins été ponctuelle. Entre 2008 et 2013, le nombre de logements vacants a été divisé par deux pour atteindre 65 unités en 2013. Le taux de vacance est ainsi inférieur à 6 % en 2013 et ne semble pas mettre en avant une problématique de vacance sur la commune. Ce taux apparaît en adéquation avec les caractéristiques du marché immobilier relativement tendu sur le secteur de Belgentier.

Evolution et répartition du parc de logements 1990-2013



Evolution du nombre et de la typologie de logement entre 1968 et 2013





2.3. Un parc de logements récents qui se diversifie

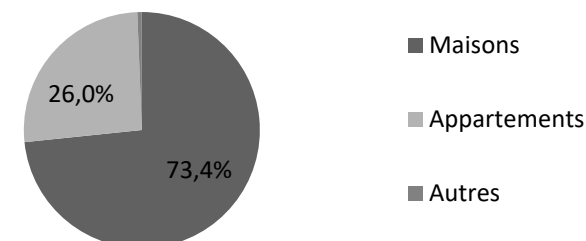
Catégorie et typologie de logement

L'habitat individuel (maisons) domine en représentant près de trois quart du parc de logements en 2013. Cette part est néanmoins en baisse depuis 2008 (74,7% du parc à cette date).

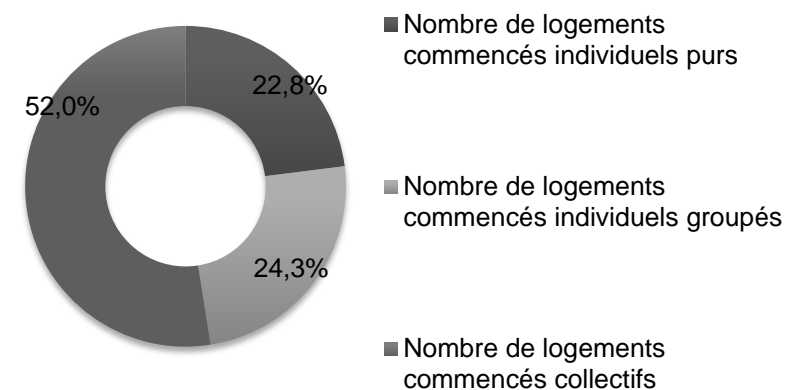
L'habitat collectif (appartements) regroupe un peu plus du quart du parc de logements en 2013. Cette part est en augmentation depuis 2008, la commune comptant 20 appartements supplémentaires entre les deux dates. La réalisation de la ZAC de la Muscatelle explique en grande partie cette évolution.

L'analyse des données SITADEL sur les logements commencés entre 2003 et 2013 souligne cette diversification du parc de logements en cours sur la commune. Sur cette période, plus de la moitié de la production (soit 105 logements) concerne des logements collectifs alors que dans le même temps les logements individuels mitoyens (24,3 %) et les logements individuels purs (22,8 %) représentent moins de la moitié de la production.

Typologie de logements en 2013



Répartition des logements commencés entre 2003 et 2013



Source : INSEE RGP



Taille du parc de logements

Si les T4 et plus représentent 62 % des résidences principales en 2013, les efforts de diversification du parc de logements se confirment avec 22,5 % des résidences principales produites en T3 et 15,8 % en T1-T2. Cela a permis d'augmenter la part des T2, de stagner la part des T3 et des T1 et de diminuer la part des T5 et plus entre 2008 et 2013.

Les données SITADEL permettent également de constater, en lien avec la part importante de logements collectifs produits, que les logements commencés présentent une surface de plancher mesurée avec en moyenne près de 100 m² par logement entre 2003 et 2013 dont :

- 135 m² par logement individuel pur
- 100 m² par logement individuel groupé
- 77 m² par logement collectif

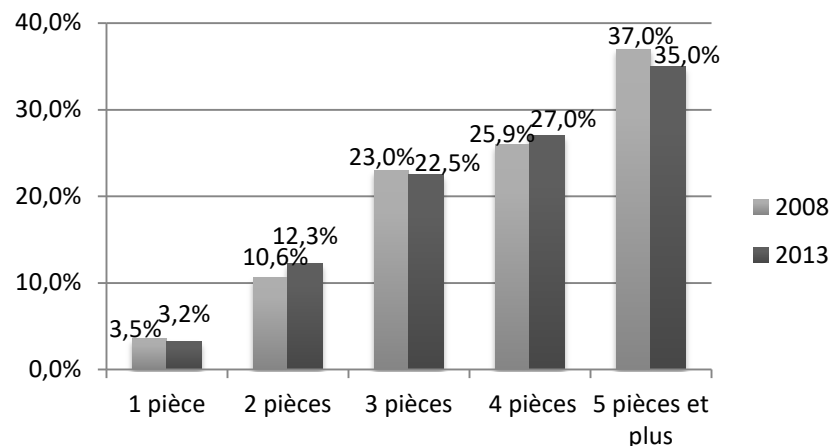
Age du parc de résidences principales

Globalement un renouvellement important du parc de logements s'opère sur la commune avec :

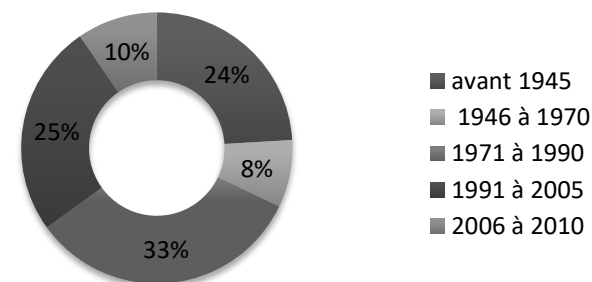
- Moins d'un quart du parc de résidences principales achevées avant 1945,
- Plus du quart du parc de résidences principales construit entre 1971 et 1991
- Près de la moitié du parc de résidences principales a moins de 25 ans, en ayant été produit à partir de 1990.

L'attractivité migratoire permet d'expliquer en partie ce renouvellement.

Evolution de la taille des résidences principales entre 2008 et 2013



Période de construction des résidences principales en 2013



Source : INSEE RGP



2.4. Une majorité de propriétaires, un parc locatif en augmentation, un parc social très peu représenté

Sur le parc de résidences principales, la part des propriétaires occupants domine en 2011 mais est en diminution par rapport à 1999. Alors que cette part représentait trois quart des ménages en 1999, elle en représente deux tiers en 2011.

Cette augmentation sensible de la part des locataires (passage de 20 à 29 % entre 1999 et 2011) est notamment à mettre en lien avec l'importante production de logements collectifs sur cette période.

Le territoire compte 4 logements HLM en 2011 d'après l'INSEE, soit 4 de plus qu'en 1999. Ce parc de logements représente moins de 0,5 % des résidences principales en 2011. Néanmoins, d'après le diagnostic du PLH de la Vallée du Gapeau, la commune compte 33 logements comptabilisés dans le parc locatif social, soit près de 4 % du parc de résidences principales. Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC de la Muscatelle, il était par ailleurs programmé la réalisation d'une douzaine de logements sociaux.

Ce constat peut être mis en parallèle avec les niveaux de revenus de la population. Le revenu net déclaré moyen s'élève à 26 856 € sur Belgentier, contre 22 298 € à l'échelle de l'intercommunalité et 24 558 € sur le Var. Les revenus sur la commune apparaissent ainsi en moyenne plus élevés que sur le département. Par ailleurs, alors que 56 % des foyers sont imposables dans le département, ils sont 65,3 % sur Belgentier. Toutefois, la commune compte 111 ménages modestes en 2007 (source : diagnostic du PLH) présentant des revenus inférieurs à 30% du plafond HLM.

Ainsi, même si la population de Belgentier apparaît relativement plus aisée qu'à l'échelle du Var, le nombre de logements sociaux apparaît très faible et le besoin existe pour une partie de la population. La demande en locatif social, qui

semble présente (14 demandes en 2007 sur la commune d'après le diagnostic du PLH), n'apparaît pas satisfaite.

Rappel des objectifs du SCoT Provence Méditerranée

- + 72 logements sociaux à produire chaque année à l'échelle de la communauté de commune de la Vallée du Gapeau, soit près du quart de la production annuelle attendue en résidences principales

Rappel des objectifs du PLH de la Vallée du Gapeau

- + 79 logements sociaux à produire chaque année à l'échelle de la communauté de communes, soit le tiers de production neuve. Sur la période du PLH, cela représente une production d'environ 470 logements sociaux. Il est par ailleurs attendu une mixité dans la typologie de l'habitat social : 35 % de T1 et T2, 30 % de T3, 25 % de T4 et 10 % de T5 ou plus.
- + 3 logements sociaux à produire chaque année sur Belgentier, soit environ 20 % de la production neuve. Cela représente une production de 18 logements sociaux sur la période du PLH, dont 13 PLUS et 5 PLAI.



2.5. Le marché immobilier

D'après le diagnostic du PLH de la communauté de Communes de la Vallée du Gapeau, « l'attractivité du territoire intercommunal repose sur deux critères principaux :

- Un environnement de villages pittoresques dans un cadre préservé, « au calme », véhiculant une image de campagne
- Le critère « distance-temps » par rapport à Toulon et en particulier par rapport à ses zones d'emplois à l'Est. »

« L'attractivité sur Belgentier repose sur la clientèle extérieure dont une partie est d'origine extra régionale avec un positionnement « rural » induisant l'acceptation de l'éloignement. »

Prix du marché immobilier :

D'après le site www.efficity.com, la fourchette des prix au m² dans Belgentier se situe entre 1 427 €/m² et 3 523 €/m² et le prix moyen au m² s'élève à 2 321 €. Le prix du m² sur Belgentier semble être légèrement inférieur aux communes limitrophes, mais également inférieur au prix du m² dans le Var (3 190 €/m² en moyenne).

Concernant le prix des terrains constructibles, le site www.immoprix.com propose quelques repères sur le secteur de Toulon :

Secteur	< 600 m ²	600 à 900 m ²	900 à 1500 m ²	1500 à 2500 m ²	2500 à 5000 m ²	Ensemble
Secteur de Toulon	146 100 €	200 000 €	234 700 €	250 000 €	*	184 000 €

Le prix du terrain constructible apparaît ainsi plus élevé sur le secteur de Toulon qu'à l'échelle du Var (145 000 € en moyenne).

Caractéristiques des biens en vente et en location :

Sur le site seloger.com, il peut être observé sur la commune de Belgentier :

- 39 annonces de vente dont 6 concernent des appartements (fourchette allant de 126 000 à 220 000 €) et 33 des maisons et villas (fourchette allant 149 000 à 770 000 €). Ainsi, près de 85 % des annonces de vente concernent des maisons et villas. Ce type de bien semble ainsi dominer le marché de l'ancien.
- 3 annonces de location correspondant à 2 appartements et une villa.

Sur le site leboncoin.fr, les annonces en ligne dessinent des tendances similaires avec 67 annonces pour de la vente (dont 53 concernant des maisons/villas et 14 des appartements) et 13 annonces de location.

L'offre locative apparaît ainsi limitée sur la commune.



Les dynamiques de la population et de l'habitat - synthèse

– Atouts :

- Un essor démographique continu depuis la fin des années 1960 en lien avec le dynamisme de l'agglomération toulonnaise
- Une croissance démographique majoritairement liée à l'attractivité migratoire mais également due à un solde naturel positif depuis les années 1980
- Une population plus jeune qu'à l'échelle départementale
- Un parc de logements en hausse, qui se renouvelle et se diversifie (augmentation des logements collectifs et locatifs en lien notamment avec la ZAC de la Muscatelle).
- Une vocation résidentielle affirmée (prépondérance des résidences principales)
- Une faible vacance du parc de logements
- Le SCoT Provence Méditerranée et le PLH de la Vallée de Gapeau qui fixent des objectifs en matière de production de logements
- Une population qui dispose en moyenne de revenus supérieurs à la moyenne départementale

– Faiblesses :

- Des ménages de plus en plus nombreux mais des cellules familiales plus réduites
- Un léger vieillissement de la population
- Un fort ralentissement de la production de logement ces dernières années
- Un parc social peu présent et une demande peu satisfaite
- Une offre locative sur le marché immobilier qui paraît limitée

– Enjeux :

- Le maintien de l'attractivité résidentielle de la commune
- La gestion l'arrivée de nouveaux résidents (en terme d'équipements, de logements, d'infrastructures...)
- La poursuite des efforts en matière de diversification du parc de logements pour répondre à tous les besoins
- Le développement de l'offre en parc locatif social
- La prise en compte de la baisse du nombre de personnes par ménage et du vieillissement de la population
- Le respect des objectifs portés par le SCoT Provence Méditerranée et le PLH de la Vallée du Gapeau



3. ÉCONOMIE

3.1. Population active et emploi

3.1.1. Une population active et un nombre d'emplois en hausse

— Population active

La commune de Belgentier compte 1 053 actifs occupés pour une population active totale de 1 175 personnes.

La comparaison des données des recensements de 2008 et 2013 montre une augmentation (1,9 points de plus entre les deux dates) de la population active sur Belgentier.

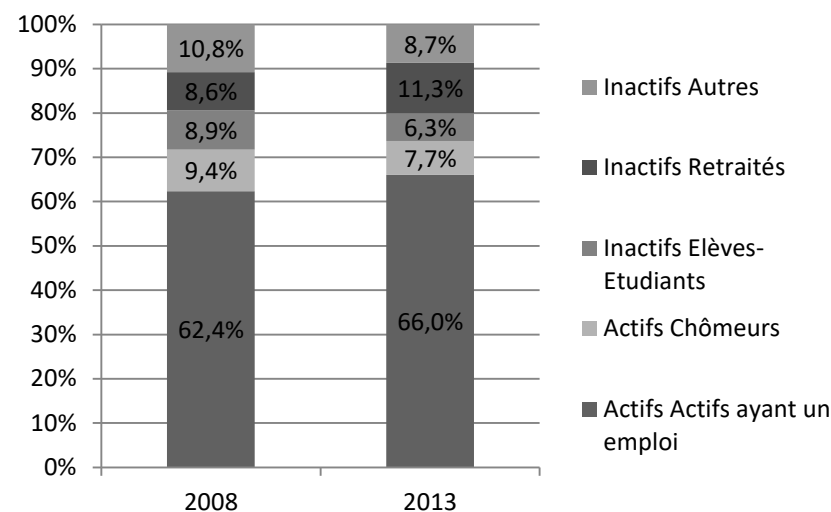
L'autre constat majeur vient de la hausse de la part des actifs occupés et de la baisse de celle des demandeurs d'emplois. Le taux d'activité parmi les 15 ans ou plus (rapport entre la population active et la population correspondante) est passé de 61,2 % à 62%.

En ce qui concerne les inactifs, la part des retraités est en hausse et celle des élèves et étudiants en baisse. Ce constat corrobore le léger vieillissement de la population mis en exergue précédemment.

Emploi

Belgentier regroupe 300 emplois en 2013 contre 256 en 2008. Cela représente une augmentation de près de 44 emplois. La commune s'inscrit dans une dynamique économique plus large, la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau a vu son nombre d'emplois augmenter de 50 % sur cette période.

Population par type d'activité entre 2008 et 2013



Source : INSEE RGP



3.1.2. Des actifs et des emplois principalement orientés sur le secteur tertiaire

– Population active et catégories socio-professionnelles

Les professions intermédiaires constituent la catégorie socio-professionnelle la plus représentée en 2013 avec près 29 % des actifs de la commune. Cette part est en hausse par rapport à 2008.

Viennent ensuite les employés avec environ un quart des actifs. Cette part diminue par rapport à 2008, date à laquelle les employés étaient les plus représentés parmi les actifs.

Les ouvriers et les cadres représentent la même proportion d'actifs en 2013 (18,3 %). Les cadres voient leur représentativité renforcée entre 2008 et 2013 (de 14,9 % à 18,3 %), comme celle des ouvriers (de 17,7 % à 18,3 %).

Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise représentent moins de 10 % des actifs en 2013. Cette part est en hausse par rapport à 2008.

La catégorie des agriculteurs exploitants est très peu représentée et diminue entre 2008 et 2013.

– Emploi et catégories socio-professionnelles

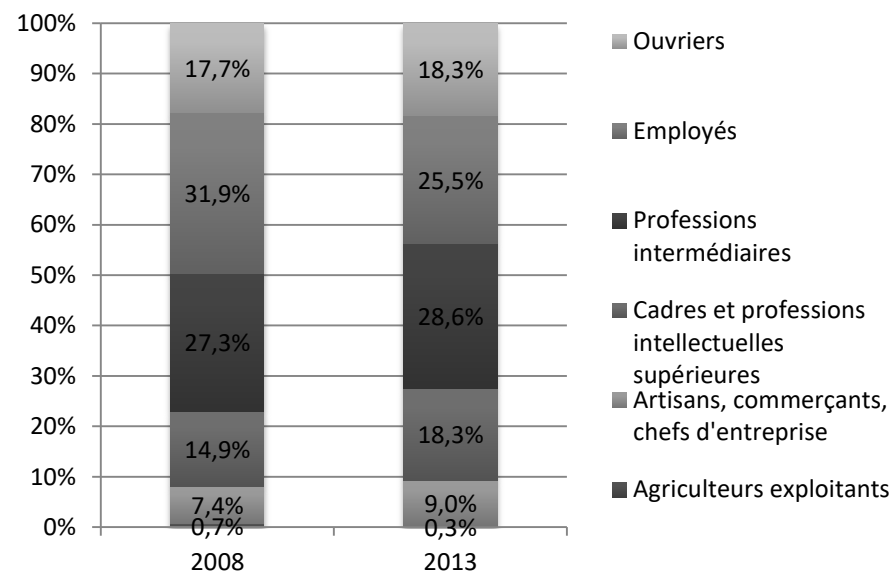
Parmi les emplois recensés sur Belgentier, les ouvriers représentent le quart des emplois.

Suivent les professions intermédiaires et employés avec respectivement 22 % et 22 % des emplois présents sur la commune.

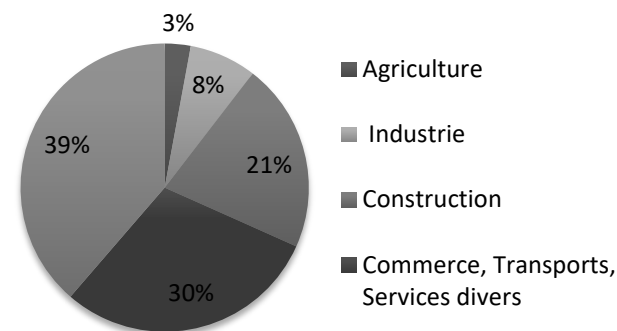
Les cadres représentent 11,3 % et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise représentent une part des emplois de 16,6 %.

Enfin, les agriculteurs représentent 2,9 % des emplois.

Evolution des catégories socio-professionnelles (15-64 ans)



Répartition de l'emploi dans la commune par secteur d'activités en 2013



Source : INSEE RGP



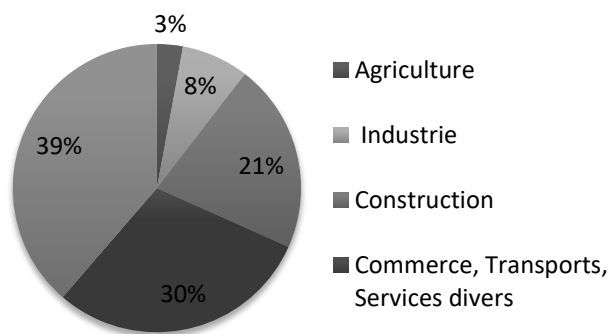
– Emploi et secteurs d'activités

Les services publics regroupent 38,6 % des emplois et le commerce, les transports et services représentent 29,6% des emplois de Belgentier. Ainsi, le secteur tertiaire constitue plus des deux tiers des emplois présents sur la commune. Entre 2008 et 2013, 47 emplois ont été créés dans ce secteur.

Le secteur secondaire représente près de 30 % des emplois en étant répartis majoritairement au profit du secteur de la construction. Le nombre d'emplois industriels a très légèrement augmenté entre 2008 et 2013 (+ 5 emplois) alors que le secteur de la construction a vu la création de 19 emplois.

Le secteur primaire, agricole, regroupe seulement 3% des emplois de la commune voit son nombre d'emplois stable entre 2008 et 2013.

Répartition de l'emploi dans la commune par secteur d'activités en 2013



Source : INSEE RGP

– Emploi et sphère de l'économie : économie présentielle et non-présentielle

Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

La sphère présentielle domine largement l'économie locale en représentant 87% des emplois en 2013. Cette part est en hausse depuis 2008 (82% des emplois à cette date). Le nombre d'emplois de l'économie présentielle a augmenté de près de 77 unités entre ces deux dates. Il semble ainsi que la forte croissance démographique de la commune se soient accompagnée du développement d'une économie de services. La commune compte ainsi les principaux commerces et services de proximité (épicerie, boulangerie, librairie, cafés, boucherie, etc.) qui sont principalement localisés dans le centre du village. Par ailleurs, située en limite de l'agglomération toulonnaise et dotée d'une identité villageoise à la campagne, la commune est particulièrement fréquentée les weekends. Ainsi, les activités d'accueil touristique représentent un élément marquant pour la commune : restaurants, gîtes, campings de la Thomasse et de l'Escride et ferme pédagogique.

En parallèle, la sphère non présentielle apparaît fragilisée avec un nombre d'emplois en légère baisse (perte de 3 emplois entre 2008 et 2013). Cette sphère représente 13 % des emplois en 2013 (46 emplois) alors que qu'elle regroupait 42 % des emplois en 1990 (56 emplois) et 27 % en 1999 (48 emplois). En effet, l'agriculture (oléiculture) et l'industrie (anciennes tanneries) semblent régresser au profit des activités de commerce et de service.

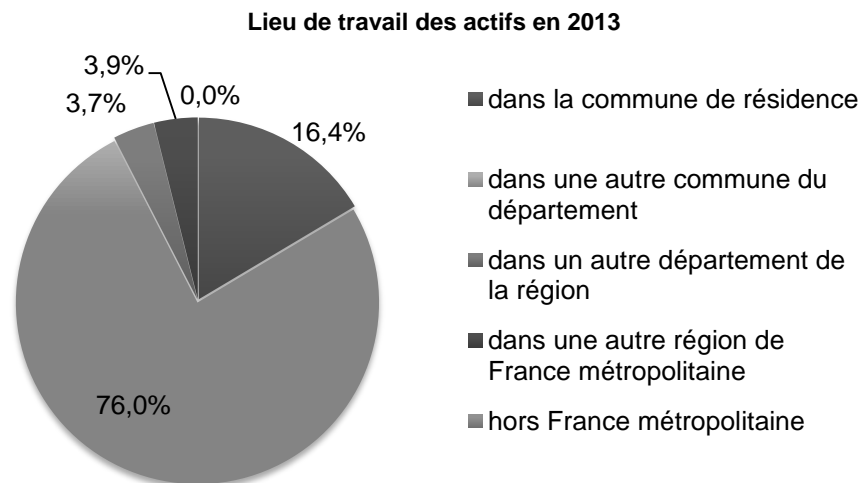


3.1.3. Des mobilités d'actifs plus nombreuses et plus longues

En 2013, une minorité des actifs occupés résidant sur la commune y travaillent également (174 actifs, soit 16,4 % des actifs occupés). Cette part apparaît légèrement moindre qu'à l'échelle de la communauté de communes de la vallée du Gapeau (19,8%) mais largement inférieure à celle du département (45%). De plus, cette part est en diminution car elle représentait près de 17,9 % en 1999.

Ainsi, près de 84 % des actifs occupés travaillent hors de Belgentier ce qui confirme la vocation principalement résidentielle de la commune.

Les habitants de Belgentier occupent un peu plus de 55 % des emplois présents sur la commune.



Source : INSEE RGP



3.2. Les activités économiques

3.2.1. Un tissu économique marqué par la prépondérance du secteur tertiaire

L'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes.

L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique... L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

Le secteur des services aux entreprises et aux particuliers avec 65 établissements et 63 entreprises représente près de la moitié du tissu économique de Belgentier.

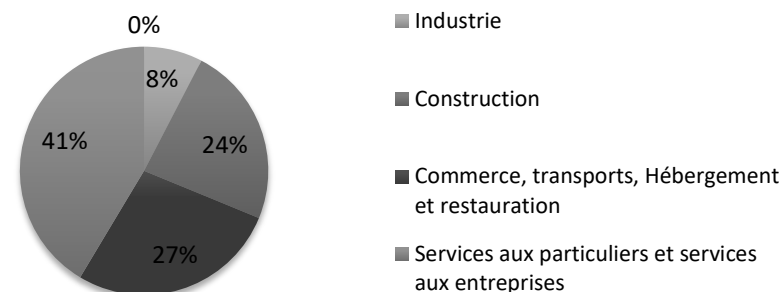
Le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration regroupe 27% des établissements (43 unités) et 26 % des entreprises (39 unités).

Pour ces deux secteurs d'activités, il s'agit ainsi principalement d'entreprises individuelles avec peu ou pas de salariés.

Le secteur de la construction comprend 37 établissements (correspondant à 37 entreprises).

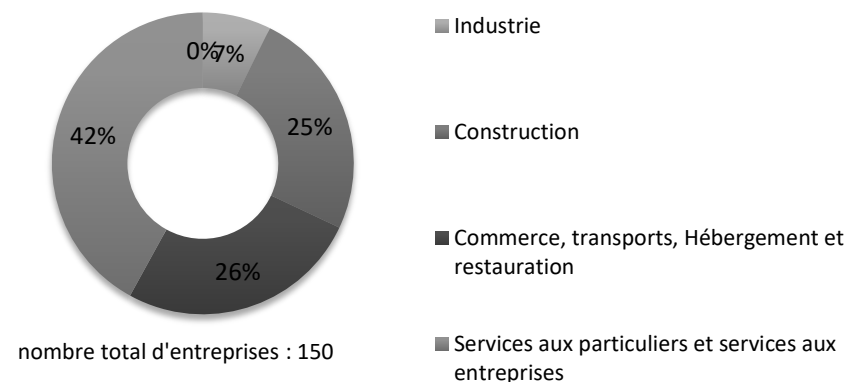
Le secteur industriel représente 12 établissements et 11 entreprises de la commune.

Etablissements par secteurs d'activités au 1er janvier 2015



Nombre total d'établissements: 157

Entreprises par secteurs d'activités au 1er janvier 2015



nombre total d'entreprises : 150



3.2.2. Un tissu économique majoritairement composé de petites et très petites entreprises

86 % des établissements économiques (179 unités) sont uniquement liés à leur(s) chef(s) d'entreprise et ne comptent aucun salarié.

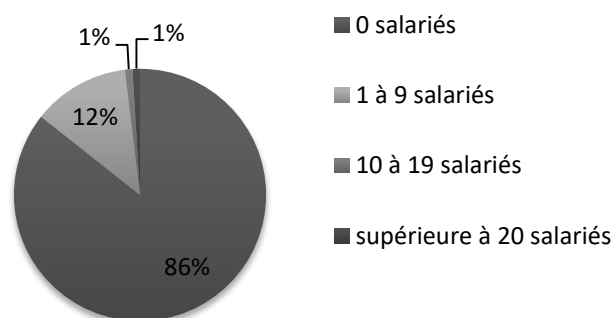
12% des établissements (26 unités) regroupent entre 1 et 9 salariés.

Ainsi, 99 % des établissements comptent aucun ou moins de 10 salariés.

Deux établissements emploient entre 10 et 19 salariés et un seul plus de 20 salariés.

Au regard du croisement entre le nombre d'entreprises et le nombre d'emplois présents par secteur d'activités, il semblerait que les activités de services publics constituent les principaux employeurs de la commune.

Taille des établissements en 2013



Source : INSEE RGP

3.2.3. Une activité agricole qui semble se maintenir

Nb : Les données chiffrées ci-dessous sont extraites du Recensement Général Agricole de 2010.

L'oléiculture, activité traditionnelle marquée par la présence d'une coopérative oléicole « La Belgentiéroise », qui désigne également une variété d'olive, constitue l'essentiel de l'activité agricole. Elle occupe les restanques qui n'ont pas encore été colonisées par le pin. L'élevage caprin est également présent sur la commune.

– Une activité identitaire

L'activité agricole occupait encore dans les années 1950 la presque totalité du territoire communal. Le relief était en effet propice aux cultures en restanques et les oliveraies participaient pleinement des paysages belgentiérois. Cette activité a progressivement diminué et n'occupent plus autant de surfaces, des friches et boisements se sont développés sur les coteaux. Elle occupe les restanques qui n'ont pas encore été colonisées par le pin.

Toutefois, l'agriculture, et particulièrement l'oléiculture, demeure un élément fort de l'identité communale.

L'AOC Huile d'Olive de Provence et la présence de la coopérative oléicole « La Belgentiéroise » dans le village témoigne de l'intérêt de cette production dans la commune.

– Un nombre d'exploitations et emplois agricoles qui se maintiennent

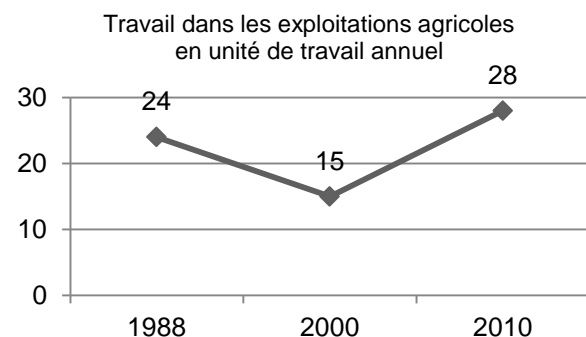
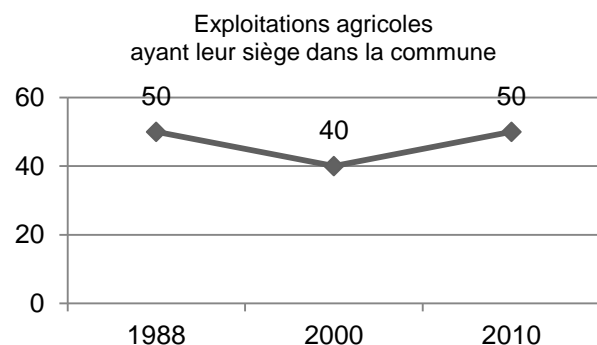
Alors que le nombre d'exploitations était en baisse entre 1988 et 2000, il a connu une augmentation entre 2000 et 2010 avec la création de 10 exploitations ayant leur siège sur Belgentier. En 2010, la commune compte 50 exploitations, soit son niveau de 1988. Ces données apparaissent en contradiction avec les données INSEE qui ne recensent que 8 entreprises agricoles.



En lien avec cette hausse du nombre d'exploitation depuis 2000, le nombre d'unité de travail annuel (UTA) a également augmenté. *Cette unité équivaut au travail d'une personne travaillant à temps plein pendant une année.* Entre 2000 et 2010, le nombre d'UTA a augmenté de 13 unités. Là encore ces données apparaissent contradictoires avec les chiffres de l'INSEE qui ne pointent que 4 emplois agricoles en 2011.

Certes, les chiffres indiquent une activité agricole maintenue, pour autant, elle n'est souvent qu'un complément d'emploi et est à nuancer. La coopérative rassemble environ 165 coopérateurs, dont la très grande majorité sont des exploitations de complément. Le domaine oléicole des Escavalins a fait l'objet d'une reprise récente et se développe.

La commune accueille également un élevage caprin.

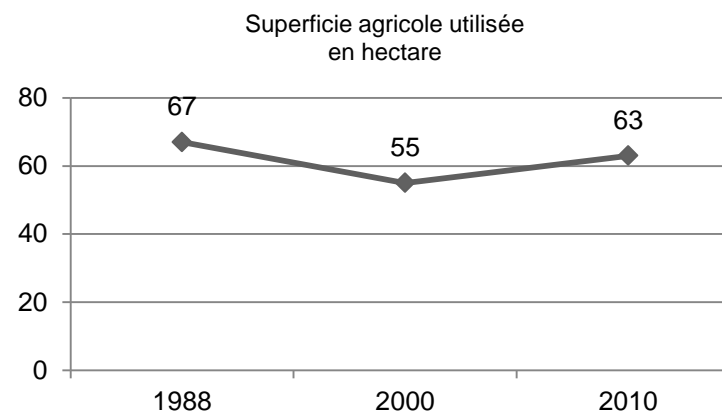


- Une Surface Agricole Utilisée (SAU) relativement stable

En 2010, la SAU représente près 63 ha. La SAU a très légèrement diminué entre 1988 et 2010 : perte de 4 ha de SAU. La SAU représente à peine 5 % de la superficie communale en 2010.

Une analyse détaillée souligne que les superficies en terres labourables ont augmenté de 7 ha et que les superficies en culture permanente ont diminué de 3 ha entre 1988 et 2010.

Compte tenu de la spécificité communale, les terres arables ne sont pas significatives.



Source : RGA 2010



Les dynamiques socio-économiques - synthèse

– Atouts :

- Un nombre d'emplois et une population active en hausse
- Un nombre d'habitants pour un emploi en baisse
- Un taux d'activité en hausse
- Un tissu économique largement tourné vers l'économie présentielle et tertiaire, en lien avec la vocation résidentielle de la commune (réponse aux besoins de la population)
- Un territoire attractif pour les PME et TPE : un tissu d'entreprises relativement jeunes et qui se renouvelle
- Une activité agricole encore présente

– Faiblesses :

- Une minorité d'actifs qui résident et travaillent sur Belgentier
- Des mobilités domicile-travail plus nombreuses et plus longues
- Une fragilisation de la sphère non présentielle

– Enjeux :

- L'attractivité économique de la commune
- La poursuite du développement de l'économie présentielle pour continuer à répondre aux besoins de la population
- La pérennité d'une économie non présentielle
- la reconquête agricole



4. TERRITOIRE

4.1 Fonctionnement urbain

Les équipements et services communaux

Le niveau d'équipement de la commune de Belgentier est satisfaisant. La commune possède, en plus des équipements de proximité nécessaires à sa population résidente, quelques équipements touristiques.

La commune concentre les équipements principalement dans le centre-village : commerces, école, équipements sportifs notamment. Les éléments relevant des services, du médical ou du tourisme sont eux plus dispersés et maillent plus facilement le territoire communal.

Une prépondérance des Services

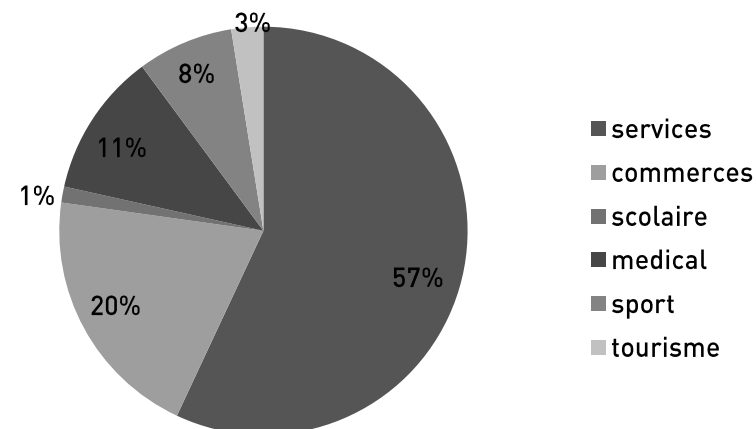
Le secteur «services» est vaste et regroupe des activités multiples et variées, allant du bureau de Poste, au vétérinaire en passant par le peintre ou l'agence immobilière.

La commune est correctement pourvue en services puisque sont recensés 54 habitants par services.

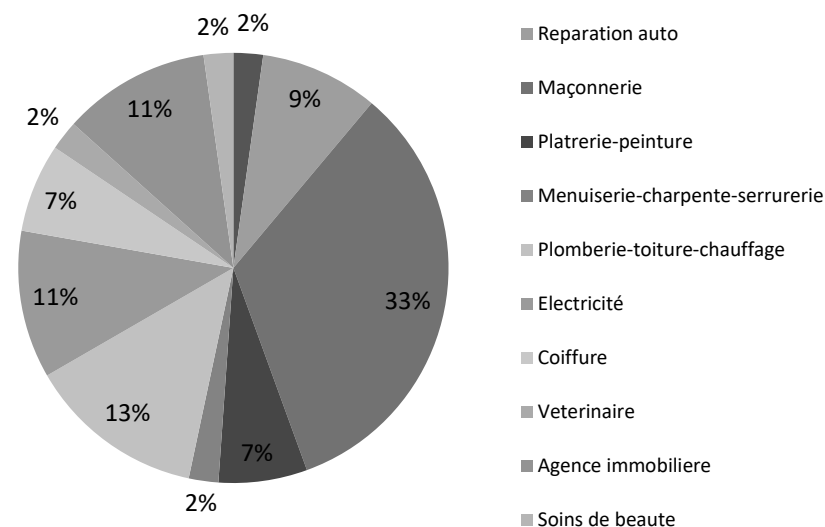
S'ils sont majoritairement concentrés sur le centre-bourg, (poste, coiffure, agence immobilière, ou soins de beauté par exemple) les services maillent sont aussi présents en périphérie. Ainsi, les professions indépendantes (maçonnerie, plâtrerie, menuiserie, plomberie, électricité, ...) ont souvent un siège social à leurs domiciles depuis lesquels ils se déplacent ensuite.

Certains secteurs sont sur-représentés témoignant des besoins des résidents : maçonnerie (33%), Plomberie-toiture-chauffage (13%), Électricité et Immobilier (11%).

Part des équipements par secteurs



Répartition des services



Une part importante de commerces

Le secteur «commerces» regroupe des activités de vente pure (supérette, boulangerie, boucherie, droguerie, fleuriste, ...), mais aussi des éléments liés au service : la restauration par exemple.

La commune est assez correctement pourvue en commerces puisque sont recensés 152 habitants par commerces.

Les commerces sont majoritairement concentrés sur le centre-bourg, les habitants des quartiers périphériques pratiquent donc le centre pour ces usages.

Si la boulangerie, le fleuriste, les magasins généralistes, les supérettes sont des commerces de première nécessité ceci explique leurs fortes proportions. En revanche la présence de cinq restaurants, dont certains haut de gamme est vecteur d'une attractivité forte et d'usagers extra-territoriaux.

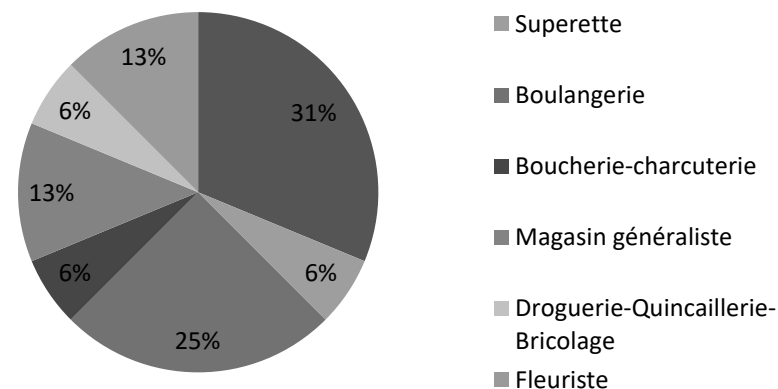
Le secteur médical comme incontournable

Le secteur « médical » est un incontournable, il est représenté dans quasiment toutes les communes, mêmes les plus rurales. L'offre médicale belgentiéroise, en plus d'être présente est variée et compte sept spécialités dont majoritairement des médecins généralistes et des infirmiers.

La commune est bien pourvue en activités médicales puisque sont recensés 271 habitants par activités.

S'ils sont majoritairement concentrés sur le centre-bourg les équipements médicaux sont aussi présents en périphérie. Ainsi ce sont majoritairement de professions indépendantes pouvant avoir des sièges sociaux aux domiciles depuis lesquels ils se déplacent ensuite.

Répartition des commerces



Source INSEE RGP

Le Moulin du Gapeau, en bordure de voie, intégré au bourg



La presse : l'exemple-type du magasin généraliste

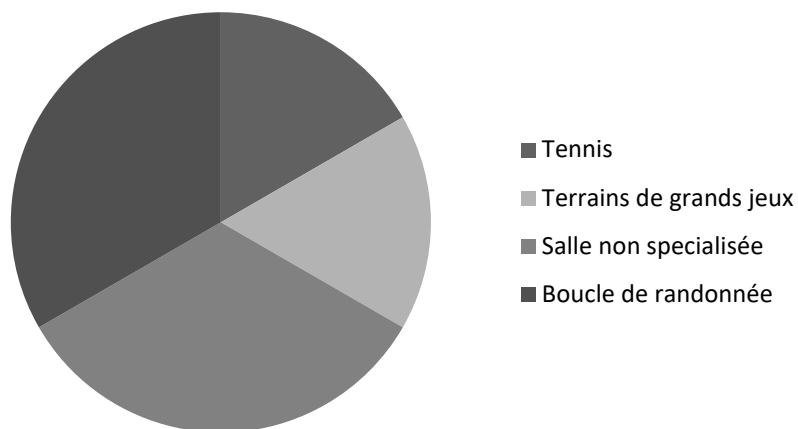


Une infrastructure sportive présente

La commune compte des équipements sportifs : boucles de randonnée, salles, terrains de tennis, terrains de sport, ce qui est une offre satisfaisante. De les terrains, équipés de club-house sont entretenus, investis par des clubs et en activité.

Ces équipements se trouvent en périphérie du centre-bourg et lui sont directement accolés.

Répartition des équipements sportifs



Les terrains de Tennis et le Stade multi-sport



Une activité touristique à la marge mais présente

La commune compte des équipements touristiques, toutefois ils se limitent à la présence de deux campings. Ils sont positionnés en plein massifs collinaires boisés dans le quartier Escride/ La Rouvière.

Ces équipements permettant ainsi une activité saisonnière et amènent des usagers nouveaux faisant fonctionner les commerces équipements communaux.

Le camping Les Tomasses accueille des usagers en été



La présence d'une école maternelle et élémentaire

Belgentier a toujours été dotée d'une école, cependant celle-ci a déménagé et a fait sa rentrée en septembre 2010. Le nouveau groupe scolaire situé à l'arrière du village, entre le quartier de la Muscatelle, de La Font-Sainte et le village il accueille :

- Un effectif global de 243 élèves et de 11 professeurs pour la rentrée 2014,
- 4 classes de maternelle,
- 6 classes de primaire,
- 1 réfectoire,
- 1 salle de sport,
- 1 salle informatique,
- 1 bibliothèque,
- 1 salle d'accueil périscolaire,
- des salles administratives.

Le côté arrière du groupe scolaire



Le marché, un commerce éphémère mais vivant

Le marché prend place sur la place centrale du village les lundis et samedis matin, en bordure de la RD 554.

Il regroupe quelques commerçants locaux, et permettent aux habitants un commerce de produits frais et locaux, de proximité, venant compléter l'offre communale.

Le marché, un moment de convivialité commerciale





EN BREF/ ÉQUIPEMENTS

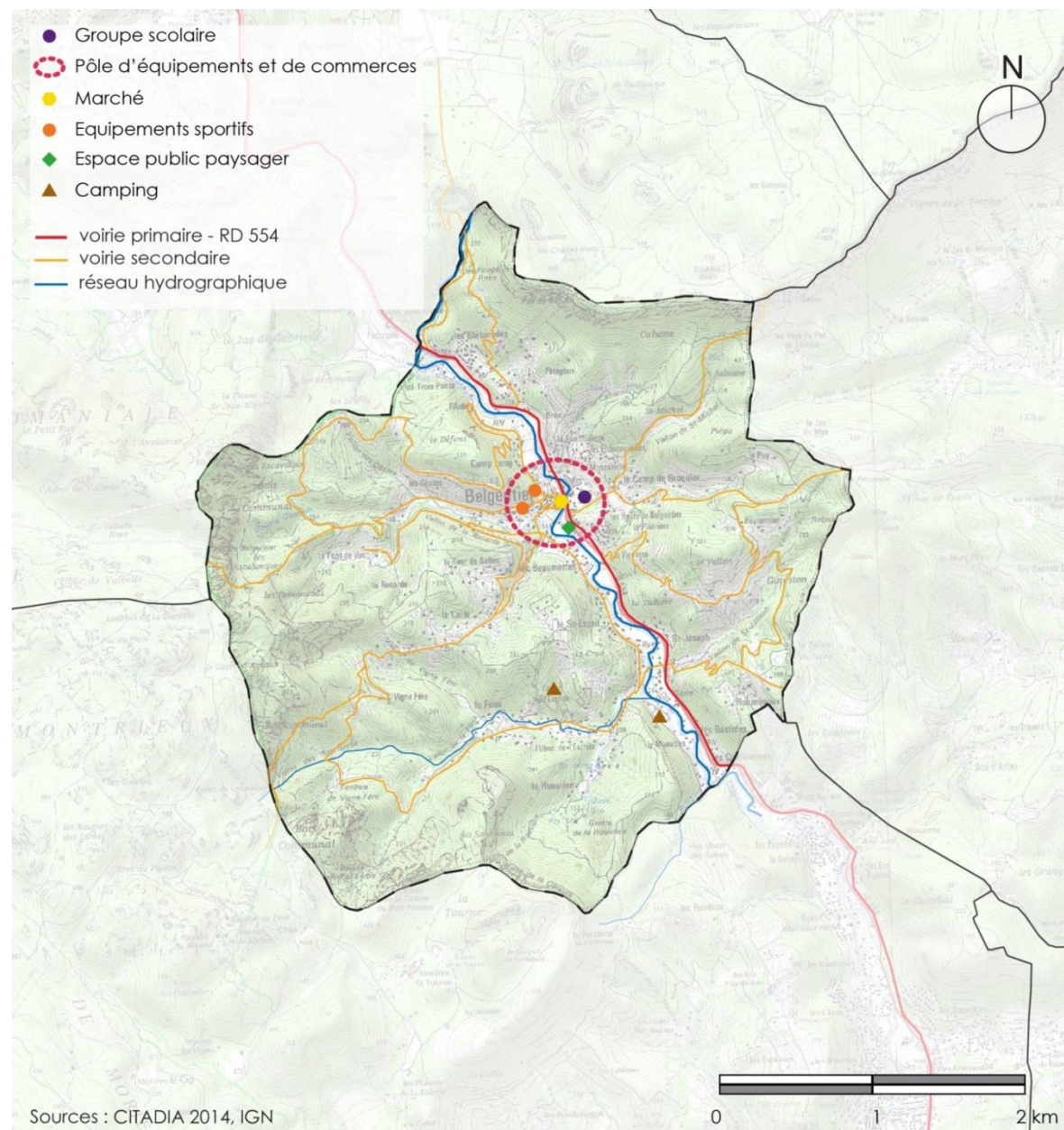
→ Équipements/ services/ commerces **concentrés dans le centre-village**, les périphéries comportent des services mais pas de commerces,

→ La concentration des activités **renforce la lisibilité et l'image du cœur de ville**,

→ L'absence de commerces dans les périphéries oblige les résidents à utiliser leurs voitures mais les amène dans le centre-village en cas de besoin,

→ **Commerces massés le long de la RD554** et absents du cœur villageois,

→ Tout l'enjeu commercial consiste en la **reconquête des ruelles du centre ancien** : mise en place de **commerces en rez-de-chaussée** et sur les placettes.



Localisation des équipements, commerces et services

4.2 Mobilités, déplacements et transports

Trame viaire, trafic et stationnement : différents degrés d'efficacité

Un seul axe routier constitue la trame viaire principale : la RD 554 connectant Brignoles à l'autoroute A57, à Toulon et plus largement à la façade littorale.

La RD554 est la seule voie d'accès à Belgentier, que l'on vienne du Sud (Toulon) ou du Nord (Brignoles), elle coupe donc le territoire en son sein selon un axe Nord/ Sud. Traversant le centre-village elle joue le rôle d'une **réelle rupture routière** doublant celle du Gapeau.

Cet axe, très fréquenté permet les **très nombreux trajets pendulaires** des belgentiérois vers les bassins d'emplois vers lesquels ils travaillent : l'agglomération toulonnaise ou le brignolais. S'ajoutent les habitants amont ou aval ne faisant que passer par le territoire communal, ne s'y arrêtant pas, mais participant pleinement au phénomène de congestion.

Ces flux d'entrants, de sortants, de passants sont à l'origine de **problèmes de congestion** aux heures de pointes, un trafic soutenu toute la journée (entre 11 000 et 12 000 véhicules/ jours) ainsi que des nuisances sonores et environnementales.

Dans le but de remédier à ces problématiques (rupture urbaine et congestion automobile) et d'apaiser la circulation en centre-village, le Conseil Général du Var a lancé un **projet de contournement**. Ce projet prévoit un tracé de voie débutant en contrebas du lotissement Les Hauts de Belgentier, long par le Nord la ZAC de la Muscatelle et le village pour rejoindre la RD554 en fin d'agglomération.

Le RD554, une rupture au cœur du centre-villageois



EN BREF/

ACCESSIBILITÉ/ DESSERTE

- Une accessibilité correcte, une commune **connectée à son contexte** mais par le biais d'une seule voie,
- Cette voie unique amène des **problèmes de congestion** touchant directement le centre-village. Afin de renforcer son urbanité et d'améliorer le cadre de vie tout en consolidant son identité de quartier, il semble nécessaire d'y **pacifier la circulation** par la mise en place d'un **contournement**,
- La **desserte est inégale**, les voiries devront donc être adaptées dans tous les secteurs, en particuliers ceux dans lesquels l'urbanisation peut être renforcée

Cet axe principal est complété par une série de voies de desserte locale qui serpentent dans la commune, sur les flancs collinaires et dans le creux des vallons reliant les différents quartiers entre eux. Celles-ci sont peu ramifiées, mal-hiérarchisée et peu adaptées à une circulation importante.

On peut tout de même identifier différents types, de voies :

- les ruelles du centre-village sont charmantes et sinueuses, mais non-adaptées à la circulation de véhicules : elles sont à double-sens et ne permettent pas le croisement. Piétonniser le secteur pourrait être la solution mais les équipements sportifs ne sont accessibles que par le village et l'étroite route de Ferrantu ;
- certaines voiries secondaires sont confortables et suffisamment dimensionnées assurant la desserte inter-quartier, et rayonnant à partir de la départementale, elles rejoignent les quartiers de la Muscatelle, Escrède/ La Rouvière, Hauts de Belgentier, La Font-Sainte/ Escléaouvéoux, Blétonèdes ;
- d'autres sont sous-dimensionnées (partiellement ou totalement), et permettent les autres quartiers: Ferrantu, et Pétégoux, et sont généralement visés par Emplacement Réservés dédiés à des élargissements futurs ;
- les dernières sont des dessertes très locales, elles sont constituées par des voies privées et des servitudes de passage, permettant de relier les massifs collinaires et les habitations, elles sont difficilement praticables et devront être repensées.

La trame viaire est donc inégale, générant des problèmes de congestion ou d'accessibilité, son développement, sa hiérarchisation et sa reformulation devront donc être au cœur des projets du PLU.

Les ruelles du cœur villageois, charmantes mais étroites et sinueuses



Un réseau de voiries secondaires efficaces (La Rouvière et Blétonèdes)



Une desserte très locale à revoir (Escrède)



Des aires de stationnement judicieusement placées

Le stationnement est présent sur la totalité du territoire communal : inséré au sein des quartiers et lotissement mais aussi géré le long des voies ou en poches à proximité du centre.

Les quartiers pavillonnaires lâches n'ont pas de réflexion quant aux stationnements, en revanche, les lotissements, qu'ils soient récents ou non ont mis en place des aires communes dédiées permettant le rassemblement des véhicules et la libre-circulation sans entrave.

Autour du centre-village, afin de ne pas voir ses ruelles encombrées, des aires de stationnement ont été mises en place (343 places). Ainsi il est possible d'en retrouver le long de la RD554, aux entrées du village rive droite et gauche, mais aussi entre les équipements sportifs et le bourg. Largement utilisées elles ne gênent ainsi par la circulation dense de la départementale ou périlleuse des ruelles. L'extension envisagée du parking de la Rouveiride (n°9) permettra la création de 23 places supplémentaires.

Entre Ferrantu et le centre-village



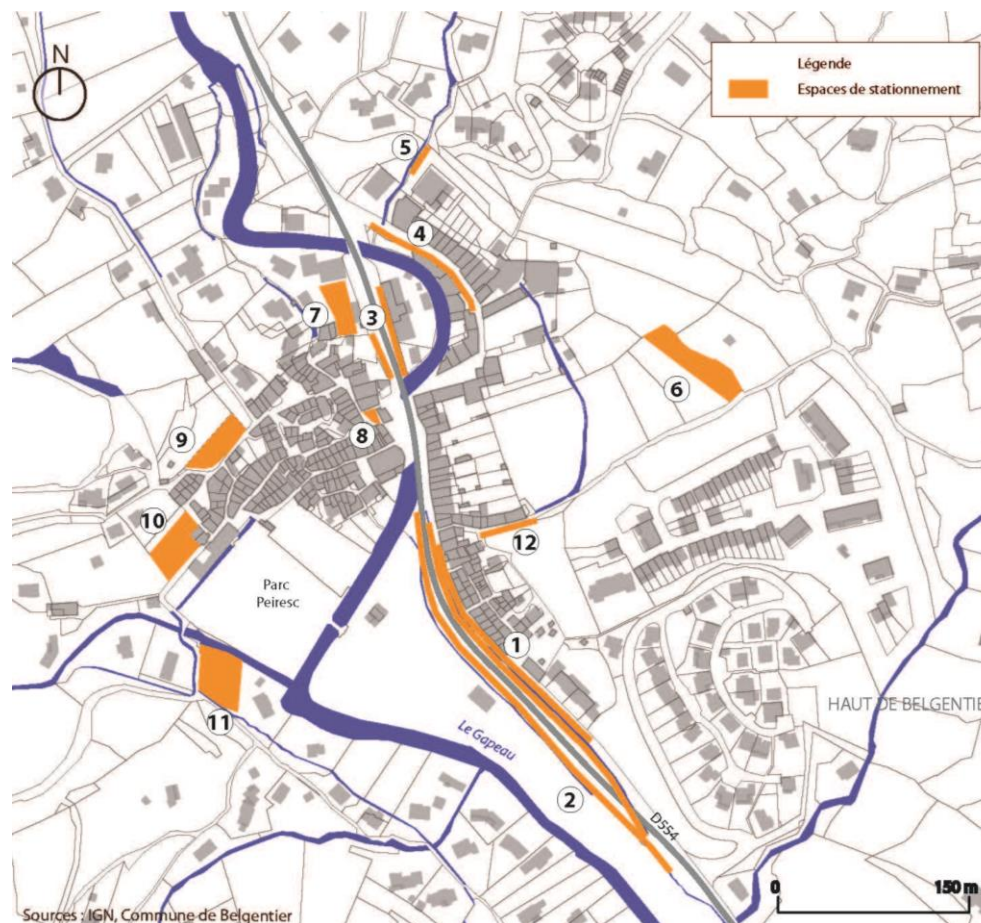
Dans le quartier de Blétonèdes



EN BREF/ STATIONNEMENT

→ Le **stationnement** apparaît comme relativement **bien géré** et **globalement satisfaisant**.

Stationnement dans le village



N°	Lieu	Nb de places	dont PMR
1	Av. du 8 mai 1941	49	
2	Entrée Sud - RD 554	58	
3	Entrée Nord - RD 554	18	
4	Avenue Louis Amaud	38	2
5	Chemin de la Font Sainte	10	
6	Rue des Ecoles	25	
7	Place Etienne Amaud	43	
8	Place Edouard Gravet	9	
9	Parking de la Rouveiride et abords	38	2
10	Parking de la Rouveiride n°2	22	
11	Parking Pont Peiresc	15	
12	Rue de Cuers	18	
total		343	2



Une desserte en transports en place mais peu utilisée

Belgentier est membre de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau, mais la taille réduite du groupement ne permet pas la mise en place d'un réseau de transport en commun dédié, seuls les transport scolaires sont pris en charge et gérés par l'organisme. La commune est donc desservie par le réseau départemental de transport en commun : Varlib.

Actuellement, la commune est desservie par un réseau minimal, le territoire communal est desservi par 03 lignes :

- Ligne 4802 : Saint-Maximin/ Belgentier/ Toulon – 2 arrêts à Belgentier (Blétonèdes et centre-village) – du lundi au dimanche - de 06h à 20h – environ 13 rotations par jour – en semaine : fréquence correcte aux heures de pointes et ralentie en journée ;
- Ligne 4821 : Brignoles/ Belgentier/ Toulon – 2 arrêts à Belgentier (Blétonèdes et centre-village) – du lundi au vendredi - environ 3 rotations par jour – le matin en direction de Toulon et le soir en direction de Brignoles – trajets supplémentaires le mercredi ;
- Ligne 8821 : Méounes/ Belgentier/ Hyères – 2 arrêts à Belgentier (Blétonèdes et centre-village) – du lundi au vendredi - environ 2 rotations par jour – le matin en direction de Hyères et le soir en direction de Méounes – trajets supplémentaires le mercredi.

Ces lignes offrent globalement des allers retours dans les deux sens, reliant la commune à plusieurs polarités dynamiques : Brignoles, Toulon, Hyères et leurs aires respectives. Les fréquences sont priorisées sur les heures de pointe.

Les habitudes de déplacement, l'organisation urbaine, le fort taux de motorisation et le manque de flexibilité des transports en commun limitent toutefois leur usage par les belgentiérois. Ainsi ce mode de transport ne représente ainsi qu'une part minime des déplacements, et les bus ne sont que peu remplis.

EN BREF/

TRANSPORTS/ MODES DOUX

- Une offre en transport en commun gérée par Varlib, présente mais peu utilisée,
- Des **circulations et espaces piétons présents dans les quartiers les plus construits**, une démarche à poursuivre,
- Une offre en **cheminements piétons, ou cyclistes est à développer**, notamment pour des **itinéraires de balade** connectant les quartiers et valorisant les espaces naturels.

Des modes doux peu présents à encourager

Les modes doux de transports tels que le vélo et la marche sont très insuffisants, et ce sur l'ensemble du territoire communal.

En effet, il n'existe aucune continuité piétonne ou cyclable permettant de relier l'une ou l'autre des polarités entre elles.

Cependant ces constats sévères sont à relativiser et à confronter avec les réalités géographiques et topographiques. En effet le terrain belgentiérois est très accidenté et présente de nombreux reliefs, collines, vallons limitant fortement les possibilités de mises en place de circuits doux mais aussi et surtout restreignant les envies de marches utiles rendues longues et pénibles. Il est inconcevable de relier les quartiers les plus éloignés par des cheminements doux pour une autre utilité que la balade ou la randonnée.

Ce sont donc bien les cheminements dédiés aux loisirs et à la balade qui doivent être mis en avant et réalisés. Ainsi la création de bandes multi-fonctionnelles de part et d'autre de la chaussée est envisagé par le Conseil Général.

Si les continuités sont absentes, les secteurs les plus compacts et pensés en quartiers sont munis de circulations et d'espaces piétonniers. Ainsi le centre-village, Blétonèdes ou La Font-Sainte présentes des ruelles, venelles, placettes, lisses ou en en escaliers et empruntable uniquement par les piétons. Ces circulations permettent de rejoindre les trottoirs et autres espaces intra-quartiers : parc Peiresc pour le bourg par exemple.

Des circulations piétonnes intra-quartier



Entre escaliers et voie lisse pour le centre-village



Venelle en escaliers à Blétonèdes



Circulation en escaliers à La Font-Sainte



4.3 Réseaux divers

4.3.1 L'adduction d'eau potable

L'eau potable de la commune de Belgentier est gérée individuellement par la commune. La mise en distribution est assurée par **VEOLIA Eau**, depuis la nouvelle délégation du service public datant du 1^{er} Janvier 2013.

En 2013, les chiffres clefs sont les suivants :

- 2 452 habitants desservis,
- 914 abonnés,
- 2 réservoirs,
- 3 installations de production,
- 22 km de canalisations,
- 100 % : taux de conformité microbiologique,
- 75,5% de rendement du réseau synchrone,
- une consommation moyenne par habitant de 128 litres/jour.

Insuffisances à améliorer :

- Mise en place d'un suivi en continu de l'eau produite à Gavaudan au regard de la turbidité et du résiduel de Chlore : installer des analyseurs avec renvoi des défauts par alarme,
- L'état du chemin au réservoir du Camp Long pose des problèmes de sécurité pour l'accès des agents d'intervention,
- Les accès aux installations du service doivent être sécurisés (clôtures, grilles, alarmes anti-intrusion) pour être en conformité avec le plan Vigipirate.

Travaux à prévoir à court ou moyen terme :

- Remplacement des conduites et des branchements vétustes, de la vieille ville notamment,
- Mise en place d'un maillage de sécurité (avec régulation de la pression) entre les deux étages de distribution, haut et bas service,
- Doublement du réservoir de la Tour des Salles pour atteindre une capacité de stockage équivalente à la consommation du jour de pointe,

- Création d'une conduite d'adduction directe entre l'usine de Vigne Fère et le réservoir de la Tour des Salles ;
- Installation d'une sectorisation du réseau.

4.3.2 L'assainissement des eaux usées

La gestion du réseau d'eaux usées de la commune a été déléguée à un prestataire : **VEOLIA Eau**.

En 2013, les chiffres clefs sont les suivants :

- 2 452 habitants desservis,
- 659 abonnés,
- 8 kilomètres de canalisations.

Principaux faits marquants de l'année 2013 :

- Première campagne de recherche des eaux parasites sur 3.5km de réseaux
- 1.5 km de curage préventif des réseaux
- 3 obstructions de collecteur dans l'année

Insuffisances à améliorer :

- Débordements au parc Peiresc consécutifs aux désordres du collecteur CCVG,
- Collecteurs du secteur Nord (RD554 et Blétonèdes) à surveiller.

Travaux à prévoir à court ou moyen terme :

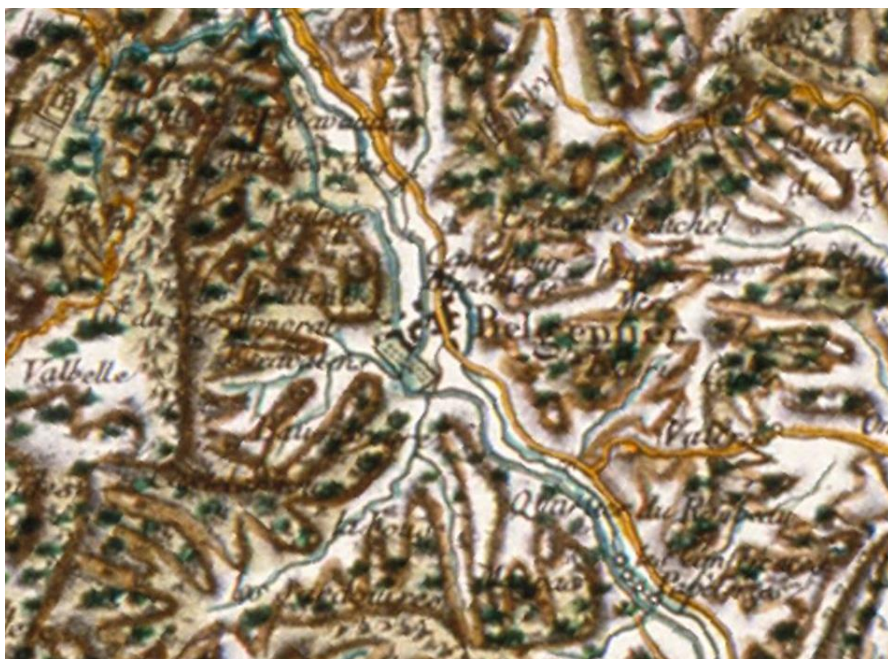
- Réhabilitation du collecteur du RD 554 Nord à prévoir,
- Réhabilitation du collecteur intercommunal sur le terrain de la ferme pédagogique en aval du parc Peiresc,
- Campagne de recherche des eaux parasites météoriques (dernière partie en 2014).

4.4 Analyse urbaine

La commune présente plusieurs formes urbaines aux spécificités propres, notamment en termes d'habitat et de composition urbaine. Chacune de ces formes urbaines appelle à des enjeux et à une évolution future spécifique tout en restant dans une cohérence d'ensemble urbain.

4.4.1 La présence d'un seul noyau villageois

La commune de Belgentier apparaît déjà dans les cartes de Cassini datant du XVIIIème siècle ainsi que certaines dénominations rappelant les quartiers d'aujourd'hui comme le « quartier du Roubertu » (La Rouvière), il n'est symbolisé comme élément bâti que le château et le village.



Carte de Cassini (source geoportail)

Belgentier comporte un village-centre hérité du passé et non une multitude de polarités. Ainsi le village se situe au centre de la commune, au creux de la vallée du Gapeau, sur la rive droite du ruisseau. Positionné autour du château et centré sur l'église et son parvis il comporte toutes les caractéristiques d'un village ancien : connexions à l'élément premier qu'est le château, rues étroites et sinueuses, bâtis hauts et étroits, densité bâtie élevée, passages piétons en rez-de-chaussée, réseau de placettes et de fontaines, lien avec le Gapeau et ses résurgences, ...

Par la suite, à l'heure du développement industriel, une première extension est apparue. La tannerie s'est donc implantée sur la rive gauche du Gapeau, amenant son lot de bâtisses en lien avec l'activité même ou permettant de loger les ouvriers. Ce développement à les mêmes caractéristiques que les faubourgs présents dans les agglomérations plus importantes, à une échelle plus réduite : desserrement du bâti, élargissement et rationalisation des voies, « massivité » du bâti, diminution des hauteurs et de l'impression de densité, ...

Aujourd'hui le centre-village comprend ces deux entités et les lie autour et malgré le Gapeau et la RD554.

Les commerces et activités sont présents amenant une vie, une sociabilité et des usagers variés. Cependant les cœurs urbains sont uniquement résidentiels, les commerces ayant gagné les bordures de voies : gagnant en visibilité et en possibilité de stationnement.

Si les activités se sont déportées, le centre-village dans son ensemble reste un espace de vie, dans lequel l'on peut habiter, consommer, partager, et non seulement un espace-dortoir.

Cependant, plusieurs améliorations sont possibles :

- Le futur de ce quartier passe également par une dynamisation des espaces publics. passant par la suppression de la voiture, et la réintroduction du piéton en tant que seul usager ;
- La reconquête des activités et commerces dans le cœur du village : dynamisation et socialisation du noyau villageois.

4.4.2 Une organisation par quartiers

Belgentier n'est pas qu'un village-centre, mais présente une organisation en quartiers. Au nombre de neuf ils possèdent des caractéristiques et formes propres.

– Des quartiers compacts ou sous forme de lotissements :

Cette première typologie de quartier les présente comme organisés, et compacts, sous la forme de lotissements ou non, ils sont majoritairement constitués de maisons individuelles. Les voies sont rationalisées, hiérarchisées et organisées, laissant la part belle aux aires de stationnement, aux cheminements piétons et aux commodités (stockage des poubelles par exemple).

Les Hauts de Belgentier est un lotissement fermé, replié sur lui-même, pour autant il possède les mêmes caractéristiques de compacité et d'organisation.

Blétonèdes est un lotissement des années 1980, c'est l'exemple du quartier compact et fonctionnant comme un tout. L'habitat est majoritairement constitué de maisons groupées, la densité y est alors plus importante mais mieux gérée que dans un lotissement basique. Les cheminements et connexions intra-quartiers sont nombreux.

La Muscatelle est le dernier né. Le mode d'habiter est mixte : maisons groupées et collectif. Proche du centre-village il est connecté par mode doux et roulant.

Les Blétonèdes, un quartier homogène, cohérent et compact



La Muscatelle, le dernier né des quartiers compacts



– Des quartiers au tissu lâche mais organisé :

Cette seconde typologie montre un tissu lâche mais organisé, principalement le long des voies de desserte. Ils sont uniquement constitués de maisons individuelles. Les accès se font directement sur les voies de desserte, engendrant des problèmes de visibilité. Ces dessertes ont des dimensionnements inégaux et certaines sont à revoir.

La Font-Sainte/ Les Escleaouveoux est un quartier en limite du vieux-village. C'est une extension du village originel. La densité y est moindre mais le bâti reste organisé et regroupé autour de la voie.

Ferrantu/ Les Beaumettes est un quartier contraint entre le massif collinaire et le chemin de Ferrantu, les maisons sont donc alignées en bordure de voie. Si le chemin est par endroit trop étroit, il est dans un état correct et permet le croisement et le retournement. Le quartier est directement connecté au centre-village par le biais des équipements sportifs.

De près ou de loin, La Font-Sainte/ Les Escleaouveoux, un quartier organisé



Ferrantu/ Les Beaumettes, en bord de voie, relativement lâche



– Des quartiers au tissu lâche :

La dernière typologie montre des quartiers présentant un tissu lâche voire très lâche. Ils sont uniquement constitués de maisons individuelles. Les parcelles bâties sont reliées aux voies de dessertes directement ou par l'intermédiaire de chemins privés et de servitudes. Si les voies communales sont globalement circulables les voies privées sont non-calibrée, non-entretenu et dangereuses. Ces quartiers ne peuvent être développés en suivant cette logique.

Pétégoux est un quartier disposé le long d'un chemin relativement escarpé et sous-dimensionné le chemin ne permet pas de desservir correctement les habitations et n'admet pas de trafic supplémentaire généré par des constructions nouvelles.

Escride/ La Rouvière est un quartier pavillonnaire au tissu lâche et inégal comprenant des éléments bâtis en fond de vallons et/ ou en bas des massifs collinaires. Les voies communales en fond de vallon sont correctes mais les autres voies d'accès sont uniquement privées et ne permettent pas le développement de l'urbanisation, qui ne pourra aller qu'avec une réflexion sur les modes de desserte.

Pétégoux, un tissu lâche



Escride/ La Rouvière, du bâti dans les collines





4.4.3 Un habitat pavillonnaire majoritaire

La typologie résidentielle prédominante en terme d'emprise correspond à de l'habitat individuel, ce qui est cohérent avec les chiffres et la part de maisons (73,4%).

Ce rapport est renforcé par la faible densité du logement individuel, consommateur d'espace mais peu producteur de logements.

Cependant, cette typologie pavillonnaire a produit des formes urbaines relativement différentes, plus ou moins consommatrices d'espaces.

La démographie et l'attractivité croissantes ont amené naturellement une pression foncière graduelle. Le noyau villageois a vite atteint sa capacité maximale, et les extensions urbaines ont fait leur apparition. Le pourtour des noyaux urbains et le reste du territoire communal, s'est urbanisé progressivement.

Les formes de cette urbanisation tardive ont été déterminées par les envies des néo-arrivants et par les modes de construction vigueurs à l'époque, à savoir l'habitat individuel sous forme de lotissement cohabitant avec l'habitat individuel groupé, formes correspondant aux premiers essais de planification résidentielle.

Si les quartiers sont dans l'ensemble assez contraints et ramassés, certains secteurs tendent à étaler l'urbanisation et à consommer les espaces naturels. On retrouve des exemples de ce type dans le quartier Escrède/ La Rouvière et dans les massifs collinaires de la rive gauche du Gapeau.

Si les formes bâties sont identiques que sur le reste du territoire c'est plus leurs lieux d'implantation qui sont problématiques.

Il s'agit de veiller à limiter ce phénomène de construction isolé afin que les espaces naturels et agricoles ne deviennent pas progressivement des espaces résidentiels diffus, composés d'habitat individuel de faible densité.

4.4.4 Un habitat collectif peu présent

L'habitat collectif est peu représenté sur la commune et comprend seulement 1/4 du parc de logements, qui sont des appartements.

Localisé principalement dans le centre-village ce ne sont pas des immeubles modernes mais des maisons de ville divisées en plusieurs appartements.

Souvent petits, parfois vétustes ils ne sont que peu attractifs et ne peuvent concurrencer les maisons individuelles pourvues de jardins recherchés par les néo-ruraux.

Redynamiser le bourg permettrait aussi de **renforcer son attractivité résidentielle**.

Le quartier de La Muscatelle, tend à raviver la construction de collectif et remet au goût du jour ce mode d'habiter en appartement dans un secteur rural.

EN BREF/ TISSU URBAIN

- Un **centre ancien** fort et renforcé par les commerces,
- Une **organisation en quartiers**, comprenant des typologies, des organisations et fonctionnements différents
- Une urbanisation contrainte par les reliefs et espaces naturels pourtant le **mitage est présent**, il est nécessaire de le limiter par la **mise en place de limites d'urbanisation** et de front bâtis à ne plus dépasser
- L'urbanisation récente et les **projets municipaux** sont résolument modernes et participent à la **bonne gestion du territoire** : opérations **peu consommatrices d'espaces** et ne mitant plus le territoire mais veillant à sa **cohérence**.



5. HYPOTHÈSES ET PISTES DE RÉFLEXIONS

L'avenir de la commune passe par une réflexion autour de plusieurs enjeux liés :

- D'une part à l'habitat : Comment trouver le foncier nécessaire pour répondre aux besoins en termes d'habitat, tout en limitant l'étalement urbain ? Comment améliorer les zones d'habitat existantes ?
- D'autres part à la démographie : Quel futur et quel développement pour la commune et Comment l'envisager ?

Si les aménagements récents et les volontés communales vont dans le bon sens : optimisation de l'espace, urbanisation rationalisée, durable et en cohérence avec l'existant, il convient de continuer dans cette voie.

Cette réflexion, qui s'applique particulièrement aux zones d'habitat pavillonnaire, doit mener la commune à se positionner sur des choix de développement permettant de :

- faire émerger une offre foncière là où elle est possible, nécessaire et favoriser un habitat adapté pour tous les habitants,
- reconstruire la ville sur la ville, c'est-à-dire utiliser les « dents creuses », optimiser l'espace et requalifier l'existant,
- recadrer le développement urbain dans la limite des capacités de financement et de gestion communales et intercommunales.

Pour cela, l'évolution des tissus résidentiels peut mener à plusieurs choix :

- gel à long terme de l'urbanisation en frange urbaine, en vue de préserver les espaces existants,
- urbanisation des dents creuses contenues dans les espaces les plus urbains, afin de renforcer ou de faire émerger leurs rôles de polarités,
- requalification du centre-village afin d'améliorer le cadre de vie et l'urbanité en général par le renforcement de l'image de bourg pittoresque, par la reconquête commerciale, par l'adaptation résidentielle, par la mise en avant des espaces publics, ...

Dans la commune, la multiplicité des formes urbaines résidentielles implique des réponses différenciées selon les secteurs et problématiques :

5.1 Un village à dynamiser et à renforcer encore

Actuellement le village est très typique et préservé : bâti haut et coloré, ruelles pavées étroites et sinueuses, présences de placettes et de trouées piétonnes, éléments et mobilier en lien avec le ruisseau à proximité, ... Pourtant le cœur du village est devenu exclusivement résidentiel, les commerces s'étant déplacés, pour plus de visibilité et d'accès, sur les bords de la départementale.

Développer à nouveau le village passe par :

- La ré-introduction de commerces, activités et services dans le cœur villageois, n'entrant pour autant pas en concurrence avec les commerces en place,
- Le renouvellement urbain : identification des bâtiments inoccupés, dégradés pouvant être réhabilités et ré-investis,
- La pacification de la circulation automobile, voire sa suppression au profit du piéton,
- L'atténuation de la rupture qu'est la RD554 permettant de lier à nouveaux les deux rives (possible après la réalisation du



contournement par la mise en place d'aménagements permettant le lien : plateau traversant, vitesse modérée, ...),

- La valorisation des espaces publics existants.

Ces actions seront communes et contribueront :

- Au réinvestissement du village en tant que lieu de vie et de sociabilité,
- au renforcement de la centralité par l'accueil d'une population plus importante et d'usagers divers,
- à la possibilité d'offrir de la mixité et de la diversité (production de typologies de logement différentes, multiplication des fonctions),
- au renforcement de l'image et de l'identité en tant que village préservé mais dynamique.

5.2 Un recentrage sur les capacités foncières résiduelles à observer

Les disponibilités foncières et les capacités résiduelles existant, et ce sur la totalité du territoire.

La commune souhaite maîtriser sa démographie et son développement, il ne convient donc pas de s'étendre de manière déraisonnée, sur tous les pans du territoire mais de cibler les « dents creuses » les plus stratégiques.

L'analyse et la recherche de capacités foncières sera exhaustive mais les projets communaux et aires de développement potentiels seront réfléchis et concentrés sur des secteurs stratégiques :

- urbanisation en priorité du foncier libre à proximité du village ou en connexion entre des quartiers résidentiels proche du village et le centre : rationalisation des espaces urbains et mise en lien des quartiers résidentiels, des commerces et des équipements de transport en commun,

- comblement des dents creuses dans les quartiers les plus compacts et rationalisés.

Les secteurs paysagers, soumis à des risques ou munis de voies ne permettant pas le développement et les constructions supplémentaires ne seront pas identifiés comme capacités réelles ou seront minorés.

5.3 Contraindre l'étalement urbain par des limites claires

L'urbanisation passée, notamment avec les zones NB du POS, a pu amener des phénomènes de mitage et de grignotage des espaces naturels et agricoles adjacents.

Un travail d'identification et de mise en place de limites claires par rapport au contexte à ne pas franchir, a déjà été fait lors de la précédente élaboration de PLU. Il conviendra de continuer dans cette lancée et d'étayer ces éléments par les usages, besoins, et les traduire dans des zonages et règlements stricts est obligatoire afin de ne plus reproduire les erreurs anciennes mais de les nuancer.

5.4 Un environnement naturels, paysager, agricole et un lien à l'eau à valoriser

Belgentier est intégrée à un environnement hautement paysager et préservé. Cet écrin tout en naturalité et en agriculture douce doit être valorisé et présent en tout point du territoire communal.

Ainsi, les co-visibilités entre espaces urbains et espaces naturels se doivent d'être protégées. Les verrues architecturales et urbaines ne seront plus autorisées et parallèlement le paysage sera accessible visuellement depuis les noyaux urbains.



Plus qu'un simple lien visuel et idéal, c'est de liens physiques dont il doit être question. Belgentier doit reconquérir ses espaces agricoles, souvent travaillés en restanques et les entremêler à la ville en une reconquête agricole des espaces à proximité de l'urbain.

Des cheminements doux, usuels ou de loisirs, des circuits de randonnées seront mis en place afin de dynamiser la nature belgentiéroise en la valorisant sans la figer mais en veillant à sa préservation.

6. FONCIER, CONSTRUCTIBILITÉ ET LEURS ÉVOLUTIONS

6.1 Le PLU en vigueur

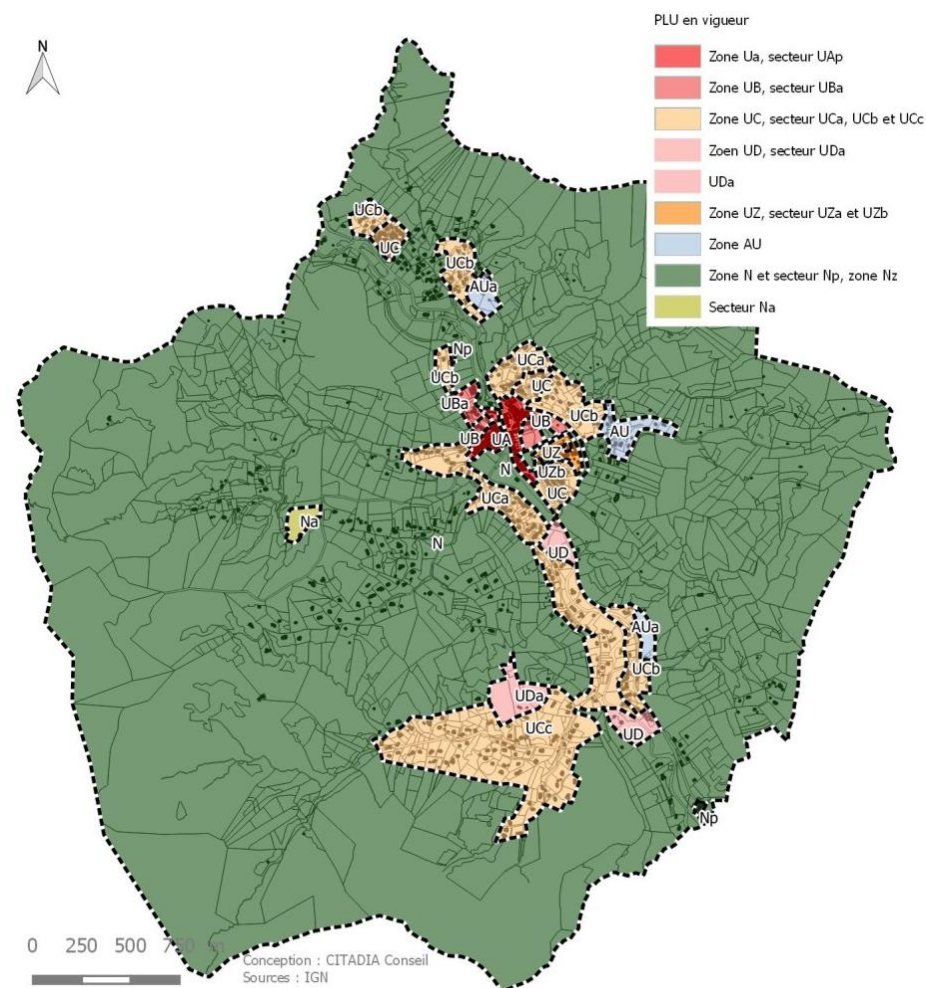
Le PLU en vigueur a été approuvé le 20/02/2006, puis modifié et approuvé à deux reprises le 12/10/2009 et le 04/06/2012.

Le PLU déclinait :

- des zones urbaines résidentielles UA et UB pour le village, UC pour les hameaux, et UZ pour la ZAC de la Muscatelle ;
- des zones urbaines UD identifiant les secteurs d'équipements touristiques (campings...);
- des zones à urbaniser AU en extension urbaine ;
- une zone naturelle N protégeant les espaces naturels, comprenant des secteurs spécifiques (Np pour des ensembles patrimoniaux, Nz pour les espaces naturels de la ZAC, Na pour une activité agricole).

Au total, les zones constructibles (zones U et AU) représentaient 138 ha, soit plus de 10% du territoire communal.

Aucune zone n'était prévue pour l'agriculture, à l'exception du secteur Na.



Zonage du PLU de 2006 modifié en 2009 et 2012



6.2 Évolution de la consommation foncière

Une estimation de la consommation foncière entre 2003 et 2013 a été réalisée à la parcelle grâce à la comparaison d'une part de la photographie aérienne de 2003 et d'autre part de la photographie aérienne de 2014 couplée au cadastre de 2014.

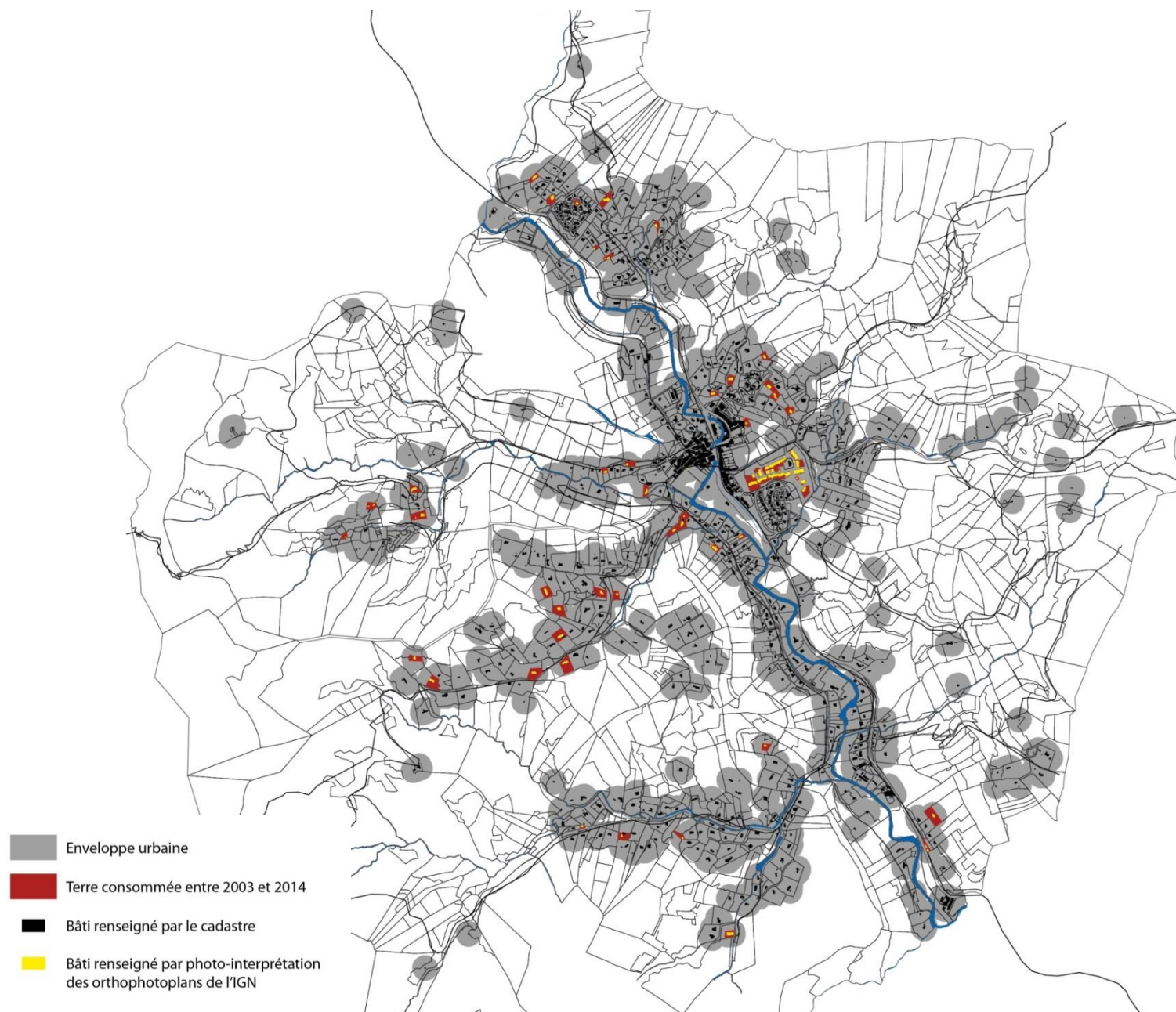
Les parcelles concernées par une urbanisation entre 2003 et 2014 représentent 65 662 m² soit 6,57 hectares, soit 0,6% de la superficie de la commune. Les espaces naturels et les espaces urbains sont plus touchés de manière égale par cette consommation foncière. En effet 51% de la surface consommée était d'anciennes terres naturelles classées comme telles alors que seulement 49% de la surface consommée était d'anciennes terres urbaines.

Si la consommation de l'espace est minime, cela s'explique aussi et surtout par la mise en place d'un PLU strict dès 2006 et par le relief qui contraignent largement l'urbanisation. Ainsi les terres libres hors enveloppe ne sont pas consommées et l'accent est mis sur le renouvellement urbain et la construction dans l'enveloppe existante.

Méthode de calcul

La méthode utilisée se divise en plusieurs étapes :

- Identification des parcelles bâties (présentant des constructions nouvellement bâties) depuis 2003, à partir de la comparaison entre une photographie aérienne datant de 2003 et la photographie aérienne de 2014 couplée au cadastre à jour de 2014
- Calcul des superficies des parcelles nouvellement bâties ;
- Identification de l'occupation du sol originelle de la parcelle bâtie (parcelles déjà urbanisées mais divisées, espaces boisés, terres agricoles ou friches).



Consommation foncière entre 2003 et 2014



6.3 Estimation des capacités résiduelles du PLU

Le PLU en vigueur permet à la commune de disposer de 40 ha constructibles au sein de l'enveloppe urbaine et de 8,4 ha hors enveloppe, soit 48.6 hectares encore constructibles à vocation résidentielle sur l'ensemble du territoire communal.

Au regard des règles qui avaient été retenues dans le PLU, notamment les superficies minimales de terrain et les coefficients d'occupation des sol, ces espaces représentaient un potentiel d'environ 300 logements (sans tenir compte des possibilités de rétention foncière).

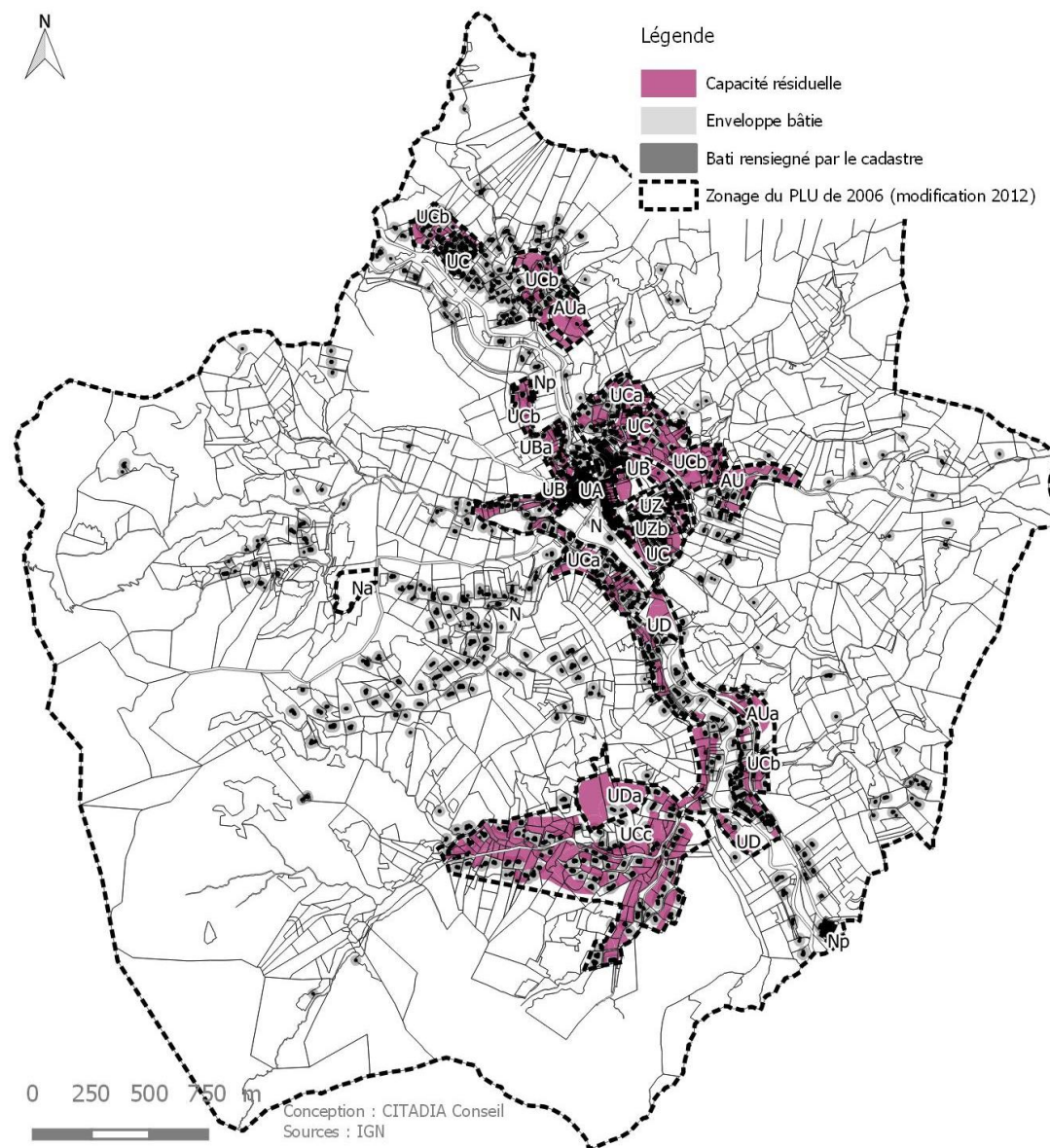
La suppression de la superficie minimale de terrain et du coefficient d'occupation des sols par la loi ALUR a pour incidences une augmentation sensible des capacités d'accueil théoriques : a minima, ce sont plus de 750 logements qui peuvent potentiellement être réalisés.

Les zones UD concernent pour partie des espaces de camping non bâtis.

Le relief, la préservation de la biodiversité du paysage et surtout la forte présence d'aléas en tous genres (inondations, feux de forêts, mouvements de terrains) contraignent fortement la constructibilité et empêchent une densification du secteur à des ratios aussi élevés.

Ces parcelles sont réparties sur l'ensemble du territoire communal, sur des parcelles regroupées ou isolées. Leurs positionnements : en secteur urbanisé ou non, en limite avec les massifs collinaires, ..., influent sur le potentiel et l'utilité de l'urbanisation de ces secteurs. Ceci induit les potentialités de densification étudiées dans la partie suivante.

Capacités résiduelles du PLU de 2006 modifié en 2012							
	Surface (en ha)			Logements : application des règles du PLU		Logements : incidences loi ALUR	
	Enveloppe urbaine	Hors enveloppe	Total	Densité (lgts/ha)	Nb	Densité (lgts/ha)	Nb
UA	0,9	0,0	0,9	50	45	50	45
UAp	0,0	0,0	0,0	50	1	50	1
UB	1,9	0,2	2,1	15	31	15	31
UBa	1,0	0,0	1,0	8	8	15	15
UC	2,6	0,0	2,6	12	32	15	40
UCa	4,7	0,1	4,8	8	38	15	71
UCb	10,4	0,5	10,9	4	44	15	164
UCc	17,9	2,1	20,0	4	80	15	300
UZ	0,6	0,0	0,6	Surface résiduelle	0	Surface résiduelle	0
UZa	0,1	0,0	0,1				
TOTAL en U	40,2	2,8	43,0		279		667
AU	0,0	2,6	2,6	4	11	15	40
AUa	0,0	2,9	2,9	4	12	15	44
TOTAL en AU	0,0	5,6	5,6		22		84
TOTAL ZONES RESIDENTIELLES	40,2	8,4	48,6		301		751
UD	0,6	1,1	1,7				
UDa	1,2	3,2	4,3				
TOTAL ZONES HEBERGEMENT	1,8	4,2	6,0				
TOTAL	42,0	12,6	54,6				



Capacités résiduelles du PLU



6.4 Etude de densification et de mutation des espaces bâtis

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé, ALUR, du 24 mars 2014 impose des études du potentiel de densification et de mutation.

L'appréhension du potentiel de densification et de mutation d'un territoire représente un enjeu crucial dans le cadre du développement durable car il invite à engager une réflexion sur le renouvellement des tissus, le renforcement de la mixité des fonctions urbaines et sur l'amélioration du cadre de vie. Afin de mieux intégrer cette problématique dans l'aménagement des territoires, la loi ALUR impose de tenir cette réflexion lors de chaque révision générale d'un Plan Local d'Urbanisme.

Il s'agit alors de prendre en compte l'ensemble des parcelles bâties, vides ou sous-optimisées, comprises dans l'enveloppe urbaine et de leur appliquer des pondérations selon des critères pré-établis aboutissant ainsi à des potentiels graduels de densification.

Il est possible de déterminer des potentiels de densification par grands secteurs ou par quartiers. En effet, elle permet de mieux détailler le territoire et de cibler précisément les espaces pouvant être construits en priorité et ceux devant être laissés vierges.

Méthode d'analyse :

Préalablement aux volontés politiques, qui déterminent in fine, les évolutions urbaines majeures des quartiers, la capacité de densification et de mutation des quartiers peut s'apprécier selon trois types de critères :

- Critères règlementaires ;
- Critères qualitatifs ;
- Critères de viabilité économique.

Les possibilités de densification et de mutation des espaces bâtis peuvent être rendues plus ou moins contraintes, voire impossibles par un certain nombre d'éléments règlementaires :

- Les différentes contraintes règlementaires liées aux risques ou à l'environnement (PPR, ZNIEFF, AVAP, Natura 2000, ENS, PIG, PEB...) ;
- La densité urbaine permet de définir si la mutabilité et la densification d'un quartier est possible au regard de sa localisation (sous-occupation de terrains, etc.).

La densification et la mutabilité d'un quartier doivent également s'appréhender au regard de critères qualitatifs qui orientent les choix d'aménagement du cadre urbain. Dans le souci d'une approche contextualisée, plusieurs leviers peuvent être pris en considération :

- La recherche de qualité urbaine (Intégration paysagère, urbaine et architecturale) ;
- La mixité sociale (Proximité et soutien des pôles de vie existants) ;
- La diversité fonctionnelle (Amélioration des déplacements doux et TC, gestion du stationnement).



Par ailleurs, la viabilité de mutation et/ou de densification des espaces bâtis repose sur l'articulation de plusieurs éléments :

- Un des critères incontournable est bien évidemment le prix du foncier ;
- L'intérêt d'une densification et/ou d'une mutation du tissu existant repose également sur le mode d'intervention ;
- Le type de tissu a un impact considérable ;
- Les caractéristiques du parc d'habitation et du foncier sont essentielles (Densité du tissu, le type de propriétaires fonciers ou encore l'ancienneté du parc bâti)

Tous ces aspects sont autant d'éléments à intégrer en vue d'un repérage des zones de mutabilité et/ou de densification. L'ensemble de ces critères permet de faire ressortir des zones d'enjeux forts pour la mutabilité et/ou la densification communale.

Méthode de calcul :

La méthode utilisée se divise en plusieurs étapes :

- Identification des parcelles libres ou sous-optimisées,
- Application de points selon des critères précis ;
- Mise en avant des parcelles potentiellement densifiables

Critères règlementaires :

- Présence d'un PPR, de risques, de ZNIEFF, d'AVAP, de NATURA 2000, d'ENS, de PEB, d'EBC, ou de PIG.

Critères de viabilité :

- État des réseaux (assainissement, voirie),
- Contraintes topographiques,
- Ressources foncières disponibles,
- Propriété foncière,
- Coût du foncier.

Critères qualitatifs :

- Densité urbaine,
- Ancienneté et état du bâti,
- Qualité urbaine,
- Mixité sociale,
- Diversité fonctionnelle,
- Type d'intervention (réhabilitation. ...).



Confrontation entre la réalité du terrain et les critères d'analyse

Critères réglementaires (notés entre -18 et 0) :

- Plan de Prévention des Risques, PPR : l'application anticipée du PPRi impacte essentiellement par sa zone bistré (les zones rouges ont été retirée des capacités) ;
- Risques : incendies et feux de forêts (Pétégoux, Les Blétonèdes, Escride/ la Rouvière), inondation (village, Ferrantu), mouvements de terrain (Muscatelle) ;
- ZNIEFF ;
- Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine, AVAP : il n'y a pas d'AVAP, tous les sites sont donc épargnés ;
- NATURA 2000 : certains sites sont touchés par le zonage NATURA 2000 (village, Ferrantu, Escride/ la Rouvière) ;
- Espaces Naturels Sensibles, ENS : la commune comporte des ENS, deux sites sont touchés (Ferrantu, Muscatelle) ;
- Plan d'Exposition au Bruit, nuisances sonores liées aux infrastructures, marges de recul : la RD 554 et la future voie de contournement du village sont affectées par le bruit ;
- Espaces Boisés Classés : des EBC sont présents sur certains sites (Ferrantu, Pétégoux, Blétonèdes, Escride/ la Rouvière) ;
- Projet d'Intérêt Général, PIG : le territoire ne comporte pas de PIG, tous les sites sont donc épargnés.

Critères de viabilité (notés entre 0 et 18) :

- Viabilisation des réseaux : les réseaux d'assainissement et les voies ne sont pas identiques sur tout le territoire, ils peuvent être bons (village, la Font Sainte/ Ecléaouvéoux, Muscatelle), moyens (Hauts de Belgentier, Blétonèdes, Escride/ la Rouvière), mauvais (Ferrantu, Pétégoux) ;
- Contraintes topographiques : le territoire communal comporte des vallons, collines mais peu de plaines, les contraintes sont donc faibles (village, Muscatelle), intermédiaires (la Font Sainte/ Ecléaouvéoux,

Hauts de Belgentier, Escride/ la Rouvière, Pétégoux), fortes (Ferrantu, Blétonèdes) ;

- Quantité de foncier disponible : la quantité de foncier disponible influe sur la capacité de densification, il peut être important (la Font Sainte/ Ecléaouvéoux, Muscatelle, Escride/ la Rouvière), moyen (village, Hauts de Belgentier, Ferrantu, Pétégoux, Blétonèdes) ;
- Le coût du foncier et les propriétaires foncier sont des critères influents mais ne sont pas connus, ils sont donc sans effet ici.

Critères qualitatifs (notés entre 0 et 18) :

- Densité urbaine : la densité peut être positive (village, Muscatelle), neutre (la Font Sainte/ Ecléaouvéoux), négative (Hauts de Belgentier, Ferrantu, Pétégoux, Blétonèdes, Escride/ la Rouvière) ;
- Ancienneté et état du bâti : plus les bâtiments sont anciens plus ils sont mutables : si l'ancienneté est plus importante dans le village, le bâti est qualitatif et entretenu, la mutabilité est donc identique aux quartiers récents ;
- La qualité urbaine peut être influencée par la densité : positivement (village, Muscatelle), de manière neutre (la Font Sainte/ Ecléaouvéoux, Ferrantu), négativement (Hauts de Belgentier, Pétégoux, Blétonèdes, Escride/ la Rouvière) ;
- La mixité sociale peut être favorisée par la densité : de manière importante (village, la Font Sainte/ Ecléaouvéoux, Muscatelle), sans effet (Ferrantu, Hauts de Belgentier, Pétégoux, Blétonèdes, Escride/ la Rouvière) ;
- La diversité fonctionnelle peut être renforcée par la densité : de manière importante (village, la Font Sainte/ Ecléaouvéoux, Muscatelle), sans effet (Ferrantu, Hauts de Belgentier, Pétégoux, Blétonèdes, Escride/ la Rouvière) ;
- Le cadre de vie et les paysages : certaines sensibilités paysagères et le relief limitent les possibilités de densification.

Afin de les étudier, il convient de classer ces parcelles par paliers de densification potentielle :

Potentiel faible à nul :

Ce palier concerne des secteurs présentant un potentiel de densification ou mutabilité faible. Les quartiers de Pétégoux, les Blétonèdes et Les Esclavéoux sont pénalisés par l'ensemble des critères, règlementaires, viabilité et qualitatifs, particulièrement en ce qui concerne les extensions urbaines. Le secteur de Ferrantu permet le comblement de dents creuses mais de façon limitée.

Il représente près de 20 ha, soit 40 % des capacités résiduelles du PLU.

Potentiel intermédiaire :

Ce palier concerne des secteurs présentant un potentiel de densification ou mutabilité intermédiaire : les quartiers de l'Escride/ La Rouvière, le village et ses extensions à l'Est de la RD 554.

Si le secteur de l'Escride/ La Rouvière est touché par l'ensemble des critères, les deux autres secteurs sont essentiellement pénalisés par les critères de viabilité qualitatifs.

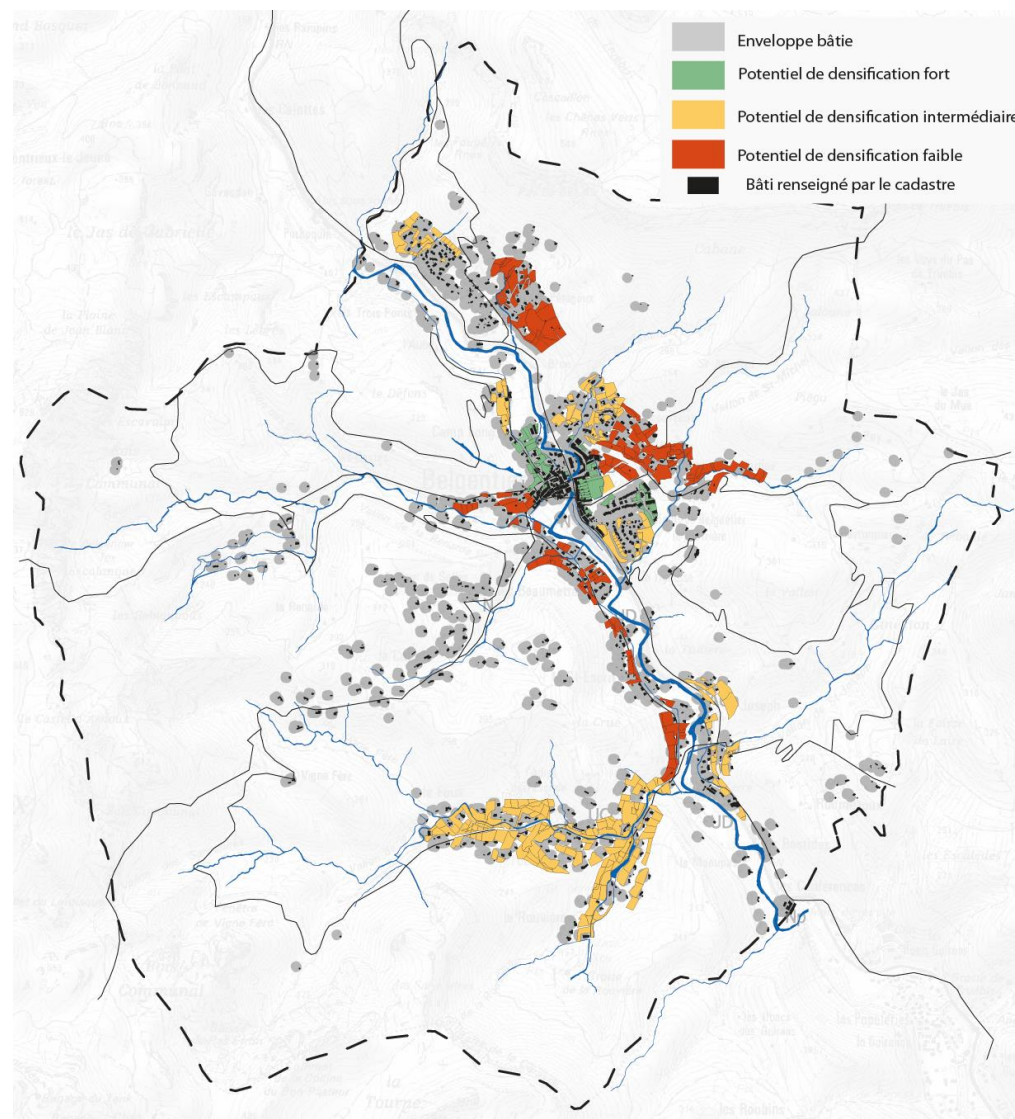
Dans le centre village, les enjeux paysagers et la desserte viaire tempèrent toutefois ce potentiel.

Il représente plus de 24 ha, soit 50 % des capacités résiduelles du PLU.

Potentiel important, voire très important :

Le dernier palier concerne des secteurs présentant un potentiel de densification ou mutabilité important voire très important. Pour les quartiers du Centre-village et à proximité immédiate.

Il représente 5 ha, soit 10% des capacités résiduelles du PLU.



Potentiel de densification



7. ANALYSE PAR SECTEURS

Le territoire belgentiérois fonctionne véritablement en quartiers et en secteurs distincts. Chaque entité ayant ses caractéristiques, formes, fonctionnement, évolution propres.

Faire des études sectorielles permet de mettre ces éléments en avant.

7.1 Secteur 01 : centre-village

Positionnement

Secteur au centre de Belgentier. Il se situe en creux de vallée, entrecoupé et organisé par le Gapeau et la RD554.

Accessibilité

Le secteur d'étude est principalement rendu accessible par la RD554.

Le réseau secondaire-chemin de Ferrantu, chemin de Turcos, chemin des Escléaouvéoux – permet de connecter les quartiers périphériques au centre avec toutefois des difficultés liées à leur gabarit.

Si le village est roulant, les rues ne permettent que difficilement la circulation, les croisements et empêchent le stationnement. Des parkings ont donc été mis en places aux abords du village (aires ou stationnement le long de la RD554).

Le centre comporte des ruelles et passages piétons sans pour autant être exclusivement dévolu aux modes doux.

Perception paysagère

- Interface entre paysage et urbanisation : espaces naturels et agricoles à l'Ouest ;
- Cônes de vue ouvert vers les massifs collinaires avoisinants,
- Vues sur le centre-village et l'église depuis l'Est,
- Omniprésence de l'eau : Gapeau, fontaines, caniveaux, ...



Le site est soumis à une topographie et hydrographie importantes (Gapeau et cours d'eau) amorçant le massif de Sioux-Blanc.

Composition du secteur

Le village est majoritairement occupé par des maisons de villes transformées ou non en appartements et de l'habitat collectif. Les hauteurs sont généralement comprises entre R+3, R+4 et le tissu bâti est compact.

Le village ne comprend pas uniquement le noyau originel mais se développe le long de la RD554.

Contexte urbain

Des espaces d'habitat individuel jouxtent le secteur au Sud-Ouest (Ferrant), à l'Est (la Font-Saint/ Escléaouvéoux, la Muscatelle), tandis que de grands espaces naturels se situent à l'Ouest. La portion Sud est terminée par le parc du château, le square Peiresc.

Problématiques

Le secteur comporte essentiellement des enjeux urbains et commerciaux puisqu'il s'agit de ré-investir commercialement le centre -et les rez-de-chaussées- tout en le rendant encore plus urbain et cohérent..

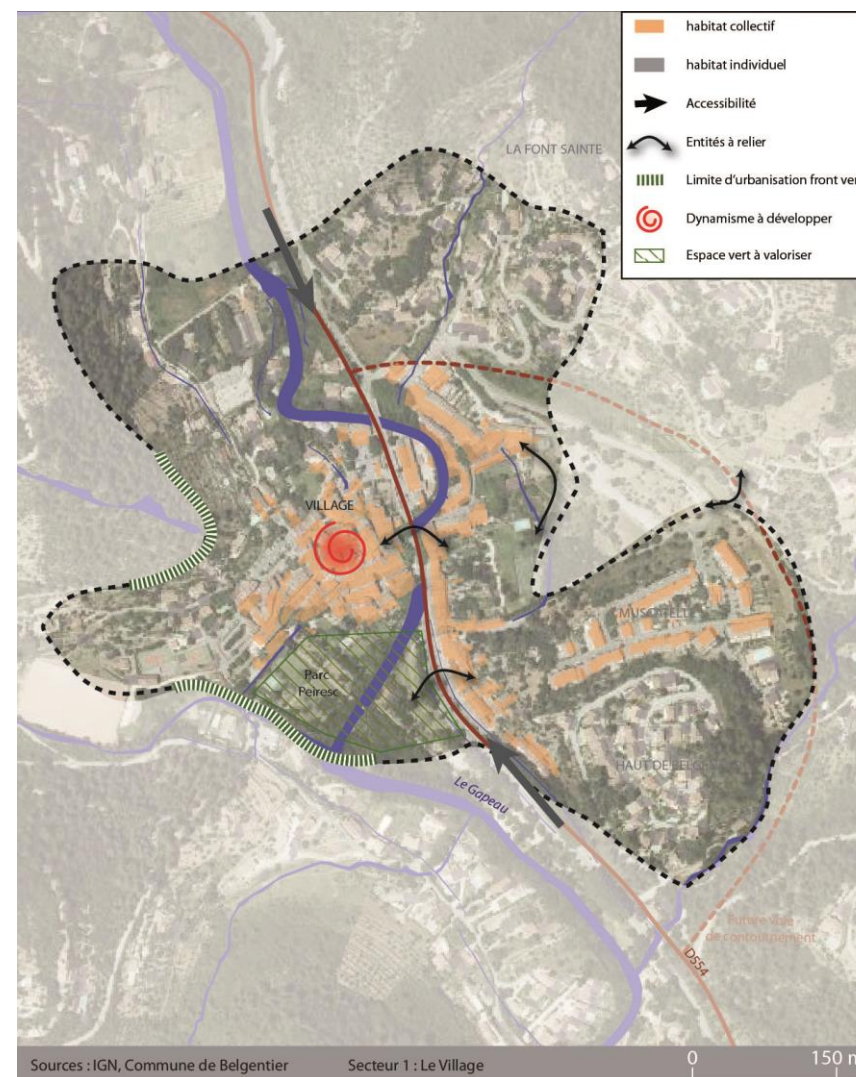
Projet en cours-Actualité

Ce secteur fait l'objet d'un projet de contournement de la RD554, visant à pacifier le trafic sur cette portion. Ce projet s'accompagne de vues à préserver sur le centre ancien et l'église.

Environnement-Risques

Périmètre visé par la zone Natura 2000 (ZSC) et Espaces Naturels Sensibles.

Secteur partiellement soumis au risque inondation.



7.2 Secteur 02 : La Font-Sainte/ Escléaouvéoux

Positionnement

Secteur au centre de Belgentier. Il se situe en bas du relief collinaire, entre le vallon de Cabane et le Vallon de St-Michel.

Accessibilité

Le secteur d'étude est principalement rendu accessible par des chemins de desserte débouchant sur la RD554 et ralliant le chemin de l'Escléaouvéoux.

Les voies sont dimensionnées pour l'usage qu'il en est fait.

Perception paysagère

- Interface entre paysage et urbanisation : espaces naturels à l'Est et village urbanisé à l'Ouest ;
- Cônes de vue ouverts vers les massifs collinaires avoisinants.

Le site est soumis à une topographie importante pouvant contraindre l'urbanisation.

Composition du secteur

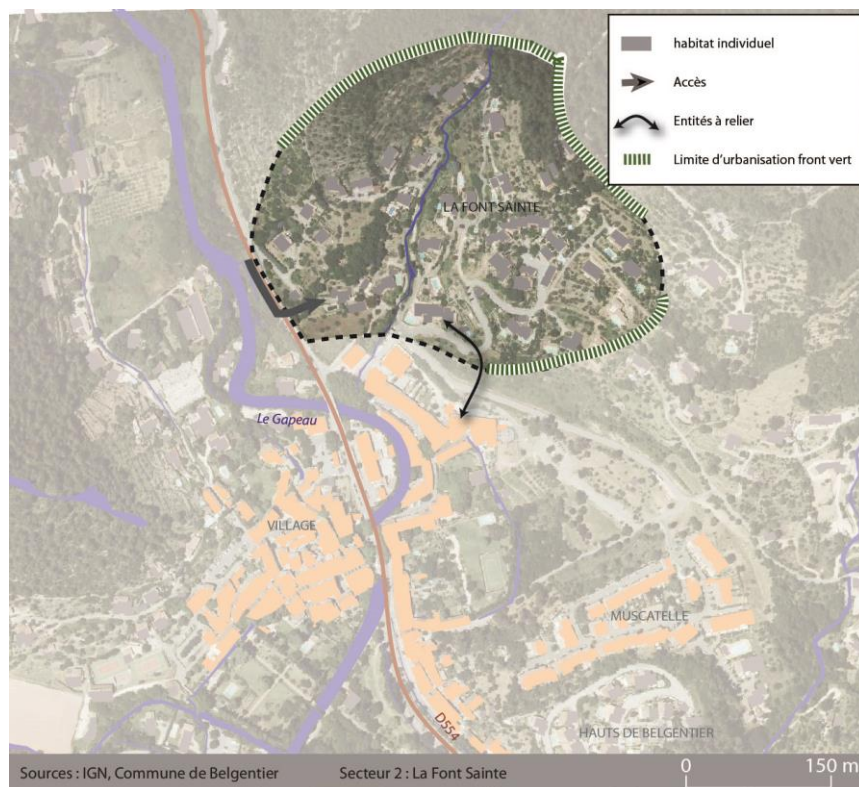
Le quartier est uniquement occupé par de l'habitat individuel et pavillonnaire. Les hauteurs (R et R+1) et la densité sont peu importantes.

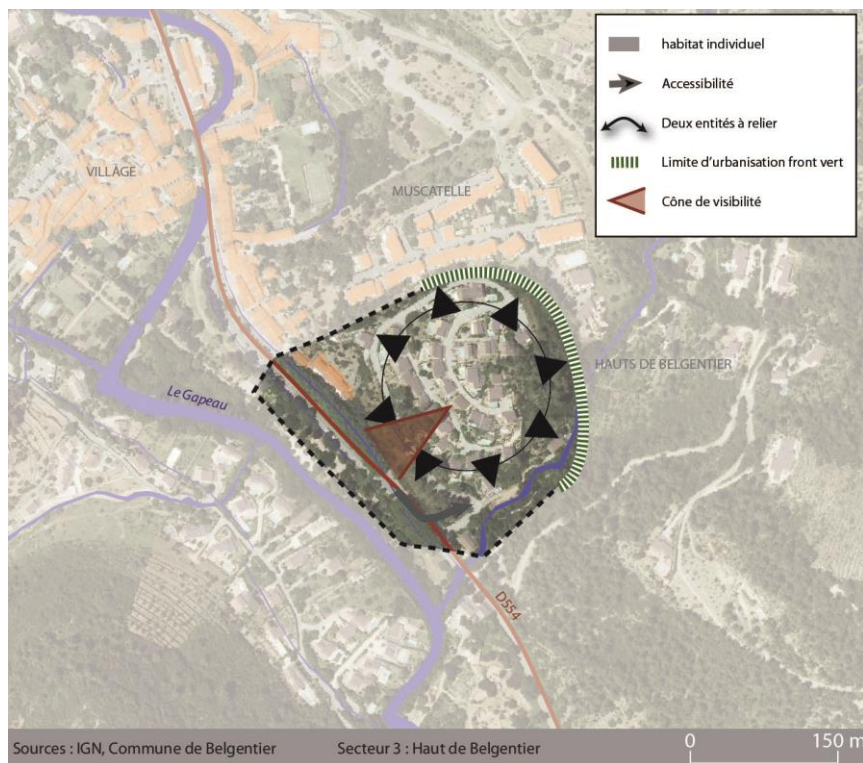
Contexte urbain

Des espaces d'habitat collectif (village au Sud-Ouest) ou d'habitat individuel (La Muscatelle au Sud), jouxtent le secteur, tandis que de grands espaces naturels se situent à l'Est.

Problématiques

Le secteur est essentiellement visé par un enjeu modéré de comblement des dents creuses.





7.3 Secteur 03 : Les Hauts de Belgentier

Positionnement

Secteur au centre de Belgentier. Il se situe sur relief collinaire, en surplomb du Gapeau et du Parc Peiresc.

Accessibilité

Le secteur d'étude est uniquement rendu accessible par un chemin de desserte débouchant sur la RD554.

Les voies sont suffisamment dimensionnées.

Perception paysagère

- Interface entre paysage et urbanisation : espaces naturels à l'Est et ZAC de la Muscatelle urbanisée au Nord ;
- Cônes de vue ouverts vers les massifs collinaires et les quartiers avoisinants ;
- Peu de visibilité vers le site, fermé physiquement et marqué par sa topologie

Le site est soumis à une topographie importante pouvant contraindre l'urbanisation.

Composition du secteur

Le quartier est uniquement occupé par de l'habitat individuel et pavillonnaire. Les hauteurs (R et R+1) et la densité sont peu importantes.

Contexte urbain

Un espace d'habitat mixte et collectif (Muscatelle au Nord) jouxte le secteur, tandis que de grands espaces naturels se situent au Sud et à l'Est.

7.4 Secteur 04 : Ferrantu

Positionnement

Secteur au centre de Belgentier. Il se situe entre le relief collinaire, le Gapeau et le village, le long du chemin de Ferrantu.

Accessibilité

Le secteur d'étude est uniquement rendu accessible par le chemin de Ferrantu débouchant à l'entrée du village et dans le quartier de l'Escride.

Les voies sont partiellement sous-dimensionnées pour l'usage qu'il en est fait.

Perception paysagère

- Interface paysagère : entre Gapeau et collines;
- Cônes de vue ouverts vers les massifs collinaires et quartiers bâtis avoisinants.

Le site est soumis à une topographie importante contraignant fortement l'urbanisation.

Composition du secteur

Le quartier est uniquement occupé par de l'habitat individuel et pavillonnaire. Les hauteurs (R et R+1) et la densité sont peu importantes.

Contexte urbain

Des espaces d'habitat collectif (village au Nord) ou d'habitat individuel (Escride/ La Rouvière au Sud), jouxtent le secteur, tandis que de grands espaces naturels se situent à l'Ouest et à l'Est.

Problématiques

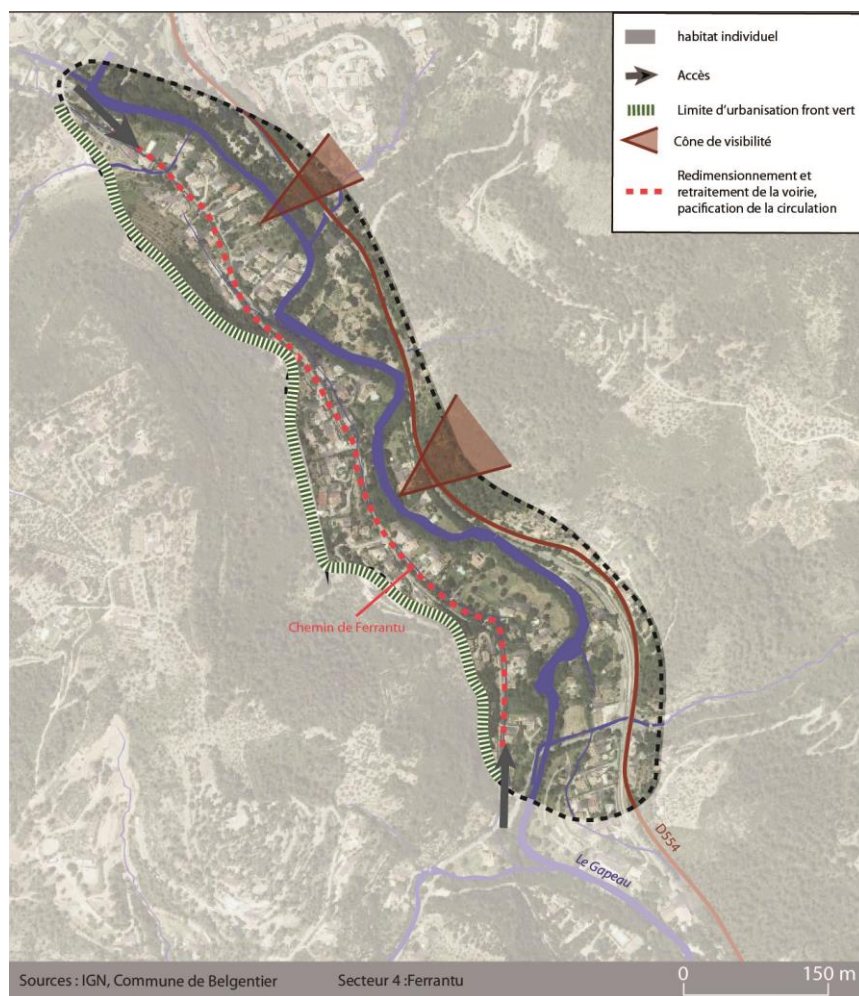
Le secteur est essentiellement visé par un enjeu modéré de comblement des dents creuses.

Projet en cours-Actualité

Le chemin de Ferrantu fait l'objet d'un Emplacement Réservé dans le PLU de 2006, visant à élargir la voie (partiellement réalisé).

Environnement-Risques

Périmètre visé par la zone Natura 2000 (ZSC).





7.5 Secteur 05 : La Muscatelle

Positionnement

Secteur au centre de Belgentier. Il se situe dans le bas collinaire, en prolongement de la rive gauche du village et du quartier de La Font-Sainte/ Escléaouvéoux.

Accessibilité

Le secteur est principalement rendu accessible le barreau de liaison du groupe scolaire et par la rue de Cuers débouchant sur la RD554 dont l'accès est étroit.

Perception paysagère

- Interface entre paysage et urbanisation : espaces naturels à l'Est et village urbanisé à l'Ouest ;
- Cônes de vue ouverts vers les massifs collinaires et quartiers bâtis avoisinants ;
- Vues sur le centre-village et l'église depuis l'Est.

Composition du secteur

Le quartier est occupé par de l'habitat groupé ou collectif. Les hauteurs (R+3, R+4) et la densité sont relativement importantes.

Contexte urbain

Des espaces d'habitat individuel (Les Hauts de Belgentier au Sud, La Font-Sainte/ Escléaouvéoux), jouxtent le secteur, tandis que de grands espaces naturels se situent à l'Est.

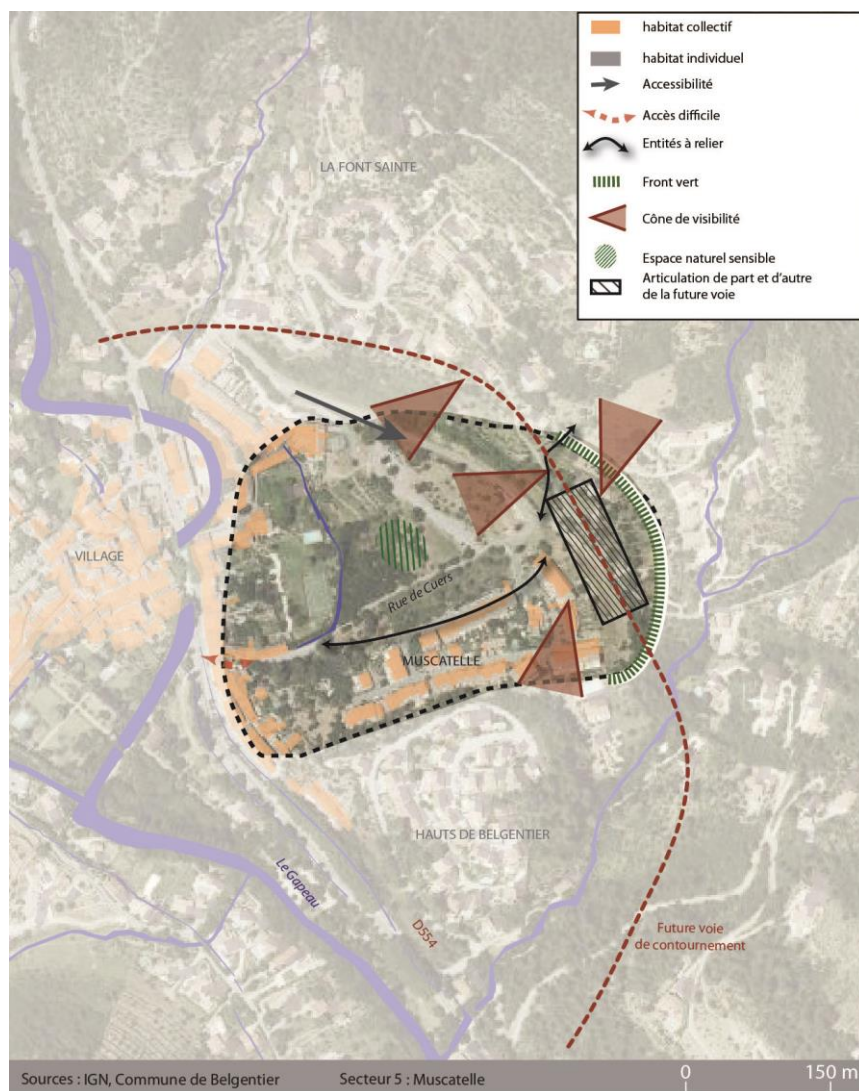
Projet en cours-Actualité

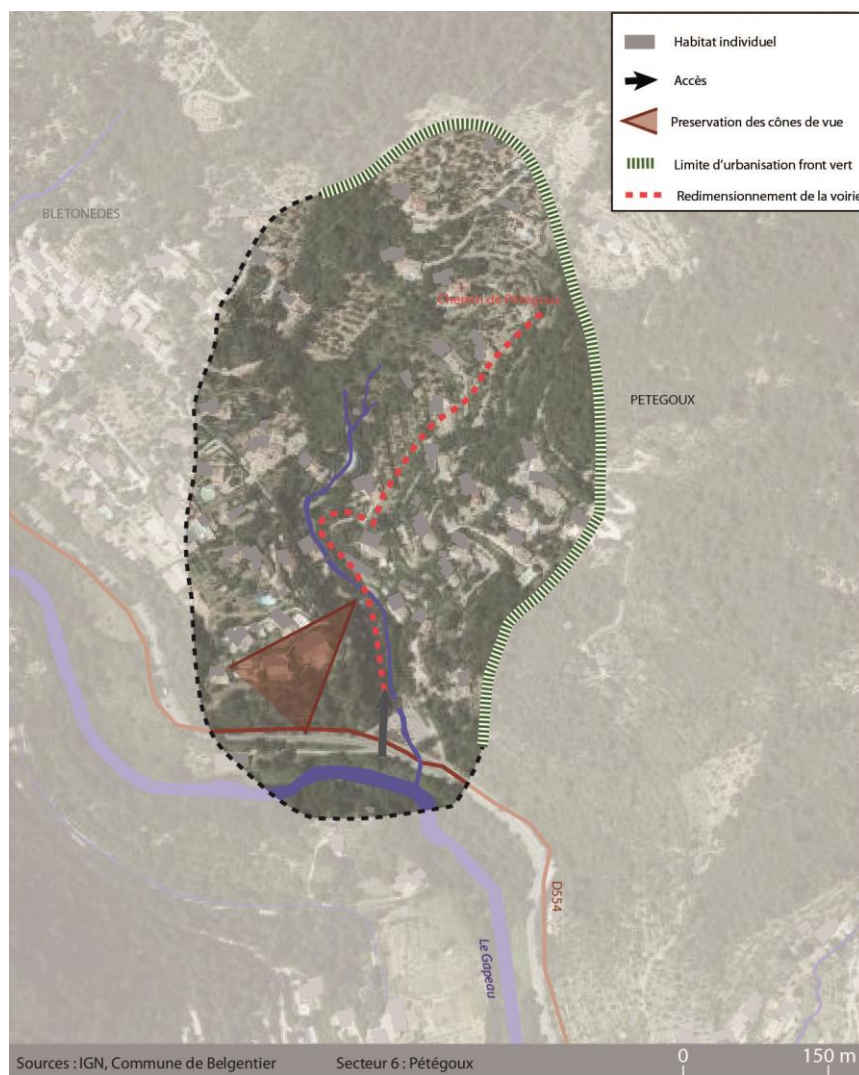
Le quartier de la Muscatelle pourrait encore recevoir des projets et aménagements supplémentaires.

Problématiques

Sensibilité paysagère (vues sur le centre village et l'église notamment) et environnementale (Espace naturel sensible notamment).

Accès difficile par la rue de Cuers (étroitesse), et projet de voie de contournement.





7.6 Secteur 06 : Pétégoux

Positionnement

Secteur au Nord de Belgentier. Il se situe dans le bas collinaire et s'étend dans les vallons perceptibles.

Accessibilité

Le secteur d'étude est uniquement rendu accessible par l'étroit chemin de Pétégoux débouchant sur la RD554.

La voie est largement sous-dimensionnée pour l'usage qu'il en est fait et ne permet pas d'accueillir des constructions nouvelles.

Perception paysagère

- Interface paysagère bâtie au sein du massif;
- Cônes de vue ouvert vers les massifs collinaires avoisinants.

Le site est soumis à une topographie importante contraignant fortement l'urbanisation.

Composition du secteur

Le quartier est uniquement occupé par de l'habitat individuel et pavillonnaire. Les hauteurs (R et R+1) et la densité sont peu importantes.

Contexte urbain

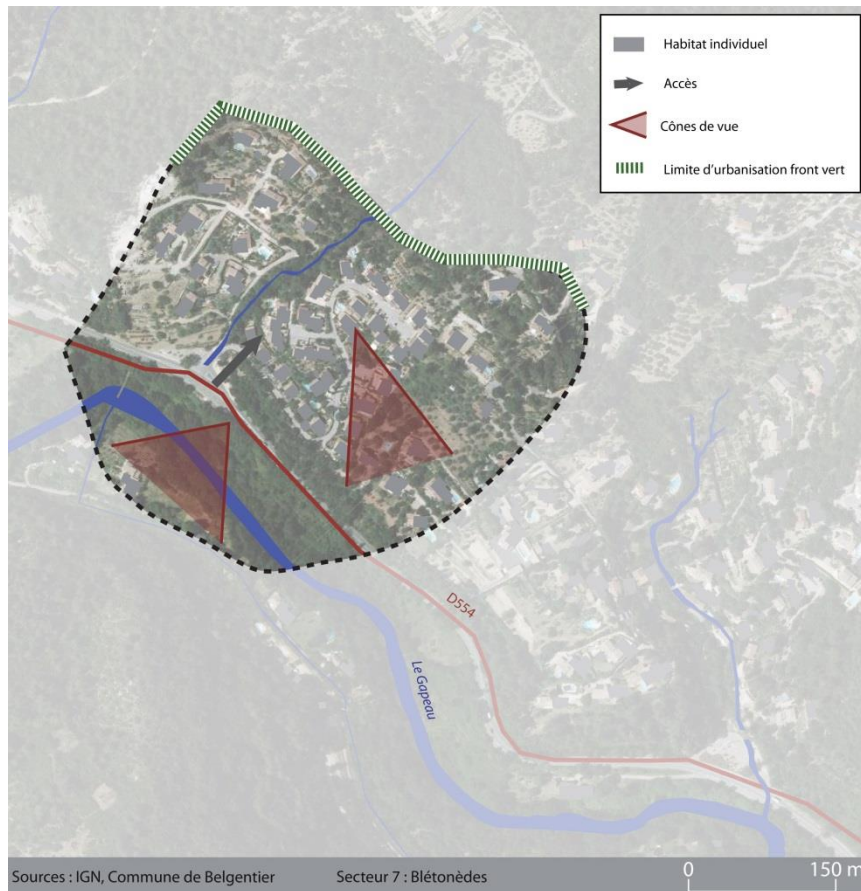
Un espace d'habitat individuel compact (Blétonèdes au Nord) jouxte le secteur, tandis que de grands espaces naturels le cernent de tous côtés.

Problématiques

Desserte insuffisante et risque incendie.

Projet en cours-Actualité

Le chemin de Pétégoux fait l'objet d'un Emplacement Réservé dans le PLU de 2006, visant à élargir la voie.



7.7 Secteur 07 : Blétonèdes

Positionnement

Secteur compact au Nord de Belgentier. Il se situe dans le bas collinaire

Accessibilité

Le secteur d'étude est uniquement rendu accessible par la voie de desserte organisant le tissu bâti et connectée à la RD554.

Perception paysagère

- Interface paysagère bâtie au sein du massif;
- Cônes de vue ouvert vers les massifs collinaires avoisinants.

Le site est soumis à une topographie importante contraignant fortement l'urbanisation.

Composition du secteur

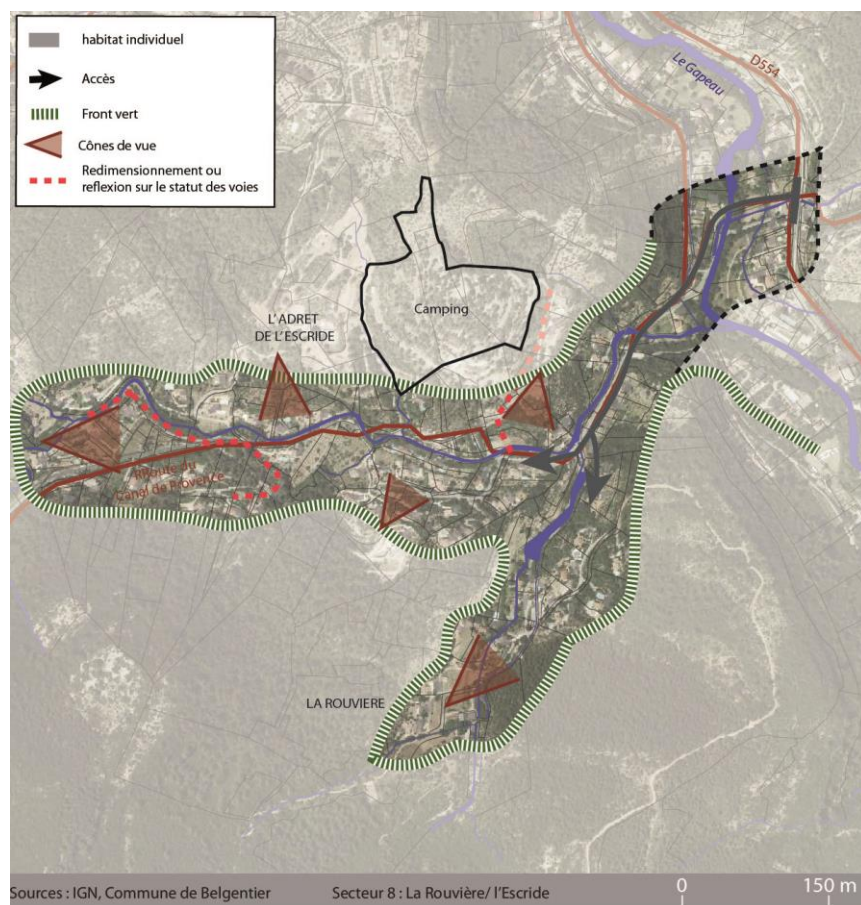
Le quartier est uniquement occupé par de l'habitat individuel et pavillonnaire. Les hauteurs (R et R+1) et la densité sont peu importantes.

Contexte urbain

Un espace d'habitat individuel lâche (Pétégoux au Sud) jouxte le secteur, tandis que de grands espaces naturels le cernent de tous côtés.

Problématiques

Desserte insuffisante et risque incendie.



7.8 Secteur 08 : Escrède/ La Rouvière

Positionnement

Secteur au Sud de Belgentier. Il se situe en creux de vallons et dans le bas collinaire.

Accessibilité

Le secteur est uniquement rendu accessible par la rue du lotissement de l'Escrède devenant la route du Canal de Provence et par les chemins qui s'y rattachent. La voie principale est connectée sur la RD554.

Si la voie principale est suffisamment dimensionnée, les voies de dessertes et chemins desservant les parcelles bâties ne le sont pas. Constituée de chemins privés et de servitudes de passage ces éléments ne peuvent pas être considérés comme des voies utilisables et sont sous-dimensionnées ne permettant pas d'accueillir des constructions nouvelles.

Perception paysagère

- Interface paysagère bâtie au sein du massif;
- Cônes de vue ouverts vers les massifs collinaires et quartiers avoisinants.

Le site est soumis à une topographie importante contraignant fortement l'urbanisation.

Composition du secteur

Le quartier est uniquement occupé par de l'habitat individuel et pavillonnaire. Les hauteurs (R et R+1) et la densité sont peu importantes.

Contexte urbain

Le quartier étant lâche et distendu, le reste du quartier est omniprésent, cependant de grands espaces naturels le cernent de tous côtés.

Problématiques

Le secteur est essentiellement visé par un enjeu de comblement des dents creuses, compatible avec l'assainissement autonome.



8. SYNTHÈSE, PROSPECTIVE ET ENJEUX

8.1 Synthèse

La commune de Belgentier est un territoire attractif grâce à sa situation géographique privilégiée : cadre préservé et interface entre deux bassins d'emplois. Elle offre ainsi un cadre de vie de qualité à proximité de zones d'emploi, mais aussi entre arrière-pays et littoral.

Ce faisant, la commune connaît depuis les années 1960 un important essor démographique, résidentiel et urbain : 561 habitants en 1965 contre 2 440 habitants en 2013 et 287 logements en 1968 contre 1 141 en 2013.

La commune présente les caractéristiques urbaines et sociologiques d'une commune périurbaine :

- Une présence importante de couples avec enfants ou de jeunes couples d'actifs, une part importante de jeunes actifs et une faible part de personnes âgées ;
- Un parc résidentiel monotypé (73,4% de maisons) comportant peu de logements sociaux ;
- Une constante population de propriétaires ;
- Des prix de vente moyen au m² inférieurs à ceux du territoire contextuel, «seulement» 2 321 euro/m² à Belgentier contre 3 190 euro/m² dans le reste du Var ;
- Un taux de catégories socio-professionnelles intermédiaires, et intellectuelles supérieures avec de hauts revenus haut ;
- Le suivi des tendances nationales de vieillissement progressif de la population.

Disposant d'un cadre paysager privilégié à proximité des axes de communication, la commune subit en contrepartie une forte pression foncière qui fait grimper les prix du foncier et des logements. Cette forte augmentation du foncier est aggravée par sa rareté qui s'explique par la présence de massifs collinaires, naturels importants.

Son caractère d'interface entre ville et campagne, place Belgentier en commune dynamique puisqu'elle dispose de 300 emplois sur son territoire en 2013 contre 256 emplois en 2008. Pour autant, la commune présente un faible ratio emploi/habitant, les habitants allant majoritairement travailler dans les bassins d'emplois à proximité, puisqu'ils sont seulement 31% à vivre et à travailler à Belgentier.

Peu présente en termes d'emplois, l'agriculture observe une stagnation voire un léger regain qui se poursuit encore actuellement.

Belgentier présente une organisation urbaine caractéristique des communes rurales. D'abord développée autour de son noyau villageois, l'urbanisation de la commune s'est ensuite étendue progressivement depuis les années 1960 et ce jusqu'à la fin du siècle précédent. Ce développement déroulé sur 40 ans, a conduit à un grignotage concomitant à un mitage des espaces agricoles, masquant les limites du tissu urbain.

Ce développement urbain s'organise autour d'une trame viaire composée d'une voie principale et d'un réseau de desserte plus local :

- la RD554 est l'artère principale de la commune. Elle traverse et clive la commune dans un axe Nord/ Sud et est utilisée, comme voie de transit. L'important trafic qui s'y déploie est à l'origine de nombreux problèmes de congestion et de nuisances sonores et environnementales ;
- cet axe est complété par une série de routes communales serpentant dans la commune et les vallons, reliant les différents quartiers entre eux et desservant les résidents. Celles-ci sont sinueuses et aux gabarits peu adaptés à une circulation importante. Des dessertes plus locales sont ensuite assurées par des chemins privés et des servitudes de passage.



8.2 Perspective de de croissance

Au regard du contexte communal, plusieurs scénarios de croissance démographique peuvent être définis, ainsi que les besoins en logements associés :

- Scénario 01 dit Tendanciel : solde naturel et migratoire stables et très élevé observés sur la période 1999/ 2011 (+2,9%/ an) ;
- Scénario 02 de croissance forte, sur la base du tendanciel intercommunal (+1,4%/ an) ;
- Scénario 03 de croissance maîtrisée (+0,6%/ an) .

Aucun de ces scénarios ne s'impose par lui-même. Chacun découle des choix et des partis qui seront pris dans le cadre de l'élaboration du PLU. Ils représentent ainsi des outils d'aides à la décision et servent de repères indicatifs pour définir les besoins engendrés par telle ou telle politique.

Il est à noter que ces scénarios sont liés à la démographie (croissance de la population, taux de variation annuel, évolution de la taille des ménages) et sont ainsi purement statistiques et déconnectés de la réalité du foncier.

Ainsi, la volonté municipale n'est pas d'accueillir 4 220 habitants en 2030 mais de retrouver une croissance gérée, accompagnée et non-exponentielle.

Dans chaque scénario le manque de logements se fait ressentir et devra être comblé. Cependant, les contraintes naturelles et les plans de prévention des risques, contraignent largement la constructibilité.

	Population projetée à horizon 2026	Besoins en logement pour l'accueil de la croissance démographique	Besoins en logements pour la diminution de la taille des ménages	Besoins en logements à l'horizon 2026	Besoins en logements à l'horizon 2026 avec une augmentation de 35% pour fluidité et renouvellement*	Incidences foncières estimées si vacance immobilière non mobilisée			
						collectif (50 log/ha)	groupé (20 log/ha)	individuel (10 log/ha)	Total foncier
						5,0%	10,0%	85,0%	
scénario 1 - Tendanciel	3 760	427	25	452	610	0,61	3,05	51,82	55,5
Scénario 2 – croissance forte	3 003	178	24	201	272	0,27	1,36	23,08	24,7
scénario 3 - croissance faible	2 667	71	23	94	126	0,13	0,63	10,75	11,5



8.3 Enjeux

La topographie et l'histoire du développement communal ont conduit Belgentier à disposer de quartiers présentant des caractéristiques propres renvoyant à des enjeux spécifiques :

- **Le centre-village** est noyau villageois hérité du passé. Toujours présent et préservé au niveau des formes urbaines (hauteurs, densité, espaces publics, ...), il a vu ses commerces, activités et équipements quitter le cœur pour migrer et se développer le long de la RD554.
 - Favoriser le renouvellement urbain : dynamisation et augmentation de l'attractivité,
 - Reconquête commerciale du cœur de bourg : dynamisation et augmentation de l'attractivité,
 - Pacification du trafic et remise au centre du piéton en tant qu'usager unique ou principal,
 - Mise en place de mobilier urbain cohérent dans le village et adapté aux usagers,
 - Consolidation de son image de polarité.
- **Les quartiers compacts** sont organisés, et relativement denses, sous la forme de lotissements ou non, ils sont majoritairement constitués de maisons individuelles. Les voies sont rationalisées, hiérarchisées et organisées
 - Urbanisation des secteurs encore libres : comblement des « dents creuses »,
 - Mise en place de limites urbaines.

- **Les quartiers au tissu lâche mais relativement organisé** sont développés principalement le long des voies. Les accès se font directement sur les voies de desserte, engendrant des problèmes de visibilité.
 - Urbanisation des secteurs encore libres : comblement des « dents creuses »,
 - Aménagement et réflexion sur les accès,
 - Équipement et aménagement des voies en cas de construction nouvelle,
 - Identification des limites urbaines.
- **Les quartiers au tissu lâche voire très lâche** présentent des parcelles bâties reliées aux voies de dessertes directement ou par l'intermédiaire de chemins privés et de servitudes. Les voies communales sont globalement circulables, les voies privées sont non-calibrées, non-entretenuës et dangereuses.
 - Aménagement et réflexion sur les accès,
 - Équipement et aménagement des voies,
 - Identification des limites urbaines.

Ces enjeux doivent également être appréciés en cohérence avec le niveau d'équipements des différents secteurs, au regard des contraintes et sensibilités environnementales et paysagères (risque feu de forêt, Natura 2000, etc.).



Au-delà de ces enjeux spatiaux, la commune est concernée par des enjeux thématiques :

– **Extension et organisation de l'urbanisation**

S'il est nécessaire de développer et d'enrichir encore un peu le tissu urbain, il convient de réfléchir à ses possibles extensions et à ne pas l'étendre de manière déraisonnée et consommer des espaces encore naturels ou agricoles,

→ *Identification des potentialités foncières cohérentes et en lien avec le centre-village ou avec les quartiers compacts afin de combler prioritairement ces « dents creuses »,*

→ *Renouvellement urbain et construction de la ville sur la ville, et mise en place d'opérations d'optimisation de l'existant,*

→ *Mise en place de limites à l'extension, de front bâti à ne plus franchir ;*

– **Habitat**

Le parc immobilier est tourné essentiellement vers l'individuel, et le collectif du centre-village est constitué de petits appartements. Il convient donc de diversifier les typologies afin de toucher le plus grand nombre et d'adapter le marché à la demande.

→ *Mise en œuvre d'une politique de réhabilitation, de rénovation et de diversification des formes bâties ;*

– **Mobilité et déplacement**

Le territoire communal est touché par de nombreuses problématiques relatives aux déplacements. Ainsi la RD554 ne se contente pas de créer une rupture mais elle génère aussi des problèmes de congestions aux heures de pointe. De plus les voies de desserte ne sont pas toutes suffisamment dimensionnées et créent des points noirs. Par ailleurs, le relief et l'éloignement des quartiers rendent la mise en place de cheminements doux quotidiens compliquée et peu efficaces, en revanche des circuits de randonnées peuvent être envisagés.

→ *Réalisation du contournement du village : atténuation de la rupture routière,*

→ *Pacification voire suppression du trafic et remise au centre du piéton en tant qu'usager unique ou principal dans le centre-village,*

→ *Aménagement et élargissement des voiries problématiques,*

→ *Identification et réalisation de cheminements piétons et cyclistes sur la totalité du territoire communal, cheminement dédiés aux usagers quotidiens mais aussi et surtout aux balades et randonnées.*



PARTIE 4 – ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



1. PATRIMOINE ET CADRE DE VIE

1.1. Patrimoine écologique

Le contexte encore naturel de la commune laisse place à un patrimoine naturel riche et diversifié. La commune est concernée directement par un certain nombre de périmètres à statut, à savoir un site Natura 2000, quatre ZNIEFF, un projet de PNR, un APPB et trois ENS. Ces périmètres sont présentés sur les cartes suivantes et détaillés ci-après.

1.1.1 Les périmètres de protection et inventaires du patrimoine écologique

– Arrêté préfectoral de protection de biotope

L'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) de Morière-La-Tourne, d'environ 30 ha, a été désigné en 2009 afin de garantir la conservation du milieu naturel nécessaire à la survie des derniers spécimens connus de l'espèce végétale *Armeria belgenciensis* ou Armérie de Belgentier et permettre la recolonisation du territoire initialement occupé par l'espèce. Les usages y sont strictement réglementés : interdiction de créer une nouvelle voie, de circuler en voiture, de pratiquer des activités d'extraction, etc. La préservation de ces sites contribue à la survie d'espèces végétales extrêmement rares.

Le site n'est pas localisé sur le territoire communal de Belgentier, mais sa prise en compte est nécessaire.

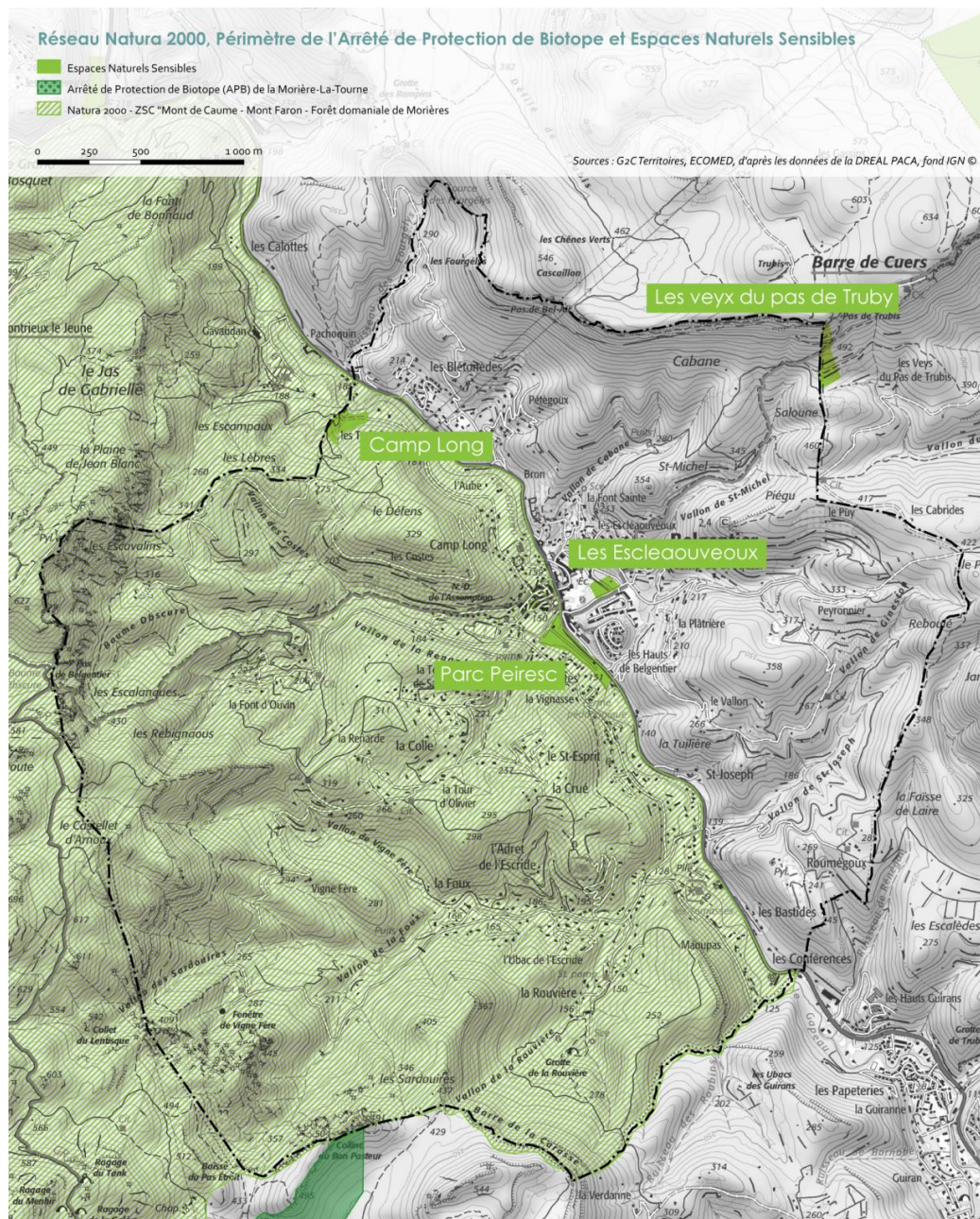
– Réseaux Natura 2000

Le réseau écologique de la commune de Belgentier est articulé autour de deux sites Natura 2000 :

- ZSC (Dir.Habitat) – Mont de Caume, Mont Faron, Forêt domaniale de Morières : date de proposition en juin 2014, DOCOB en cours de réalisation
- ZPS (Dir Oiseaux) – Falaise du Mont Caume : date de classement en 2005 et DOCOB finalisé

Composés de gorges calcaires et de zones karstiques, le site ZSC « **Mont de Caume – Mont Faron – Forêt domaniale de Morières** » présente un grand intérêt biologique et écologique, avec notamment une forêt domaniale (des Morières) bien conservée. De plus, les crêtes et autres biotopes rupestres accueillent l'association endémique toulonnaise à Choux de Robert et Alysse épineuse, et des éboulis à Sabline de Provence (endémique). En ce qui concerne les habitats naturels, la zone abrite 12 habitats d'intérêt communautaire dont 3 prioritaires avec par exemple des bois méditerranéens à *Taxus baccata*, des forêts à *Ilex aquifolium* ou encore des sources pétrifiantes avec formation de travertins (Cratoneurion). Enfin, les gorges calcaires et les zones karstiques constituent un réseau d'habitat, notamment pour neuf espèces de chiroptères d'intérêt communautaire. **La commune est concernée par le périmètre de ce site, dont plus de 60 % du territoire y est inclus.**

Situé à proximité de l'agglomération de Toulon, la ZPS « **Falaise du Mont Caume** » naturel est composée d'une végétation dominée par des formations végétales rases et clairsemées. Son paysage minéral est profondément marqué par l'érosion avec la présence de falaises calcaires, d'éboulis et de crêtes dénudées. L'intérêt majeur du site est la présence d'un couple nicheur d'Aigle de Bonelli, espèce fortement menacée en France (moins de 30 couples). Ce couple est le seul du département du Var et le Mont Caume constitue à ce jour la limite orientale de la population méditerranéenne française. Outre l'Aigle de Bonelli, quelques autres oiseaux d'intérêt communautaire nichent dans le site, tels que l'Alouette lulu, le Bruant ortolan ou encore la Fauvette pitchou. Certaines espèces nichent hors du périmètre mais fréquentent le site pour s'alimenter telles que le Circaète Jean-le-Blanc et l'Autour des Palombes. **Ce site est situé à environ 5 km au sud-ouest de la commune de Belgentier.**



– Les Espaces Naturels Sensibles

La commune est concernée par trois ENS :

- Le Parc de Peiresc, d'une superficie d'environ 2 ha, longé par le Gapeau et présentant de beaux vergers fruitiers ; il s'agit de l'ancien jardin du château.
- Le site du Camp long, d'une superficie d'environ 1,4 ha, caractérisé par la présence de milieux humides, des abords du Gapeau et de sa confluence avec le ruisseau de Fourgély.
- Les Escleaouveaux s'étendant sur environ 1 ha de milieux forestiers.

– Un Parc Naturel Régional pour 2016 pour une gestion concertée

Le projet de Parc Naturel Régional du Massif de la Sainte-Baume s'étend sur environ 108 000 ha. A cheval entre le département du Var et des Bouches-du-Rhône, il s'articule principalement autour de la longue falaise calcaire de la Sainte-Baume, véritable montagne qui domine du haut de ses 1 147 mètres d'altitude un vaste massif aux paysages spectaculaires.

Proche de la mer Méditerranée et non loin des Alpes, elle bénéficie d'une triple influence bioclimatique et biogéographique (méditerranéenne, steppique et montagnarde) qui lui offre une abondance d'eau, élément rare et précieux en basse Provence. Un important réseau de gouffres, aven, grottes et rivières souterraines, dû à la nature géologique du massif, restitue cette eau aux hommes et aux milieux naturels par de nombreuses sources et résurgences qui contribuent à sculpter les flancs de la montagne. Dans ces conditions écologiques idéales, une abondante richesse naturelle se développe, certaines espèces y trouvent un lieu de vie unique au monde. Le classement en tant que PNR est prévu pour l'année 2016.



– Une connaissance et des inventaires de la richesse du milieu : les ZNIEFF

Les ZNIEFF sont des espaces répertoriés pour la richesse de leur patrimoine naturel. Il en existe deux types :

- les **ZNIEFF de type I** : ensemble de quelques mètres carrés à quelques milliers d'hectares constitués d'espaces remarquables : présence d'espèces rares ou menacées, de milieux relictuels, de diversité d'écosystèmes ;
- les **ZNIEFF de type II** : ensemble pouvant atteindre quelques dizaines de milliers d'hectares correspondant à de grands ensembles naturels peu modifiés, riches de potentialités biologiques et présentant souvent un intérêt paysager.

L'inventaire des ZNIEFF a récemment été réactualisé. La cartographie ci-dessous intègre seulement ces données récentes de ZNIEFF dites de « 2ème génération ». La commune n'est concernée directement par aucune ZNIEFF de type I.

ZNIEFF de type II « Plateau de Siou-Blanc – Forêt domaniale des Morières » (n°83-206-100)

Ce périmètre compte 8 657 ha. « D'une manière générale, le centre du plateau de Siou-Blanc est sauvage et peu boisé. Par contre, les pentes dominant le Gapeau entre Signes et Montrieux, puis entre Méounes et Solliès-Toucas, comportent de vastes massifs forestiers dont la forêt domaniale des Morières, ensemble forestier prestigieux et bien préservé ».

Une très grande richesse botanique caractérise ce périmètre, en vertu de la diversité de substratum. « Aux formations et aux espèces méditerranéennes, s'ajoutent de nombreuses autres plus septentrionales ». La faune est également très diversifiée et comporte un fort intérêt patrimonial (22 espèces patrimoniales dénombrées, dont 8 sont déterminantes), en particulier concernant les oiseaux, les insectes et d'autres arthropodes (myriapodes, scorpions).

ZNIEFF de type II « Barres de Cuers et collines de Néoules » (n°83-171-100)

Les Barres de Cuers culminent au Pilon St Clément (704 m), elles représentent un bel alignement de falaises présentant un grand intérêt ornithologique.

Les falaises des Barres de Cuers se rattachent aux formations identiques des collines toulonnaises. On y retrouve un cortège nettement thermophile où abondent la fougère Cheilanthes acrostic et la Lavatère maritime. Le Chou des montagnes et la Julienne à feuilles lacinnées y sont en revanche rares. Sur les corniches, la formation à Genêt de Lobel a été signalée et reste à confirmer. En revanche, l'observation de la Gagée de lacaita est contemporaine. Sur l'ubac, les boisements sont riches en Aliboufier.

Concernant la faune, cinq espèces animales d'intérêt patrimonial, toutes des espèces remarquables d'oiseaux, sont présentes dans cette zone. L'avifaune nicheuse est représentée par l'Autour des palombes, le Circaète Jean-le-blanc, la Bondrée apivore, le Grand-duc d'Europe et le Monticole bleu.

ZNIEFF de type II « Collines de Cuers et grotte de Truëbis » (n°83-134-100)

Le site couvre un ensemble de collines calcaires anciennement cultivées et aujourd'hui en partie colonisées par les pins d'Alep. Des taillis de Chêne vert se rencontrent en particulier sur les sommets des collines. Quelques vignes et surtout oliveraies sont encore entretenues. Les murets, cabanons et affleurements rocheux sont bien présents sur cette zone. Une grotte et de nombreux vallons encaissés apportent une originalité au site.

Les rochers et vieux murs bien exposés permettent un beau développement des formations thermophiles à Doradille de Pétrarque. Dans les fonds de vallons humides et frais se rencontre l'Aliboufier, alors que lorsque l'exposition est plus favorable, ce sont les fourrés de Myrtes, près de leur limite nord absolue, qui les remplacent. A l'emplacement des ruissellements printaniers sur rochers calcaires se rencontrent des formations tuffeuses à Capillaire de Montpellier.



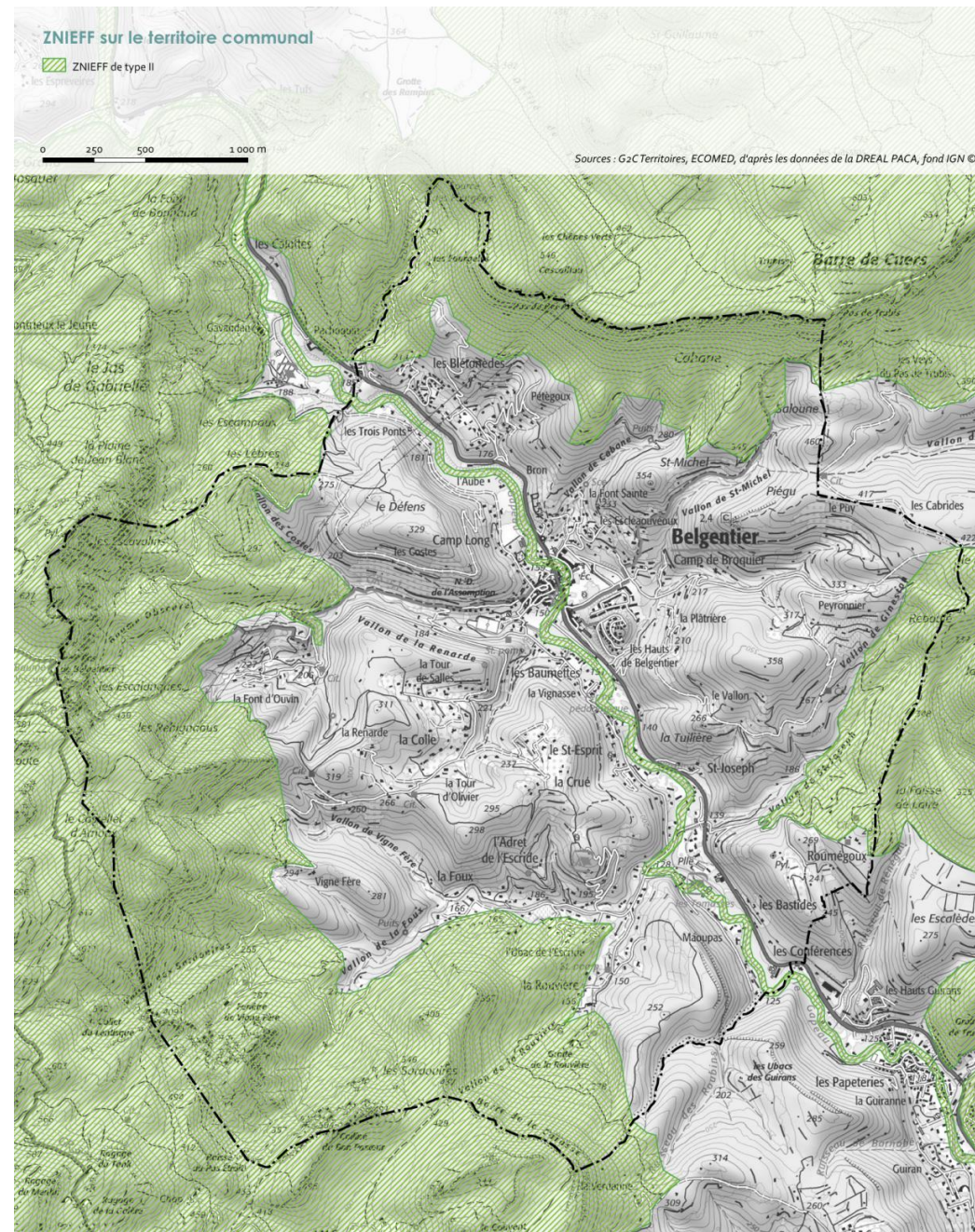
Concernant la faune, ce secteur héberge quatre espèces animales patrimoniales, dont une déterminante. Trois espèces de chauves-souris gîtent dans les grottes et cavités de cette zone : le Grand Murin, le Petit Murin, le Minioptère de Schreibers. L'entomofaune locale est représentée par la Diane, espèce déterminante et menacée de papillon, en régression et devenue assez rare. Cette espèce occupe principalement les ravins, talus herbeux, prairies, garrigues arborées, ripisylves, bords de cours d'eau et sa chenille vit sur l'Aristolochie.

ZNIEFF de type II « Haute vallée du Gapeau » (n°83-202-100)

Cette ZNIEFF porte sur tout le linéaire d'un cours d'eau principal (le Gapeau) et de son affluent (le Latay). Ces cours d'eau sont peu larges, sinueux et légèrement encaissés dans des vallons étroits plutôt que des gorges. Ils sont le plus souvent bordés d'une mince ripisylve (essentiellement à base de peupliers). Ce site est bordé de prairies, de friches et de vignes, parfois de périurbanisation.

Du point de vue floristique, cette ZNIEFF abrite des espèces de prairies humides de bords de cours d'eau (Ophioglosse commun, Dactylorhize d'Occitanie, Orchis à fleurs lâches, Asplenium scolopendre).

Du point de vue faunistique, cette zone présente un intérêt plutôt élevé pour la faune, notamment du point de vue chiroptérologique (Grand Rhinolophe et Vespertilion à oreilles échancrées), avifaunistique (Autour des palombes, Circaète Jean-le-Blanc, Grand-duc d'Europe, Chouette chevêche, Petit-duc scops, Martin-pêcheur d'Europe, Rollier d'Europe, Pic épeichette, Cincle plongeur, Gobemouche gris, Pie-grièche écorcheur, Bruant fou), batrachologique (Pélodyte ponctué) et ichtyologique (Blageon, Barbeau méridional). L'Ecrevisse à pieds blancs est aussi signalée.





1.1.2 Une Trame Verte et Bleue indispensable au maintien de la richesse écologique

En termes de Trame Verte et Bleue et de fonctionnalités écologiques, les principaux éléments identifiés au niveau de la commune sont les cours d'eau, notamment le Gapeau, les espaces agricoles de fonds de vallée et les versants naturels qui constituent des coupures agro-naturelles intéressantes qu'il convient de maintenir. Les mosaïques d'habitats naturels et agricoles peuvent représenter un intérêt non négligeable pour la biodiversité locale. Les haies et les cours d'eau peuvent par exemple servir de corridors de déplacement pour la faune.

La commune de Belgentier fait partie de l'entité géographique du plateau du Siou-Blanc, vaste territoire encore naturel partiellement protégé ou géré. Elle fait également partie du réservoir de biodiversité forestier et des corridors identifiés dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique sur la petite région naturelle du Centre Var ; en lien avec les massifs calcaires de Marseille à Toulon et les chaînons calcaires littoraux et caractérisé par des continuités écologiques forestières.

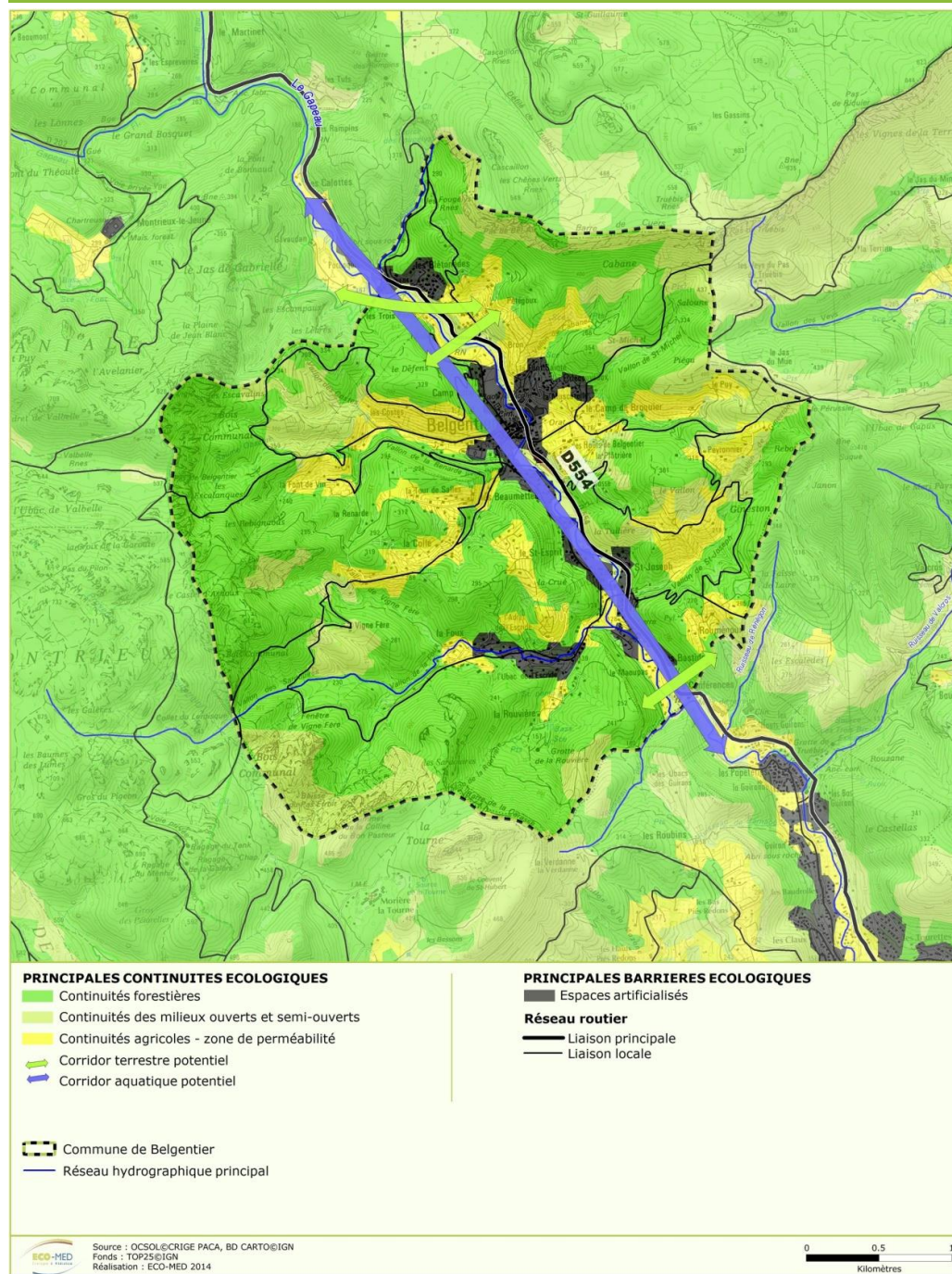
Toujours d'après le SRCE, l'état de la fonctionnalité du Gapeau est majoritairement très dégradé du fait du grand nombre d'obstacles présent ; sur la commune, on compte par exemple la présence de la route départementale qui crée une coupure nord-sud du territoire communal.

1.1.3 Des enjeux de conservation concernant le patrimoine naturel

Les données de ce chapitre sont extraites des bases de données naturalistes. Aucune prospection de terrain n'a été effectuée dans le cadre de cet état initial.

La commune est concernée par plusieurs périmètres à statut, caractérisés par un fort taux d'endémisme, par des massifs forestiers matures proches de ceux du Plan d'Aups ainsi que par un important réseau de cavités karstiques très riches sur le plan biologique. La commune fait d'ailleurs partie des 11 foyers de biodiversité identifiés dans le diagnostic du projet de PNR du Massif de la Sainte-Baume.

De plus, la présence de zones humides remarquables (tufs de Fourgéllys), recensés à l'atlas des zones humides du Var, et l'extension du site Natura 2000 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale des Morières », viennent renforcer l'intérêt de la commune vis-à-vis du patrimoine naturel.



Flore

Plusieurs espèces à enjeu sont connues de la commune, elles sont présentées ci-dessous :

Taxons reconnus	Statut	Habitats favorables
Muflier à fleurs lâches (<i>Anarrhinum laxiflorum</i>)	LR2	Pentes rocheuses, vieux murs
Sabline modeste (<i>Arenaria modesta</i>)	LR2	Milieux sablonneux, rocaillies, dalles
Aristolochie longue (<i>Aristolochia paucinervis</i>)	LR2	Sous-bois
Laîche d'Hyères (<i>Carex olbiensis</i>)	PR	Milieux frais, ubacs, châtaigneraies, forêt de chênes
Thé de roche (<i>Chiliadenus saxatilis</i>)	LR2	Fentes des rochers
Scabieuse simple (<i>Lomelosia simplex</i>)	LR2	Milieux ouverts et cultivés
Ornithogale d'Arabie (<i>Melomphis arabica</i>)	LR1	Zones arides mi-ombragées
Nardure de Salzmann (<i>Narduroides salzmannii</i>)	LR2	Milieux sableux des rochers calcaires, en enclave dans les milieux ouverts type garrigue
Scille fausse-jacinthe (<i>Nectaroscilla hyacinthoides</i>)	PN	Friches, anciens jardins, talus
Ophrys de Provence (<i>Ophrys provincialis</i>)	PR	Restanques, olivettes, talus bien exposés, garrigues ouvertes et pinèdes
Aliboufier (<i>Styrax officinalis</i>)	LR2	Sous-bois de chênes verts
Tulipe de l'Ecluse (<i>Tulipa clusiana</i>)	LR1, PN	Champs cultivés et friches survit dans les



Taxons reconnus	Statut	Habitats favorables
		pelouses et les broussailles
Tulipe précoce (<i>Tulipa raddii</i>)	BE1, PN, LR1	Cultures extensives, survit dans les pelouses et les broussailles
Ophrys de Philippe (<i>Ophrys philippi</i>)	-	Talus bien exposés, garrigues ouvertes et pinèdes

→ Cf. Annexe 1

Bien que l'espèce ne soit pas connue au sein de la commune, il convient de citer l'unique station mondiale de l'Armérie de Belgentier présente au sein de la ZNIEFF « plateau de Siou-Blanc et forêt domaniale des Morières » sur la commune de Solliès-Toucas.

Faune

Invertébrés et autres arthropodes

Ce groupe biologique étant très vaste, seules les espèces connues sur la commune ou à proximité et présentant un enjeu *a minima* modéré sont citées ici, il s'agit :

- pour les orthoptères de la Magicienne dentelée et de la Decticelle splendide,
- pour les lépidoptères de la Diane, de la Proserpine, du Damier de la succise, de l'Alexanor et du Thècle de l'Orme,
- pour les coléoptères du Lucane cerf-volant,
- pour les odonates de l'Agrion de Mercure,
- pour les autres invertébrés de l'Ecrevisse à pattes blanches.

Poissons

Aucune espèce de poisson n'est citée dans la bibliographie consultée et n'est donc connue sur la commune.

Amphibiens

Au niveau des amphibiens, seules des espèces relativement communes sont connues sur Belgentier : la Rainette méridionale ou encore le Crapaud

commun. On notera également la présence dans les communes avoisinantes du Pélodyte ponctué ou du Crapaud calamite.

Reptiles

Concernant les reptiles, plusieurs espèces sont connues au sein de la commune : la Coronelle girondine, la Couleuvre d'Esculape, le Couleuvre de Montpellier, le Lézard des murailles, le Lézard vert occidental, l'Orvet fragile et la Tarente de Maurétanie.

D'autres espèces sont connues des communes alentours, comme le Lézard ocellé, le Psammodrome d'Edwards, la Couleuvre à collier et la Couleuvre à échelons.

Comme l'illustre la carte ci-après, la commune se situe en limite des périmètres de sensibilité liés à la Tortue d'Hermann ; l'espèce n'est pas connue sur la commune.

Oiseaux

Le cortège avifaunistique communal est relativement important, seules les espèces connues sur la commune et à enjeu de conservation *a minima* modérée sont citées ici. Certaines peuvent nicher au sein de la zone d'étude, d'autres l'utilise en tant que territoire de chasse. Il s'agit des espèces suivantes : l'Aigle royal, le Busard Saint-Martin, le Circaète Jean-le-Blanc, le Faucon hobereau, le Faucon pèlerin, le Grand Duc d'Europe, le Guêpier d'Europe, la Huppe fasciée, le Petit-duc scops et le Vautour fauve. En complément, on peut citer la présence de l'Outarde canepetière à proximité de la commune (Cuers).

Notons également que la commune se situe à proximité du domaine vital de l'Aigle de Bonelli identifié dans le cadre du Plan National d'Action en faveur de cette espèce. Il est donc possible que l'Aigle de Bonelli vienne chasser au niveau du territoire communal.

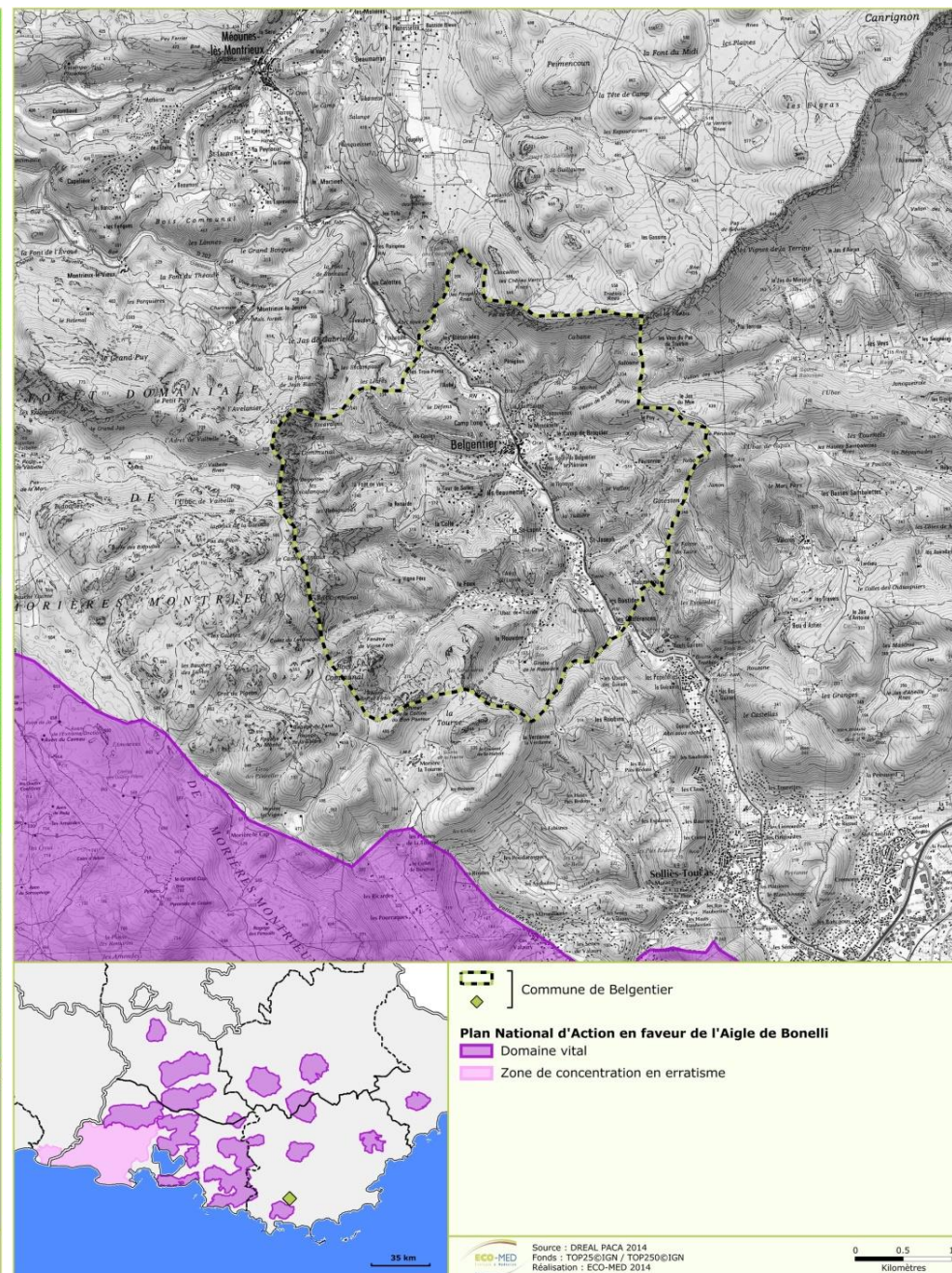
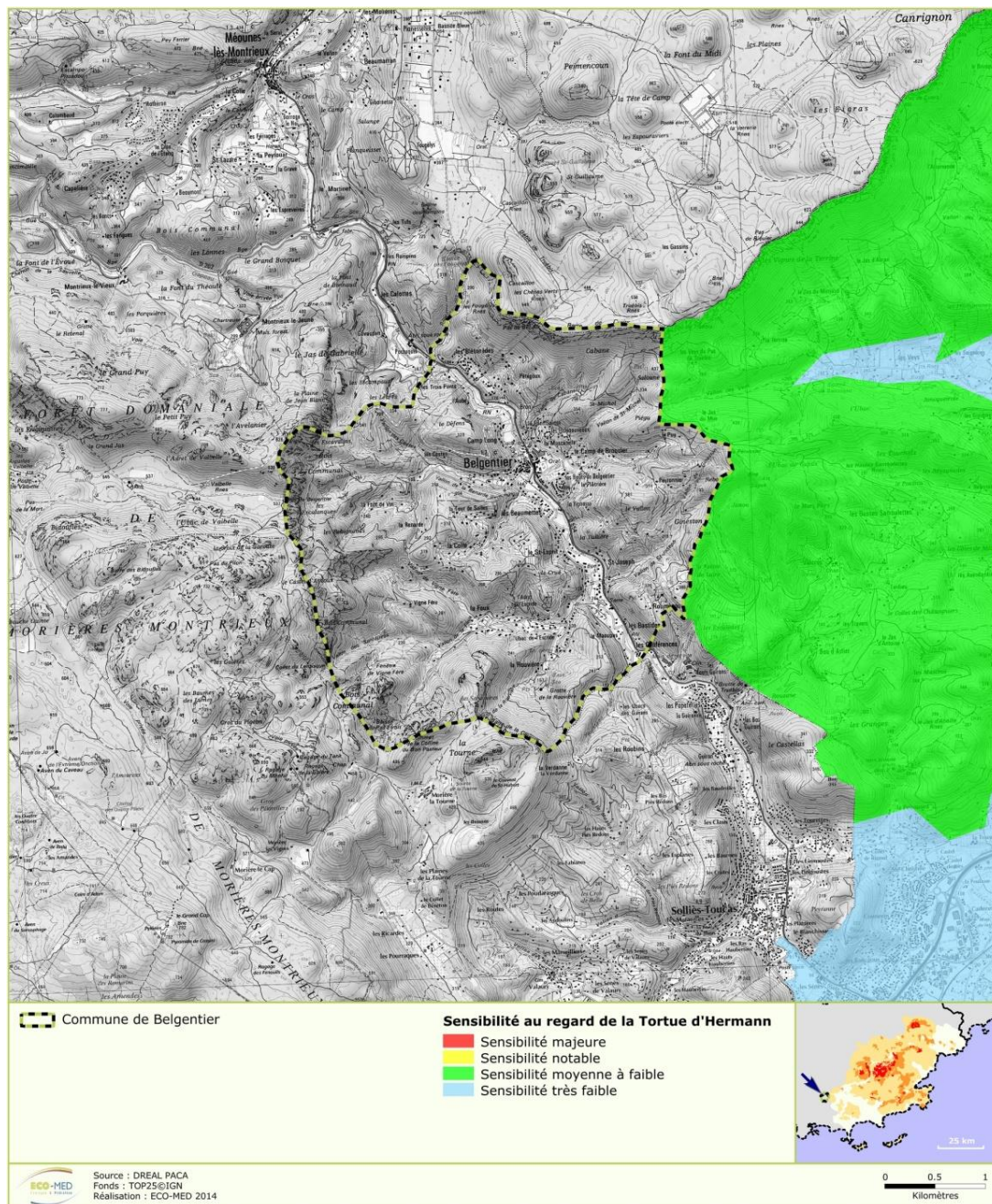
Mammifères

Au niveau des mammifères terrestres, on note la présence de la plupart des espèces communes dans la région, notamment quelques grandes espèces comme le Blaireau, le Chevreuil, le Sanglier ou le Renard roux mais aussi des



espèces plus petites telles que l'Ecureuil roux, la Fouine, la **Genette commune**, le Hérisson d'Europe, le Lérot, la Martre, le Mulot sylvestre, le **Muscardin** et le Rat noir.

Concernant les chauves-souris, plusieurs espèces sont avérées dans des communes proches de Belgentier et sont donc potentielles au sein du territoire communal. Il s'agit notamment : du Petit et Grand Murin, du Minioptère de Schreibers, du Petit Rhinolophe, du Murin à oreilles échancrées, de l'Oreillard gris, de l'Oreillard montagnard, de la Pipistrelle commune, de la Sérotine commune, du Murin de Natterer, du Vespère de Savi, de la Pipistrelle de Kuhl, de la Noctule de Leisler, du Murin de Daubenton, de la Pipistrelle pygmée, de la Pipistrelle de Nathusius ou du Molosse de Cestoni.





1.2 Paysage

Le territoire de Belgentier du fait de son appartenance aux plateaux de basse Provence est un territoire de reliefs calcaires entaillé du nord-ouest au sud-est par une vallée fluviale. Majoritairement occupé par les espaces boisés, la vallée du Gapeau, couloir de communication, a conditionné dès l'origine l'occupation humaine et le passage des voies routières (RD 554) sur la commune.

Les paysages actuels sont le résultat des caractères physiques du territoire notamment liés à sa morphologie, à l'occupation de ces espaces mais aussi à l'action humaine. Les paysages peuvent être façonnés et entretenus par la présence humaine, néanmoins elle peut entraîner de fortes pressions ainsi qu'une dégradation des paysages et du patrimoine associé.

1.2.1 Une urbanisation diffuse consommatrice d'espace

Le noyau villageois ancien se trouve au cœur de la vallée en proximité immédiate du fleuve. Ce noyau composé autour de l'église et du Château s'étire au sud sous la forme d'un village-rue en rive gauche du Gapeau, le long de la RD 554. Tandis que la sortie nord du village regroupe les anciennes tanneries ainsi que les bâtiments d'activités et commerces plus récents.

D'une manière générale, l'urbanisation s'est développée :

- En fond de vallée où elle présente un habitat diffus périurbain de part et d'autre des rives du Gapeau.
- En rive gauche sur les hauteurs des versants en surplomb du village, l'urbanisation résidentielle de type pavillonnaire directement issue du centre ancien, traverse le Gapeau et s'étire jusqu'à Font Sainte. Elle prend une forme diffuse aux Escléaouvéoux et à Camp de Broquier puis de nouveau une forme pavillonnaire avec les Hauts de Belgentier. En amont du village sur le versant de la rive gauche au nord de la vallée avec le noyau des Blétonèdes s'étirant au sud jusqu'aux Beaumes.

- Dans la moitié ouest du territoire, l'urbanisation résidentielle diffuse en zone naturelle a emprunté les couloirs des vallons de la Renarde et de la Foux. (secteurs de la Font-d'Ouvin, Tour de Salles/la Colle/Tour d'Olivier, Vallon de la Foux/Ubac de l'Escride/la Rouvière).

L'étalement urbain sous la forme d'habitat diffus est un facteur de pression important. L'ouverture à l'urbanisation de secteurs autrefois naturels ou agricoles entraîne une modification de la valeur paysagère d'un territoire. Sur la commune de Belgentier, l'urbanisation s'est d'abord localisée sous la forme d'un noyau villageois et le long de la vallée du Gapeau. Par la suite, les modes de vie ont évolué vers de l'habitat individuel qui nécessite d'ouvrir de nouveaux espaces à l'urbanisation. Les vallons se sont vu colonisés par de l'habitat diffus qui consomme toujours plus d'espace.



De haut en bas : le village, l'urbanisation diffuse dans les vallons, et l'habitat pavillonnaire groupé

Crédit Photo : G2C territoires





1.2.2 Une activité agricole en perte de vitesse

Les espaces agricoles sont en régression et ne représentent que 4% du territoire communal et se trouve très dispersé. L'oléiculture en restanque est l'activité traditionnelle principale qui a marqué le paysage de Belgentier. Depuis le gel de 1956 et la concurrence étrangère, la forte perte de rentabilité du secteur oléicole assortie du vieillissement des agriculteurs a entraîné un abandon progressif des terrasses de culture dont certaines persistent. L'espace agricole est devenu résiduel. Il est, peu à peu, colonisé par la végétation et l'urbanisation. La reconquête du milieu naturel sur ces espaces ouverts amène à la création de milieux fermés où poussent des pins et la garrigue.

L'abandon de certaines parcelles pose des problèmes d'entretien, de débroussaillage et des risques de fermeture des milieux ayant des conséquences sur la biodiversité locale. De plus, le risque incendie peut être augmenté ; car l'entretien en culture de ces espaces garantissait une protection face aux risques et une gestion des espaces.

Enfin, l'impact visuel est important car les versants sont largement visibles depuis le village et le fond de la vallée. Les anciennes terrasses de culture présentent un enjeu pour la maîtrise du paysage dans les cônes de vue.

1.2.3 Des espaces naturels importants

– Une importante superficie d'espaces boisés

Les espaces boisés couvrent 616 ha soit 46 % du territoire communal. Ce sont principalement des propriétés privées. L'importance de cette superficie boisée s'explique essentiellement par l'expansion des pinèdes et de la garrigue sur les anciennes terrasses de culture à partir des années 50-60. En effet, au milieu du 20^{ème} siècle, une grande partie des espaces aujourd'hui boisés était encore occupée notamment par des oliveraies en restanques. Ce phénomène lié à l'abandon des pratiques agricoles se retrouve d'ailleurs sur toutes les autres communes de la vallée du Gapeau.

La diversité des reliefs crée autant de conditions bioclimatiques qui sont en partie à l'origine de la répartition observée. Ainsi, les formations dominantes sont les pinèdes à Pins d'Alep en futaies plus ou moins denses, associées aux chênes verts, au genêt et à la garrigue à chêne kermès dans les secteurs les mieux exposés. Dans les fonds de vallon, où les conditions climatiques sont plus humides, les chênes blancs apparaissent plus nombreux.

Comme dans toute la région méditerranéenne, la présence de cette importante surface boisée rend la commune particulièrement vulnérable face au risque incendie.

– Le Gapeau et sa ripisylve

Le Gapeau occupe une place importante au sein du village et contribue à son image de marque. Le fleuve offre ainsi un habitat de qualité à une population piscicole intéressante sur le plan biologique, principalement la truite (catégorie piscicole 1), mais également à d'autres espèces typiques du bassin méditerranéen : le vairon, et surtout le Barbeau Méridional et le Blageon qui sont deux espèces inscrites au livre rouge des espèces menacées de poissons d'eau douce (1992).

Outre la qualité écologique de ses eaux, il est également important de souligner la présence d'une riche et imposante ripisylve qui constitue l'habitat de nombreuses espèces d'oiseaux (bergeronnette, héron cendré...) et qui joue également un rôle dans la prévention de l'érosion des berges et des inondations.



*Le Gapeau et sa ripisylve
Crédit Photo : G2C territoires*



1.2.4 Un village provençal dans une vallée fluviale à l'accent pittoresque

– Les versants encadrant la vallée

Les phénomènes tectoniques et les érosions du plateau calcaire de Siou Blanc ont dessiné de part et d'autre de la vallée des profils collinaires ou des jeux de falaises.

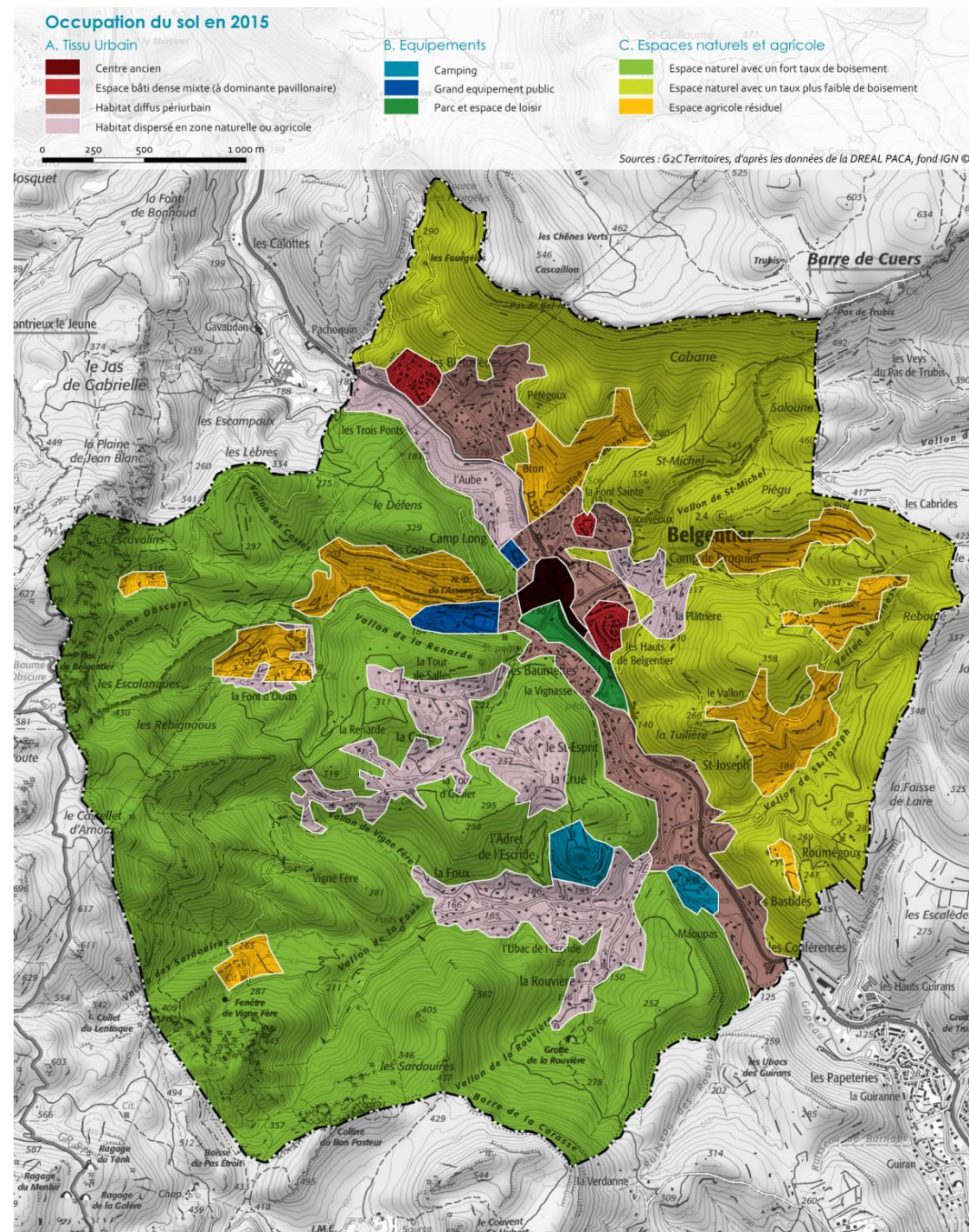
Sur la rive droite, les collines et les contreforts du plateau de Siou Blanc offrent à la vue un couvert forestier dense et régulier contrastant avec la rive gauche dont les collines varient et se terminent au nord-est du territoire par l'imposant dénivelé de la Barre de Cuers. Les courbes de niveau de ces versants plus abrupts et mieux exposés sont soulignées par les murets de pierres sèches des anciennes restanques de culture de l'olivier, notamment en entrée de ville sud où depuis la RD 554, un panorama de belles restanques attire l'œil du visiteur au-delà du Parc Peiresc.

Dans la partie sud de la vallée, le couvert forestier qui a gagné ces terrasses est plus élevé et plus dense masquant en grande partie les murettes, il devient plus ouvert aux alentours du village rendant la séquence nord de la vallée plus lumineuse.

– L'étroite vallée du Gapeau

La vallée du Gapeau traverse tout le territoire de Belgentier pour constituer un agréable couloir de circulation. La ripisylve haute et dense est perceptible tout le long de la RD 554, elle prend des allures broussailleuses en allant vers l'aval. Couloir de fraîcheur et pittoresque, cette vallée que l'on suit depuis la RD 554 en venant de Solliès-Toucas garde un accent naturel et sauvage. Cet effet est le résultat d'une part, du profil encaissé de la vallée et d'autre part, d'une urbanisation essentiellement résidentielle qui ne s'est pas développée en continu mais plutôt de façon aérée.

En effet, elle reste relativement contenue à l'étroite plaine alluviale et ne monte aux versants que dans la partie médiane et la plus évasée de la vallée, soit autour du vieux village, ce qui permet de préserver un certain équilibre spatial entre les espaces naturels et bâtis.





La présence de coupures d'urbanisation entre les espaces bâtis est ainsi importante dans le maintien de cet équilibre.

– Le fond de la Vallée et le paysage

Si l'activité oléicole a perdu sa suprématie, l'exploitation fruitière de figuiers et de cerisiers sur les terres alluviales a elle aussi disparue laissant par endroits quelques vergers entretenus par quelques pluriactifs. Des prairies accompagnent aussi les berges du Gapeau, tandis que cet espace plane de fond de vallée reste orienté vers l'habitat individuel et l'accueil touristique (chambres d'hôtes, restaurant, artisanat).

Des traces de bâti ancien, rappelant les activités industrielles que faisait vivre le Gapeau, sont nettement apparentes depuis la RD 554, apportant une note d'authenticité dans ce cadre tranquille et ombragé.

Posé au centre de la vallée comme un joyau protégé dans son écrin, le village traversé par le Gapeau et la route semble pourtant essentiellement tourné vers l'est et les reliefs de la Barre de Cuers. Le noyau du village est implanté du côté gauche de la vallée, tandis que la partie droite est plus le domaine des bâtiments d'exploitation d'anciennes industries comme les tanneries, ainsi que celui des extensions urbaines récentes.



Coopérative oléicole à l'entrée du village, Rue du village
Crédit Photo : G2C territoires

Avec ses rues étroites et fraîches, parfois voûtées, ses maisons soignées et restaurées, le vieux village constitue un ensemble architectural de qualité. Le village est d'ailleurs servi par la proximité du Gapeau qui offre une agréable possibilité de promenade et de détente le long de ses rives et dans le Parc Peiresc situé à l'entrée sud du village à côté de l'église. Les platanes séculaires accompagnent le visiteur tout le long de la traversée du village jusqu'à sa sortie nord complétant ainsi la note provençale traditionnelle.

L'eau est très présente au village avec canaux, fontaines et lavoirs et surtout le Gapeau dont les méandres se déroulent tantôt d'un côté, tantôt de l'autre de la départementale, ou bien encore sous la place du village construite en 1936 ou le long de la promenade du Parc Peiresc.

– Le caractère naturel préservé des entrées de ville

La commune ne dispose que de deux entrées de villages correspondant à la traversée de la commune par la RD 554. Ces entrées sont définies par une végétation abondante préservant le caractère naturel du territoire communal. En s'approchant du centre-village, les abords de la voie ont fait l'objet d'aménagements paysagers.

En arrivant aux abords sud du village, un alignement de platanes remarquables s'ajoute à la ripisylve du Gapeau pour former une voûte en perspective sur l'entrée de ville de Belgentier, tandis que le parc Peiresc renforce à son tour l'aération de l'entrée de ville sud du village. Un premier alignement de maisons de village souligne les courbes du côté droit de la route et annonce l'ambiance villageoise. On découvre alors à gauche, l'église de style renaissance italienne avec son campanile et son dôme ; tandis qu'au centre le regard monte à l'horizon au-dessus de la route vers l'imposante Barre de Cuers repère visuel en lisière nord-est de la commune. D'inclinaison nord-ouest /sud-est où elles culminent à 500 m au pas de Truebis, cette barre domine toute la vallée, et est d'ailleurs visible depuis le plateau de Siou Blanc.



– La terminaison orientale du plateau de Siou Blanc, naturelle et sauvage

Composant un peu plus de la moitié occidentale du territoire de Belgentier, cette unité présente un caractère naturel, forestier et sauvage.

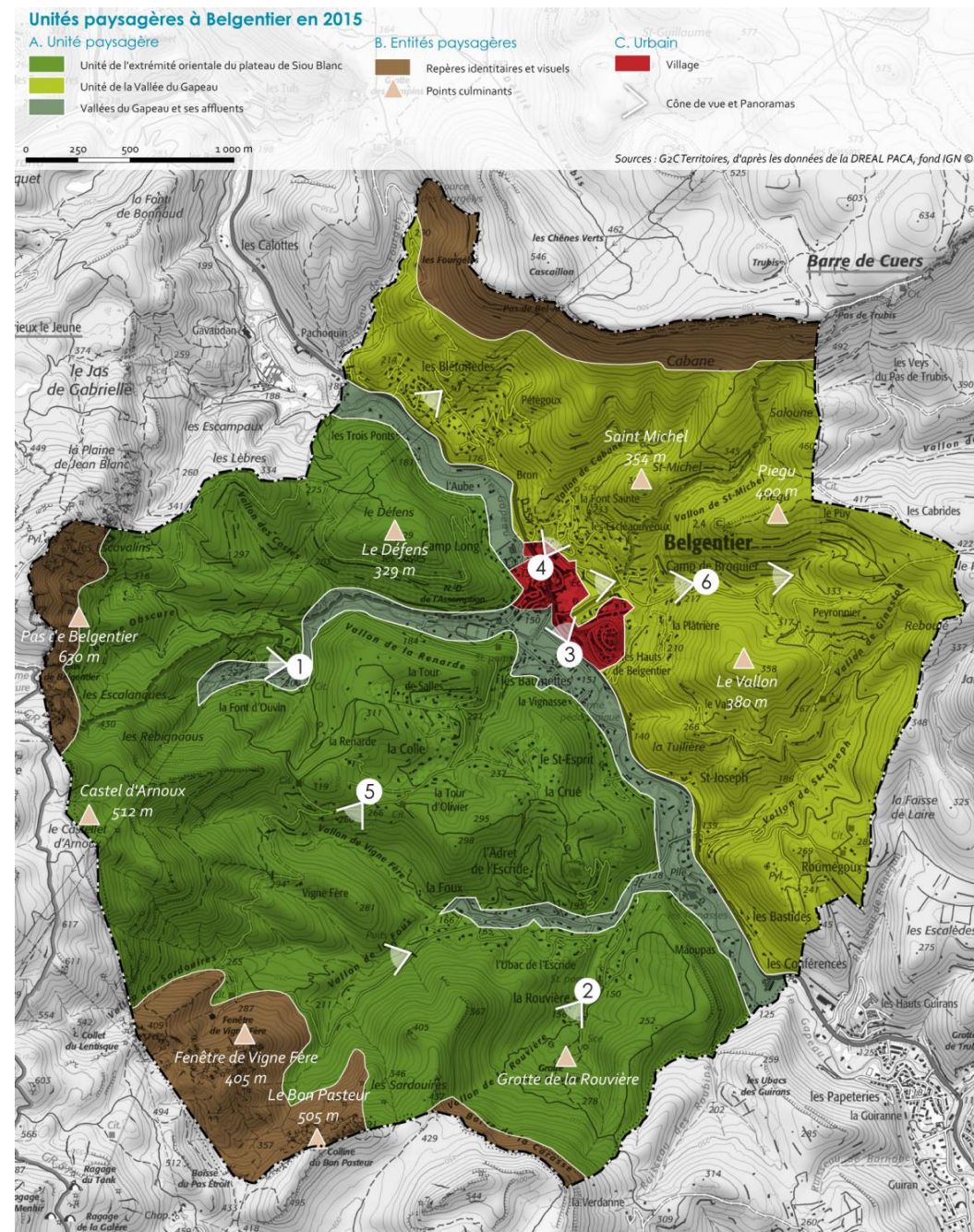
Les reliefs y sont très façonnés par l'érosion notamment avec des effets de falaises, et d'affleurements rocheux émergeant au travers du couvert forestier comme les profils caractéristiques de la colline du Bon Pasteur (504m), de la Fenêtre de la Vigne Fère au sud-est de la commune, du Pas de Belgentier (630m) et du Castel d'Arnoux (512m) en limite nord-ouest.

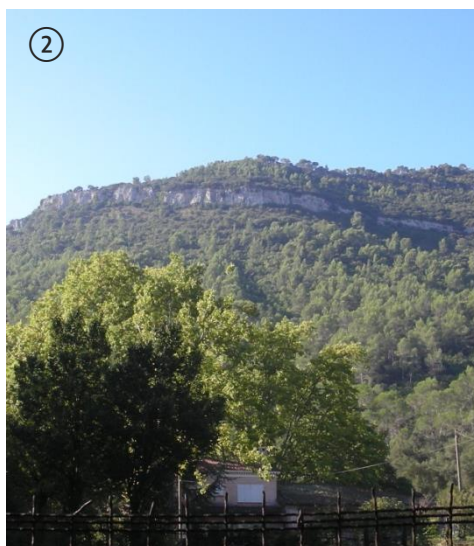
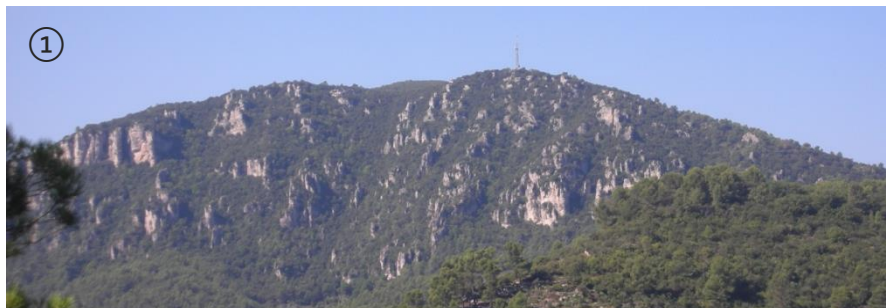
De nombreux vallons entaillent ces reliefs dégagant un ensemble aux hauteurs variant de 280 mètres à 329 mètres comme la colline du Défens au nord du village bordant la vallée du Gapeau. Parmi ces vallons, seuls les vallons de la Foux au sud et de la Renarde plus au nord sont habités.

Orienté est/nord-ouest, le vallon de la Renarde prenant à l'arrière du vieux village présente une urbanisation diffuse légère avec quelques constructions individuelles tout comme aux lieux dits la Colle et la Tour de Salles.

Plus au sud de la commune, le vallon de la Foux un des affluents du Gapeau marqué par une agréable ripisylve, orienté est/ouest puis nord-est/sud-ouest accueille en bordure de ses rives, au lieu-dit de l'Esclide des habitations, quelques vergers et des pelouses dans une ambiance humide et fraîche. L'habitat individuel diffus monte légèrement aux flancs des versants du côté de la Rouvière, tandis qu'en pénétrant davantage en direction de la colline du Bon Pasteur, seules persistent dans le paysage les terrasses aux murets de pierres sèches envahies de pins d'Alep et de broussailles.

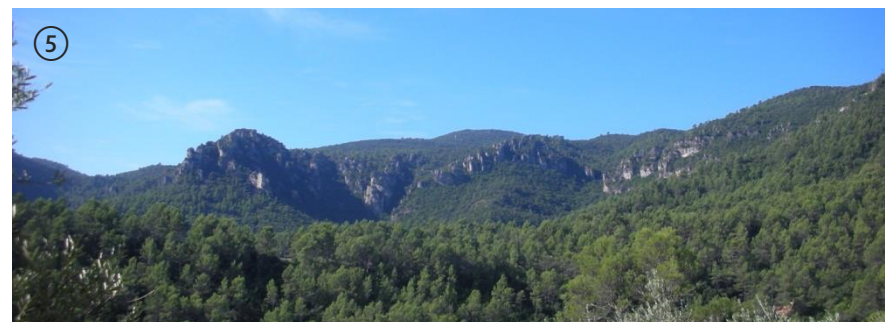
En avançant davantage, le reste du territoire devient alors le domaine exclusif de la forêt et de la détente pour le promeneur et le randonneur. En montant en lisière occidentale de Belgentier, l'œil embrasse toute l'unité paysagère tandis que la Barre de Cuers reste toujours visibles à l'horizon.





1/ Pas de Belgentier depuis le vallon de la renarde
2/ Barre de la Carrasse depuis le vallon de la Rouvière
3/ Barre de Cuers depuis la RD 554

Crédit Photo : G2C territoires



4/ Barre de Cuers depuis la vallée du Gapeau
5/ Fenêtre de Vigne Fère depuis le vallon de Vigne Fère
6/ Pas de Belgentier depuis le Vallon de Saint Michel

Crédit Photo : G2C territoires,



1.3 Patrimoine

1.3.1 Un patrimoine riche et varié

– Patrimoine archéologique

D'après l'inventaire archéologique du Var, Belgentier ne possède pas de patrimoine archéologique très important, sinon quelques traces d'occupation romaine : petit habitat rural de l'époque romaine dans le secteur de Bron sur une pente de la rive droite du Gapeau avec céramiques gauloise et meule en grès ainsi qu'à la Muscatelle sur un replat de la colline de Saint-Michel.

– Patrimoine religieux

Le patrimoine religieux est surtout représenté par l'église paroissiale **Notre Dame de l'Assomption** (17^{ème}), avec son dôme Renaissance, **inscrite à l'inventaire des Monuments Historiques** suite à l'arrêté du 18 juin 1987 (voir photo ci-contre).

D'autres bâtiments intéressants sont également présents dans le village, notamment l'ancienne chapelle Sainte Madeleine, transformée depuis en habitation et le bâtiment du prieuré occupé aujourd'hui par une auberge.

Enfin, quelques oratoires jalonnent également la commune :

- Sainte Anne : sortie nord du village au-dessus de la RD 554 ;
- Saint Antoine de Padoue : au bord du vieux chemin de Cuers ;
- Saint Sébastien : chemin de la Rouvière.

– Patrimoine architectural

Belgentier se distingue par la qualité et l'entretien de son architecture villageoise, avec ses rues étroites, ses passages couverts et voûtés et ses maisons aux portes ferrées encadrées de pierres sculptées.

Le patrimoine industriel est représenté par les anciennes tanneries réaménagées en habitations et en école, ainsi que par le moulin à huile datant du 17^{ème} siècle et qui abrite aujourd'hui un restaurant.

Le **Château de Peiresc** du 16^{ème} siècle décoré par Pierre Puget, et récemment **inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques**, suite à l'arrêté du 24 février 2014.

– Patrimoine rural

Un réseau de calades développé est à noter sur la commune : une première sur la rive gauche du Gapeau monte à St Michel, tandis que sur la rive droite une seconde part en fourche de l'arrière du village sur le chemin de Valbelle et le chemin des Costes ; une troisième plus au sud prend le vallon de la Colle.

Quelques anciennes fermes et bastides présentant un intérêt patrimonial (La Cerisaie, les Conférences, les Draigniers).

– Patrimoine hydraulique

Depuis fort longtemps, le Gapeau fait vivre les hommes grâce à un certain nombre d'ouvrages hydrauliques comme le canal du Gapeau et la grande écluse de Belgentier qui alimente cultures, jardins, fontaines, lavoirs.



Eglise paroissiale Notre Dame de l'Assomption, Fontaine du centre village

Crédit Photo : G2C territoires

1.3.2 Éléments présentant un intérêt patrimonial

Plusieurs éléments du patrimoine de Belgentier peuvent présenter un intérêt patrimonial. Ils sont classés sous trois catégories : les bâtiments, les cabanons agricoles et le petit patrimoine (lavoirs, fontaines, canaux, restanques et calades).

Bâtiments		Cabanons
Type de construction	Localisation	Localisation
Ancienne chapelle	Chemin de Camp Long - village	Les Lèbres
Maison rurale	Place de la République - village	Chemin des Lèbres - Les Lèbres
	Rue des Jardins - village	Les Costes
	Rue du Rayol - village	Les Costes
Immeuble abritant La poste	Rue de Cuers	Les Costes
Ancien relais de poste	Av. du 8 mai 1945	Vallon de Valbelle - Le Beaumas
Bastide et ancien moulin	chemin de Camp Long - Draigniers	Saint-Michel
Ancien corps de ferme et dépendances	La vignasse - RD 554	Chemin de Belgentier à Trueby - Saint- Michel
Bastides et dépendances	Saint-Joseph	Chemin de Belgentier à Trueby - Saint- Michel
	La Bastide - RD 554	Chemin de Belgentier à Trueby - Saint- Michel
	Les Conférences - RD 554	Vallon du Puy - Le Puy
Moulin à huile	Village	Chemin de Belgentier à Gineston - La Tuilière



De haut en bas : Restanques dégradées,
Restanques entretenues

Crédit Photo : G2C territoires

1.3.3 Protection et gestion du patrimoine et du cadre de vie

– Loi « Paysage »

La loi du 8 janvier 1993, dite loi Paysage, vise à protéger et mettre en valeur les paysages qu'ils soient naturels, urbains, ruraux, banals ou exceptionnels. Elle vient compléter les lois « Montagne » et « Littoral » et est surtout une loi d'aménagement et d'urbanisme.

Cette loi ne donne pas de définition précise du paysage. Elle a pour but, en plus de la protection, la gestion du paysage. Les directives de protection et de mise en valeur du paysage établies par le décret d'application (n°94-283) de la loi « Paysage » datant du 11 avril 1994, ont vocation à régir « des territoires remarquables par leur intérêt paysager », territoires définis par l'État en concertation avec les collectivités territoriales concernées.

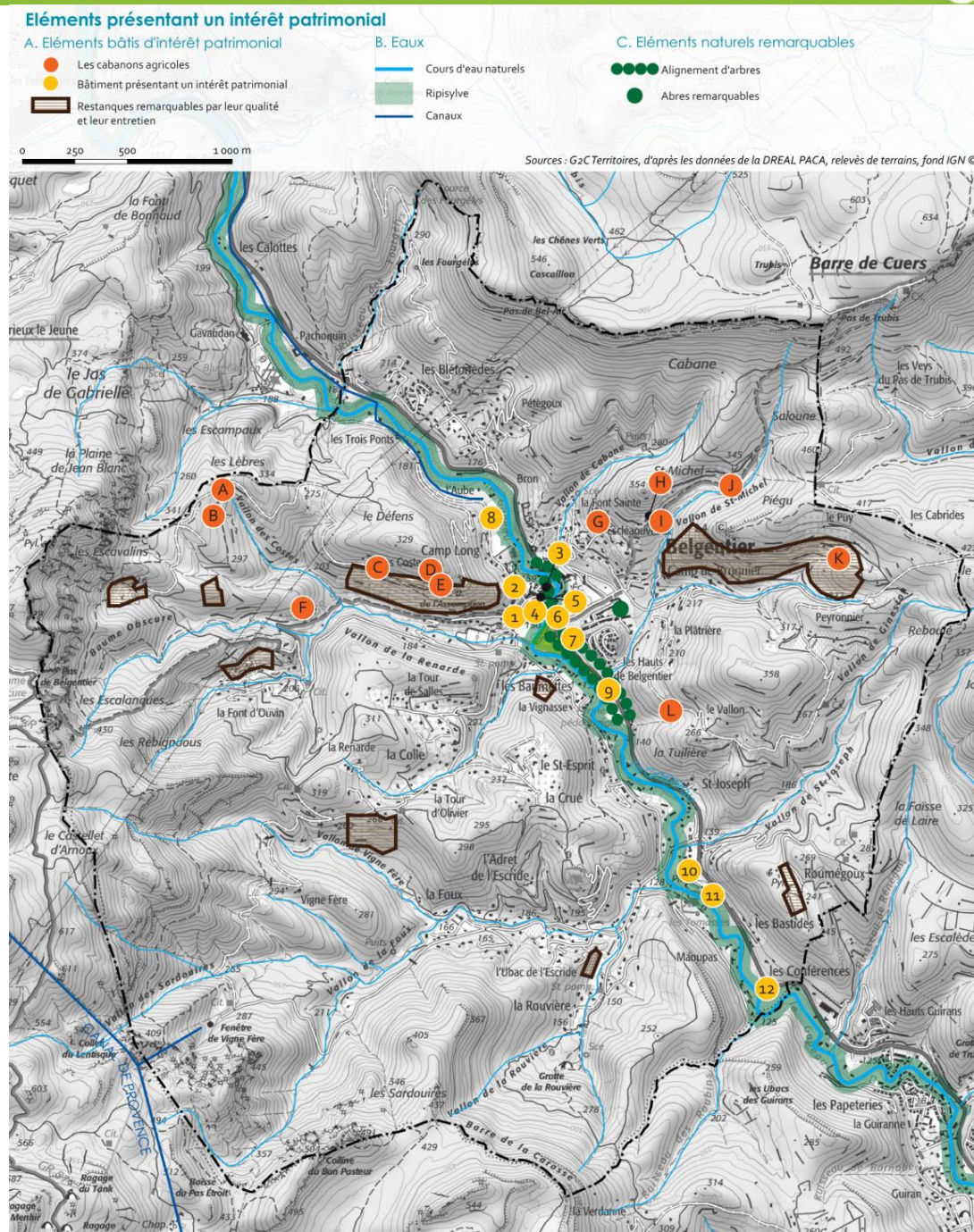
– Protection des monuments historiques

Un monument historique est un immeuble ou un objet qui, comme l'indique le code du patrimoine, présente un intérêt public du point de vue de l'histoire ou de l'art et à ce titre bénéficie d'une protection juridique.

Il existe deux types de protection :

- Le classement qui s'applique aux édifices présentant un intérêt majeur ; le ministre chargé de la Culture et de la Communication prend les arrêtés de classement sur proposition de la Commission nationale des monuments historiques.
- L'inscription au titre des monuments historiques, protège les édifices d'intérêt régional ; elle est prise par arrêté du préfet de région après avis de la commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS), composée de spécialistes, d'élus, de responsables d'associations et de représentants de l'Etat et des collectivités territoriales.

Sur la commune de Belgentier, deux bâtiments sont des monuments historiques inscrits : l'église paroissiale Notre Dame de l'Assomption et le château Peiresc.



2. RESSOURCES NATURELLES ET LEUR GESTION

2.1 Eau

2.1.1 Une trame d'eau omniprésente

Plusieurs cours d'eau parcourent le territoire de la commune de Belgentier. L'ensemble du réseau s'articule autour du cours d'eau principal, le Gapeau. Fleuve côtier d'une cinquantaine de kilomètres, le Gapeau prend sa source à Signes, commune limitrophe de Belgentier, et qui se jette dans la mer Méditerranée sur la commune de Hyères. Ce cours d'eau, au régime pluvial méditerranéen, est caractérisé par des crues violentes lors des fortes pluies et des étiages important en été.

Le Gapeau présente un profil très encaissé au sein du relief. Son bassin versant sur la commune est très développé, il est représenté par de nombreux ruisseaux temporaires et permanents qui forment des vallons :

- Vallon de Cabane, de Saint-Michel, de Gyneston et de Saint-Joseph en rive gauche ;
- Vallon des Costes, de la Renarde, de Vigne Fère, de la Foux et de la Rouvière en rive droite.

Ces vallons drainent des ruisseaux formés par les eaux de ruissellement. Ils sont caractérisés par de fortes pentes et par des crues courtes et violentes lors d'épisodes pluvieux marqués, mais les désordres provoqués restent mineurs.

Les affluents du Gapeau sont dominés par trois cours d'eau recensés d'amont en aval :

- le ruisseau des Fourgéllys en limite nord de la commune,
- le ruisseau du Vallon de la Renarde et,
- le ruisseau de Vigne Fère.



Le Gapeau dans le centre villageois

Crédit Photo : G2C territoires



Le territoire de Belgentier est situé au sein de trois entités hydrogéologiques¹ : en rive droite du Gapeau le Domaine du Beausset (n°166) de type karstique, ainsi que le Pas de Cuers (191) et le Haut de Cuers (192) également de type karstique, en rive gauche.

Les masses d'eau souterraines du territoire sont les suivantes :

- Massifs calcaires du Trias au Crétacé dans le Bassin Versant de l'Argens, (FR_DO_138)
- Massifs calcaires de Sainte Baume, Agnis, Sainte Victoire, Mont Aurélien, Calanques et Bassin du Beausset (FR_DO_137)

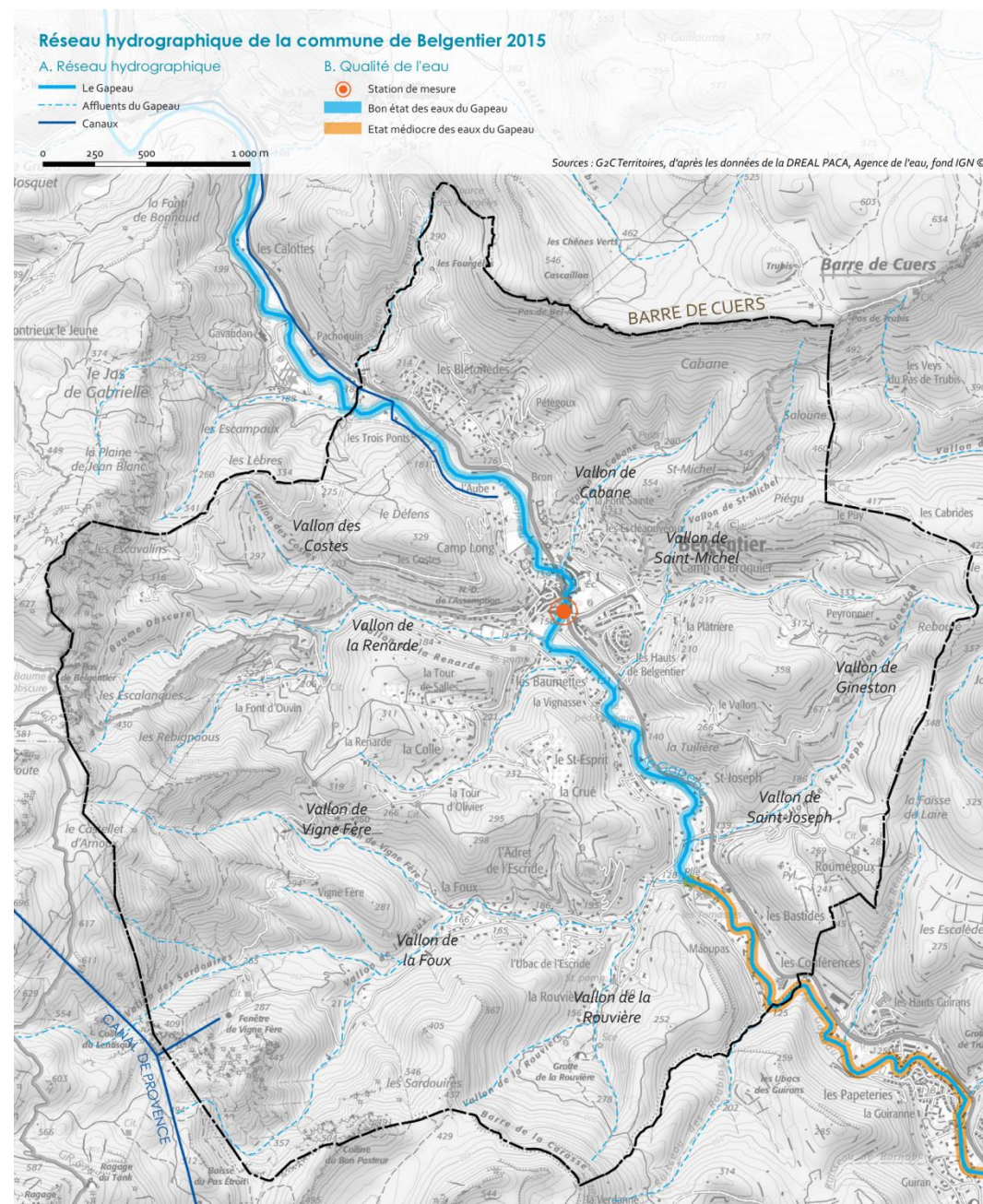
Le Gapeau marque la limite entre ces deux masses d'eau souterraines.

2.1.2 Une qualité des eaux et milieux aquatiques contrastée

L'état écologique des cours d'eau et des masses d'eau souterraines est un enjeu environnemental important à prendre en compte que l'on retrouve dans la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) adoptée par l'Union Européenne, en 2000. Cette directive, transposée en droit français par la loi 2004-338, impose de recouvrer un bon état des milieux aquatiques d'ici 2015. Dès lors, les communes doivent veiller à ne pas dégrader la qualité des eaux, et le cas échéant, identifier les sources potentielles de polluants qui peuvent être émis sur le territoire.

A Belgentier, la qualité générale des eaux et des milieux aquatiques est relativement bonne. Toutefois, quelques disparités sont notables entre les eaux superficielles et les eaux souterraines.

¹ Le terme d'entité hydrogéologique est un nom générique qui représente un regroupement de systèmes aquifères et de domaines hydrogéologiques.





– Qualité des eaux superficielles

D'après le SDAGE Rhône-Méditerranée, le territoire de Belgentier est situé dans le sous bassin versant LP_16_04 « Gapeau ». L'analyse de la qualité des eaux superficielles résulte des prélèvements de la station de mesures « **Gapeau à Belgentier** » (*code station 0630092*), située au niveau du pont de la RD 554. Cette station de mesure permet d'assurer une surveillance de la qualité des eaux du Gapeau à Belgentier.

Station de mesure « Gapeau à Belgentier »	Etat des eaux de la station	
	Etat écologique	Etat chimique
2013	bon	mauvais
2012	bon	mauvais
2011	bon	mauvais
2010	bon	bon
2009	bon	bon
2008	bon	bon
2007	bon	/
2006	bon	/
2005	bon	/

Le déclassement de la qualité des eaux à partir de 2011 est dû à la recrudescence de substances chimiques. Il s'agit d'hydrocarbures aromatiques polycycliques liés à la combustion de matières fossiles sous formes particulières. L'origine des polluants de la ressources sont les carburants automobile, la combustion domestique ou industrielle (pétrole, charbon, bois...) ou encore les incinérateurs. Ils font partie des polluants fortement toxiques présents dans l'environnement.

Le territoire est concerné par les masses d'eau superficielles suivantes, dont les problèmes sont pointés par le Schéma Directeur et d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée :

- **Le Gapeau de la source au rau de Vigne Fer (FRDR114a)** où le principal problème est le déséquilibre quantitatif; toutefois, ce déséquilibre ne remet pas en cause le bon état général de la masse d'eau.

- **Le Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer (FRDR114b)** où les principaux problèmes sont la pollution par les pesticides altérant la qualité écologique et le déséquilibre quantitatif.

Cours d'eau	Etat en 2009		Objectif de bon état en 2015	
	Etat écologique	Etat chimique	Etat écologique	Etat chimique
Le Gapeau de la source au rau de Vigne Fer	bon	bon	2015	2015
Le Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer	médiocre	bon	2021	2015

Pour pallier aux problèmes, le SDAGE Rhône Méditerranée propose un programme de mesures, afin d'atteindre l'objectif de bon état global pour 2021.

– Qualité des eaux souterraines

D'après le SDAGE Rhône-Méditerranée, le territoire de Belgentier est concerné par les masses d'eau souterraines :

- Massifs calcaires du Trias au Crétacé dans le Bassin Versant de l'Argens (*FR_DO_138*)
- Massifs calcaires de Sainte Baume, Agnis, Sainte Victoire, Mont Aurélien, Calanques et Bassin du Beausset (*FR_DO_137*)

Ces aquifères sont de bonne qualité d'un point de vue hydrogéologique car ils sont très perméables à la recharge en eau. En revanche cet atout devient une vulnérabilité concernant les risques de pollutions par infiltration.

En 2009 l'état quantitatif des deux masses d'eau souterraines était qualifié de bon, car les prélèvements en eau y étaient faibles. Les objectifs de bon état, fixés par le SDAGE, devront être atteints à l'horizon 2015.



Masse d'eau	Etat en 2009		Objectif de bon état en 2015	
	Etat quantitatif	Etat chimique	Etat quantitatif	Etat chimique
Massifs calcaires du Trias au Crétacé dans le BV de l'Argens	bon	bon	2015	2015
Massifs calcaires de Ste Baume, Agnis, Ste Victoire, Mont Aurélien, Calanques et Bassin du Beausset	bon	bon	2015	2015

2.1.3 Trois sources d'alimentation en eau potable répondant aux besoins communaux

La ressource en eau potable de la commune provient actuellement de **deux captages** :

- **La source située sur le domaine de Gavaudan**, située à Méounes-les-Montrieux, qui fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et la commune. Le champ de captage a fait l'objet de périmètres de protection immédiate et rapprochée instaurés par l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique (DUP) du 24 février 1992. Ils ne concernent pas le territoire de Belgentier.
- **Le forage communal de Font de Vin** (ou de Coste Hubague), située sur le territoire communal, à l'ouest de l'agglomération. L'arrêté préfectoral de DUP du 18 février 1992 fixe les périmètres de protection immédiate et rapprochée, ainsi que les parcelles cadastrales concernées.

Le réseau d'eau potable est complété par l'existence de **deux réservoirs** aux lieux dits «**Tour de Salle** » et «**Camp Long**», dont les capacités sont,

respectivement, de 300 m³ et de 100 m³. La distribution «**Haut service**» est assurée en gravitaire depuis le réservoir de la Tour de Salle par des conduites maîtresses en 200 mm et 100 mm. La distribution «**Bas service**» est assurée en gravitaire depuis le réservoir du Camp Long par des conduites en 125 mm et 100 mm.

A l'heure actuelle, le renouvellement de la ressource est bon et permet d'alimenter les captages en eau. La pression exercée sur la ressource en eau souterraine est donc faible. Néanmoins, en période de pointe, les ressources actuelles de la commune sont utilisées à leur maximum.

L'alimentation en eau de la commune par le Canal de Provence au niveau de la Fenêtre de Vigne Fère (sud-ouest du territoire) permet de palier au problème. Une usine de potabilisation a été mise en service à l'extrémité Ouest du quartier de l'Escride.

2.1.4 Une desserte partielle du service public d'assainissement

La commune de Belgentier dispose d'un **réseau d'assainissement collectif gravitaire**, de type séparatif, dont le nombre d'abonné était de 659, soit un taux de raccordement de l'ordre de 70 %, l'équivalent de 1650 habitants. Il est relié à un collecteur principal qui passe sous la RD 554, et conduit les eaux usées vers la station d'épuration intercommunale de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau, située au sud de la commune de La Crau. La station a été remplacée par une nouvelle installation de 80 000 équivalent-habitant (EH) en 2010. Il reçoit, outre les rejets domestiques, les effluents de la coopérative oléicole la Belgentieroise.

La loi sur l'Eau impose aux collectivités de créer un **Service Public de l'Assainissement Non Collectif** (SPANC). Ce service est assuré par Veolia Eau depuis 2011. Ses missions sont la réalisation de diagnostic sur les installations existantes et le contrôle de conception des installations neuves. Depuis 2011, un diagnostic au moment de la vente d'un bien immobilier est obligatoire. L'assainissement non collectif représente une menace pour la qualité des cours d'eau dans le cas où les installations ne seraient pas aux normes.



Gestion des eaux usées et adduction en eau potable

A. Zonage d'assainissement

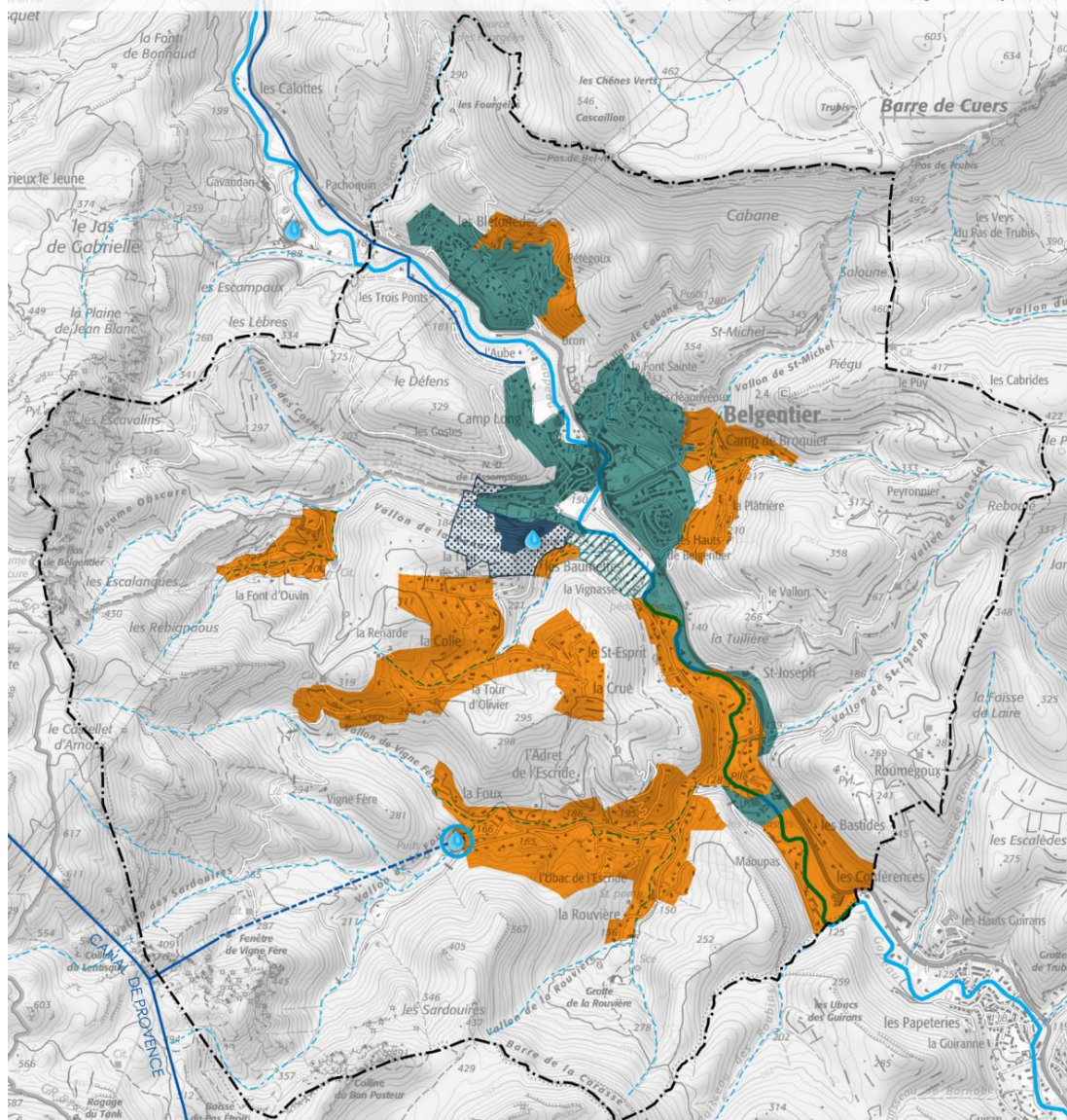
- Zone en assainissement collectif existant
- Zone en assainissement collectif futur
- Zone en assainissement autonome

0 250 500 1 000 m

B. Ressource en eau potable pour l'usage communal

- Périmètre de protection éloigné
- Périmètre de protection rapprochée
- Forage d'eau Potable
- Usine de Potabilisation
- Canal de Provence
- Canaux de ravitaillement de l'usine

Sources : G2C Territoires, d'après les données de la DREAL PACA, Agence de l'eau, fond IGN ©



- Plan de zonage d'assainissement

L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales modifié par la loi sur l'Eau de 2006, impose aux communes de définir, après étude préalable, un zonage d'assainissement qui doit délimiter les zones d'assainissement collectif, les zones d'assainissement non collectif et le zonage pluvial.

Un plan de zonage d'assainissement qui délimite les zones d'assainissement collectif, les zones d'assainissement collectif futures et celles d'assainissement non collectif a été approuvé le 16 décembre 2004.

Il laisse apparaître que de nombreuses zones d'habitat diffus ne sont pas raccordées au réseau et n'ont pas vocation à l'être pour des raisons d'éloignement par rapport au collecteur.

2.1.5 Des eaux pluviales : une situation à risque

Les eaux pluviales sont collectées essentiellement dans la zone agglomérée à travers des ouvrages maçonnés dans les artères principales ou pour les traversées de chaussée. Pour le reste du territoire, leur évacuation s'effectue par l'intermédiaire de caniveaux aménagés en bordure des voies, et des fossés et ruisseaux qui constituent les moyens naturels d'écoulement des eaux vers le Gapeau. Ce fonctionnement présente un risque pour le maintien d'une bonne qualité de la ressource. En effet, par lessivage et ruissellement, les eaux pluviales se chargent en pollution (débris solides, métaux, hydrocarbures, goudrons) et polluent les milieux naturels et les ruisseaux dans lesquels elles se déversent.

De plus, les différents ruisseaux naturels constituant des exutoires des eaux pluviales vers le Gapeau présentent un risque de crue torrentielle. Certaines situations sensibles ont été recensées sur le secteur des Blétonèdes lors de pluies violentes où les volumes d'écoulement sont difficiles à maîtriser.

La réalisation de bassin de rétention des eaux de pluie permet de réduire les incidences liées au ruissellement des eaux pluviales et au risque d'inondation.



2.1.6 Une utilisation réduite des canaux d'irrigation et barrages

L'eau du Gapeau est canalisée par un réseau de canaux tout le long de la vallée, depuis le Moyen-âge. Afin de diriger la ressource en eau, plusieurs barrages dans le lit du cours d'eau ont été construits : barrages de Gavaudan, des moulins, de la Bastide, des Conférences. Ces infrastructures servaient à l'irrigation et aux activités économiques de la commune pour le fonctionnement des moulins (farine et huile), des tanneries ou des papeteries.

En 2014, le canal du Gapeau n'a plus vocation à faire fonctionner ces activités, mais il est toujours utilisé pour l'irrigation de quelques cultures, jardins ou l'alimentation des fontaines communales. Le maintien de la culture de l'olivier exerce peu de pressions tant sur la ressource en eau que sur les pollutions occasionnées. Pour garantir l'entretien des canaux sur la commune de Belgentier, les utilisateurs se sont regroupés sous la forme d'Association Syndicale Autorisée (ASA).

Une portion en canal souterrain du Canal de Provence circule sur le haut du plateau de Siou Blanc. Un réseau souterrain dessert le Vallon de la Foux en passant par la Fenêtre de Vigne Fère où une citerne y est implantée.

2.1.7 Des dispositifs de défense incendie adéquats, mais à entretenir

Il est rappelé que les interventions des services de lutte contre l'incendie nécessitent, pour qu'elles soient efficaces et que la responsabilité du maire ne soit pas engagée, le raccordement des poteaux et bornes incendie sur des conduites de diamètre de 100 mm au minimum. Les poteaux doivent pouvoir débiter 60 m³ par heure pendant 2 heures, et cela à 1 bar de pression minimum. De plus, le champ d'action pour l'intervention des services de secours incendie ne doit pas dépasser 200 mètres linéaires sur voie carrossable. Cette distance peut être étendue à 400 mètres en milieu rural, sous réserve de présence de prise accessoires ou de points d'eau équipés d'une plate-forme permettant l'accès des véhicules de secours.

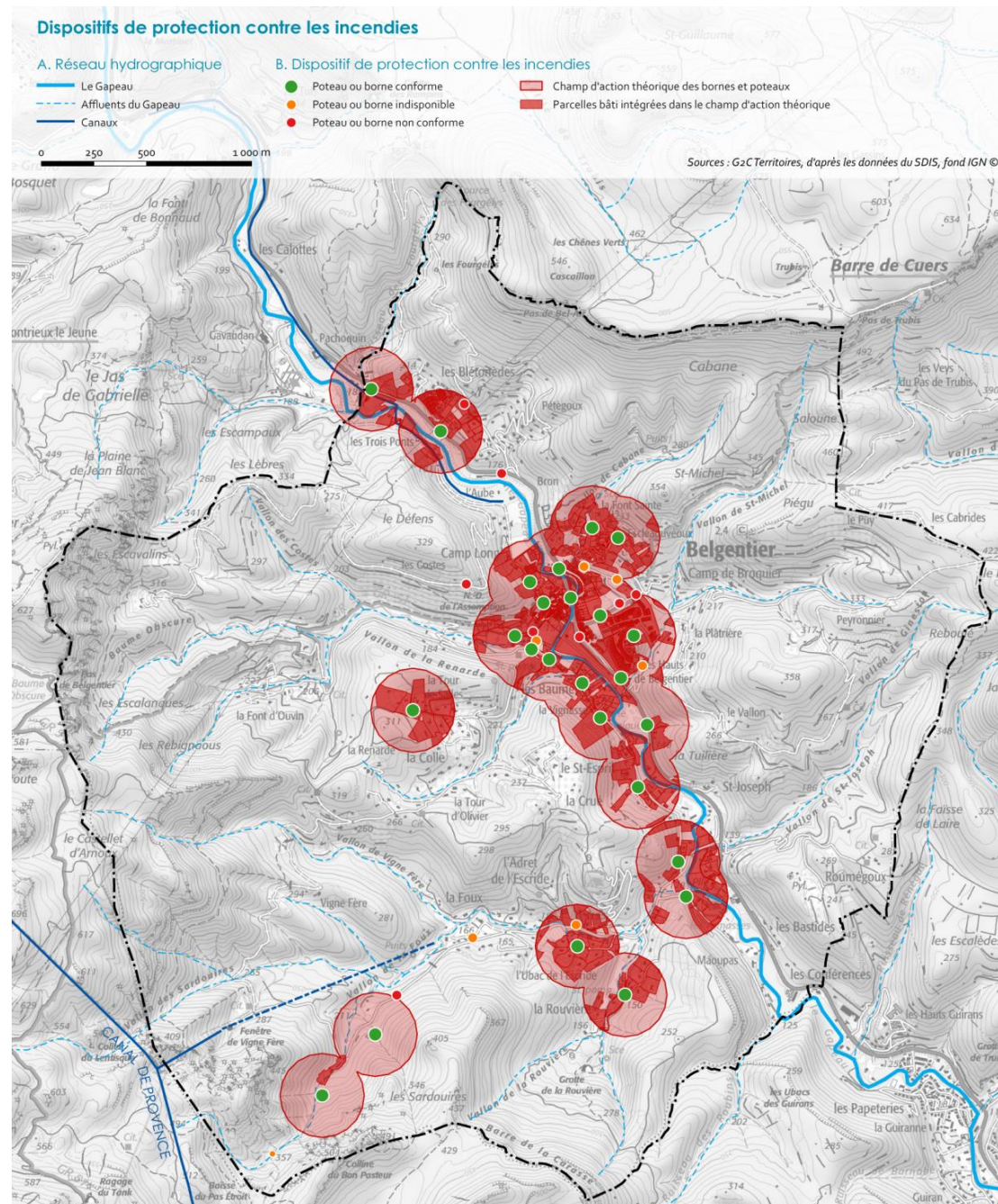
Ces normes sont fixées par une circulaire interministérielle de 1951.

Le relevé des hydrants révèle la présence de 4 bornes incendies et 36 poteaux incendies sur la commune, dont 23 sont communaux, 10 sont privés, le reste étant non renseigné. Selon le contrôle du SDIS d'avril 2014 : 7 de ces hydrants sont indisponibles (dont 3 publics et 2 privés) et 8 sont non-conformes (dont 4 publics et 4 privés).

Le contexte communal complique la desserte par les véhicules de sécurité incendie. En effet, la morphologie ne permet pas la circulation : voie étroite à faible portance.



Borne ou poteau	Etat	Borne ou poteau	Etat
PI BGR 1	disponible	PI BGR 20	disponible
PI BGR 2	disponible	PI BGR 21	non conforme
PI BGR 3	non conforme	PI BGR 22	disponible
PI BGR 4	disponible	PI BGR 23	disponible
PI BGR 5	disponible	PI BGR 24	indisponible
PI BGR 6	disponible	PI BGR 25	disponible
BI BGR 7	non conforme	PI BGR 26	indisponible
PI BGR 8	non conforme	PI BGR 27	disponible
PI BGR 9	disponible	PI BGR 28	disponible
PI BGR 10	disponible	PI BGR 31	disponible
BI BGR 11	non conforme	PI BGR 30	disponible
BI BGR 12	indisponible	PI BGR 32	non conforme
PI BGR 13	disponible	PI BGR 33	non conforme
BI BGR 14	disponible	PI BGR 34	indisponible
PI BGR 15	disponible	PI BGR 35	disponible
PI BGR 16	disponible	PI BGR 36	disponible
PI BGR 17	disponible	PI BGR 37	disponible
PI BGR 18	disponible	PI BGR 38	non conforme
PI BGR 19	disponible	PI BGR 39	non conforme
		PI BGR 40	disponible



2.2 Forêts et bois

La commune de Belgentier s'inscrit au sein de la vallée du Gapeau qui présente des pentes et collines boisées.

Les forêts de la commune représentent une ressource naturelle du territoire. Parmi ces boisements, 3 secteurs à l'ouest du village en bordure du plateau de Siou Blanc font partie de la forêt communale de Belgentier pour un total de 68,4 ha.

La forêt communale est gérée par l'Office National des Forêts. D'un point de vue juridique, sa gestion est soumise à l'application du régime forestier qui représente un ensemble de règles de gestion définies par le Code forestier.

Le régime forestier permet de garantir la préservation de la forêt sur le long terme. Il constitue un statut de protection du patrimoine forestier contre les aliénations, les défrichements, les dégradations, les surexploitations et les abus de jouissance.

Il permet également la gestion de la forêt dans un souci de renouvellement des ressources en bois, des autres produits et services fournis par les forêts, et d'une transmission aux générations futures de ces ressources.

Périmètre de la forêt communale de Belgentier - Source : ONF





3. SOLS ET SOUS-SOLS

3.1 Un relief accidenté, contraignant le développement urbain

La commune de Belgentier est caractérisée par un territoire fortement marqué, organisé autour de deux unités géomorphologiques :

L'étroite vallée du Gapeau d'orientation générale nord-ouest / sud-est sur laquelle est implanté le centre ancien du village (altitude moyenne : 150 m),

Les versants des massifs calcaires qui forment de nombreuses collines s'élevant de part et d'autre du cours d'eau.

La vallée, formée par la rivière du Gapeau, est relativement étroite, de 100 à 200 mètres de large, et concentre l'implantation humaine de la commune. Les reliefs sous la forme de collines sont entrecoupés de nombreux vallons créés par le ruissellement et l'érosion. Les pentes sont marquées ; les dénivelés, entre la vallée et les sommets, sont importants.

Les limites du territoire communal sont marquées par des reliefs ; notamment, la Barre de Cuers au nord-est qui atteint 534 mètres ; ainsi que les contreforts du plateau de Siou Blanc qui culminent entre 500 et 626 mètres d'altitude au point le plus haut, et qui marquent la limite ouest de la commune.

Ce relief accidenté limite les potentialités de développement de l'urbanisation de Belgentier, et explique en partie les risques de mouvement de terrain et d'inondation observés.

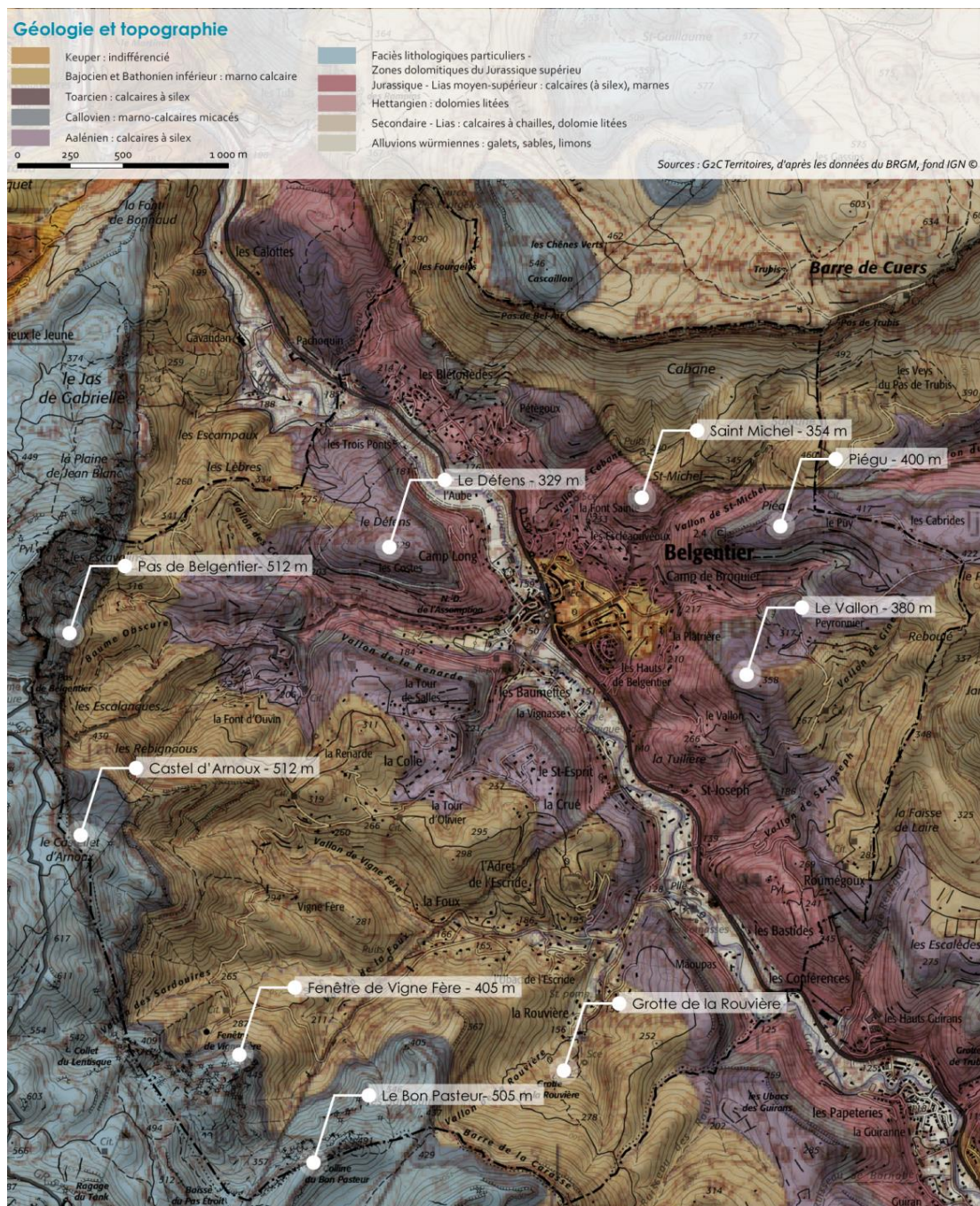
3.2 Des substrats géologiques divers et variés

Le territoire de Belgentier fait partie de la Provence calcaire et du plateau triasique qui s'étend sur une grande partie de la Provence. Les reliefs sont ainsi constitués de calcaires, datant du Jurassique, au sein desquels les cours d'eau, comme le Gapeau, ont incisé les roches pour former les vallées, vallons et collines que l'on peut observer aujourd'hui.

En limite ouest, les contreforts du plateau de Siou Blanc sont composés de dolomies. Les dépôts calcaires qui constituent la majeure partie des reliefs (72% de la surface communale) sont des formations marno-calcaires que l'on retrouve sur la partie ouest et sur les affleurements visibles de la Barre de Cuers. De part et d'autre de la vallée du Gapeau, le substrat rocheux est constitué de dolomies litées et de calcaires à silex qui sont à l'origine d'une instabilité des sols sur certains secteurs. La culture de l'olivier sur ces espaces garantit le maintien du sol et limite les risques de mouvement de terrain.

La vallée du Gapeau se caractérise par des dépôts alluvionnaires du Quaternaire, constitués de galets, graviers, sable et limons qui peuvent être à l'origine d'instabilité des sols liés au phénomène d'hydromorphisme et à la sécheresse estivale.

Cette composition géologique du territoire communal, associée au relief très marqué, implique que les risques de mouvement de terrain représentent un facteur important à prendre en compte.



3.3 Des activités minières inactives, mais des risques présents

La commune de Belgentier ne possède pas d'exploitation de carrière en cours.

Une carrière souterraine est recensée par le dossier départemental sur les risques majeurs entre le quartier de la Muscatelle et de Camp Broquier. Inactive, elle représente, néanmoins, un risque pour les populations, les milieux et les ressources naturelles. En effet, elle les expose à des risques d'effondrement et d'affaissement des cavités pouvant également conduire à l'altération des ressources.



4. CLIMAT ET ENERGIE

4.1 Un climat méditerranéen attractif

Les données analysées sont celles de la station météorologique la plus proche de Belgentier : la station de Cap Cépet à Saint-Mandrier-Sur-Mer située à une quinzaine de kilomètre plus au sud.

Les conditions climatiques locales sont celles du climat méditerranéen avec des étés chauds et secs et des hivers doux et humides, liés à l'influence de la Méditerranée.

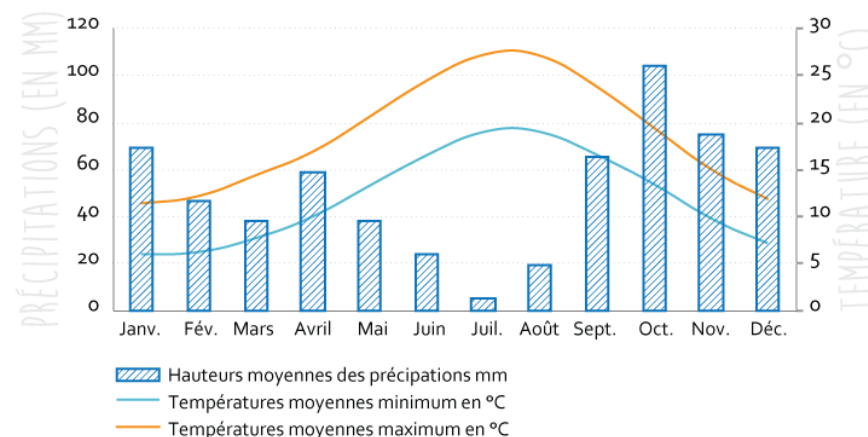
La température moyenne annuelle est de 16°C. La situation de Belgentier au sein d'un relief vallonné apporte des températures légèrement plus basses que sur le littoral du fait de l'altitude (de 100 et 600 mètres d'altitude). Les écarts thermiques peuvent être importants, tant saisonniers que journaliers. Le territoire bénéficie d'un ensoleillement exceptionnel de 2 899 heures à l'année. Les épisodes neigeux sont rares, du fait de l'influence maritime.

La moyenne des précipitations annuelles est de 665 mm, caractéristique du climat méditerranéen. Les précipitations sont plus fréquentes durant l'automne et l'hiver, parfois sous la forme d'épisodes pluvieux intenses de courte durée et relativement violents. Les étés souffrent d'un déficit hydrique important notamment au mois de juillet

Les vents du sud-est apportent des températures douces et de la pluie. Le territoire est également soumis à des épisodes de Mistral notamment en hiver qui apporte un temps froid et sec. Les grands incendies de la commune sont généralement sous influence des forts vents d'ouest.

En effet, les épisodes climatiques particuliers, tels que les fortes précipitations sont en partie à l'origine du risque inondation lié au Gapeau qui chemine en fond de vallée, ainsi qu'au risque mouvement de terrain sur les versants. Les étés chauds et secs associés au Mistral peuvent être la cause d'incendie et augmenter le risque de feu de forêt sur la commune.

Normes climatiques de la station de Cap Cépet à Saint-Mandrier-Sur-Mer (Météo France)



4.2 Le changements climatiques et les pollutions atmosphériques

Les travaux menés par les experts du climat ont indéniablement montré qu'un changement climatique est en marche et des modifications de l'équilibre climatique sont à attendre à toutes les échelles. Le dérèglement climatique pose de multiples questions, quant à ses conséquences sur la santé, mais aussi sur l'amplification des risques naturels, la fragilisation de la biodiversité, le débit des cours d'eau, des paysages, l'activité économique, etc.

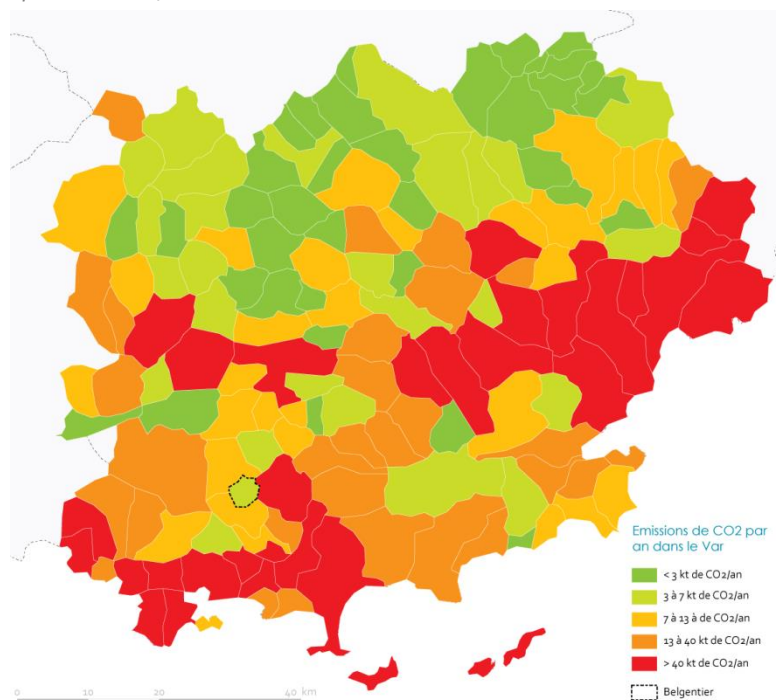
Les émissions de gaz à effet de serre et le réchauffement climatiques sont étroitement liés. Dès lors, la surveillance des émissions de gaz à effet de serre s'avère indispensable pour limiter les incidences sur l'environnement et la santé humaine. Parmi les polluants étudiés dans l'inventaire des émissions et par le protocole de Kyoto, trois gaz à effet de serre sont actuellement pris en compte : le CO₂, CH₄ et N₂O. Les relevés effectués pour la commune de Belgentier présentent de faibles émissions de GES au regard des données à l'échelle du département :



- Le dioxyde de carbone (CO_2) est le principal Gaz à Effet de Serre, induit par la consommation finale d'énergie
- Le méthane (CH_4) est lié aux énergies fossiles ; son pouvoir réchauffant correspond à 21 fois celui du CO_2
- Le protoxyde d'azote est émis majoritairement par les activités industrielles ainsi que par les activités agricoles (utilisation d'engrais azotés) ; son pouvoir réchauffant correspond à 310 fois celui du CO_2

Emissions de CO_2 en t/an dans le Var pour la période 2004

Source : Base de données Energ'air - Observatoire Régional de l'Energie, du Climat et de l'Air Provence-Alpes-Côte d'Azur / inventaire Air PACA



La commune de Belgentier produit en moyenne 4 000 teq CO_2 /an ce qui représente la majeure partie des émissions de la commune et 0,001 % des émissions de CO_2 du département du Var.

Dans le cadre du protocole de Kyoto et du Plan Climat National (2004), la France s'est engagée à **réduire par 4 ses émissions de Gaz à Effet de Serre à l'horizon 2050**. Cette ambition est réaffirmée par la loi n°2009-967 du programme relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, au même titre que **l'amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables à hauteur de 23 % de la consommation d'énergie finale d'ici à 2020**. Les collectivités locales, telle que la commune de Belgentier, contribue à cet engagement, notamment en limitant les émissions de GES et le développement de sources de production d'énergie renouvelable.

Les mesures nationales de lutte contre le changement climatique portent en priorité sur :

- la baisse de la consommation d'énergie des bâtiments ;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre des secteurs des transports et de l'énergie.

Ces mesures sont conçues selon une approche conjointe de protection de la qualité de l'air et d'atténuation du changement climatique. La maîtrise de la demande d'énergie constitue la solution durable au problème des coûts croissants de l'énergie pour les consommateurs, notamment pour les ménages les plus démunis particulièrement exposés au renchérissement des énergies fossiles. Le programme d'économies d'énergie dans le secteur du logement comprend des actions ciblées de lutte contre la précarité énergétique.



4.3 Dépense énergétique

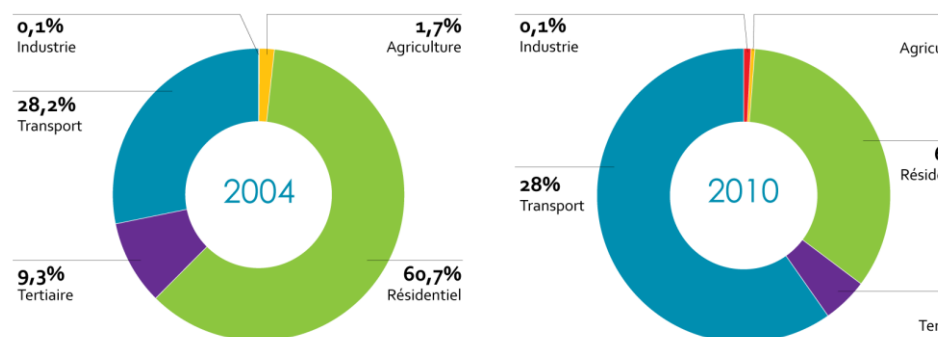
En 2010, la consommation finale d'énergie finale sur la commune de Belgentier est évaluée à 7,4 ktep, soit 0,04% de la consommation régionale. Le transport et le résidentiel sont les deux principaux postes de consommation (94%). A l'échelle de la région et du département, les consommations énergétiques augmentent sensiblement d'année en année.

L'importance de la part du transport dans la consommation énergétique finale (60%) est une spécificité de la commune de Belgentier qui se traduit par notamment par une forte consommation de produits pétroliers. Elle est moins marquée à l'échelle régionale (22%). De plus, entre 2004 et 2010, une nette augmentation est notable dans la part de la consommation énergétique par les transports, passant de 28% à 60%.

Les consommations énergétiques du secteur résidentiel sont estimées à 1,03 tep par habitants. Le type d'énergie le plus fréquemment utilisé sur la commune est l'électricité (77%), puis les biomasses et déchets assimilés (13%).

Répartition de la consommation d'énergie finale à Belgentier entre 2004 et 2010

Source : Base de données Energ'air - Observatoire Régional de l'Energie, du Climat et de l'Air Provence-Alpes-Côte d'Azur / inventaire Air PACA



4.4 Une très faible production d'énergie

En 2010, la production d'énergie primaire sur Belgentier, s'appuyant sur des ressources naturelles renouvelables (rayonnement solaire), est de 5,2 tep, mais elle ne couvre pas les besoins de la commune.

Deux types de productions d'énergie sont recensés sur la commune depuis 2010 : le solaire thermique (eau chaude sanitaire) et le solaire photovoltaïque. Ancré depuis plus de 10 ans, la production par le solaire thermique est estimée à 51,4 MWh, soit 4,4 tep/an sur la commune de Belgentier. Depuis 2010, les productions énergétiques par le solaire photovoltaïque apparaissent, avec une production estimée à 9 MWh/an en 2010, par l'Observatoire Régional de l'Energie, du Climat et de l'Air Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette forme de production énergétique n'existait pas en 2004, lors des précédentes études.

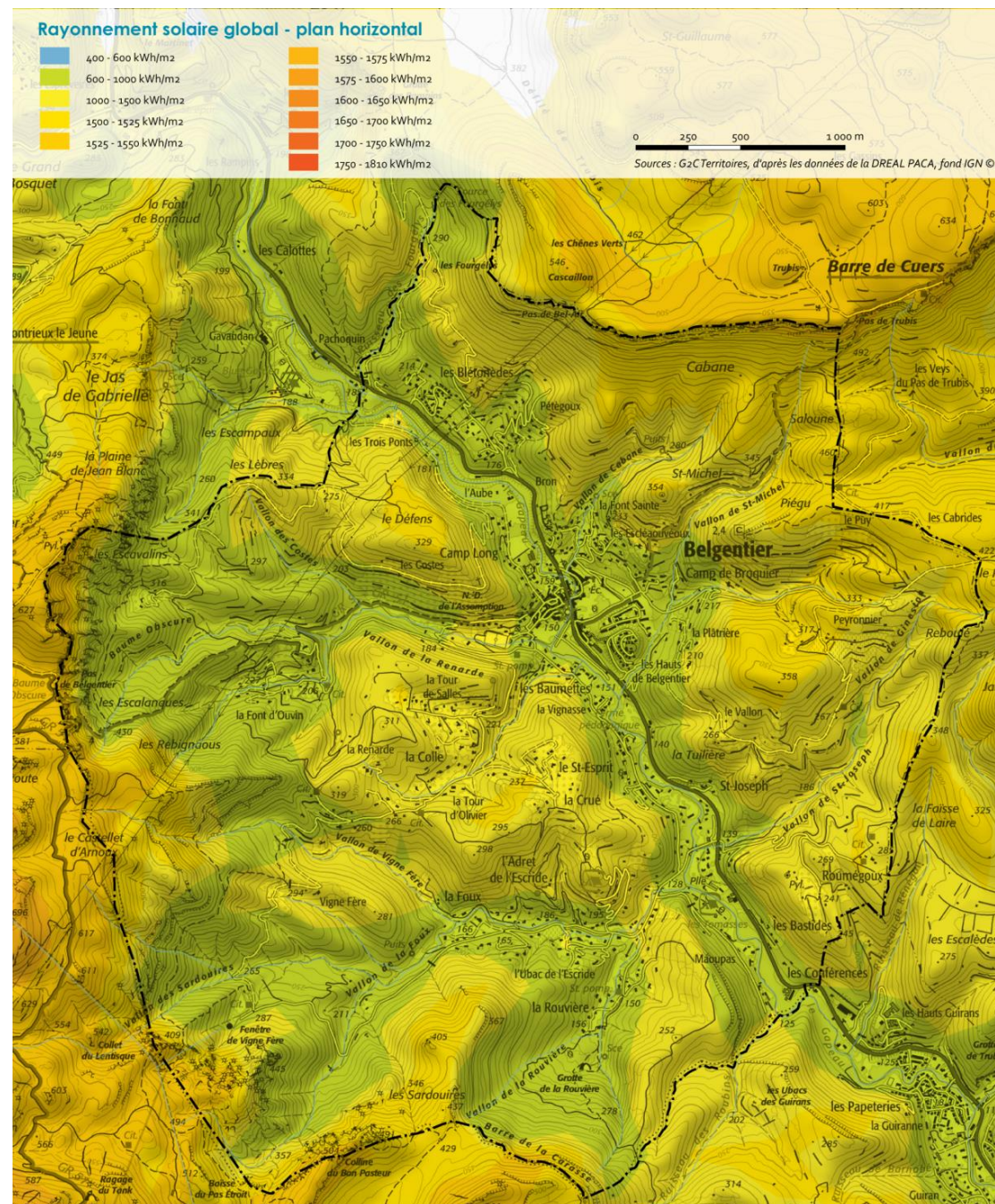
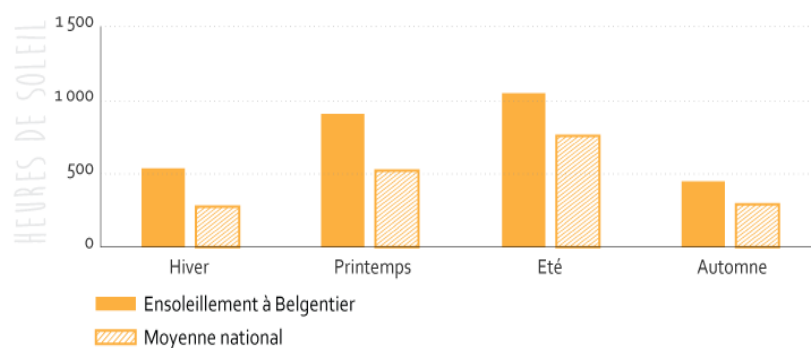
4.5 Des énergies renouvelables à exploiter

Les sources d'énergies renouvelables sur le territoire de Belgentier sont variées : solaire, éolien,... C'est le développement de ce «bouquet» énergétique varié qui permettra une plus grande autonomie énergétique du territoire.

– Un potentiel solaire mobilisable

Belgentier bénéficie d'une bonne exposition solaire au regard de la moyenne nationale. Le potentiel de développement du solaire thermique et de la production d'énergie photovoltaïque est non négligeable, compris entre 600 et 1525 KWh/m². La marge de progression est d'autant plus forte, que la puissance installée est encore faible. Les sites propices au développement de l'énergie solaire (thermique ou photovoltaïque) sont identifiés en jaune-orange sur la carte et correspondent aux points les plus hauts de la commune, notamment la barre de Cuers.

Heures d'ensoleillement à Belgentier en 2013 (Météo France)





Le développement des énergies solaires thermiques présente de nombreux atouts, dont le principal pour la commune de Belgentier est une bonne répartition de la ressource et une production proche des lieux de consommation. De plus, le coût de la chaleur utile est inférieur aux systèmes traditionnels, et indépendants des variations de prix. Selon l'étude du potentiel de production d'électricité d'origine solaire en Provence-Alpes-Côte d'Azur, réalisée par le bureau d'étude Axenne pour l'ADEME (2010), la puissance potentielle développée dans le département du Var sera de 1 855 MWc en 2030.

Néanmoins, l'installation de dispositifs photovoltaïques doit tenir compte des enjeux patrimoniaux, architecturaux et paysagers locaux. Dans la mesure du possible, il faut éviter l'augmentation de la pression sur les terres naturelles et agricoles, en limitant la mise en place de dispositifs tels que les centrales photovoltaïques à des sols déjà artificialisés ou sur le bâti existant.

- Des énergies éoliennes constituant un gisement d'énergie renouvelable important.

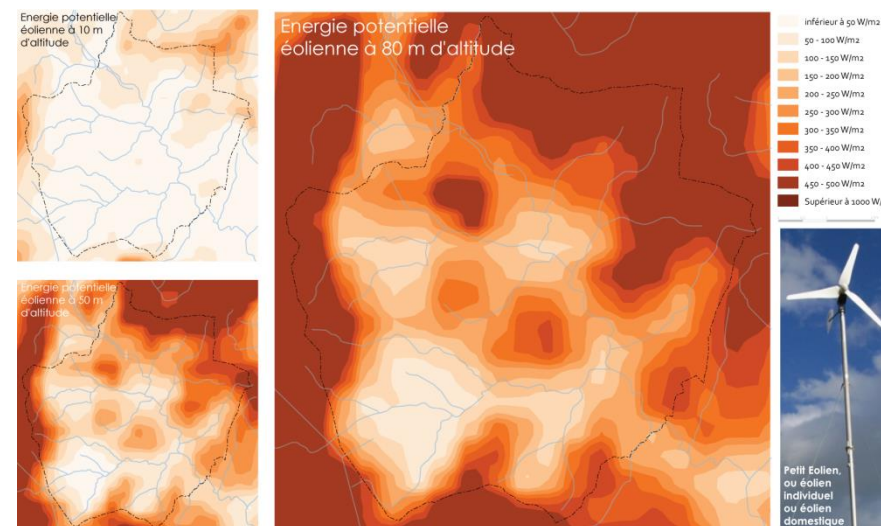
Le territoire de Belgentier est doté d'un gisement éolien important, notamment dès 50 m d'altitude, en limite communale : la barre de Cuers. L'implantation d'éoliennes est cependant freinée par l'ensemble des enjeux patrimoniaux et paysagers existants sur tout le territoire.

Les analyse de potentiel éolien classent la portion Est de la commune de Belgentier dans la liste des territoires favorables à l'installation de petits éoliens, uniquement (mâts de moins de 50 m), au vu des contraintes environnementales s'exerçant sur le territoire communal.

L'énergie potentielle correspond à l'estimation de la production énergétique possible à partir d'installations éoliennes selon la vitesse moyenne de vent à chaque point du territoire, à trois hauteurs différentes : 10 m, 50 m et 80 m.

Potentiel éolien sur la commune de Belgentier

Source : G2C Territoires, d'après les données de la DREAL PACA



- Des potentiels plus faibles pour les autres productions énergétiques

La géothermie est un procédé de production d'énergie qui consiste à exploiter la chaleur stockée dans le sous-sol. Selon l'étude du potentiel géothermique en région PACA du BRGM (2011), cette ressource constitue le premier potentiel régional en énergie renouvelable mobilisable. Toutefois, la commune de Belgentier ne dispose pas d'un potentiel intéressant du point avec un potentiel hors nappe défavorable au développement de la production d'énergie géothermique.

La méthanisation est un processus naturel de dégradation de la matière organique qui produit un gaz, appelé « biogaz », qui peut, en fonction des contraintes locales, soit être transformé directement en électricité, en chaleur, en biocarburant ou alors être injecté dans le réseau de gaz naturel. La méthanisation peut se faire dans un contexte de valorisation des boues des stations d'épurations.



5. EFFETS SUR LA SANTÉ HUMAINE

5.1 Qualité de l'air

5.1.1 qualité de l'air hétérogène à l'échelle du département

La qualité de l'air en région PACA est surveillée par le réseau des stations de mesures de l'association AIRPACA. La commune de Belgentier ne disposant pas de station de mesure sur son territoire, la qualité de l'air sera donc estimée sur la synthèse de la qualité de l'air dans le Var en 2012.

Le Var est un département hétérogène en termes de qualité de l'air. La bande côtière très urbanisée engendre une pollution liée aux transports et aux activités domestiques. Les principaux centres urbains présentant une forte densité de population sont les principaux pôles émetteurs du département. Dans ces zones et à proximité du trafic routier, les problèmes de qualité de l'air sont induits par les concentrations en dioxyde d'azote (NO_2) et en particules (PM_{10}). Les émissions de polluants du littoral varois connaissent par ailleurs une forte saisonnalité, avec l'afflux de touristes durant l'été.

En 2012, la qualité de l'air dans le Var a été bonne durant un tiers de l'année. Elle a été qualifiée de mauvaise à très mauvaise 9 % de l'année. Les particules fines sont majoritairement à l'origine de l'altération de l'indice de la qualité de l'air.

5.1.2 Des facteurs de pollutions grandissant

Le transport routier est la principale cause de pollution du Var. Il génère des émissions polluantes, nocives pour la santé, à hauteur de 85 % d'Oxydes d'Azote (NO_x), 27 % de Particules, 54 % de Monoxyde de Carbone (CO), 40 % de Dioxyde de Soufre (SO_2).

Les sources de pollutions se combinent avec les effets du climat méditerranéen. Faibles précipitations, fort ensoleillement favorisent l'accumulation de polluants dans l'air, en particulier l'ozone pouvant générer des épisodes de pollutions récurrents chaque été. D'autre part, les masses d'air polluées, en particulier l'ozone et ses précurseurs, se déplacent sous l'influence des vents dominants.

Le changement climatique a des répercussions inévitables sur la pollinisation : augmentation de la période pollinique et augmentation des concentrations de pollen dans l'air. Les pollens sont responsables de l'apparition, de l'évolution et de l'aggravation d'une partie non négligeable des maladies asthmatiques. Dans le Var, les pollens mis en cause sont le cyprès, les urticacées, les graminées, ainsi que les pins, platanes et oliviers.

5.1.3 Belgentier, une qualité de l'air préservée

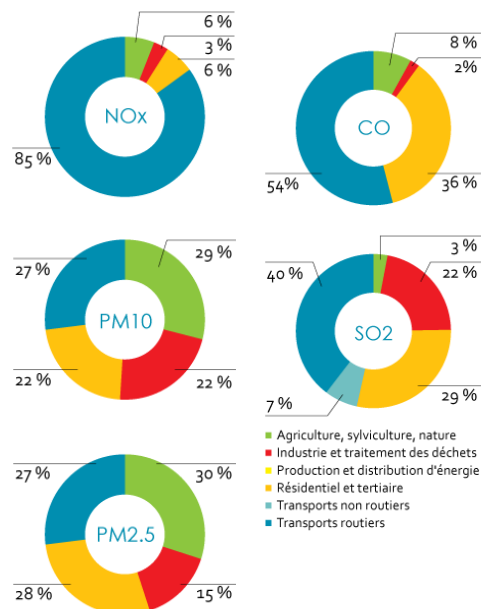
La commune de Belgentier est relativement éloignée des agglomérations de Toulon et Hyères, grandes émettrices de polluants de l'air. Les sources d'émission polluantes dans le cœur du Var sont beaucoup moins nombreuses que sur la bande côtière très urbanisée.

En 2010, les inventaires, réalisés par le réseau de surveillance Air PACA, montre que la commune de Belgentier émet peu de polluants :

- Oxydes d'azote (NO_x) : 53 t soit, 0,35 % des émissions du département et 0,05 % de celles de la région.
- Dioxyde de Carbone (CO_2) : 16 kt, soit 0,35 % des émissions du département et 0,04 % de celles de la région.
- Particules inférieures à 10 μm (PM_{10}) : 10 t, soit 0,32 % des émissions du département et 0,06 % de celles de la région.
- Particules inférieures à 2,5 μm ($\text{PM}_{2.5}$) : 9 t, soit 0,37 % des émissions du département et 0,07 % de celles de la région.



Toutefois, la principale source de pollution sur le territoire communal est représentée par la traversée de la RD 554. La voie traverse le territoire communal en suivant la vallée du Gapeau. Elle divise ainsi le village, entraînant une pollution localisée de l'air à laquelle est exposée la majorité de la population.



Emissions des principaux polluants dans le Var

Sources : G2C Territoires d'après les données de l'association AirPACA

5.2 Déchets ménagers et assimilés

La Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau, dont Belgentier fait partie, exerce uniquement la compétence de collecte des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble de son territoire. La collecte sélective est délégué au Syndicat Intercommunal de Transports et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT), créé en 1979, qui a pour mission la gestion de l'ensemble des déchets de l'aire Toulonnaise et de leur valorisation dans le respect des objectifs du Grenelle de l'environnement.

5.2.1 Une production de déchets en baisse sur l'intercommunalité

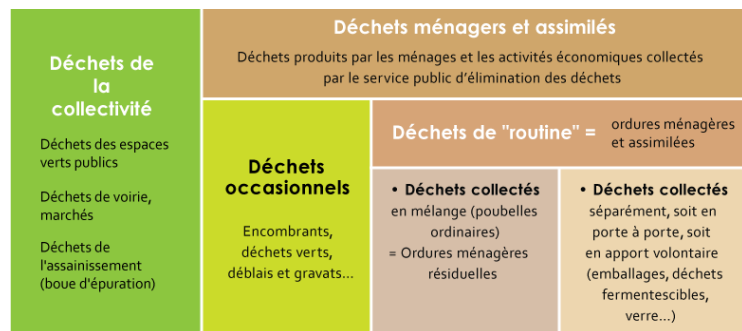
La Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau connaît de légères baisses dans sa production de déchets ménagers entre 2010 et 2011 avec - 5 % de Déchets Ménagers Assimilés (DMA). La CCVG produit 672 kg/hab/an de DMA dont 426 kg/hab/an d'Ordures Ménagères Assimilés et 245 kg/hab/an de Déchets occasionnels.

La moyenne de production de déchets ménagers assimilés (671 kg/hab/an) reste cependant supérieure à la moyenne nationale (590 kg/hab/an) mais inférieure à celle du département (762 kg/hab/an).



Evolution de la quantité de déchets ménagers assimilés sur la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau

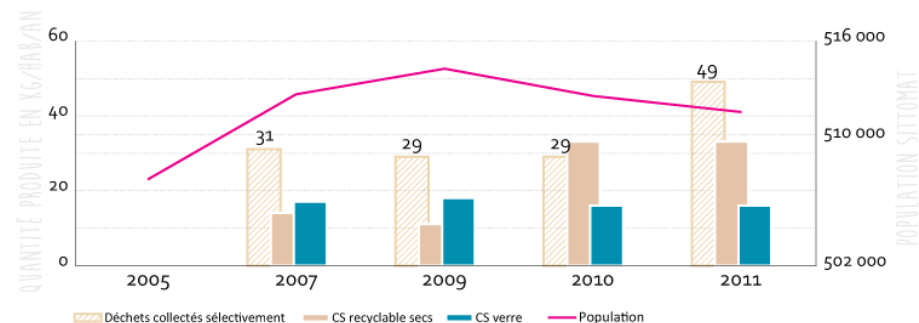
Source : G2C Territoires, d'après la base SINOE® Déchets et l'ADEME



5.2.2 Une progression de la collecte sélective

La collecte sélective de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau a été transférée au Syndicat Intercommunal de Transports et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT). Il collecte, en porte à porte, les déchets sélectifs (les emballages plastiques, papiers et verre) des 26 communes ayant adhéré à la structure intercommunale, dont Belgentier fait partie.

En 2011, le SITTOMAT a collecté 25 002 t de déchets sélectifs, soit 49 kg/hab/an, dont 16 751 tonnes de déchets recyclables secs (33 kg/hab/an) et 8 251 tonnes de Verres (16 kg/hab/an).



Evolution de la quantité de déchets sélectifs collectés par le SITTOMAT

Source : G2C Territoires, d'après la base SINOE ® Déchets

La quantité de déchets de la collecte sélective a considérablement augmenté entre 2010 et résulte, entre autre, d'une amélioration du réseau de collecte (containers de tri sélectif, points d'apport volontaire (PAV) et de déchetteries communautaires) en lien avec un changement de pratiques sociétales.

5.2.3 Une amélioration du réseau de gestion des déchets

Il existe 17 déchetteries sur le SCoT Provence Méditerranée. La commune de Belgentier ne dispose pas d'une déchetterie sur son périmètre communal. Toutefois, l'ouverture récente de la déchetterie de Solliès-Pont permet de répondre au besoin des belgentiérois.

Pour les communes appartenant au SITTOMAT, les déchets sont triés au centre de tri privé de la Seyne-sur-Mer d'une capacité de 70 000 tonnes/an. Selon le Plan Départemental, les capacités sont à augmenter avec des installations sous maîtrise d'ouvrage publique. Le SCoT insiste sur la nécessité de prévoir la création d'un second centre de tri sur le SCoT, en préférence à l'Est de l'agglomération afin d'optimiser les déplacements et d'éviter la traversée de Toulon. Le nouveau site devra être en capacité de trier environ 30 000 tonnes/an au regard des prévisions démographiques et au vu des augmentations de tri prévisibles.

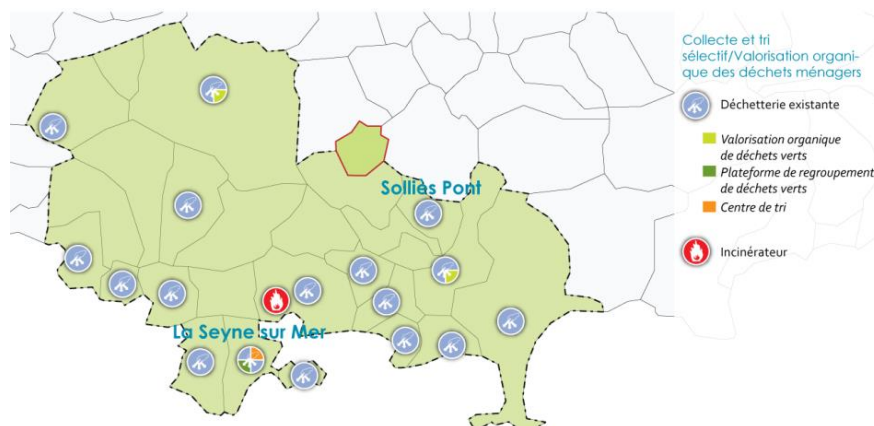


Actuellement, il existe deux installations privées de valorisations organiques : le site privé de Signes (12 000 tonnes entrantes de déchets verts/an), le site de La Crau (500 tonnes sortantes de déchets verts en mélange avec les boues de station d'épuration/an). Les déchets verts du SITTOMAT, après regroupement sur la Seyne sur Mer, sont envoyés sur une plateforme de maturation sur la commune de Cuers, au niveau du col de la Bigue.

Après tri, les communes intégrées au périmètre du SITTOMAT font incinérer leurs déchets ménagers assimilés à l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM) du Lagoubbran situé à l'ouest de la commune de Toulon.

En 2006, les principaux chiffres de l'UIOM sont :

- Capacité de traitement : 285 000 tonnes/an, 3 fours ;
- Déchets incinérés : 263 942 tonnes ;
- Production d'électricité : 95 562 MWh injectée dans le réseau EDF ;
- Production de chaleur : 12 608 MWh utilisée pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire des immeubles collectifs de Beaucaire (2 000 logements).



Périmètre de SITTOMAT et dispositif de gestion, tri et traitement des déchets

Source : G2C Territoires d'après les données de Sinoe ® Déchets, SITTOMAT

5.2.4 Une amélioration de la valorisation biologique et énergétique des déchets collectés

Le taux de valorisation des déchets collectés par le SITTOMAT a considérablement augmenté depuis 2005 où seulement 37% des DMA était envoyé vers les filières de valorisation/recyclage matière et organique. En 2010, le taux de valorisation est passé à 85%.



Destination des déchets ménagers assimilés collectés par le SITTOMAT en 2010

Source : G2C Territoires, d'après la base SINOE ® Déchets



5.3 Nuisances

Les pollutions relatives à la qualité de l'air et à la qualité des eaux sont intégrées respectivement aux chapitres « Qualité de l'Air » et « Eau ».

5.3.1 Une commune exposée aux nuisances sonores

– Les transports routiers : principale origine du bruit à Belgentier

Le principal facteur à l'origine de nuisances et pollution, sur le territoire communal, est représenté par la traversée de la RD 554 qui relie Toulon et Hyères à la Nationale 7.

La voie traverse le territoire communal en suivant la vallée du Gapeau. Elle coupe ainsi le village en deux, entraînant des nuisances liées au bruit et aux vibrations lors des passages de poids-lourds et crée des problèmes de sécurité pour les piétons. En 2013, le trafic sur la RD 554 est estimé à 11 000 véhicules/jour, près de 600 véhicules/heure aux heures de pointe, et environ 50 véhicules/heure en période nocturne.

La bande affectée par l'infrastructure concerne près de la moitié de la population communale. On recense environ 1 100 personnes résidants suffisamment près de la départementale pour subir un impact sonore. Environ 170 d'entre elles peuvent réellement parler de nuisances sonores ($L_{den} \rightarrow 68$ dB(A)). Les cartes de bruit font apparaître les intensités sonores soumises à un territoire. Pour cela, deux indicateurs sont évalués : le L_{den} , indicateur du niveau de bruit global pendant une journée complète : jour, soirée et nuit ; le L_n , indicateur de niveau de bruit pendant la nuit.

Au centre du village en particulier, certaines habitations jouxtent la RD 554 et subissent de manière très directe les trafics pratiqués notamment aux heures de pointe. La nuit, peu d'habitant (moins de 50) sont également affectés par le bruit, pendant laquelle le trafic est de l'ordre de 50 véhicules/heure.

L'établissement scolaire de Belgentier, bâtiment sensible au bruit, est situé en retrait de la départementale, mais des risques sont présents face aux nuisances sonores liées à la RD 554.

– Des ambiances sonores calmes à l'ouest de la commune

Les « zones calmes » sont définis suivant plusieurs caractéristiques : les zones dont l'ambiance sonore est calme (inférieure à 50 dB(A)), les zones naturelles protégées ou non, les zones agricoles, ou encore les espaces verts et de détente en agglomération. Ces espaces sont ainsi déterminés afin de les préserver en l'état.

Les zones éligibles au titre de « zones calmes » de la commune de Belgentier concernent notamment les périmètres d'inventaires ZNIEFF, le site Natura 2000 ainsi que les espaces verts et de loisirs comme le jardin public rue du Peiresc, le sentier de promenade des berges du Gapeau, ou encore les chemins de randonnées. Ces zones participent à un donner un cadre de vie agréable et doivent à minima ne pas être dégradées.

Les quartiers situés au-delà de 70 mètres environ de la RD 554 bénéficient également d'une ambiance sonore calme, et représentent l'autre moitié de la population communale.



Niveaux sonores sur la RD 554 traversant Belgentier

A. Niveau sonore de la RD 554

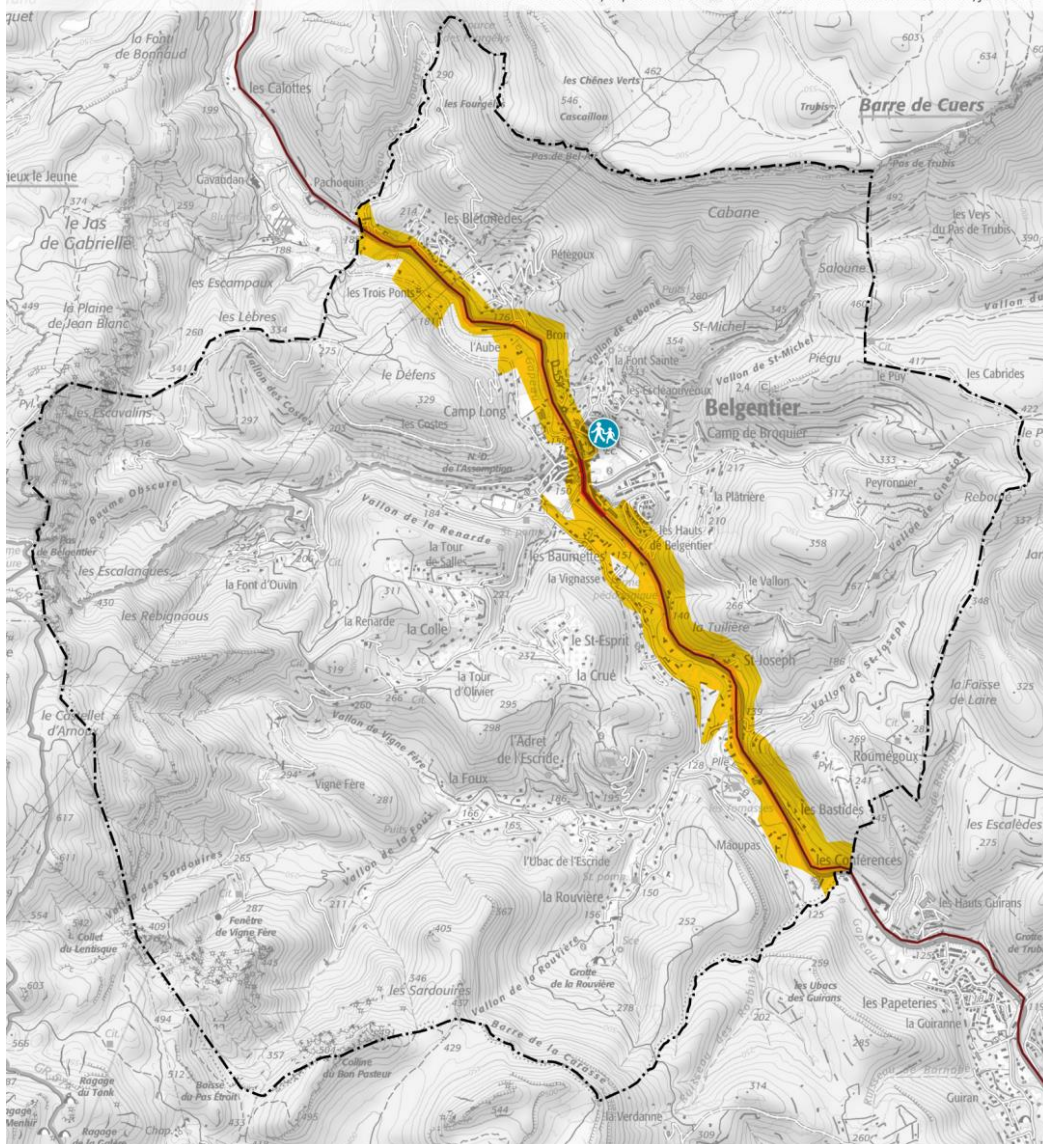


B. Eléments de contexte

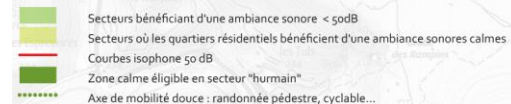


0 250 500 1 000 m

Sources : G2C Territoires, d'après les données du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement, fond IGN ©

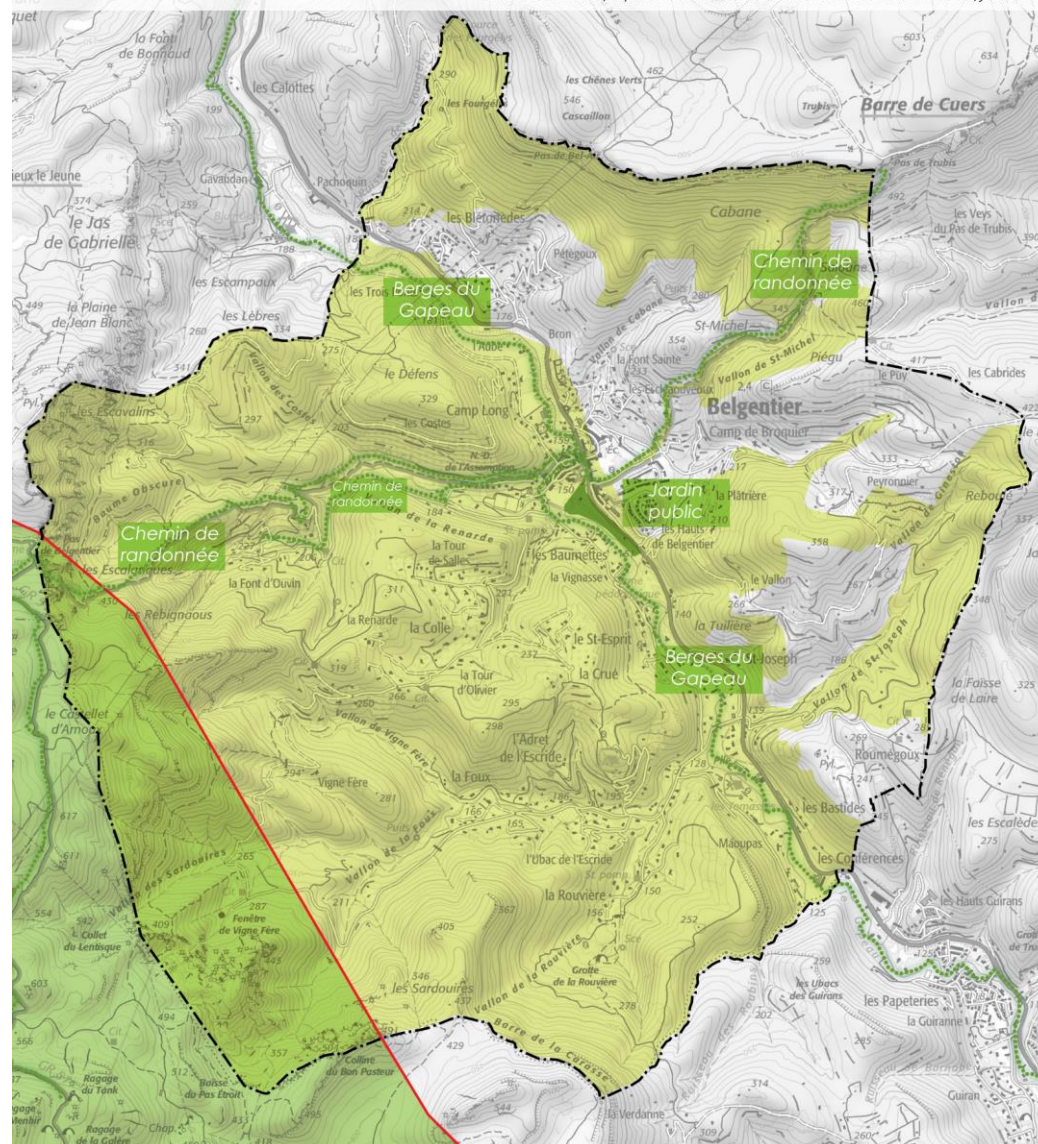


Secteurs bénéficiant d'ambiance sonore calme



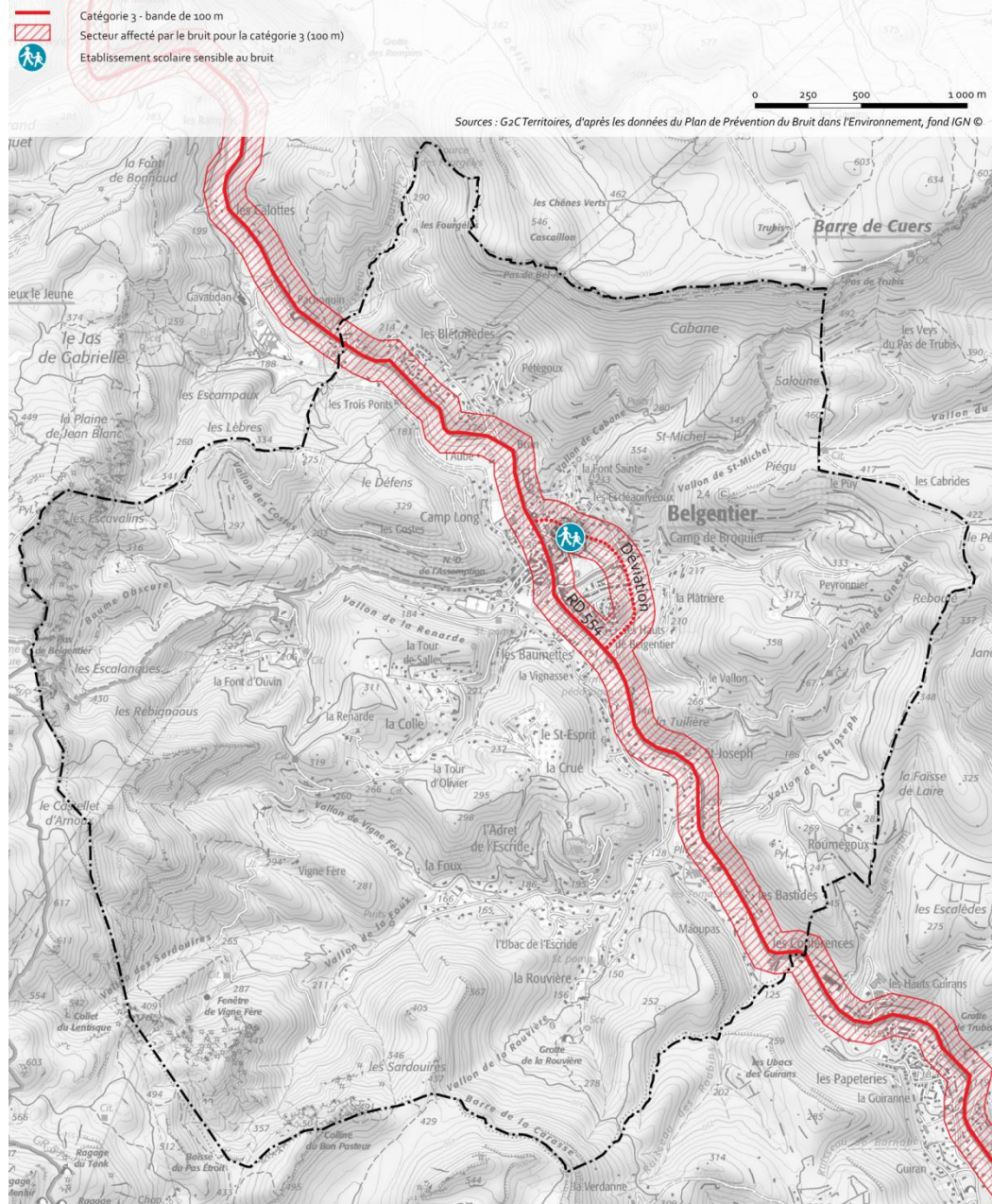
0 250 500 1 000 m

Sources : G2C Territoires, d'après les données du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement, fond IGN ©





Classement des voies affectées par le bruit



– Les outils de lutte contre le bruit: le classement des voies bruyantes

L'arrêté préfectoral du 7 juin 2000 a établi un classement des voies bruyantes interurbaines. Celui-ci détermine notamment pour les tronçons d'infrastructures concernées un classement en catégories de 1 à 5 (de la plus bruyante à la moins bruyante) et la largeur des secteurs affectés par le bruit, de part et d'autre de la voie.

Il s'avère que sur la commune de Belgentier, la RD 554 est classée dans la catégorie 3 (largeur de la bande affectée par le bruit : 100 m.). Ces données visent à fixer les prescriptions d'isolation phonique qui s'imposeront à toute construction nouvelle située dans les périmètres concernés.

D'après le rapport du classement sonores des Infrastructures de transports terrestres du département du Var – Routes départementales (approuvé en 2014) :

«Les projections du trafic routier sur la portion de la RD 554 à Belgentier, inscrites au rapport des classements sonores de la préfecture du Var, annoncent un trafic moyen journalier annuel de 13577 véhicules/jour à l'horizon 2030. Cette hausse du trafic engendrera indéniablement une augmentation des nuisances sonores. Le projet de contournement du village de la RD 554 permettra d'endiguer et de répartir ce flux afin de limiter les incidences dans le centre-ancien.

Toutefois, selon ce classement, la déviation (catégorie 3) expose l'établissement scolaire à des sources de bruits importantes qu'il sera nécessaire de réduire et limiter par des aménagements adéquats.»



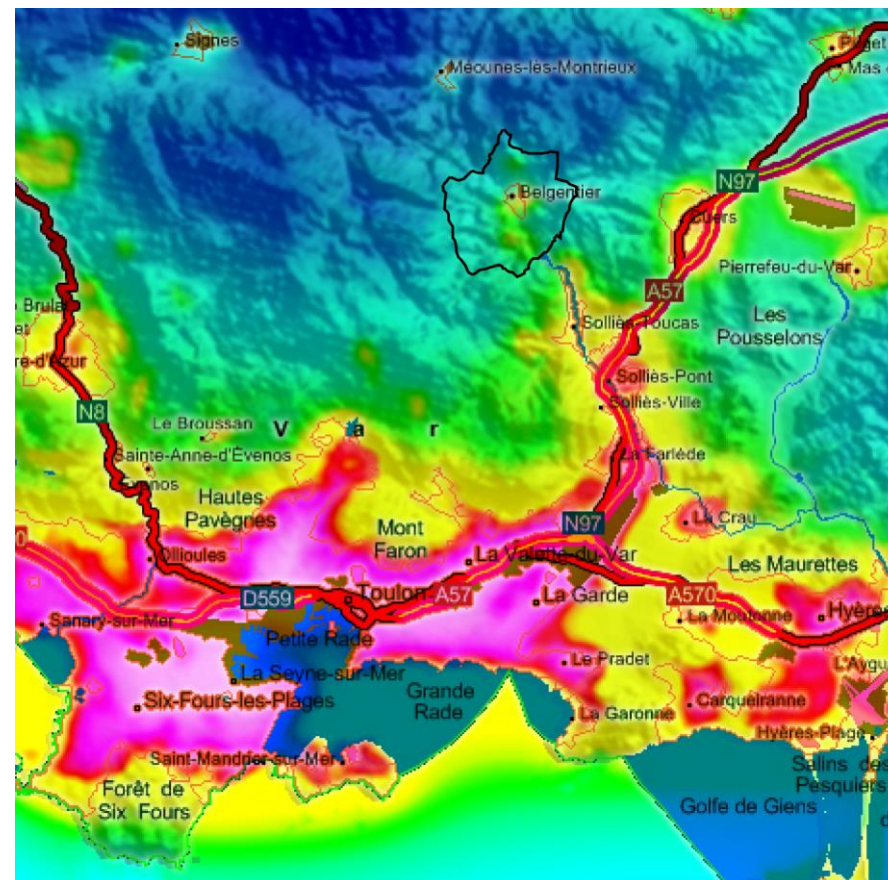
5.3.2 Un territoire préservé de la pollution lumineuse

La pollution lumineuse désigne la dégradation de l'environnement nocturne par émission de lumière artificielle entraînant des impacts importants sur les écosystèmes (faune et flore) et sur la santé humaine suite à l'artificialisation de la nuit. Les conséquences de la pollution lumineuse sont multiples :

- dégradation de la santé et du confort des habitants par l'augmentation de lumière intrusive ;
- éblouissement des usagers de la route par des éclairages surpuissants ;
- morcellement des habitats naturels et rupture du continuum paysager et biologique ;
- perturbation des rythmes de vie des espèces, notamment de l'avifaune et des espèces nocturnes ;
- déséquilibre global de la chaîne alimentaire ; etc.

Grâce à son relief et son éloignement avec l'agglomération toulonnaise, la commune de Belgentier est relativement préservée de la pollution lumineuse.

De plus, sur le territoire communal, les systèmes d'éclairages publics tendent vers une optimisation de l'éclairage. Les dispositifs concentrent la lumière sur la zone à éclairer en rabattant convenablement le rayonnement sur le sol. Ainsi, ils garantissent des économies d'énergie et une bonne qualité d'éclairage.



Carte des pollutions lumineuses

Sources : Avex



6. RISQUES MAJEURS

Du fait des caractéristiques précédemment établies, la commune présente une forte sensibilité aux risques naturels. Un Dossier Communal Synthétique (DCS) des risques majeurs a été notifié par le préfet du Var. Trois risques majeurs sont recensés sur la commune et concernent : les inondations, les feux de forêt et les mouvements de terrain.

6.1 Inondation, un risque majeur pour la commune

Le Gapeau entretient une relation importante avec la commune dont le village est édifié sur la plaine alluviale fonctionnelle du cours d'eau. Ainsi, les inondations sont des phénomènes fortement liés à l'histoire locale. Un épisode important a d'ailleurs marqué la commune le 16 octobre 1651, où le Gapeau inonda le village, avec notamment une hauteur d'eau de 4 mètres sur la place de l'église, et un bilan s'élevant à plus de 40 morts. Par la suite en 1982 et 1999, la commune a fait l'objet d'arrêtés de catastrophes naturelles pour inondation et coulées de boues.

Dans la vallée, de nombreuses habitations sont également situées dans la plaine alluviale fonctionnelle et le lit majeur voire, dans le lit moyen, et donc soumises au risque inondation. Les habitations situées dans les vallons peuvent aussi être soumises au risque de débordement des affluents du Gapeau.

L'Atlas des Zones Inondables donne un état des connaissances sur les phénomènes d'inondation susceptibles de se produire par débordement des cours d'eau. Ce document réalisé par les services de l'Etat a seulement une portée informative et non réglementaire.

La réalisation d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) inondation a été prescrite en 1999 pour la rivière du Gapeau. Un premier document a été approuvé le 19 janvier 2004, mais annulé en mars 2014. Certaines

dispositions du projet de PPRi ont été immédiatement rendues opposables par arrêté préfectoral du 30 mai 2016. Les prescriptions du règlement du projet de PPRi avec le zonage annexé sont applicables uniquement aux constructions, ouvrages et aménagements ou exploitations nouveaux.

Le risque inondation du Gapeau identifié par le PPRi est localisé dans le fond de la vallée au niveau du lit mineur et dans une partie du lit moyen du cours d'eau. Le risque y est indiqué comme très élevé.

La commune prendra en compte dans son document d'urbanisme les éléments du PPRi afin de limiter l'exposition de sa population au risque inondation.



*Le Gapeau traversant le centre village
Crédit Photo : G2C territoires*

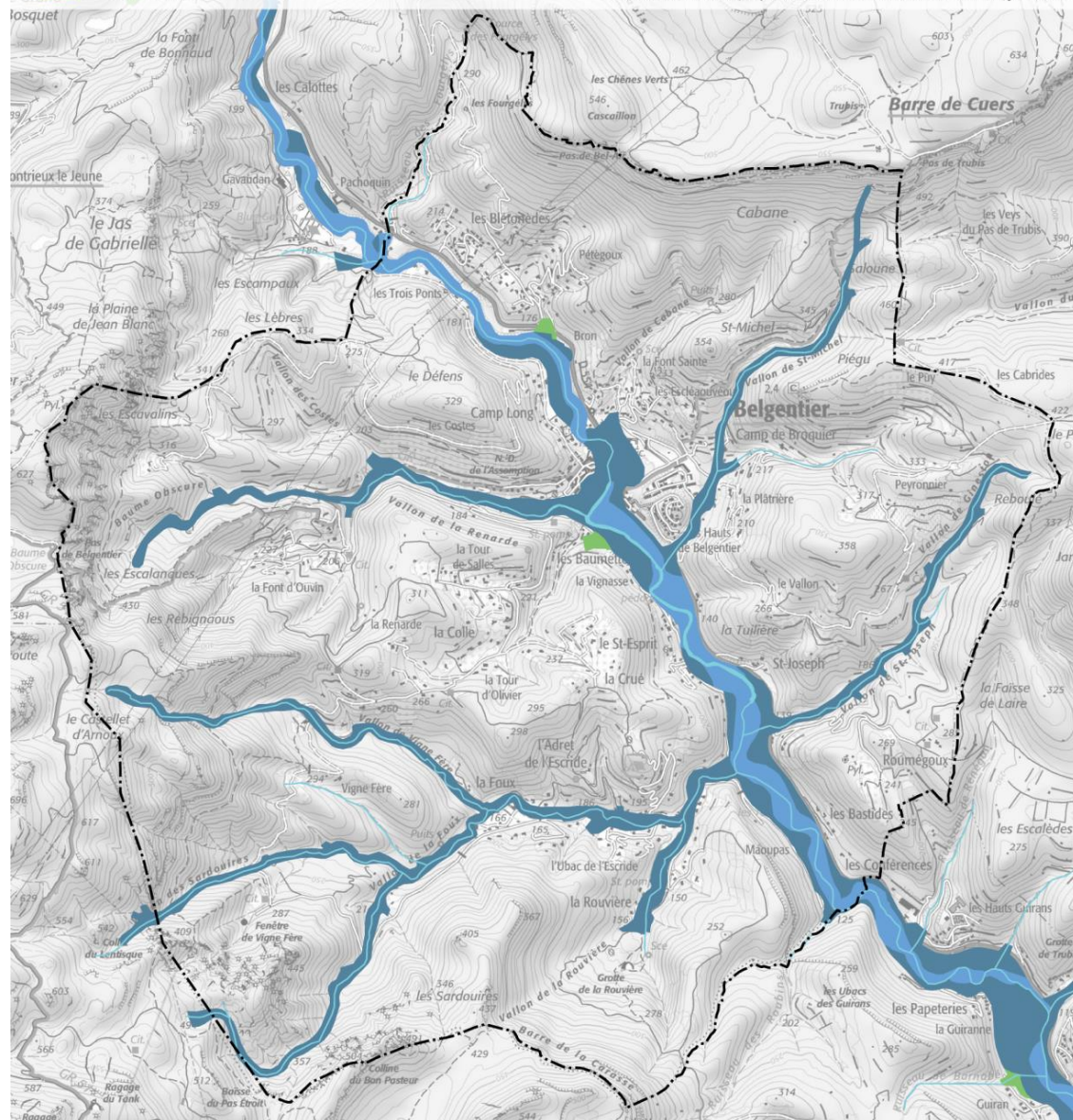


Atlas des Zones Inondables

- Lit Mineur
- Lit Moyen
- Lit Majeur
- Lit Majeur exceptionnel
- Ruissellement
- Cône de Déjection

0 350 500 1 000 m

Sources : G2CTerritoires, d'après les données de l'Atlas des Zones Inondables, fond IGN ©

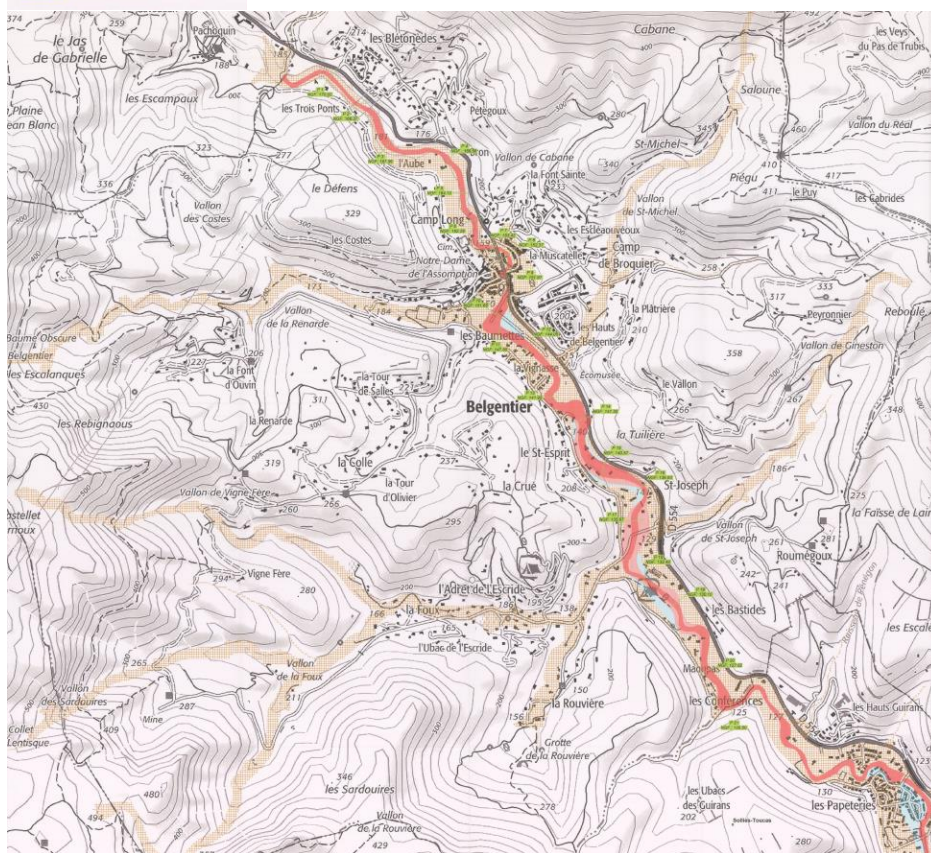


ZONAGE REGLEMENTAIRE

- ZONE R1
- ZONE R2
- ZONE B1
- Zones basses hydrographiques
- Limite communale

P-1 Profil en travers

Extrait du Plan de Prévention des Risques inondation – application anticipée





6.2 Feux de forêt, une sensibilité importante

L'importante superficie forestière composée en majorité d'essences particulièrement pyrophytes (Pins, Chênes verts) et les conditions climatiques méditerranéennes (sécheresse, Mistral) expliquent la sensibilité de la commune face au risque incendie. L'ensemble des massifs boisés de part et d'autre de la vallée sont ainsi soumis à l'aléa feux de forêt. Au cours des quarante dernières années, la commune a été le cadre de 49 départs de feux. Les principaux incendies sont ceux de 1960 (197 ha), 1964 (123 ha), 1981 (42 ha) et 1985 (40 ha).

La commune a engagé des mesures de prévention et de protection : sensibilisation de la population, aménagements DFCI (débroussaillage, pistes, pare-feu...), surveillance régulière, mise en place de plans de secours, etc.

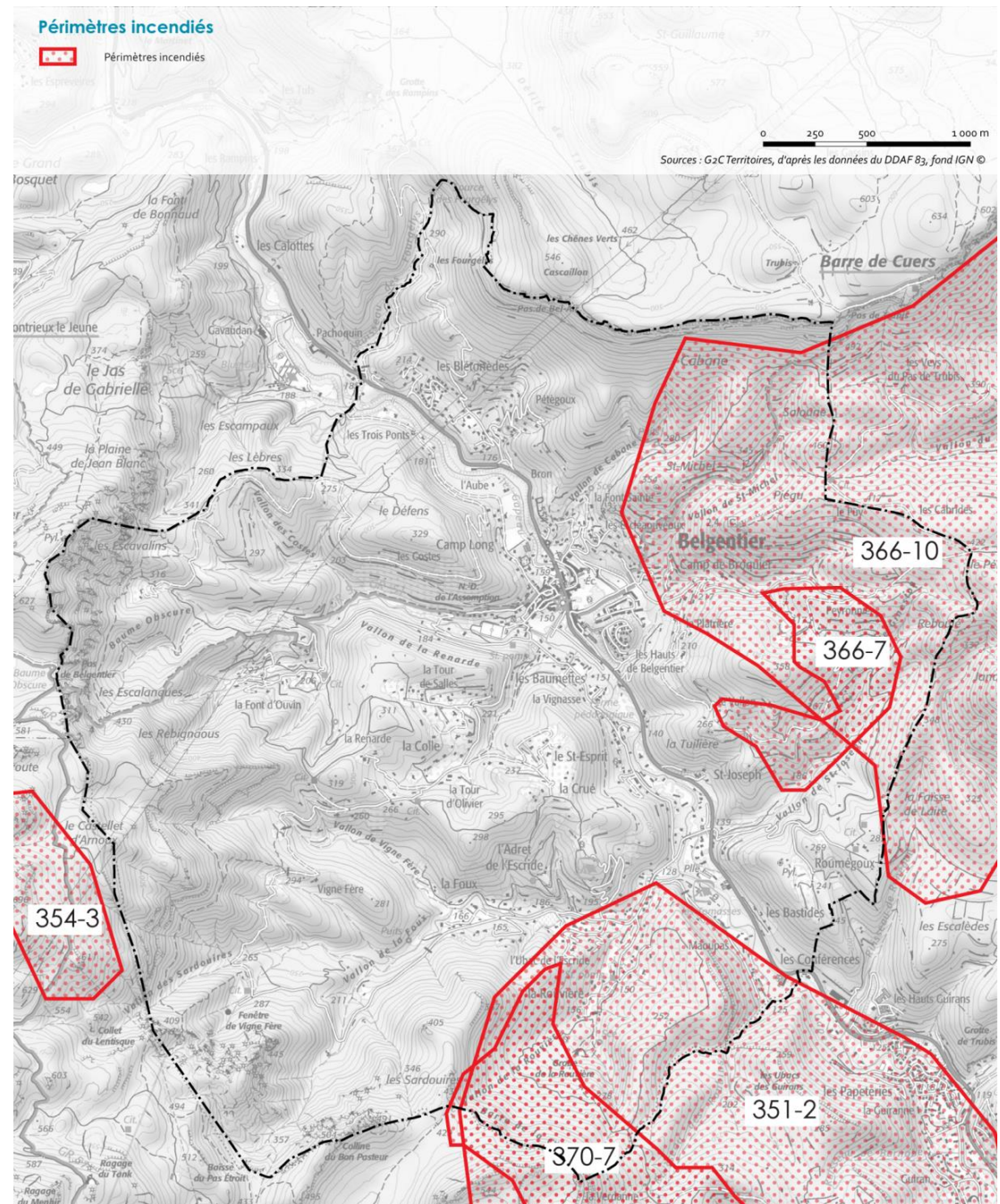
Les zones d'habitat dispersé, à proximité des zones boisées, présentent un risque élevé face au risque incendie. D'autant plus que les voies d'accès ne présentent pas toujours un gabarit suffisant pour permettre une intervention sécurisée des services de secours en cas de sinistre. Le secteur des Blétonèdes apparaît ainsi particulièrement exposé, de même que les secteurs de la Tour d'Olivier, Tour de Salles et la Colle. Il est ainsi important d'éviter le mitage urbain des franges du massif forestier de manière à ne pas exposer inutilement la population au risque incendie.

Le Var est classé en trois groupes de massifs forestiers soumis aux risques. La commune de Belgentier fait partie de la classe 2 : massifs sensibles. Son territoire est donc soumis à l'arrêté préfectoral de débroussaillage pour les dispositions applicables en classe 2.



Massif boisé constitué de Pins, Chênes Vert avec en contrebas des habitations

Crédit Photo : G2C territoires





6.3 Un relief accidenté sensibles aux mouvements de terrain

6.3.1 De nombreux aléas liés aux mouvements de terrains

Le relief marqué de la commune et ses caractéristiques géologiques rendent le territoire communal particulièrement sensible au risque mouvement de terrain. Les aléas recensés sont :

- les chutes de blocs le long des reliefs rocheux du Plateau de Siou Blanc et de la Barre de Cuers.
- les glissements de terrain de part et d'autre du Gapeau ainsi que sous la Barre de Cuers.
- les coulées de boues dont l'aléa est présent dans les reliefs et les vallons. La commune a d'ailleurs fait l'objet d'arrêtés de catastrophes naturelles en 1982 et 1999 pour des coulées de boues.

Concernant l'aléa retrait/gonflement des argiles, les formations argileuses sont largement présentes sur la commune de Belgentier, puisqu'elles couvrent plus de 85 % de la surface communale totale.

Les formations des marnes, évaporites, dolomies et gypse du Muschelkalk et du Keuper, qui affleure au centre-ville, sont classées en aléa moyen. Les formations du Jurassique (calcaires et marno-calcaires) couvrent près de 72 % de la surface communale totale. Ces formations sont faiblement sensibles au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. Néanmoins, un sinistre a été recensé dans cette zone.

6.3.2 De nombreuses cavités souterraines recensées sur la commune

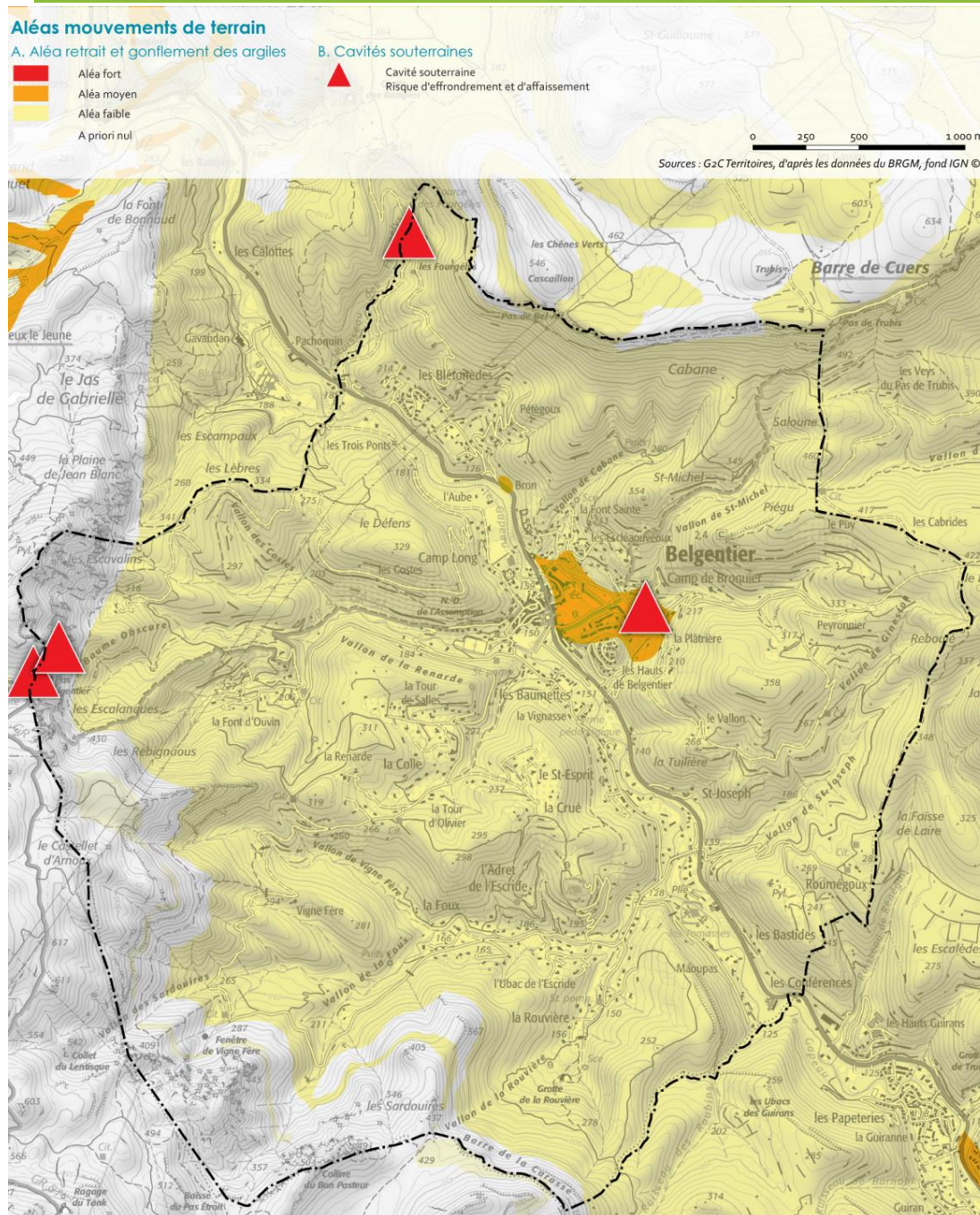
Selon la base de données « bdcavite », six cavités souterraines naturelles sont recensées sur le territoire communal, dont 3 sont localisées :

- Grotte, source de Fogelli (Fougelys) située sur la commune de Belgentier.
- Grotte de Beaumes, cure ou baume obscure située sur la commune de Belgentier.
- Cavité naturelle CV située en limite entre les communes de Belgentier et Méounes-les-Montrieux.

Dont 3 ne sont pas clairement localisées : Trou du haut, Trou du bas, La Rouvière.

Selon le dossier départemental des risques majeurs, les cavités souterraines présentent des risques importants. L'évolution dans le temps des vides souterrains cause des désordres plus ou moins importants en surface. Ils produisent des affaissements (dépressions topographiques) dus aux tassements des sols ou des cratères (fontis) engendrés par l'effondrement du toit d'une cavité.

La prise en compte des risques dans les documents d'urbanisme se traduit par la définition de zones à risques et la définition de règles d'urbanisme adaptées à ces zones. Il peut également être mis en annexe du document, à titre d'information, quelques recommandations sur des dispositions constructives, parades ou sur l'utilité de réaliser une étude géotechnique.



6.4 Sismicité, un risque faible

Le décret du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique et son nouveau zonage divise le territoire français en cinq zones de sismicité croissante allant de 0 (zone d'aléa faible) à 5 (zone d'aléa fort), selon l'importance des secousses. La commune de Belgentier est également soumise à un risque sismique. Il s'agit d'un niveau de sismicité de niveau 2, soit une zone de sismicité faible.

Les règles constructives parasismiques sont définies par l'arrêté du 22 octobre 2010 qui définit les nouvelles normes de construction parasismique à appliquer pour les bâtiments de la classe dite « à risque normal » à compter du 1^{er} mai 2011. La réglementation parasismique s'applique aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5.



6.5 Des dispositifs de protection et de lutte contre les risques naturels

6.5.1 Des Plans de Prévention des Risques (PPR)

Les Plan de Prévention des Risques, institués par la loi Barnier de 1995, sont des documents élaborés par l'Etat valant servitude d'utilité publique. Ils établissent sur un territoire soumis aux risques naturels ou technologiques, les usages réglementés du sol. Cette réglementation va de l'interdiction de construire à la possibilité de construire sous certaines conditions, en passant par l'imposition d'aménagements aux constructions existantes.

La commune de Belgentier est notamment concernée par un PPR inondation pour le Gapeau. Ce dernier a été approuvé en 2004 avant d'être annulé en 2014. En cours d'élaboration, certaines dispositions du projet de PPRi ont été immédiatement rendues opposables par arrêté préfectoral du 30 mai 2016.

6.5.2 Des arrêtés préfectoraux pour le risque d'incendie

Les arrêtés préfectoraux de l'emploi du feu et de l'obligation de débroussaillage dans le Var sont des outils de prévention pour lutter contre les feux de forêt.

L'arrêté préfectoral de l'emploi du feu du 16 mai 2013 réglemente strictement l'emploi du feu et le brûlage des déchets verts pour le département du Var. La réglementation définie trois périodes sur l'année en fonction des conditions climatiques qui induisent des risques d'incendie plus ou moins fort. Pour chaque période l'arrêté indique les usages, interdits et autorisés sous conditions, pour l'utilisation du feu.

L'arrêté du 20 avril 2011 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé, vient en complément. Le débroussaillage est défini par le Code forestier. Il est obligatoire dans les

communes boisées dont les forêts sont, soit classées par décision administrative comme particulièrement exposées aux incendies, soit incluses dans les massifs forestiers énumérés par le Code forestier.

6.6 Des risques technologiques faibles, voire nuls

La commune de Belgentier n'est concernée par aucun risque technologique. On note néanmoins la présence du site nucléaire du port militaire de Toulon situé à environ 15 kilomètres au sud. Le site fait l'objet d'un Plan Particuliers d'Intervention (PPI) établi pour pallier les conséquences d'un incident ou d'un accident nucléaire. Belgentier ne fait pas partie de la zone d'application du PPI, mais est recensé comme faisant partie de la région autour du site englobant les communes situées dans un rayon de 25 kilomètres. En cas d'accident, la capacité d'hébergement de la commune estimée à 50 personnes pourrait être utilisée pour l'évacuation des populations touchées.



6.7 Des facteurs de pressions aggravant les risques

Les pressions exercées sur les risques naturels et technologiques sont principalement d'origine anthropique. L'action humaine et la pression démographique sont susceptibles d'augmenter les risques et les enjeux d'un territoire.

6.7.1 Une urbanisation diffuse

L'extension de l'urbanisation doit être maîtrisée afin que l'occupation humaine ne s'étende pas dans les zones sensibles aux risques naturels ou technologiques. L'objectif étant de ne pas soumettre la population aux aléas et de ne pas augmenter les facteurs de risque. Pour exemple, la présence d'habitat diffus en espace boisé augmente le risque d'un départ de feu causé par la présence humaine, et correspond à l'augmentation du risque induit. L'urbanisation en zone boisée augmente également le risque pour la population d'être soumis à un feu de forêt, il s'agit du risque subit.

Le territoire de Belgentier est soumis aux risques feux de forêt et mouvement de terrain dans les versants et les vallons, et au risque inondation en plaine. Ces risques doivent être pris en compte afin de ne pas augmenter les pressions que l'urbanisation pourrait engendrer vis-à-vis des risques.

6.7.2 Une artificialisation des cours d'eau

La maîtrise des cours d'eau pour une utilisation de la ressource ou pour la protection contre les inondations peut engendrer des conséquences négatives. L'endiguement, la bétonisation des cours d'eau, les barrages sont autant d'ouvrages mis en œuvre pour canaliser la ressource mais qui peuvent engendrer des pressions sur l'écoulement naturel des cours d'eau. Le risque intervient lors de crues importantes et lorsque les ouvrages ne sont pas

dimensionnés pour résister à des événements exceptionnels. Pour exemple, la rupture d'ouvrage ou le débordement soudain de digues engendrent des impacts plus importants que si l'eau était montée naturellement.

Malgré une certaine maîtrise des milieux aquatiques, le risque inondation reste présent aux abords des cours d'eau et peut être augmenté par la présence d'ouvrages. Sur le territoire de Belgentier ce risque en plaine ne doit pas être négligé. La commune doit veiller à ne pas créer de pressions supplémentaires sur le cours d'eau afin de ne pas augmenter les risques d'inondation à l'aval du Gapeau.



7. SYNTHÈSE DES ENJEUX DU TERRITOIRE

7.1 Patrimoine et cadre de vie

Patrimoine Ecologique	Atouts Un patrimoine naturel riche et diversifié Nombreux périmètres à statut sur la commune : APB, Natura 2000 (60% de la surface communale), PNR, ENS, ZNIEFF Préservation des espaces naturels par la réglementation du PLU (maintien d'une part du terrain boisé afin de préserver l'identité naturelle du site) et une bonne prise en compte des enjeux environnementaux par les politiques (création du Parc Peiresc en bordure du Gapeau)	Faiblesses Une urbanisation diffuse dans les périmètres des sites Natura 2000
	Opportunités Elaboration du PNR Sainte Baume	Menaces Altération des sites naturels protégés par l'augmentation de la fréquentation liés aux chemins de randonnée (piétinement des espèces) Risque d'incendie très fort pesant sur certains milieux naturels et sur certaines espaces patrimoniales
	Enjeux Economiser l'espace, organiser l'urbanisation pour lutter contre le mitage et la fragmentation du territoire, équilibrer le territoire Maîtriser la prévention du risque incendie Structurer et accompagner le développement des usages récréatifs de la nature en sensibilisant les usagers	

Paysage	Atouts Une grande superficie d'espaces boisés Le Gapeau et sa ripisylve, deux espaces de qualité Proximité avec des éléments paysagers naturels remarquables (barre de Cuers, Plateau de Siou Blanc, Pas de Truebis...) Un maintien des coupures d'urbanisation entre les espaces bâtis Des aménagements de mise en valeur du centre ancien et des paysages urbains	Faiblesses Une urbanisation diffuse consommatrice d'espace Une activité agricole en perte de vitesse Une disparition des activités industrielles
	Opportunités Espaces naturels et forestiers remarquables avec de nombreux chemins de randonnées et de promenade	Menaces Augmentation des pressions foncières Urbanisation entraînant la déprise agricole Altération des sites naturels et agricoles visités par le piétinement
	Enjeux : Définir des limites claires à l'urbanisation en conservant les coupures d'urbanisation Maintenir les espaces agricoles résiduels pour garantir la pérennité de la biodiversité Maintien des cônes de vue, panoramas et percées visuelles sur l'ensemble du territoire Mettre en valeur les paysages urbains et perdurer les aménagements de revalorisation du centre-ancien	



Patrimoine	Atouts Un patrimoine architectural riche et varié (bastide, fermes, moulin...) Une multitude de petits patrimoines (lavoirs, fontaines, canaux, restanques et calades...) Des monuments inscrits à l'inventaire des Monuments historiques	Faiblesses Peu de patrimoine bâti protégé par des dispositifs réglementaires
	Opportunités Elaboration du PLU permettant de protéger le petit patrimoine bâti	Menaces Déprise agricole entraînant la disparition du petit patrimoine agricole (restanques)
	Enjeux Préserver l'architecture particulière du centre-ancien Maintenir le petit patrimoine hydraulique (lavoirs, fontaines, canaux, ...) et rural (cabanon, restanques...) Garantir et favoriser le développement de formes urbaines en adéquation avec le paysage urbain existant	

7.2 Ressources naturelles et leur gestion

Eau	Atouts Une trame d'eau omniprésente Une bonne qualité des eaux souterraines Bon renouvellement de la ressource en eau permettant d'alimenter les captages en eau potable Mise en place d'un Plan Pluriannuel de Gestion et d'une Déclaration d'Intérêt Général pour une amélioration de la gestion des berges et de la végétation rivulaire du Gapeau Création d'association syndicale autorisée pour garantir l'entretien des canaux sur la commune Alimentation en eau potable par le Canal de Provence au niveau de la fenêtre de Vigne Fère Trois sources d'alimentation en eau potable répondant aux besoins communaux	Faiblesses Une qualité des eaux superficielles qui se dégrade en aval du fleuve sur le territoire communal Une desserte partielle de la population par le réseau d'assainissement collectif (environ 70%) Un dispositif de défense incendie à mettre à niveau (seulement 25 sur 40 sont conformes) Un usage réduit des canaux d'irrigation et des barrages
	Opportunités Augmentation des capacités de stockage des eaux	Menaces Absence de Gestion des eaux pluviales dans certaines portions du territoire, pouvant présenter un risque pour la ressource, les biens, et les personnes Augmentation de la population dans les secteurs non connectés au réseau d'assainissement public (quartier de l'Esclède, entre autre)
	Enjeux Maintenir et renforcer la bonne qualité de la ressource en eau Garantir une efficacité du réseau d'assainissement public et la mise en place de systèmes d'assainissement autonomes respectueux de l'environnement et des ressources hydriques Développer une gestion des eaux pluviales limitant les risques d'inondation Planifier un développement urbain en cohérence avec les capacités des réseaux et équipements de la commune	



Sol et sous-sol	Atouts Un relief accidenté participant au cadre de vie et à la qualité paysagère du territoire	Faiblesses Développement urbain contraint par le relief
	Opportunités	Menaces Des risques de mouvements de terrains et d'inondation s'expliquant par les caractéristiques du relief Une composition géologique aggravant les risques naturels Risque d'effondrement et d'affaissement des cavités de la carrière souterraine localisée sur la commune
	Enjeux Préserver les derniers espaces agricoles de la commune Respecter la topographie naturelle Limiter l'imperméabilisation des sols et les travaux de terrassement dans les zones sensibles pouvant entraîner des risques de mouvements de terrains	

Climat et Energie	Atouts Un climat méditerranéen attractif caractérisé par des étés chauds et secs et des hivers doux et humides De faibles émissions de Gaz à Effet de Serre	Faiblesses Une consommation énergétique importante pour les transports et le résidentiel Une très faible production d'énergie
	Opportunités Des énergies renouvelables (solaires, éoliens) mobilisables Une amélioration de la production énergétique renouvelable par la sphère privée Développement des dispositifs de protection et de gestion (SRCAE, SRE, PCET, PDU)	Menace Une augmentation de la consommation d'énergies fossiles par les transports Des risques d'augmentation des émissions de Gaz à Effet de Serre
	Enjeux Inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions et aux innovations bioclimatiques Permettre le développement d'énergies renouvelables, tout en veillant aux enjeux patrimoniaux et paysagers de la commune Maintenir le couvert végétal afin de garantir un climat agréable et doux en été	

7.3 Effets sur la santé humaine

Qualité de l'air	Atouts Une bonne qualité de l'air préservée sur la commune malgré la proximité avec les grandes agglomérations varoises	Faiblesses Un trafic non négligeable sur la RD 554 Altération de la qualité de l'air dans le centre ancien traversé par la RD 554
	Opportunités Réalisation d'un document cadre : le Plan de Protection de l'Atmosphère Réalisation du contournement de Belgentier afin de répartir les flux et de limiter la pollution de l'air dans le centre	Menaces Des facteurs de pollutions grandissants suite à l'augmentation des trafics routiers sur l'axe traversant la commune (RD 554)
	Enjeux Maintenir la fluidité du trafic de la RD 554 afin de limiter la concentration de polluant dans l'air Améliorer la desserte par la réalisation d'un contournement pour limiter la dégradation de l'air dans le centre de Belgentier Favoriser le développement des modes doux	

Déchets ménagers et assimilés	Atouts Une production de déchets en baisse sur la communauté de communes de la Vallée du Gapeau Une amélioration de la collecte sélective Une amélioration du réseau de gestion des déchets	Faiblesses Production de déchets sur la commune supérieure à la moyenne nationale
	Opportunités Amélioration de la valorisation des déchets collectés	Menaces Augmentation démographique sur la commune engendrant une augmentation de la production des déchets Arrivée à saturation des structures de tri, traitement et valorisation des déchets
	Enjeux Maintenir un réseau de collecte de déchets ménagers et assimilés efficient sur la commune Planifier un développement urbain en cohérence avec les capacités des réseaux et équipements de la commune	



Nuisances	Atouts Ambiances sonores calmes dès 70 m au-delà de l'axe de communication central, la RD 554 Un territoire préservé de la pollution lumineuse et mise en place d'une charte de développement durable et de l'éclairage public	Faiblesse 50 % de la population exposé aux nuisances sonores
	Opportunités Classement des voies bruyantes conditionnant le développement urbain Réalisation du contournement de Belgentier afin de répartir les flux et de limiter les nuisances dans le centre-village	Menaces Projection du trafic à l'horizon 2030 annoncent le doublement des flux sur l'axe RD 554 traversant Belgentier Risque d'augmentation des nuisances sonores
	Enjeux Conforter de manière mesurée l'usage des éclairages nocturnes sur la commune, tant pour les éclairages publics que privés Réaliser le contournement de Belgentier, pour reporter le flux routiers de transit et réduire les nuisances sonores sur la commune Limiter et réduire les nuisances sonores liées au contournement de Belgentier, au regard de la proximité avec l'établissement scolaire, équipement sensible au bruit	

Risques majeurs	Atouts	Faiblesse Un développement urbain dans la plaine alluviale sensible au risque d'inondation Un PPRI datant de 2014 en partie applicable sur le territoire Absence de PPR (Feux de Forêts et Mouvement de Terrain) Développement urbain diffus pouvant accentuer les risques Artificialisation des cours d'eau augmente le risque inondation
	Opportunités Réalisation d'un nouveau PPRI Mise en œuvre du Plan Pluriannuel de Gestion (PPG) des berges et de la végétation rivulaire, ainsi qu'une Déclaration d'Intérêt Général	Menaces Fort taux de boisement sur la commune sensible aux feux de forêt Relief accidenté et une géologie sensible aux mouvements de terrains
	Enjeux Interdire le développement urbain dans les zones soumises à un risque fort Intégrer les normes et préconisations spécifiques aux risques inondation, feux de forêt et mouvements de terrain	

Cartographie des enjeux environnementaux

A. Urbanisation et activités

- Définir des limites claires à l'urbanisation et maintenir les interactions avec les espaces naturels
- Perdurer les aménagements de revalorisation du centre-ancien
- Maintenir les espaces agricoles résiduels

B. Milieux naturels et biodiversité

- Limite des périmètres Natura 2000
- Conforter les principales continuités écologiques

C. Eau

- Préserver le périmètre du point de captage communal et de l'usine de potabilisation
- Maintenir la bonne qualité des eaux du Gapeau
- Atteindre le bon état des eaux du Gapeau
- Maintenir la bonne qualité des eaux des affluents
- Garantir la mise en place de système d'assainissement autonome respectueux de l'environnement et des ressources hydriques

D. Patrimoine

- Éléments présentant un intérêt paysager
- Préserver les reliefs remarquables et les panoramas

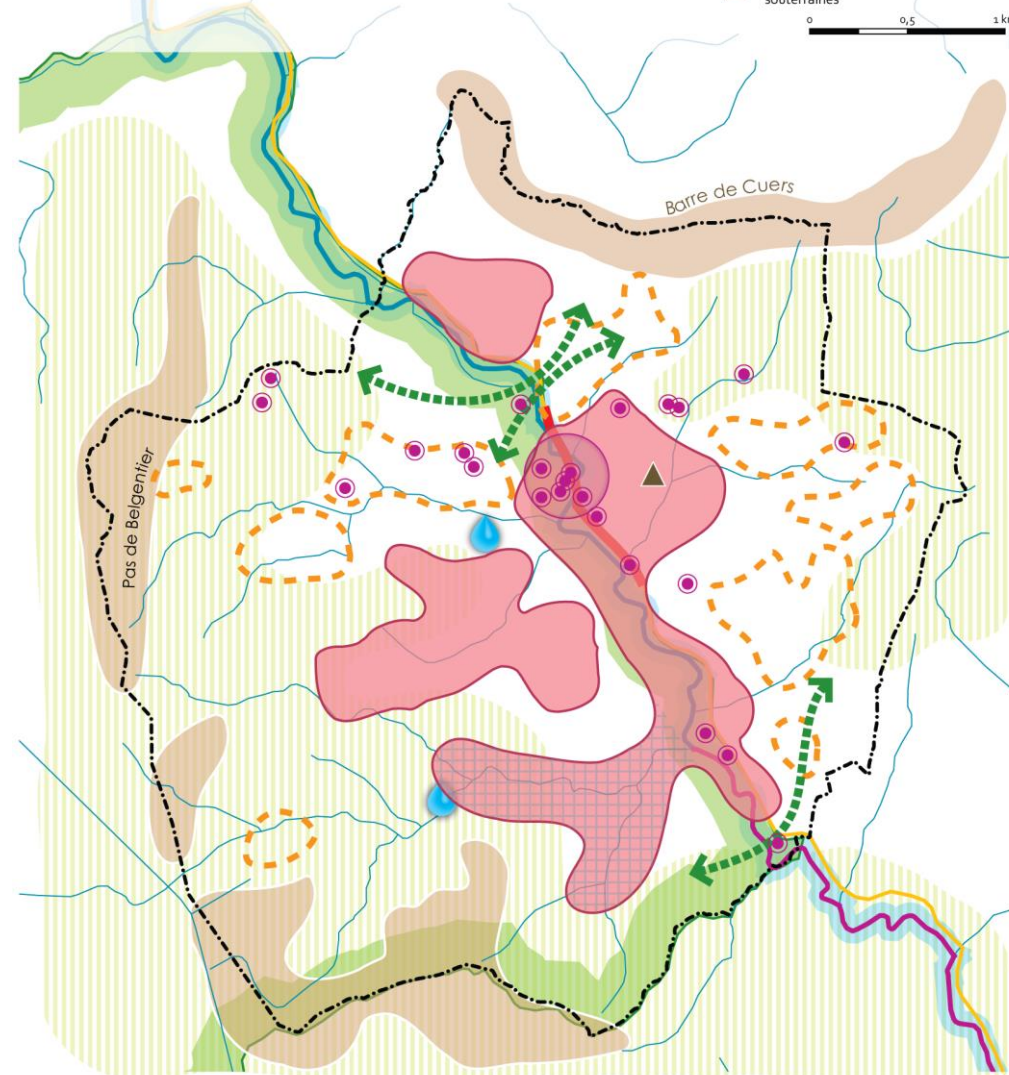
E. Nuisances

- Réduire les nuisances sonores dans le centre ancien
- Réduire les nuisances sonores aux abords des quartiers résidentiels

F. Risques

- Risque feux de forêt
- Risque inondation
- Risque affaissement de cavités souterraines

0 0,5 1 km



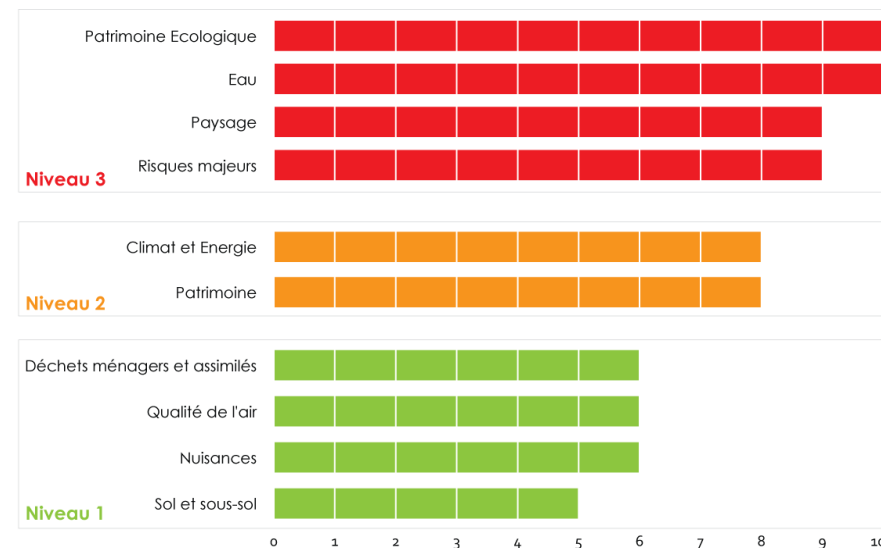


7.4 Synthèse des enjeux et hiérarchisation

La hiérarchisation des enjeux environnementaux est le résultat du croisement du niveau d'enjeu supraterritorial, de l'importance des pressions/menaces ou de l'opportunité sur le territoire, de l'échelle à laquelle s'applique l'enjeu (intégralité de la commune ou quartier) et de la marge de manœuvre du PLU.

Une pondération de 1 à 3 pour chaque critère est alors appliquée selon les critères définis ci-contre.

Thématiques	Niveau d'enjeu supraterritorial	Importance des pressions et menaces	Enjeu localisé à généralisé	Marge de manœuvre du PLU	TOTAL
Patrimoine Ecologique	3	3	2	2	10
Paysage	1	2	3	3	9
Patrimoine	1	2	2	3	8
Eau	2	3	3	3	10
Sol et sous-sol	1	1	1	2	5
Climat et Energie	3	1	3	1	8
Qualité de l'air	2	2	1	1	6
Déchets ménagers et assimilés	2	1	2	1	6
Nuisances	1	2	1	2	6
Risques majeurs	2	2	2	3	9



Méthode

Niveau d'enjeu supra-territorial : correspond à l'échelle d'action de l'enjeu :

- 1 – Niveau communal
- 2 – Niveau départemental/ régional
- 3 – Niveau national/international

Importance des pressions et menaces :

- 1 – Faible
- 2 – Moyenne
- 3 – Forte

Enjeu localisé ou généralisé :

- 1 – échelle de l'ilot
- 2 – échelle d'une partie du territoire communal
- 3 – échelle de la globalité du territoire communal

Marge de manœuvre du PLU :

- 1 – Faible
- 2 – Moyenne
- 3 – Forte



PARTIE 5 – JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS DU PLU



1. CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Le Projet d'Aménagement et de développement Durables (PADD) du PLU de Belgentier respecte les dispositions de l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme. Aussi, il définit :

- les orientations générales de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques au travers de l'orientation n°1 - Ménager et valoriser les espaces naturels ;
- les orientations générales concernant des politiques d'aménagement, d'équipements, d'urbanisme au travers de l'orientation n°2 - Conforter le bourg dans sa fonction de pôle communal de proximité ;
- les orientations générales concernant le cadre de vie, l'habitat, de réseaux d'énergie, de développement de la communication numérique au travers de l'orientation n°3 - Préserver et promouvoir la qualité du cadre de vie.

Il fixe également des objectifs de modérations de la consommation d'espace.

Le diagnostic et l'analyse de l'état initial de l'environnement ont permis d'identifier divers enjeux liés à :

- la maîtrise de l'urbanisation au regard notamment des risques naturels, de la qualité des dessertes et des capacités de développement du territoire ;
- la préservation et la valorisation des éléments identitaires constituant le patrimoine naturel et culturel communal (trame verte et bleu, écrin boisés et vallées, activités agrestes vernaculaires...) et participant à la qualité du cadre de vie.

Le projet de la commune se décline ainsi dans les orientations et objectifs du PADD de Belgentier pour répondre aux enjeux du territoire à l'horizon 10 ans. Il a pour ambition de :

- Protéger la richesse patrimoniale des milieux naturels en :
 - révélant qualité paysagère et en valorisant les interfaces entre les espaces naturels et agricoles ;
 - protégeant et promouvant les richesses agricoles ;
 - favorisant et en accompagnant la découverte du territoire ;
- Conforter la centralité villageoise et maîtriser le développement urbain en :
 - pacifiant la traversée du village en un centre village accessible et agréable ;
 - renforçant l'animation et l'attractivité du village ;
- Maintenir et poursuivre l'amélioration du cadre de vie pour les habitants actuels et futurs en :
 - maîtrisant et organisant le développement urbain ;
 - promouvant un urbanisme durable respectueux du cadre de vie.

Les grands choix du PLU en matière d'aménagement et de développement se déclinent ainsi dans les trois orientations suivantes :

- Orientation 1 : Ménager et valoriser les espaces naturels, pour un lien un lien à la nature renouvelé
- Orientation 2 : Conforter le village dans sa fonction de pôle communal de proximité, par une centralité affirmée
- Orientation 3 : Préserver et promouvoir la qualité du cadre de vie, pour une identité rurale assumée



1.1 Orientation 1 - Ménager et valoriser les espaces naturels : un lien à la nature renouvelé

La protection et la promotion de son environnement et de son cadre paysager est la première des grandes orientations du projet communal. Bien préservés dans leur ensemble et marqueurs importants de l'identité communale, ils offrent un cadre de vie de grande qualité et attractif.

Belgentier se distingue en effet par la qualité de ses grands paysages et la richesse de ses patrimoines naturels qui a justifié de nombreuses mesures d'inventaires et de protection (ZNIEFF, Natura 2000, Espaces Naturels Sensibles...). L'inscription de la commune dans le Parc Naturels Régional du Massif de la Sainte-Baume en témoigne également.

Ainsi, afin d'assurer une meilleure intégration des problématiques environnementales, notamment écologiques et patrimoniales, le PLU a fait le choix de répondre aux grands enjeux supra-territoriaux par la définition des objectifs suivants :

- Protéger la richesse patrimoniale des milieux naturels ;
- Révéler la qualité paysagère et valoriser les interfaces entre les espaces bâtis et les espaces naturels et agricoles ;
- Protéger et promouvoir les richesses agricoles ;
- Favoriser et accompagner la découverte du territoire.

1.1 Objectif 1-1 : Protéger la richesse patrimoniale des milieux naturels

Avec les reliefs boisés entaillés par la vallée du Gapeau, la trame verte et bleue est omniprésente. Les grandes fonctionnalités écologiques s'articulent autour :

- du Gapeau et de l'important réseau de cours d'eau qui creuse les vallons,
- des massifs boisés, qui forment un écrin autour du village de Belgentier et des vallées,
- des espaces agricoles de fonds de vallées et d'interface avec les espaces boisés même s'ils ont tendance à disparaître sur les parties hautes.

L'un des premiers objectifs de la révision du PLU est de maintenir voire de renforcer la protection des riches patrimoines naturels de la commune, dont la trame verte et bleue constitue le socle et le lien. Le PLU a pour ambition le maintien (voire la restauration) de la trame verte et bleue à toute les échelles : des grandes entités écologiques (réservoirs et corridors) du territoire à celle qui se diffuse dans le village. Cela repose sur la prise en compte des éléments qui la composent et à conduit aux choix détaillés ci-après :

– La reconnaissance des mesures d'inventaire et de protection écologiques qui disent la richesse des milieux

Ces mesures d'inventaires et de protection recensés couvrent plus de 60% du territoire (ZNIEFF, Natura 2000, Espaces Naturels Sensibles...). Elles visent les milieux naturels remarquables composés à l'Ouest comme à l'Est de la commune par les couverts forestiers et les espaces agricoles dont la richesse écologique et paysagère est notable. Premier élément d'identification de la qualité patrimoniale de la commune, le PLU s'attache à les préserver en zone naturelle ou agricole en dehors des espaces bâtis. En dehors de secteurs à enjeux circonscrits, le PLU s'est protégé le plus strictement l'ensemble des zones naturelles et agricole par des secteurs Npr et Apr interdisant toute constructibilité.

– L'identification et la protection de la Trame Verte et Bleue (TVB), la protection de la vallée du Gapeau (corridor aquatique) et sa richesse patrimoniale et celle des massifs boisés, réservoirs de biodiversité, et leurs continuités écologiques

Si les inventaires écologiques ont constitué une première approche, l'identification des éléments de la trame verte et bleue dans le cadre de l'Etat initial a permis de préciser leur prise en compte.

La vallée du Gapeau est protégée en tant que principale réserve et corridor aquatique du territoire par une zonage N et Npr. Ce zonage permet de préserver les caractéristiques naturelles du fond de vallée (en dehors des espaces urbanisés). Cela s'accompagne du maintien d'une protection forte de ses ripisylves (Espaces Boisés Classés), tant pour leur rôle fonctionnel (continuités écologiques, maintien des berges...) que pour leur rôle paysager.

La protection des espaces naturels remarquables se traduit dans le document d'urbanisme, par la protection de la vallée du Gapeau en permettant de pérenniser



la continuité du corridor aquatique et de restaurer sa qualité en aval du village par une protection stricte de la vallée en tant qu'espaces naturels à haute valeur de la commune par, l'identification de la ripisylves, la protection du fond de vallée, et la valorisation des berges du cours d'eau

De façon complémentaire, des marges de reculs le long de l'ensemble des cours d'eaux et vallons temporaires, en particulier dans les espaces bâtis sont imposées afin de les préserver. Ainsi, aucune construction, clôture, installation, affouillement, exhaussement, piscine, ou plantation, ne peut être réalisé compromettre les cours d'eau et thalwegs.

Pour les grands réservoirs terrestres, un travail de différenciation des espaces naturels (massifs forestiers ceinturant le village) et les parties agrestes (effectives ou potentielles également porteuse d'une biodiversité ordinaire) a été réalisé afin d'ajuster leur protection en zone Npr ou Apr. Les crêtes boisées, qui couvrent environ près de 40% du territoire, ont également été protégées par des Espaces Boisés Classés.

Malgré la présence d'espaces boisés et/ou naturels ou d'espaces agricoles, les corridors écologiques sont parfois fragilisés par la présence d'espaces urbanisés, mais aussi par les infrastructures. Il apparaît donc aujourd'hui nécessaire de préserver et de restaurer ces corridors écologiques. Outre le Gapeau évoqué précédemment, le PLU protège les corridors terrestres au Nord et au Sud du territoire, d'autant plus qu'ils sont fragilisés par la RD554. Des zones naturelles sont protégées de part et d'autre afin de préserver les continuités.

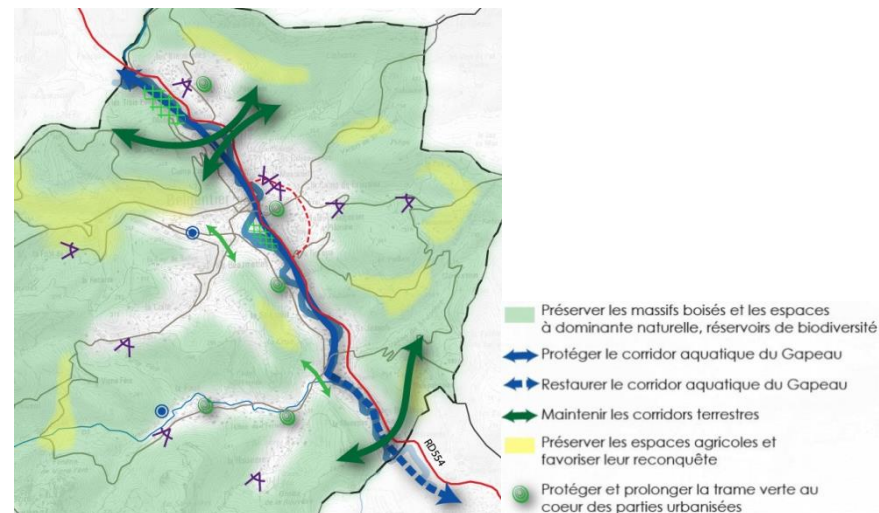
– La préservation de la trame verte au cœur du village et des hameaux

Belgentier s'inscrit au cœur de paysages naturels d'exception, qui sont une composante majeure de la qualité du cadre de vie recherchée par les habitants mais participent également de la trame verte et bleue.

Le maintien d'espaces de nature dans le village et ses quartiers s'est donc imposé à ce double titre.

Il s'est donc agi de préserver non seulement les espaces déjà identifiée pour leur valeur écologique, notamment au titre des Espaces Naturels Sensibles du Département (Les Esclavéoux, Parc Peiresec), mais aussi des espaces de nature qui se diffusent dans le village et les hameaux (oliveraies, boisements et alignements d'arbres, prairie...) et qui assurent ainsi des connexion avec la grande Trame Verte et Bleue du territoire. Un classement en zone naturelle ou des protections au titre

de l'article L.151-23 du code de l'urbanisation ont notamment été retenue. Le reclassement de secteurs d'habitat diffus non propices à la densification en zone naturelle va également dans ce sens.



Extrait de l'orientation 1 du PADD

– La protection de la ressource en eau

La commune de Belgentier est concernée par trois sources d'alimentation en eau potable répondant aux besoins communaux, dont l'une située sur le territoire communal (forage communal de Font de Vin ou de Coste Hubague). Les objectifs de restauration de la qualité de l'eau du Gapeau assignés par le SDAGE témoignent également de la grande sensibilité des milieux aquatiques.

La ressource en eau est devenue un enjeu majeur, et doit être protégée tant en quantité qu'en qualité ; le PADD en fait une action qui repose ainsi sur :

- la protection du captage (objet d'une servitude d'utilité publique) et de l'usine de potabilisation ;
- l'amélioration continue du réseau public d'assainissement et la qualité des dispositifs autonomes afin de limiter les sources de pollution ;
- des mesures de nature à mieux intégrer la gestion des eaux de pluies (maintien d'espaces d'infiltration sur les parcelles notamment) pour limiter le ruissellement sur les espaces artificialisés.



1.1.2 Révéler la qualité paysagère et valoriser les interfaces entre les espaces bâtis et les espaces naturels et agricoles

L'analyse de l'état initial a mis en évidence les sensibilités paysagères liées aux multiples points de vue qui permettent une lecture du territoire à différentes échelles et les interfaces entre l'urbanisation et les espaces naturels.

Deux grandes mesures complémentaires ont ainsi été retenues :

- Le maintien de vues et perspectives sur les grands paysages
- La définition des limites claires à l'urbanisation

La préservation du cadre paysager pour les habitants comme pour ceux qui traversent ou viennent découvrir la commune ne repose pas seulement sur les éléments qui le composent mais aussi sur les perceptions qui sont offertes.

Ce sont ces perceptions que le PLU s'attache à protéger et à mettre en valeur en préservant les vues sur les grands paysages, d'autant qu'elles sont variées.

Tout d'abord, les paysages sont perçus à partir du réseau viaire. La RD 5554, qui traverse le territoire du Nord au Sud, offre des séquences paysagères caractéristiques (ambiances naturelles en lien avec la vallée du Gapeau, les massifs boisés ou encore la barre de Siou Blanc). Sa déviation permettra également d'ouvrir des vues sur le village et le clocher de l'église. Enfin, le réseau de voies et chemins qui maille le territoire propose de nombreux points de vue.

Compte tenu du relief, l'urbanisation peut être très impactante. Souvent visible des points hauts ou des fonds vallées lorsqu'elle s'étire sur les coteaux. Il importe ainsi de marquer les limites de l'urbanisation sur les coteaux encore préservés et de prendre en compte les sensibilités paysagères dans les choix d'aménagement.

La protection de ces perspectives repose en particulier sur la préservation des espaces agricoles et naturels et la limitation de l'urbanisation qui est circonscrite à l'existant.

Le règlement s'attache ainsi à encadrer la constructibilité, en instaurant des hauteurs maximales, des implantations, des emprises au sol maximales ou encore des coefficients d'espaces verts minimaux différents selon les caractéristiques des secteurs et les enjeux paysagers.

Des Espaces Verts Protégés (EVP) assurant la protection d'espaces de respiration dans le tissu bâti complètent ces dispositions.

1.1.3 Protéger et promouvoir les richesses agricoles

L'activité agricole, jadis très présente sur le territoire, a peu à peu perdu de l'importance. Portée notamment par les cultures traditionnelles, particulièrement l'oléiculture, elle a façonné les paysages emblématiques de restanques de la commune. La présence de la coopérative comme la reprise de domaines témoignent toutefois d'un intérêt fort. Si l'agriculture reste fragile face aux phénomènes de déprise agricole, la préservation d'espaces agricole est une nécessité.

Le PLU œuvre pour le maintien et la reconquête de la vocation des terres agricoles sur territoire, et ainsi reconnaître avec force son rôle identitaire, paysager et économique.

Les mesures inscrites dans le PADD et déclinées dans le zonage et le règlement du PLU visent ainsi à donner toutes les garanties pour une agriculture pérenne et respectueuse des paysages et de l'environnement en :

- préservant les espaces agricoles ou à potentiel agricole de tout développement urbain ;
- identifiant de nouveaux espaces pour le développement agricole (reconquête des restanques) ;
- préservant les terres agricoles de façon à favoriser leur reprise, voire leur reconquête (...), en identifiant dans le PLU les espaces dédiés à l'agriculture
- sauvegardant les terres agricoles du mitage et en évitant le phénomène de « cabanisation » ;
- permettant le développement des sièges d'exploitations existants et l'installation de nouvelles exploitations au regard des besoins exprimés par les agriculteurs ;
- favorisant la diversification économique des exploitations pour assurer leur pérennité et répondre aux besoins d'une agriculture de proximité (agrotourisme, vente directe et circuits courts, etc.).

Ainsi, les choix retenus reposent sur une véritable mise en valeur des productions locales, particulièrement adaptée aux circuits courts.

De façon complémentaire, l'identification d'éléments patrimoniaux permettra également de conserver un témoignage de cette histoire agricole au cœur du village et de sensibiliser les habitants (oliveraie, restanque, moulin à huile...).

1.1.4 Favoriser et accompagner la découverte du territoire

L'environnement remarquable de la commune est propice aux activités de loisirs et de découverte.

Le PLU permettra de structurer et d'accompagner la découverte du territoire afin de sensibiliser les habitants et visiteurs à la **richesse paysagère et patrimoniale du territoire en :**

- rendant accessible la vallée du Gapeau tout en respectant le site : Parc Peiresc, acquisitions d'espaces verts dans la vallée du Gapeau, gestion du stationnement, etc. ;
- favorisant les modes doux qui s'appuient sur le réseau de voies et chemins existants (liaison avec les sentiers maillant les massifs boisés notamment). Des aménagements pourront être réalisés afin de les sécuriser, notamment sur la RD554.

1.2 Orientation 2 - Conforter le village dans sa fonction de pôle communal de proximité : une centralité affirmée

Le village de Belgentier a su conserver une réelle dynamique malgré les nuisances induites par le trafic, intense aux heures de pointes, que supporte la RD 554. La question d'un contournement s'est imposée il y a déjà trente ans, et un emplacement réservé est inscrit depuis longtemps dans le document d'urbanisme communal. Cette voie n'est cependant pas programmée à court terme. Or, il est indispensable, tout en anticipant sa réalisation, de mettre en œuvre tous les moyens d'amélioration de la traversée de la commune afin que le village demeure attractif et vivant.

Cette deuxième orientation vise ainsi à conforter la centralité villageoise de Belgentier, en sécurisant sa traversée et en réduisant les nuisances générées par les flux de transit d'une part, et en maintenant et en renforçant le dynamisme du centre-village.

1.2.1 Pacifier la traversée du village : un centre village accessible et agréable

– Améliorer et apaiser la traversée du village

Le centre-ancien s'organise de part et d'autre du Gapeau et de la RD554. Traversé par un important trafic routier. Dans l'attente de la mise en place du contournement, des mesures pourraient être prises pour améliorer la situation actuelle.

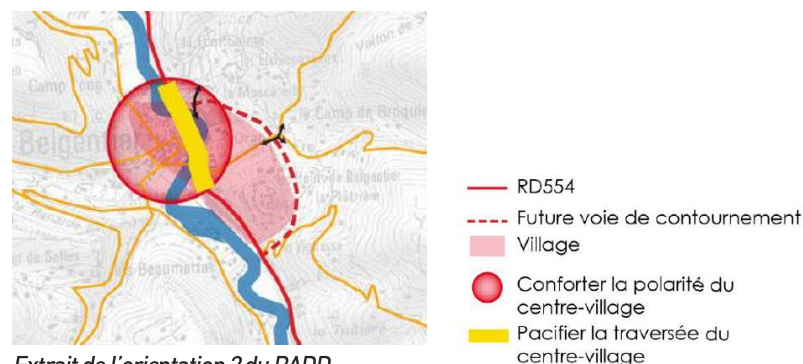
Cet objectif concilie ainsi la mise en valeur du centre ancien et l'amélioration du cadre de vie des habitants en proposant de concevoir le centre village comme un véritable espace partagé entre piétons, cyclistes et automobilistes.

La première mesure consiste à calmer la vitesse des automobilistes en amont des entrées du village pour mieux signifier sa traversée.

La création d'un aménagement, par exemple sur le principe d'une « zone de rencontre », permettra de redonner la primauté aux piétons en facilitant la cohabitation et le respect mutuels des usagers.

Cet apaisement de la traversée du village renforcera alors son attractivité, assurant un sentiment de sécurité accru pour les usagers et donnant davantage l'envie de s'y promener en lien avec les circuits randonnées proches.

Une meilleure accessibilité à pied repose également sur une offre en stationnement suffisante et bien positionnée. Aussi, l'amélioration de l'offre actuelle doit être poursuivie, soit en requalifiant et optimisant les parkings existants, soit en créant de nouvelles aires (place E. Arnaud, secteur Rouveirede, par exemple). Le PLU prévoit des emplacements réservés en ce sens.



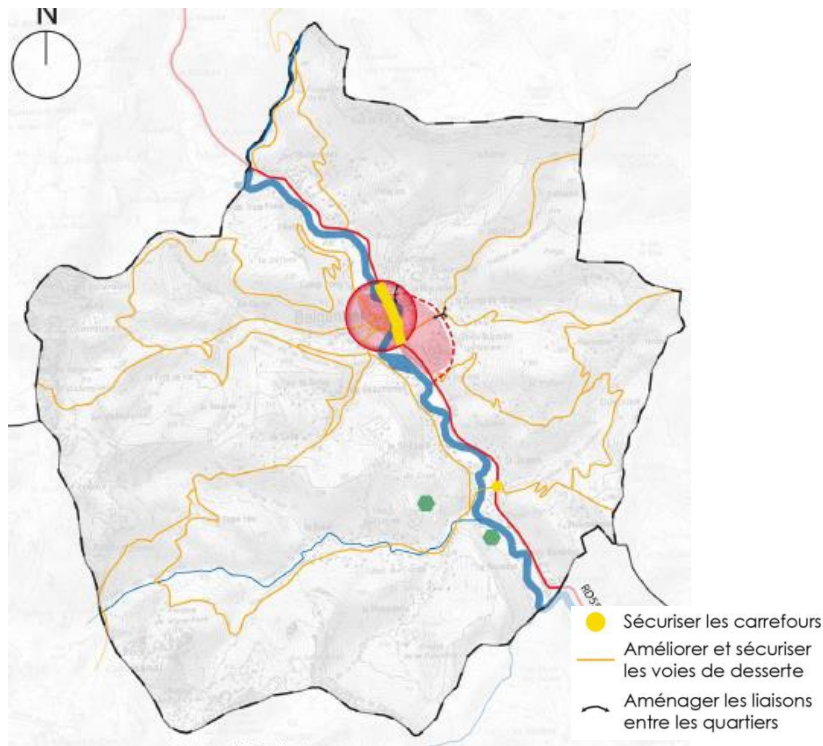
Extrait de l'orientation 2 du PADD



– Améliorer la desserte du territoire et embellir les espaces publics

L'aménité du village repose sur la préservation de son patrimoine. Un programme d'embellissement de ses espaces publics du centre-village de renforcer son identité et son attractivité.

Des secteurs d'habitat se sont développés à partir d'anciens chemins ruraux (La Rouvière, Pétégoux, Ferrantu, etc.) qui n'ont pas toujours été adaptés aux usages qui s'y sont développés. Des emplacements réservés sont donc prévus pour assurer progressivement l'amélioration de ces voies de desserte (élargissement de voies, traitement de carrefours...) et rendre ainsi les déplacements plus aisés et sécurisés. Ces aménagements sont également rendus nécessaires pour améliorer l'accès pour les véhicules de secours (risque incendie) et aménager des liaisons complémentaires (en particulier entre le chemin de Ferrantu et le village).



Extrait de l'orientation 2 du PADD

1.2.2 Renforcer l'animation et l'attractivité du village

Pour que Belgentier conserve sa fonction de pôle communal, le PLU doit assurer le maintien et le confortement des équipements attendus.

– Conforter les activités économiques de proximité

Les structures commerciales des villages sont fragiles. Le passage de la RD 554, si elle crée des nuisances, est aussi un atout. En agissant sur une accessibilité plus confortable et un cadre embelli (objectif précédent), le maintien des commerces et services de proximité est favorisé. Le PLU veille aussi à maintenir les commerces présents en centre-ville, et facilite la création de commerces et services dans le centre village, en synergie avec ceux existants par la reconquête des ruelles du centre historique.

Si la commune ne dispose pas de zone d'activités, le PLU s'attache à pérenniser l'économie présentielle en permettant un artisanat compatible avec la vie des quartiers résidentiels dans lesquels il s'insère. La diversification des activités étant en effet l'une des clefs de l'ancrage de l'économie locale.

– Poursuivre l'amélioration des équipements publics

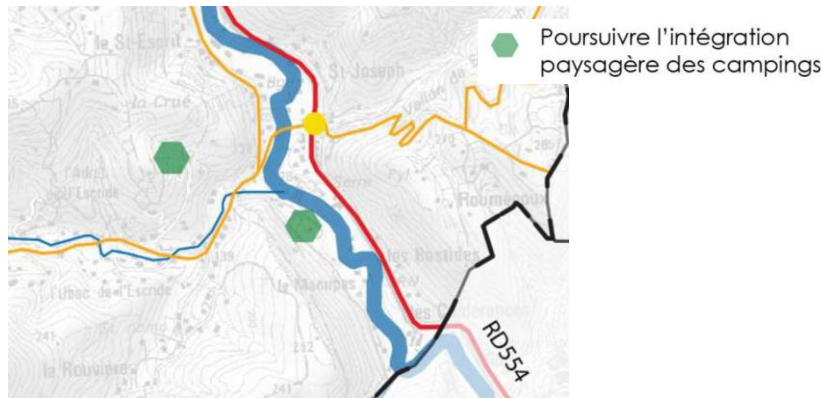
La commune est dotée d'équipements répondant aux besoins actuels de la population (école, équipement culturel, administratifs... La croissance démographique projetée contribuera, par un renouvellement et un rajeunissement de la population, à la stabilité des équipements existants. Toutefois, l'évolution démographique, même si la croissance démographique souhaitée est raisonnable, est susceptible d'engendrer de nouveaux besoins (accueil de familles avec enfants, vieillissement de la population...). Aussi, les nouveaux besoins qui pourraient émerger ont été anticipés et identifiés (aménagement d'une salle omnisports, réorganisation du terrain de sport, extension de l'école...). Des emplacements réservés ont été prévus lorsque des acquisitions foncières s'imposent.

– Renforcer l'attractivité touristique de Belgentier

L'économie touristique, bien qu'elle reste confidentielle, contribue à l'animation du territoire. Le territoire recèle de nombreux atouts que l'orientation 1 vise à préserver et à mettre en valeur.

Il ne s'agit pas de développer des structures touristiques hors d'échelle mais de maintenir une dynamique locale qui repose sur :

- un hébergement touristique de qualité (résidences secondaires, chambres d'hôtes, ...) qui permette la valorisation du bâti existant ;
- le maintien des deux campings en veillant à ce qu'ils conservent leur caractère « naturel » et en s'assurant que les aménagements garantissent leur insertion paysagère (une bande paysagère est notamment inscrite dans le règlement).



Extrait de l'orientation 2 du PADD

1.3 Orientation 3 - Préserver et promouvoir la qualité du cadre de vie : une identité rurale assumée

Le cadre paysager de la commune et sa desserte par la RD 554 qui la rapproche des bassins d'emplois toulonnais et hyérois notamment en font une commune résidentielle attractive. Au cours des quatre dernières décennies, la population a ainsi été multipliée par plus de 4 et l'urbanisation s'est étendue dans les vallons. Elus et habitants souhaitent conserver l'identité villageoise et rurale de la commune, ce qui implique une maîtrise de la croissance démographique. Le PADD met ainsi l'accent sur la protection et la valorisation du cadre de vie des belgentierois, qui se caractérise par sa ruralité.

1.3.1 Maitriser et organiser le développement urbain

- Maitriser la croissance démographique et bien accueillir les nouveaux habitants

Après avoir connu une croissance démographique élevée entre 2006 et 2011 (+2,2%/ an, soit +258 habitants), les tendances plus récentes montrent un ralentissement.

L'analyse des perspectives de développement réalisée à l'issue du diagnostic a étudié trois scénarios :

- le 1^{er} scénario 1 est l'évolution tendancielle observée entre 1999 et 2011. La poursuite d'une croissance de l'ordre de +2,9%/an, la population communale dépasserait 3 7050 habitants à l'horizon 10 ans, ce qui nécessiterait la réalisation de 450 nouveaux logements ;
- le scénario 2 est une croissance légèrement ralentie mais qui reste forte à +1,4%/an : la population communale se atteindrait 3 000 habitants à l'horizon 10 ans, impliquant la réalisation de 200 nouveaux logements ;
- le scénario 3 propose une croissance démographique maîtrisée à +0,60%/an, portant la population communale à environ un peu moins de 2 700 habitants et nécessitant la réalisation d'une centaine de logements.

	Population sans doubles comptes	Population	Taux variation annuel	Population estimée	Population projetée à horizon	Accroissement estimé entre 2015-2026 (en nombre d'habitants)	Besoins en logement pour l'accueil de la croissance démographique	Besoins en logements pour la diminution de la taille des ménages	Besoins en logements à l'horizon 2026
	1999	2011		2015	2026				
scénario 1 - Tendanciel	1 724	2 438	2,9	2 737	3 760	1 023	427	25	452
Scénario 2 - croissance forte	1 724	2 438	1,4	2 577	3 003	426	178	24	201
scénario 3 - croissance faible	1 724	2 438	0,6	2 497	2 667	170	71	23	94

Rappel des scénarios étudiés

Ainsi, afin de préserver les équilibres actuels et de conserver à Belgentier son caractère villageois, le PLU vise à modérer la croissance démographique : le scénario 3 a ainsi été retenu. Une croissance démographique de l'ordre de 0,6% par an permettra à la commune de continuer à accueillir de nouveaux habitants et à répondre leurs besoins dans un esprit de continuité, et de cohérence avec le



niveau d'équipements actuel et attendu notamment. La commune s'est ainsi fixé pour objectif de ne pas dépasser le seuil de 2 700 habitants à l'horizon 10 ans.

Le nombre de logements nécessaires pour accompagner cette croissance démographique est de l'ordre d'une centaine de nouveaux logements :

- un quart des logements à produire servira à compenser les évolutions du parc existants et le desserrement des ménages ;
- trois quart de ces nouveaux logements contribueront à l'accueil des habitants supplémentaires.

– Des objectifs de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Au titre des lois SRU et Grenelle, le PADD fixe les objectifs qualitatifs et quantitatifs de modération de la consommation foncière :

- des objectifs quantitatifs, visant à adapter le potentiel des réserves foncières aux besoins identifiés : une moindre consommation d'espace et des capacités d'accueil adaptées ;
- des objectifs qualitatifs, visant à préciser les modalités de mise en œuvre des précédentes orientations: un coup d'arrêt à l'étalement urbain.

Les objectifs qualitatifs sont exprimés au regard du projet de territoire exprimé par les orientations générales du PADD reposent sur :

- l'optimisation des espaces déjà urbanisés et du potentiel de greffes urbaines des nouvelles opérations ;
- la réduction de la consommation d'espace hors de l'enveloppe urbaine.

La volonté d'une croissance démographique maîtrisée et ralentie par rapport aux dernières décennies et les choix retenus en termes d'organisation urbaine visent ainsi une consommation modérée d'espace pour la prochaine décennie.

Le PLU prévoit ainsi une production raisonnée de logements qui seront regroupés dans l'enveloppe urbaine du village et des principaux hameaux, afin d'économiser les espaces agricoles et naturels de la commune. Pour ce faire, le PLU met en place des règles d'implantation adaptées, des orientations d'aménagement et de programmation, et une quantité d'espaces disponibles cohérente avec les besoins estimés.

Le PLU priorise ainsi le développement de la commune non pas en extension de l'urbanisation mais par optimisation des espaces déjà urbanisés :

- un recentrage de l'accueil des nouvelles constructions dans le village en optimisant l'aménagement des espaces libres permette de rechercher le maintien de la compacité du centre-village. Des Orientations d'Aménagement et de Programmation complètent le règlement en définissant les principes d'aménagement des principales réserves foncières pour atteindre cet objectif ;
- des limites urbaines claires sont retenues pour les quartiers et hameaux où l'accueil des nouvelles constructions se réalisera par comblement des dents creuses.

Le PLU de 2006 avait déjà opéré une réduction sensible des zones constructibles par rapport au POS en supprimant de nombreuses zones d'habitat diffus.

Les objectifs quantitatifs de modération de la consommation d'espace dans le cadre du présent PLU poursuivent cette démarche afin de mettre en adéquation les capacités foncières et les objectifs de production de logements.

En premier lieu, le PLU agit, par le biais de son règlement, sur la densification. Ainsi, les règles du PLU évoluent pour permettre une plus grande densité pour les nouvelles constructions. La surface moyenne de terrain consommé par logement passera de 1 600 m² selon les règles du PLU de 2006 à 900 m² selon les choix retenus dans le présent PLU (collectif, groupé et individuel confondu).

En deuxième lieu, les surfaces constructibles disponibles pour l'habitat sont réduites de 50 ha dans le PLU de 2006 à 11,5 ha dans le PLU révisé. Ces nouvelles capacités prennent en compte les phénomènes de rétention foncière. Cela représente une réduction 77%.



1.3.2 Promouvoir un urbanisme durable respectueux du cadre de vie

– Valoriser les ambiances paysagères et intégrer les nouveaux quartiers

L'identité du village repose sur le dialogue permanent entre les grands paysages et le patrimoine bâti qui le jalonne.

Les ambiances rurales sont l'une des composantes du cadre de vie recherché par les habitants et que le PLU se doit de préserver. Cela a conduit notamment aux choix suivants :

- la préservation de la trame verte dans le village et dans les hameaux, notamment l'Escride, afin de concilier l'accueil de nouvelles constructions et le maintien d'un cadre paysager de qualité. Les principaux éléments tels qu'oliveraies, espaces verts, alignements d'arbres, etc. sont protégés. Les coefficients d'espaces verts maintenant des surfaces paysagées en accompagnement des nouvelles constructions y contribue également ;
 - le maintien du caractère rural des voies en étant attentif à la (re)qualification paysagère lors des aménagements (élargissements, sécurisation de carrefours, etc.) ;
 - l'intégration des nouveaux quartiers en favorisant des opérations conciliant compacité et qualité de vie au cœur du village. Des liaisons entre ces quartiers et le centre-village doivent être recherchées, notamment pour les déplacements doux. Le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation vont dans ce sens.
- Promouvoir l'économie d'énergie et le recours aux énergies renouvelables à l'échelle individuelle ou collective, assurer un développement urbain cohérent avec les capacités des réseaux

Les problématiques énergétiques et de réseaux se font prégnantes, à l'articulation entre les problématiques environnementales et les enjeux urbains.

L'amélioration de l'efficacité énergétique du parc logements et des équipements existant permettrait la réduction de ces coûts individuels et collectifs. Le PADD promeut ainsi les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables dans la construction en accompagnant réglementairement une intégration compatible avec le patrimoine et les paysages.

La commune souhaite montrer l'exemple en la matière en poursuivant par exemple les engagements de la Charte de Développement Durable de l'Espace Public.

L'égalité d'accès aux technologies numériques dans un objectif d'égalité d'accès à la culture, à l'information et aux services est également visée à travers cet objectif. Il se traduit notamment la nécessaire amélioration de la desserte du village par le haut débit.

– Protéger et valoriser le patrimoine bâti

Le patrimoine communal constitue le socle identitaire de la commune et participe à la singularisation de la commune au sein d'un territoire plus large. La préservation et la valorisation de ce patrimoine sont les garants de la préservation de l'attractivité résidentielle et touristique dont dispose la commune.

La mise en valeur du centre village passe par sa préservation. Ainsi, le PLU s'attache à protéger le caractère du centre ancien par la définition d'une zone UA et des règles assurant la préservation de la valeur patrimoniale du bâti et des formes urbaines traditionnelles.

L'identification des éléments de patrimoine emblématique (château, bastides...) comme du petit patrimoine (lavoirs, sources, calades, cabanons...) assure une sauvegarde à l'échelle du territoire des marqueurs historiques et culturels qui pourront être mis en valeur dans les itinéraires de découverte.

– Protéger les habitants des risques naturels

Le territoire communal est concerné par des risques naturels : inondation, feux de forêt, cavités... La protection des personnes et des biens face à ces risques est un objectif majeur du document d'urbanisme. Ces risques sont identifiés dans le diagnostic territorial, et pris en compte dans le PADD. Ils conditionnent en grande partie les usages de l'espace.

Certains de ces risques font l'objet d'une mesure de protection intégrée au PLU : tel est le cas notamment du ou de la servitude liées au gazoduc (servitudes d'utilité publique).

Le risque inondation fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Inondation, servitude d'utilité publique annexée au PLU. Des mesures complémentaires sont toutefois retenues dans le PLU, en particulier la mise en place de coefficients d'espaces verts dans chaque zone urbaine ou à urbaniser pour lutter contre l'imperméabilisation des sols et limiter le ruissellement urbain.



L'importante superficie forestière composée en majorité d'essences particulièrement pyrophytes (Pins, Chênes verts) et les conditions climatiques méditerranéennes (sécheresse, Mistral) expliquent la sensibilité de la commune face au *risque incendie*. Le territoire ne fait pas l'objet de Plan de Prévention des Risques. Toutefois, l'importance des surfaces boisées indique cependant la prise en compte dans le PLU de ce risque en évitant les extensions urbaines au plus près des secteurs à risques, en poursuivant l'amélioration du niveau de la défense incendie et en ne favorisant pas l'accueil de nouveaux habitants dans les secteurs mal défendables. Cet objectif a présidé au reclassement de certains secteurs en zones A ou N. Des emplacements réservés et des règles de largeur de voiries ont été définis pour permettre une meilleure accessibilité des véhicules de secours et de lutte contre l'incendie, plus particulièrement dans les secteurs des Blétonèdes, de La Colle, de Tour d'Olivier, Tour de Salles et dans le village.

La volonté de reconquête agricole des restanques permettra également de ménager des coupures agricoles « coupe-feu » en entretenant les espaces situés à l'interface des zones habitées.

Par ailleurs, le présent rapport de présentation informe sur les différents risques présents sur le territoire, qui n'ont pas nécessairement de traduction dans le PLU, et les mesures constructives éventuelles à mettre en œuvre.

La présence de cavités souterraines dans le secteur de la Platrière présente un risque d'effondrement et d'affaissement qui induit son inconstructibilité.

– Protéger les habitants des nuisances

Le principal facteur à l'origine de nuisances et de pollutions, sur le territoire communal, est représenté par la traversée de la RD 554.

La voie entraînant des nuisances liées au bruit et aux vibrations lors des passages de poids-lourds. L'arrêté préfectoral du 7 juin 2000 a établi un classement des voies bruyantes interurbaines et a identifié la RD 554 comme son futur contournement. Le PLU intègre les prescriptions d'isolation acoustiques.



2. JUSTIFICATION DU SCÉNARIO RETENU AU REGARD DES PROBLÉMATIQUES ENVIRONNEMENTALES

1.1 Un choix de développement maîtrisé et durable

L'évaluation environnementale présente plus spécifiquement les choix opérés au niveau du scénario d'aménagement en fonction des seuls enjeux environnementaux.

– Une déclinaison locale des objectifs législatifs

Les travaux menés dans le cadre de la révision générale du PLU de Belgentier ont pour objectifs principal l'intégration des évolutions législatives : loi Grenelle II, loi Duflot, loi ALUR, loi LAAF.

Ainsi, le PLU, outil-cadre de planification et d'aménagement du territoire communal, est défini de manière à répondre aux objectifs essentiels : lutte contre la consommation des espaces et de l'étalement urbain, préservation des ressources naturelles, prise en compte des risques dans le développement communal, amélioration du cadre de vie et du fonctionnement du territoire...etc.

– Un positionnement communal en interface

Située au cœur du bassin de vie Toulonnais, la commune de Belgentier profite d'une situation en interface entre le littoral méditerranéen et l'arrière pays varois. Cette configuration a considérablement contribué à l'essor démographique de la commune avec l'arrivée d'une nouvelle population à la recherche d'un cadre de vie préservé aux confins de deux bassins d'emplois.

Ce positionnement stratégique a renforcé l'attractivité du territoire ; mais il l'a également soumis à de nouvelles et nombreuses pressions pouvant altérer la qualité de ses composantes environnementales.

– Un patrimoine naturel riche et diversifié

La commune est caractérisée par une grande richesse environnementale qui s'accompagne d'une grande fragilité souligné, par ailleurs, par de nombreux outils de protection, tels que les sites du réseau Natura 2000, le classement aux Monuments historiques...etc ; outils qui assurent la préservation et la mise en valeur du capital environnemental exceptionnel et de qualité.

Néanmoins, les pressions anthropiques, en lien avec l'attractivité grandissante de la commune au regard de son positionnement stratégique, s'accroissent au fil des années et menacent les composantes environnementales par la dégradation de certains indicateurs : les écosystèmes, les paysages, le patrimoine, etc.

Ainsi, le cadre et la qualité de vie peuvent être menacés selon les choix effectués. Afin de réduire les incidences, le diagnostic territorial et l'état initial de l'environnement ont permis de mettre en évidence les grands enjeux territoriaux et environnementaux du territoire. Les analyses qui en découlent ont également montré que la seule protection, sans projet de gestion globale ne peut garantir la protection et la pérennisation des espaces où l'enjeu de la fréquentation et la pression urbaine vont s'accroître dans les années à venir.

– Un développement urbain

L'analyse de l'armature urbaine a permis de mettre en évidence les caractéristiques urbaines et sociologiques d'une commune périurbaine : une présence importante de famille avec enfants ou de jeunes couples actifs, un parc résidentiel monotypé, une constante population de propriétaires, un taux de catégories socioprofessionnelles intermédiaires et intellectuelles, une tendance au vieillissement de la population conforme aux tendances nationales.

Cependant, la définition d'un projet de planification et d'aménagement a permis d'encadrer les évolutions passées, où l'étalement urbain et le mitage des espaces naturels et agricoles ont marqué le paysage local. L'enjeu aujourd'hui de la commune est d'enrayer ces tendances et d'assurer un développement local en corrélation avec les composantes environnementales. En ce sens, le projet doit viser une meilleure intégration et corrélation des problématiques environnementales dans le développement urbain et territorial de la commune.

Dès lors face à l'ensemble de ces constats, il apparaît indispensable de renouveler les modes d'aménagement et de développement du territoire en accord avec la législation en vigueur, et plus particulièrement dans le cas de Belgentier avec la protection de l'ensemble des composantes environnementales.



1.2 La prise en compte des enjeux environnementaux dans les grandes orientations du projet communal

Face à ces constats, le projet qui structure le PLU s'articule autour des trois orientations générales déclinées précédemment.

– Orientation 1 – Ménager et valoriser les espaces naturels : Un lien à la nature renouvelé

Afin d'assurer une meilleure intégration des problématiques environnementales, notamment écologiques et patrimoniales, le PLU a fait le choix de répondre aux grands enjeux supra-territoriaux par la définition des objectifs suivants :

- Protéger la richesse patrimoniale des milieux naturels.
- Révéler la qualité paysagère et valoriser les interfaces entre les espaces bâtis et les espaces naturels et agricoles.
- Protéger et promouvoir les richesses agricoles.
- Favoriser et accompagner la découverte du territoire.
-

Par la définition et l'identification de ces quatre objectifs, le PLU assure une meilleure préservation, gestion et mise en valeur de l'environnement. En cela, ils participent pleinement au développement d'un projet régional intégré à l'environnement. En effet, le PLU prend en compte les différents éléments de la Trame Verte et Bleue et les fonctionnalités écologiques internes au territoire communal, mais également les relations avec la dynamique supra-communale (en cohérence avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) PACA).

Certains principes qui en découlent peuvent néanmoins porter atteinte aux composantes environnementales qu'ils s'agissent des risques de dégradation du paysage et des fonctionnalités écologiques par le développement d'une attractivité touristique et de loisirs dans les espaces ou encore une altération quantitative et qualitative de la ressource en eau ou la dégradation de la qualité des sols par le développement des activités agricoles.

Toutefois, ces choix ont été mesurés et quantifiés afin d'en réduire les incidences et d'assurer une pérennité des composantes environnementales ; notamment avec le développement de moyens permettant de **structurer et accompagner la**

découverte du territoire afin de sensibiliser les habitants et les visiteurs de la richesse paysagère et patrimoniale du territoire ou encore en permettant la préservation de terres agricoles résiduels et leur reconquête pouvant assurer le maintien d'un mosaïque paysagère et des zones de chasses des espèces locales.

– Orientation 2 – Conforter le village dans sa fonction de pôle communal de proximité : Une centralité affirmée

Au travers de son PLU, la commune a fait le choix de conforter le village dans sa fonction principale de pôle communal de proximité où les grands objectifs visent à :

- Pacifier la traversée du village pour le rendre accessible et agréable.
- Renforcer l'animation et l'attractivité du village.

Le PADD exprime la volonté politique d'engager une organisation du territoire en termes d'accessibilité, de desserte et d'organisation des transports au sein du territoire communal. Pour ce faire, la commune a fait le choix de repenser l'organisation de sa desserte en s'appuyant sur la promotion des modes actifs et le réinvestissement de ses espaces publics. En cela, elle tend à une meilleure intégration des problématiques liées aux nuisances tout en assurant une mise en valeur de l'ensemble de son patrimoine.

A cela s'ajoute la volonté politique de restructurer et renforcer le développement économique local, autour des commerces et des services, au sein du village. Dans ce but, le PADD s'attache à conforter les activités économiques de proximité et améliorer et adapter les équipements. Le développement de cette dimension économique locale tend à rediriger les flux de déplacements sur les filières courtes par le biais des commerces et services de proximité. En cela, la commune vise à réduire l'usage des transports et indirectement le recours aux énergies fossiles ainsi que les émissions de gaz à effet de serre.

L'objectif en termes de tourisme correspond au développement d'activités récréatives et de tourisms durables et responsables, respectueux de la société et des composantes environnementales. L'essor du tourisme sur la commune passe par le développement d'une offre touristique tel que le développement d'hébergement touristique de qualité, la valorisation du bâti existant permettant alors le développement d'un « tourisme vert » sur la commune, mais également l'insertion paysagère des campings existants. Néanmoins, ce développement économique présente des risques pour les différentes composantes



environnementales comme le risque de dégradation de la biodiversité suite à l'augmentation de la fréquentation (piétinement des espèces, perturbation des écosystèmes, etc.). La commune devra alors assurer un développement équilibré et encadrer des pratiques touristiques.

En ce qui concerne les déplacements d'échelle intercommunale, régionale et nationale, pour l'accès aux pôles d'emploi, pour le tourisme et le transport de marchandises, le PLU n'a pas véritablement de moyen d'action étant donné le décalage d'échelle. L'échelle du SCoT, bien qu'ayant également ses limites, sera plus pertinente dans ce domaine.

– Orientation 3 – Préserver et promouvoir la qualité du cadre de vie Une identité rurale assumée

En réponse à l'orientation de préservation et de promotion de la qualité du cadre de vie, la commune a fait le choix de conserver l'identité «villagoise/rurale», impliquant un ralentissement de la croissance démographique. Les objectifs définis tendent à mettre en place une armature urbaine locale et un maillage qui répondent aux besoins de rééquilibrage territorial, tout en posant les principes d'un urbanisme maîtrisé qui préserve la biodiversité, protège les milieux et les ressources et prend en compte les risques et les nuisances.

- Maîtriser et organiser le développement urbain.
- Promouvoir un urbanisme durable et respectueux du cadre de vie.
- Prendre en compte les risques et les nuisances.

Les objectifs chiffrés de l'évolution urbaine inscrits dans le PADD témoignent de la volonté communale de préserver d'une part les caractéristiques villageoises de la commune, et d'autre part de lutter contre l'étalement urbain et la consommation des espaces en programmant une croissance raisonnée et adaptée à la commune, une densification des espaces résiduels au sein du village et des hameaux, un recentrage de l'accueil des nouvelles constructions dans le village et une définition des limites urbaines claires pour les hameaux. En ce sens, le PLU s'attache à contenir son évolution en priorité au sein des espaces déjà bâtis. Pour cela, les outils de la planification ont été mis en œuvre (Orientation d'Aménagement et de Programmation, Règlement et Zonage du PLU). Ainsi, la commune ancre les bases de son évolution future sur des principes forts permettant la préservation des milieux, des espaces, des espèces et des ressources naturelles dont dispose son territoire.

A cela, il a été fait le choix de définir des principes de dimension qualitative visant à assurer une évolution intégrée au contexte environnemental local : valoriser les ambiances paysagères, intégrer les nouveaux quartiers, promouvoir l'économie d'énergie et le recours aux énergies renouvelables à l'échelle individuelle ou collective, assurer un développement urbain cohérent avec la capacité des réseaux, protéger valoriser le patrimoine bâti. L'amélioration et l'optimisation du fonctionnement territorial assurent à la commune une meilleure prise en compte des problématiques environnementales tant sur le paysage (préservation de l'identité rurale de la commune, intégration optimiser des nouveaux quartiers et nouvelles opérations), le patrimoine (préservation du patrimoine vernaculaire et du patrimoine emblématique), les ressources naturelles (réduction des risques de dégradation de la ressource en eau par des dispositifs d'assainissement défectueux), la biodiversité (maintien d'une trame verte urbaine dans le village) que les nuisances (réduction des émissions lumineuses par le respect des engagements de la Charte de Développement Durable de l'Eclairage Public). En ce sens, ce deuxième objectif assure un développement communal respectant les principes du développement durable en laissant une place de choix à la dimension environnementale.

En dernier lieu, la commune a défini sa politique en matière de gestion et de réduction des risques et des nuisances. Les différentes actions décrites dans le projet et traduites dans les pièces réglementaires assurent une meilleure mise en œuvre de principe de régulation des extensions urbaines et de renforcement urbain dans l'optique d'une urbanisation économe et sécurisée des espaces. Pour cela, la commune a fait le choix d'assurer une plus grande sécurité des biens et des personnes en interdisant l'urbanisation dans des secteurs à risque. Ainsi, elle répond à un double objectif : préserver les populations, mais aussi préserver les composantes naturelles avec par exemple la préservation des champs d'expansion des crues ou encore le développement d'activité agricole comme espace tampon en cas de feux de forêt.



1.3 Synthèse des éléments d'amélioration environnementale du projet

– Des évolutions évaluées et intégrées dans le projet

Les éléments fondateurs du Plan Local d'Urbanisme de Belgentier en matière de développement et aménagement du territoire sont issus d'une intégration ambitieuse des enjeux environnementaux dans les processus décisionnels politiques et techniques.

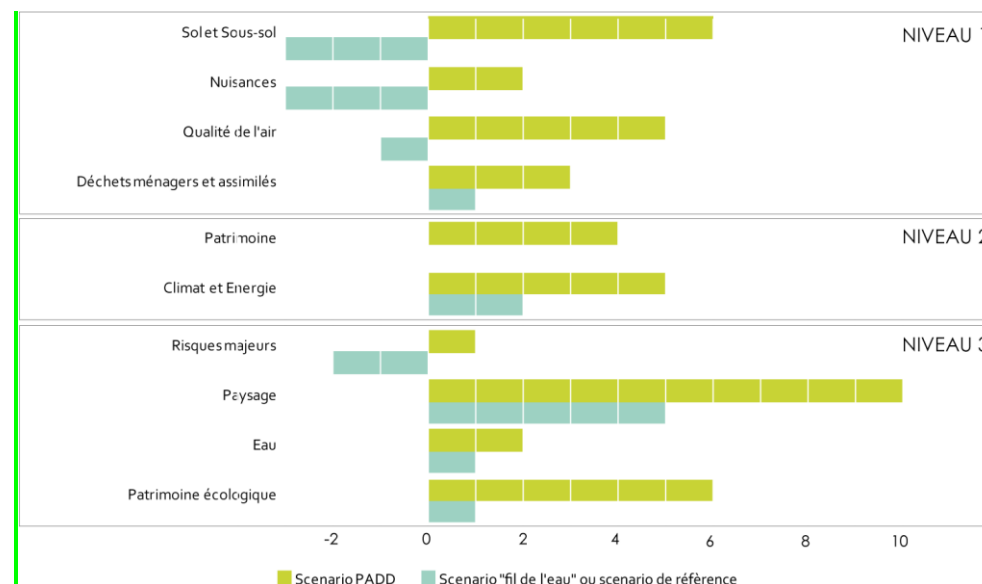
Chaque élément du projet, qu'il s'agisse d'une orientation ou d'un objectif, a été évalué au regard des enjeux environnementaux identifiés dans l'Etat Initial de l'Environnement et des tendances et incidences du scénario de référence. Les processus de choix et de validation technique et politique du projet ont été faits lors de diverses réunions avec autant d'interlocuteurs que possible (comité de pilotage, comité technique, personnes publiques associées et la population locale). Ainsi, chacun a pu prendre conscience des incidences environnementales des propositions identifiées pour construire le PLU, qu'elles soient positives ou négatives.

– Un projet intégré du point de vue de l'environnement

Le travail d'évaluation itératif basé sur le système d'évaluation en continu présenté ci-dessus, permet de garder trace des évolutions entre le scénario de référence (ou « fil de l'eau ») et le projet de PADD.

Le graphique ci-dessous permet de témoigner de cette progression et de la plus-value du projet en matière d'environnement en comparant la prise en compte des différentes composantes environnementales par le projet de PADD et le scénario de référence.

Bien que les notes totales qui en ressortent soient positives, il convient de rappeler que le projet communal présente des incidences négatives. Toutefois, le solde des différentes incidences apparaît largement positif.



Analyse croisée de la prise en compte des enjeux environnementaux par le projet et le scénario de référence.

Source : G2C territoires

Les incidences du projet vis-à-vis de l'environnement actuel sont présentées et détaillées présentées dans le chapitre relatif à l'évaluation environnementale du rapport, dans la partie intitulée « Analyse des incidences prévisibles ». Elles présentent dans le détail l'analyse des incidences du projet sur l'état initial de l'environnement, même si, au final, le PLU garantit une prise en compte optimale des enjeux environnementaux. En cela, il devrait préserver et améliorer la situation environnementale du territoire communal dans son ensemble pour les thématiques qu'il traite dans son contenu et les prérogatives qui sont les siennes, à savoir la planification urbaine.

→ Voir Chapitre « Analyse des incidences prévisibles »



3. LES MOTIFS DE LA DÉLIMITATION DES ZONES, DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRE ET DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le PLU de Belgentier affiche une ambition forte de maîtrise de sa capacité de renouvellement et de développement urbain tout en assurant la préservation des espaces agricoles et naturels.

Cette volonté se traduit dans les nouvelles délimitations du zonage du PLU, et ce de manière concrète par la réduction sensible de ses zones constructibles, la préservation des qualités paysagères, la prévision des besoins en équipements, la prévention des risques naturels, la valorisation d'éléments forts du patrimoine local, et la protection de ses espaces agricoles et naturels.

D'une manière générale, le nouveau zonage actualise de manière profonde et significative les délimitations qui figuraient dans le PLU pour répondre aux objectifs mis en évidence dans les chapitres précédents et tenir également compte des évolutions du Code de l'Urbanisme.

3.1 Les fondement du zonage et du règlement

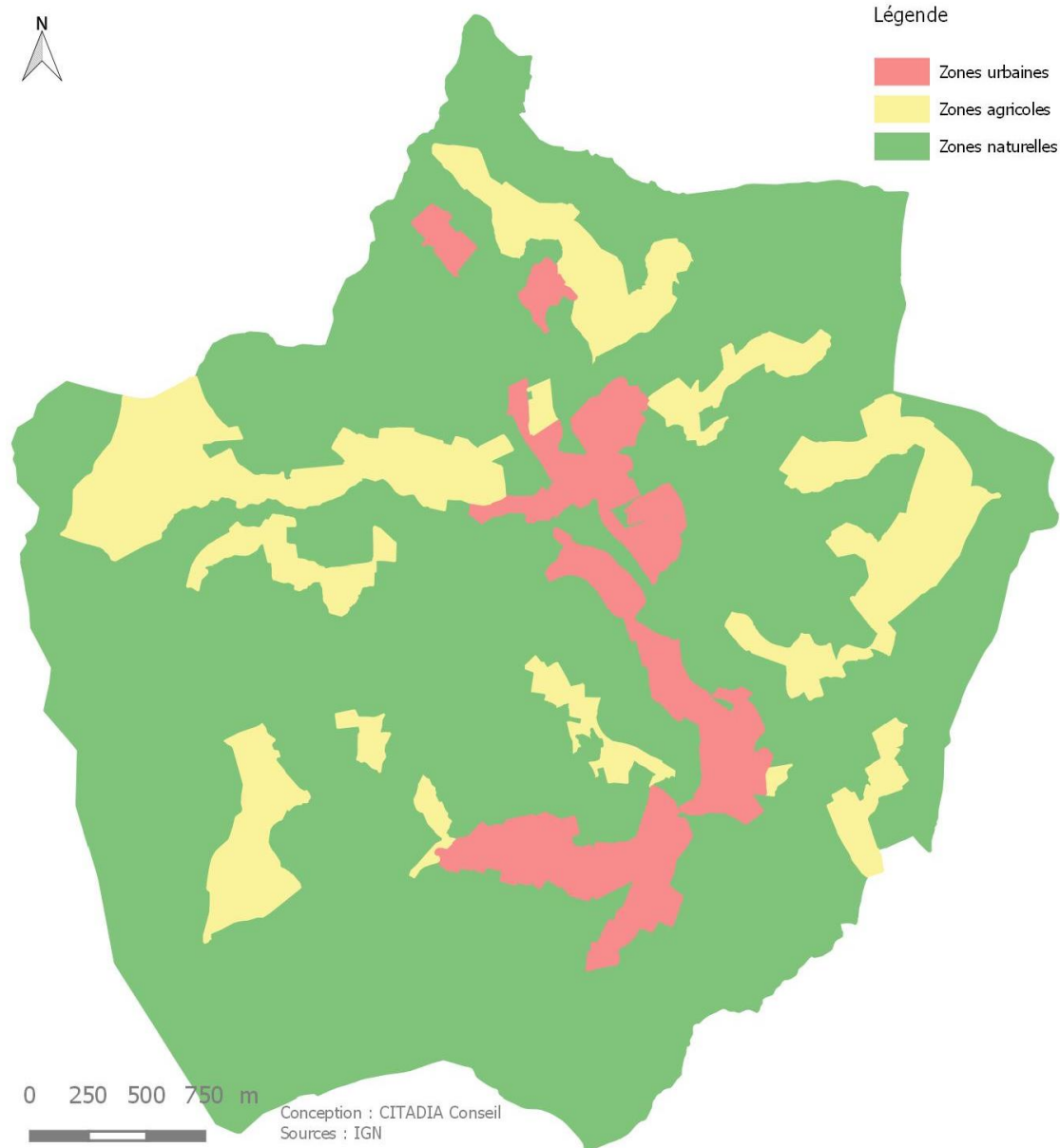
La révision du Plan Local d'Urbanisme ayant été prescrite avant l'entrée en vigueur au 1er janvier 2016 du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, celle-ci n'est pas intégralement concernée par la recodification du Code de l'urbanisme. Au titre de l'article 12 du décret précité, les dispositions des articles R123-1 à R123-14 demeurent applicables dans leur écriture préalable au 1er janvier 2016.

3.1.1 Le zonage

En cohérence avec les objectifs et les options décrites dans ce rapport de présentation, le Plan Local d'Urbanisme découpe le territoire de Belgentier en trois grands types de zones :

- **les zones urbaines (U)** correspondent à des secteurs déjà urbanisés où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ;
- **les zones agricoles (A)** correspondent aux secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ;
- **les zones naturelles et forestières (N)** correspondent aux secteurs à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt d'un point de vue esthétique, historique, écologique, soit de la présence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Le PLU ne comprend plus de zones à urbaniser, compte tenu du choix de conforter l'urbanisation à l'intérieur des zones urbaines.



Zonage simplifié du PLU révisé



3.1.2 Le règlement

Chaque zone est soumise à des règles propres conformes aux objectifs d'aménagement. A chacune d'entre elles, correspond un règlement de 14 articles qui définit les règles d'occupation du sol.

Pour mémoire : la loi ALUR ayant supprimée la possibilité de fixer une superficie minimale de terrain et un coefficient d'occupation du sol, les articles 5 et 14 du règlement sont sans objet.

– La destination générale des sols (Art. 1 et 2)

L'article 1 fixe les occupations et utilisations du sol interdites.

Pour assurer le bon fonctionnement du territoire, organiser de façon rationnelle l'espace, le règlement définit les occupations et utilisations du sol qui ne peuvent être admises dans certaines zones.

L'article 2 indique celles qui sont autorisées sous conditions particulières. Ces conditions particulières sont fondées sur certains critères, notamment :

- risques ;
- nuisances ;
- préservation du patrimoine ;
- critères urbanistiques.

Dès lors qu'une occupation ou une utilisation du sol ne figure ni à l'article 1, ni à l'article 2, elle est admise dans la zone concernée.

– Les conditions de desserte des terrains par les équipements (Art. 3, 4 et 16)

L'organisation du maillage de voiries et les accès : L'article 3 fixe les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées. L'objectif est d'assurer une bonne accessibilité des espaces à construire par un réseau de voirie suffisamment dimensionné, répondant aux besoins de la zone à desservir en termes de capacité et participant à un maillage de voie assurant une bonne desserte de l'ensemble des quartiers.

Dans le cas où ils sont réalisés, les accès sur le terrain d'assiette de l'opération sont uniquement réglementés pour l'automobile. La configuration des accès doit répondre aux impératifs en termes de sécurité et dans certains cas à un objectif de gestion du paysage urbain et de traitement architectural.

La desserte en réseaux : l'article 4 fixe les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement et l'article 16 fixe les obligations en matière d'infrastructure et réseaux de communications électronique.

– La morphologie du bâti (Art. 6, 7, 8, 9 et 10)

Les articles 6, 7 et 8 définissent les règles d'implantation des constructions sur la parcelle :

- le premier par rapport aux voies et aux emprises publiques (implantations en recul ou à l'alignement).
- le deuxième par rapport aux limites séparatives (implantations en ordre continu, semi-continu ou discontinu, marges de fond de parcelle). Le terme de "limites séparatives" est employé pour désigner les limites du terrain autres que la (ou les) façade(s) sur voie.
- le troisième régit l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même unité foncière.

Les articles 9 et 10 définissent l'emprise au sol et la hauteur maximale de la construction. C'est à partir du cumul de ces deux règles qu'est défini le volume d'enveloppe à l'intérieur duquel la construction doit s'inscrire.

Zoom sur les emprises au sol des constructions de Belgentier

Dans les zones urbaines et à urbaniser, le coefficient d'emprise au sol a pour objectif d'accompagner les différentes densités.

Analyse des Emprises au sol existantes

Pour les définir dans les différentes zones, les coefficients d'emprise au sol réelle ont été analysés à partir des données cadastrales. Le rapport entre les emprises bâties des constructions et leurs unités foncières de référence ont permis de mettre en exergue une gradation progressive des densités. Le PLU s'est attaché à



être cohérent avec les densités existantes ou attendues selon les caractéristiques des formes urbaines de ces zones.

L'analyse des densités observées permet ainsi de mettre en évidence les problématiques auxquelles la commune est confrontée.

Les densités doivent être adaptées à la typologie de chacun des secteurs et s'effectuer dans des conditions de développement pérenne, notamment en termes d'intégration urbaine et paysagère.

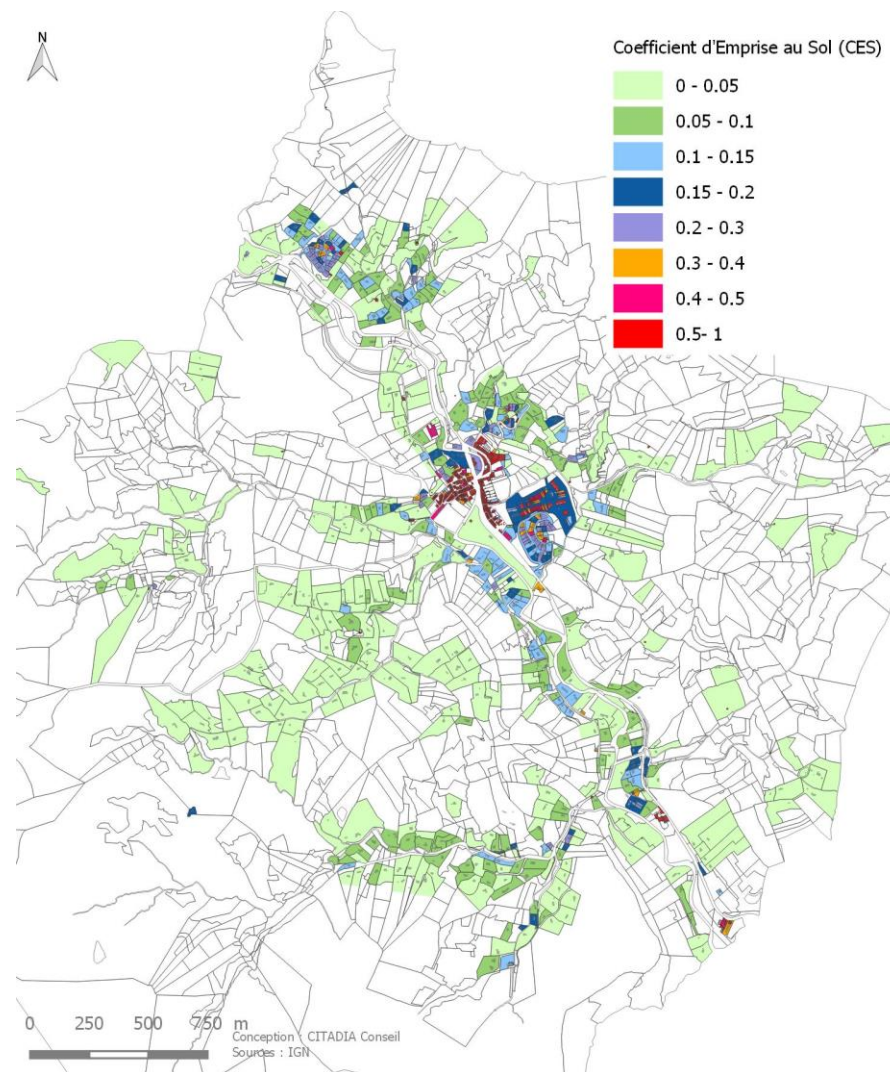
L'analyse des coefficients d'emprise au sol sur le territoire de Belgentier met en évidence un tissu urbain contrasté :

- les densités les plus élevées correspondent au centre village et ses extensions (lotissement des Hauts de Belgentier, ZAC de la Muscatelle), où le bâti occupe souvent plus de 50 % de la superficie des parcelles, voire la totalité de la parcelle dans le centre historique,
- Dans les hameaux et quartiers, les densités diminuent et se situent autour de 10% à 15% de la parcelle, ponctuellement plus ;
- dans les quartiers éloignés de centre village et dans les zones d'habitat plus diffus, le bâti occupent généralement moins de 10% de la superficie des parcelles.

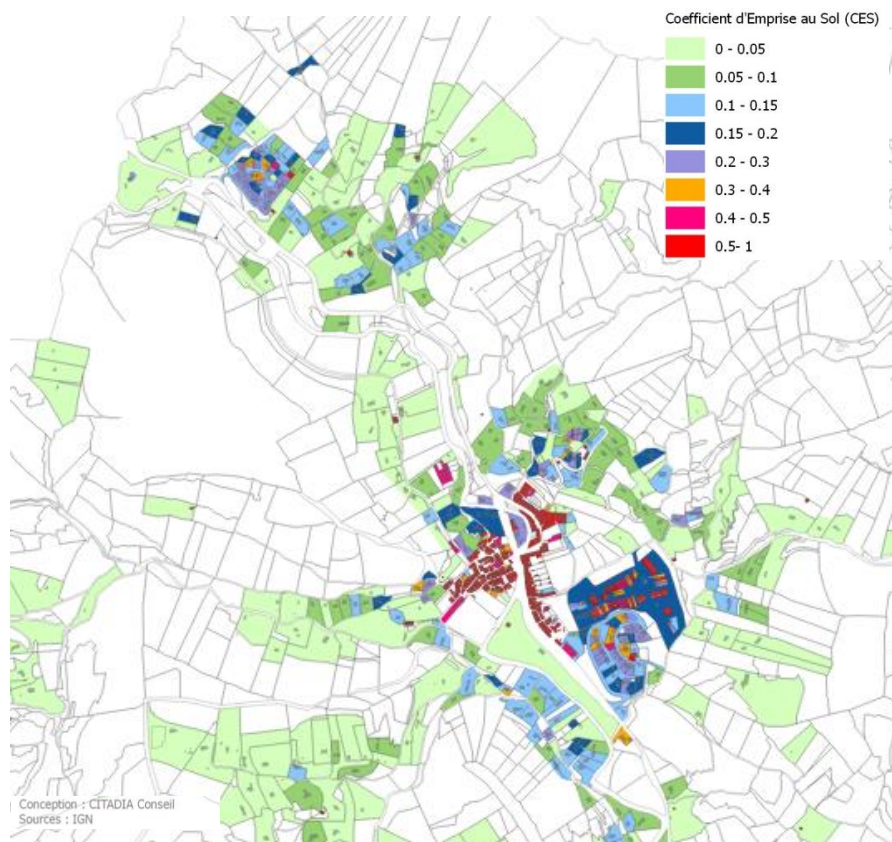
Ainsi, le territoire est concerné par des possibilités de densification non organisées, par divisions parcellaires. Le potentiel de densification est donc à accompagner selon les secteurs.

Définition de l'emprise au sol

En parallèle de cette analyse des emprises au sol existantes, le PLU s'attache à définir la manière dont l'emprise au sol doit être considérée dans les zones urbaines du PLU où cette disposition. Une définition claire et illustrée est donnée afin que chaque pétitionnaire puisse évaluer l'emprise au sol maximale possible sur son unité foncière.



Coefficients d'Occupation du Sol (CES)



Coefficients d'Occupation du Sol (CES)



Coefficients d'Occupation du Sol (CES)



– Les règles qualitatives des constructions et des vides (Art. 11, 13 et 15)

L'article 11 régit l'aspect extérieur des constructions dans un souci d'intégration des bâtiments nouveaux à l'environnement urbain ou naturel ou d'un respect de la modénature et des éléments de composition pour l'existant dans le cas d'extensions ou de modifications. Il peut aussi donner des prescriptions pour l'aménagement des abords des constructions, notamment en ce qui concerne les clôtures.

Les prescriptions réglementaires sont adaptées en fonction des secteurs concernés suivant qu'il s'agit de quartiers à caractère historique ou de quartiers plus récents.

L'article 13 définit les prescriptions concernant le traitement des espaces libres et des plantations. Il s'agit en l'occurrence de mettre l'accent sur le traitement qualitatif des espaces résidentiels qui participent au cadre de vie des habitants ou bien à la valorisation des zones économiques. C'est pourquoi un pourcentage d'espaces libres de toute occupation et en pleine terre, excluant toute occupation bâtie en sous-sol, est préconisé afin de garantir la présence du végétal et d'éviter de minéraliser et d'imperméabiliser la totalité de la parcelle.

Ce pourcentage est cependant modulé en fonction de la trame parcellaire et des caractéristiques du paysage.

L'article 15 fixe les obligations en matière de performance énergétique et environnementales imposées aux constructions.

– Les règles de stationnement (Art. 12)

L'article 12 fixe des normes de stationnement en fonction de la nature et de l'importance de la construction, selon la zone.

3.2 Les choix retenus pour les dispositions générales

Les dispositions générales du règlement sont composées d'articles applicables à toutes les zones du territoire communal (sauf dispositions contraires). Ces articles précisent les modalités d'application du règlement et des règles propres à chaque zone ou chaque élément graphique. Certains articles ont une portée de rappel (dispositions liées au PLU) ou pédagogique.

3.2.1- Rappels réglementaires

Il est rappelé en préambule que le Plan Local d'Urbanisme ayant été prescrit avant l'entrée en vigueur au 1er janvier 2016 du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, celui-ci n'est pas intégralement concerné par la recodification du Code de l'urbanisme. Au titre de l'article 12 du décret précité, les dispositions des articles R123-1 à R123-14 demeurent applicables dans leur écriture préalable au 1er janvier 2016.

Les références aux articles sont donc celles du Code de l'Urbanisme applicables depuis le 1er janvier 2016 à l'exception des articles R123-1 à R123-14.

Les articles DG1, DG2 et DG3 des dispositions générales rappellent que le PLU s'applique sur l'ensemble du territoire communal et décline les différentes zones et secteurs ainsi que les éléments graphiques retenus.

Les réglementations particulières encadrées par le code de l'urbanisme sont rappelées : en matière d'adaptations mineures (article DG4), de reconstruction des bâtiments démolis ou sinistrés (article DG6), de lotissement (article DG9).

Des dispositions sont également prévues par l'article DG11 pour les constructions, installations ou ouvrages nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : les dispositions prévues dans les articles 3 à 13 des différentes zones peuvent être assouplies pour faciliter la réalisation des équipements publics



qui répondent à des contraintes techniques et/ou d'accueil spécifiques et diversifiées en fonction de leur objet.

Enfin, un **lexique en titre II du règlement** est proposé pour faciliter sa compréhension et clarifier l'application des règles.

3.2.2 Les choix en matière de prise en compte des risques et des nuisances

Dans les secteurs concernés par un risque, tout projet d'occupation ou d'utilisation du sol, toute demande d'autorisation ou de travaux peuvent être refusés ou n'être que partiellement acceptés si leur prise en compte n'est pas respectée.

Le territoire de Belgentier est soumis à différents risques et nuisances dont l'**article DG5** rappelle ou précise les règles spécifiques.

– Le risque inondation

Le Plan de Prévention des Risques Inondations de la vallée du Gapeau est en cours d'élaboration. Certaines de ses dispositions font l'objet d'une application anticipée par arrêté préfectoral du 30 mai 2016.

Ce document constitue une servitude d'utilité publique qui s'applique nonobstant les dispositions d'urbanisme du PLU.

Ainsi, lorsqu'un terrain se trouve situé dans l'une des zones du PPRI, les dispositions qui s'appliquent sont celles de la zone du PLU augmentées des prescriptions du PPRI. Le PPRI comprend 3 grands types de zones en fonction de l'intensité des aléas et des enjeux identifiés.

Les zones les plus sensibles sont celles de la vallée du Gapeau identifiée par des zones rouges (inconstructibles) et bleues (constructibles sous conditions). Une zone basse hydrographique, dans laquelle les projets de constructions devront être précédées d'une étude hydraulique afin de préciser le risqué et sa prise en compte, est également identifiée.

Le périmètre des zones rouges et bleues du PPRI sont reportées à titre d'information sur le plan de zonage du PLU.

– Le risque de crue torrentielle

Des marges de reculs le long des canaux et vallons sont précisées à l'article 7 de chaque zone afin de préserver les axes drainant de la commune et de limiter ainsi le risques liés aux crues torrentielles.

– L'aléa retrait-gonflement des argiles

Le Porteur à Connaissance de l'Etat identifie un aléa retrait-gonflement des sols argileux faible ou moyen sur certains secteurs sur la commune.

Ce document fixe les principes (consultation de l'étude BRGM, étude géotechnique et dispositifs constructifs le cas échéant...), pour la prise en compte du risque naturel mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. Il sont rappelés dans le PLU.

– Le risque sismique

Une nouvelle classification est entrée en vigueur en mai 2011. Belgentier se situe dans la zone de sismicité 2 (faible, sur une échelle de 1 à 5). Il n'y a donc aucune exigence réglementaire à prendre en compte dans la conception des hangars et des maisons individuelles. Seules les structures de catégorie III et IV devront respecter la norme Eurocode 8.

– Les voies bruyantes

Les bâtiments édifiés dans les secteurs exposés aux bruits des transports terrestres sont soumis à des normes d'isolement acoustique. La commune est concernée par le classement à l'égard du bruit de la RD 554 et du futur contournement du village. Les secteurs affectés et les prescriptions d'isolement acoustique sont annexé au PLU.



3.2.3 Les choix en matière de protection du patrimoine urbain, architectural, paysager et naturel

L'article DG7 énonce les règles en faveur de la protection et de la mise en valeur des patrimoines bâtis et naturels de la commune.

En premier lieu est rappelée la protection du patrimoine archéologique et les démarches à effectuer en cas de découvertes de vestiges.

Le Château de Peiresc et l'église Notre-Dame sont inscrits à l'inventaire des Monuments Historiques. Afin de compléter la protection et la mise en valeur des patrimoines, qui constitue un objectif du PADD, le PLU institue des mesures complémentaires **au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du Code de l'Urbanisme** identifiant à la fois, des éléments du patrimoine bâti et du patrimoine paysager et naturel à préserver.

Tous travaux ayant pour effet de détruire ou modifier un élément de patrimoine identifié en application du Code de l'urbanisme et non soumis à un régime d'autorisation, doivent faire l'objet d'une autorisation préalable, conformément au Code de l'urbanisme.

Le PLU protège ainsi le patrimoine bâti communal identitaire :

- 13 bâtiments remarquables (château, chapelle, bastides et maisons rurales, moulin...);
- 17 éléments de patrimoine vernaculaire (cabanons et lavoirs);
- les calades empierrées;
- les canaux d'arrosage.




Le PLU protège également à ce titre le patrimoine paysager et naturel qui participe des ambiances paysagères de la commune et/ou de la trame verte inscrite dans le PADD :



- 4 arbres remarquables et alignements d'arbres ;
- 2 espaces paysagers témoignant de l'histoire agricole de la commune à proximité du centre-village (restanque, oliveraie). Une chênaie verte présentant un intérêt écologique est également identifiée (maintien de la chênaie, entretien permettant d'éviter la prolifération de pins) ;
- des espaces verts protégés au sein des zones urbaines (jardins, prairies,...)
- 4 sources.

L'article DG8 complète le dispositif de protection du patrimoine bâti en identifiant des bâtiments situés en zone naturelle. S'agissant de bâtiments d'intérêt patrimonial et protégés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme, et afin de favoriser leur remise en état et leur sauvegarde, ces bâtiments, dont certains sont dégradés, pourront être réhabilités et changer de destination en application de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme (habitation, logement touristique...). Ces changements de destination restent toutefois soumis à l'avis de la Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers au moment du permis de construire.




Enfin, il est rappelé également par l'article DG9 que la commune participe à la réalisation de la trame verte et bleue identifiée par le PADD par la protection des massifs boisés et des espaces agricoles (zones naturelles et agricoles) et la protection des espaces boisés classés et des éléments paysagers décrits précédemment.




Bâtiments Protégés

N°	Description
1	Le château et sa Tour Grand rue – Village Château de la 1 ^{ère} moitié du XVII ^{ème} siècle. Grande bastide provençale classique. 
2	Ancienne chapelle Chemin de Camp Long – Village Ancienne chapelle transformée en habitation. 
3	Maison rurale Place de la République – Village Maison de village. Soubassement en pierre de taille. Corniches et encadrements moulurés, encadrement de porte sculpté. Toiture tuiles canal et génoise. 

N°	Description
4	Maison rurale Rue des Jardins – Village Maison de village. encadrement de porte sculpté. Toiture tuiles canal et génoise. 
5	Maison rurale Rue du Rayol – Village Toiture tuiles canal et génoise. Angle arrondi. Ouvertures cintrées. Encadrement de porte en pierre. 



N°	Description	
6	Immeuble abritant la Poste Rue de Cuers Toiture tuiles canal et génoise. Corniche moulurée. Ouverture cintrées en rez-de-chaussée.	
7	Ancien relais de poste Av. du 8 mai 1945 Corniche en génoise sur façade et pignon. Encadrements de fenêtre du 1 ^{er} étage mouluré. Corniche d'attique peinte. Deux ouvertures latérales cintrées (porches).	
8	Bastide et ancien moulin Chemin de Camp Long – Draigniers Ancienne bastide et ancien moulin en pierre, architecture rurale provençale.	

N°	Description	
9	Ancien corps de ferme et dépendance La Vignasse – RD 554 Ancienne bastide en pierre, architecture rurale provençale. Toiture en tuile canal, génoise à 3 rangs.	
10	Bastide et dépendances Saint-Joseph Ancienne bastide en pierre, architecture rurale provençale. Toiture en tuile canal, génoise à 2 rangs.	
11	Bastides et dépendances La Bastide – RD 554 Ancienne bastide en pierre, architecture rurale provençale.	



N°	Description
12	Bastides et dépendances Les Conférences – RD 554 Ancienne bastide en pierre, architecture rurale provençale.
13	Moulin à huile Village Ancien moulin à huile, cave voutée.



Cabanons agricoles




N°	Localisation	Description
A	Les Lèbres	Anciens cabanons agricoles traditionnels en pierres. Toitures à 1 ou 2 pentes, couvertes en tuiles canal avec parfois des génoises.
B	Chemin des Lèbres – Les Lèbres	
C	Les Costes	
D	Les Costes	
E	Les Costes	
F	Vallon de Valbelle – Le Beaumas	
G	Saint-Michel	
H	Chemin de Belgentier à Trueby – Saint-Michel	
I	Chemin de Belgentier à Trueby – Saint-Michel	
J	Chemin de Belgentier à Trueby – Saint-Michel	
K	Vallon du Puy – Le Puy	
L	Chemin de Belgentier à Gineston – La Tuilière	


Cabanons – Les Coste (C et D)

Cabanons – Saint-Michel (I)

Cabanons – La Tuilière (I)

Lavoirs

N°	Description
1	Lavoir Vallon de Pont-Peyrin 
2	Lavoir Rue de Cuers 
3	Lavoir Rue du Rayol 

N°	Description
4	Lavoir Avenue Louis Arnaud 



3.3 Les choix en matière de zone urbaines

Rappel de l'article R.123-5 du Code de l'Urbanisme

«Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter».

Conformément à cette définition, ont été classés en zone urbaine l'ensemble des quartiers bâtis présentant des densités minimales suffisantes (établi en fonction de la proximité des constructions les unes avec les autres, de l'emprise au sol observée...) et du nombre de constructions existantes.

Les zones urbaines se déclinent ainsi :

- la **zone UA** correspond aux parties urbanisées anciennes. Elle identifie ainsi le centre-village et comprend un **secteur UAa** à l'Est du centre-village et un **secteur UAp** prenant en compte l'enjeu patrimonial de l'église ;
- la **zone UB** correspond aux quartiers d'habitat, extensions urbaines en périphérie du centre-ville. Cette zone comprend deux secteurs UBa et UBb ;
- la **zone UM** correspond à la ZAC de la Muscatelle.

En fonction de la desserte par les réseaux (voies, eau potable, assainissement) et de l'intérêt paysager de chacun des secteurs, des règles d'implantation et de densités spécifiques ont été définies.

Dans les zones urbaines, le choix des coefficients d'emprise au sol, prospects, coefficient d'espaces verts, etc. résulte d'une volonté de répondre à l'objectif de concilier développement résidentiel et impératif de protection des paysages du PADD.

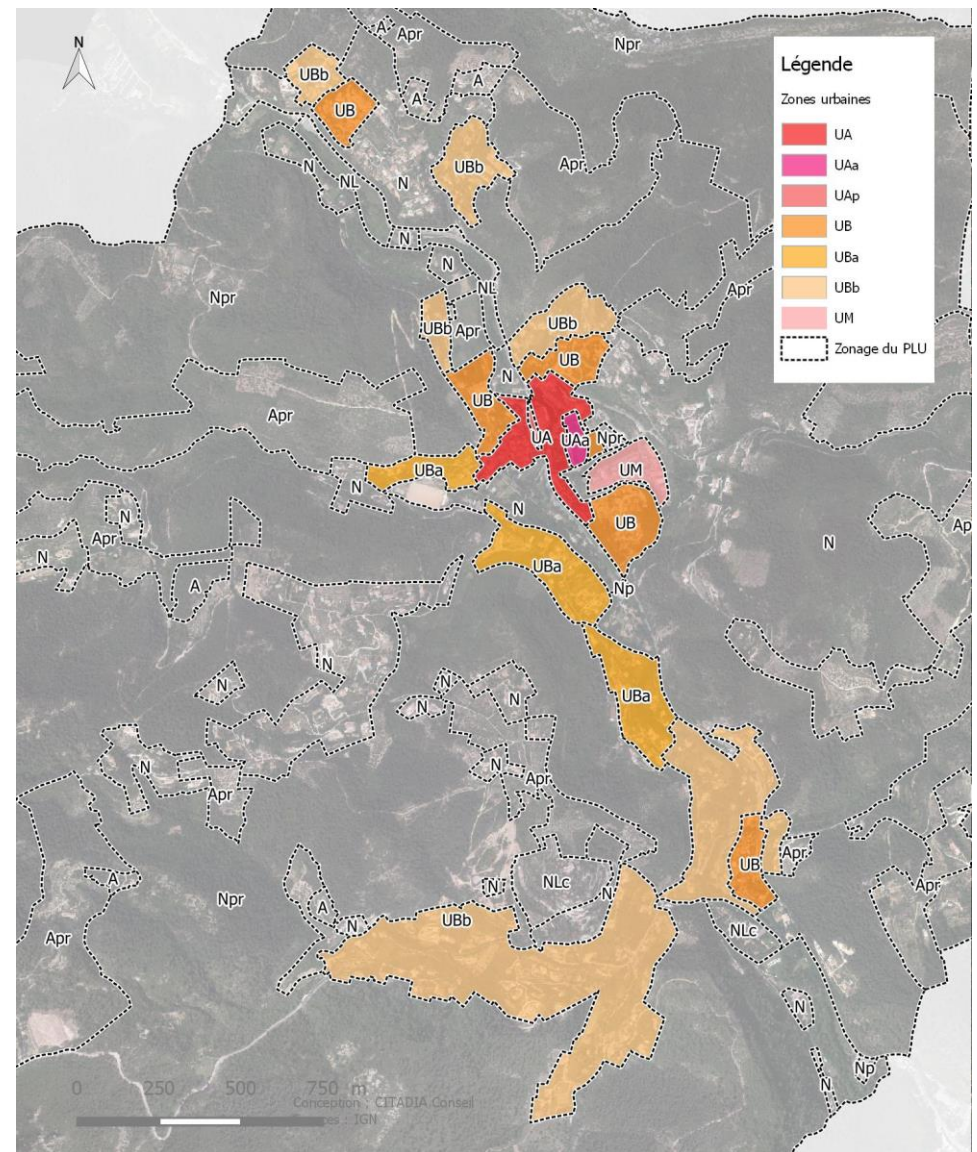
Les zones urbaines traduisent les objectifs du PADD :

- la zone **UA** répond à l'objectif de préservation et de mise en valeur du centre-village en densifiant le tissu bâti existant tout en respectant ses caractéristiques propres le centre-village ;
- les zones **UB** et **UM** accompagnent l'évolution des quartiers existants en permettant le comblement de dents creuses ou des opérations de renouvellement dans le respect du cadre de vie.

Le PLU de 2006 identifiait quatre types des zones urbaines :

- les zones **UA**, **UB** et **UC** pour les parties urbanisées du village et des hameaux et quartiers ;
- la zone **UZ** et ses secteurs ;
- la zone **UD** pour des secteurs d'équipements touristiques existants (camping) ou potentiel.

Par rapport au PLU de 2006, la redéfinition des zones urbaines repose sur une simplification des zones résidentielles (3 zones au lieu de 4) qui sont réduites par rapport au PLU précédent notamment au regard des enjeux de protection face aux risques et de la protection du captage. Les secteurs de campings sont, quant à eux, reclassés en secteur NLC du PLU révisé.



Localisation des zones urbaines du PLU révisé



3.3.1- La zone UA et les secteurs UAa et UAp

La zone UA correspond au centre-village. Elle est principalement destinée à recevoir des constructions à usage d'habitation et leurs dépendances, mais aussi des commerces, services et activités attendus dans une centralité.

La forme urbaine est caractéristique des formes villageoises traditionnelles. Dans la partie située à l'Ouest de la RD 554, l'urbanisation est particulièrement compacte, en ordre continu et occupe souvent l'intégralité de la parcelle. Dans la partie située à l'Est se retrouve le même principe de fronts bâtis en ordre continu, avec parfois des jardins en arrière de parcelle. Les plus significatifs, en interface de la zone 1AU sont protégés.

La zone UA se distingue aussi par la qualité architecturale qu'il convient de préserver et de mettre en valeur.

Elle est concernée par le périmètre de 500 mètres autour de l'église Notre-Dame de l'Assomption et du château de Peiresc, inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques. Les enjeux visuels liés à l'église ont conduit à maintenir un **secteur UAp** bénéficiant de dispositions spécifiques : les constructions ne doivent pas constituer un obstacle dans la perception du dôme de l'église à partir de la Route Départementale 554.

Par ailleurs, afin d'assurer la transition entre le bâti ancien et les extensions plus récentes de l'Est du Village (épannelage, implantations...), un **secteur UAa** a été délimité. Les règles de ce secteur visent à permettre une densification par de formes urbaines qui pourront s'inspirer du tissu ancien tout en restant progressive et compatible avec les enjeux paysagers et patrimoniaux proches, notamment en matière d'insertion paysagère (vues depuis la future voie).

La zone UA, traversée par le Gapeau, est concernée par le PPRi ainsi que des mesures d'isolement acoustiques liés au fuseaux de nuisances sonore de la RD554 et du futur contournement.

Elle est pour partie concernée par les deux Orientations d'Aménagement et de Programmation.

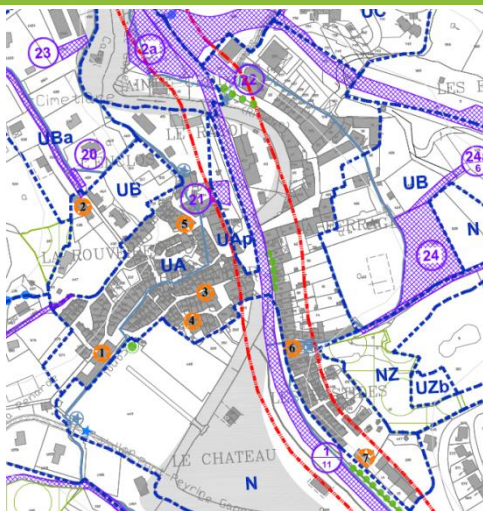
Des éléments de patrimoine bâti et paysager (jardins, alignements d'arbres) sont protégés au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme.

Evolutions par rapport au PLU de 2006 :

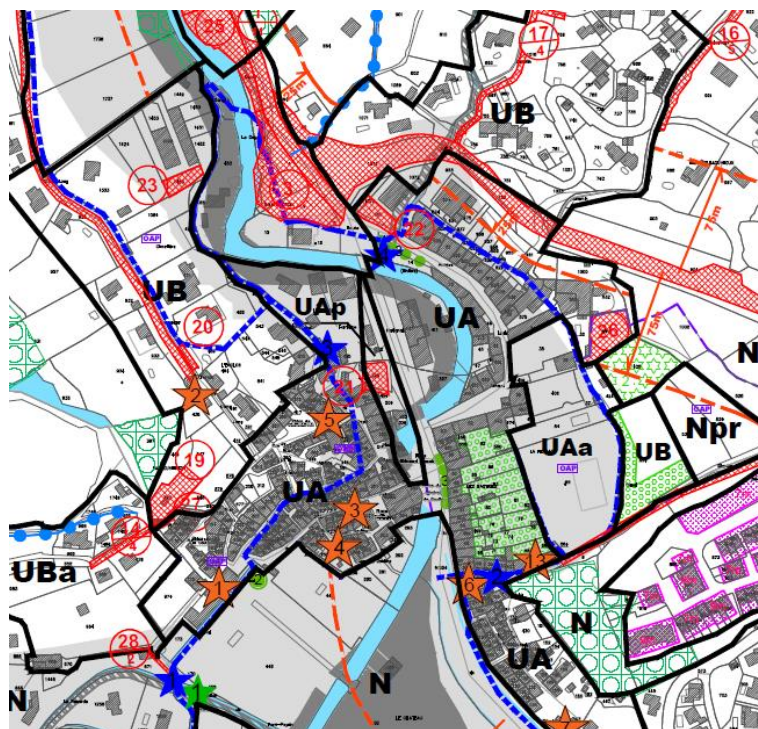
La zone UA et le secteur UAp du PLU précédent sont maintenus dans leurs limites. La principale évolution consiste en la création d'un secteur UAa à l'Est qui était classé en zone UB, afin de proposer des règles assurant une meilleure transition avec le bâti ancien de permettre une urbanisation plus compacte.

Le règlement visant à pérenniser la forme urbaine existante, les règles sont proches de celles du PLU précédent. Toutefois, une attention particulière a été portée à la qualité architecturale (article 11). La principale évolution concerne là encore le secteur UAa dont les règles sont, tant en termes d'implantation que de hauteurs et de densité, transitoires entre celles de la zone UA et de la zone UB.

La zone UA augmente d'environ un ha par rapport à celle du PLU de 2006, passant de 6,6 ha à 7,8 ha du fait de la création du secteur UAa (issu de la zone UB).



Extrait du zonage du PLU de 2006



Extrait du zonage du PLU révisé





Caractéristiques des principales dispositions du règlement de la zone UA

Le règlement de la zone UA vise à respecter la forme urbaine privilégiant une implantation dense et continue le long des voies, la typologie traditionnelle des bâtiments et la mixité urbaine des fonctions.

▪ Article 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites les activités et installations qui seraient incompatibles avec le village (destinations non liées au fonctionnement urbain et sources de nuisances ou de risques), comme les constructions à usage industriel, à usage d'entrepôt ou encore les constructions destinées à l'exploitation agricole ou forestière.

Le règlement s'attache à interdire également les occupations et utilisations des sols de type activités de dépôt, ouverture et exploitation de carrières ou de gravières ainsi que les occupations et utilisations du sol destinées aux habitations légères de loisirs, résidences mobiles de loisirs, camping, parc d'attraction qui s'avèrent sont peu compatibles avec l'environnement urbain (intégration paysagère).

▪ Article 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières

L'objectif étant de préserver le cadre urbain, résidentiel et commerçant, du centre village, certaines occupations sont admises sous conditions :

- les installations classées pour la protection de l'environnement dans la mesure où elles sont liées à la vie villageoise (afin d'éviter des activités générant trop de risques ou nuisances mais de permettre celle liées au fonctionnement urbain ou à la coopérative oéicole existante) ;
- les affouillements et exhaussements de sol nécessaires aux usages autorisés doivent strictement nécessaires et limités afin de ne pas créer de risque pour la stabilité des sols, de ne pas faire obstacle au ruissellement des eaux de pluie et sous réserve d'assurer une bonne intégration paysagère du projet.

Les autorisations d'urbanisme sont également conditionnées au respect des dispositions générales, en particulier pour la prise en compte des risques et des nuisances.

▪ Article 3 – conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

Cet article rappelle que les terrains doivent être desservis par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles desservent.

▪ Article 4 – conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

La zone UA est desservie par les différents réseaux (eau potable, assainissement, électricité). Ainsi, les projets le nécessitant doivent être raccordés à ces réseaux publics. Les rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales doivent être séparés afin de ne pas créer de pollution par rejet d'eaux usées dans la réseau pluvial.

S'agissant de secteurs urbanisés denses, les eaux pluviales collectées sur la parcelle sont collectées par le réseau de caniveaux, canaux et fossés. Toutefois, pour des aménagements de secteurs non desservis ou les nouveaux projets d'aménagement, en particulier dans le secteur UAa moins dense, les aménagements garantir l'écoulement normal des eaux pluviales vers les ouvrages collectifs récepteurs ou vers les exécutaires naturels en leur absence.

Afin d'éviter les risques d'inondation, les aménagements et clôtures ne doivent pas faire obstacle au ruissellement des eaux de pluies. Des dispositifs de traitement des eaux de surfaces peuvent être imposés selon les législations en vigueur (tel est le cas notamment pour les espaces de stationnement) pour anticiper les risques de pollution. Enfin, pour ne pas créer de dysfonctionnement du réseau d'assainissement (saturation du réseau une surcharge de la station de traitement...), les eaux pluviales ne peuvent être déversées dans le réseau d'assainissement.

Les raccordements aux réseaux électriques, téléphoniques et de télédistribution devront être réalisés en souterrain afin de protéger le paysage urbain. En cas d'impossibilité technique, les installations devront être dissimulées au mieux.



- *Article 5 : Superficie minimale des terrains*

Sans objet.

- *Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques*

La protection du centre ancien et de ses caractéristiques implique que, dans la zone UA et le secteur UAp, l'aménagement des constructions existantes et les nouveaux projets respecte les implantations initiales. Ainsi, les constructions doivent être implantées à l'alignement actuel ou futur des voies et emprises publiques ou des voies privées ouvertes à la circulation publique.

Afin de préserver les futurs habitants des nuisances liées au futur contournement, une marge de recul de 25 mètres est toutefois protégée le long du futur contournement. L'extension des constructions situées dans cette marge doivent toutefois pouvoir évoluer.

Le secteur UAa est un secteur de transition qui peut être densifié en s'inspirant du centre village mais aussi en observant des reculs par rapport aux vois existantes notamment.

Des adaptations de la règle sont toutefois retenues pour permettre la reconstruction du bâti historique implanté ponctuellement implanté différemment, lorsqu'une construction projetée permet de réaliser une continuité de volume avec les immeubles immédiatement voisins ainsi que pour les équipements d'intérêt générale eu égard à leurs spécificités.

- *Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*

La zone UA visant à préserver la trame urbaine actuelle, le principe est d'assurer une implantation en ordre continu d'une limite séparative dans une bande de 20 mètres de profondeur. A l'arrière de la parcelle, l'implantation en limite ou en retrait de proportionnel à la hauteur avec un minimum de 4 mètres pourra être choisie. La zone UA privilégie le maintien de la trame urbaine en ordre continu d'une limite séparative dans une bande de 20 m de profondeur, à compter de l'alignement des voies et emprises publiques. Au-delà, les constructions peuvent être implantées en retrait des limites séparative.

Pour le secteur UAa, afin de proposer des formes urbaines de densités dégressive, Des adaptations de la règle sont toutefois retenue pour permettre la reconstruction du bâti historique implanté ponctuellement implanté différemment, lorsqu'une construction projetée permet de réaliser une continuité de volume avec les immeubles immédiatement voisins ainsi que pour les équipements d'intérêt générale eu égard à leurs spécificités.

- *Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur même propriété*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 9 : Emprise au sol des constructions*

Cet article n'est pas réglementé pour la zone UA et le secteur UAp, compte tenu de la densité existante (emprise allant jusqu'à 100% de la parcelle).

Le coefficient d'emprise au sol est limité à 30% pour le secteur UAa. Ce secteur étant sous occupé, cela permettra de créer une nouvelle densité, plus importante que dans les zones UB proches, tout en travaillant la lisière du village et en permettant des aménagements d'espaces publics et d'espaces verts qualitatifs.

- *Article 10 : Hauteur maximale des constructions*

Afin de respecter le bâti existant et sa volumétrie, la hauteur des constructions doit être sensiblement égale à la hauteur des constructions voisines ou mitoyennes. Pour le cas d'une constructions qui ne serait, eu égard à sa localisation, pas en continuité d'un volume existant, la hauteur absolue est limitée à 12 mètres.

Dans le secteur UAa, toujours dans l'objectif de permettre la densification sans bouleverser le paysage urbain et en préservant les vues sur le village à partir du futur contournement, la hauteur des constructions pourra variée entre 7 mètre et 9 mètres, selon les prescriptions de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation.



- *Article 11 : Aspects extérieurs des constructions et aménagement de leurs abords*

Cet article définit des principes généraux permettant de garantir une valorisation de la qualité architecturale de la zone UA, caractéristique de l'architecture villageoise provençale. Les constructions devront répondre à la morphologie urbaine environnante ainsi qu'aux proportions et caractères architecturaux des constructions traditionnelles.

Cet article concerne à la fois les couvertures, l'aspect des façades et revêtements, les ouvertures, les éléments techniques (climatiseurs, antennes paraboliques...) et les clôtures.

Les prescriptions architecturales ont été renforcées par rapport au PLU de 2006 afin de préserver la qualité patrimoniale du bâti ancien et des paysages urbains qu'ils dessinent.

Le règlement rappelle également les dispositions générales applicables au patrimoine protégé par le PLU.

- *Article 12 : Stationnement des véhicules*

Afin d'éviter d'aggraver les problématiques de stationnement et de circulation dans le centre village, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et des installations doit être assuré en dehors des voies de desserte sur des emplacements prévus à cet effet.

Dans la zone UA et le secteur UAp, s'agissant de parties anciennes très denses où le PLU a pour objet la gestion de l'existant, le nombre de places à créer n'est pas précisé, afin de favoriser la réhabilitation des habitations existantes. Toutefois, lorsque les projets conduisent à créer plus de 6 logements nouveaux, des places de stationnement doivent être créées pour répondre à l'accroissement des besoins.

Dans le secteur UAa offrant plus de disponibilités foncières, les règles prévoient l'obligation de réaliser des places de stationnement en fonction des différentes catégories de construction autorisées sur la zone. Elles visent à assurer que les nouvelles constructions satisfassent leurs besoins en matière de stationnement.

Cet article est également l'occasion de rappeler que pour les constructions de logements locatifs financés avec un prêt aidé de l'Etat, il n'est exigé qu'une place minimum de stationnement par logement.

- *Article 13 : Espaces libres, aires de jeux et de loisirs et plantations*

Les surfaces libres de toute occupation doivent être aménagées en espaces verts, en jardins plantés ou aires de jeux, conservées et entretenues, sauf impossibilité majeure ou conditions particulières.

Il n'est pas défini de coefficient d'espaces verts compte tenu du fort taux d'urbanisation dans la zone mais un aménagement des espaces laissés libres est obligatoire pour conserver l'ambiance du village (espaces de respiration) et en particulier pour le stationnement.

- *Article 14 : Coefficient d'Occupation des sols*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 15 : Performances énergétiques et environnementales*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 16 : Infrastructures et réseaux de communications électroniques*

Pour les nouvelles constructions et opérations d'aménagement, les réseaux de distribution doivent être réalisés en souterrain.

Dans le secteur UAa, afin d'anticiper son déploiement, même si le raccordement au réseau de communication numérique n'est pas prévu à court terme, il est néanmoins exigé du constructeur la pose préalable en souterrain de fourreaux permettant un raccordement ultérieur des constructions.



3.3.2- La zone UB et les secteurs UBa et UBb

La zone UB correspond aux extensions contemporaines du village et principaux hameaux. Elle est principalement destinée à recevoir des constructions à usage d'habitation et leurs dépendances, mais aussi des commerces, services et activités attendus dans une centralité.

La forme urbaine à dominante pavillonnaire, plus ou moins dense selon les secteurs, a conduit à décliner différents selon des règles d'emprise au sol et d'espaces verts.

Elle est concernée par le périmètre de 500 mètres autour de l'église Notre-Dame de l'Assomption et du château de Peiresc, inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.

Elle est concernée par le PPRi de la vallée du Gapeau, ainsi que par des mesures d'isolement acoustique liés aux fuseaux de nuisances sonore de la RD554 et du futur contournement.

Elle est pour partie concernée par les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Des éléments de patrimoine bâti et paysager (jardins, alignements d'arbres) ainsi que des espaces verts protégés sont identifiés au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme.

Evolutions par rapport au PLU de 2006 :

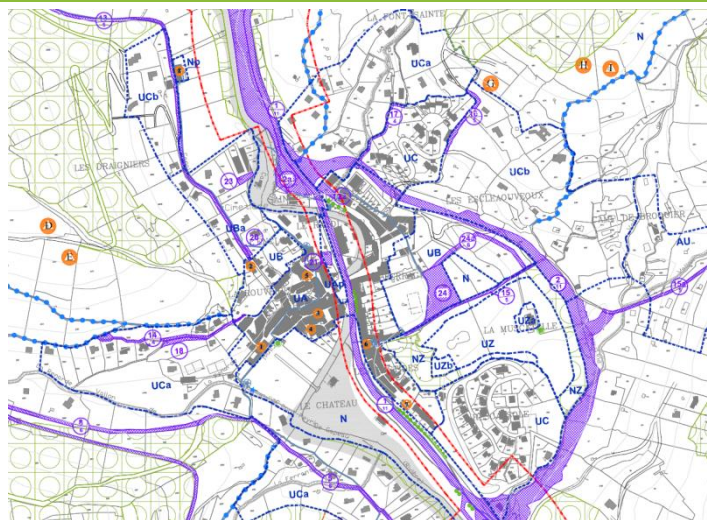
Compte tenu des morphologies urbaines très proches, le choix a été fait de simplifier le zonage en fusionnant les anciennes zones UB et UC du PLU de 2006 en une seule zone UB. Les différentes densités (souvent en lien avec le niveau d'équipements, le relief ou l'éloignement du village...) sont toutefois prise en compte : la zone UB et ses secteurs offre ainsi des capacités de densifications respectueuses des paysages et cohérentes avec les équipements.

Les règles des anciennes zones UB et UC étaient très proches, le nouveau règlement en perpétue les principes. Toutefois, une attention particulière a été

portée à la qualité architecturale et à l'insertion paysagère, l'article 11 est plus détaillé. La densité qui était gérée par un coefficient d'occupation du sol, supprimé par la loi ALUR, l'est désormais par l'application des coefficients d'emprise au sol (article 9) et d'espaces verts (article 10).

La zone UB du nouveau PLU couvre 85,1 ha, soit une réduction de près de 21 ha par rapport aux anciennes zones UB et UC du PLU de 2006 (106.9 ha).

Les choix retenus pour chacun des secteurs sont détaillés ci-après.



Extrait du zonage du PLU de 2006

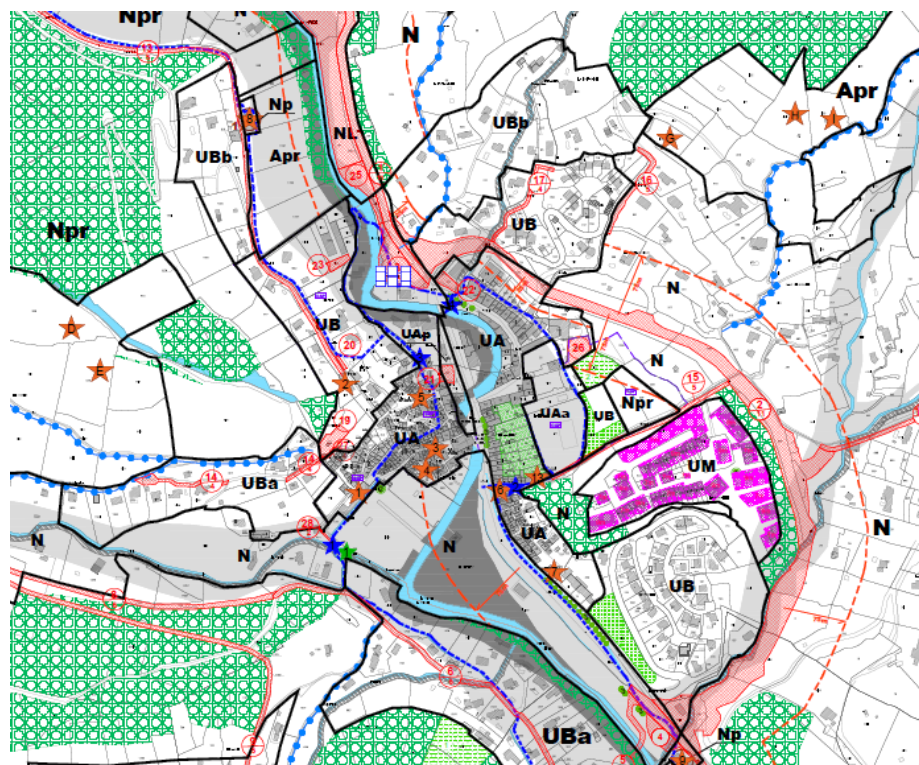
Zones UB autour du ventre village

Elles recouvrent les espaces urbanisés et équipés en extension du village.

Les parties les plus denses (La Rouveirède et Les Esclavéoux au Nord, lotissement Les Hauts de Belgentier au Sud), les quartiers moins denses en secteur UBa (autour du terrain de sport) et UBb (La Font Sainte).

Des emplacements réservés sont prévus notamment pour poursuivre l'amélioration de la desserte viaire et de l'offre en stationnement.

La zone UB située entre le centre village et la future voie de contournement prend en compte les contraintes environnementales et réglementaires : présence d'un espace naturel sensible, oliveraie remarquable. En outre, la marge de recul de 75 mètres le long du futur contournement limite l'enveloppe constructible à la zone UB retenue. L'oliveraie, les emprises du conseil départemental et les espaces non bâtis dans cette bande sont reclassés en zone N. Il en est de même de la zones UCb qui s'étendait à l'Est de la future voie : ce secteur faiblement urbanisé et difficilement accessible, en particulier pour les véhicules de secours (une seule liaison par une voie étroite, relief...) et impacté par la voie a été reclassé en zone N. Afin d'être compatible avec le périmètre de protection rapproché du captage, non constructible, le terrain de sport et ses abords concernés par la protection sont également reclassés en zone N.



Extrait du zonage du PLU révisé



Zones UB de Ferrantu à Saint-Joseph

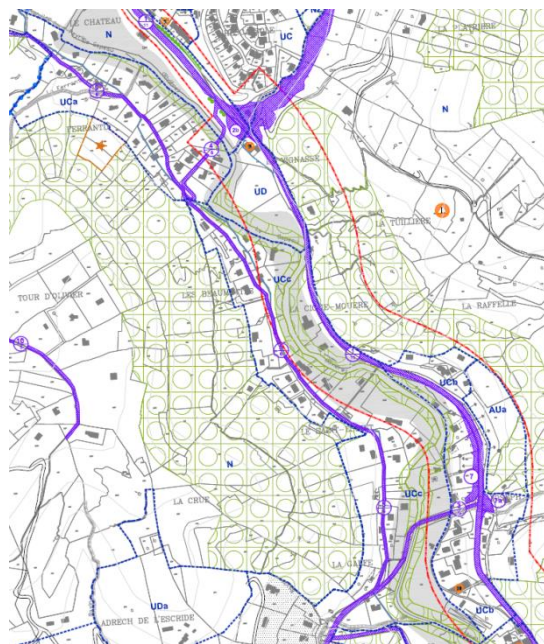
Des secteurs UBa et UBb, ponctuellement une zone UB pour la partie la plus dense, identifient les espaces déjà urbanisés le long de la vallée du Gapeau. Il s'agit d'anciens secteurs UCb et UCc du PLU de 2006.

Les parties les plus denses (La Rouveirède et Les Esclavéoux au Nord, lotissement Les Hauts de Belgentier au Sud), les quartiers moins denses en secteur UBa (atour du terrain de sport) et UBb (La Font Sainte).

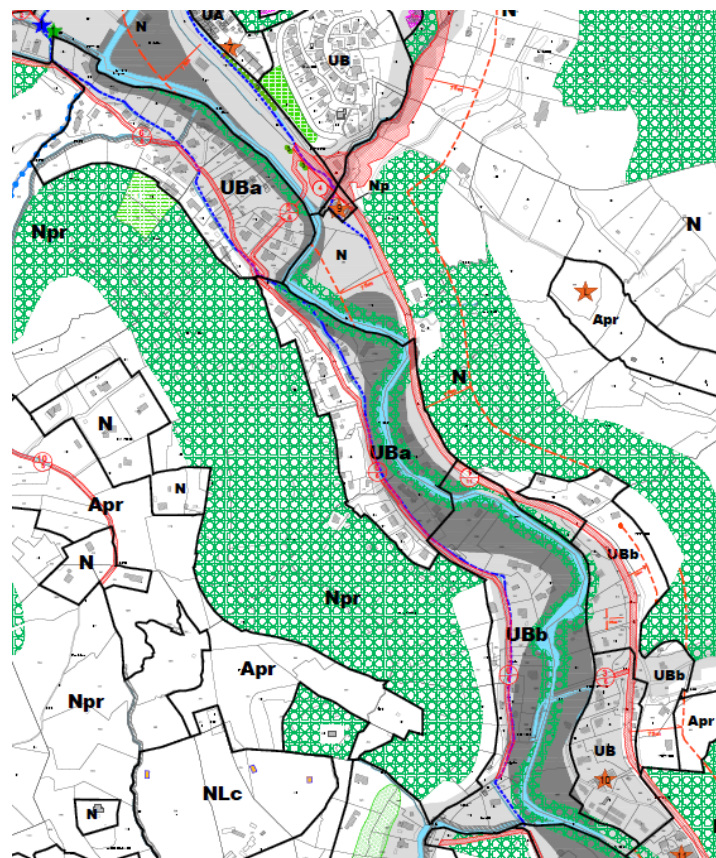
Dans la partie Sud du chemin de Ferrantu, la limite de la zone UB a été ajustée à l'existant en prenant en compte le relief.

A l'Est du Gapeau, la zone AUa a été, pour la partie en cours d'urbanisation, intégrée en secteur UBb. Pour préserver la partie haute, les arrières de parcelles sont reclassées en zone N. Une marge de recul de 25 mètre est maintenue pour préserver les paysages d'abords de la RD554.

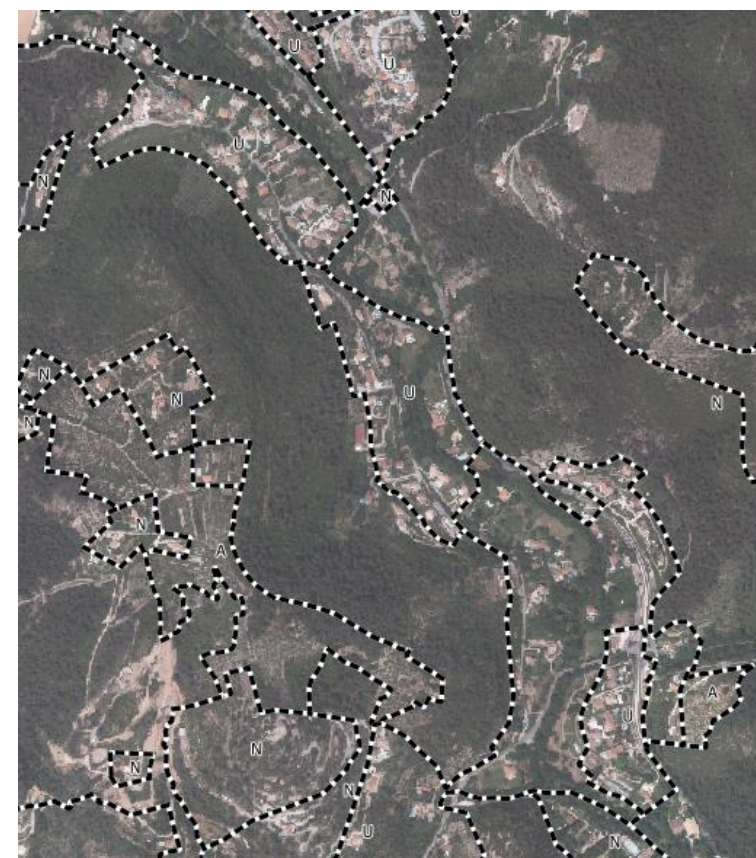
Outre les emprises liées à la RD 554, des emplacements sont réservés pour l'élargissement des voies de desserte ainsi que pour améliorer le carrefour de Saint-Joseph. Il est à noter que ces zones sont impactées par le PPRI du Gapeau qui rend inconstructible le fond de vallée.

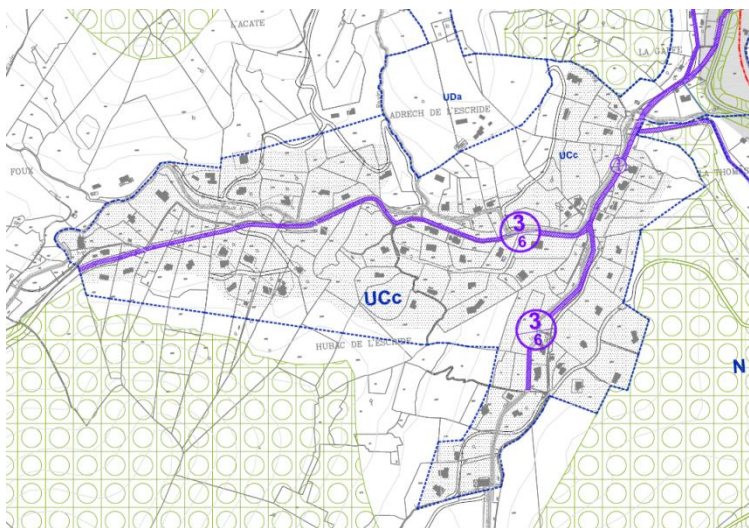


Extrait du zonage du PLU de 2006



Extrait du zonage du PLU révisé



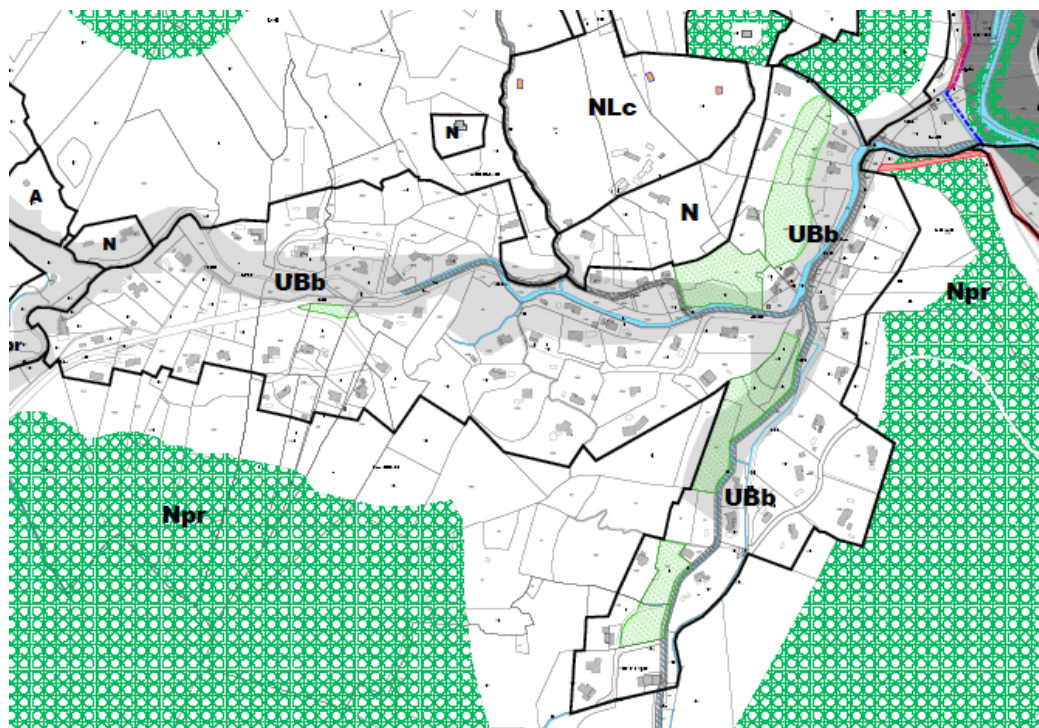


Extrait du zonage du PLU de 2006

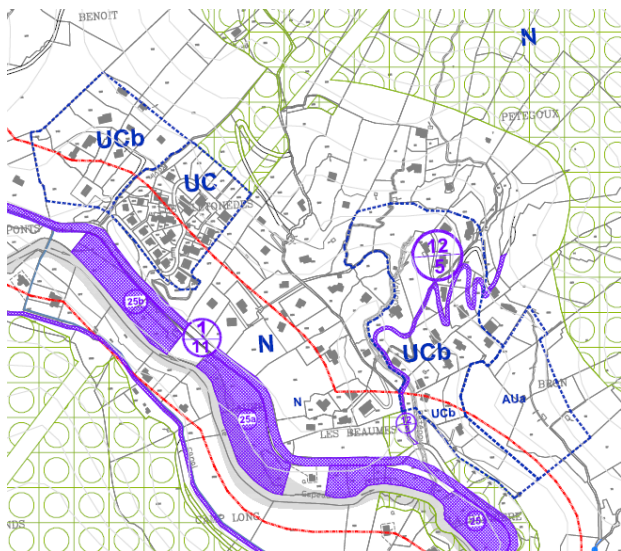
Zones UB de l'Escrive

Le quartier de l'Escrive est situé à l'entrée Sud de Belgentier. Il s'agit d'un quartier d'habitat qui a connu des développements récents. Le PLU de 2006 avait défini, à l'intérieur d'un secteur UCc, un polygone d'implantation du bâti. Afin de simplifier le zonage, ce secteur est inscrit, dans ses limites existantes (qui correspondent sensiblement à l'ancien polygone d'implantation), en secteur UBb du PLU révisé.

Compte tenu du relief et des capacités résiduelle de ce quartier, des espaces verts sont néanmoins protégés au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme. Ils permettront de poursuivre le comblement de dents creuses tout en préservant des espaces paysagers plus sensibles (coteaux par exemple) et des espaces de respiration contribuant à la qualité du cadre de vie et à la trame verte.



Extrait du zonage du PLU révisé



Extrait du zonage du PLU de 2006

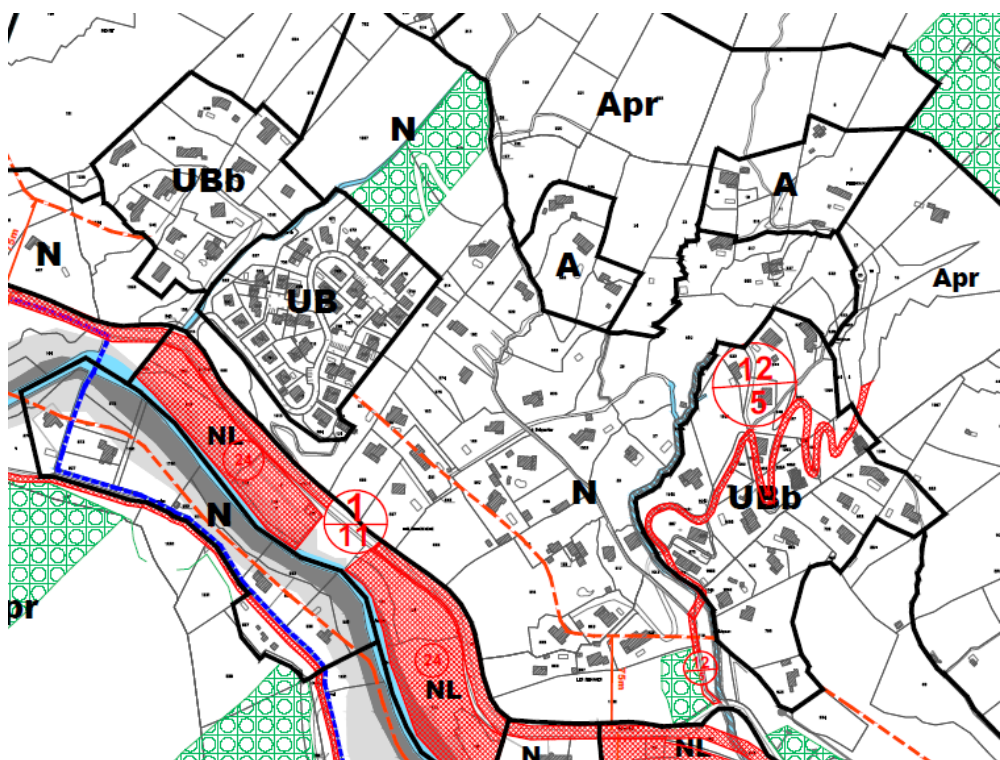
Zones UB des Blétonnès et de Pétégoux

Il s'agit de deux hameaux situés à l'entrée Nord de la commune. Le PLU de 2006 avait déjà identifié en zones UC et UCb les parties les plus denses.

Compte tenu de leur discontinuité avec le village, de leur localisation sur les reliefs et d'une accessibilité limitée, ces quartiers ne sont pas destinés à être étendus. Dans le cadre de la révision, les secteurs UB et UBb sont donc confirmés tout en étant circonscrits à l'existant. Cela représente un potentiel limité à quelques constructions en dents creuses.

La zone à urbaniser AUa, selon les mêmes motifs, et notamment les difficultés d'accès/sortie en cas d'incendie, a été supprimée.

L'emplacement réservé pour l'élargissement du chemin de la Thommasse à Pétégoux a été maintenu.



Extrait du zonage du PLU révisé





Caractéristiques des principales dispositions du règlement de la zone UB

Le règlement de la zone UB permet de compléter des quartiers pavillonnaires existant dans lesquels peut se déployer la mixité fonctionnelles.

▪ Article 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites les activités et installations qui seraient incompatibles avec le village (destinations non liées au fonctionnement urbain et sources de nuisances ou de risques), comme les constructions à usage industriel, à usage d'entrepôt ou encore les constructions destinées à l'exploitation agricole ou forestière.

Le règlement s'attache à interdire également les occupations et utilisations des sols de type activités de dépôt, ouverture et exploitation de carrières ou de gravières ainsi que les occupations et utilisations du sol destinées aux habitations légères de loisirs, résidences mobiles de loisirs, camping, parc d'attraction qui s'avèrent sont peu compatibles avec l'environnement urbain (intégration paysagère).

▪ Article 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières

L'objectif étant de préserver le cadre urbain, résidentiel et commerçant, du centre village, certaines occupations sont admises sous conditions :

- les installations classées pour la protection de l'environnement dans la mesure où elles sont liées à la vie villageoise (afin d'éviter des activités générant trop de risques ou nuisances mais de permettre celle liées au à la vie quotidienne ou s'intégrant dans des quartiers résidentiels) ;
- les affouillements et exhaussements de sol nécessaires aux usages autorisés doivent strictement nécessaires et limités afin de ne pas créer de risque pour la stabilité des sols, de ne pas faire obstacle au ruissellement des eaux de pluie et sous réserve d'assurer une bonne intégration paysagère du projet.

Les autorisations d'urbanisme sont également conditionnées au respect des dispositions générales, en particulier pour la prise en compte des risques et des nuisances.

▪ Article 3 – conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

Cet article rappelle que les terrains doivent être desservis par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles desservent. Compte tenu de son caractère de voie de transit, la création d'accès direct sur la RD 554 est interdit hors agglomération.

▪ Article 4 – conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

La zone UB est majoritairement desservie par les différents réseaux (eau potable, assainissement, électricité). Ainsi, les projets le nécessitant doivent être raccordés à ces réseaux publics. Les rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales doivent être séparés afin de ne pas créer de pollution par rejet d'eaux usées dans le réseau pluvial. Toutefois, la possibilité de mettre en place des dispositifs d'assainissement autonome est laissée pour les quartiers non desservis et non destinés à l'être (zone d'assainissement non collectif).

S'agissant de secteurs urbanisés moins dense que le centre village, les eaux pluviales collectées sur la parcelle sont collectées par le réseau de caniveaux, canaux et fossés s'ils sont suffisant, ou bien infiltrée et/ou stocké sur la parcelle.

Afin d'éviter les risques d'inondation, les aménagements et clôtures ne doivent pas faire obstacle au ruissellement des eaux de pluies. Des dispositifs de traitement des eaux de surfaces peuvent être imposés selon les législations en vigueur (tel est le cas notamment pour les espaces de stationnement) pour anticiper les risques de pollution. Enfin, pour ne pas créer de dysfonctionnement du réseau d'assainissement (saturation du réseau une surcharge de la station de traitement...), les eaux pluviales ne peuvent être déversées dans le réseau d'assainissement.

Les raccordements aux réseaux électriques, téléphoniques et de télédistribution devront être réalisés en souterrain afin de protéger le paysage urbain. En cas d'impossibilité technique, les installations doivent être dissimulées au mieux.



- *Article 5 : Superficie minimale des terrains*

Sans objet.

- *Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques*

En cohérence avec les formes urbaines existantes, le retrait des constructions est défini en fonction des voies : elles doivent être implantées à 35 mètres de la RD 554 et à 5 mètres de l'alignement des autres voies et emprises publiques existantes ou projetées.

Le secteur UAa est un secteur de transition qui peut être densifié en s'inspirant du centre village mais aussi en observant des reculs par rapport aux vois existantes notamment.

Des adaptations de la règle sont toutefois retenues pour permettre l'extension des constructions au sol ou en surélévation (confortement), pour les piscines dont l'impact des voies est moins important, ainsi que pour les ouvrages techniques d'intérêt général eu égard à leurs spécificités (poste de transformation...)

- *Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*

Afin de préserver le tissu urbain bâti et les paysages, les constructions doivent être implantées en retrait d'au moins 4 mètres des limites séparatives (2 mètres pour les piscines).

Pour accompagner une certaine densification, des implantations sur la limite sont possibles si elles ne créent pas de gêne : construction en rez-de-chaussée, construction en continuité d'une construction de même volumétrie.

- *Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur même propriété*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 9 : Emprise au sol des constructions*

Le coefficient d'emprise au sol sont limités à 20% pour la zone UB, 15% dans le secteur UBa et 10% dans le secteur UBb.

Ces emprises au sol ont été déterminées au regard des emprises au sol réelles observées, majorées pour permettre une densification respectueuse des tissus urbains et des typologies du bâti. Le confortement des habitations existantes est aussi permis (extensions, pièces supplémentaires...).

- *Article 10 : Hauteur maximale des constructions*

Afin de limiter leur impact dans le paysager, la hauteur des constructions est définie en fonction des pentes (7 mètres pour les pentes <15%, 4,50 mètres pour les pentes ou >= 15%). La hauteur est limitée à 3,50 mètres dans la marge de recul imposée sur la limite séparative afin de préserver les fonds voisins.

Les ouvrages techniques d'intérêt général peuvent, compte tenu des impératifs techniques, dépasser cette hauteur.

- *Article 11 : Aspects extérieurs des constructions et aménagement de leurs abords*

Cet article définit des principes généraux permettant de garantir une valorisation de la qualité architecturale des secteurs pavillonnaire. Les constructions devront répondre à la morphologie urbaine environnante ainsi qu'aux proportions et caractères architecturaux des constructions traditionnelles..

Cet article concerne à la fois les couvertures, l'aspect des façades et revêtements, les ouvertures, les éléments techniques (climatiseurs, antennes paraboliques...) et les clôtures.

Les prescriptions architecturale ont été renforcées par rapport au PLU de 2006 afin de maintenir et renforcer la qualité des paysages bâtis.

Le règlement rappelle également les dispositions générales applicables au patrimoine protégé par le PLU.

- *Article 12 : Stationnement des véhicules*

Afin d'éviter le stationnement « sauvage » créant des difficultés de circulation, le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies de desserte sur des emplacements prévus à cet effet.

L'article 12 définit un nombre minimal de places de stationnement à réaliser en fonction des différentes catégories de construction autorisées sur la zone. Elles



visent à assurer que les nouvelles constructions satisfassent leurs besoins en matière de stationnement.

Cet article est également l'occasion de rappeler que pour les constructions de logements locatifs financés avec un prêt aidé de l'Etat, il n'est exigé qu'une place minimum de stationnement par logement.

- *Article 13 : Espaces libres, aires de jeux et de loisirs et plantations*

Les surfaces libres de toute occupation doivent être aménagées en espaces verts, en jardins plantés ou aires de jeux, conservées et entretenues, sauf impossibilité majeure ou conditions particulières.

La surface des espaces libres traités en espaces verts de pleine terre doit être au moins égale à 60% de la superficie du terrain dans la zone UB et le secteur UBa, et à 70% dans le secteur UBb.

Cet article vise à réserver la place du végétal dans les quartiers résidentiels et conserver un degré suffisant de non imperméabilisation du sol pour lutter contre le ruissellement. Ces coefficients sont établis en parallèle des coefficients d'emprise au sol.

Pour des opérations d'aménagement d'ensemble qualitatives, le traitement paysager de l'ensemble participera à la qualité esthétique et fonctionnelle de l'opération et représenteront a minima 20 % de la surface du terrain de l'opération.

- *Article 14 : Coefficient d'Occupation des sols*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 15 : Performances énergétiques et environnementales*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 16 : Infrastructures et réseaux de communications électroniques*

Cet article n'est pas réglementé.

3.3.3- La zone UM

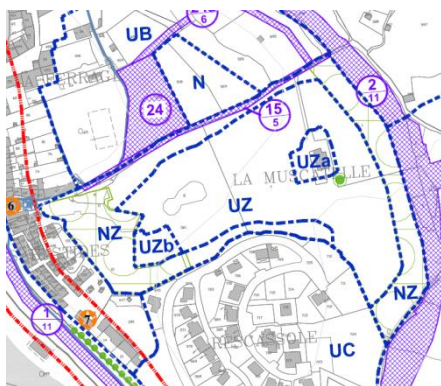
La zone UM correspond aux parties constructibles de la ZAC de la Muscatelle, entre le centre-village et le lotissement des Hauts de Belgentier. Il s'agit d'un quartier résidentiel presque entièrement urbanisé qui s'étend sur 2,7 ha.

Un arbre est protégé au titre des articles L.151-19 et L.151-23, du code de l'urbanisme.

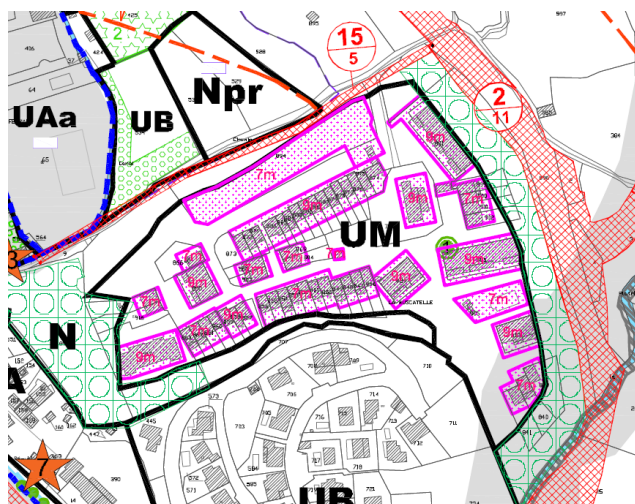
Evolutions par rapport au PLU de 2006 :

Le PLU de 2006 avait créé une zone UZ et deux secteurs UZa et UZb correspondant à un plan de composition.

Afin de simplifier le zonage et de faciliter la lecture du règlement, les aménagements d'espaces publics étant réalisés, le PLU identifie le secteur urbanisé de la ZAC par une zone UM à plan gabaritaire : ainsi des polygones définissent précisément les emprises au sol et hauteurs maximales des bâtiments, sans pour autant changer les grands choix réglementaires qui ont présidé à sa réalisation. Ces polygones sont la traduction du plan de composition originel. Un polygone a toutefois été ajouté pour un espace résiduel qui reste à aménager afin de compléter le quartier.



Extrait du zonage du PLU de 2006



Extrait du zonage du PLU révisé





Caractéristiques des principales dispositions du règlement de la zone UM

Le règlement de la zone UM retranscrit les principes réglementaires initialement retenus pour la ZAC. Quelques adaptations rédactionnelles ont été opérées.

- *Article 1 : Occupations et utilisations du sol interdites*
- *Article 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières*

Les occupations et utilisations du sols admises dans la ZAC sont limitativement énumérées : il s'agit d'une zones exclusivement résidentielles avec les services, équipements d'infrastructures et autres aménagements qui lui sont liés.

- *Article 3 – conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public*

Cet article rappelle que les terrains doivent être desservis par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles desservent.

- *Article 4 – conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement*

Il s'agit d'un secteur équipé par les réseaux publics d'eau potable, d'assainissement et d'électricité : les occupations le nécessitant doivent être raccordés à ces réseaux publics.

S'agissant de secteurs urbanisés moins dense que le centre village, les eaux pluviales collectées sur la parcelle sont collectées par le réseau de caniveaux, canaux et fossés s'ils sont suffisants, ou bien infiltrée et/ou stocké sur la parcelle.

Afin d'éviter les risques d'inondation, les aménagements et clôtures ne doivent pas faire obstacle au ruissellement des eaux de pluies.

Les raccordements aux réseaux électriques doivent être réalisés en souterrain afin de protéger le paysage.

- *Article 5 : Superficie minimale des terrains*

Sans objet.

- *Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques*

Les polygones d'implantation définissent l'enveloppe constructible.

En outre, le règlement précise des marges de recul par rapport aux voies (orientées Nord-Sud) destinés à assurer le meilleur exposition aux façades.

- *Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*

Les polygones d'implantation définissent l'enveloppe constructible.

A l'intérieur, l'implantation est généralement sur la limite séparatives, même si ponctuellement un retrait est envisageable.

- *Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur même propriété*

Les polygones d'implantation définissent l'enveloppe constructible.

- *Article 9 : Emprise au sol des constructions*

L'emprise au sol maximale est définie par les polygones d'implantation inspirés su plan originel de la ZAC et permettant des adaptations du bâti réalisé.

- *Article 10 : Hauteur maximale des constructions*

La hauteur maximale est définie pour chaque polygones d'implantation. Ces hauteurs varient entre 7 et 9 mètres. Elles sont inspirés su plan originel de la ZAC et permettant des adaptations du bâti réalisé.

- *Article 11 : Aspects extérieurs des constructions et aménagement de leurs abords*

Les constructions devront répondre à la morphologie urbaine retenue pour la ZAC, pour laquelle, en outre, le choix d'une écriture architecturale traditionnelle avait été retenu.

Cet article concerne à la fois les couvertures, l'aspect des façades et revêtements, les ouvertures et les clôtures.



- *Article 12 : Stationnement des véhicules*

Afin d'éviter le stationnement «sauvage» créant des difficultés de circulation, le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies de desserte sur des emplacements prévus à cet effet.

L'article 12 définit un minimum de 2 places de stationnement par logement afin de satisfaire aux besoins induit par la création de logements (où les ménages disposent le plus souvent d'au moins véhicules).

Cet article est également l'occasion de rappeler que pour les constructions de logements locatifs financés avec un prêt aidé de l'Etat, il n'est exigé qu'une place minimum de stationnement par logement.

- *Article 13 : Espaces libres, aires de jeux et de loisirs et plantations*

Les surfaces libres de toute occupation doivent être aménagées en espaces verts, en jardins plantés ou aires de jeux, conservées et entretenues, sauf impossibilité majeure ou conditions particulières.

La surface des espaces paysagers ne peut être inférieure à 20% de l'unité foncière. Cet article vise à réserver la place du végétal dans un quartier résidentiel relativement dense et à conserver un degré suffisant de non imperméabilisation du sol pour lutter contre le ruissellement.

- *Article 14 : Possibilités maximales d'occupation du sol*

La surface de plancher totale autorisée pour l'ensemble de la zone UM est de 10 660 m². Elle a été légèrement augmentée par rapport à la Surfaces Hors Œuvre Nette de départ afin de permettre le comblement des dents creuses en conservant l'esprit originel de la ZAC.

- *Article 15 : Performances énergétiques et environnementales*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 16 : Infrastructures et réseaux de communications électroniques*

Cet article n'est pas réglementé.

3.4 Les choix retenus en matière de zones agricoles

Article R.123-7 du Code de l'Urbanisme : « Les zones agricoles sont dites "zones A". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

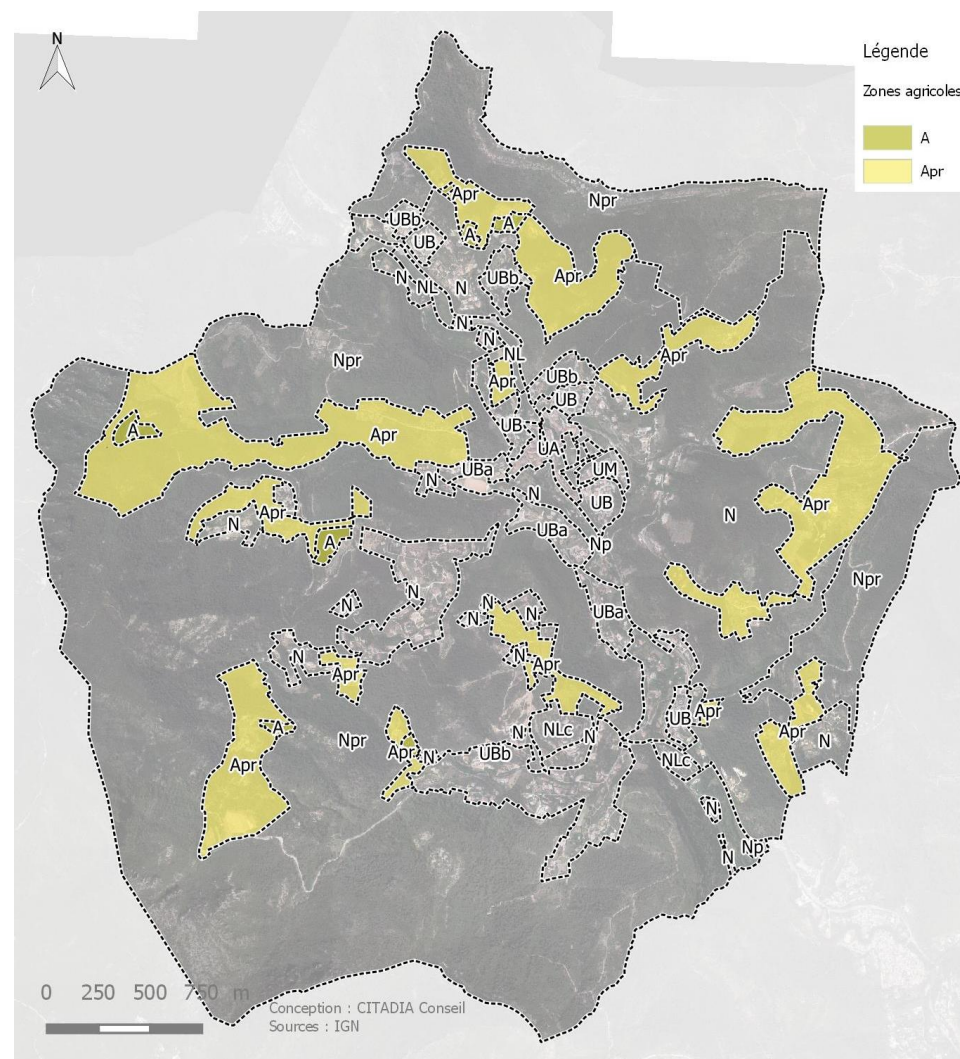
Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A. »

La délimitation de ces zones agricoles vise à répondre à l'objectif de protection et surtout de reconquête agricole inscrite au PADD. Sa protection participe également à celle des réservoirs et continuités écologiques identifiés dans le cadre de la Trame Verte et Bleue et définis dans le PADD.

Au regard de ces objectifs, le zonage agricole se décline ainsi :

- la zone A identifie des sièges d'exploitation et habitat isolé au sein d'espaces agricoles et potentiels. Circonsrite à l'existant et aux besoins identifiés pour l'installation/ extension de sièges agricoles, elle est réservée aux constructions et installations directement nécessaires à l'exploitation agricole et les équipements d'intérêt collectifs compatibles. Accueillant ponctuellement des habitations non liées à l'agriculture, le règlement accompagne et encadre leur évolution ;
- le secteur Ap recouvre les espaces faisant l'objet d'une protection particulière en raison de leur caractère remarquable sur le plan paysager et/ou écologique, ou en raison de la présence de risques. A ce titre, elle n'est pas constructible. Il s'agit également de ne pas favoriser le phénomène de cabanisation sur le territoire.

Des éléments de patrimoine bâti, notamment des cabanons, sont identifiés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. Les zones agricoles sont également traversées par des emplacements réservés notamment pour l'amélioration de voies.



Localisation des zones agricoles du PLU révisé



Le territoire de la commune était jadis très largement utilisé pour l'agriculture. Les cultures en restanques s'étendaient sur les reliefs.



*Espaces agricoles autour du village en 1950
(Source : IGN)*

La déprise agricole a conduit le développement du couvert forestier qui contribue aujourd'hui à la qualité paysagère et environnementale du territoire.

Le PLU institue ainsi des zones agricoles visant à favoriser le maintien ou la reconquête d'une agriculture locale sur les coteaux tout en maintenant la protection des crêtes boisées. Ce zonage identifie ainsi des espaces tampons jouant un rôle coupe-feu entre lieux de vie et boisements.

Evolutions par rapport au PLU de 2006 :

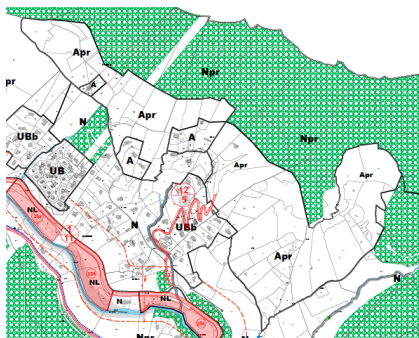
Le PLU de 2006 n'identifiait pas de zone agricole. Il ne comprenait qu'un secteur où un siège agricole pouvait s'installer, classé en secteur Na de la zone naturelle. La révision du PLU a été l'occasion de reconnaître l'intérêt agricole du territoire.

La zone A couvre ainsi près de 200 ha au total, dont près de 192 protégés en secteur Apr.

Ouest de la commune

Protection des restanques existantes et à reconquérir (enfrichement) en secteur Apr. Zone A permettant la gestion du bâti existant.

Le Sud de la barrière de Siou Blanc reste protégé en zone naturelle et par les espaces boisés classés. Il en est de même des crêtes boisées à l'Ouest.



Extrait du zonage du PLU révisé



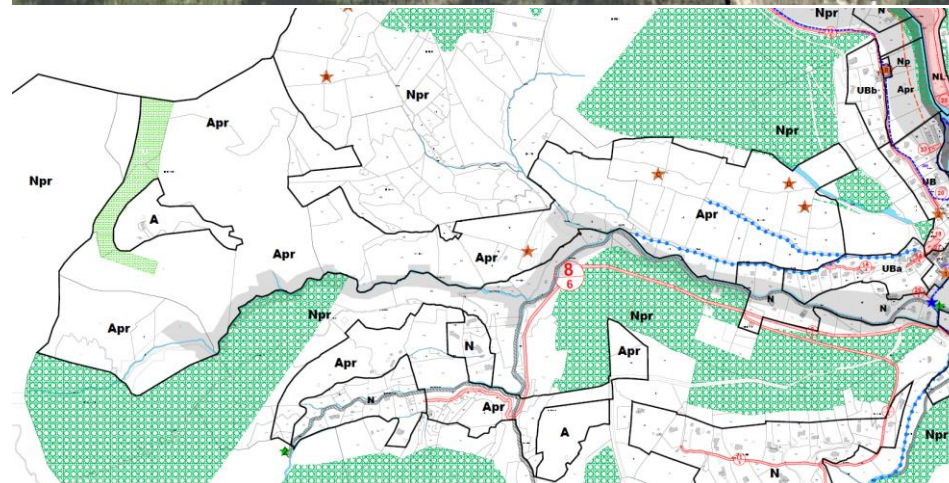
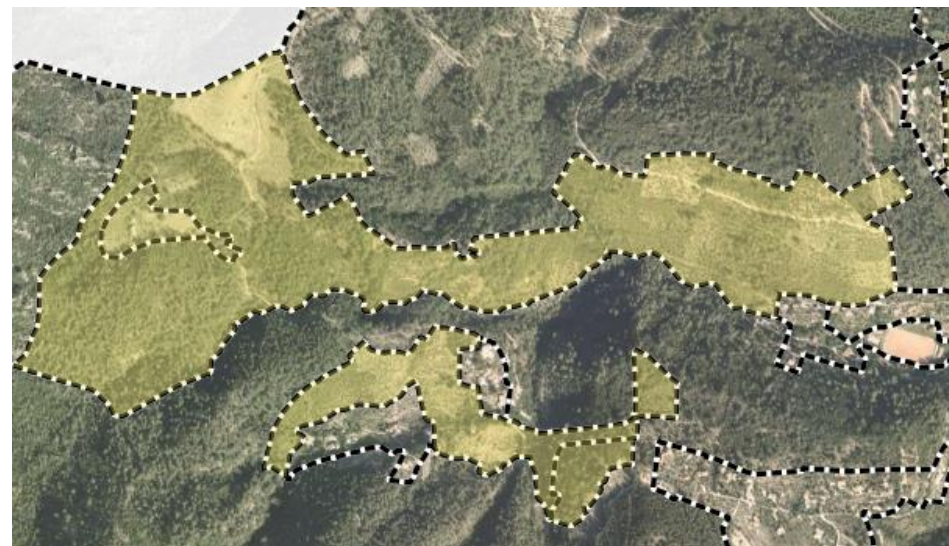
Extrait du zonage du PLU révisé



Est de la commune

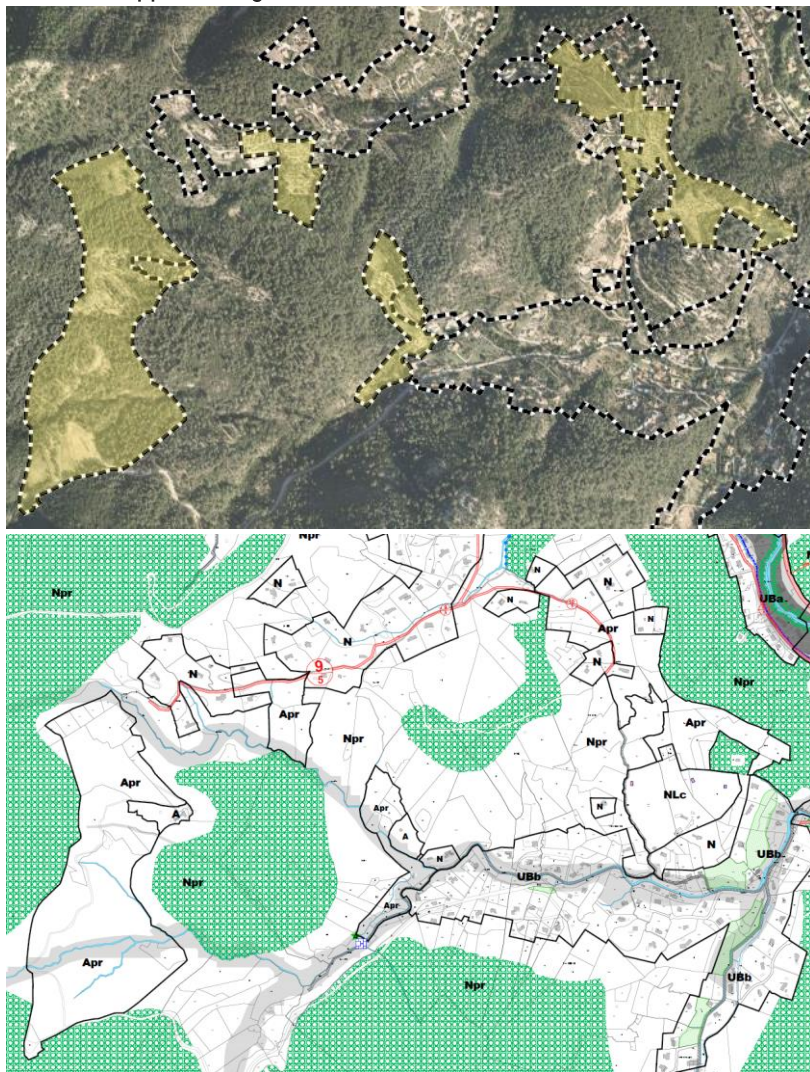
Les restanques existantes et à reconquérir (enfrichement) sont protégées en secteur Apr. Les zones A permettent le développement de deux sièges (domaine oéicole aux Camp Long, bergerie à la Renarde).

Les Espaces boisés Classés ont été réduits sur les coteaux en restanques mais sont maintenus sur les crêtes boisées. La ripisylve de la vallée du Gapeau reste protégée pour son rôle écologique. La chênaie verte présentant un intérêt en lisière des Escavalins est protégée au titre de l'article L.15-23 du code de l'urbanisme. Ainsi, cette mesure permet de garantir le maintien des chênes et de permettre la suppression des invasives (pins...).



Extraits du zonage du PLU révisé

De même à l'Est de la commune, les principaux secteurs de restanques sont désormais protégés en zone Apr. Un secteur A permet l'évolution du bâti existant et un développement agricole.



Extraits du zonage du PLU révisé

Caractéristiques des principales dispositions du règlement de la zone A

- *Article 1 et 2 : Occupations et utilisations du sol interdites (art. 1) ou soumises à conditions particulières (art. 2)*

Toutes occupations ou utilisations du sol sont interdites à l'exception de celles prévues à l'article A2.

En particulier, l'extraction de terre végétale, le dépôt de déchets non liés à un usage agricole, le dépôt d'épandage et de produits polluants, de ferraille, les travaux susceptibles de compromettre les caractéristiques structurelles et architecturales des bâtiments identifiés par le zonage y sont interdits.

Dans la zone A, toutes les occupations et utilisations du sol directement nécessaires à l'exploitation agricole sont autorisées. Sont également autorisées les activités autorisées dans le prolongement de la production agricole ou directement nécessaires à une exploitation agricole. Compte tenu de la présence d'habitation au sein de la zone A, les extensions et les annexes des bâtiments d'habitation existants sont également admises, et réglementées de façon notamment à ce qu'elles ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Un espace tampon doit être végétalisé à cette occasion afin de préserver les habitations des cultures. Une emprise au sol globale maximale des habitations, de leurs extensions et annexes, telle que définie par l'article R420-1 du Code de l'urbanisme, est définie, comme la surface de plancher maximale autorisée, l'objectif étant de permettre le confortement des habitations pour les adapter aux besoins contemporains (pièce supplémentaire, annexe...) et non de démultiplier le nombre de logements. La zone d'implantation est également définie par un périmètre de 20 mètres autour du bâtiment d'habitation. Les aménagements et ouvrages techniques nécessaires aux services publics, les affouillements et exhaussements nécessaires à la zone sont autorisés.

Dans le secteur Apr, toute construction nouvelle est strictement interdite pour des motifs paysagers et de prise en compte de l'environnement. L'aménagement, la réfection des constructions existantes sont donc autorisés sous réserve de ne pas altérer la valeur écologique et paysagère du site et de ne présenter aucun risque de nuisance de quelque nature que ce soit pour le milieu naturel.



- *Article 3 – conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public*

Cet article rappelle que les terrains doivent être desservis par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles desservent. Compte tenu du classement de la RD554 comme voie à grande circulation, la création de nouveaux accès y est interdit afin de ne pas générer de nouveaux risques pour les usagers et riverains.

- *Article 4 – conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement*

La zone A n'est pas nécessairement desservie par les différents réseaux (eau potable, assainissement, électricité). Toutefois, dès lors qu'ils existent, les projets le nécessitant doivent être y raccordés.

En leur absence, les dispositifs d'alimentation en eau potable ou d'assainissement non collectif sont possibles dans le respect des réglementations en vigueur.

Les rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales doivent être séparés afin de ne pas créer de pollution par rejet d'eaux usées dans le réseau pluvial.

Le PLU privilégie la gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Afin d'éviter les risques d'inondation, les aménagements et clôtures ne doivent pas faire obstacle au ruissellement des eaux de pluies. Des dispositifs de traitement des eaux de surfaces peuvent être imposés selon les législations en vigueur (tel est le cas notamment pour les espaces de stationnement) pour anticiper les risques de pollution. Enfin, pour ne pas créer de dysfonctionnement du réseau d'assainissement (saturation du réseau une surcharge de la station de traitement...), les eaux pluviales ne peuvent être déversées dans le réseau d'assainissement.

Les raccordements aux réseaux électriques, téléphoniques et de télédistribution devront être réalisés en souterrain afin de protéger le paysage urbain. En cas d'impossibilité technique, les installations doivent être dissimulées au mieux.

- *Article 5 : Superficie minimale des terrains*

Sans objet.

- *Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques*

En application des articles L.111-6 et suivants, un recul d'au moins 75 mètres de l'axe de la RD 554 et de sa future déviation, classées à grande circulation, doit être respecté. Les bâtiments 5 mètres de l'alignement des autres voies et emprises publiques existantes ou projetées.

Des adaptations à la règle sont toutefois retenues notamment pour permettre l'extension des constructions au sol ou en surélévation (confortement), ainsi que pour les ouvrages techniques d'intérêt général eu égard à leurs spécificités (poste de transformation...).

- *Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*

Afin de préserver les paysages et les riverains, les constructions doivent respecter une distance minimale de 5 mètres par rapport aux limites séparatives.

Toutefois, des implantations différentes sont admises lorsque le projet ne génère pas de gêne : construction en rez-de-chaussée, construction en continuité d'une construction de même volumétrie, piscines non couverte.

La prise en compte des risques de ruissellement et de crues torrentielle imposent un recul de 10 mètre de toute construction par rapport aux axes drainants.

- *Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur même propriété*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 9 : Emprise au sol des constructions*

Cet article n'est pas réglementé pour la zone A, l'emprise au sol des extensions des habitations existantes et des annexes étant précisée à l'article A2.

- *Article 10 : Hauteur maximale des constructions*

Afin de limiter leur impact dans le paysager, la hauteur des constructions est définie en fonction des pentes (7 mètres pour les pentes <15%, 4,50 mètres pour



les pentes ou $\geq 15\%$). Les annexes à l'habitation sont également limitées en hauteurs (3,50 mètres) eu égard leur destination.

Des adaptations restent possible pour respecter les hauteurs existants éventuellement plus élevée ainsi que pour les ouvrages techniques d'intérêt général eu égard à leurs spécificités (poste de transformation...).

La zone A est destinée à accueillir des bâtiments agricoles. Leur hauteur est limitée à 5 mètres à l'égout du toit et 8 mètres au faîtage afin d'assurer leur insertion. Toutefois, pour prendre en compte les spécificités techniques de certains bâtiments, cette hauteur peut être différente.

- *Article 11 : Aspects extérieurs des constructions et aménagement de leurs abords*

Cet article définit des principes généraux permettant de garantir une valorisation de la qualité architecturale. Les constructions devront répondre à la morphologie urbaine environnante ainsi qu'aux proportions et caractères architecturaux des constructions traditionnelles.

Cet article concerne à la fois les couvertures, l'aspect des façades et revêtements, les ouvertures, les éléments techniques (climatiseurs, antennes paraboliques...) et les clôtures.

Les prescriptions architecturale ont été renforcées par rapport au PLU de 2006 afin de maintenir et renforcer la qualité des paysages bâtis.

Le règlement rappelle également les dispositions générales applicables au patrimoine protégé par le PLU.

Des dispositions spécifiques sont retenues pour les bâtiments agricoles (toitures et les façades) qui restent des bâtiments techniques avec leurs exigences propres.

- *Article 12 : Stationnement des véhicules*

La zone A n'est pas destinées au développement de logements et les surfaces de terrains permettent généralement d'intégrer le stationnement nécessaire. Il est toutefois rappelé que le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et des installations devra être assuré en dehors des voies de desserte sur des emplacements prévus à cet effet.

- *Article 13 : Espaces libres, aires de jeux et de loisirs et plantations*

En complément des limitations en terme de densité et pour limiter l'imperméabilisation des sols, une surface d'espaces libres traités en espaces verts de pleine terre doit être au moins égale à 70% de la superficie totale du terrain.

Afin de maintenir le caractère paysager de la zone et de pérenniser une qualité d'accompagnement du bâti, les espaces libres doivent être plantés. Les plantations et clôtures végétales doivent être composées d'essences régionales et diversifiées (respect de la trame verte...).

- *Art 14 : Coefficient d'occupation du sol*

Sans objet.

- *Article 15 : Performances énergétiques et environnementales*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 16 : Infrastructures et réseaux de communications électroniques*

Cet article n'est pas réglementé.



3.5 Les choix retenus en matière de zones naturelles

PLU de 2006 (modification n°2 du 4 juin 2012)

Zone	Surface (ha)	% commune
UA	6,3	0,5%
UAp	0,3	0,0%
UB	3,6	0,3%
UBa	2,1	0,2%
UC	8,4	0,6%
UCa	15,5	1,2%
UCb	22,1	1,6%
UCc	55,2	4,1%
UD	2,4	0,2%
UDa	8,7	0,6%
UZ	2,4	0,2%
UZa	0,1	0,0%
UZb	0,1	0,0%
TOTAL ZONES U	127,2	9,5%

AU	4,6	0,3%
AUa	4,3	0,3%
TOTAL ZONES AU	8,9	0,6%

TOTAL ZONES CONSTRUCTIBLES	136,1	10,1%
-----------------------------------	--------------	--------------

TOTAL ZONES A	0,0	0,0%
----------------------	------------	-------------

N	1203,6	89,6%
Na	2,0	0,1%
		0,0%
Np	0,4	0,0%
Nz	1,8	0,1%
TOTAL ZONES N	1207,8	89,9%

TOTAL COMMUNE	1343,90	100,0%
----------------------	----------------	---------------

PLU Révisé

Zone	Surface (ha)	% commune
UA	6,5	0,5%
UAa	1,0	0,1%
UAp	0,3	0,0%
UB	15,1	1,1%
UBa	14,6	1,1%
UBb	55,4	4,1%
UM	2,7	0,2%
TOTAL ZONES U	95,6	7,1%

TOTAL ZONES AU	0,0	0,0%
-----------------------	------------	-------------

TOTAL ZONES CONSTRUCTIBLES	95,6	7,1%
-----------------------------------	-------------	-------------

A	7,6	0,6%
Apr	191,7	14,3%
TOTAL ZONES A	199,3	14,8%

N	271,1	20,2%
NL	5,3	0,4%
NLc	7,32	0,5%
Np	0,54	0,0%
Npr	764,6	56,9%
TOTAL ZONES N	1048,9	78,1%

TOTAL COMMUNE	1343,80	100,0%
----------------------	----------------	---------------

- le secteur Npr recouvre les espaces faisant l'objet d'une protection particulière en raison de leur caractère remarquable sur le plan paysager et/ou écologique, ou en raison de la présence de risques. A ce titre, elle n'est pas constructible.

Des éléments de patrimoine bâti, notamment des cabanons, sont identifiés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. Les zones naturelles sont également traversées par des emplacements réservés notamment pour l'amélioration de voies. Les risques d'inondation sont également recensés.

Evolutions par rapport au PLU de 2006 :

Le PLU de 2006 reposait sur une zone naturelle agricole qui n'intégrait pas les divers degrés de protection.

Le PLU en distinguant les secteurs N et Npr clarifie la distinction entre les espaces naturels, éventuellement bâtis dont il convient d'accompagner l'évolution et les espaces plus sensibles et à protéger. En revanche, le principe d'un secteur Np protégeant les ensembles bâtis remarquables est maintenu. Un nouveau secteur Np est d'ailleurs défini.

La révision a également conduit à une diminution des zones naturelles du fait de la création de la zone agricole permettant le développement des sièges existants et la reconquête d'espaces (voir point précédent).

Les espaces naturels de la ZAC de la Muscatelle n'impliquant pas de protection particulière, le secteur Nz est supprimé.

Enfin, les secteurs NL et NLc sont créés pour encadrer les activités de loisirs. Dans ce cadre, le secteur NLc identifie les campings qui étaient classés en zone urbaine UD du PLU de 2006 : ce zonage traduit mieux le cadre naturel des usages existants.

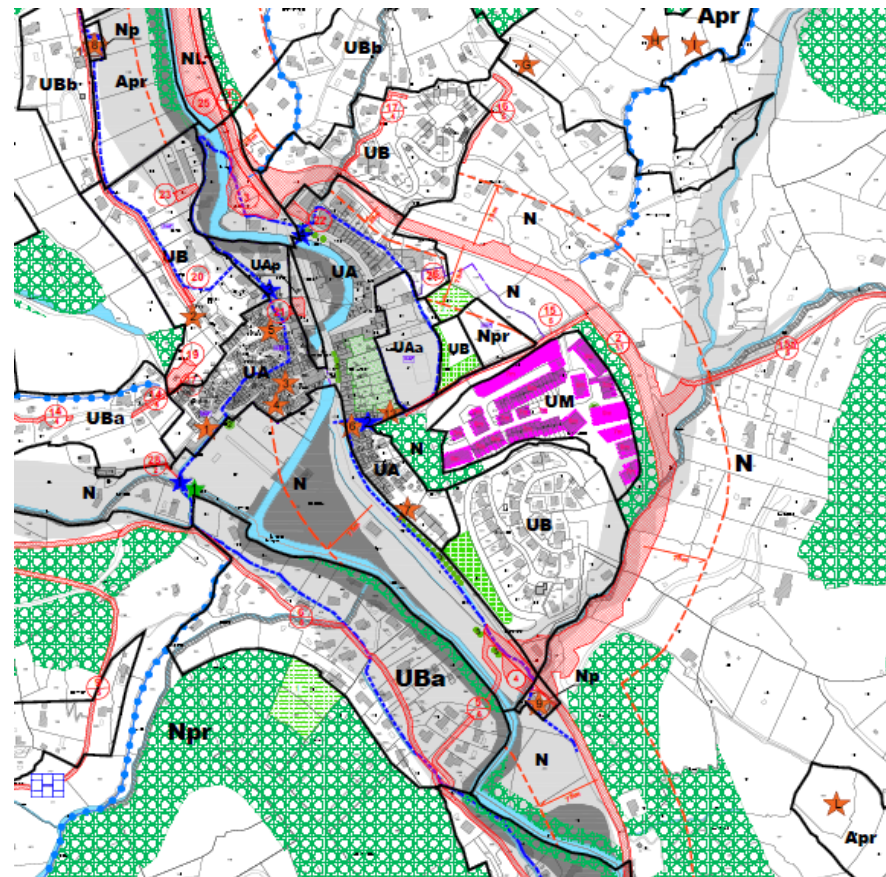
La zone N couvre ainsi environ 1 049 ha au total, dont 765 ha protégés en secteur Npr. La surface des zones N diminue d'environ 158 ha, notamment du fait de la création de la zone A.

Les choix retenus pour chacun des secteurs sont détaillés ci-après. L'explication des choix retenus pour les zones urbaines et agricoles sont également à prendre en compte.

Zone N

Elle protège les autres espaces naturels, non concernés par les mesures d'inventaire et de protection, ainsi que les secteurs d'habitat diffus. Elle s'étend sur plus de 270 ha.

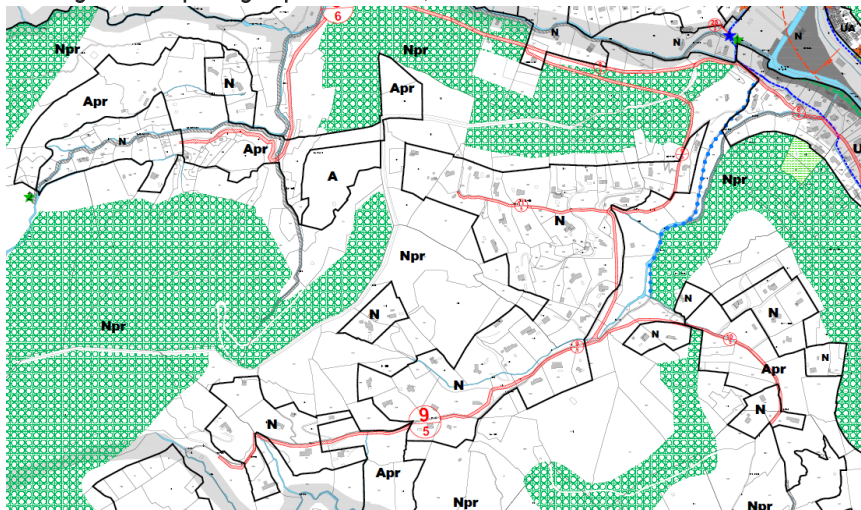
Autour du village, le Parc Peiresc et ses aménagements légers ainsi que le parc du château sont maintenus en zone N. Les espaces naturels de la Vallée du Gapeau (une ancienne zone UD, qui aurait contribué à étendre le village, et dont la constructibilité résiduelle est presque nulle du fait des contraintes cumulées liées au PPRi et la marge de recul le long de la RD554, est ainsi supprimée) comme les espaces à maintenir naturels autour de la ZAC de la Muscatelle (ancien secteur Nz) sont également classés en zone N. Les secteurs d'habitat diffus à l'Est du futur, difficilement accessible, en particulier pour les véhicules de secours (une seule liaison par une voie étroite, relief...) et impacté par la voie et sa marge de recul, ont été reclassés en zone N. Afin d'être compatible avec le périmètre de protection rapproché du captage, non constructible, le terrain de sport et ses abords concernés par la protection sont également reclassés en zone N (voir justification zones urbaines).



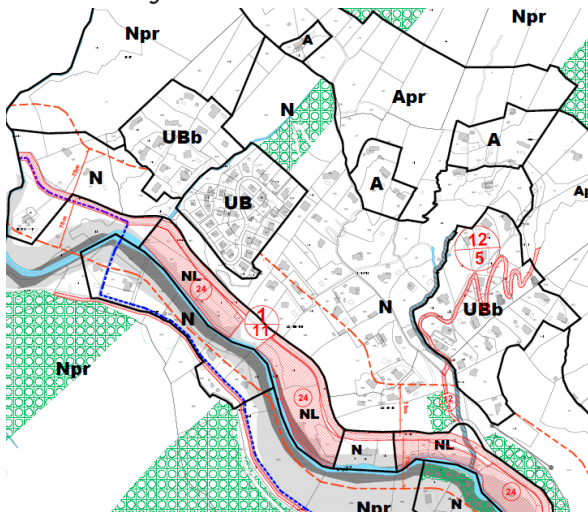
Extrait du zonage du PLU révisé - Village



Sont également protégés par la zone N, les secteurs d'habitat diffus :



Extrait du zonage du PLU révisé – Font d'Ouin – La Colle – Tour d'Olivier

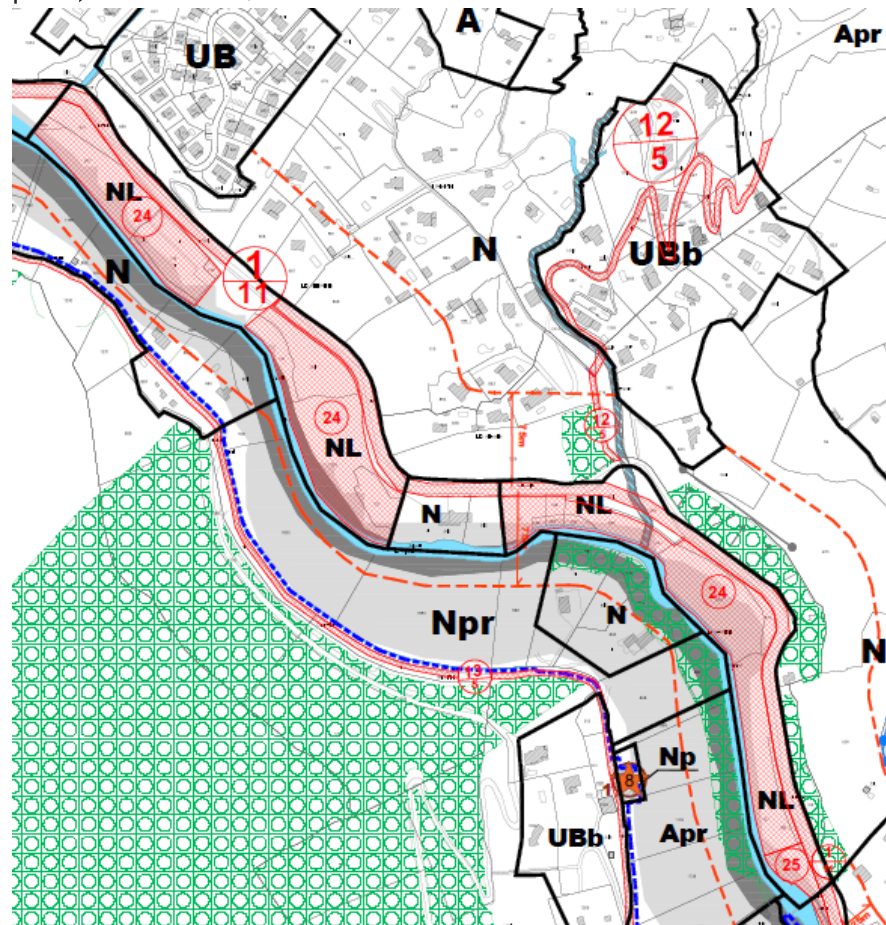


Extrait du zonage du PLU révisé – Les Blétonèdes – Pétégoux

L'ajustement des zones urbaines, comme à l'Escride ou Ferrantu, a également conduit à des reclassements de zones U (généralement non constructible en réalité, en zone naturelles).

Secteur NL

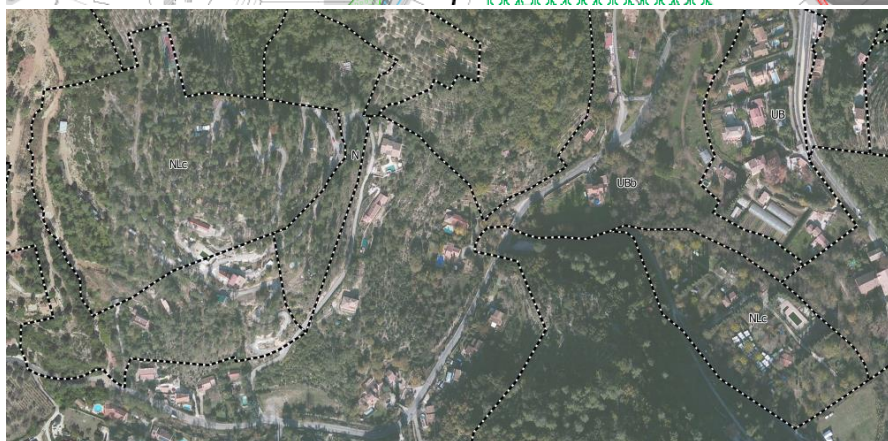
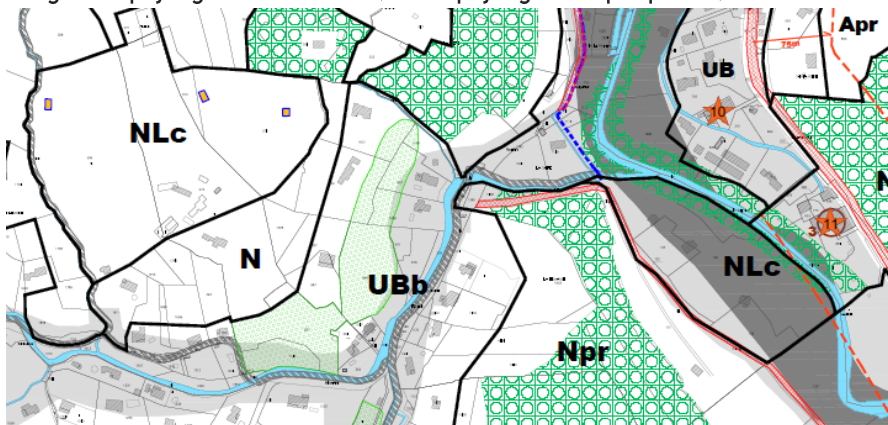
Il identifie les espaces à mettre en valeur dans la vallée du Gapeau (environ 5 ha), dont certains font l'objet d'un emplacement réservé (acquisition et ouverture au public, stationnement).



Extrait du zonage du PLU révisé – Vallée du Gapeau, Entrée Nord

Secteur NLc

Il correspond aux périmètres des deux campings, sur un total de plus de 7 ha, situés à l'entrée Sud de la Commune. Classés en zone UD du PLU de 2006, la création d'un secteur NLc dédié dans le PLU révisé permet de reconnaître et de préserver leur cadre à dominante naturelle. Les règles visent ainsi à permettre leur maintien sans développer l'artificialisation des secteurs, et à améliorer leur intégration paysagère notamment (bande paysagère en périphérie).

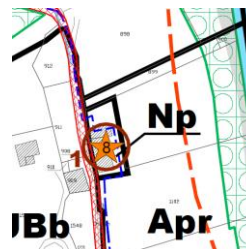


Extrait du zonage du PLU révisé – Vallée du Gapeau, Entrée Nord

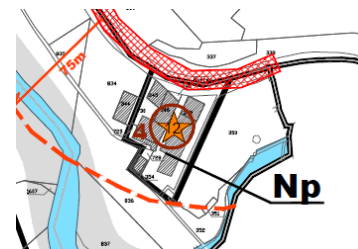
Secteur Np

Il identifie trois ensembles bâtis dans la vallée du Gapeau qui, compte tenu de leur intérêt patrimonial, doivent être préservés dans leurs volumes initiaux.

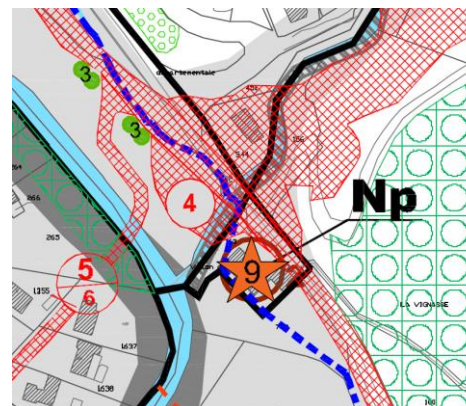
Deux étaient déjà ainsi protégés dans le PLU de 2006 (chemin de Camp Long et Les Conférences). Un secteur Np a été créé pour préserver l'ancien corps de ferme et ses dépendances à La Vignasserie.



Bastide et ancien moulin,
Chemin de Camp Long



Bastides et dépendances
Les Conférences



Ancien corps de ferme et ses dépendances,
La Vignasserie.

Extrait du zonage du PLU révisé



Caractéristiques des principales dispositions du règlement de la zone N

- *Article 1 et 2 : Occupations et utilisations du sol interdites (art. 1) ou soumises à conditions particulières (art. 2)*

Toutes occupations ou utilisations du sol sont interdites à l'exception de celles prévues à l'article N 2.

En particulier, l'extraction de terre végétale, le dépôt de déchets non liés à un usage agricole, le dépôt d'épandage et de produits polluants, de ferraille, les travaux susceptibles de compromettre les caractéristiques structurelles et architecturales des bâtiments identifiés par le zonage y sont interdits.

Dans la zone N, compte tenu de la présence d'habitation, les extensions et les annexes des bâtiments d'habitation existants sont admises et réglementées de façon notamment à ce qu'elles ne compromettent pas la qualité paysagère du site. Une emprise au sol globale maximale des habitations, de leurs extensions et annexes, telle que définie par l'article R420-1 du Code de l'urbanisme, est définie, comme la surface de plancher maximale autorisée, l'objectif étant de permettre le confortement des habitations pour les adapter aux besoins contemporains (pièce supplémentaire, annexe...) et non de démultiplier le nombre de logements. La zone d'implantation est également définie par un périmètre de 20 mètres autour du bâtiment d'habitation. Afin d'assurer la bonne gestion de ces espaces, les aménagements et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et les aménagements légers ainsi que les affouillements et exhaussements nécessaires à la zone sont autorisés.

Le secteur NL vise à permettre la mise en valeur de la vallée du Gapeau. Les aires de stationnement paysagers sont donc autorisées (un emplacement est réservé à cet effet).

Dans le secteur NLc visant la gestion des campings, sont seul admis ces équipements existants.

Dans le secteur Nr, toute construction nouvelle est strictement interdite pour des motifs paysagers et de prise en compte de l'environnement. Afin de d'accompagner l'ouverture au public de ces espaces, les aménagements légers sont admis dans la mesure où ils ne détériorent pas ces espaces. La gestion du bâti existant est autorisé au travers de l'aménagement, la réfection des constructions

existantes sous réserve de ne pas altérer la valeur écologique et paysagère du site et de ne présenter aucun risque de nuisance de quelque nature que ce soit pour le milieu naturel.

- *Article 3 – conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public*

Cet article rappelle que les terrains doivent être desservis par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles desservent. Compte tenu du classement de la RD554 comme voie à grande circulation, la création de nouveaux accès y est interdit afin de ne pas générer de nouveaux risques pour les usagers et riverains.

- *Article 4 – conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement*

La zone N n'est pas nécessairement desservie par les différents réseaux (eau potable, assainissement, électricité). Toutefois, dès lors qu'ils existent, les projets le nécessitant doivent être y raccordés.

En leur absence, les dispositifs d'alimentation en eau potable ou d'assainissement non collectif sont possibles dans le respect des réglementations en vigueur.

Les rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales doivent être séparés afin de ne pas créer de pollution par rejet d'eaux usées dans le réseau pluvial.

Le PLU privilégie la gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Afin d'éviter les risques d'inondation, les aménagements et clôtures ne doivent pas faire obstacle au ruissellement des eaux de pluies. Des dispositifs de traitement des eaux de surfaces peuvent être imposés selon les législations en vigueur (tel est le cas notamment pour les espaces de stationnement) pour anticiper les risques de pollution. Enfin, pour ne pas créer de dysfonctionnement du réseau d'assainissement (saturation du réseau une surcharge de la station de traitement...), les eaux pluviales ne peuvent être déversées dans le réseau d'assainissement.

Les raccordements aux réseaux électriques, téléphoniques et de télédistribution devront être réalisés en souterrain afin de protéger le paysage urbain. En cas d'impossibilité technique, les installations doivent être dissimulées au mieux.



- *Article 5 : Superficie minimale des terrains*

Sans objet.

- *Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques*

En application des articles L.111-6 et suivants, un recul d'au moins 75 mètres de l'axe de la RD 554 et de sa future déviation, classées à grande circulation, doit être respecté. Les bâtiments 5 mètres de l'alignement des autres voies et emprises publiques existantes ou projetées.

Des adaptations à la règle sont toutefois retenues notamment pour permettre l'extension des constructions au sol ou en surélévation (confortement), ainsi que pour les ouvrages techniques d'intérêt général eu égard à leurs spécificités (poste de transformation...).

- *Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*

Afin de préserver les paysages et les riverains, les constructions doivent respecter une distance minimale de 5 mètres par rapport aux limites séparatives.

Toutefois, des implantations différentes sont admises lorsque le projet ne génère pas de gêne : construction en rez-de-chaussée, construction en continuité d'une construction de même volumétrie, piscines non couverte.

La prise en compte des risques de ruissellement et de crues torrentielle imposent un recul de 10 mètre de toute construction par rapport aux axes drainants.

- *Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur même propriété*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 9 : Emprise au sol des constructions*

Cet article n'est pas réglementé pour la zone N, l'emprise au sol des extensions des habitations existantes et des annexes étant précisée à l'article N2.

Dans le secteur Nlc, l'emprise des bâtiments es limitée à celle déjà autorisée et préexistante (gestion de l'existant).

- *Article 10 : Hauteur maximale des constructions*

Afin de limiter leur impact dans le paysage, la hauteur des constructions est définie en fonction des pentes (7 mètres pour les pentes <15%, 4,50 mètres pour les pentes ou > = 15%). Les annexes à l'habitation sont également limitées en hauteurs (3,50 mètres) eu égard leur destination.

Des adaptations restent possible pour respecter les hauteurs existants éventuellement plus élevée ainsi que pour les ouvrages techniques d'intérêt général eu égard à leurs spécificités (poste de transformation...).

- *Article 11 : Aspects extérieurs des constructions et aménagement de leurs abords*

Cet article définit des principes généraux permettant de garantir une valorisation de la qualité architecturale. Les constructions devront répondre à la morphologie urbaine environnante ainsi qu'aux proportions et caractères architecturaux des constructions traditionnelles.

Cet article concerne à la fois les couvertures, l'aspect des façades et revêtements, les ouvertures, les éléments techniques (climatiseurs, antennes paraboliques...) et les clôtures.

Les prescriptions architecturale ont été renforcées par rapport au PLU de 2006 afin de maintenir et renforcer la qualité des paysages bâtis.

Le règlement rappelle également les dispositions générales applicables au patrimoine protégé par le PLU.

- *Article 12 : Stationnement des véhicules*

La zone A n'est pas destinées au développement de logements et les surfaces de terrains permettent généralement d'intégrer le stationnement nécessaire. Il est toutefois rappelé que le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et des installations devra être assuré en dehors des voies de desserte sur des emplacements prévus à cet effet.



- *Article 13 : Espaces libres, aires de jeux et de loisirs et plantations*

En complément des limitations en terme de densité et pour limiter l'imperméabilisation des sols, une surface d'espaces libres traités en espaces verts de pleine terre doit être au moins égale à 70% de la superficie totale du terrain.

En outre, pour assurer l'insertion paysagère des campings existants, les espaces verts de pleine terre ne peuvent être inférieure à 60% de l'unité foncière et une bande paysagère d'au moins 5 mètres de larges sur le pourtour doit être plantée.

D'une façon générale, afin de maintenir le caractère paysager de la zone et de pérenniser une qualité d'accompagnement du bâti, les espaces libres doivent être plantés. Les plantations et clôtures végétales doivent être composées d'essences régionales et diversifiées (respect de la trame verte...).

- *Art 14 : Coefficient d'occupation du sol*

Sans objet.

- *Article 15 : Performances énergétiques et environnementales*

Cet article n'est pas réglementé.

- *Article 16 : Infrastructures et réseaux de communications électroniques*

Cet article n'est pas réglementé.

3.6 Les choix retenus pour les Orientations d'Aménagement et de Programmation

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) prennent la forme de schémas de principes et d'organisation avec lesquels les futures opérations d'ensemble, aménagements et/ou constructions devront être compatibles.

Afin de répondre aux objectifs précédents, les OAP précisent des éléments à respecter pour que les secteurs répondent à des principes :

- d'insertion paysagère et environnementale afin de garantir une bonne intégration des futurs aménagements et constructions dans leur environnement, tant urbain que paysager, dans le respect des enjeux écologiques particuliers du territoire.
- de maillage dans le but de structurer la desserte, tant viaire que par les modes doux, des futurs quartiers/constructions et de connecter ceux-ci avec les tissus urbains limitrophes (village). Des principes sont également établis concernant l'offre en stationnement.
- De composantes urbaines afin d'établir le parti d'aménagement urbain retenu (vocations, formes urbaines, composantes urbaines à préserver, à restructurer ou à mettre en valeur).

Deux Orientations d'Aménagement et de Programmation ont été retenues. Elles visent à accompagner l'aménagement du village.



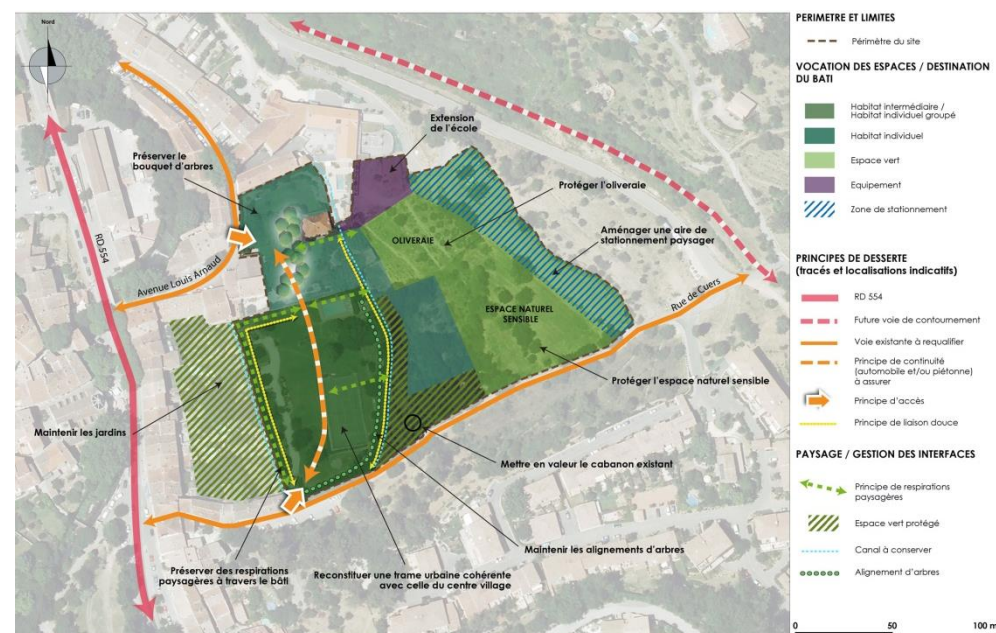
Deux Orientations d'Aménagement et de Programmation ont été retenues. Elles visent à accompagner l'aménagement du village.

– OAP1 – Est du village

Elle vise à définir les grands principes d'aménagement pour le développement de l'Est du village. S'agissant d'un secteur déjà urbanisé, elle précise notamment les principes de trame viaire et de morphologie urbaine qui permettront d'assurer la bonne insertion des nouvelles opérations : requalification de voie existantes et principe de continuité viaire (bouclage), mise en place de liaisons douces entre le centre-village, l'école et les quartiers d'habitat, insertion paysager des aires de stationnement et prise en compte des vues depuis la future voie de contournement, préservation du cadre paysager, formes urbaines assurant une transition entre la compacité du centre-village et les espaces naturels proches, etc.

Les espaces encore libres qui s'inscrivent dans ce périmètre devraient permettre la création d'environ 35 logements.

Principe d'insertion paysagère / insertion dans l'environnement : préservation d'espaces naturels tels que l'oliveraie et l'espace naturel sensible ; préservation d'espaces verts et arborés autour des aménagements à destination d'habitat, d'équipements ou de stationnement ; préservation d'éléments patrimoniaux existants comme les canaux d'irrigation du Gapeau, les alignements d'arbres et un cabanon existant



OAP1 – Est du village



– OAP2 – Village

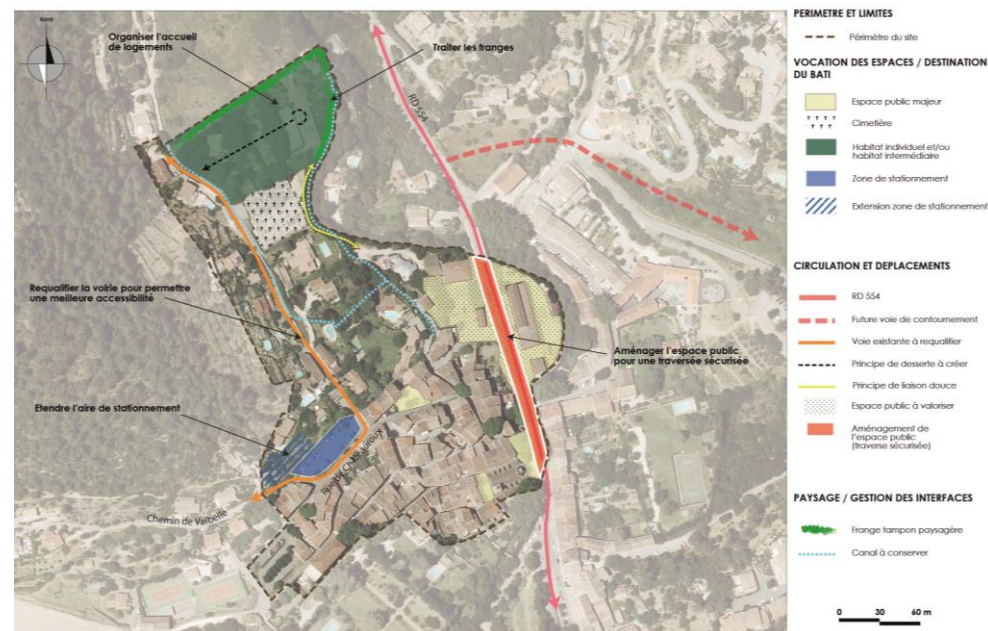
L'objectif de cette OAP est essentiellement qualitatif, dans le cadre des orientations du PADD visant à l'apaisement et l'animation du village.

Parallèlement au projet de voie de contournement du village qui déléstera les flux de centre village, cette OAP a surtout pour objet de préciser les aménagements d'espaces publics qui permettront d'anticiper l'anticiper en mettant en valeur et en sécurisant les espaces publics existants et notamment le franchissement de la RD 554 par une espace pacifié om la vitesse sera calmée.

La qualité urbaine et architecturale du centre-village auxquels le PADD porte une grande attention y trouve également une traduction par des principes relatifs au traitement des espaces publics, à la qualité des réhabilitations et à l'insertion paysagers de nouvelles opérations, notamment en frange Nord.

Le village ne dispose que de peu des disponibilités foncières. Toutefois, un secteur sous-occupé, au Nord pourra être densifié, notamment lorsque la desserte viaire actuelle sera améliorée. Il pourra accueillir jusqu'à une dizaine de logements.

Principe d'insertion paysagère / insertion dans l'environnement : gestion des franges urbaines nouvellement créées par la création d'une frange tampon ; respect des éléments patrimoniaux identifiés tels que les canaux d'irrigation du Gapeau à conserver.



OAP2 – Village



3.7 Les choix retenus en matière d'emplacements réservés

Les Emplacements Réservés sont destinés à poursuivre l'équipement de la commune et à améliorer les conditions de vie de ses habitants et des visiteurs. Ils répondent, complémentaires aux autres mesures réglementaires, aux objectifs du PADD, notamment :

- sécuriser et améliorer la desserte du territoire et notamment pour la défense contre les risques naturels ;
- conforter l'offre de stationnement ;
- poursuivre la mise à niveau des équipements ;
- favoriser la découverte du territoire.

Les emplacements réservés du PLU ayant été réalisés ou ne correspondant plus au projet communal sont supprimés.

De nombreux emplacements réservés, maintenus du POS, ont pour objet l'amélioration de la trame viaire de la commune et la desserte des quartiers, objectif défini dans le PADD : élargissement de la RD 554 et création du contournement (au bénéfice du Département), élargissement de voies, amélioration de carrefours, aménagement d'aires de stationnement, extension du cimetière, équipements scolaires...

Les emplacements réservés dans la vallée du Gapeau, à l'entrée Nord de la commune, ont également été redéfinis et précisés pour l'acquisition d'espaces à ouvrir au public d'une part et la création d'une aire de stationnement d'autre part. Il en est de même par exemple pour le parking de la Rouveirède (n°19) redéfini au regard des besoins.

Des emplacements réservés nouveaux ont été instaurés également dans ce sens, mais aussi pour :

- des élargissements de voie, notamment pour améliorer l'accessibilité incendie (rue Peiresc, chemin de Valbelle) ;
- l'extension de l'école.

La liste ci-après détaille les emplacements réservés.

Numéro	Destination	Bénéficiaire
1	Elargissement de la RD 554	Département
2	Voie de contournement du village (RD 554)	Département
3	Aménagement de carrefour	Département
4	Aménagement de carrefour	Commune
5	Création d'une voie reliant le chemin de Ferrantu à la RD 544	Commune
6	Elargissement du chemin de Ferrantu	Commune
7	Elargissement du chemin de la Thommasse	Commune
8	Elargissement du chemin de Font d'Ouvin	Commune
9	Création du chemin de Coste Hubague	Commune
10	Elargissement du chemin de la Tour d'Olivier	Commune
11	Elargissement du chemin de la Tour de Salles	Commune
12	Elargissement du chemin de Pétégoux	Commune
13	Elargissement du chemin du Camp Long	Commune
14	Elargissement du chemin des Costes	Commune
15	Elargissement du chemin du Puy (partie basse)	Commune
15a	Elargissement du chemin du Puy (partie basse)	Commune
16	Elargissement du chemin des Esclavoux	Commune
17	Elargissement du chemin de Fontainte	Commune
18	Espaces verts et chemin public aux Costes	Commune
19	Aire de stationnement – La Rouveirède	Commune
20	Refuge / aire de croisement – Camp Long	Commune
21	Espace vert – RD 554/ Place E. Arnaud	Commune
22	Aire de stationnement – avenue Louis Arnaud	Commune
23	Extension du cimetière	Commune
24	Espaces paysagers, mise en valeur de la vallée du Gapeau	Commune
25	Aires de stationnement paysagées liées à la mise en valeur de la vallée du Gapeau	Commune
26	Extension des écoles	Commune
27	Elargissement chemin de Valbelle	Commune
28	Elargissement rue Peiresc	Commune



3.8 Les choix retenus en matière d'Espaces Boisés Classés

Au titre de l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme, "les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements".

Les grands massifs boisés sont protégés par la zone naturelle et les mesures existantes (obligation d'autorisation de défrichement...).

Dans le cadre de la révision du PLU, la commune a fait le choix de préserver la majeure partie des Espaces Boisés Classés identifiés dans le précédent PLU en raison de leurs qualités et de leurs fonctions environnementales, paysagères et écologiques.

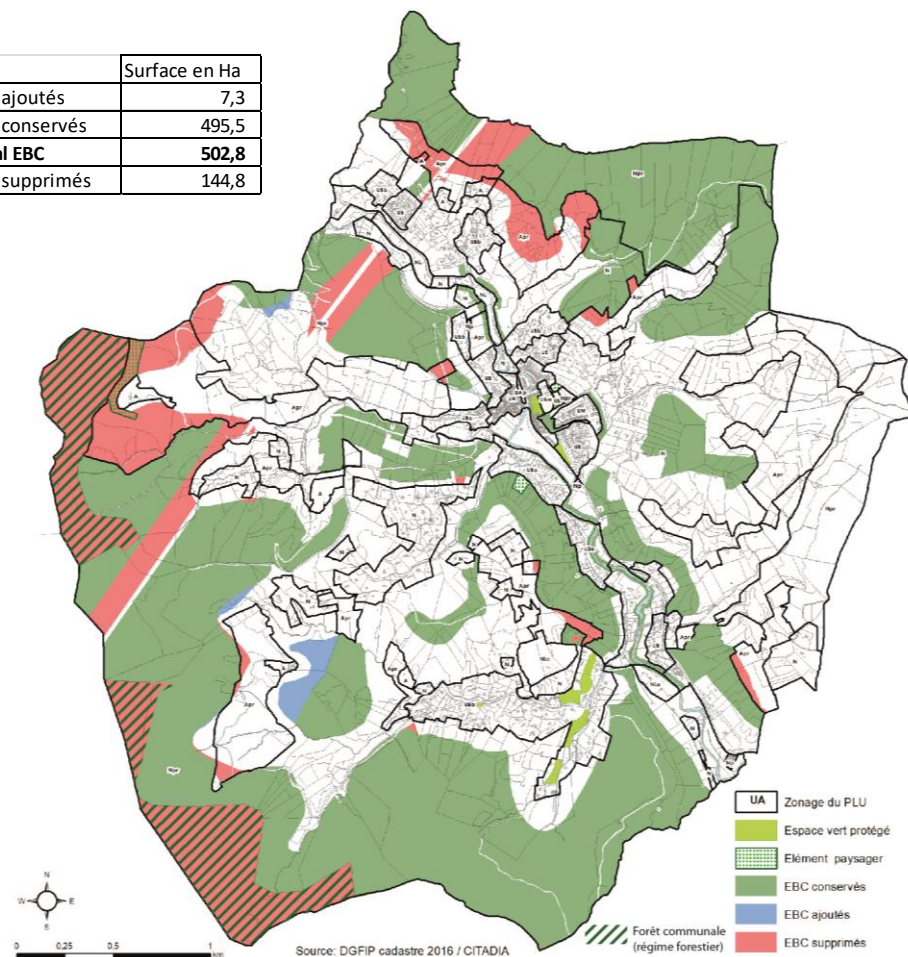
Toutefois quelques adaptations sont effectuées pour :

- tenir compte de l'état de la végétation et de la réalité du terrain, ainsi que de la servitude liées à la ligne haute tension ;
- préserver les milieux ouverts et cultivables au sein du massif. Le maintien de ces espaces en EBC risquerait de conduire à une fermeture des milieux et ainsi de conduire à la disparition des espèces locales. A ce titre, et conformément aux attentes et objectifs fixés par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) PACA et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Toulon Provence Métropole, la commune a fait le choix de réduire l'emprise de certains espaces boisés classés pour préserver ces espaces et permettre le développement d'une agriculture propice aux fonctionnalités écologiques ;
- prendre en compte l'application du régime forestier assurant la préservation et la gestion de la forêt communale.

La reprise des limites des EBC et leur réduction apporte une plus-value environnementale en ce qui concerne la gestion du risque incendie. En effet, le maintien de zones cultivées au sein d'espaces boisés permet d'assurer une meilleure gestion et lutte contre les incendies de forêts dans le massif.

En outre, les choix retenus pour la protection d'éléments naturels et paysagers et d'espaces verts (au titre des articles L.151-19 et de L.151-23 du code de l'urbanisme) au sein des espaces urbanisés constituent une plus-value par rapport au PLU de 2006 (voir explication des choix retenus pour le zonage et le règlement). tel est notamment le cas de la chênaie des Escavalins.

	Surface en Ha
EBC ajoutés	7,3
EBC conservés	495,5
Total EBC	502,8
EBC supprimés	144,8



Evolution des Espaces Boisés Classés



4. BILAN DES ÉVOLUTIONS ENTRE LE PLU DE 2006 ET LE PLU RÉVISÉ

4.1 Les évolutions entre le PLU de 2006 et le PLU révisé : bilan

La révision du PLU a donc été l'occasion de :

- redéfinir les ambitions de développement urbain au regard des potentialités du territoire : les zones urbaines ont été limitées et les zones AU non urbanisées ont été supprimées, notamment en raison des difficultés de desserte (augmentation des déplacements quotidiens et difficultés d'accès des véhicules de secours), et de la lutte contre l'étalement urbain ;
- protéger les espaces naturels et affirmer la reconquête de terres agricoles qui a conduit à créer une zone A.

La révision du PLU présente un bilan positif en assurant :

- une réduction sensible des zones constructibles : les zones constructibles U et AU passent de 136 ha dans le PLU de 2006 à moins de 96ha dans le PLU révisé, soit une réduction de plus de 40ha (-30%) ;
- la création de la zone A, qui couvre 200 ha, tandis que le 1er PLU ne prévoyait pas de zone agricole ;
- une réduction des zones naturelles qui passent de 1 208 ha à 1 049 ha, soit - 159 ha (-12%) essentiellement liée à la création de la zone agricole.

Les motifs des changements apportés au PLU de 2006 dans le cadre de la présente révision sont détaillés dans l'explication des choix retenus en matière de zonage et de règlement

PLU de 2006 (modification n°2 du 4 juin 2012)

Zone	Surface (ha)	% commune
UA	6,3	0,5%
UAp	0,3	0,0%
UB	3,6	0,3%
UBa	2,1	0,2%
UC	8,4	0,6%
UCa	15,5	1,2%
UCb	22,1	1,6%
UCc	55,2	4,1%
UD	2,4	0,2%
UDa	8,7	0,6%
UZ	2,4	0,2%
UZa	0,1	0,0%
UZb	0,1	0,0%
TOTAL ZONES U	127,2	9,5%

AU	4,6	0,3%
AUa	4,3	0,3%
TOTAL ZONES AU	8,9	0,6%

TOTAL ZONES CONSTRUCTIBLES	136,1	10,1%
-----------------------------------	--------------	--------------

TOTAL ZONES A	0,0	0,0%
----------------------	------------	-------------

N	1203,6	89,6%
Na	2,0	0,1%
		0,0%
Np	0,4	0,0%
Nz	1,8	0,1%
TOTAL ZONES N	1207,8	89,9%

TOTAL COMMUNE	1343,90	100,0%
----------------------	----------------	---------------

PLU Révisé

Zone	Surface (ha)	% commune
UA	6,5	0,5%
UAa	1,0	0,1%
UAp	0,3	0,0%
UB	15,1	1,1%
UBa	14,6	1,1%
UBb	55,4	4,1%
UM	2,7	0,2%
TOTAL ZONES U	95,6	7,1%

TOTAL ZONES AU	0,0	0,0%
-----------------------	------------	-------------

TOTAL ZONES CONSTRUCTIBLES	95,6	7,1%
-----------------------------------	-------------	-------------

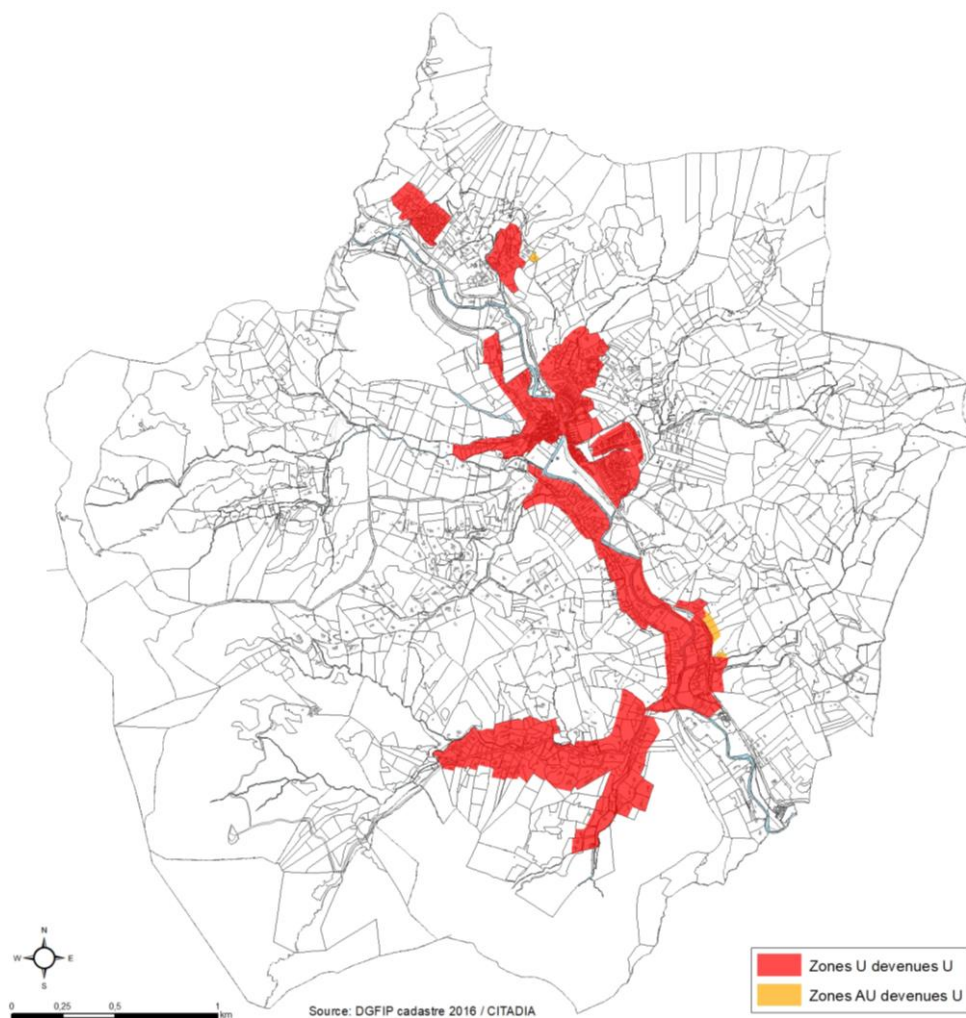
A	7,6	0,6%
Apr	191,7	14,3%
TOTAL ZONES A	199,3	14,8%

N	271,1	20,2%
NL	5,3	0,4%
NLc	7,32	0,5%
Np	0,54	0,0%
Npr	764,6	56,9%
TOTAL ZONES N	1048,9	78,1%

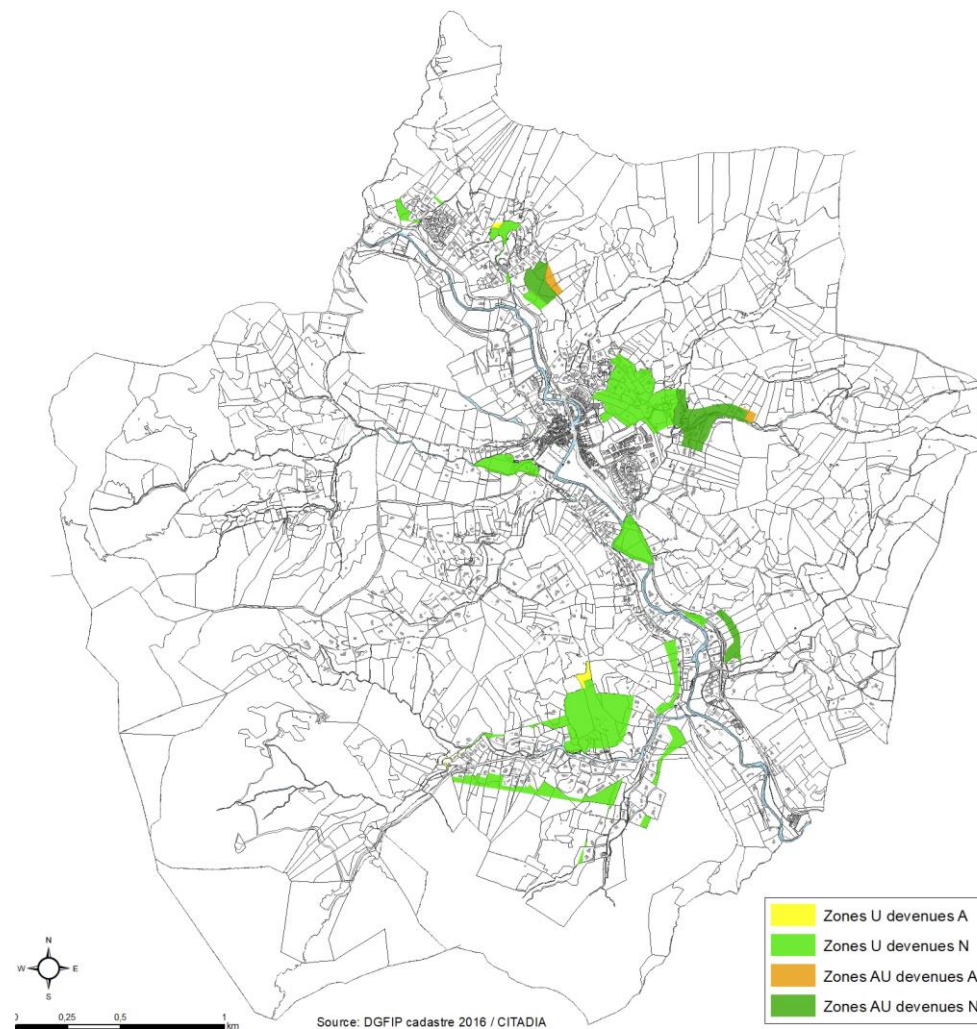
TOTAL COMMUNE	1343,80	100,0%
----------------------	----------------	---------------



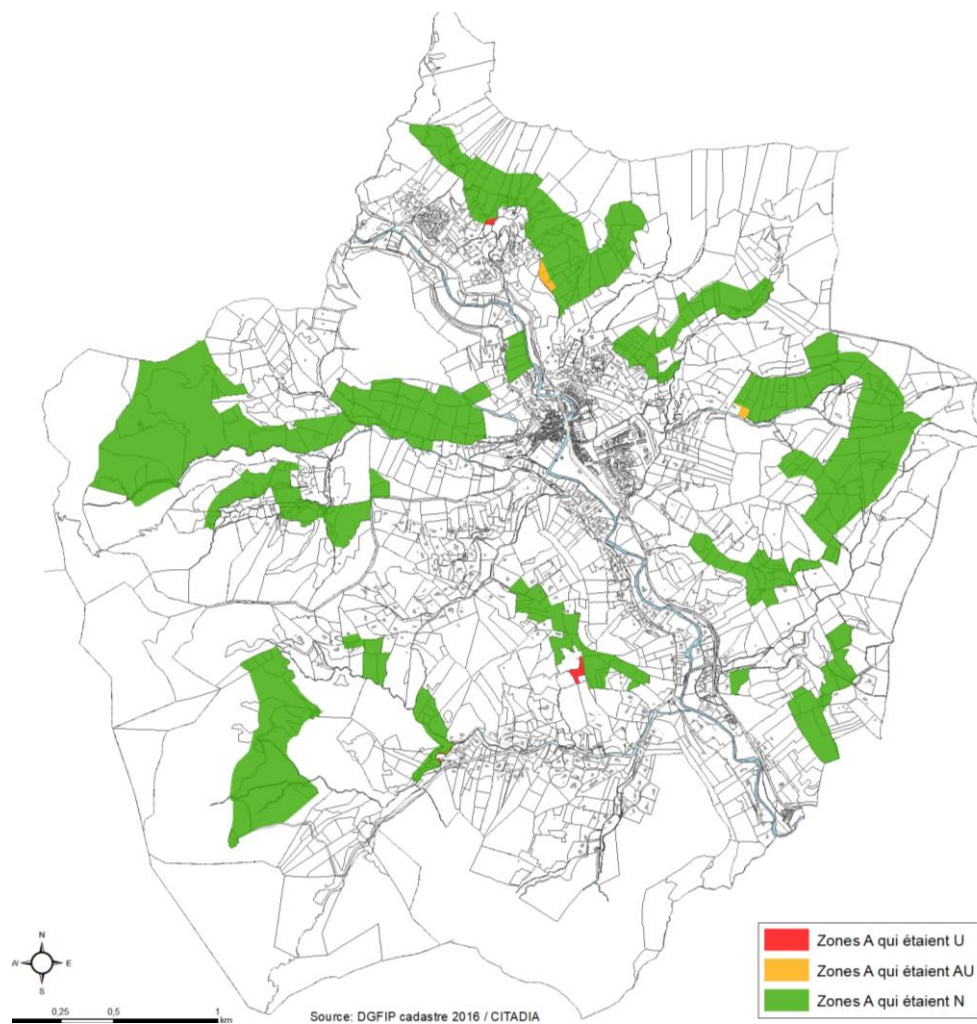
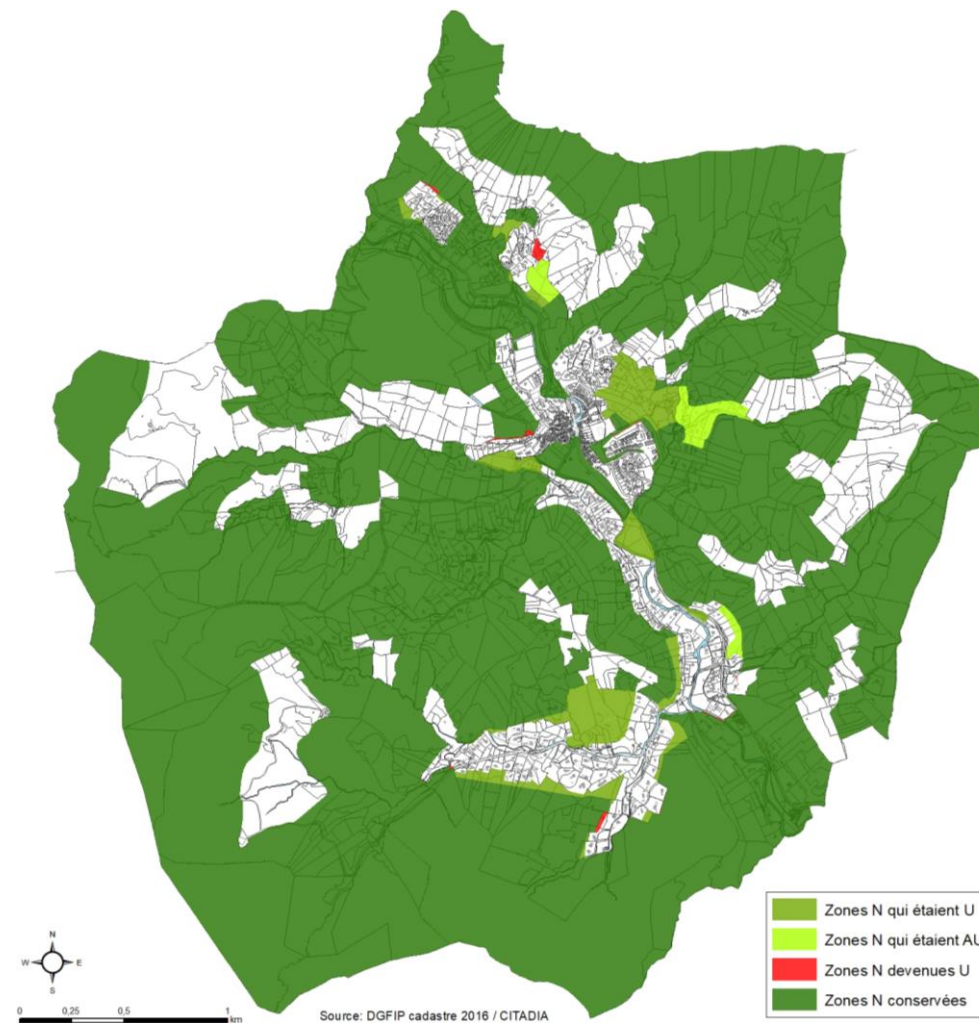
		PLU révisé (ha)				TOTAUX
		U	AU	A	N	
PLU 2006 modifié en 2012 (ha)	U	93,56	0,00	0,54	30,24	124,34
	AU	0,84	0,00	0,74	7,20	8,78
	N	1,05	0,00	198,02	1011,54	1210,60
	TOTAUX	95,45	0,00	199,29	1048,98	



Confirmations de l'urbanisation



Limitations de l'urbanisation

*Origine des zones agricoles**Origine et devenir des zones naturelles*



4.2 Les capacités d'accueil du PLU

Le Plan Local d'Urbanisme doit permettre de planifier le développement et l'aménagement de la commune de Belgentier à l'horizon 10 ans.

Afin d'anticiper les besoins en termes de logements, d'équipements et de foncier, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a défini des objectifs de croissance conduisant à une augmentation nécessitant la production d'une centaine de logements.

Les besoins en logements estimés tiennent compte à la fois de l'augmentation de la population mais également de la décohabitation des ménages.

En réponse à ces besoins, le présent PLU détermine les conditions permettant d'assurer les besoins en logements induits pour répondre au scénario de croissance démographique retenu.

Le nombre maximal théorique de logements est calculé sur la base de chaque zone du PLU à vocation d'accueil de l'habitat, soit les zones UA et UB.

L'estimation des capacités foncières et résidentielles théoriques du PLU est réalisée au regard de plusieurs critères :

- le foncier destiné à des opérations d'aménagement dont le programme nous permet de connaître un nombre suffisamment précis de logements à prendre en compte, tel est le cas pour les zones urbaines faisant l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (zones UA et UB) ;
- le foncier divisible et le foncier libre de toute construction, auxquels sont appliqués les règles de constructibilités maximales offertes par le PLU.

Méthodologie de calcul - Pour l'estimation du nombre de logements théorique a été retenue la méthodologie suivante :

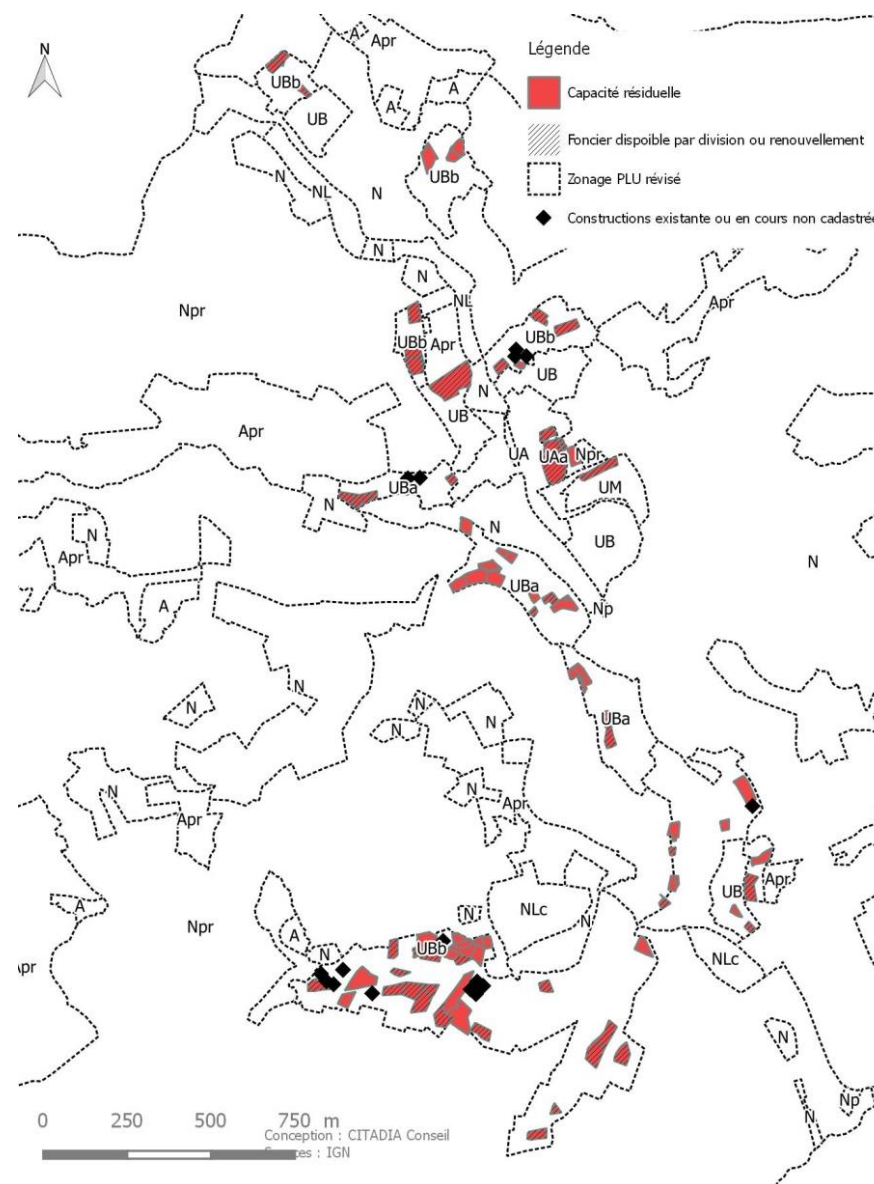
- application des règles d'emprises au sol et de hauteur spécifique à la zone ou au secteur ;
- application de coefficients minorateurs liés :
 - . à l'aménagement, tenant compte notamment des contraintes (relief, zone inondable bistré...) : 0,85 pour le secteur UBa, 0,75 pour le secteur UBb ;
 - . au passage de l'emprise au sol à la surface de plancher (0,80) ;
- taille de logement retenue : 100 m² dans le secteur UBa, 110 m² pour le secteur UBb.

L'estimation des capacités théoriques du PLU prend également en compte les phénomènes de rétention foncière, un coefficient a minima d'un tiers a été retenu.

Ainsi, au regard des règles retenues dans le PLU, les capacités foncières du PLU pour l'accueil résidentiel représente au total 11,4 ha permettant l'accueil d'environ 140 logements.

En prenant en compte la dureté foncière, moins de 8 ha seraient utilisés pour l'accueil d'une centaine de logements.

Zone	Capacités d'accueil théoriques du PLU			
	Hors rétention foncière		Y compris rétention foncière (35%)	
	Surface disponible (ha)	Nombre de logements théorique	Surface disponible (ha)	Nombre de logements théorique
UAa	0,7	35	0,5	23
UB	0,9	16	0,6	11
UBa	2,1	38	1,4	25
UBb	7,5	61	5,0	40
UM	0,2	4	0,1	3
Total	11,2	154	7,5	102



Capacités d'accueil (résidentiel) du PLU révisé

5. COMPATIBILITÉ DU PLU AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES SUPRA-COMMUNAUX

5.1 Compatibilité avec le SCoT Provence Méditerranée

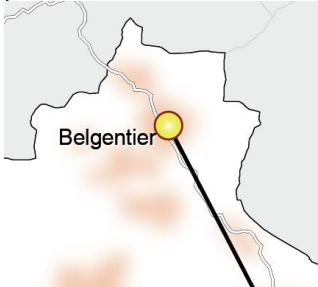

La compatibilité est analysée avec le SCoT en vigueur. Celui-ci est en cours de révision.

ORIENTATION DU SCOT	TRADUCTION DANS LE PLU
Oriention 1 : Encadrer et structurer le développement pour ménager le territoire	
1-Préserver et valoriser le capital naturel et agricole : le réseau vert, bleu et jaune de l'aire toulonnaise	
A-Identifier des espaces à préserver a-Le socle du réseau vert, bleu et jaune b-Les espaces disposant de caractéristiques particulières	<p>Le PLU identifie les espaces naturels et agricoles, constitutifs de la trame verte communale, en compatibilité avec les objectifs du SCOT, au travers de ses zones A et N.</p> <p>Le secteur Apr du PLU correspond à toutes les espaces agricoles effectifs à pérenniser ou dont la reconquête est possible et favorisée. Bien que non identifiée sur la carte du DOG, la PLU détermine certains espaces agricoles d'intérêt à préserver.</p> <p>Les zones A et N couvrent ainsi l'ensemble du territoire hors urbanisation.</p> <p>Les espaces non anthropisés identifiés par des ZNIEFF, Natura 2000 ou au titre d'espaces naturels sensibles sont ainsi protégés.</p> <p>Les coupures agro-naturelles à l'entrée identifiée Sud de la commune et entre le village et les Blétonèdes au Nord sont ainsi préservées.</p>



ORIENTATION DU SCOT	TRADUCTION DANS LE PLU
B-Les orientations concernant la délimitation, la préservation et la valorisation des espaces du réseau vert, jaune et bleu a-Les orientations générales b-Les orientations particulières	<p>Le PLU tient compte des réservoirs de biodiversité repérés au SRCE, de la présence d'espaces naturels sensibles, d'espaces du conservatoire du littoral, en les classant en zones naturelles ou agricoles ces différents espaces.</p> <p>Les conséquences de l'imperméabilisation des sols sur l'écoulement des eaux sont maîtrisées par la mise en place de mesures de réduction dans le règlement d'urbanisme et le zonage, notamment un coefficient de végétalisation à la parcelle selon les zones et des règles de gestion des eaux pluviales.</p>
2-Organiser et maîtriser le développement de l'aire Toulonnaise	
A-Privilégier une localisation de développement dans les espaces bien desservis par les transports collectifs	<p>La commune est faiblement desservie. Toutefois, le PLU fait le choix d'un recentrage sur le village et les quartiers desservis (le long de la RD 554, L'Escride, Les Blétonèdes/Pétégoux).</p>
B-Recentrer et intensifier le développement dans la rade de Toulon et les pôles majeurs a- Élaborer un grand projet urbain et économique pour la Rade de Toulon b-Favoriser la diversité des fonctions économiques et urbaines dans le « pôle Est » c-Affirmer le rayonnement et les spécificités du grand centre-ville d'Hyères	Commune non concernée.



ORIENTATION DU SCOT	TRADUCTION DANS LE PLU
C-Renforcer le niveau de service des pôles intercommunaux, communaux et de proximité a- Donner un rôle de pôle intercommunal à Solliès-Pont, au Beausset, à Bormes-les-Mimosas/Le Lavandou, à La Londe-les-Maures et à Saint-Cyr b- Conforter les pôles communaux et de proximité  <p>Extrait du DOG du SCoT Schéma de l'organisation multipolaire</p>	Le village de Belgentier est identifié en tant que pôle communal par le SCoT. Les choix retenus dans le PADD exprime la volonté communale de conforter la centralité villageoise dans son rôle de pôle local.
D-Limiter la consommation de l'espace a-Privilégier le renouvellement urbain pour accueillir l'habitat, les équipements et les activités b-Considérer certains espaces d'habitat aéré comme un potentiel de renouvellement urbain c-Maîtriser les extensions de l'urbanisation d-Promouvoir des formes urbaines économes en espace  <p>Extrait du DOG du SCoT Schéma de l'accueil du développement futur</p>	Les orientations du PADD visent à maîtriser le développement urbain tel que préconisés dans le SCoT. Le PLU permet de redéfinir et d'identifier les secteurs d'urbanisation en cohérence avec les secteurs identifiés dans le SCoT. Aucune extension urbaine n'est envisagée. Des OAP ont été créées pour accompagner la densification et le renouvellement au sein du village. La suppression des superficies minimales et des coefficients d'occupation des sols permettent également de créer une dynamique de renouvellement urbain maîtrisée par d'autres critères tel que les coefficient d'espaces verts ou l'emprise au sol.

ORIENTATION DU SCOT	TRADUCTION DANS LE PLU
Orientation 2 : Afficher les axes de développement de l'aire toulonnaise	
1-Affirmer une ambition métropolitaine	
A- Le Grand Projet Rade : un projet urbain et économique d'envergure métropolitaine	Commune non concernée.
B-Affirmer le rayonnement de l'enseignement supérieur et de la recherche	Commune non concernée.
C- Conforter l'activité touristique a-Diversifier l'activité touristique b-Assurer un bon niveau d'hébergement et mieux répartir les équipements c-Améliorer le fonctionnement des espaces touristiques et mieux répartir la fréquentation touristique dans le temps et l'espace	Le PADD démontre la volonté de la commune de conforter le tourisme vert. L'écrin naturel et agricole autour de la vallée du Gapeau et du village offre un intérêt pour un tourisme rural. La préservation de ces espaces (classement systématique en zone N ou A) répond à la problématique de développement de l'attractivité touristique inscrit au PADD. Les mesures en faveur de la protection du village et du patrimoine y contribuent également. Les campings sont identifiés et doivent faire l'objet d'un traitement paysager assurant leur insertion. Des emplacements sont également réservés dans la vallée du Gapeau afin de préserver des espaces naturels ouverts au public et un stationnement.
D - Consolider le développement et le rayonnement culturel de l'aire toulonnaise	Commune non concernée.
E- Conforter la grande accessibilité de l'aire toulonnaise	Commune non concernée.
2-Elaborer une stratégie de développement économique	
A-Affirmer l'armature des espaces économiques	Commune non concernée.
B-Améliorer la qualité des zones d'activités	Commune non concernée.
C-Déterminer la localisation préférentielle des activités	Commune non concernée.



ORIENTATION DU SCOT	TRADUCTION DANS LE PLU
D-Pérenniser la capacité productive agricole de l'aire toulonnaise a-Préserver les grands terroirs structurants de l'AOC Bandol, de l'AOC Côtes de Provence et des vins de pays associés et l'ensemble des vignes aujourd'hui cultivées b- Sauvegarder les capacités productives de la filière horticole d- Accompagner et assurer la réussite des labellisations récentes ou en cours c- Soutenir les micro-cultures et terroirs spécifiques d-Mettre en œuvre un projet de développement stratégique agricole : le Pôle terre e- Favoriser l'agriculture biologique et les circuits courts	Le PLU crée une nouvelle zone agricole qui n'existait pas dans le PLU précédent et fait de la reconquête des espaces agricole en restanque notamment un objectif. Les près de 200 ha ainsi identifiés permettront aux exploitations existantes de se maintenir et de se développer, d'accueillir éventuellement une agriculture de proximité et permettre une reconquête des restanques en oliveraies (activité de complément soutenue par la coopérative du village).
3-Répondre aux besoins de logements	
A-Produire un nombre suffisant de logements, principalement en cœur d'agglomération a-Un objectif annuel de 2900 logements par an, dont 2.320 résidences principales b- Une localisation à 60% dans l'agglomération Toulon Provence Méditerranée	La commune a souhaité modérer sa croissance démographique, en cohérence avec le SCoT, et pour préserver les équilibres du territoire. Une production de l'ordre d'une centaine de logements est envisagée à l'horizon 2026. Pour tenir compte d'une dureté foncière parfois élevée, le PLU dimensionne la capacité d'accueil des projets qu'il identifie autour de 140 logements.
B-Produire une offre de logements adaptée à la solvabilité et au profil des ménages, notamment des actifs A-Accroître et mieux répartir l'offre de logements sociaux b- Adapter la localisation des logements aux besoins des habitants	La commune n'est pas concernée par l'obligation de production de logements sociaux. Toutefois, par le règlement du PLU, les choix dans la localisation des zones constructibles et les OAP, il permet de diversifier l'offre en logement.
4-Promouvoir une offre de transports collectifs permanente	

ORIENTATION DU SCOT	TRADUCTION DANS LE PLU
A-Offrir un système de transports collectifs métropolitain performant a- Développer et faciliter l'usage du train b- Organiser un système de lignes de transports collectifs en site propre c- Favoriser la circulation des lignes expresses d'autocar par autoroute d-Renforcer les dessertes maritimes, notamment dans la Rade de Toulon e-Compléter les axes structurants de transports collectifs par une desserte de proximité f-Assurer l'intermodalité	Non concerné Toutefois, les choix de recentrées l'accueil résidentiel dans le village et les hameaux les mieux desservis le long de la RD s'inscrivent en cohérence avec le réseau de desserte existant par les transports collectifs.
B-Adapter l'offre de stationnement aux différentes pratiques de la ville	La volonté d'apaiser le centre village et de mieux répondre aux besoins des habitants et usagers implique une amélioration de l'offre en stationnement. Des emplacements ont été réservés (parking Rouveirède notamment). En liaison avec la mise en valeur de la vallée du Gapeau, un emplacement est également réservé pour une aire de stationnement paysagée qui s'articulera avec le village et les chemins doux.
C-Définir un véritable maillage des modes doux de déplacements	Le PLU vise à développer les liaisons douces sur le réseau de chemins existants et en assurant des continuités dans le cadre des OAP. La protection des calades et les emplacements réservés pour l'amélioration du réseau viaire y répond aussi, notamment le long de la RD. Le PADD et l'OAP village marquent également la volonté communale d'apaiser et de sécuriser la traversée du village en donnant plus de place au piéton.
D- Les orientations relatives à l'amélioration de la desserte des principaux espaces de développement économique et touristique	
E- Achever le réseau autoroutier	Commune non concernée.



ORIENTATION DU SCOT	TRADUCTION DANS LE PLU
F-Améliorer le réseau de voiries locales a-Les principes généraux de l'amélioration du réseau de voirie locale b-Les principaux projets	De nombreux emplacements réservés sont prévus afin d'améliorer la trame viaire locale, par un élargissement des voies notamment et l'amélioration de carrefour. Un emplacement est réservé pour le futur contournement est maintenu. Le PADD et l'OAP village anticipent ce projet en marquant la volonté communale d'apaiser et de sécuriser la traversée du village.
G-Réduire et mieux organiser les flux de transports et de marchandises	Commune non concernée.
Orientation 3 : Promouvoir la qualité de la ville	
1-Apaier la ville	
A-Promouvoir une ville plus douce et accueillante a-Développer l'usage des modes doux pour les déplacements quotidiens et touristiques b-Améliorer la qualité des espaces publics	Le PADD fait de la mise en valeur du village un axe fort du projet communal, anticipant le projet de contournement. Les OAP déclinent cette ambition, notamment en terme de traitement qualitatif des espaces publics et des cheminements doux entre quartiers et équipements.
B-Diminuer l'exposition aux nuisances et aux pollutions a-Prévenir et réduire à la source les émissions sonores et atmosphériques b- Diminuer l'exposition aux nuisances sonores c- Diminuer l'exposition aux pollutions atmosphériques et aux nuisances olfactives d- Prendre en compte les sites et sols pollués	Le règlement du PLU expose dans ses dispositions générales la prise en compte des nuisances, notamment la prise en compte des normes d'isolement acoustique concernant l'urbanisation dans les secteurs exposés aux bruits de transports terrestres. Les différents tronçons d'infrastructure concernés par un classement au titre des voies bruyantes sont reportés en annexe au PLU.
2-Entretien d'une qualité paysagère au sein des services urbains	

ORIENTATION DU SCOT	TRADUCTION DANS LE PLU
A-Préserver les sites bâtis d'intérêt paysager spécifique qui constituent en partie le patrimoine bâti de l'aire toulonnaise	Pour conforter la qualité paysagère, les bâtiments remarquables comme des éléments de patrimoine vernaculaire à protéger ont été identifiés et tous les travaux réalisés sur l'un de ces bâtiments devront les mettre en valeur. Le patrimoine naturel et paysager concourant aux ambiances rurales de la commune est également identifié. patrimoniales d'intérêt et plusieurs éléments végétaux d'importance dont des Espaces Verts Protégés.
B-Améliorer la qualité des entrées de ville et d'agglomération	En marquant les limites du village et en maintenant les coupures d'urbanisation et le cadre paysager des différents quartier, le PLU vise à préserver les entrées de la commune.
C-Améliorer la qualité des projets d'aménagement en s'inspirant du contexte paysager existant	La préservation de la qualité du cadre de vie se traduit dans le PLU par l'affirmation des limites urbaines et une maîtrise des densités dans les secteurs où la qualité paysagère est à préserver, en particulier dans les secteurs éloignés du centre village, comme l'Escride.
D-Aménager une armature de parcs et jardins	Des parcs et jardins d'intérêt sont soit classés en Espaces Verts, en Espaces Boisés et/ou repérés dans l'inventaire patrimonial.
3- Concevoir un mode de développement qui compose avec les risques naturels et technologiques	



ORIENTATION DU SCOT	TRADUCTION DANS LE PLU
A-Prendre en compte les risques naturels	Le règlement du PLU expose dans ses dispositions générales la prise en compte des nuisances, notamment le risque inondation, le risque de crue torrentielle, retrait-gonflement des argiles... De plus, le règlement de chaque zone concernée traite des eaux pluviales et de ruissellement, prévoit des mesures pour les surfaces imperméabilisées soumises au ruissellement et susceptibles de recevoir des matières polluantes (obligation de comporter un dispositif de recueil des matières précitées), intègre des coefficient d'espaces verts (non imperméabilisés), etc.
B-Prendre en compte les risques technologiques	Commune non concernée.
4-Gérer durablement les ressources du territoire et minimiser les impacts de la vie humaine	
A-Promouvoir des opérations d'aménagement environnementales	
B- Une métropole attentive à ses ressources a-Garantir la qualité de l'eau distribuée b-Satisfaire les besoins en eau c-Sécuriser l'alimentation d-Encourager la programmation en matière de gestion de la ressource et de l'alimentation en eau potable	La ressource en eau et l'alimentation en eau potable est analysée dans l'état initial de l'environnement. Les annexes sanitaires exposent la situation actuelle et la situation projetée de la gestion de l'eau potable sur la commune. Le règlement d'urbanisme de chaque zone urbaine et à urbaniser, fixe des règles de sécurisation de l'alimentation en eau potable : Obligation de raccordement au réseau d'eau potable de tout terrain sur lequel une occupation ou une utilisation du sol est susceptible de requérir une alimentation en eau potable. Le périmètre de protection du captage est pris en compte. Le périmètre de protection rapprochée en classé en zone N.

ORIENTATION DU SCOT	TRADUCTION DANS LE PLU
C-Préserver la qualité des milieux aquatiques et des eaux de baignade a-Intégrer les enjeux liés à l'eau et aux milieux aquatiques dans les projets d'aménagement du territoire b-Poursuivre l'effort de mise aux normes des équipements d'assainissement c-Améliorer la gestion des eaux pluviales d-Encourager les pratiques environnementales e- Conforter les différentes démarches en cours ou à venir de gestion des milieux aquatiques	La gestion des eaux usées est analysée dans l'Etat Initial de l'Environnement. Les annexes sanitaires exposent la situation actuelle et la situation projetée de la gestion la gestion des eaux usées et des eaux pluviales sur la commune. Le zonage d'assainissement collectif est annexé au PLU. Le règlement relatif aux conditions de desserte des terrains par les réseaux impose le raccordement au réseau d'assainissement collectif de tout terrain, lorsqu'il existe à proximité, ou, à défaut, des dispositifs respectant les normes en vigueur. Le rejet d'effluents dans le réseau d'eau pluvial est interdit. La gestion des eaux pluviales est de la responsabilité du propriétaire et le rejet dans le milieu naturel est à privilégier en dehors des secteurs urbanisé et équipés. En l'absence de réseau, des dispositifs appropriés tant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif doivent être aménagés pour permettre l'évacuation des eaux pluviales dans le milieu naturel.
D-Une métropole économe en énergie a-Diminuer les consommations énergétiques b-Développer la production d'énergies renouvelables	Le PLU accompagne le recours aux énergies renouvelable dans le respect des patrimoines architectural et paysager.
E-Une métropole qui assume de manière durable sa production de déchets	La gestion des déchets est détaillée dans les annexes sanitaires du PLU.
F-Assurer l'approvisionnement en matériaux de l'aire toulonnaise	Commune non concernée.



5.2 Compatibilité avec le PLU de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau

Le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau (CCVG), a été approuvé par le Conseil Communautaire le 31 octobre 2013. Il est en cours de révision.

Il fixe ainsi pour Belgentier une production annuelle de 9 logements, dont 9 logements sociaux.

L'objectif démographique retenu dans le PADD repose sur une production de l'ordre de 100 logements à l'horizon 10 ans, et s'inscrit en pleine compatibilité avec le PLH. Les choix réglementaire et les OAP permettent une offre diversifiée en logements (typologie, localisation).

Par ailleurs, la commune n'est pas concernée par les objectifs de production de logements sociaux au titre de la loi Duflot.

5.3 Compatibilité avec les orientations fondamentales du SDAGE et du SAGE ainsi que des PGRI et PPRI et autres documents

Voir Partie 4 – Evaluation environnementale



6. INDICATEURS NÉCESSAIRES À L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN

Au titre de l'article R151-4 du Code de l'Urbanisme, le PLU identifie les indicateurs suivants qui permettront notamment de réaliser l'analyse du PLU prévue au titre de l'article L153-27, dans les 9 ans à compter de l'approbation de celui-ci.

Thématiques	Indicateurs Sources données	Sources données
Démographie	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la population communale - Evolution de la part des familles dans les ménages communaux - Evolutions de la part des plus de 65 ans et des moins de 20 ans dans la population communale 	INSEE
INSEE	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution du nombre de logements (dont résidences principales, résidences secondaires et logements vacants) - Evolution du nombre et de la part de logements locatifs sociaux 	INSEE / Etat / Commune/ Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau
Mobilité	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la part des actifs travaillant dans la commune - Evolution de la part d'utilisation des transports collectifs dans les mobilités quotidiennes - Evolution du trafic automobile 	INSEE / Région PACA/ Conseil Départemental/ SCoT Provence Méditerranée

Thématiques	Indicateurs Sources données	Sources données
Economie	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution du nombre d'entreprise et d'établissement - Evolution du nombre d'entreprises et d'établissements - Nombre d'établissements hôteliers et nombre de lits associés 	INSEE / Office de tourisme
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la superficie agricole utilisée (SAU) - Evolution des surfaces agricoles (A) dans les PLU 	Recensement Général Agricole / Chambre d'Agriculture / SCoT Provence Méditerranée
Consommation foncière	<ul style="list-style-type: none"> - Superficies des espaces consommés (en libre et renouvellement urbain) - Superficies des espaces fonciers résiduels 	Commune



PARTIE 6 – EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



1. OBJECTIFS DU PLU ET ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT

1.1. Principaux éléments du PLU

En prévoyant de réviser son PLU, la commune de Belgentier a eu pour ambition de mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles en matière d'habitat, de déplacements, d'équipements, d'environnement, de développement économique. L'objectif est également de tendre vers l'équilibre entre zones urbaines, zones naturelles, agricoles ou forestières, dans la perspective d'un développement durable et équilibré.

1.1.1 Un projet communal: le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

La réalisation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a permis de déterminer les orientations générales de la commune en matière d'aménagement du territoire sur le long terme. Il résulte d'une analyse critique et stratégique du diagnostic territorial thématique qui a permis de :

- Synthétiser les enjeux de la commune selon les différents thèmes traités et les hiérarchiser ;
- Préciser les potentialités et besoins de la commune (économie, transports, ressources, réseaux, ...)
- Formuler les objectifs et orientations du développement communal sur le long terme à l'horizon 10 ans.

1.1.2 Une évaluation environnementale fondée sur des outils à la fois stratégiques et opérationnels (méthodologie)

Le rapport de présentation expose le diagnostic du projet de PLU mais également l'évaluation environnementale. Celle-ci permet de s'assurer que l'environnement est effectivement pris en compte afin de garantir un développement équilibré du territoire.

Une prise en compte insuffisante de l'environnement peut en effet conduire à des situations critiques. L'intégration de la dimension environnementale dans la planification spatiale est aujourd'hui un élément incontournable de la mise en œuvre du développement durable.

Dans son élaboration concrète, l'évaluation environnementale doit avant toute chose permettre la mise en relief des problématiques environnementales, selon une vision prospective et une double approche : de l'espace et des usages du territoire.

Afin de répondre à cet objectif, il a été défini des outils d'évaluation visant à intégrer les composantes environnementales dans les critères de décisions et d'évaluer les incidences du projet.

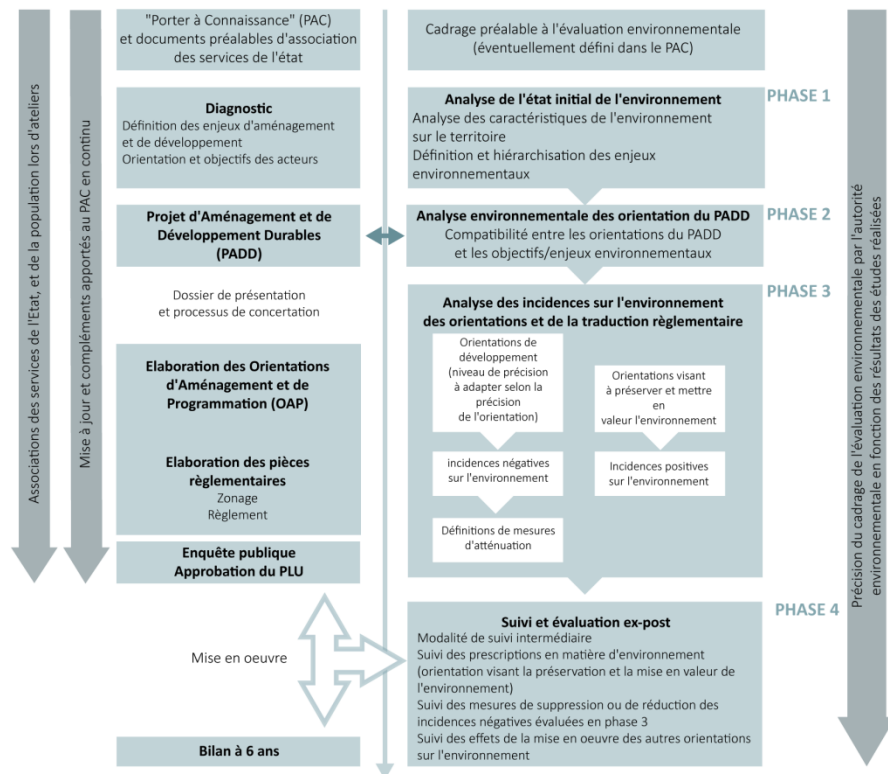
Ces outils reposent sur la définition d'outils d'évaluation :

- Le scénario « fil de l'eau » qui prolonge les tendances d'évolution constatées et permet d'évaluer leurs effets éventuels sur l'environnement : il sera un point de comparaison pour élaborer l'évaluation environnementale.
- Une analyse des enjeux environnementaux du territoire de projet présenté dans le PADD.

Ainsi, l'ensemble des orientations et grands principes du projet de PLU ont pu être travaillés au regard de chacun des enjeux environnementaux déjà identifiés et qui orientent le scénario « fil de l'eau ». Ce triptyque enjeux hiérarchisés, scénario « fil de l'eau » et matrice d'analyse constitue le cœur de l'évaluation environnementale du PLU.



Mise en parallèle des démarches d'évaluation environnementale et d'élaboration du PLU



orientation proposée dans le PADD et les OAP a fait l'objet de cette analyse croisée. Cet exercice a permis d'identifier en continu les éléments de projet en contradiction avec les enjeux environnementaux, ceux nécessitant d'être retravaillés et ceux allant vers une amélioration attendue de l'environnement.

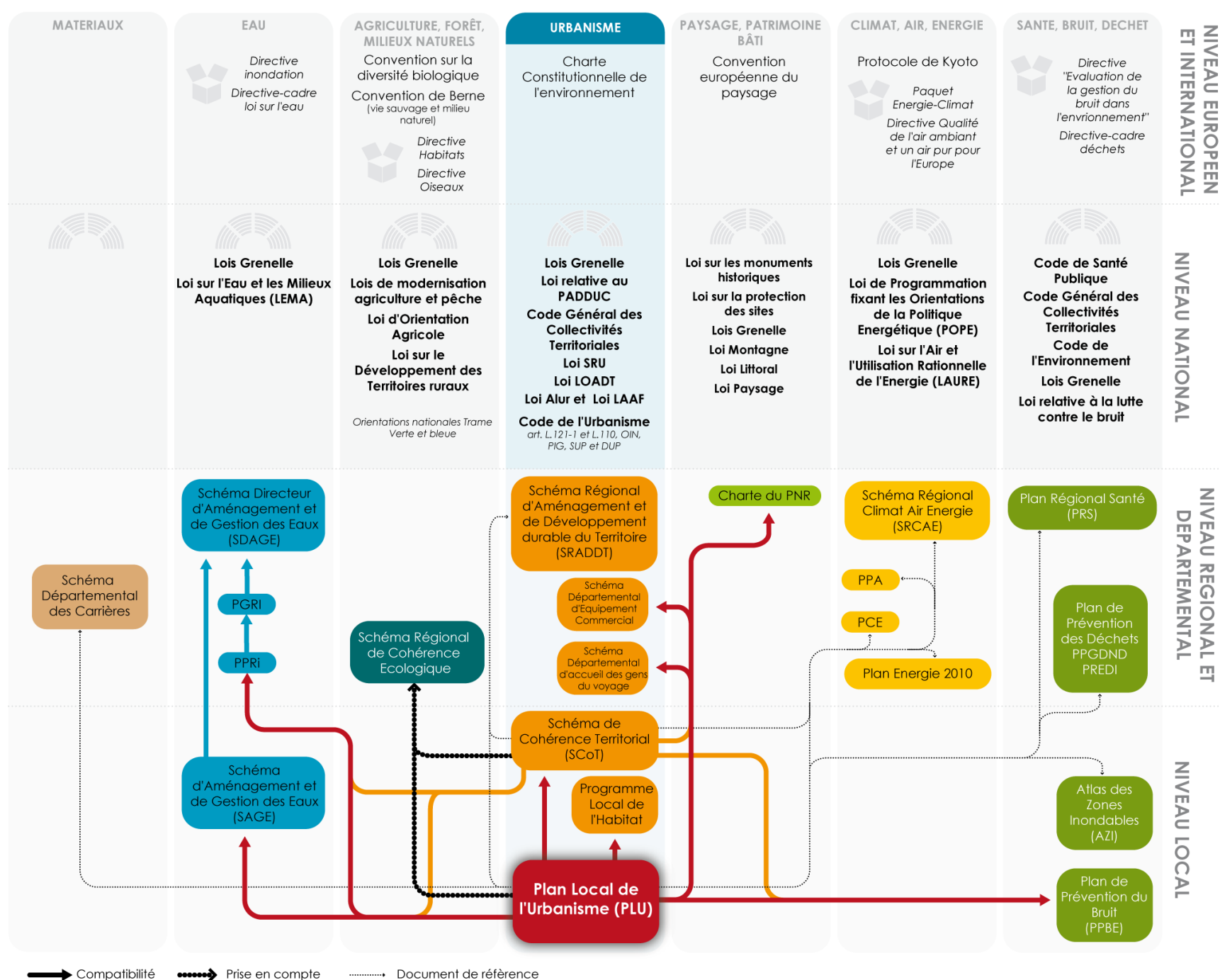
La méthode doit également être **transversale**. Il s'agit plus d'une analyse de fonctionnement qu'une description. Le but n'est pas de fournir un état des lieux exhaustif de toutes les questions environnementales, mais de cibler les enjeux environnementaux et de les hiérarchiser en raison de plusieurs critères dont « la marge de manœuvre du PLU » qui caractérise réellement les capacités de la commune à engager des actions pouvant apporter une plus value environnementale.

1.1.4 Hiérarchie des normes et documents sectoriels à considérer pour assurer une cohérence communale

Voir graphique page suivante : sources : G2C territoires

1.1.3 Une démarche environnementale de co-construction itérative

Afin de jouer pleinement son rôle d'outil d'aide à la décision, l'évaluation environnementale doit être évolutive. En effet, si ce document alimente le diagnostic et éclaire les choix d'aménagement, il est également réinterrogé au fil de l'élaboration du projet. La méthode retenue entre dans une logique de **co-construction itérative et continue**. Elle vise à intégrer les enjeux environnementaux dans le PLU le plus en amont possible ainsi qu'à expliciter et à rendre lisible au public les choix opérés et les orientations retenues au regard de leurs éventuelles incidences sur l'environnement. Au fur et à mesure, chaque





2. RESPECT DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT

De nombreuses problématiques environnementales majeures ont mobilisé les politiques internationales, communautaires et nationales depuis plusieurs années et ont donné lieu à l'élaboration de nouveaux documents d'urbanisme ou d'environnement d'échelle régionale : *atténuation du changement climatique, préservation de la biodiversité, gestion de la qualité et de la quantité de la ressource en eau, gestion des déchets, atténuation de la dégradation des sols, préservation et valorisation du patrimoine, lutte contre le bruit et préservation de l'environnement pour garantir la santé de tous.*

Pour chacune de ces problématiques environnementales, les développements ci-après rendent compte successivement du respect des grands engagements puis de l'articulation avec les principaux autres documents, présentés dans l'ordre de leur importance relative pour le PLU au regard de la hiérarchie des normes et de la cohérence souhaitée avec certains documents (SRCAE, SRCE, etc.), en raison du rôle de document transversal de planification que joue le PLU.

Cette articulation permet, à partir des enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement, de repérer dans les plans et programmes retenus, les dispositions intéressantes pour le PLU de Belgentier.

2.1 Des documents de planification et de gestion transversaux

2.1.1 Le SCOT Provence Méditerranée

La commune de Belgentier fait partie des 32 communes qui composent le territoire du Schéma de Cohérence Territoriale Provence Méditerranée (SCoT). Celui-ci a été approuvé par le comité syndical en date du 16 octobre 2009. Le PLU a l'obligation d'être compatible avec le SCoT, c'est-à-dire que les dispositions du PLU doivent concourir à la mise en œuvre des orientations du SCOT et ne pas en empêcher la réalisation.

Par délibération du 7 décembre 2012 et du 14 juin 2013, les élus du SCoT ont décidé d'engager la révision du SCoT approuvé pour les raisons suivantes :

- élaboration d'un chapitre individualisé valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM),
- Grenellisation du SCoT.

Les trois objectifs majeurs inscrits dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du SCOT Provence Méditerranée sont :

1. Encadrer et structurer le développement pour ménager le territoire;
2. Afficher les axes de développement de l'aire toulonnaise;
3. Promouvoir un cadre de vie de qualité.

De ces 3 axes de développement découlent 10 sous-orientations inscrites dans le Document d'Orientations Générales (DOG). Le document écrit s'accompagne également de cartes.

Le SCOT est un document de planification et de gestion transversale dans les thématiques qu'il aborde. L'orientation 1 concerne plus particulièrement l'environnement et la déclinaison de la Trame verte et bleue.



LE SOCLE DU RÉSEAU VERT, BLEU ET JAUNE

ESPACE À DOMINANTE NATURELLE

Les Maurettes

LES ZONES HUMIDES, LES COURS D'EAU ET FLEUVES CÔTIERS ET LEURS RIPISYLVES

Principale zone humide

Marais
de l'Estagnol

Cours d'eau principal

La Rège

ESPACE À DOMINANTE AGRICOLE

Vallée
du Réal Collobrier

LES ESPACES DISPOSANT DE CARACTERISTIQUES PARTICULIERES

LES ESPACES CONSTITUANT DES COUPURES AGRO-NATURELLES

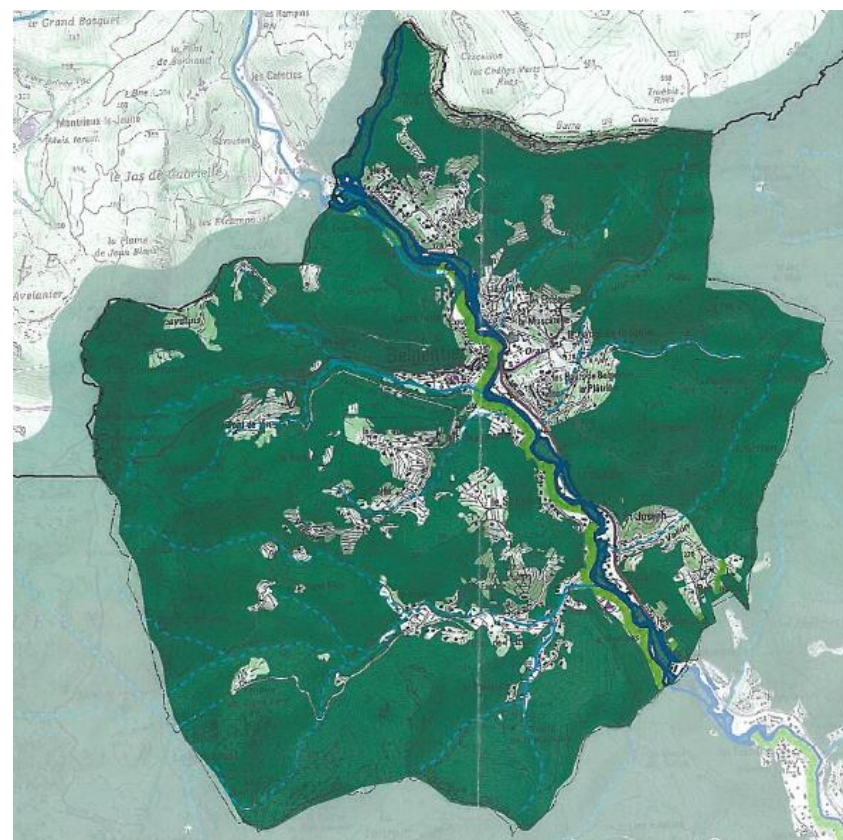
La lettre renvoie à la description détaillée de l'espace indiquée dans l'Objectif 1 - Chap. 1 du DOG



Le réseau vert bleu et jaune de l'aire toulonnaise

Le territoire de Belgentier est considéré comme faisant partie intégrante du socle du réseau vert du SCOT par ses espaces à dominante naturelle, et dans le socle du réseau bleu par le cours d'eau principal du Gapeau. Le DOG identifie une coupure verte devant être maintenue au sud du territoire. Il s'agit du site des « espaces agricoles du fond de vallée et les versants naturels entre le village de Belgentier et le lotissement des Papeteries (i) ».

Le SCOT identifie également la Trame verte et bleue à l'échelle du territoire communal.



Trame verte de niveau SCOT

- Réservoir de Biodiversité
- Corridor écologique fonctionnel
- Corridor écologique fonctionnel mais dégradé
- Direction préférentielle de déplacement des espèces dans le corridor en Pas japonais
- Zone relais entre les réservoirs de biodiversité pouvant constituer un corridor en Pas japonais

Trame bleue de niveau SCOT

- Réservoir de Biodiversité Aquatique Strict
- Réservoir de Biodiversité Humide
- Corridor écologique (cours d'eau permanent et à l'air libre)
- Corridor écologique (cours d'eau temporaire et/ou couvert)

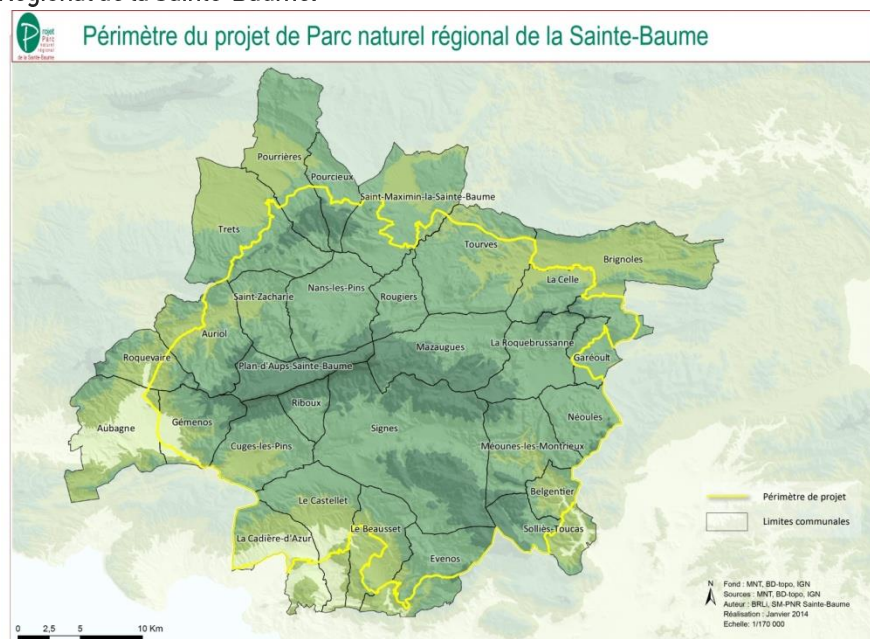


Le PLU a réalisé l'identification plus fine des continuités écologiques du réseau vert, bleu et jaune, et a inscrit leur préservation au sein de son projet communal.

Ainsi, le PLU Belgentier se positionne en compatibilité des objectifs territoriaux du SCOT Provence Méditerranée.

2.1.2 Le projet de Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume

La commune de Belgentier fait partie du périmètre du projet de Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume.



Le périmètre s'organise autour du massif de la Sainte-Baume sur près de 108 000 ha qui accueillent environ 180 000 habitants aux portes des agglomérations de Toulon et de Marseille.

Les étapes de la mise en place du PNR sont les suivantes :

- 2012 : Mise en place effective du Syndicat mixte de préfiguration du Parc naturel régional de la Sainte-Baume (vote du budget, recrutement de

l'équipe et du bureau d'étude pour la mission d'assistance à l'élaboration du diagnostic de territoire, ...).

- 2013 : Lancement de la concertation et du Conseil de Développement, réalisation du diagnostic partagé (ateliers participatifs, commission thématiques, ...), élaboration des grandes orientations de la charte et délimitation fine du périmètre à l'échelle infra communale.
- 2014 - 2015 : Elaboration et validation de l'avant-projet de charte.
- 2016 : Consultation intermédiaire CNPN (Conseil National de protection de la Nature), enquête publique, vote des collectivités.
- 2017 : Avis final du CNPN, classement du Parc naturel régional de la Sainte-Baume et mise en place du Syndicat mixte de gestion du PNR de la Sainte-Baume.

Le projet de charte s'articule autour de 4 grandes ambitions, 13 orientations et 35 mesures.

Or1 : Assurer la préservation et la valorisation des paysages emblématiques ou identitaires

- [Mes1] Protéger les paysages remarquables
- [Mes2] Veiller à la qualité des aménagements des entrées "physiques" et des "portes sensibles"
- [Mes2] Mettre en valeur les coeurs historiques des villages

Or2 : Assurer la pérennité d'une nature exceptionnelle en Sainte-Baume

- [Mes3] Renforcer la connaissance et la protection des foyers biologiques majeurs
- [Mes5] Conforter la trame verte et bleue
- Réservoir de biodiversité terrestre
- Corridor écologique terrestre
- Réservoir de biodiversité aquatique

Or3 : Affirmer l'excellence environnementale du territoire pour la gestion de ses ressources naturelles

- [Mes7] Zones n'ayant pas vocation à accueillir l'implantation de centrales de production d'énergie renouvelables
- [Mes7] Protéger de toute création de carrières les espaces paysagers, agricoles et naturels à enjeux identifiés au plan du parc

Or4 : Adopter une stratégie commune d'occupation du sol, orientée vers un aménagement économe en espace et respectueux de l'identité rurale

- [Mes8] Maintenir les éléments naturels et agricoles
- [Mes8] Etudier au cas par cas les aménagements en tenant compte des continuités écologiques
- [Mes8] Préserver les espaces de fonctionnalité des cours d'eau
- [Mes9] Privilégier le renouvellement urbain et la densification

Or5 : Contribuer à améliorer le cadre de vie, à réduire les nuisances et l'exposition aux risques

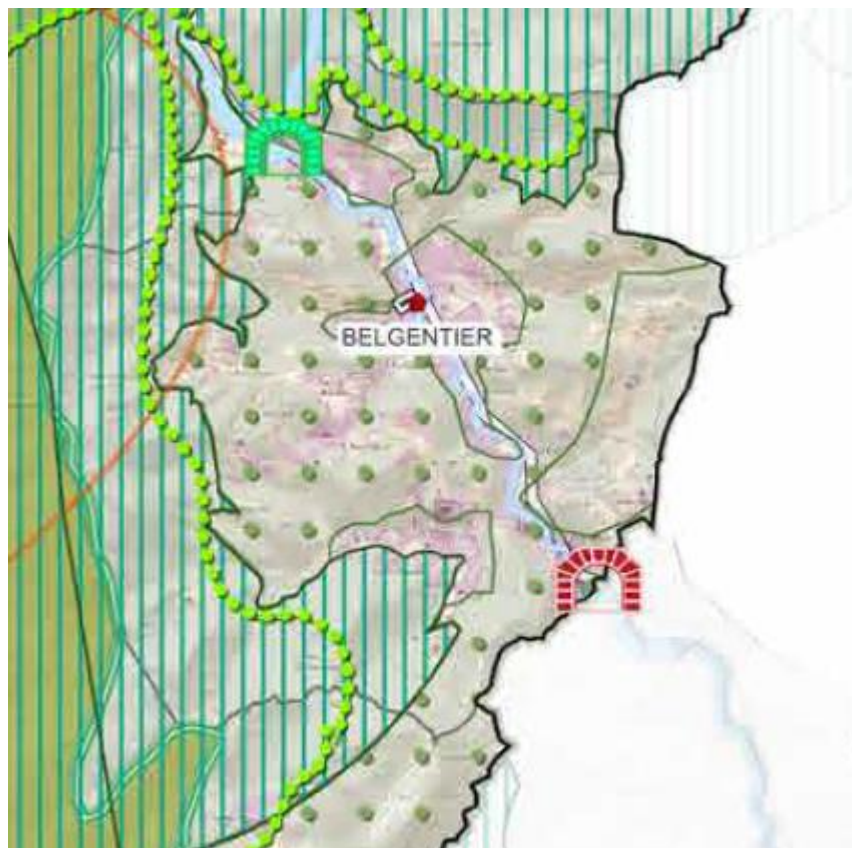
- [Mes13] Protéger les espaces paysagers, agricoles et naturels à enjeux, de tout projet de décharges

Or7 : Maintenir, soutenir et promouvoir une agriculture locale et durable

- [Mes17] Impliquer les exploitations agricoles dans le respect de la qualité des paysages

Or12 : Favoriser l'appropriation et le respect du territoire par les habitants et les visiteurs et concilier les différentes activités de loisirs dans les espaces naturels

- Zone naturelle à enjeux d'organisation de la fréquentation



Le territoire de Belgentier fait partie de l'entité de la vallée du Gapeau. Les points particuliers relevés par la charte du PNR sont les suivants :

Enjeux paysagers : la vallée du Gapeau, la « porte » physique d'entrée dans le parc en limite sud de Belgentier sur la RD 554 et la « porte sensible » en entrée nord du village.

Enjeux environnementaux et biologique : la ripisylve du Gapeau, la Vallée du Gapeau, le Massif des Morières, les Aiguilles de Valbelle et Siou Blanc (piémonts est).

OBJECTIFS DE QUALITE PAYSAGERE	MESURES ET DISPOSITIONS SPECIFIQUES - - VALLEE DU GAPEAU
Maîtriser l'urbanisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Privilégier le renouvellement urbain, maîtriser et encadrer les extensions urbaines ainsi que l'habitat diffus (dispositions mesure 9)
Promouvoir un urbanisme durable et respectueux des paysages 	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser un urbanisme durable contribuant à la qualité de vie et à la qualité paysagère, conforter les espaces publics, revitaliser le centre bourg de Belgentier, développer des liaisons douces entre quartiers et entre villages (Disposition mesure 10)
Renforcer la qualité des paysages urbains et du cadre de vie 	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver et valoriser le caractère architectural et patrimonial du centre ancien de Belgentier • Inventorier et préserver les structures végétales dans l'espace urbain ; alignements d'arbres, arbre d'ombrage sur placette, abords de fontaine et lavoir, traversée urbaine de cours d'eau (Disposition mesure 1)
Requalifier les espaces banalisés	<ul style="list-style-type: none"> • Requalifier les entrées de ville de Belgentier et les zones urbaines de moindre qualité (Disposition mesure 11)
Préserver et valoriser le patrimoine bâti, archéologique et historique 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la connaissance du patrimoine rural et du bâti identitaire et renforcer l'effort de protection, de réhabilitation et de valorisation ; vestiges du bourg castral des Beaumettes et de Belgentier, château de Peiresc et jardins, mas, moulins, anciennes usines, canaux, seuils, lavoirs, fontaines, principaux versants de restanques, le patrimoine religieux : calvaires, oratoires, chapelles, église ... (Disposition mesure 1 et 27)
Améliorer la découverte et l'image du territoire	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la qualité des abords de la RD 554 pénétrante du PNR par le sud-est du territoire (Disposition mesure 2) • Résorber les points d'altération paysagère (Disposition mesure 11) • Valoriser les entrées du parc, "porte physique^G" au sud et "porte sensible^G" au nord de Belgentier sur la RD 554 (Disposition mesure 2)
Préserver et pérenniser les paysages agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Conquérir et reconquérir des espaces agricoles issus de la déprise agricole en fond de vallée (prairies de fauches du Gapeau) et les restanques d'olivieraies et vergers en pied de versants (Disposition mesure 16) • Affiner les inventaires des structures paysagères dans les documents d'urbanisme (Disposition mesure 1) ; Inventorier et préserver les structures végétales ; alignements de bord de route ou de chemins, haies ou arbres isolés en ponctuation du parcellaire, bois, ripisylve du Gapeau. Prendre en compte les structures paysagères liées aux structures morphologiques (crêtes, affleurements rocheux, versants ...), tènements^G agricoles, chemins ruraux, canaux, restanques ... dans les projets de restructuration d'exploitation ou de développement agricole • Intégrer l'agriculture dans la prévention des risques naturels (maîtrise des départs d'incendies et des zones d'expansion de crues) (Disposition mesure 17) • Encourager la diversification des cultures, appuyer la conservation et le développement de variétés anciennes et locales (Disposition mesure 18)
Gérer les paysages forestiers 	<ul style="list-style-type: none"> • Affiner les inventaires des structures paysagères (Disposition mesure 1) ; Structures morphologiques : lignes de crêtes, affleurements rocheux, source à tuf, grotte, versant boisé, axe de la vallée souligné par le Gapeau et sa ripisylve • Développer le sylvopastoralisme ou les mesures agro-environnementales (Disposition mesure 1 et disposition mesure 20)



Préserver et valoriser les paysages naturels 	<ul style="list-style-type: none"> Participer à la mise en œuvre de Natura 2000² pour le site « Mont Caume – Mont Faron-Forêt des Morières » (disposition mesure 3) notamment pour les enjeux de maintien des milieux ouverts des collines de La Rouvière, des falaises des Escavalins, des milieux rivulaires du Gapeau et de ses affluents pétroliers. Adapter les interventions (ou non intervention) sur le Gapeau et ses affluents (disposition mesure 5) Conforter la trame verte et bleue, maintenir la qualité de la biodiversité ordinaire et la continuité écologique⁶ avec les territoires voisins, les collines du Val d'Issole au nord et à l'est, la forêt des Morières et Siou Blanc à l'ouest (Mesure 5) Faciliter la mise en œuvre du SAGE du Gapeau (dispositions mesure 6)
Maîtriser l'exploitation des ressources naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> Protéger les espaces à potentialités agricoles et les espaces naturels à enjeux patrimoniaux de la vallée du Gapeau de tout projet de grand éolien et centrale photovoltaïque au sol (Disposition mesure 7)

De manière anticipée à la mise en œuvre de la charte du PNR, le PLU prend en compte les enjeux identifiés dans la charte et met en œuvre **un certain nombre de mesures en faveur de la préservation de l'environnement, des paysages et du patrimoine**. Ces mesures sont déclinées dans le projet communal en trois grandes orientations et sous-objectifs. Ainsi le PLU intègre les orientations de la charte du projet de PNR de la Sainte-Baume.

2.2 Le changement climatique

Le PLU tend à respecter l'objectif de la **Convention-Cadre des Nations Unies²** de 1992 sur les changements climatiques qui est de « *stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique* ». Il respecte plus particulièrement les objectifs de diminution des émissions de gaz à effet de serre du **protocole de Kyoto de 1997**, transcrits dans la stratégie nationale de développement durable de 2003 actualisée en 2009, le **plan climat national de 2004** actualisé en 2011, la **loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique de 2005** (loi « POPE ») et les **lois Grenelle**.

² La Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) met en place un cadre global d'effort intergouvernemental pour faire face au défi posé par le changement climatique. Elle reconnaît que le système climatique est une ressource partagée dont la stabilité peut être affectée par les émissions industrielles CO₂ ainsi que d'autres gaz à effet de serre.

Bien que les enjeux soient d'ampleur nationale, le PLU met en œuvre certaines orientations participant, à plus petite échelle, à la réduction des émissions de polluants atmosphériques responsables du phénomène de changement climatique. Il tend également à la réduction des principales émissions de gaz à effet de serre (transport et résidentiel-tertiaire), conformément à la **directive européenne du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe**.

Les risques naturels sont étroitement liés aux changements climatiques, ce qui propulse ce duo au cœur des préoccupations internationales. En effet, les changements climatiques ont pour conséquence une augmentation des fréquences et une aggravation des incidences de ces risques et aléas (inondation, canicule, sécheresse, incendie, etc.) sur la population et l'environnement.

La commune est un territoire vulnérable à de nombreux risques naturels, mais plus particulièrement aux inondations. L'élaboration du PLU, en réponse à ce constat, s'est appuyée sur les prescriptions du Plan de Prévention du Risque Inondation et l'importance de la conformité des projets locaux aux orientations, objectifs et réglementations fixés dans les plans de préventions des risques naturels.

En cela, le PLU tend à respecter les objectifs de la **directive européenne du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation** notamment, et s'est appuyé sur les premiers éléments du **projet de PPRI de la commune**.

2.2.1 Le Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE) PACA

Les Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Energie sont élaborés en application de la loi Grenelle 2 et remplacent le Plan Régional de la Qualité de l'Air (PRQA). Le SRCAE de la région PACA a été approuvé par le conseil régional lors de la séance du 28 juin 2013 et arrêté par le préfet de région le 17 juillet 2013.

Il permet de définir à l'horizon 2020-2030-2050, les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie, de développement des



énergies renouvelables, de baisses des émissions de gaz à effet de serre et de polluants, et d'adaptation au changement climatique, afin de contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux et internationaux.

Document d'orientation stratégique, le SRCAE sera décliné de manière opérationnelle dans différents plans d'action, en fonction des territoires auxquels ils s'appliquent.

2.2.2 Le Schéma Régional Eolien (SRE)

Suite à la loi Grenelle II en 2010, chaque région doit établir un Schéma Régional Eolien afin d'identifier les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne compte tenu du potentiel éolien, des servitudes, des règles de protection des espaces naturels, du patrimoine naturel et culturel, des ensembles paysagers, des contraintes techniques et des orientations régionales.

Le Schéma Régional Eolien constitue un des volets du SRCAE auquel il est annexé.

2.2.3 Le Plan Climat-Energie Territoriaux (PCET)

Le Plan Climat-Energie Territorial est un projet territorial de développement durable dont la finalité première est la lutte contre le changement climatique. Institué par le Plan Climat national et repris par la loi Grenelle 1 et le projet de loi Grenelle 2, il constitue un cadre d'engagement pour le territoire. Il vise deux objectifs :

- limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans la perspective du facteur 4 (diviser par 4 ces émissions d'ici 2050) ;
- réduire la vulnérabilité du territoire puisqu'il est désormais établi que les impacts du changement climatique ne pourront plus être intégralement évités.

La mise en place d'un tel schéma doit être programmée par les collectivités territoriales. A l'heure actuelle, aucun projet de PCET n'est en cours pour la commune et la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau.

2.2.4 Le Plan de Déplacements Urbains (PDU)

Un Plan de Déplacements Urbains pour 2005-2015 est mis en place dans l'aire toulonnaise. Le PDU est un document d'urbanisme et de planification qui élabore un projet global d'aménagement du territoire et de gestion des déplacements sur une période de 10 ans.

Son périmètre est celui de la Communauté d'Agglomération TPM dont Belgentier ne fait pas partie. Cependant, le plan prend en compte les déplacements vers les communes limitrophes dans le but de réaliser un plan cohérent d'une part avec les déplacements réels de la population, et d'autre part le territoire du SCoT qui regroupe plusieurs intercommunalités.

2.3 La préservation de la biodiversité

Le PLU a pour objectif et orientation « **d'identifier les réservoirs de biodiversité et les différentes composantes de la trame verte et bleue** ». Pour cela, il définit les actions nécessaires au maintien des grandes composantes écologiques et de leur préservation.

Il respecte en cela les objectifs :

- de la **Convention de Berne de 1979** sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel et de la Convention sur la diversité biologique issue du Sommet de la Terre de Rio en 1992, confirmée par la communauté internationale à Johannesburg en 2002 avec pour objectif d'« *assurer d'ici 2010 une forte réduction du rythme actuel de perte de diversité biologique aux niveaux mondial, régional et national à titre de contribution à l'atténuation de la pauvreté et au profit de toutes les formes de vie sur la planète* ». En 2010, année internationale de la biodiversité, s'est tenue à Nagoya la 10ème conférence des Nations Unies pour la **Convention sur la Diversité biologique**, avec notamment l'objectif de création d'un réseau d'espaces protégés couvrant 17% de la surface terrestre et 10% des océans d'ici 2020 ;



- des **Directives européennes** constituant le réseau Natura 2000 – «Habitats-Faune-Flore» (1992) et «Oiseaux » (1979, remplacée en 2009 par la Directive relative à la conservation des oiseaux sauvages) –, de la **stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère du Conseil de l'Europe**³ (1995), qui a notamment été traduite par les **lois Grenelle** à travers le dispositif **Trame verte et bleue**, et de la stratégie de biodiversité de l'Union européenne (2010), qui vise à enrayer la perte de biodiversité d'ici à 2020 et à protéger, évaluer et rétablir la biodiversité et les services écosystémiques d'ici à 2050 ;
- de la **loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA)** de 2006 réformant le cadre global de la politique française de l'eau notamment pour se donner les moyens d'atteindre les objectifs fixés par la **Directive-cadre sur l'eau** de 2000, l'article 6 de la **Charte de l'environnement** de 2004 et la **stratégie nationale pour la conservation de la biodiversité à l'horizon 2020** (2010).
- de la **Convention de Barcelone** de 1976, amendée en 1995, et les protocoles élaborés dans le cadre de cette convention visant à protéger l'environnement marin et côtier de la Méditerranée tout en encourageant des plans régionaux et nationaux contribuant au développement durable, et notamment le Protocole de Marrakech publié en droit français par le décret du 16 octobre 2014, actualisant les listes d'espèces.

Globalement, le PLU contribue à la préservation de la biodiversité locale qui représente d'importants enjeux au vu de la haute qualité de ses sites et de la grande diversité floristique et faunistique (sites Natura 2000, réserves, ...).

³ La Stratégie paneuropéenne pour la diversité biologique et paysagère (SPDBP) a été élaborée suite au Sommet de la Terre de Rio et à l'adoption de la "Convention sur la diversité biologique" des Nations Unies. Elle a été adoptée lors de la Troisième Conférence ministérielle "Un environnement pour l'Europe" réunie en octobre 1995 à Sofia (Bulgarie). Le principal objectif de la Stratégie est de trouver une riposte cohérente au déclin de la diversité biologique et paysagère en Europe et de garantir la durabilité de l'environnement naturel.

2.3.1 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) PACA

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est un des outils de la déclinaison régionale de l'objectif rappelé dans la Stratégie Nationale pour la Biodiversité 2011-2020, à savoir : « construire une infrastructure écologique incluant un réseau cohérent d'espaces protégés ».

Il s'agit à terme que le territoire national soit couvert par une **Trame Verte et Bleue** (TVB), dont le principal atout est de pouvoir être considéré comme un **outil d'aménagement du territoire**. L'un des principaux objectifs (*visés à l'article L.371-1 du Code de l'Environnement*) de cette Trame Verte et Bleue est de maintenir des « **continuités écologiques** » permettant aux espèces de se déplacer dans l'espace et dans le temps, notamment pour répondre aux évolutions à court terme (sociales et économiques) et à très long terme (changement climatique).

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique est opposable aux documents d'urbanisme et aux projets d'infrastructures linéaires d'État et des collectivités. Il est opposable selon le niveau de "prise en compte", le niveau le plus faible d'opposabilité après la conformité et la compatibilité.

Le SRCE a été arrêté par le préfet de Région le 26 novembre 2014.

Ce Schéma répond aux exigences fixées par les **directives européennes** et traduit les **orientations nationales de la Trame Verte et Bleue**. Il propose un plan d'actions stratégiques qui présente les outils de mise en œuvre mobilisables pour atteindre les objectifs et précise les actions prioritaires et hiérarchisées.

Déclinées par la suite au sein du SCoT Provence Méditerranée, les grandes orientations du SRCE et du SCoT ont servi de support à la définition de la Trame Verte et Bleue au sein du PLU, plus particulièrement dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Le PLU de Belgentier est compatible avec les orientations du SCoT et prend en compte celles du SRCE.



2.4 La gestion durable de la ressource en eau

Le PLU entend assurer un accès efficace, équitable et durable aux ressources en eau, tout en améliorant la qualité sanitaire. La gestion de l'eau au regard de l'aléa inondation est également une composante importante du territoire de Belgentier qui est soumis au risque de débordement du Gapeau. Le PLU tend à respecter, en cela, les objectifs :

- de la convention de Rio de 1992 et de la déclaration de Johannesburg de 2002 ;
- de la **directive-cadre européenne sur l'eau** de 2000 qui fixe aux États membres un objectif de bon état des milieux aquatiques à l'horizon 2015, par le biais du **SDAGE** en France ;
- de la loi du 21 avril 2004 portant transposition de la **Directive-Cadre sur l'Eau** et de la **loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques** de 2006.
- de la loi LENE du 13 juillet 2010 et du décret n°2011-227 du 2 mars 2011, transposant la directive européenne 2007/60/CE, dite « **Directive inondation** ».

2.4.1 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée, adopté le 21 décembre 2015

Le **SDAGE Rhône Méditerranée** est un document de planification adopté par le Comité de Bassin le 20 novembre 2015. Il a été élaboré en application de la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000. Le Code de l'Urbanisme établit que les SCoT, PLU et Cartes Communales doivent être compatibles avec le SDAGE.

Le SDAGE et la directive cadre sur l'eau visent l'atteinte du bon état des eaux en 2021 et fixent notamment comme objectif la non-dégradation des milieux aquatiques. L'orientation fondamentale n°2 du SDAGE Rhône Méditerranée prévoit que les documents d'urbanisme doivent respecter ce principe de non dégradation et tenir compte des évolutions prévisibles ou constatées des milieux aquatiques du fait des aménagements projetés.

Le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 fixe, pour chaque bassin, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Les objectifs environnementaux à l'horizon 2021 sont :

- 66 % des eaux superficielles visent le bon état écologique d'ici à 2021 ;
 - . Cours d'eau : 64%
 - . Plans d'eau : 77 %
 - . Eaux côtières : 97 %
 - . Eaux de transitions (lagunes) : 40 %
- 99 % des eaux souterraines en bon état quantitatif d'ici à 2021 ;
- 85 % des eaux souterraines en bon état qualitatif d'ici à 2021.

Dans certains cas, l'objectif de bon état ne pourra être atteint en 2021, pour des raisons techniques ou économiques ; le délai est alors reporté à 2027.

Les 9 orientations fondamentales sont les suivantes :

- S'adapter aux effets du changement climatique (nouvelle orientation)
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau, et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.



2.4.2 Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Gapeau, en cours d'élaboration

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Gapeau est en cours d'élaboration. Il s'agit d'un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente tel que le bassin versant du Gapeau. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le SDAGE Rhône Méditerranée. Les enjeux concernant le SAGE sont les suivants :

- Amélioration de la gestion des prélèvements.
- Amélioration de la qualité des eaux.
- Gestion du risque d'inondation.
- Préservation et protection du milieu naturel.

Le PLU prévoit de préserver les ressources en eau de la commune constituées par le cours d'eau principal du Gapeau, ses ruisseaux affluents et ses nombreux vallons. La limitation de la croissance communale permettra une meilleure gestion des prélèvements en eau potable et des rejets. La préservation des espaces naturels dans les vallons et de la ripisylve du Gapeau font notamment partie des mesures mises en place par le PLU. L'urbanisation resserrée à l'existant et la limitation de l'étalement urbain permettent également de mieux préserver cette ressource des pollutions. Enfin, le risque inondation de la vallée du Gapeau fait aussi partie des enjeux importants traduits dans le PLU.

Le PLU place la préservation des ressources du territoire et de l'environnement au cœur de son projet communal. Des mesures pour la préservation et la gestion des ressources en eau sont notamment mises en place. En cela, le PLU est compatible avec les orientations du SDAGE et du SAGE.

2.4.3 Le Plan Pluriannuel de Gestion (PPG)

La Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau a mis en place un Plan Pluriannuel de Gestion (PPG) des berges et de la végétation rivulaire, ainsi qu'une Déclaration d'Intérêt Général (DIG).

La DIG est une procédure instituée par la loi sur l'Eau de 1992 qui permet, à un maître d'ouvrage, d'entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages et installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant l'aménagement et la gestion de l'eau.

L'objectif du Plan Pluriannuel de Gestion 2009-2015 est, dans le cadre du SDAGE Rhône Méditerranée et Corse, de fixer des objectifs de gestion sur l'ensemble du linéaire pour préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques tout en tenant compte des usages présents et de cibler les interventions dans le temps techniquement et financièrement.

2.4.3 Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2016-2021

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation pour le bassin Rhône Méditerranée a été arrêté le 7 décembre 2015 par le Préfet coordonateur de bassin. Ce document représente un outil de mise en œuvre de la Directive inondation.

- Il fixe les objectifs stratégiques de gestion des inondations à l'échelle du district, intégrant les objectifs définis au niveau national d'une part et tenant compte du contexte local d'autre part,
- Il identifie, pour chaque objectif les dispositions nécessaires à l'atteinte des objectifs district. Ces dispositions, bien que classées par objectifs, relèvent des catégories suivantes identifiées dans les textes :
 - dispositions communes au SDAGE
 - surveillance, prévision et information sur les phénomènes
 - réduction de la vulnérabilité
 - information préventive, éducation, résilience et conscience du risque.
- Il fixe les objectifs particuliers à chaque TRI (territoire à risque important d'inondation)
- Il intègre, lorsqu'elles sont identifiées, les principales dispositions pour atteindre les objectifs spécifiques pour chaque TRI.



Le PGRI est décliné en 2 volumes : Volume 1 Parties générales à l'ensemble du bassin Rhône-Méditerranée, Volume 2 Synthèse des objectifs et dispositions pour les TRI.

La commune de Belgentier fait partie du Territoire à Risques Important d'Inondation (TRI) Toulon-Hyères pour lequel des objectifs prioritaires ont été identifiés. Ils sont par la suite déclinés en actions pour une stratégie locale.

Le PLU de Belgentier doit plus particulièrement être compatible avec le grand objectif n°1 « Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement » et son orientation « Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations ».

Ainsi, les choix d'urbanisation dans le PLU ont été déterminés en fonction de la connaissance des risques, des documents réglementaires tels que le PPRI applicable par anticipation, et de l'ensemble des autres contraintes du territoire pour aboutir à un projet cohérent. Tous projets situés dans les zones réglementaires du PPRI (zone rouges et bleues) devront intégrer les règles d'aménagement ; tous projets situés dans les zones basses hydrographiques devront faire l'objet d'une étude de faisabilité au regard du risque inondation.

2.5 Une gestion durable des ressources sol/sous-sol

Les questions relatives à la protection et la gestion de la ressource sol/sous-sol ont fait l'objet en 2006 d'une réflexion sur la définition, à l'échelle européenne, d'une directive-cadre en faveur de la protection des sols. En 2014, aucune directive européenne n'est actée visant à préserver la ressource sol/sous-sol. Néanmoins, les problématiques relatives à cette ressource sont reprises au sein des directives européennes relatives à l'eau, l'air et les déchets.

Aujourd'hui, le PLU traduit la préservation de la ressource au sein des objectifs relatifs à la préservation des paysages et la conservation des espaces agricoles. En

cela, il intègre, indirectement, les problématiques de la gestion et la préservation des sols et des sous-sols sur le territoire communal.

Le Schéma Départemental des Carrières, approuvé le 22 novembre 2001

Le département du Var dispose d'un schéma départemental des carrières, approuvé par le préfet le 22 novembre 2001, qui sert d'outil de décision pour une utilisation rationnelle des gisements de minéraux et pour la préservation de l'environnement.

Il définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites. Les autorisations d'exploitation de carrières délivrées en application du présent titre doivent être compatibles avec ce schéma. Il est approuvé, après avis du conseil général, par le préfet (*Textes réglementaires : décret du 11/07/1994 relatif au Schéma Départemental des Carrières et circulaire des ministères de l'environnement et de l'industrie en date du 11 janvier 1995*).

Il comporte :

- un inventaire des ressources ;
- une analyse des besoins du département ;
- une analyse des modes d'approvisionnement et de transport ;
- un examen de l'impact des carrières existantes ;
- un inventaire des données environnementales ;
- des orientations et des objectifs visant à réduire l'impact des extractions sur l'environnement et à privilégier une utilisation rationnelle des matériaux ;
- des orientations et des objectifs pour la remise en état des carrières en fin d'exploitation.



2.6 La prévention et la gestion des déchets

La commune de Belgentier ne dispose pas de la compétence « **déchet** » qui a été déléguée à l'intercommunalité. Toutefois, le PLU tend à intégrer des objectifs et orientations des documents de planification relatifs aux déchets qui visent à optimiser la distribution des points de collecte des déchets au sein de l'enveloppe urbaine. En cela, il respecte les objectifs :

- De la **directive-cadre relative aux déchets** qui vise à garantir le contrôle des cycles des déchets, de la production à l'élimination, en mettant l'accent sur la valorisation et le recyclage.
- Des **lois Grenelle** qui confortent les politiques de déchets en renforçant les domaines de la prévention ou de la réduction de la quantité des déchets par la mise en œuvre de programmes locaux de prévention des déchets.

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés pour améliorer la gestion des déchets

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés du Var, approuvé en 2004, vise à organiser la collecte et l'élimination des ordures ménagères et des produits assimilés. Ce document administratif, répondant aux objectifs de la loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement, est aujourd'hui en cours de révision. **Cette révision doit permettre de remplacer le plan actuel par le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND), conformément aux articles R 541-13/L 541-11 du Code de l'Environnement.**

Les objectifs sont alors :

- de coordonner « l'ensemble des actions à mener tant pas les pouvoirs publics que par des organismes privés » ;
- de créer des « ensembles coordonnés d'installations d'élimination des déchets » ;

- de définir les « priorités à retenir pour atteindre les objectifs définis à l'article L 541-1 » : prévention, limitation des transports, valorisation des déchets, information du public.

2.7 La préservation et la valorisation du paysage et du patrimoine

Le PLU décline une série d'objectifs visant à préserver et valoriser le paysage et le patrimoine. Ces objectifs ont été établis en réponse à la **Convention Européenne du Paysage**. Cette dernière a pour objet de promouvoir la protection, la gestion et l'aménagement des paysages et d'organiser la coopération européenne dans ce domaine.

Les engagements pris par la France en matière de paysage sont les suivants :

- Reconnaître juridiquement le paysage en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations, expression de la diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel, et fondement de leur identité ;
- Définir et mettre en œuvre des politiques du paysage visant la protection, la gestion et l'aménagement des paysages par l'adoption des mesures particulières visées à l'article 6 ;
- Mettre en place des procédures de participation du public, des autorités locales et régionales, et des autres acteurs concernés par la conception et la réalisation des politiques du paysage mentionnées à l'alinéa b ;
- Intégrer le paysage dans les politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme et dans les politiques culturelles, environnementales, agricoles, sociales et économiques, ainsi que dans les autres politiques pouvant avoir un effet direct ou indirect sur le paysage.

La mise en œuvre de ces engagements s'est traduite en France par la définition de la **loi « Paysage »** qui vient compléter les lois « Montagne » et « Littoral ». Elle correspond essentiellement à une loi d'aménagement et d'urbanisme. Le PLU applique les dispositions de la loi Paysage.



Le PLU doit également veiller au respect de « *la législation en matière de protection des sites et des paysages ainsi qu'en matière de protection des monuments classés ou inscrits* ».

En matière d'agriculture et conformément au code rural, le PLU définit les grandes orientations de développement rural, essentiellement dans la plaine de la Durance. Trois outils réglementaires sont mis en œuvre pour préserver le foncier agricole :

- **La loi d'Orientation Agricole** de 1999 ;
- **La loi sur le développement des territoires ruraux** de 2005 permet aux départements de délimiter des périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbain.
- **La loi d'Avenir pour l'Agriculture et la Forêt (LAAF)** de 2014 vise à favoriser la reconnaissance de l'agriculture, l'alimentation et la forêt comme des composantes économique, sociale et territoriale essentielle à l'équilibre économique.

Le PLU applique les dispositions des lois relatives à l'agriculture dans ses objectifs et orientations inscrites au PADD. Ces objectifs et orientations visent à préserver les terres agricoles et à garantir le maintien de l'agriculture à Belgentier, tout en favorisant le développement de pratiques agricoles vertueuses.

2.8 La lutte contre le bruit et les pollutions lumineuses

L'Union Européenne, dans le cadre de la lutte contre les nuisances sonores, définit une approche commune visant à éviter, prévenir ou réduire en priorité les effets nuisibles de l'exposition au bruit dans l'environnement. Elle fixe les objectifs suivants :

- Permettre une évaluation harmonisée de l'exposition au bruit au moyen de Cartes de Bruit Stratégiques ;
- Prévenir et réduire les bruits excessifs au moyens de Plans d'Actions ;
- Protéger les zones calmes ;

- Faire en sorte que l'information et la participation du public soient au cœur du processus.

Cette directive doit également servir de base pour mettre au point des mesures communautaires relatives aux sources de bruit.

Le droit français, la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, applique les orientations définies dans la directive précitée, et définit les modalités d'application. Il précise également les actions et documents à mettre en place pour réduire les incidences des projets liées au bruit sur l'environnement et la santé.

Ces grands principes sont repris dans le PLU, notamment au travers de l'identification des zones urbaines en léger retrait par rapport à l'axe de desserte principal (RD 561), grand émetteur de nuisances sonores. En cela, le PLU tend à respecter les objectifs réglementaires de la directive cadre et des lois françaises.

2.8.1 Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) pour identifier, analyser et réduire les nuisances sonores

La réalisation d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) répond aux objectifs de la Directive Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. La Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau possède la compétence de lutte contre le bruit et a ainsi réalisé un PPBE. Ce document permet d'identifier les sources de nuisances sonores, de les analyser et de proposer des mesures afin de réduire ces nuisances.

Le PPBE propose des mesures pour prévenir ou réduire les nuisances sonores, que les acteurs du territoire peuvent mettre en place. Cette liste non exhaustive vise à informer des mesures techniques et administratives disponibles.

Dans un deuxième temps, le plan d'actions fait état des mesures préventives ou correctrices existantes qui sont déjà mises en place. La commune de Belgentier est concernée par trois mesures :



- Limitation de la vitesse à 50 km/h sur la RD 554 et une interdiction aux poids lourds (→ 13 t).
- Création de bandes de recul dans le PLU afin de réglementer les habitations implantées de part et d'autre de l'axe.
- Limitation de la vitesse à 30 km/h sur le chemin de l'Escride et création de ralentisseurs de type « dos d'âne ».

Le dernier chapitre présente les mesures préventives ou correctrices à mettre en place. La commune de Belgentier n'est pas identifiée comme un secteur à enjeu de Communauté de Communes. Elle est néanmoins concernée par les actions générales.

La commune devra suivre les points suivants :

- Anticiper les enjeux en matière d'aménagement concernant les futures zones d'urbanisation et la création de nouveaux logements.
- Respecter les mesures d'isolement acoustique issues de l'arrêté préfectoral concernant la RD 554 classée en infrastructure à grande circulation.
- Préserver et mettre en valeur les « zones calmes » identifiées, et notamment les berges du Gapeau qui ne semblent pas suffisamment mises en valeur actuellement.

2.8.2 La Charte de Développement Durable et de l'Eclairage Public

Le Syndicat Mixte de l'Energie des Communes du Var (SYMIELECVAR) et l'association des Maires du Var, en partenariat avec l'ADEME, ont signé la Charte de Développement Durable et de l'Eclairage Public.

L'objectif de cette charte est de déterminer les engagements du syndicat mixte d'électricité dans la réalisation de ses travaux pour lutter contre le changement climatique et protéger l'atmosphère en ayant recours à des pratiques environnementales et des matériels s'inscrivant dans cet objectif.

Elle définit trois axes prioritaires :

- Mise en place d'un éclairage aux conditions d'utilisation ;
- Diminution des consommations d'énergie ;
- Diminution des nuisances dues à la lumière.

2.9 La préservation de l'environnement pour garantir la santé de tous

2.9.1 La loi du 30 décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (Loi LAURE)

Cette loi rend obligatoire : la surveillance de la qualité de l'air ; la définition de normes de qualité de l'air ; l'information du public. D'un point de vue global, le PLU traduit l'orientation politique par l'optimisation du fonctionnement du village (desserte, accessibilité, développement de modes de déplacement alternatif à la voiture, stationnement). En cela, le PLU reste concordant avec les objectifs de réduction de la pollution de l'air et de risque pour la santé.

La Déclaration du millénaire des Nations Unies de septembre 2000 s'est concrétisée par la définition d'objectifs à réaliser d'ici à 2015, notamment l'objectif 7 « Assurer un environnement durable » analysant les interactions entre dégradation de l'environnement et santé.

Cette problématique majeure, qui touche plus largement les pays pauvres, est également une réalité au niveau de la France où le Plan National Santé et Environnement de 2004 dresse un constat alarmant sur les affections engendrées par le cadre de vie. A ce titre, la pollution atmosphérique urbaine, la baisse de la qualité de l'eau et l'exposition à des substances chimiques potentiellement toxiques sont mises en exergue et font l'objet d'orientations prioritaires.

2.9.2 Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) du Var

Issu de la loi sur l'air, le Plan de Protection de l'Atmosphère définit les objectifs et les mesures, réglementaires ou portées par les acteurs locaux, permettant de ramener, à l'intérieur des agglomérations de plus de 250 000 habitants et des



zones où les valeurs limites réglementaires sont dépassées ou risquent de l'être, les concentrations en polluants atmosphériques à un niveau inférieur aux valeurs limites réglementaires.

Pour le département du Var, la révision du PPA de Toulon a été approuvée le 14 octobre 2013. Le PPA se décline en 30 actions sur 26 communes de la région toulonnaise dont Belgentier. Ces actions portent sur les secteurs transport/aménagement/déplacements, l'industrie, le chauffage, l'agriculture et le brûlage. Sur les 30 actions, 14 d'entre elles sont réglementaires et définies par le code de l'environnement.

2.10 Le Plan Régional de Santé (PRS) 2012-2016

Avec le Projet Régional de Santé, la santé s'organise dans une approche globale : de la prévention, la santé publique et environnementale, aux soins (hôpitaux, cliniques, maternités établissements spécialisés en soins de suite et réadaptation médecins en cabinet, maisons de santé...) jusqu'aux prises en charge médico-sociales (établissements accueillant les personnes âgées et les personnes handicapées dépendantes, services à domicile...).

Son rôle est de favoriser l'accès à tous à des soins de qualité portant une attention particulière aux publics les plus fragiles et aux personnes en situation de précarité. Dans le cadre des documents d'urbanisme, le PRS comprend trois enjeux prioritaires :

- Sécuriser et garantir l'accès à tous à une ressource de qualité afin de réduire les effets sanitaires liés aux différents usages de l'eau ;
- Réduire et contrôler les expositions à la pollution atmosphérique ayant un impact sur la santé ;
- Favoriser la connaissance, la recherche, l'information et l'éducation sur les risques sanitaires actuels et émergents liés à l'environnement.

Dans ce but, le PLU tend à préserver les différentes ressources en eau, par le respect des servitudes d'utilité publique relative aux captages d'eau potable, et par l'évitement du développement de l'urbanisation dans des secteurs non desservis

par les réseaux publics. En ce sens, le PLU prend en compte les différentes préconisations du PRS et de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et assure un cadre de vie de qualité et une meilleure prise en compte de l'environnement et de la santé dans le projet.

2.11 Les servitudes d'utilité publique

Le PLU doit respecter les servitudes d'utilités publiques. Les servitudes s'appliquant à Belgentier sont les suivantes :

- A2 – Canalisations souterraines d'irrigation de la Société du Canal de Provence ;
- A5a – Canalisations publiques du réseau de distribution d'eau potable et d'assainissement ;
- AC1 – Monument Historique inscrit : Château de Peiresc, Eglise Notre Dame de l'Assomption ;
- AS1 – Périmètres de protection des puits de Font de Vin ou de Coste Hubague ;
- EL7 – Plan d'alignement RD 554 ;
- I4a – ligne aérienne 225 kv Escaillons – Néoules et ligne aérienne 225 kv 2 circuits le Coudon – Néoules 1 et 2 ;
- INT1 – Cimetière communal de Belgentier.



3- ANALYSE SYNTHÉTIQUE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET IDENTIFICATION DES SITES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉS

3.1 Scénario fil de l'eau ou scenario de référence

La définition du **scenario « fil de l'eau »**, permet d'évaluer les effets éventuels sur l'environnement dans le cas de la poursuite des dynamiques à l'œuvre sur le territoire en l'absence du PLU. Il servira de **cadre de référence** et de **point de comparaison** mais permettra également d'**identifier les risques** liés à la poursuite de certaines dynamiques, et les **points de vigilance environnementaux** à conserver au cours de la construction du projet.

METHODE

Ainsi, le scenario « fil de l'eau » croise trois familles d'informations :

Les dynamiques d'évolution du territoire, y compris celle impulsée le cas échéant par le document antérieur, en terme démographique et économique et leurs conséquences en termes de consommation d'espace dont la dynamique pourra être traduite en termes de besoins en ressources (eau, énergie, matériaux...) et rejets de polluants ou déchets.

Les tendances d'évolutions de la situation environnementale du territoire qui seront appréciées au regard de l'évolution des pressions qui s'exercent sur les ressources.

Les politiques, programmes et actions engagés sur le territoire et visant à la valorisation des richesses environnementales, à la réduction des pressions, à l'amélioration de la qualité des ressources.

Ainsi, il s'agira :

- Dans un premier temps d'évaluer quelles sont les projections liés en termes démographiques et économiques et de présenter les dynamiques globales d'évolution du territoire en termes de constructions de logements, d'équipements.
- Dans un deuxième temps, d'identifier plus précisément quels sont les projets d'aménagement et documents supra-communaux qui accompagneraient l'évolution du territoire en l'absence de mise en œuvre de PLU.
- Dans un dernier temps, d'apprécier l'évolution des grandes composantes environnementales au regard des pressions qui s'exercent et s'exerceront sur le territoire.

3.1.1 Evolution des dynamiques territoriales « hors révision du PLU »

— Evolution des dynamiques démographiques à l'horizon 2026

Les projections sur l'évolution démographique du territoire d'études sont évaluées au regard des dernières tendances relevées lors des démarches de recensements de l'INSEE entre 1982 et 2011.

Partant du maintien d'une croissance démographique de l'ordre de +2,9%/an à l'horizon 2026 et de soldes migratoires et naturels stables, la commune devrait accueillir un total de 3760 habitants, soit 1023 habitants supplémentaires par rapport à 2011 avec un desserrement estimé à 2,40 personnes par résidence principale.

— Evolution du parc bâti à l'horizon 2026

Au vu de la croissance démographique projetée dans le cadre du scenario de référence, les besoins en logements sont :

- 452 logements pour assurer l'accueil de la nouvelle population (1 023 habitants) ;



- 158 logements en réponse au phénomène de desserrement de la population.

Au total, il s'agit d'un besoin de 610 logements supplémentaires à produire à l'horizon 2026.

En termes de consommation d'espaces, la réalisation des 610 logements se traduit par la consommation de 55,5 hectares, soit plus de huit fois la consommation foncière de la période 2003-2014 (consommation de 6,57 hectares en 11 ans).

METHODE

Calcul de l'incidence foncière estimée pour réaliser les nouveaux logements nécessaires à l'accueil de la population, si la vacance immobilière n'est pas mobilisée :

Logement collectif (50 lgt/ha) : **0,61 hectare**

Logement groupé (20 lgt/ha) : **3,05 hectares**

Logements individuel (10 lgt/ha) : **61,82 hectares**

– Evolution des dynamiques économiques à l'horizon 2026

Les projections sur le nombre d'emplois sur le territoire ont été réalisées en croisant l'analyse des tendances passées entre 1982 et 2011, concernant l'évolution :

- De la population totale ;
- De la population active ;
- De l'emploi sur le territoire.

Cette analyse permet d'évaluer l'évolution des taux d'actifs/population totale et d'emplois/actifs résidant à Belgentier. Au vu des tendances passées, il est possible de projeter des taux de référence en l'absence de mise en œuvre du PLU.

Cette analyse croisée permet d'aboutir à un nombre d'emploi projeté en 2026 d'environ 506 contre 301 en 2011.

	Population totale	Population active totale		Emploi total	
		Nombre	Taux	Nombre	Taux
2006	2 180	1 062	0,49 (référence)	227	0,21 (référence)
2011	2 438	1 174	0,48 (référence)	301	0,25 (référence)
2026	4 220	2 025	0,48 (projeté)	506	0,25 (projeté)

- Les principaux projets et documents supra communaux engagés sur le territoire

Les projections à l'horizon 2026 sur les grandes dynamiques territoriales, décrites dans la partie précédente, seront réalisées par la mise en œuvre de grands projets d'aménagement et de documents supra-communaux qui sont d'ores et déjà sur le territoire ou qui l'auraient été.

Projet de contournement du village

Dans l'optique de réduire les nuisances sonores et le trafic liés à la RD 554, il est prévu par le Conseil Départemental un projet de contournement du centre-ancien par le nord-est de l'enveloppe urbaine.

Le PPRi de la Vallée du Gapeau

Suite à l'annulation du PPRi de la Vallée du Gapeau par le tribunal administratif, une nouvelle procédure d'élaboration a été lancée le 28 novembre 2014.

Dès l'approbation du PPRi, et dans l'absence d'une révision du PLU, c'est le règlement du PPRi qui s'imposera au règlement du document d'urbanisme en vigueur. La mise en œuvre du PPRi participera à la réduction des incidences notables négatives en limitant l'exposition de la population dans les secteurs soumis à un risque d'inondation.



Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Gapeau

Le SDAGE Rhône Méditerranée est en cours de révision. Son application aura les mêmes implications que le précédent et participera à l'amélioration de la ressource en eau.

Le SAGE du Gapeau est en cours d'élaboration. L'approbation du SAGE impliquera une mise en compatibilité du document d'urbanisme afin de garantir une compatibilité entre les objectifs de protection définis par le SAGE et les objectifs d'évolution de la commune.

Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND du Var)

Porté par les conseils départementaux et le conseil régional de PACA, le PPGDND coordonne et planifie la prévention et la gestion des déchets non-dangereux (hors déchets du BTP) à 6 et 12 ans. Il fixe des objectifs de prévention, de recyclage et de valorisation de ces déchets ainsi que les équipements à mettre en œuvre à cette fin.

La gestion des déchets étant une compétence déléguée à la communauté de communes, la prise en compte du PPGDNG se fera en amont de la commune.

3.1.2 Evolution des composantes environnementales

Au regard de l'évolution du territoire envisagée dans le cas du scénario de référence, il est nécessaire d'apprécier les évolutions des principales composantes environnementales, et notamment celles présentant des enjeux forts pour la commune. Les autres composantes environnementales ne présentent pas de grands enjeux pour la commune en raison :

- d'un état initial déjà favorable et des tendances d'évolutions n'allant pas à l'encontre de la ressource ;
- d'une marge de manœuvre très faible en raison d'un transfert de compétence ou d'un enjeu d'ampleur supra-communal.

A ce titre, les évolutions de ces composantes environnementales sont très faibles.

- Voir « Hiérarchisation des enjeux environnementaux » dans le Chapitre « Etat Initial de l'Environnement ».

– Patrimoine écologique

Le réseau écologique de la commune est articulé autour de nombreux périmètre à statut (ZNIEFF, APPB, Natura 2000, ENS) support d'une biodiversité riche et variée. La définition de l'état actuel de la Trame Verte et Bleue sur la commune souligne les ruptures aux corridors écologiques terrestres liées aux grands axes de communication.

De plus, les règles relatives aux 1AU et N, localisées au sein du site Natura 2000, permettent :

- une évolution des constructions existantes à la date d'exécution du PLU (pour les zones 1AU et N)
- les nouvelles constructions à usage d'habitation dans les zones 1AU.

A ce titre, les nouvelles constructions peuvent entraîner une dégradation des milieux naturels et une disparition de certaines espèces.

Toutefois, la mise en application du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) PACA et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Provence Méditerranée laisse présager que les incidences de l'urbanisation de la commune, sur les sites à forte valeur écologique, seront atténuées.

– Eau

Outre les outils et plan de protection de la ressource en eau tels que le SDAGE Rhône-Méditerranée et le SAGE du Gapeau, la principale source de pression sur la ressource en eau est liée à l'évolution démographique.

Il est ainsi attendu une augmentation de la consommation en eau potable et des besoins en traitement des eaux des usées. A l'horizon 2026, pour le scénario de référence, et au vu des capacités actuelles du réseau, les besoins en eau potable



liés à l'augmentation démographique seront absorbés par les équipements actuels.

Concernant la gestion des eaux usées, la desserte partielle de la population par l'assainissement public, l'absence de projet de connexion des ces quartiers, notamment le quartier de l'Escride, au réseau et l'augmentation démographique dans ces secteurs peuvent conduire à une dégradation majeure de la ressource en eau, tant au niveau des masses d'eau superficielles que des masses d'eau souterraines (phénomène d'infiltration des eaux usées dans le sol).

L'augmentation du ruissellement induit par le développement urbain souligne l'importance de la mise en place d'une gestion intégrée des eaux pluviales, l'utilisation de techniques alternatives ainsi que le contrôle de l'adéquation de la capacité des réseaux en fonction des nouveaux besoins. L'absence d'un système de gestion des eaux pluviales dans certains secteurs de la commune peut conduire à une altération de la ressource en eau, par l'infiltration d'eau polluée dans les sols.

— Paysage et consommation d'espace

En matière de paysage et plus particulièrement de consommation des espaces naturels et forestiers, l'analyse des tendances récentes en matière d'urbanisation des sols enregistrés met en évidence une évolution urbaine d'environ 6 000 m²/an, principalement au sein de l'enveloppe urbaine par le comblement des espaces résiduels, soit 6,57 hectares pour la période 2003-2014 (0,6% de la superficie totale de la commune).

L'analyse des capacités résiduelles du POS démontre un potentiel constructible de l'ordre de 56,3 hectares. Or, les projections démographiques fixées à l'horizon 2026 traduisent un besoin de 610 logements et un besoin foncier de 55,5 hectares, soit 5,5 hectares consommés annuellement. Dans le cadre du scénario de référence, le respect des projections et des besoins en logements permettrait donc d'éviter l'urbanisation d'environ 0,8 hectare.

Néanmoins, le scénario de référence conduit à l'urbanisation de 55,5 hectares, soit plus de huit fois la consommation foncière de la période 2003-2014 (consommation de 6,57 hectares en 11 ans).

— Risques majeurs

Au regard des constats effectués dans l'analyse de l'état initial de l'environnement, la commune est soumise à trois risques majeurs : les inondations liées au Gapeau, les feux de forêts et les mouvements de terrains. A ce titre, le scénario de référence doit croiser les enjeux environnementaux, les tendances actuelles faces aux risques et les dernières évolutions en matière de gestion des risques.

- Elaboration en cours du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la Vallée du Gapeau.
- Augmentation du risque de feux de forêt dans les quartiers résidentiels implantés au cœur des vallons (L'Escride, Les Blétonèdes...etc) par la croissance démographique et le développement urbain.
- Augmentation du risque lié au mouvement de terrain par le développement urbain entraînant des opérations de terrassements et de remblaiements pouvant altérer la structure du sol.

L'ensemble de ces risques persiste sur le territoire communal. Dans le cadre du scénario « fil de l'eau », le resserrement du développement urbain au sein de l'enveloppe urbaine sur les onze dernières années, et le potentiel foncier encore disponible sur ces espaces participent à garantir une meilleure gestion des risques.



3.1.3 Bilan

METHODE

Les grands axes du scénario de référence (étirant les tendances actuelles du développement communal) ont été établis en parallèle du projet de PADD.

A ce titre, et pour faciliter les analyses par la suite, les axes reprennent les mêmes thématiques que celles du PADD.

Axe 1 – Gestion et préservation des espaces naturels et des ressources locales

– T1 - Patrimoine écologique

Des espaces naturels préservés par la réglementation du PLU (maintien d'une part du terrain boisé afin de préserver l'identité naturelle du site) et une prise en compte des enjeux environnementaux par les politiques.

Un Parc Naturel Régional en cours d'élaboration auquel la commune a adhéré.

Des fonctionnalités écologiques contraintes par des obstacles et des ruptures.

– T2 - Paysage

Un paysage naturel et urbain structuré par de nombreuses coupures d'urbanisation.

Un paysage de vallée protégé, notamment le Gapeau et sa ripisylve.

Une amélioration et requalification du centre-ancien et des paysages urbains.

Une urbanisation nouvelle concentrée au sein de l'enveloppe urbaine, très faible consommatrice d'espaces naturels et/ou agricoles supplémentaires.

Une amélioration du traitement des entrées de ville.

– T3 - Patrimoine

Un patrimoine vernaculaire riche et varié mais une absence de protection par des dispositifs réglementaires.

– T4 - Ressource en eau

Une atteinte du bon état des masses d'eau superficielles et souterraines à l'horizon 2021 selon le SDAGE, compromise par une dégradation de la qualité des eaux du Gapeau en aval de l'enveloppe urbaine.

Une desserte partielle de la population par le réseau d'assainissement (taux de raccordement de l'ordre de 70% de la population).

Une capacité du réseau d'adduction d'eau potable suffisante et adaptée aux évolutions démographiques.

Absence de gestion des eaux pluviales sur la commune.

Axe 2 – Pérennisation du fonctionnement du village

– T5 - Economie

Une commune "résidentielle" marquée par un phénomène de migration pendulaire important

Un territoire attractif pour les PME et les TPE

Un tissu économique tourné vers l'économie présentielle et tertiaire

Une activité agricole encore présente

– T6 - Equipements publics

Un niveau d'équipement satisfaisant et diversifié répondant aux besoins de la population

Aménagement et maintien d'espaces verts, Parc de Peiresc, au sein de l'enveloppe urbaine



– T7 - Transports

Un seul axe d'accès vers la commune avec une fréquentation quotidienne importante

Un projet de contournement du centre-ancien porté par le Conseil Général

Un réseau de desserte interne étroit et peu adapté à la circulation de véhicules

Un stationnement bien géré et satisfaisant, excepté dans les quartiers pavillonnaires lâches

Une sous utilisation de la desserte en transport en commun

Des modes doux peu présents

Axe 3 – Organisation et structuration du cadre de vie

– T8 - Démographie

Une forte croissance démographique avec un taux de variation annuel de l'ordre de +2,9%/an

Une population relativement jeune, mais un phénomène de vieillissement de la population en marche

Des ménages de plus en plus nombreux, mais phénomène de desserrement de la population croissant, avec 2,5 personnes par résidences principales

– T9 - Logements

Un renouvellement et diversification du parc de logement, malgré un fort ralentissement de la production de logement

Une part dominante de résidences principales et une vacance inférieure au taux structurelle (6%)

Une prédominance de formes urbaines de type pavillonnaire individuel au sein d'un tissu étendu le long des vallées

Une consommation foncière faible pour de l'urbanisation d'espaces déjà intégrés à l'enveloppe urbaine, mais une consommation d'espaces naturels non négligeable

Une urbanisation diffuse au sein du site Natura 2000 maîtrisée par une réglementation stricte (constructions nouvelles soumises à condition de réalisation du réseau d'assainissement et/ou l'aménagement de voirie)

– T10 - Nuisances

Augmentation des nuisances sonores et augmentation de la population impactée en lien avec l'augmentation de la circulation routière et la concentration des habitations

Des secteurs d'ambiances sonores calmes en progression sur la commune

Classement des voies bruyantes et mise en œuvre du PPBE de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau

Une très faible pollution lumineuse encadrée par la charte de développement durable et de l'éclairage public

– T11 - Risques

Un Plan de Prévention des Risques Inondation annulé, mais une nouvelle procédure d'élaboration en cours

Une importante superficie forestière mitée par l'urbanisation soumise à un risque incendie majeur dont la gestion est encadrée par un réseau de défense incendie

Un relief accidenté sensibles aux mouvements de terrains, risque accentué par une urbanisation diffuse au fond des vallées






Scénario "fil de l'eau" ou scénario de référence

Axe 1 - Gestion et préservation des espaces naturels et des ressources locales

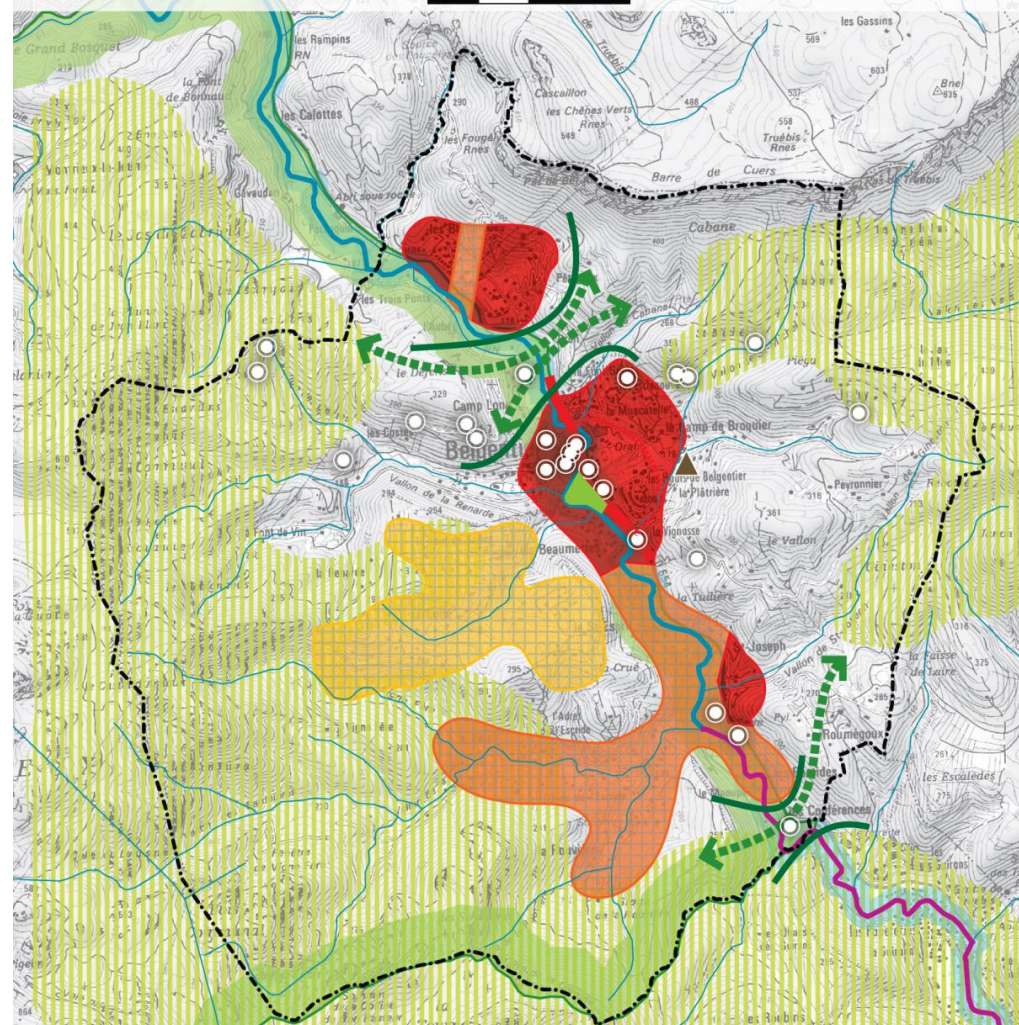
-  Préservation des espaces inscrits au réseau Natura 2000
-  Confortement des principales continuités écologiques
-  Préservation des coupures d'urbanisation support des corridors écologiques
-  Préservation des éléments patrimoniaux remarquables
-  Augmentation des pressions liées à l'assainissement autonome et à l'absence de gestion des eaux pluviales
-  Atteinte du bon état de la qualité des eaux sur le Gapeau à l'horizon 2021

Axe 2 - Pérennisation du fonctionnement du village

-  Augmentation des nuisances sonores au sein du village par l'accroissement du trafic routier en lien avec la croissance démographique et le phénomène de migrations pendulaires
-  Projet de voie de contournement du village
-  Maintien d'espaces verts au sein de l'enveloppe urbaine

Axe 3 - Organisation et structuration du cadre de vie

-  Augmentation et concentration de l'urbanisation au sein des zones urbaines du PLU
-  Apport de nouvelles populations et nouvelles constructions au sein des zones A Urbaniser du PLU
-  Augmentation des surfaces imperméabilisées par les extensions des constructions existantes autorisées dans les zones N du PLU
-  Risque feux de forêt
-  Risque inondation
-  Risque affaissement de cavités souterraines





3.2 Identification des zones susceptibles d'être affectées de manière notable par le projet de PLU

3.2.1 Localisation et présentation de la commune

La commune de Belgentier se situe dans le département du Var, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et se trouve à l'ouest de Cuers. Elle fait partie de la Communauté de communes de la Vallée du Gapeau, qui compte cinq communes.

Son territoire s'étend sur environ 1 338 ha à une altitude moyenne de 370 m. Le relief alterne entre la vallée du Gapeau, qui traverse la commune du nord-ouest au sud-est, et les collines attenantes.

En termes d'hydrographie, la commune est donc traversée par le fleuve Gapeau et plusieurs petits ruisseaux (Vigne Fer, Roubins, Fougélis, etc.). Elle se situe dans le bassin versant du Gapeau.

La commune se situe en Basse-Provence calcaire, principalement au sein des petites régions naturelles « Littoral et piémont sud des chaînons calcaires méridionaux » et « Chaînons calcaires méridionaux coteaux et versants sud ». Les principales roches sont des alluvions, des terrains primaires (schistes, grès, argilites), calcaires durs et grès calcaires.

Les principales activités sont tournées vers le tourisme et l'agriculture, en particulier l'oléiculture.

En termes d'occupation du sol, la commune est caractérisée par une concentration de l'habitat au niveau d'un tissu urbain continu à discontinu en pied de versant naturel et dans les fonds de vallons. On note également la présence de milieux agricoles dominés par les vergers et les cultures de petits fruits. Au niveau des milieux plus naturels, la commune est principalement caractérisée par des maquis et des garrigues et des forêts mélangées.

3.2.2 Présentation du projet de déclassement

Les prospections ont été menées sur une zone d'étude vaste de 20,5 ha comprenant 10 secteurs. L'ensemble de ces secteurs est classé N (naturels) et a pour vocation un passage en A (agricole) ou en Apr (Agricole Protégé).

Secteur	Lieu dit	Surface	Zonage actuel	Zonage proposé
1	Les Blétonèdes	3,57 ha	N	Apr et A
2	Les Escavalins	11 ha	N	Apr
3	Camp Long	1,1 ha	N	Apr
4	Les Escléaouvéoux	1,2 ha	N	Apr
5	Le Vallon	0,03 ha	N	Apr
6	Roumégoux	1,3 ha	N	Apr
7	La Crué – Le Saint Esprit	1,51 ha	N	Apr
8	Fenêtre de Vigne Fère	0,6 ha	N	Apr
9	Vigne Fère	0,09 ha	N	Apr
10	La Font de Vin	0,02 ha	N	Apr

L'évolution du projet au cours de sa procédure a amené le projet de déclassement du secteur 2 les Escavalins à être étendu sur une partie de pinède d'une dizaine d'hectares. On estime que les incidences et les mesures sont similaires à celles du site 2.



Secteurs susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet de PLU

A. Patrimoine naturel : périmètres à statut

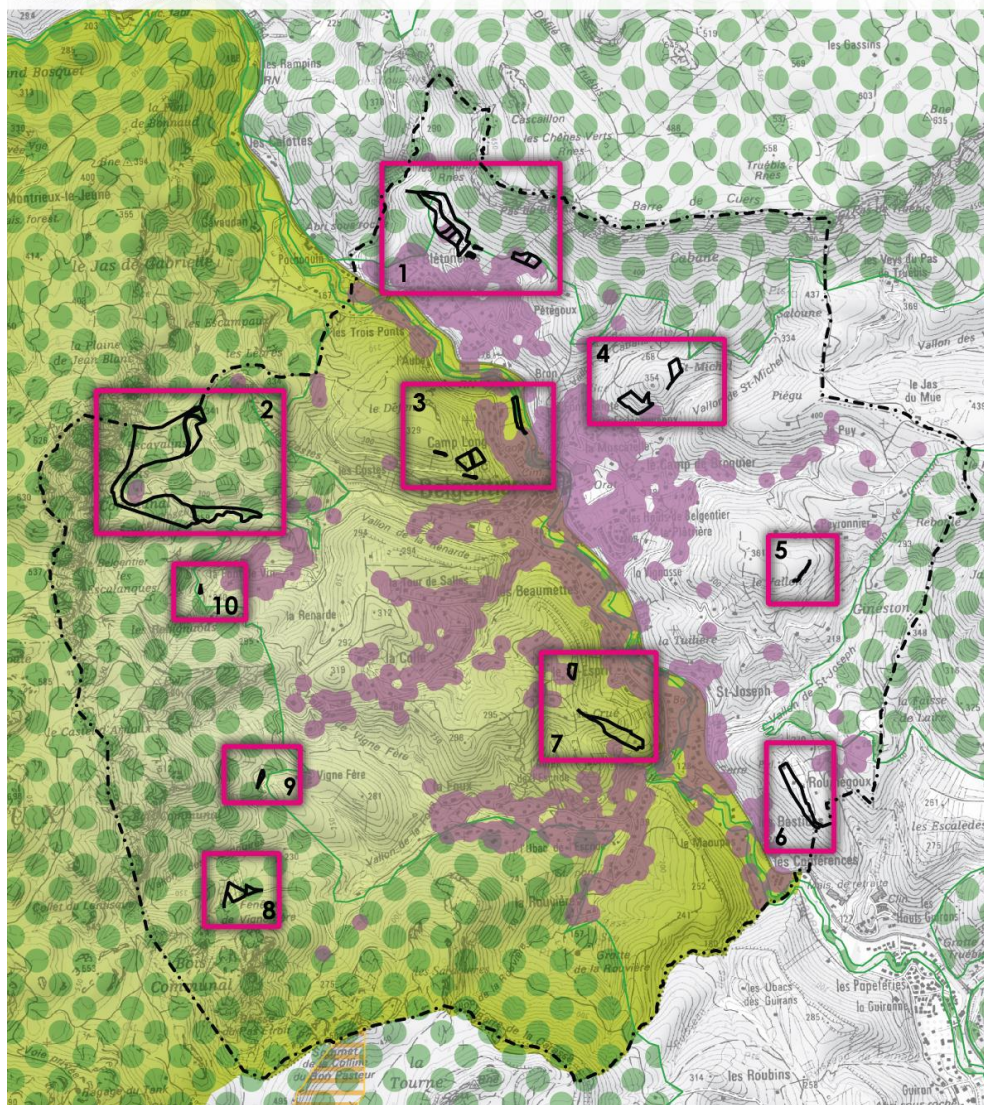
- Inventaire ZNIEFF
- Réseau Natura 2000
- Espaces Naturels Sensibles (ENS)

B. Urbanisation et aménagement

- Enveloppe urbaine
- Site de projet sur la commune
- Secteur élargi où les projets sont susceptibles de porter atteinte aux composantes environnementales

0 250 500 1000 m

Sources : G2C territoires et ECO-MED



3.2.3 Situation par rapport aux périmètres à statut

Nom	Type	Espèces d'intérêt communautaire	Secteur(s) concerné(s)
Site du réseau Natura 2000			
FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale de Morières »	ZSC	25 habitats 4 insectes 2 poissons 10 chauves-souris	Secteurs 2, 3, 7, 8, 9 et 10
Périmètres d'inventaires			
n°83-206-100 « Plateau de Siou-Blanc – Forêt domaniale des Morières »	II	6 invertébrés 1 oiseau 13 plantes	Secteurs 2, 8, 9 et 10
n°83-171-100 « Barres de Cuers et collines de Néoules »	II	6 plantes	Secteur 1
n°83-134-100 « Collines de Cuers et grotte de Truébis »	II	1 invertébré 1 plante	Aucun
n°83-202-100 « Haute vallée du Gapeau »	II	1 invertébré 1 oiseau 5 plantes	Secteur 3



Secteur 1 - Les Blétonèdes

Contexte et zonage

Périmètres à statut
ZNIEFF : en bordure de la ZNIEFF de type II n°83-171-100 « Barres de Cuers et collines de Néoules »

Surface du secteur
3,57 ha

Zonage actuel
Zone N (naturelle)

Modification envisagée par la mairie
Classement en A (agricole) et Apr (Agricole Protégé)

Description du secteur

Physionomie globale
Zone naturelle boisée, Pinède à Pins d'Alep et habitations avec oliveraie

Naturalité
Moyenne à faible

Usage actuel
Habitation et production d'olive

Continuité écologique
Fonctionnelle et connectée dans l'ensemble

HABITATS NATURELS CLASSIFICATION EUNIS

Violet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)



Secteur 1 - Les Blétonèdes

Flore et Faune

Habitats naturels

Habitat à Enjeu Local de Conservation (ELC) modéré : fragments de pelouses à Brachypode rameux

Habitats à ELC faible : pinèdes à Pin d'Alep et garrigues occidentales
Habitats à ELC très faible : oliveraies et oliveraies en friche

Flore

Espèce avérée

· Aliboufier (*Styrax officinalis*) : ELC modéré, tome 2 du Livre Rouge de la flore menacée de France, plusieurs individus observés en lisière de pinède.

Espèces potentielles

· Armérie de Belgentier (*Armeria belgencensis*) : ELC très fort, PN et tome 1 du Livre Rouge de la flore menacée de France, jugée potentielle en lisière pinède ou au sein des clairières.
· Orchidées comme l'Ophrys de Provence (*Ophrys procvencialis*) potentielles au sein des oliveraies.

Insectes

Espèces potentielles

· Damier de la Succise (*Euphydryas aurinia*) : présence de sa plante-hôte, ELC modéré, habitat potentiel en lisière sèche et sur des talus.
· Magicienne dentelée (*Saga pedo*), Decticelle splendide (*Eupholidoptera chabrieri*) et l'Ephippiger de Provence (*Ephippiger provincialis*), orthoptères à ELC modéré potentiels en lisière sèche et sur des talus.

Reptiles

Espèces potentielles

Olivettes et restanques favorables à plusieurs reptiles :
· Tortue d'Hermann (*Testudo hermanni*), ELC très fort,
· Léopard ocellé (*Timon lepidus*), ELC fort,
· Psammodrome d'Edwards (*Psammodromus hispanicus*), ELC modéré

Oiseaux

Espèce avérée

· Fauvette pitchou (*Sylvia undata*), ELC faible, avérée en lisière de la zone.

Espèces potentielles

Plusieurs espèces de grands rapaces et de macro insectivores potentielles en chasse, pas de nidification.

Mammifères

Espèces potentielles : lisières potentiellement favorables aux chiroptères pour la chasse

Enjeux

Habitats naturels

Très faibles à modérés

Flore

Modérés

Faune

Potentiellement forts

ENJEUX RELATIFS À LA FLORE

Violet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)





Secteur 2 - Les Escavalins

Contexte et zonage

Périmètres à statut

Au sein de la ZSC FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale de Morières »

Au sein de la ZNIEFF de type II n°83-206-100 « Plateau de Siou-Blanc – Forêt domaniale des Morières »

Surface du secteur

11 ha

Zonage actuel

Zone N (naturelle)

Modification envisagée par la mairie

Classement en Apr (Agricole Protégé)

Description du secteur

Physionomie globale

Zone naturelle boisée, Pinède à Pins d'Alep, chênaies vertes et garrigues, milieux anthropisés oliveraie et friches.

Naturalité

Moyenne

Usage actuel

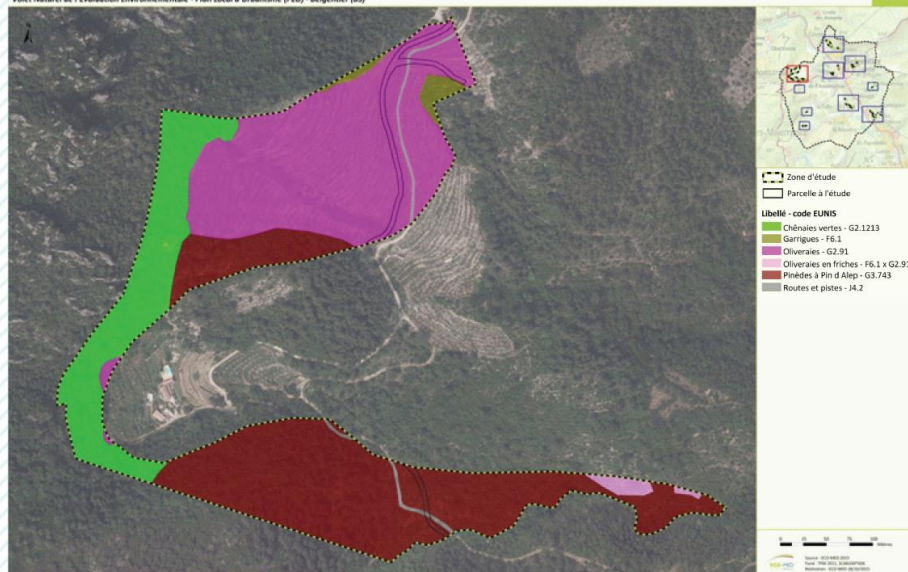
Aucun, friches ou olivettes

Continuité écologique

Fonctionnelle

HABITATS NATURELS CLASSIFICATION EUNIS

Volet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)



2/10

Secteur 2 - Les Escavalins

Flore et Faune

Habitats naturels

Habitat à ELC modéré : chênaie verte

Habitats à ELC faible : pinèdes à Pin d'Alep et garrigues occidentales et grotte

Habitats à ELC très faible : oliveraies et oliveraies en friche

Flore

Espèce avérée

- Aliboufier (*Styrax officinalis*) : ELC modéré, tome 2 du Livre Rouge de la flore menacée de France, plusieurs individus observés en lisière de pinède.

Espèces potentielles

- Armérie de Belgentier (*Armeria belgencensis*) : ELC très fort, PN et tome 1 du Livre Rouge de la flore menacée de France, jugée potentielle en lisière pinède ou au sein des clairières.
- Orchidées comme l'Ophrys de Provence (*Ophrys provincialis*) potentielles au sein des oliveraies.

Insectes

Espèces potentielles

- Damier de la Succise (*Euphydryas aurinia*) : présence de sa plante-hôte, ELC modéré, habitat potentiel en lisière sèche et sur des talus.
- Magicienne dentelée (*Saga pedo*), Decticelle splendide (*Eupholioptera chabrieri*) et l'Ephippiger de Provence (*Ephippiger provincialis*), orthoptères à ELC modéré potentiels en lisière sèche et sur des talus.
- la Proserpine (*Zerynthia rumina*), ELC modéré, potentielle dans les milieux rocheux et rocailleux en limite ouest

Reptiles

Espèces potentielles : Olivettes et restanques favorables à plusieurs reptiles

- Tortue d'Hermann (*Testudo hermanni*), ELC très fort,
- Lézard ocellé (*Timon lepidus*), ELC fort,
- Psammodrome d'Edwards (*Psammodromus hispanicus*), ELC modéré

Oiseaux

Espèces potentielles

Plusieurs espèces de grands rapaces et de macro insectivores potentielles en chasse. Nidification possible au sein du massif forestier pour le Circaète Jean-le-blanc (*Circaetus gallicus*), ELC fort, Nidification possible au niveau des milieux rocheux en limite ouest pour le Grand-duc d'Europe (*Bubo bubo*)

Mammifères

Espèces potentielles : lisières potentiellement favorables aux chiroptères pour la chasse

Enjeux

Habitats naturels

Très faibles à modérés

Flore

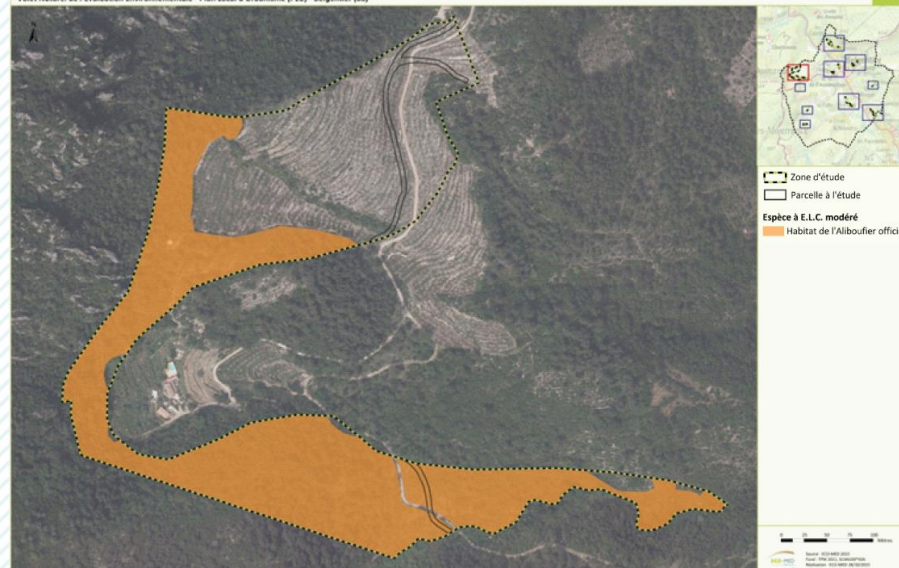
Modérés

Faune

Potentiellement forts

ENJEUX RELATIFS À LA FLORE

Volet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)



2/10



Secteur 3 - Camp Long

Contexte et zonage

Périmètres à statut

Au sein de la ZSC FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale de Morières »

En bordure de la ZNIEFF de type II n°83-202-100 « Haute vallée du Gapeau »

Surface du secteur

1,1 ha

Zonage actuel

Zone N (naturelle)

Modification envisagée par la mairie

Classement en Apr (Agricole Protégé)

Description du secteur

Physionomie globale

A l'est : Ripisylve à Frêne à feuilles étroites (*Fraxinus angustifolius*) et à Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*) et prairie mésophile et eutrophe

A l'ouest : Zone naturelle boisée, Pinède à Pins d'Alep, garrigues, milieux anthropisés oliveraie

Naturalité

Moyenne

Usage actuel

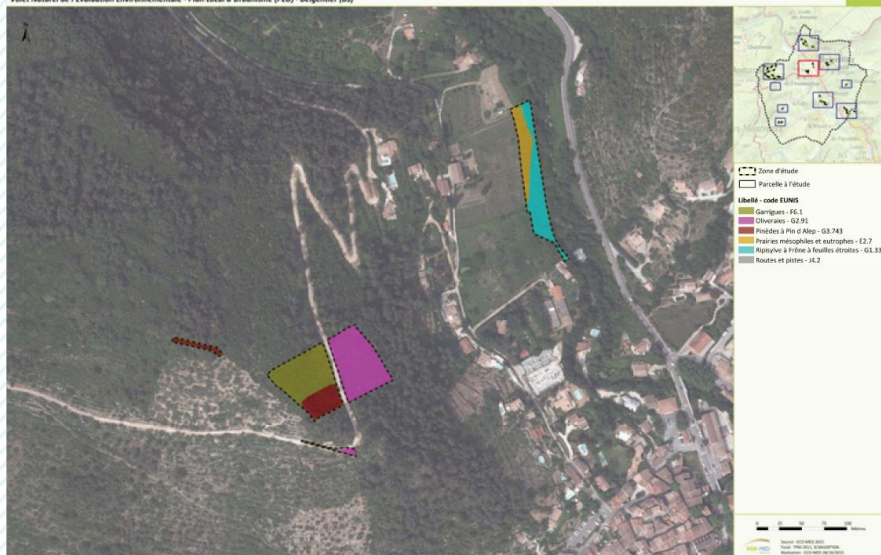
Jardin privé et exploitation d'olives

Continuité écologique

Fonctionnelle mais fortement dégradée

HABITATS NATURELS CLASSIFICATION EUNIS

Valet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)



3/10

Secteur 3 - Camp Long

Flore et Faune

Habitats naturels

Parcelles de la partie ouest

Habitats à ELC faible : pinèdes à Pin d'Alep et garrigues occidentales

Habitat à ELC très faible : oliveraies

Parcelles de la partie est

Habitat à ELC modéré : ripisylve à Frêne à feuilles étroites et à Aulne glutineux

Habitat à ELC très faible : prairies mésophiles et nitrophiles.

Flore

Aucune espèce végétale avérée ou potentielle

Insectes

Espèces potentielles

- Thecle de l'Orme (*Satyrus w-album*), ELC fort, potentielle dans la ripisylve,
- Diane (*Zerynthia polyxena*), ELC modéré, potentielle en lisière de la ripisylve et sur les milieux herbacés limitrophes,
- Damier de la Succise (*Euphydryas aurinia*) : présence de sa plante-hôte, ELC modéré, habitat potentiel en lisière sèche et sur des talus,
- Magicienne dentelée (*Saga pedo*), Decticelle splendide (*Eupholidoptera chabrieri*) et l'Ephippiger de Provence (*Ephippiger provincialis*), orthoptères à ELC modéré potentiels en lisière sèche et sur des talus.
- la Proserpine (*Zerynthia rumina*), ELC modéré, potentielle dans les milieux rocheux et rocailleux en limite ouest

Amphibiens

Espèces potentielles : Pélodyte ponctué (*Pelodytes punctatus*) et Crapaud calamite (*Bufo calamita*) au sein des milieux ripicoles et en fond de vallée du Gapeau, espèces à ELC modéré.

Reptiles

Espèces potentielles : Ripisylve et sa lisière favorables à la Couleuvre d'Esculape (*Zamenis longissimus*), ELC modéré.

Olivettes, garrigues et certaines lisières favorables à plusieurs reptiles :

- Tortue d'Hermann (*Testudo hermanni*), ELC très fort,
- Lézard ocellé (*Timon lepidus*), ELC fort,
- Psammodrome d'Edwards (*Psammodromus hispanicus*), ELC modéré

Oiseaux

Espèces potentielles :

- Ripisylve du Gapeau favorable à la reproduction du Rollier d'Europe (*Coracias garrulus*), ELC fort, du Faucon hobereau (*Falco subbuteo*), de la Huppe fasciée (*Upupa epops*) et du Petit-duc Scops (*Otus scops*), ELC modéré,
- Milieux ouverts alentours favorables également à la chasse pour ces espèces et pour plusieurs espèces de grands rapaces et de macro insectivores

Mammifères

Espèces potentielles

- Arbres-gîtes au niveau de la ripisylve du Gapeau favorables à 2 espèces arboricoles à fort ELC, la Barbastelle d'Europe (*Barbastella barbastellus*) et le Murin de Bechstein (*Myotis bechsteinii*),
- Ripisylve et ses lisières potentiellement favorables aux chiroptères pour la chasse



Thecle de l'Orme



Tortue d'Hermann



Lézard ocellé



Rollier d'Europe

Enjeux

Habitats naturels

Très faibles à modérés

Flore

Néant

Faune

Potentiellement forts



Secteur 4 - Les Escléaouvéoux

Contexte et zonage

Périmètres à statut
Aucun

Surface du secteur
1,2 ha

Zonage actuel
Zone N (naturelle)

Modification envisagée par la mairie
Classement en Apr (Agricole Protégé)

Description du secteur

Physionomie globale
Zone naturelle boisée enrichie, Pinède à Pins d'Alep, garrigue et oliveraie

Naturalité
Moyenne

Usage actuel
Friches et production d'olive

Continuité écologique
Fonctionnelle et connectée

HABITATS NATURELS CLASSIFICATION EUNIS

Violet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)

4/10



Secteur 4 - Les Escléaouvéoux

Flore et Faune

Habitats naturels

Habitats à ELC faible : pinèdes à Pin d'Alep et garrigues occidentales

Habitat à ELC très faible : oliveraies

Flore

Espèces potentielles

- Armérie de Belgentier (*Armeria belgentiensis*) : ELC très fort, PN et tome 1 du Livre Rouge de la flore menacée de France, jugée potentielle en lisière pinède ou au sein des clairières.
- Orchidées comme l'Ophrys de Provence (*Ophrys provincialis*) potentielles au sein des oliveraies.

Insectes

- Damier de la Succise (*Euphydryas aurinia*) : présence de sa plante-hôte, ELC modéré, habitat potentiel en lisière sèche et sur des talus,
- Magicienne dentelée (*Saga pedo*), Decticelle splendide (*Eupholioptera chabrieri*) et l'Ephippiger de Provence (*Ephippiger provincialis*), orthoptères à ELC modéré potentiels en lisière sèche et sur des talus.

Reptiles

Espèces potentielles :

Olivettes et restanques favorables à plusieurs reptiles :

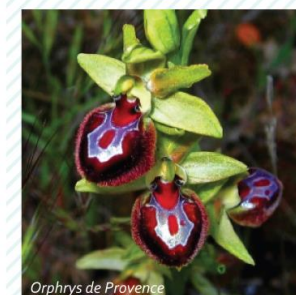
- Tortue d'Hermann (*Testudo hermanni*), ELC très fort,
- Lézard ocellée (*Timon lepidus*), ELC fort,
- Psammodrome d'Edwards (*Psammodromus hispanicus*), ELC modéré

Oiseaux

Espèces potentielles : milieux favorables également à la chasse pour plusieurs espèces de grands rapaces et de macro insectivores, pas de nidification

Mammifères

Espèces potentielles : lisières potentiellement favorables aux chiroptères pour la chasse



Enjeux

Habitats naturels

Très faibles à modérés

Flore

Potentiellement modérés à très forts

Faune

Potentiellement forts



Secteur 5 - Le Vallon

Contexte et zonage

Périmètres à statut
Aucun

Surface du secteur
0,03 ha

Zonage actuel
Zone N (naturelle)

Modification envisagée par la mairie
Classement en Apr (Agricole Protégé)

Description du secteur

Physionomie globale
Zone naturelle boisée occupée par une
pinède à Pins d'Alep

Naturalité
Bonne

Usage actuel
Néant

Continuité écologique
Fonctionnelle et connectée

HABITATS NATURELS CLASSIFICATION EUNIS

Volet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)

5/10



Secteur 5 - Le Vallon

Flore et Faune

Habitats naturels

Habitat à ELC faible : pinèdes à Pin
d'Alep

Flore

Aucune espèce végétale à un enjeu local
de conservation notable avérée ou
potentielle

Insectes

Espèces potentielles : Magicienne
dentelée (*Saga pedo*), Decticelle
splendide (*Eupholidoptera chabrieri*) et
l'Ephippiger de Provence (*Ephippiger
provincialis*), orthoptères à ELC modéré
potentiels en lisière sèche.

Reptiles

Espèces potentielles :
Restanques embroussaillées favorables à
plusieurs reptiles :

- Tortue d'Hermann (*Testudo
hermanni*), ELC très fort,
- Lézard ocellé (*Timon lepidus*), ELC
fort,
- Psammodrome d'Edwards
(*Psammodromus hispanicus*), ELC
modéré

Oiseaux

Espèces potentielles : milieux favorables
également à la chasse pour plusieurs
espèces de grands rapaces et de macro
insectivores, pas de nidification

Mammifères

Espèces potentielles : lisières
potentiellement favorables aux
chiroptères pour la chasse



Enjeux

Habitats naturels

Faibles

Flore

Néant

Faune

Potentiellement forts





Secteur 6 - Roumégoux

Contexte et zonage

Périmètres à statut
Aucun

Surface du secteur
1,3 ha

Zonage actuel
Zone N (naturelle)

Modification envisagée par la mairie
Classement en Apr (Agricole Protégé)

Description du secteur

Physionomie globale
Zone naturelle boisée, Pinède à Pins d'Alep et résidence avec oliveraie et jardin.

Naturalité
Faible

Usage actuel
Habitations et olivettes

Continuité écologique
Peu fonctionnelle et connectée

HABITATS NATURELS CLASSIFICATION EUNIS

Valeur Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)

6/10



Secteur 6 - Roumégoux

Flore et Faune

Habitats naturels

Habitat à ELC faible : pinèdes à Pin d'Alep

Habitat à ELC très faible : oliveraies

Flore

Espèces potentielles

- Armérie de Belgentier (*Armeria belgentiensis*) : ELC très fort, PN et tome 1 du Livre Rouge de la flore menacée de France, jugée potentielle en lisière pinède ou au sein des clairières.
- Orchidées comme l'Ophrys de Provence (*Ophrys provincialis*) : ELC modéré

Insectes

Espèces potentielles : Magicienne dentelée (*Saga pedo*), Decticelle splendide (*Eupholioptera chabrieri*) et l'Ephippiger de Provence (*Ephippiger provincialis*), orthoptères à ELC modéré potentiels en lisière sèche et sur des talus.

Reptiles

Espèces potentielles :

Olivettes favorables à plusieurs reptiles :

- Tortue d'Hermann (*Testudo hermanni*), ELC très fort,
- Lézard ocellé (*Timon lepidus*), ELC fort,
- Psammodrome d'Edwards (*Psammodromus hispanicus*), ELC modéré

Oiseaux

Espèces potentielles : milieux favorables également à la chasse pour plusieurs espèces de grands rapaces et de macro insectivores, pas de nidification

Mammifères

Espèces potentielles : lisières potentiellement favorables aux chiroptères pour la chasse



Enjeux

Habitats naturels

Très faibles à faibles

Flore

Potentiellement très forts

Faune

Potentiellement forts



Secteur 7 - Le Crué - Saint Esprit

Contexte et zonage

Périmètres à statut
Au sein de la ZSC FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale de Morières »

Surface du secteur
1,51 ha

Zonage actuel
Zone N (naturelle)

Modification envisagée par la mairie
Classement en Apr (Agriculture Protégée)

Description du secteur

Physionomie globale
Zone naturelle boisée, Pinède à Pins d'Alep et résidence avec oliveraie

Naturalité
Moyenne

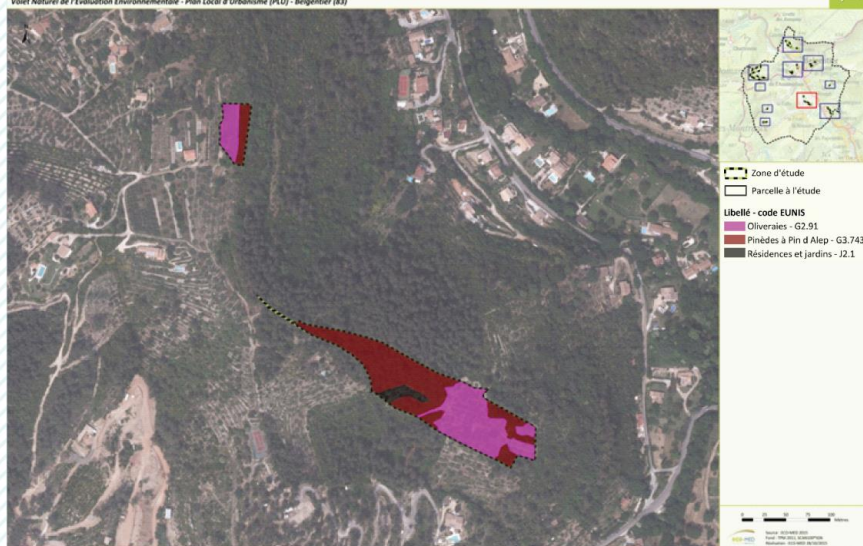
Usage actuel
Habitations et olivettes

Continuité écologique
Fonctionnelle et connectée

HABITATS NATURELS CLASSIFICATION EUNIS

Violet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)

7/10



Secteur 7 - Le Crué - Saint Esprit

Flore et Faune

Habitats naturels

Habitat à ELC faible : pinèdes à Pin d'Alep

Habitat à ELC très faible : oliveraies

Flore

Espèces potentielles

- Armérie de Belgentier (*Armeria belgicensis*) : ELC très fort, PN et tome 1 du Livre Rouge de la flore menacée de France, jugée potentielle en lisière pinède ou au sein des clairières.
- Orchidées comme l'Ophrys de Provence (*Ophrys provincialis*) potentielles au sein des oliveraies.

Insectes

Espèces potentielles :

- Damier de la Succise (*Euphydryas aurinia*) : présence de sa plante-hôte, ELC modéré, habitat potentiel en lisière sèche et sur des talus,
- Magicienne dentelée (*Saga pedo*), Decticelle splendide (*Eupholidoptera chabrieri*) et l'Ephippiger de Provence (*Ephippiger provincialis*), orthoptères à ELC modéré potentiels en lisière sèche et sur des talus.

Reptiles

Espèces potentielles :

olivettes et restanques favorables à plusieurs reptiles :

- Tortue d'Hermann (*Testudo hermanni*), ELC très fort,
- Lézard ocellé (*Timon lepidus*), ELC fort,
- Psammodrome d'Edwards (*Psammodromus hispanicus*), ELC modéré

Oiseaux

Espèces potentielles : milieux favorables également à la chasse pour plusieurs espèces de grands rapaces et de macro insectivores, pas de nidification

Mammifères

Espèces potentielles : lisières potentiellement favorables aux chiroptères pour la chasse



Tortue d'Hermann



Lézard ocellé



Magicienne dentelée

Enjeux

Habitats naturels

Très faibles à faibles

Flore

Potentiellement très forts

Faune

Potentiellement forts



Decticelle splendide



Secteur 8 - Fenêtre de Vigne Fère

Contexte et zonage

Périmètres à statut

Au sein de la ZNIEFF de type II n°83-206-100 « Plateau de Siou-Blanc – Forêt domaniale des Morières »
Au sein de la ZSC FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale de Morières »

Surface du secteur
0,6 ha

Zonage actuel
Zone N (naturelle)

Modification envisagée par la mairie
Classement en Apr (Agricole protégé)

Description du secteur

Physionomie globale

Zone aménagée, oliveraie et bosquets dégradés

Naturalité
Faible

Usage actuel
Olivettes

Continuité écologique
Peu fonctionnelle

HABITATS NATURELS CLASSIFICATION EUNIS

Volet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)



Secteur 8 - Fenêtre de Vigne Fère

Flore et Faune

Habitats naturels

Habitat à ELC faible : pinèdes à Pin d'Alep

Habitats à ELC très faible : oliveraies, bosquet dégradé situé entre la route et une zone rudérale, zones rudéralisées

Flore

Espèce avérée

· Aliboufier (*Styrax officinalis*) : ELC modéré, tome 2 du Livre Rouge de la flore menacée de France, plusieurs individus observés au sein du bosquet.

Espèces potentielles

· Armérie de Belgentier (*Armeria belgencensis*) : ELC très fort, PN et tome 1 du Livre Rouge de la flore menacée de France, jugée potentielle en lisière pinède ou au sein des clairières.
· Orchidées comme l'Ophrys de Provence (*Ophrys procvialis*) potentielles au sein des oliveraies.

Insectes

Espèces potentielles

· Decticelle splendide (*Eupholioptera chabrieri*) et l'Ephippiger de Provence (*Ephippiger provincialis*), orthoptères à ELC modéré potentiels en lisières forestières

Reptiles

Espèces potentielles

olivettes favorables à plusieurs reptiles :

· Tortue d'Hermann (*Testudo hermanni*), ELC très fort,
· Lézard ocellé (*Timon lepidus*), ELC fort,
· Psammotome d'Edwards (*Psammotomus hispanicus*), ELC modéré

Mammifères

Espèces potentielles : lisières potentiellement favorables aux chiroptères pour la chasse



Enjeux

Habitats naturels

Très faibles à faibles

Flore

Modérés

Faune

Potentiellement forts

ENJEUX RELATIFS À LA FLORE

Volet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)





Secteur 9 - Vigne Fère

Contexte et zonage

Périmètres à statut

Au sein de la ZNIEFF de type II n°83-206-100 « Plateau de Siou-Blanc – Forêt domaniale des Morières »

Au sein de la ZSC FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale de Morières »

Surface du secteur

0,09 ha

Zonage actuel

Zone N (naturelle)

Modification envisagée par la mairie

Classement en Apr (Agricole protégé)

Description du secteur

Physionomie globale

Zone naturelle boisée, Pinède à Pins d'Alep et oliveraie

Naturalité

Moyenne à faible

Usage actuel

Olivettes

Continuité écologique

Fonctionnelle et connectée dans l'ensemble

HABITATS NATURELS CLASSIFICATION EUNIS

Volet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)

9/10



Secteur 9 - Vigne Fère

Flore et Faune

Habitats naturels

Habitat à ELC faible : pinèdes à Pin d'Alep

Habitats à ELC très faible : oliveraies, bosquet dégradé situé entre la route et une zone rudérale, zones rudéralisées

Flore

Espèce avérée

· Aliboufier (*Styrax officinalis*) : ELC modéré, tome 2 du Livre Rouge de la flore menacée de France, plusieurs individus observés au sein du bosquet.

Espèces potentielles

· Armérie de Belgentier (*Armeria belgencensis*) : ELC très fort, PN et tome 1 du Livre Rouge de la flore menacée de France, jugée potentielle en lisière pinède ou au sein des clairières.
· Orchidées comme l'Ophrys de Provence (*Ophrys provincialis*) potentielles au sein des oliveraies.

Insectes

Espèces potentielles

· Magicienne dentelée (*Saga pedo*), Decticelle splendide (*Eupholidoptera chabrieri*) et l'Ephippiger de Provence (*Ephippiger provincialis*), orthoptères à ELC modéré potentiels en lisière sèche

Reptiles

Espèces potentielles

olivettes favorables à plusieurs reptiles :
· Tortue d'Hermann (*Testudo hermanni*), ELC très fort,
· Léopard ocellé (*Timon lepidus*), ELC fort,
· Psammodrome d'Edwards (*Psammodromus hispanicus*), ELC modéré

Mammifères

Espèces potentielles : lisières potentiellement favorables aux chiroptères pour la chasse



Léopard ocellé



Decticelle splendide

Enjeux

Habitats naturels
Très faibles à faibles

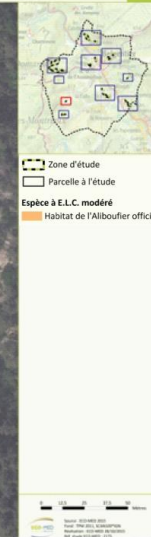
Flore
Modérés

Faune
Potentiellement forts

ENJEUX RELATIFS À LA FLORE

Volet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)

9/10





Secteur 10 - La Font de Vin

Contexte et zonage

Périmètres à statut

Au sein de la ZSC FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale de Morières »

Au sein de la ZNIEFF de type II n°83-206-100 « Plateau de Siou-Blanc – Forêt domaniale des Morières »

Surface du secteur
0,02 ha

Zonage actuel
Zone N (naturelle)

Modification envisagée par la mairie
Classement en Apr (Agricole Protégé)

Description du secteur

Physionomie globale

Zone naturelle boisée occupée par une pinède à Pins d'Alep

Naturalité

Bonne

Usage actuel

Néant

Continuité écologique

Fonctionnelle et connectée

HABITATS NATURELS CLASSIFICATION EUNIS

Volet Naturel de l'Évaluation Environnementale - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Belgentier (83)

10/10



Enjeux

Habitats naturels

Faibles

Flore

Néant

Faune

Néant

Flore et Faune

Habitats naturels

Habitat à ELC faible : pinèdes à Pin d'Alep

Flore

Aucune espèce végétale à un enjeu local de conservation notable avérée ou

potentielle

Faune

Aucune espèce à enjeu local de conservation élevé (très fort, fort, modéré) avérée ou fortement potentielle sur ce secteur.



Synthèse des enjeux

Milieux naturels

Des chênaies vertes ont été avérées dans le secteur 2 dans sa partie ouest. Ces chênaies, ponctuées de Chêne pubescent, sont notamment situées au pied des falaises dolomitiques du Grand Puy. Cet habitat est en très bon état de conservation et revêt un enjeu local de conservation modéré.

Une grotte de laquelle s'écoule une source est présente au pied de la falaise à l'extrémité ouest du secteur 2, au sein de la chênaie verte. L'enjeu local de conservation de cet habitat est jugé modéré.

Une ripisylve à Frêne à feuilles étroites (*Fraxinus angustifolius*) et à Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*), habitat d'intérêt communautaire est présente dans le secteur 3. Bien qu'étant en mauvais état de conservation, cet habitat joue un rôle crucial dans le fonctionnement écologique des cours d'eau des collines et plaines méditerranéennes. Il est fortement dégradé par l'aménagement urbain et les pollutions et présente un enjeu local de conservation modéré.

Des pelouses à Brachypode rameux, habitat d'intérêt communautaire, ont été observées au sein du secteur 1. Bien que très localisé et déconnecté, cet habitat revêt un enjeu local de conservation modéré. Ces fragments de pelouses à Brachypode rameux, riches en espèces herbacées vivaces ou annuelles présentent une bonne typicité. L'enjeu local de conservation de cet habitat est jugé modéré.

Des pinèdes à Pin d'Alep sont bien représentées sur l'ensemble des secteurs. Ces formations arborescentes

transitoires entre les cultures abandonnées et les futures chênaies vertes « climatiques (en équilibre avec les conditions du milieu), revêtent un enjeu local de conservation faible.

Les garrigues sont présentes au sein des secteurs 1, 2 et 3 en situation de recolonisation des cultures d'oliviers en terrasses ou de recolonisation de milieux anciennement ouverts. Cette formation arbustive correspond au stade intermédiaire entre les milieux ouverts par les activités agro-pastorales anciennes et les milieux forestiers tels que les pinèdes et les chênaies. Cet habitat revêt un enjeu local de conservation faible.

Les plantations d'oliviers sont très abondantes mais nombres d'entre elles sont abandonnées depuis quelques décennies. Les secteurs 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8 et 9 sont en partie occupés par des oliveraies en culture. Bien que présentant qu'un faible intérêt, ces zones ouvertes présentent des fonctionnalités écologiques pour la faune et pour les plantes de milieux ouverts telles que les orchidées. L'enjeu local de conservation de cet habitat est jugé très faible. Certaines oliveraies sont abandonnées, favorisant ainsi la colonisation des éléments arbustifs de garrigue et de jeunes peuplements de Pin d'Alep. Ces friches revêtent un enjeu local de conservation très faible.

D'autres habitats à enjeu local de conservation très faibles (prairies nitrophiles, bosquets, zones rudérales, alignements d'arbres) voire nuls (constructions et routes) sont disséminés au sein des parcelles.

Flore

Une seule espèce végétale présentant un enjeu local de conservation modéré, l'Aliboufier, a été observée dans les secteurs 1, 2, 8 et 9 au sein des milieux boisés ou arbustifs. L'Aliboufier (*Styrax officinalis*) est un arbrisseau des sous-bois de Chêne vert ou pubescent, mais il arrive parfois qu'il se développe en nombre en sous-bois de pinèdes à Pin d'Alep. Cette espèce profite de la dynamique de végétation forte faisant suite à l'abandon récent (plusieurs décennies) des pratiques agro-pastorales traditionnelles. Elle n'est distribuée que dans les massifs autour de la vallée du Gapeau. Elle est donc rare à l'échelle de la France et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'Aliboufier est inscrit sur le tome 2 du Livre Rouge de la flore menacée de France et son enjeu local de conservation de cette espèce est jugé modéré.

Une espèce à enjeu local de conservation très fort, l'Armérie de Belgentier, endémique du Var (unique station sur la commune de Solliès-Toucas) est jugée potentielle. Protégée sur l'ensemble du territoire français et listée dans le tome 1 du Livre Rouge de la flore menacée de France, elle se distingue d'une autre espèce proche, l'Armérie des sables par des critères présents sur les organes reproducteurs notamment. Il est donc préconisé de réaliser des prospections entre les mois de juillet et d'août afin d'observer l'espèce en fleur.

Cette espèce est jugée potentielle en lisière de pinède ou au sein des clairières.

Au sein de l'ensemble des parcelles, les espèces bulbeuses ou annuelles à enjeu local de conservation notable sont potentielles dans les milieux ouverts.

Périmètres à statut

Les secteurs 2, 3, 7, 9 et 10 se trouvent au sein du site Natura 2000 FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale des Morières ».

Les secteurs 2, 8, 9 et 10 sont situés au sein de la ZNIEFF de type II n°83-206-100 « Plateau de Siou-Blanc – Forêt domaniale des Morières ».

Le secteur 1 est également situé au sein de la ZNIEFF de type II n°83-171-100 « Barres de Cuers et collines de Néoules ».

Enfin le secteur 3 est situé au sein de la ZNIEFF de type II n°83-202-100 « Haute vallée du Gapeau ».

Synthèse des enjeux

Insectes

Aucune espèce à enjeu n'a été avérée. En revanche au vu des habitats présents sur les différentes parcelles, plusieurs espèces y sont jugées potentielles. Ainsi, le Damier de la Succise, la Magicienne dentelée, la Decticelle splendide et l'Ephippiger de Provence, espèces à enjeu local de conservation modéré, sont considérés comme potentiels dans les lisières sèches et des talus d'un grand nombre de parcelles. Le Thecle de l'Orme, à enjeu local fort, et la Diane, à enjeu local modéré, sont jugés potentiels sur et en marge des milieux ripicoles du secteur 3 (lisière de la ripisylve) et sur les milieux herbacés limitrophes.

Enfin, la Proserpine, à enjeu local modéré, est considérée comme potentielle sur les milieux rocheux et rocailleux du sous-bois de la chênaie des secteurs 2 et 3.



Decticelle splendide

Amphibiens

Aucun amphibien n'a été rencontré. L'ensemble des parcelles peut être exploité potentiellement par des amphibiens en phase terrestre, mais l'intérêt fonctionnel de la majeure partie des parcelles pour les amphibiens reste marginal étant donné l'éloignement des habitats humides favorables à la reproduction.

Seul le secteur 3, correspondant au fond de la vallée du Gapeau, peut prétendre à la présence potentielle du Pélodyte ponctué et du Crapaud calamite, toutes deux espèces à enjeu local de conservation modéré.

Reptiles

La plupart des parcelles présentent des olivettes et restanques et lisières thermophiles, habitats favorables à plusieurs reptiles à enjeu local de conservation élevé. Ainsi, dans ces milieux sont jugés potentiels : la Tortue d'Hermann, enjeu local de conservation très fort ; le Lézard ocellé, enjeu local de conservation fort et le Psammodrome d'Edwards, enjeu local de conservation modéré. Il convient de signaler que la présence de la Tortue d'Hermann n'est actuellement pas signalée sur le territoire communal. Toutefois, la commune est limitrophe de secteurs considérés dans le PNA relatif à l'espèce comme moyennement à faiblement sensibles. Ainsi sa présence y est jugée potentielle.

Enfin la ripisylve du Gapeau et sa lisière au sein du secteur 3 apparaissent comme potentiellement favorables à la Couleuvre d'Esculape, espèce à ELC modéré.

Oiseaux

La plupart des secteurs peut être occasionnellement exploitée par diverses espèces de rapaces et macro-insectivores connues sur le territoire communal, comme l'Aigle royal, le Busard Saint-Martin, le Circaète Jean-le-Blanc, le Faucon hobereau, le Faucon pèlerin, le Grand-Duc d'Europe, le Guépier d'Europe, la Huppe fasciée et le Petit-duc scops. En revanche, ces secteurs sont globalement peu favorables à leur nidification.

Seuls deux des secteurs paraissent favorables à certaines de ces espèces. Ainsi la ripisylve du Gapeau au niveau du secteur 3 est potentiellement favorable à la reproduction du Rollier d'Europe (ELC fort) et du Faucon hobereau, de la Huppe fasciée et du Petit-duc scops, espèces à enjeu local de conservation modéré. Les massifs forestiers du secteur 2 sont suffisamment denses et étendus pour pouvoir abriter potentiellement la nidification du Circaète Jean-le-blanc, espèce à enjeu local de conservation fort. Les milieux rocheux, limitrophes de ce secteur, peuvent potentiellement abriter la nidification du Faucon pèlerin, espèce à enjeu local de conservation fort, et du Grand-Duc d'Europe, espèce à enjeu local de conservation modéré.



Lézard ocellé

Mammifères

L'ensemble des secteurs présente des habitats de chasse et de transit favorables aux chiroptères. En revanche, les boisements, majoritairement dominés par des Pins d'Alep d'âge moyen, sont globalement peu favorables à la présence de gîtes arboricoles.

Seules exceptions, la ripisylve du Gapeau au niveau du secteur 3 et certains bosquets de chênes du secteur 2 qui peuvent abriter des arbres-gîtes potentiels et être favorables à deux espèces à fort enjeu local de conservation, la Barbastelle d'Europe et le Murin de Bechstein.



Pélodyte ponctué

Synthèse des enjeux - Trame Verte et Bleue

Echelle communale

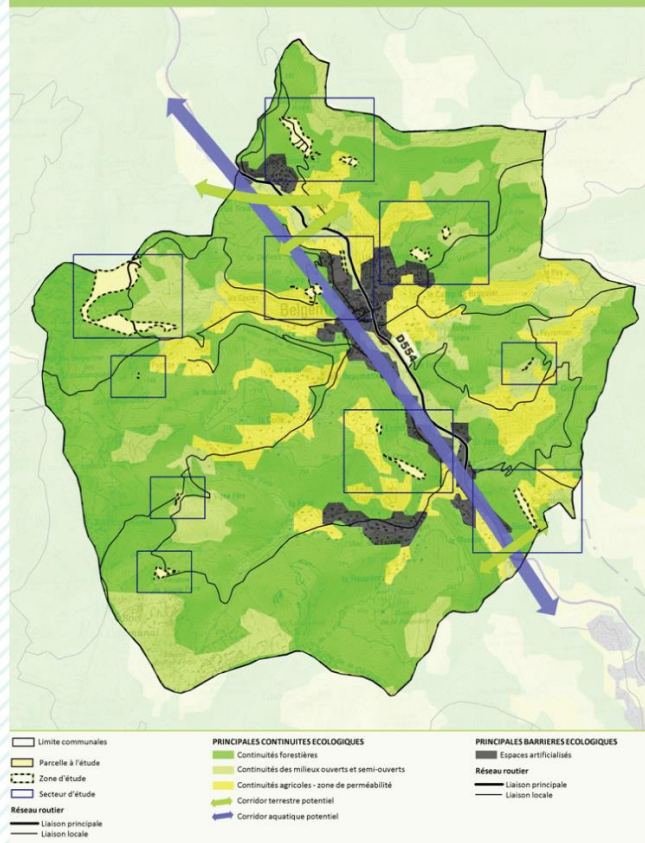
Comme cela a été présenté dans le volet naturel de l'état initial communal, en termes de fonctionnalités écologiques, les principaux éléments identifiés au niveau de la commune sont les cours d'eau, notamment le Gapeau, les espaces agricoles de fonds de vallée et les versants naturels qui constituent des coupures agro-naturelles intéressantes qu'il convient de maintenir. Les mosaïques d'habitats naturels et agricoles peuvent représenter un intérêt non négligeable pour la biodiversité locale. Les haies et les cours d'eau peuvent par exemple servir de corridors de déplacement pour la faune.

La commune de Belgentier fait partie de l'entité géographique du plateau du Siou-Blanc, vaste territoire encore naturel partiellement protégé ou géré.

Belgentier fait également partie du réservoir de biodiversité forestier et des corridors identifiés dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique sur la petite région naturelle du Centre Var ; en lien avec les massifs calcaires de Marseille à Toulon et les chaînons calcaires littoraux et caractérisé par des continuités écologiques forestières.

Toujours d'après le SRCE, l'état de la fonctionnalité du Gapeau est majoritairement très dégradé du fait du grand nombre d'obstacles présent, sur la commune on compte par exemple la présence de la route départementale qui crée une coupure nord-sud au sein de la commune.

Secteurs à l'étude au sein des continuités



Echelle des secteurs

A l'échelle des secteurs à l'étude, les habitats naturels et semi-naturels présents dans les parcelles étudiées sont relativement isolés et fragmentés. Cependant, les parcelles concernent le plus souvent des bordures d'entités écologiques homogènes.

Ne s'agissant pas de détruire ou de détériorer des zones centrales ou des corridors majeurs, le projet ne semble pas présenter de menace majeure sur les milieux naturels, à conditions de suivre les recommandations prescrites ci-après.



Bilans des enjeux, des sensibilités et incidences

Secteurs	Enjeux			Périmètres à Statut	Fonctionnalité TVB	Sensibilité écologique	Incidences
	Habitat	Flore	Faune				
1	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Modérée	Faibles
2	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Modérée Forte	Faibles Modérés
3	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Modérée Forte	Faibles Modérés
4	Oui	Non	Non	Non	Oui	Modérée	Faibles
5	Non	Non	Non	Non	Oui	Faible	Très faibles
6	Non	Non	Non	Non	Oui	Faible	Très faibles
7	Non	Non	Non	Oui	Oui	Faible	Très faibles
8	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Faible Modérée	Faibles
9	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Modérée	Faibles
10	Non	Non	Non	Oui	Oui	Faible	Très faibles

Commentaires et recommandations

Commentaires	Recommandation dans le cadre du PLU
Milieux forestiers et agricoles	
Milieux forestiers et agricoles	La chênaie verte du secteur 2 doit être préservée afin d'assurer la maturation et le maintien des massifs forestiers de qualité. En effet, ces formations sont certes pauvres en espèces végétales en comparaison avec les milieux ouverts, mais elles assurent des fonctions écologiques majeures notamment en ce qui concerne la faune.
Milieux forestiers et agricoles, mais en bordure d'espaces artificialisés	Dans la même optique, il convient également de conserver la ripisylve du Gapeau au niveau du secteur 3. En effet, au vu des enjeux potentiels (avifaune nicheuse à enjeu modéré, amphibiens, insectes) et de l'intérêt fonctionnel de la ripisylve du Gapeau, il convient de la conserver en son intégralité. A cela s'ajoute la mise en place d'une zone tampon de 5 à 10 m de large en bordure de la ripisylve pour maintenir la fonctionnalité de sa lisière et d'éviter tout empiètement sur le milieu.
Milieux forestiers et agricoles, mais à proximité d'espaces artificialisés	
Milieux ouverts	
Milieux agricoles et forestiers	
Milieux agricoles et forestiers	
Milieux forestiers	
Milieux ouverts	
Milieux forestiers	



4. ANALYSE DES INCIDENCES PRÉVISIBLES SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUR LE RESEAU NATURA 2000

4.1 Analyse des différents scenarios

Le parti d'aménagement retenu à travers le PADD ne doit pas avoir de grandes incidences sur l'Environnement. Il va même dans le sens d'un renforcement des dispositions en faveur du Développement Durable sur plusieurs thématiques essentielles :

- la maîtrise de la consommation d'espaces agricoles et naturels via un urbanisme endogène au sein des zones bâties ou à urbaniser existantes ;
- la valorisation de l'organisation urbaine et des implantations des constructions ;
- le renforcement de la préservation et de la mise en valeur des espaces naturels de qualité ou de site de biodiversité remarquable ou ordinaire ;
- la prévention des risques naturels ou technologiques et des nuisances.

En dehors de ces grandes évolutions, l'élaboration du PLU vise un toilettage réglementaire en vue de la simplification et d'une meilleure compréhension du règlement, tout en introduisant des adaptations et améliorations en faveur d'une gestion durable et équilibrée du territoire.

METHODE

La méthode d'analyse consistera :

- Dans un premier temps à évaluer les incidences environnementales du scenario tendanciel ;
- Dans un deuxième temps, à évaluer les incidences environnementales du projet de PLU ;
- En dernier lieu, de réaliser une analyse croisée du projet avec les enjeux environnementaux et le scenario « fil de l'eau », afin de mesurer le degré de prise en compte du volet environnemental par le PLU.

L'évaluation des incidences environnementales est structurée autour de trois niveaux d'analyse :

- **Incidence positive** où l'orientation et/ou les prescriptions présentent une plus-value environnementale. Elle garantit la préservation des composantes environnementales.
- Incidences **positives à conforter** ou présentant **un risque** où, dans ce cas, l'orientation peut présenter deux types d'incidences :
 - L'orientation ou la prescription présente des risques d'incidences négatives notables sur l'environnement, où il conviendra d'attacher une attention particulière.
 - L'orientation ou la prescription présente des incidences positives qui doivent être maintenue et développée afin d'en assurer leur pérennité.
- **Incidence négative** où l'orientation et/ou la prescription du PLU présentent des incidences négatives notables sur une ou plusieurs composantes environnementales qui nécessiteront la mise en place de mesures.



4.2 Le scenario tendanciel

4.2.1 Les composantes environnementales à fort enjeux pour la commune

THEMATIQUES

Axe 1 – Gestion et préservation des espaces naturels et des ressources locales

T1 – Patrimoine écologique

T2 – Paysage

T3 – Patrimoine

T4 – Ressource en eau

Axe 2 – Pérennisation du fonctionnement du village

T5 – Economie

T6 – Equipements publics

T7 – Transports

Axe 3 – Organisation et structuration du cadre de vie

T8 – Démographie

T9 – Logements

T10 – Nuisances

T11 – Risques

– Patrimoine écologique

Le scenario fil de l'eau

	POSITIVE A CONFORTER
T1	La traversée de la commune par la RD 554 entraîne des ruptures au niveau du fonctionnement des corridors écologiques et réduisent les échanges entre les "réservoirs de biodiversité". Toutefois, la mise en œuvre du SRCE PACA, l'adhésion au PNR de Sainte Baume et les éléments de la trame verte et bleue du SCoT tendent à réduire les incidences négatives sur le patrimoine écologique.
T2	RISQUE La préservation des paysages de vallée et des coupures vertes d'urbanisation tend à une meilleure prise en compte des problématiques liées au patrimoine écologique. Le maintien et la préservation des éléments patrimoniaux végétaux participent à la préservation des petits écosystèmes liés à ces espaces.
T5	POSITIVE A CONFORTER Le maintien des activités agricoles participe à la pérennité des milieux ouverts indispensables aux fonctionnalités écologiques et au maintien des continuités écologiques.
T6	POSITIVE A CONFORTER Les aménagements relatifs aux espaces de verdure au sein de l'enveloppe urbaine contribuent au maintien des continuités et des fonctionnalités écologiques.
T8	RISQUE La commune est concernée sur l'ensemble de sa partie Ouest par un site Natura 2000. Une croissance démographique à hauteur de +2,3%/an et un phénomène de desserrement croissant peuvent conduire à une altération des fonctionnalités écologiques, ainsi qu'à une dégradation des milieux et des habitats par une plus grande fréquentation de ces espaces.
T9	RISQUE Malgré une réglementation stricte de l'urbanisation au sein du site Natura 2000, les constructions, les aménagements et les formes urbaines représentées tendent à altérer les caractéristiques écologiques dans la partie occidentale de la commune et à dégrader les fonctionnalités, les milieux et habitats. Ils affectent également les habitats.
T10	POSITIVE A CONFORTER L'encadrement des émissions lumineuses par la charte de développement durable et de l'éclairage public participe à la préservation des écosystèmes et de leur fonctionnement.



— Ressource en eau

Le scénario fil de l'eau	
T2	POSITIVE A CONFORTER La préservation des paysages aquatiques et associées (Gapeau et sa ripisylve) tend à une préservation de la ressource en eau
T4	POSITIVE A CONFORTER Le respect des objectifs fixés par le SDAGE pour l'atteinte du bon état des eaux superficielles et souterraines participent pleinement à la préservation de la ressource en eau. NEGATIVE Les dispositifs d'assainissement autonome et l'augmentation de la population dans ces secteurs sur la partie Sud-Ouest de la commune conduisent, par des pratiques peu respectueuses, à une dégradation de la ressource en eau
T5	POSITIVE A CONFORTER Le maintien des terres agricoles a des incidences positives indirectes à conforter sur la ressource en eau. En effet, il permet de limiter l'imperméabilisation des sols et contribue au bon fonctionnement des phénomènes hydriques (ruissellement, infiltration). Le caractère extensif de l'agriculture local ne remet pas en cause la qualité des eaux.
T6	POSITIVE A CONFORTER Le maintien des terres agricoles a des incidences positives indirectes à conforter sur la ressource en eau. En effet, il permet de limiter l'imperméabilisation des sols et contribue au bon fonctionnement des phénomènes hydriques (ruissellement, infiltration). Le caractère extensif de l'agriculture local ne remet pas en cause la qualité des eaux.
T8	RISQUE Le maintien de la croissance démographique à +2,3%/an peut conduire à un dépassement des capacités des réseaux d'eau potables par l'augmentation des prélèvements, malgré la mise en œuvre de l'usine de potabilisation au niveau de la fenêtre de Vigne Fère

— Paysage

Le scénario fil de l'eau	
T1	POSITIVE L'adhésion au Parc Naturel Régional Saint Baume tend à une meilleure prise en compte des problématiques relatives aux paysages. En ce sens, les incidences sur les paysages sont moindres, mais un risque persiste.
T2	POSITIVE La requalification des espaces urbains, des paysages urbains et des entrées de ville, contribue à améliorer la préservation du paysage local par des principes d'insertion paysagère de qualité.
T5	POSITIVE A CONFORTER Le maintien de l'agriculture participe à la préservation des paysages agricoles : agricultures en terrasses, oliveraies, etc.
T6	POSITIVE Les aménagements des espaces verts le long du Gapeau et le maintien de la ripisylve participent à la préservation des paysages.
T8	RISQUE Le phénomène de desserrement des ménages se traduit par un besoin en logement plus important. En cela, il participe à l'augmentation de la consommation des espaces naturels et/ou agricoles et induit des incidences négatives directes sur les paysages. En effet, l'urbanisation diffuse au sein des espaces naturels contribue à l'altération des paysages. Toutefois, la commune est dotée d'un PLU permettant d'encadrer le développement urbain au sein de ces espaces. L'incidence peut, donc, être considérée comme faible.
T9	RISQUE La consommation des espaces, au profit de l'urbanisation, est plus accentuée sur les espaces naturels et les espaces non-bâti de l'enveloppe urbaine. La continuité de cette tendance peut conduire à une altération des paysages naturels et des cônes de vues remarquables.



— Risques majeurs

Le scénario fil de l'eau	
T5	POSITIVE A CONFORTER Le maintien de l'agriculture sur la commune participe à garantir une bonne gestion de la ressource sol et sous-sol en limitant les risques de mouvements de terrains par des aménagements en terrasses. Les activités agricoles participent également à la gestion des risques incendies par l'entretien des terres (défrichement)
T6	POSITIVE A CONFORTER L'entretien en espace vert du parc de Peiresc participe à la réduction des incidences et de l'exposition de la population au risque inondation lié au Gapeau.
T7	RISQUE Le réseau de desserte interne étroit, peu adapté à la circulation de véhicules, peut accroître l'exposition aux risques de la population, notamment le risque incendie
T8	RISQUE Le maintien de la croissance démographique à +2,3%/an induit une consommation des espaces par l'urbanisation. Au vu de la situation et du contexte communal, cette croissance démographique peut conduire à une augmentation de la part de la population exposée aux risques ; mais également à conduire à l'augmentation des risques sur la commune par des usages anthropiques des milieux
T9	RISQUE La consommation des espaces, tels que identifiées au diagnostic, et la projection des tendances actuelles, pourraient entraîner une augmentation des espaces imperméabilisés et conduire à une augmentation des risques liées, notamment aux eaux de ruissellement.
T11	RISQUE L'annulation du PPRI, l'urbanisation diffuse au sein des espaces boisées et les caractéristiques géologiques et topographiques sont autant d'éléments qui peuvent accroître les risques naturels. Le maintien d'une forte croissance démographique couplé à l'ensemble de ces éléments de contexte peut conduire à une exposition plus importante de la population face aux risques.

4.2.2 Les composantes environnementales à enjeux modérés pour la commune

— Climat et énergie

Le scénario fil de l'eau	
T5	POSITIVE A CONFORTER La présence de commerces de proximité au sein du village participe à la réduction de l'usage de la voiture et ainsi une réduction du recours aux énergies fossiles (carburants) et les émissions de gaz à effet de serre.
T6	POSITIVE A CONFORTER Le bon niveau d'équipement sur le territoire communal participe à réduire les incidences liées aux déplacements sur le climat et l'utilisation des énergies fossiles.
T7	RISQUE La commune dispose d'une faible desserte en transport en commun. Les habitudes de déplacements, l'organisation urbaine, le fort taux de motorisation et le manque de flexibilité du service n'apparaissent pas favorable à la préservation des ressources énergétiques (énergies fossiles).
T9	POSITIVE A CONFORTER Le potentiel de production énergétique sur la commune, la mise en œuvre du SRCAE et les pratiques individuelles (installation de panneaux photovoltaïque, thermique, etc.) contribuent à tendre à une amélioration des performances énergétiques des constructions privées sur le territoire communal.

— Patrimoine

Le scénario fil de l'eau	
T3	RISQUE L'absence de protection par des dispositifs réglementaires peut conduire à une dégradation, voire une disparition de certains éléments du patrimoine vernaculaire
T6	POSITIVE A CONFORTER Les aménagements des espaces dits de verdure et l'amélioration des espaces existants participent à la préservation et la mise en valeur du patrimoine vernaculaire.



4.2.3 Les composantes environnementales à faibles enjeux pour la commune

– Déchets ménagers et assimilés

Le scénario fil de l'eau	
T8	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>L'augmentation de la population va entraîner une augmentation de la production de déchets ménagers et assimilés. Toutefois, la bonne gestion de collecte en place, les modifications des pratiques individuelles, et la mise en œuvre du PPGDND (en cours de révision) permet d'envisager que l'incidence sera positive.</p>

– Qualité de l'air

Le scénario fil de l'eau	
T5	<p>RISQUE</p> <p>Le croisement des tendances démographiques avec les pratiques actuelles relatives au phénomène de migration pendulaire peuvent conduire à une augmentation du trafic routier sur l'axe principal et ainsi entraîner une augmentation des émissions de polluants atmosphériques au niveau de la RD 554.</p> <p>Toutefois, la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère peut participer à encadrer les usages et les pratiques afin de réduire l'incidence sur la qualité de l'air.</p>
T6	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>L'aménagement d'espaces verts au cœur de l'enveloppe urbaine contribue à préserver des espaces de respiration et des "puits de carbone" participant à la réduction des émissions de GES et de l'ensemble des émissions de polluants atmosphériques.</p>
T7	<p>RISQUE</p> <p>La commune dispose d'une faible desserte en transport en commun. Les habitudes de déplacements, l'organisation urbaine, le fort taux de motorisation et le manque de flexibilité du service n'apparaissent pas favorable au maintien d'une bonne qualité de l'air, au vu de l'augmentation des émissions de polluants atmosphériques liées aux transports routiers individuels</p>

– Nuisances

Le scénario fil de l'eau	
T5	<p>NEGATIVE</p> <p>Le croisement des tendances démographiques avec les pratiques actuelles relatives au phénomène de migration pendulaire peuvent conduire à une augmentation du trafic routier sur l'axe principal et ainsi entraîner une augmentation des nuisances sonores.</p>
T10	<p>RISQUE</p> <p>Le maintien de la croissance démographique actuelle et les phénomènes de migrations pendulaires peut conduire à une augmentation des nuisances liées au trafic de la RD 554.</p>

– Ressource sol et sous-sol

Le scénario fil de l'eau	
T2	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>La pérennisation des tendances actuelles d'urbanisation et de faible consommation des espaces naturels et/ou agricoles, tendent à une meilleure gestion et prise en compte de la préservation de la ressource sol/sous-sol.</p>
T4	<p>RISQUE</p> <p>L'augmentation démographique dans les quartiers non connectés au réseau d'assainissement public peut conduire à une dégradation de la ressource sol-sous sol par l'infiltration d'eaux usées.</p>
T5	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>Le maintien de l'agriculture sur la commune peut contribuer à une altération et un appauvrissement de la qualité des sols et sous-sols. Toutefois, les activités agricoles participent au maintien de la ressource en limitant l'imperméabilisation des sols et sous-sols.</p>
T6	<p>RISQUE</p> <p>Malgré un apport positif du maintien des espaces verts au sein de l'enveloppe urbaine, le scénario tendanciel peut conduire à une augmentation de l'étalement urbain conduisant à une consommation d'espaces naturels et agricoles.</p>
T8	<p>NEGATIVE</p> <p>Le phénomène de desserrement des ménages se traduit par un besoin en logement plus important. En cela, il participe à l'augmentation de la consommation des espaces naturels et/ou agricoles et induit des incidences négatives directes sur la ressource sol et sous-sol.</p>
T9	<p>RISQUE</p> <p>Le maintien des tendances de la consommation des espaces peut conduire à une augmentation des sols imperméabilisés, altérer la qualité des sols et sous sols.</p>



4.2.4 Bilan du scénario « fil de l'eau » ou scénario tendanciel

Scénario "Fil de l'eau"		Patrimoine écologique	Eau	Paysage	Risques majeurs	Climat et Energie	Patrimoine	Déchets ménagers et assimilés	Qualité de l'air	Nuisances	Sol et Sous-sol
		3	3	3	3	2	2	1	1	1	1
AXE 1	T1										
	T2										
	T3										
	T4										
AXE 2	T5										
	T6										
	T7										
AXE 3	T8										
	T9										
	T10										
	T11										

THEMATIQUES

Axe 1 – Gestion et préservation des espaces naturels et des ressources locales

T1 – Patrimoine écologique

T2 – Paysage

T3 – Patrimoine

T4 – Ressource en eau

Axe 2 – Pérennisation du fonctionnement du village

T5 – Economie

T6 – Equipements publics

T7 – Transports

Axe 3 – Organisation et structuration du cadre de vie

T8 – Démographie

T9 – Logements

T10 – Nuisances

T11 – Risques



– Tendances générales des incidences prévisibles du scenario tendanciel sur l'environnement

L'analyse précédente permet de conclure que le maintien et la poursuite des tendances observées sur les dernières années auront des incidences négatives inévitables sur l'environnement.

L'axe 1, « **Gestion et préservation des espaces naturels et des ressources locales** », expose essentiellement des tendances relatives au patrimoine écologique, paysage, patrimoine et les ressources naturelles. Les incidences prévisibles sont essentiellement positives. Certaines tendances peuvent conduire à une dégradation de la ressource en eau.

L'axe 2, « **Pérennisation du fonctionnement du village** », reprend les tendances relatives au développement économique, aux équipements publics et à la gestion des déplacements et des transports. Les incidences du scenario tendanciel tendent vers un maintien des différentes composantes environnementales, avec des impacts moindres. Le maintien de certaines tendances peuvent conduire à une aggravation de certaines incidences existantes ; notamment en matière de nuisances sonores. Cependant les composantes environnementales impactées négativement ne présentent que de faibles enjeux pour la commune ; en cela, il est alors possible d'en conclure que l'impact sera moindre.

L'axe 3, « **Organisation et structuration du cadre de vie** », reprend les tendances relatives aux évolutions démographiques, aux besoins en logements, aux nuisances et aux risques impactant la commune. Au vu des résultats, il est possible d'en conclure que le maintien de ces tendances aura des incidences négatives non négligeables.



4.3 Le projet communal

4.3.1 Les composantes environnementales à fort enjeux pour la commune

Les orientations numérotées correspondent aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

— Patrimoine écologique

Le projet communal	
O1.1	<p>POSITIVE</p> <p>La protection des richesses patrimoniale des milieux naturels se traduit dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable par la reconnaissance des mesures d'inventaires et de protection écologiques, la préservation de la trame verte et bleue, la protection de la vallée du Gapeau et des massifs et de la ressource en eau.</p> <p>En ce sens le projet de PLU apporte une véritable plus-value en matière de préservation des ressources écologiques.</p>
O1.2	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>L'amélioration du traitement des interfaces et limites à l'urbanisation, ainsi que la préservation d'espaces de respiration naturels et/ou agricoles au sein des espaces bâtis contribuent à optimiser la lisibilité et la visibilité des limites de l'enveloppe urbaine.</p> <p>De plus, la préservation et le maintien des éléments remarquables, dans le PADD et les pièces réglementaires, tels que les alignements d'arbres, boisements, etc., participe à la préservation des continuités écologiques favorables aux déplacements des espèces.</p>
O1.3	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>La préservation des terres agricoles participe au maintien d'une mosaïque paysagère indispensable aux fonctionnalités écologiques, comme support des corridors entre les réservoirs de biodiversité.</p>
O1.4	<p>RISQUE</p> <p>Le développement d'une activité touristique de découverte peut entraîner une augmentation de la fréquentation dans les espaces à forte sensibilité écologique, et conduire à une dégradation des milieux et disparitions des espèces végétales par piétinement et des espèces animales par altération des milieux d'habitat.</p>
O2.2	<p>RISQUE</p>

Le projet communal

Le renforcement de l'animation et de l'attractivité du bourg peut conduire à une augmentation de la fréquentation touristique. Le risque est plus important pendant la haute saison (été). Le développement des activités devra s'accompagner de mesures d'encadrements afin de limiter au maximum la dégradation des milieux naturels et de leurs fonctionnalités.

POSITIVE

La maîtrise et l'organisation du développement urbain permet de limiter les incidences négatives de l'urbanisation de la commune sur les différentes composantes environnementales, et particulièrement le patrimoine écologique.

O3.1

La définition d'objectifs visant la réduction de la consommation d'espaces, l'optimisation des espaces résiduels au sein de l'enveloppe urbaine (processus de densification) inscrit la commune dans une démarche favorable à la préservation de l'environnement, et de ces différentes composantes écologiques.

POSITIVE

La promotion d'un urbanisme durable respectueux de cadre de vie contribue à réduire les incidences de l'urbanisation et ainsi apporte une plus-value écologique au projet, par la valorisation des ambiances paysagères et l'intégration des nouveaux quartiers.

O3.2

— Ressource en eau

Le projet communal

POSITIVE A CONFORTER

La définition d'un objectif de protection de la vallée du Gapeau comme corridor aquatique et de sa richesse patrimoniale participe à la préservation de la ressource en eau. De plus l'objectif de protection de la ressource en eau par la protection du périmètre de captage dans le PADD et les pièces réglementaires, ainsi que par l'intégration de la problématique de gestion des eaux pluviales et d'assainissement contribue à l'amélioration de la ressource et de sa gestion. Cet objectif participe à répondre aux objectif d'atteinte du bon état du cours d'eau fixé par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée ; mais aussi à la préservation de la ripisylve et des milieux humides associées tel que définis dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) PACA.

O1.1



Le projet communal

O1.2	POSITIVE A CONFORTER La protection du paysage et de ces différents éléments, notamment au niveau du Gapeau et de sa ripisylve, participe à améliorer la qualité du paysage et des fonctionnalités hydrauliques . Les efforts menés dans ce cadre sont à conforter afin d'assurer une meilleure prise en compte des enjeux de la ressource en eau.
O1.3	RISQUE Le développement et le renforcement des activités agricoles sur le territoire communal peuvent conduire à une augmentation de l'usage d'intrants agricoles pouvant altérer la ressource en eau (masse d'eau souterraine) par infiltration dans le sol.
O2.2	RISQUE Le renforcement des activités économiques du bourg peut conduire à une augmentation de la fréquentation touristique et économique sur la commune. Ainsi, cet objectif peut conduire à une dégradation de la ressource hydrique : augmentation des prélèvements, altération de la ressource par augmentation d'éléments pouvant polluer les masses d'eau (superficielles et souterraines), etc.
O3.1	POSITIVE Le principe de modération de sa croissance démographique participe à réguler la consommation de la ressource hydrique et d'équilibrer les prélèvements par rapport à la tendance passée. De plus, la lutte contre l'étalement urbain et la consommation des espaces naturels et agricoles au travers du processus de densification permet de centraliser les réseaux (eaux potables, assainissement, gestion eaux pluviales) et d'en limiter les coûts. En cela, elle permet de limiter les incidences sur la ressource en eau par : des systèmes d'assainissement autonome défectueux, une augmentation des superficies imperméabilisées au sein des espaces agricoles ou naturels pouvant augmenter les risques de ruissellement, des forages individuels dans les nappes.

— Paysage

Le projet communal

O1.1	POSITIVE Les objectifs de préservation de la richesse patrimoniale des milieux naturels communaux participent à garantir la protection des paysages. Ainsi, elles apportent une plus-value environnementale au projet.
O1.2	POSITIVE La préservation des spécificités paysagères du village et des éléments patrimoniaux garantir la protection du paysage rural et villageois local. L'amélioration du traitement des interfaces entre espaces urbains et espaces agricoles et/ou naturels participe à la réduction des incidences visuelles négatives d'une urbanisation rapide et peu qualitative. Le PLU a défini des règles strictes dans ses pièces réglementaires visant une meilleure gestion des interfaces de l'enveloppe urbaine tel que l'encadrement du traitement des éléments de clôtures.
O1.3	POSITIVE A CONFORTER La préservation des terres agricoles et des activités agricoles contribue à la préservation de l'identité des paysages et du patrimoine agricole. Dans sa traduction réglementaire, le PLU vise à préserver et à reconquérir les terres agricoles de toute urbanisation en raison de leur caractère écologique et des enjeux paysagers définis à une échelle supra-communale.
O1.4	POSITIVE A CONFORTER L'objectif tend à assurer une meilleure prise de conscience de la population locale et touristique sur son patrimoine paysager. En ce sens, elle participe à assurer une meilleure sensibilisation de la population aux enjeux du paysage et à sa protection.
O2.1	POSITIVE A CONFORTER L'amélioration de la traversée du bourg participe au développement d'une plus grande qualité du cadre de vie de la commune. De plus, l'amélioration de la qualité des espaces publics visent une meilleure insertion paysagère des éléments urbains. Ainsi, les objectifs du PADD et leur traduction réglementaire contribue à améliorer l'insertion de l'urbain dans l'environnement local.
O2.2	POSITIVE A CONFORTER Au travers l'objectif « d'assurer l'insertion paysagère des campings existants » la commune vise à une amélioration de son cadre de vie, tout en favorisant un développement économique basé sur le tourisme.



Le projet communal	
O3.1	<p>POSITIVE</p> <p>La modération de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers et la lutte contre l'étalement urbain garantissent la préservation du patrimoine paysager. Cet objectif participe pleinement au maintien des paysages locaux et de l'identité villageoise de la commune.</p> <p>La démarche de densification au sein de l'enveloppe urbaine contribue à la préservation des espaces ruraux, avec notamment : la vallée du Gapeau, les terres agricoles en terrasses et les nombreux espaces naturels.</p>
O3.2	<p>POSITIVE</p> <p>La préservation et la valorisation des différentes ambiances paysagères dans le PLU apporte une plus-value environnementale au projet : préservation de la trame verte, maintien du caractère rural des voies, intégration des nouveaux quartiers... etc.</p> <p>Les principes définis au sein de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation, ainsi qu'au sein des pièces réglementaires, viennent compléter les objectifs du PLU. Ainsi, les incidences en matière de paysage peuvent être considérées comme positives.</p>

— Risque majeurs

Le projet communal	
O1.4	<p>RISQUE</p> <p>Le développement des itinéraires de découverte du territoire et des cheminements doux sur les voies desservant les hameaux au cœur des espaces naturels peut conduire à une augmentation des aléas incendies et par conséquent des risques de feux de forêts dans des espaces difficilement accessibles aux secours.</p>
O2.2	<p>RISQUE</p> <p>Le renforcement de l'attractivité économique et touristique de la commune peut conduire à une augmentation du risque de feux de forêt dans les zones naturelles et ainsi, augmenter la vulnérabilité de la population et des biens aux incendies.</p>
O3.1	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>La programmation d'un développement démographique modérée permet de garantir un plus grand contrôle de l'évolution démographique et ainsi d'avoir un suivi et un encadrement régulier des arrivées de population nouvelle. En ce sens, elle participe <u>indirectement</u> à la réduction de la consommation d'espace et limite l'étalement urbain dans les zones soumises à des risques.</p> <p>De plus, l'objectif de modération de la consommation d'espace et de limitation</p>

	de l'étalement urbain, en privilégiant la densification des espaces résiduels au sein de l'enveloppe urbaine et en encadrant les évolutions futures permet de limiter l'exposition de la population face aux risques et de limiter leur vulnérabilité.
O3.3	<p>POSITIVE</p> <p>L'absence de développement dans les secteurs impactés par un risque naturels permet de réduire la vulnérabilité de la population face aux risques.</p>

4.3.2 Les composantes environnementales à enjeux modérés pour la commune

— Climat et énergie

Le projet communal	
O2.1	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>Les objectifs du projet visant à améliorer la desserte du territoire en optimisant le réseau de déplacements doux et en pacifiant la traversée du village tendent à réduire le recours aux énergies fossiles et les émissions de gaz à effet de serre liés à l'usage de la voiture.</p>
O2.2	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>Le confortement d'activité économique de proximité peut permettre de répondre aux besoins de première nécessité de la population communale, et ainsi de réduire l'usage de la voiture pour effectuer ses achats.</p> <p>En cela, l'objectif participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et du recours aux énergies fossiles.</p>
O3.1	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>Le processus de densification au sein de l'enveloppe urbaine va conduire à une concentration de la population et des usages au sein de l'enveloppe urbaine existante. Cette organisation du territoire aura une consommation énergétique moins importante par rapport à une urbanisation diffuse. De plus, le processus de densification des espaces participe à la réduction des coûts en matière de réseaux d'électricité entre autre.</p>
O3.2	<p>POSITIVE</p> <p>La promotion d'une économie d'énergie et le recours aux énergies renouvelables à l'échelle individuelle tend à favoriser la production de bâtiments à hautes performances énergétiques. Cet objectif permet de réduire les incidences sur le climat et les consommations énergétiques sur la commune.</p> <p>Le développement des communications numériques participe à la réduction de l'usage de la voiture, et ainsi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et du recours aux énergies fossiles (carburants) à l'échelle locale.</p>



— Patrimoine

Le projet communal	
O1.3	POSITIVE La préservation du petit patrimoine agricole au sein du projet et des pièces réglementaires du PLU participe à préserver l'identité rurale et l'histoire agricole de la commune. Ainsi le PLU tend à apporter une plus-value en matière de protection du patrimoine.
O3.2	POSITIVE La valorisation des ambiances paysagères et la protection/valorisation du patrimoine bâti au sein du village participe à la préservation des éléments patrimoniaux de la commune et à leur mise en valeur. Ainsi, le PLU vise à mettre en avant les particularités patrimoniales de la commune tout en les préservant.

4.3.3 Les composantes environnementales à faibles enjeux pour la commune

— Déchets ménagers et assimilés

Le projet communal	
O3.1	POSITIVE A CONFORTER Une augmentation de la population va conduire à une augmentation de la production des Déchets Ménagers et Assimilés. Toutefois, la bonne gestion de la collecte en place et les évolutions des bonnes pratiques individuelles notables participent à l'amélioration du service. L'incidence peut être considéré comme positive, mais doit être conforter dans les diverses actions communales et intercommunales.
O3.2	POSITIVE L'amélioration de l'intégration des nouveaux quartiers au centre du bourg participe à optimiser le réseau de collecte des déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères et tri sélectif). Ainsi le PLU assure une meilleure prise en compte de la gestion des déchets au sein des quartiers et de l'ensemble du territoire communal.

— Qualité de l'air

Le projet communal	
O1.1	POSITIVE La protection des éléments du paysage et de la Trame Verte et Bleue, ainsi que la définition d'Espaces Boisés Classés (EBC) au sein des pièces réglementaires participent pleinement au maintien d'un couvert végétal dont le rôle de « puits de carbone » permet de réduire considérablement la teneur en polluants atmosphériques. En cela, le PLU apporte une plus-value environnementale en matière de préservation d'une bonne qualité de l'air.
O2.1	POSITIVE A CONFORTER L'amélioration des conditions de circulation (régulation de la vitesse) et le développement d'un réseau de cheminements doux contribuent à réduire les émissions de polluants
O2.2	POSITIVE A CONFORTER L'implantation de commerces de proximité peut permettre un approvisionnement de la population et réduire l'usage de la voiture pour effectuer ses achats. En cela, l'objectif communal participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. RISQUE L'augmentation de l'attractivité touristique de la commune peut conduire à une augmentation des déplacements et du nombre de véhicules potentiellement polluants. Le développement touristique de la commune présente un risque de dégradation de la qualité de l'air.
O3.2	POSITIVE Le développement des communications numériques participe à la réduction de l'usage de la voiture, et ainsi à la réduction des émissions de polluants atmosphériques.



— Nuisances

Le projet communal	
O2.1	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>L'objectif visant à pacifier et apaiser la traversée du bourg tend à réduire les incidences liées à un trafic routier important représentant une nuisance sonore et olfactive pour la population locale.</p> <p>De plus, le projet communal tend à poursuivre les engagements de la charte de développement durable et de l'éclairage public permet de répondre aux objectifs de limitation des pollutions lumineuses sur le territoire. Cet objectif devra être complété dans le cadre des projets urbains au travers de la sélection des dispositifs réduisant les émissions lumineuses.</p>
O3.3	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>La définition, dès le projet, d'objectifs visant à réduire l'impact des nuisances sur les populations garantit une meilleure intégration des projets dans leur contexte : prise en compte des prescriptions d'isolement acoustique le long de la RD 554, etc.</p>

— Ressource sol et sous-sol

Le projet communal	
O1.1	<p>POSITIVE</p> <p>La définition et la préservation des éléments du grand paysage et de la Trame Verte et Bleue participent indirectement à la préservation des sols et des sous-sols. En effet, cette préservation consiste à limiter l'imperméabilisation des sols en classant ces espaces au sein des pièces réglementaires en zones naturelles et agricoles et ainsi de limiter les nouvelles constructions en leur sein.</p>
O1.2	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>Le maintien de limites claires à l'urbanisation et de coupures permet de garantir, via le projet de PLU, une meilleure gestion de la ressource minérale.</p>
O1.3	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>Le maintien du potentiel agricole et le développement de l'agriculture peut entraîner un appauvrissement des sols. Toutefois, le confortement de l'activité agricole participe à la limite de la consommation des espaces par l'urbanisation et garantit à la préservation de ces espaces.</p> <p>De plus, l'encadrement strict des évolutions des constructions au sein de ces espaces agricoles et forestiers dans les pièces réglementaires assure leur protection et réduit le phénomène de mitage.</p>
O3.1	<p>POSITIVE</p> <p>L'incitation à la densification au sein des espaces interstitiels de l'enveloppe urbaine permet de réduire la consommation des espaces et de lutter contre l'étalement urbain. En cela, elle permet de réduire les incidences sur la ressource sol et sous-sol en favorisant une urbanisation concentrée sur des terrains de faible valeur environnementale. Cependant, la densification conduit inévitablement à une consommation et une modification de la ressource.</p>



4.3.4 Bilan du projet retenu

Projet communal		Patrimoine écologique	Eau	Paysage	Risques majeurs	Climat et Energie	Patrimoine	Déchets ménagers et assimilés	Qualité de l'air	Nuisances	Sol et Sous-sol
		3	3	3	3	2	2	1	1	1	1
O1	O1.1										
	O1.2										
	O1.3										
	O1.4										
O2	O2.1										
	O2.2										
O3	O3.1										
	O3.2										
	O3.3										

– Tendances générales des incidences prévisibles du projet communal sur l'environnement

L'analyse des résultats incidences du projet sur l'environnement permet de conclure que le projet présente un effet globalement positif sur l'environnement dans son ensemble. Les orientations présentent une plus-value environnementale globale avec des enjeux peuvent être directs et opérationnels.

L'orientation 1, « **Ménager et valoriser les espaces naturels** », participe à la préservation des différentes composantes de l'environnement, notamment au travers de ces deux premiers objectifs. Le développement des activités agricoles et de découverte (tourisme) peuvent conduire à des risques de dégradations des ressources et plus particulièrement : du patrimoine écologiques, de la ressource en eau et de la gestion des risques. En ce sens, la commune devra mettre en place des dispositifs et mesures afin de réduire les incidences.

L'orientation 2, « **Conforter le bourg dans sa fonction de pôle communal de proximité** », présente des risques pour les composantes environnementales au regard notamment du deuxième objectif : « **Renforcer l'animation et l'attractivité du bourg** ». Ainsi, afin de s'assurer d'une bonne intégration de la dimension économique dans son environnement naturel, la commune devra encadrer les différentes activités et s'assurer que leurs incidences sur les composantes environnementales sont moindres, notamment en matière de développement touristique.

L'orientation 3, « **Préserver et promouvoir la qualité du cadre de vie** », permet de définir des orientations visant une croissance modérée et raisonnée de la commune tout en assurant la préservation des composantes environnementales. Au regard des objectifs définis dans le projet, la commune s'engage à assurer une plus grande intégration des problématiques environnementales dans son évolution.

4.4 Analyse de la consommation d'espaces

4.4.1 Analyse de la consommation d'espaces ces 10 dernières années

Un bilan de la consommation d'espaces est établi sur les 10 dernières années. Les données disponibles permettent de réaliser une analyse entre 2006 (approbation du PLU de Belgentier) et 2015 (cadastre récent). Soit une période de 9 ans.

L'analyse de l'évolution des espaces urbanisés est réalisée afin de mesurer la consommation foncière issue du développement de la commune, et notamment pour la production de nouveaux logements.

Les espaces urbanisés correspondent aux enveloppes agglomérées, c'est à dire l'urbanisation existante et groupée, mais également aux constructions isolées. Elle comprend toutes les surfaces construites dans un rayon de 25m autour d'une construction de plus de 20m².

Il s'agit d'un outil de travail permettant d'estimer le foncier consommé par le développement urbain de la commune (constructions nouvelles), de comprendre comment les extensions urbaines se sont réalisées dans le cadre du PLU ces 9 dernières années.

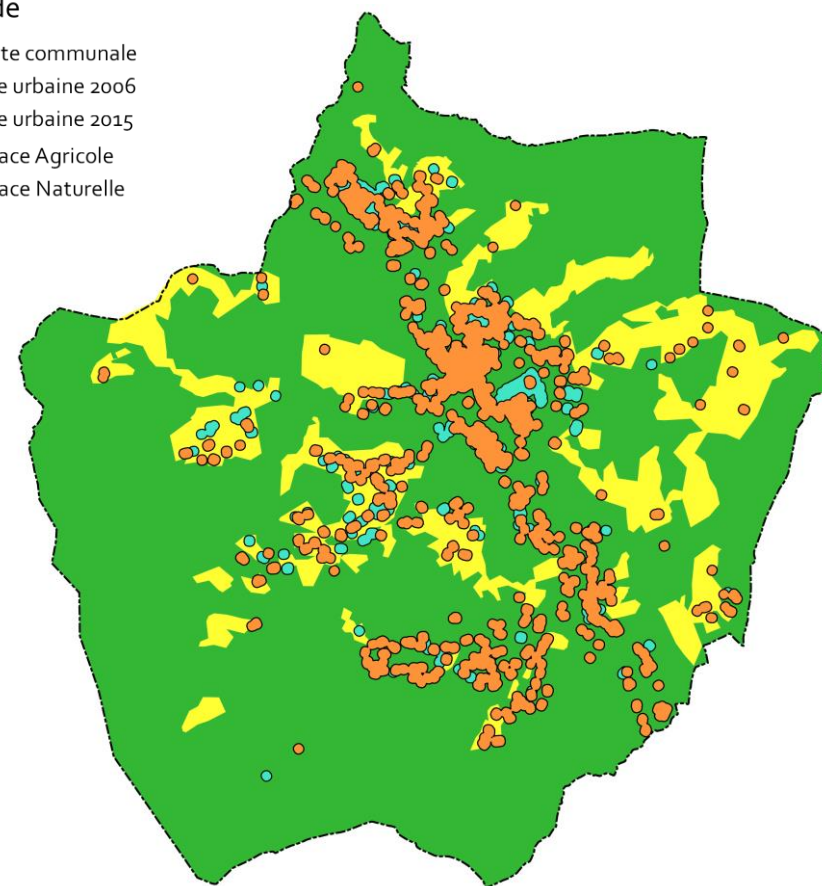
	Surface en 2006	Surface en 2015	Evolution	
Espaces urbanisés	140,2 ha	163,4 ha	+ 23,23 ha	+ 16,57 %
Espaces agricoles	195,8 ha	186,8 ha	- 8,94 ha	- 4,57 %
Espaces naturels	1007,4 ha	993,2 ha	- 14,29 ha	- 1,42 %

Entre 2006 et 2015, l'enveloppe construite à connu une croissance importante de 23 ha, impliquant une consommation des espaces agricoles de 8,9 ha et des espaces naturels de 14 ha.

L'urbanisation durant ces 9 dernières années s'est principalement développée autour du village dans la ZAC de la Muscatelle et dans les quartiers périphériques.

Légende

- Limite communale
- Zone urbaine 2006
- Zone urbaine 2015
- Surface Agricole
- Surface Naturelle



Consommation d'espaces entre 2006 et 2015 par les espaces urbanisés

4.4.2 Une limitation de la consommation d'espaces dans le projet communal

Le projet communal prévoit de limiter le développement urbain de la commune en resserrant les espaces constructibles à l'existant. En termes de développement, la commune se focalise sur 2 sites d'aménagement en continuité directe du village.

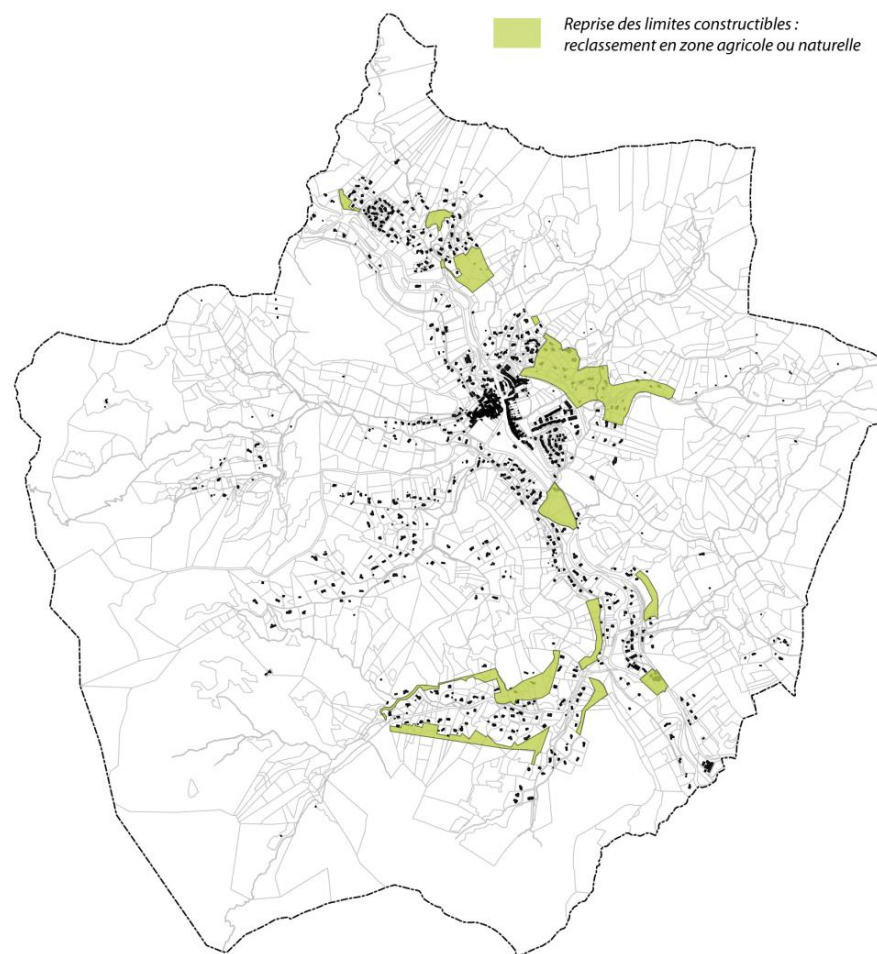
— Un resserrement des limites constructibles

Par rapport au PLU approuvé, le projet de révision du PLU de Belgentier applique des objectifs de limitation de l'étalement urbain et de modération de la consommation d'espaces. Ainsi, le projet supprime deux sites d'urbanisation future en extension du village et en extension du quartier de Pétégoux d'une superficie totale de 9 ha environ. Ces projets en déconnexion avec le cœur du village sont abandonnés et les espaces sont reclassés en zone naturelle (N) et en partie en zone agricole préservée (Apr)



Les limites constructibles des quartiers périphériques en zone urbaine (U) sont reprises pour limiter l'étalement urbain dans ces secteurs. Ce sont près de 30 ha

de fonciers initialement constructibles qui sont rendus aux espaces agricoles et naturels.

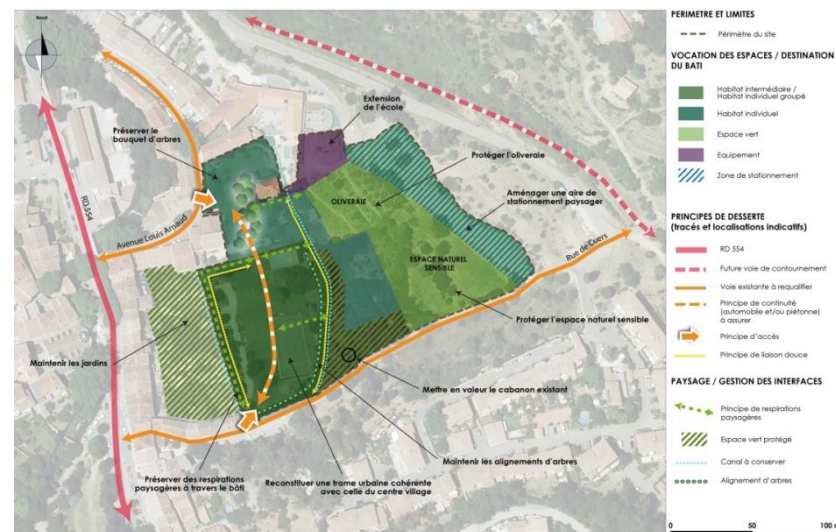
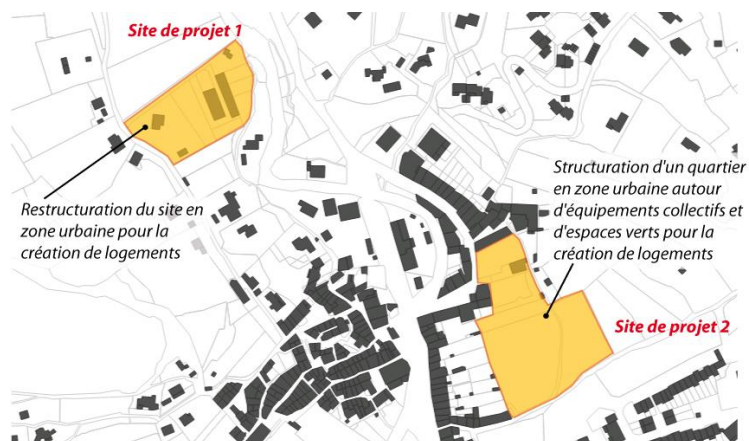


— Un développement communal maîtrisé

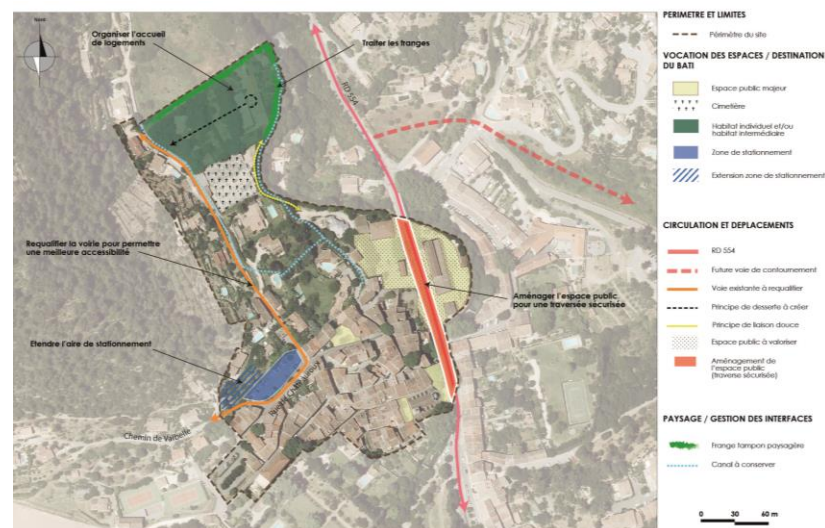
Le projet de développement communal se concentre sur 2 sites de projet en continuité directe du centre-village : un projet d'aménagement au nord du village sur une surface d'environ 0,8 ha en partie urbanisé pour un projet de restructuration urbaine (site 1), et un projet d'aménagement à l'est du village sur une surface d'environ 1,3 ha comprenant une partie d'espaces verts (site 2).

Ces choix ont été réalisés en tenant compte des objectifs de protection de la biodiversité, de ses réservoirs et de ses continuités écologiques, de la préservation du paysage, et dans le respect des objectifs de développement durable. Les objectifs en matière de réduction de l'étalement urbain nécessitent de réaliser une urbanisation en continuité des espaces urbains actuels et dans l'objectif de conforter le village. Ces choix de développement urbain sont confrontés à d'autres contraintes telles que le risque inondation qui concerne l'ensemble de la vallée du Gapeau. Le projet communal a ainsi réalisé des choix au regard de l'ensemble des composantes environnementales.

Ces deux sites de projet font l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui fixe des prescriptions en matière d'urbanisation, d'accès, d'insertion paysagère et urbaine, de préservation du patrimoine etc. L'urbanisation projetée prévoit d'optimiser le foncier disponible et de densifier les espaces en programmant diverses typologies de logements.



OAP1 – Est du village



OAP2 – Village



4.5 Mesures mises en place dans le PLU

Au regard des différentes thématiques environnementales détaillées dans l'état initial de l'environnement, le projet communal a été analysé pour en détailler les incidences prévisibles. Les incidences globales ont permis de conclure à un effet globalement positif sur l'environnement de la mise en œuvre du PLU.

Le PLU inclut un certain nombre de mesures qui découlent du projet communal (PADD) et permettant la mise en œuvre des orientations prévues. Les mesures apparaissent dans les documents réglementaires du PLU : les plans de zonage, le règlement du PLU, les Orientations d'Aménagement et de Programmation et les Emplacements réservés.

4.5.1 Patrimoine écologique

Les mesures en faveur du patrimoine écologique sont déclinées dans le zonage réglementaire du PLU.

Pour la préservation des espaces naturels, le zonage du PLU classe près de 1050 ha en zone naturelle (N) du PLU, représentant plus de 78% du territoire communal. Le projet de PLU est recentré aux espaces déjà urbanisés et ne prévoit que 2 projets d'urbanisation en restructuration urbaine et en continuité du village. Deux sites d'urbanisation future ont été supprimés et reclassés en espaces naturels et agricoles du projet de PLU (un site au nord du village en extension du quartier de Pétégoux - un site à l'est du village au lieu dit Camp de Broquier). Les zones urbaines périphériques ont été fortement restreintes à l'emprise des constructions existantes afin de stopper l'étalement urbain et la consommation d'espaces naturels et agricoles.

Les zones naturelles sont détaillées en 2 sous-secteurs et les zones A en 1 sous-secteur. Ces sous-secteurs permettent de mieux prendre en compte la préservation du patrimoine écologique :

- un sous-secteur NL identifiant les espaces à mettre en valeur dans la vallée du Gapeau
- un sous-secteur Npr pour les espaces à protéger en raison de leur intérêt paysager et/ou écologique

- un sous-secteur Apr pour les espaces à protéger en raison de leur intérêt paysager et/ou écologique

Les boisements sur le territoire sont protégés grâce à la définition d'Espaces Boisés Classés (EBC) sur les reliefs du territoire pour les préservations des massifs boisés : la Barre de Cuers, le Pas de Belgentier, les contreforts du Plateau de Siou Blanc, et le Défends. Les boisements issus de la forêt communale ne sont pas identifiés en tant qu'EBC puisqu'ils sont déjà soumis au régime forestier qui permet de gérer et préserver cette ressource. Des EBC sont également définis le long de la ripisylve du Gapeau pour la préservation des boisements spécifiques des milieux aquatiques et le maintien de la continuité écologique de la vallée du Gapeau.

Par rapport au PLU actuel, les EBC ont été réduits à l'existant dans certains secteurs afin de maintenir des espaces coupes feu dans les zones Apr constituées d'espaces agricoles et restanques qui peuvent préserver les espaces construits de la vallée du risque des incendies. Ils ont également été ajustés de façon à être compatibles avec les servitudes de passage des lignes électriques à haute tension et avec le régime forestier qui préserve la forêt communale.

Les Espaces Boisés Classés du projet de PLU représentent plus de 500 ha soit près de 40% du territoire communal. Ce classement fortement présent à l'échelle du territoire permet bien de préserver les grands espaces boisés et les continuités écologiques.

Au sein des Orientations d'Aménagement et de Programmation, des prescriptions d'insertion paysagère permettent également de maintenir des espaces verts et préservés au sein des zones urbaines, afin de jouer un rôle de continuités écologiques urbaines.

Le PLU identifie des éléments de patrimoine à conserver et notamment du patrimoine végétal : alignements d'arbres, arbres remarquables et espaces verts. Les continuités écologiques en milieu urbain sont ainsi préservées et mise en valeur.

Les deux campings existants sur la commune sont limités à leurs installations actuelles. Le PLU leur permet de réaliser des installations nécessaires à leur activité et ne menaçant pas la cohérence paysagère des lieux. Ces équipements

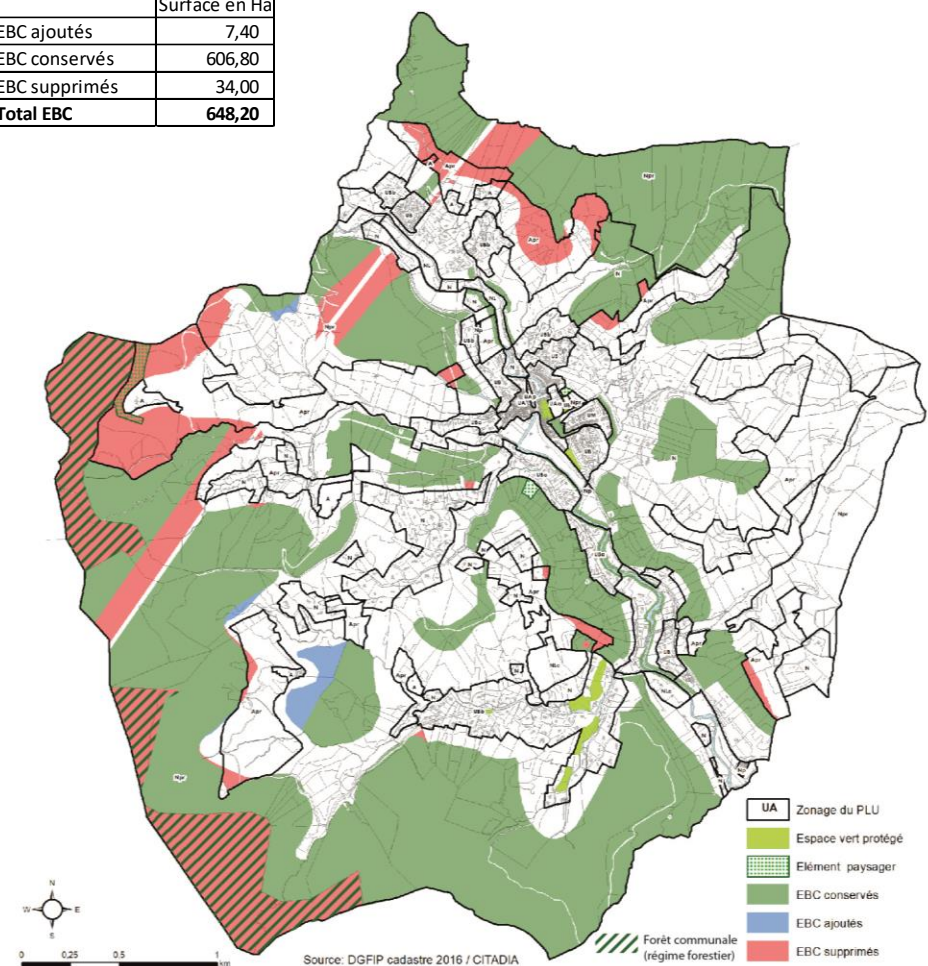


existants s'insèrent dans leur environnement dans un objectif de préservation d'un cadre agréable et préservé.

Les emplacements réservés définis dans le cadre du PLU ont pour objectif de permettre à la commune de développer ses équipements structurant et améliorer l'offre pour ses habitants. Ils concernent principalement des projets de voiries (extension et création), stationnements, équipements publics, création d'espaces verts ou valorisation paysagère de la vallée du Gapeau. Leur réalisation se fera en respectant les continuités écologiques, notamment le long du Gapeau, en veillant à préserver de manière optimale les espaces agricoles et naturels, principalement dans le cas des élargissements de voiries, et dans le respect du développement durable.



	Surface en Ha
EBC ajoutés	7,40
EBC conservés	606,80
EBC supprimés	34,00
Total EBC	648,20



Evolution des Espaces Boisés Classés

4.5.2 Eau

Les mesures en faveur de la préservation et de la gestion de la ressource en eau sont les suivantes :

- une croissance communale maîtrisée permettant une meilleure gestion des prélèvements d'eau et des rejets,
- un resserrement de l'urbanisation à l'existant et une limitation de l'étalement urbain permettant de préserver l'occupation des sols, les écoulements des vallons et leur bon fonctionnement,
- le classement en zone naturelle du périmètre de protection rapproché du captage pour l'alimentation en eau potable du puits de Font de Vin ou de Coste Hubague,
- la mise en valeur du patrimoine hydraulique communal avec l'identification de 4 sources, et des canaux d'irrigation de la vallée du Gapeau.

Le règlement donne des prescriptions en matière de raccordement aux réseaux publics, et notamment eau et assainissement. Dans les sites de projet, toutes les constructions devront être raccordées au réseau d'assainissement collectif.

4.5.3 Paysage

Afin de préserver les paysages de la vallée du Gapeau, le PLU limite l'étalement urbain qui s'est déjà produit au sein de la vallée et étendu sur les coteaux. Pour cela, le zonage des espaces pouvant accueillir l'urbanisation est resserré à l'enveloppe urbaine construite existante. Les anciens espaces d'urbanisation future sont supprimés et le projet communal repensé pour créer une urbanisation recentrée sur le centre village. Deux sites d'urbanisation future ont été supprimés et reclassés en espaces naturels et agricoles du projet de PLU (un site au nord du village en extension du quartier de Pétégoux - un site à l'est du village au lieu dit Camp de Broquier).



Le projet prévoit également le maintien des terrasses agricoles qui font la spécificité du territoire de Belgentier. Pour cela, les espaces agricoles actuellement ou anciennement cultivés sont mis en valeur par une redéfinition des zones naturelles (N) et agricoles (A) afin de mieux préserver leur fonction. Le PLU approuvé ne comptait aucun espace à vocation agricole, la révision du PLU crée près de 200 ha d'espaces agricoles, soit 15% du territoire communal. Les zones naturelles sont détaillées en 2 sous-secteurs et les zones A en 1 sous-secteur. Ces sous-secteurs permettent de mieux prendre en compte la préservation du paysage :

- un sous-secteur NL identifiant les espaces à mettre en valeur dans la vallée du Gapeau
- un sous-secteur Npr pour les espaces à protéger en raison de leur intérêt paysager et/ou écologique
- un sous-secteur Apr pour les espaces à protéger en raison de leur intérêt paysager et/ou écologique

Le PLU identifie également des éléments du patrimoine paysager à protéger telles que des alignements d'arbres, des arbres isolés, des espaces verts à protéger, des ensembles paysagers (oliveraie, restanques) et des sources. Il s'agit de nouveaux éléments de patrimoine identifiés par le PLU. Des prescriptions spécifiques sont édictées dans le règlement du PLU pour protéger ces éléments.

Plusieurs emplacements réservés ont été définis dans le PLU pour la mise en valeur du Gapeau et la création d'espaces verts. Ces projets ont pour objectif la préservation de ces espaces et seront réalisés en veillant à préserver les continuités écologiques et plus particulièrement celle du Gapeau et de ses abords.

Les EBC identifiés participent eux aussi à la préservation des paysages boisés et de la ripisylve du Gapeau, éléments majeurs du paysage belgentierois.

Au sein des deux orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) définies sur des sites à enjeux d'urbanisation, l'insertion paysagère fait partie intégrante des orientations d'urbanisation.

Dans l'OAP Est :

- une oliveraie existante est préservée et identifiées parmi les éléments paysagers du PLU à protéger,
- un espace naturel sensible est maintenu en espace vert,
- les espaces verts existants autour de l'actuelle école seront maintenus,
- les jardins existants entre le linéaire bâti du village et le site de projet seront préservés pour leur intérêt paysager et patrimonial dans le village,
- le canal existant et qui traverse le site sera préservé tout comme le cabanon existant,
- l'aire de stationnement qui sera aménagée devra être paysagée,
- les espaces construits devront conserver des respirations paysagères,
- des alignements d'arbres seront à créer ou à préserver entre les espaces bâtis et les espaces verts.

Dans l'OAP Centre :

- la frange urbaine nouvellement créée devra être traitée de manière paysagée afin de créer un tampon entre l'espace naturel à proximité et l'espace urbain à réaliser,
- le canal d'irrigation du Gapeau existant sera préservé

4.5.4 Risques majeurs

Le territoire de Belgentier est soumis à de nombreux risques et principalement des risques naturels : inondation du Gapeau, feu de forêt, mouvements de terrains et séisme.

Afin de gérer le risque inondation, la commune est concernée par l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques, approuvé en 2004 puis annulé en 2014. L'arrêté préfectoral du 30 mai 2016 rend directement opposable certaines dispositions du projet de PPRI. Les prescriptions du règlement du projet de PPRI avec le zonage annexé sont applicables uniquement aux constructions, ouvrages et aménagements ou exploitations nouveaux.

Afin de prévenir le risque inondation et de mieux informer la population, le zonage du PLU inclus à titre informatif, le tracé du risque inondation comprenant les zones



rouge et bleue du PPRI ; ainsi que le tracé du risque de crue torrentielle dans les vallons et ruisseaux.

Le PPRI s'applique en tant que servitude d'utilité publique et au dessus des règles édictées par le PLU. Des prescriptions d'implantation des constructions sur les berges des ruisseaux recensés sont appliquées dans le règlement des zones concernées.

Afin de prévenir le risque feu de forêt, le PLU identifie de manière plus précise les espaces agricoles actuellement ou anciennement cultivés telles que les restanques et terrasses de culture, afin de maintenir ou de recréer des zones tampon entre les boisements et les constructions. Ces espaces maintenus cultivés et débroussaillés serviront de coupe feu en cas d'incendie. Le PLU approuvé ne comptait aucun espace à vocation agricole, la révision du PLU crée près de 200 ha d'espaces agricoles, soit 15% du territoire communal.

Le projet de PLU a supprimé deux sites d'urbanisation future localisés en extension de l'urbanisation et dans des secteurs soumis au risque incendie (un site au nord du village en extension du quartier de Pétégoux - un site à l'est du village au lieu dit Camp de Broquier).

Par ailleurs le projet de PLU inscrit dans son règlement la nécessité de satisfaire aux exigences en matières de sécurité, défense contre l'incendie et protection civile, pour toute nouvelle construction.

4.5.6 Climat et énergie

En choisissant un projet de développement maîtrisé, moins consommateur d'espaces et recentré autour du village, le projet de PLU a des incidences globalement bénéfiques sur le climat et la consommation d'énergie.

Le règlement favorise l'implantation de dispositifs d'énergie renouvelable et notamment solaire, excepté dans le centre ancien pour des raisons patrimoniales et en lien avec les Monuments Historiques.

4.5.7 Patrimoine

Le PLU identifie des éléments du patrimoine bâti à protéger tels que des bâtiments, des cabanons agricoles, des lavoirs, des calades ou encore des canaux liés au Gapeau. Le PLU en vigueur en identifiait déjà 12 éléments bâtis et 12 cabanons agricoles. Le nouveau projet identifie 13 éléments bâtis, 12 cabanons agricoles, 4 lavoirs et plusieurs calades.

Ces mesures de préservations du patrimoine local permettent de conserver les spécificités locales et notamment vis-à-vis de l'héritage agricole de la commune. Des prescriptions spécifiques sont édictées dans le règlement du PLU pour protéger ces éléments.

Les Monuments Historiques de l'église paroissiale Notre Dame de l'Assomption et le château Peiresc sont pris en compte dans la préservation du patrimoine communal.

Une attention particulière est portée sur les prescriptions architecturales de l'ensemble des espaces urbains et notamment dans le centre ancien afin de veiller à la qualité paysagère et à la préservation du patrimoine bâti.

4.5.8 Déchets

Le PLU fait le choix d'un développement communal maîtrisé et donc d'une croissance démographique également maîtrisée. Ce choix a une incidence positive sur la production de déchets.

Par ailleurs le projet de PLU inscrit dans son règlement la nécessité de satisfaire aux exigences en matières de sécurité et de salubrité pour toute nouvelle construction et notamment l'accès pour la collecte des déchets.



4.5.9 Qualité de l'air

Le projet de contournement de la RD 554 permettra de réduire les nuisances liées à la circulation dans le centre-village. La qualité de l'air de la commune étant plutôt bonne car éloignées de l'agglomération toulonnaise. Cependant de manière locale, la circulation sur la RD 554 affecte cette qualité de l'air.

4.5.10 Nuisances

La commune est concernée par le classement des voies bruyantes concernant la RD 554. Le document graphique du PLU expose les reculs imposés le long de la départementale soit : 75 mètres de part et d'autres des voies hors agglomération, 25 mètres de part et d'autres des voies en agglomération.

Le plan de zonage indique également les marges de recul de 75 mètres hors agglomération qui sont imposées en prévision de la voie de contournement du village par la départementale.

Le PLU prévoit plusieurs emplacements réservés : pour la création de stationnement qui permettront de désengorger le stationnement du centre village ; pour l'élargissement de plusieurs voiries permettant une meilleure fluidité du trafic et moins de nuisances

4.5.11 Sols et sous-sol

Afin de réduire les incidences de l'urbanisation sur le sol et le sous-sol, le PLU prévoit de réduire son enveloppe urbaine constructible et de la resserrer aux constructions existantes. De plus, les projets de développement communaux sont repensés par rapport au projet initial et recentrés en continuité directe du centre-village.

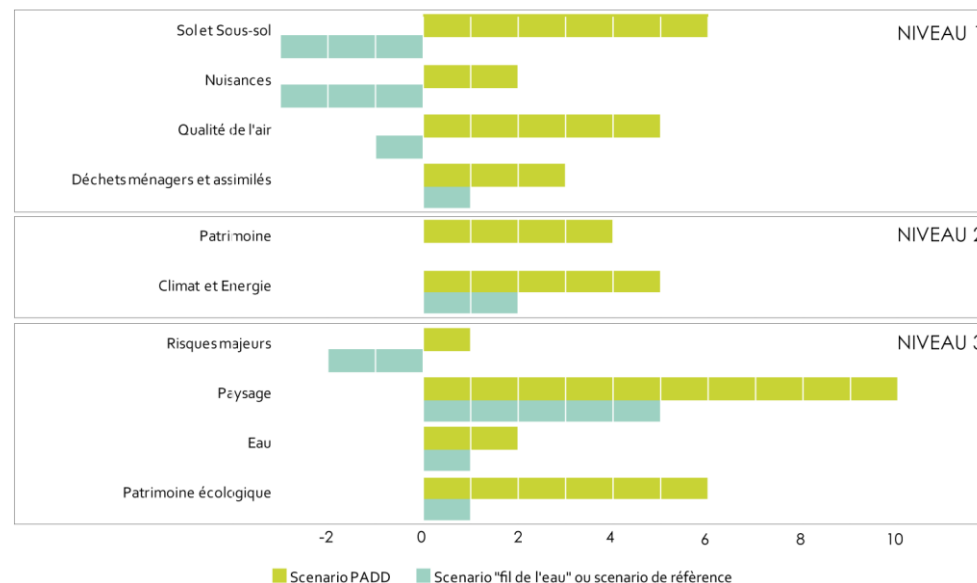


4.6 Analyse croisée des incidences

Les performances environnementales du projet et la prise en compte des enjeux

Au regard de l'évolution tendancielle de la commune, le projet permet de garantir une plus grande prise en compte des enjeux environnementaux. Le PADD apporte une plus grande plus value au niveau des enjeux majeurs de la commune : les paysages et le patrimoine écologique. Il permet également d'inverser la tendance du scénario « fil de l'eau » en matière de prise en compte des risques et de leur gestion.

D'une manière générale, le projet communal assure une meilleure prise en compte de l'environnement dans son évolution future. Il a une meilleure performance environnementale de fait de la prise en compte de tous les enjeux quelque soit leur degré d'importance.



Analyse croisée de la prise en compte des enjeux environnementaux par le projet et le scénario de référence.

Source : G2C territoires

4.7 Evaluation simplifiée des incidences de la mise en œuvre du PLU sur les périmètres Natura 2000

4.7.1 Evaluation simplifiée des incidences



Evaluation simplifiée des incinences

Méthodologie employée

Le travail d'ECO-MED s'est basé à la fois sur les éléments fournis par la Ville de Belgentier ainsi que sur l'analyse de la base de données d'ECO-MED et les données du FSD (Formulaire Standard de Données) des sites Natura 2000 concernés.

Cette évaluation a permis de réaliser une cartographie des habitats et d'évaluer les potentialités de présence d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire afin de statuer sur les incidences du projet.

Les espèces présentant un enjeu local de conservation ont systématiquement fait l'objet d'une estimation du nombre d'individus (comptage, surface occupée) et de pointages GPS (Global Positioning System).

Compartiment étudié	Expert et date de passage	Méthode appliquée
Flore / habitats naturels	Teddy BAUMBERGER 23 septembre 2015	Une journée de terrain a permis de relever les habitats naturels et les espèces de plantes d'intérêt communautaire présents au sein de la zone d'étude.
faune	Jörg SCHLEICHER 16 octobre 2015	Une journée de terrain a été réalisée afin d'identifier les habitats d'espèces (arbres favorables aux insectes saproxylophages, aux chauves-souris, plantes hôtes...).

Usage actuel de la zone

De nombreuses parcelles d'oliviers cultivées sont présentes dans la plupart des secteurs. Sinon, des pinèdes à Pin d'Alep, des garrigues, des oliveraies en friches dominent ailleurs. De la chênaie verte en bon état de conservation est présente dans le secteur 2.

Usage	Présence dans la zone d'étude
Pâturage et fauche	Non
Chasse	Oui
Pêche	Non
Sport & Loisirs (VTT, 4x4, quads escalades...)	Oui
Agriculture	Oui
Sylviculture	Oui
Décharge sauvage	Non
Perturbations diverses (inondation, incendie)	Non
Cabanisation	Oui

Milieux naturels présents

Les habitats naturels ou semi-naturels dominants sont représentés par les cultures d'Olivier, les pinèdes à Pin d'Alep, les garrigues et des chênaies vertes. Ces secteurs constituent des anciennes terrasses de culture dédiées à l'exploitation des oliviers. Une partie de ces cultures est aujourd'hui abandonnée, laissant place à la Pinède ou à la garrigue.



Aperçu des secteurs étudiés
Crédit photos : Teddy BAUMBERGER, 23/09/2015, Belgentier (83)

Evaluation simplifiée des incinences

Secteurs à l'étude

Le projet concerne l'élaboration du PLU de la commune de Belgentier dans le département du Var.

Il vise notamment le changement de vocation de 10 secteurs qui font l'objet de la présente évaluation.

Les prospections ont ainsi été menées sur une zone d'étude vaste de 20,5 ha.

L'ensemble de ces secteurs est classé N

(naturels) et a pour vocation un passage en A (agricole) ou en Apr (Agricole Protégé).

Six de ces secteurs sont identifiés dans le périmètre du site Natura 2000 "Mont Caume - Mont Faron - Forêt domaniale de Morières".

Nom	Type	Habitat(s) et espèce(s) d'intérêt communautaire	Secteurs concernés
FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale de Morières »	ZSC	25 habitats 4 insectes 2 poissons 10 chauves-souris	2, 3, 7, 8, 9, 10

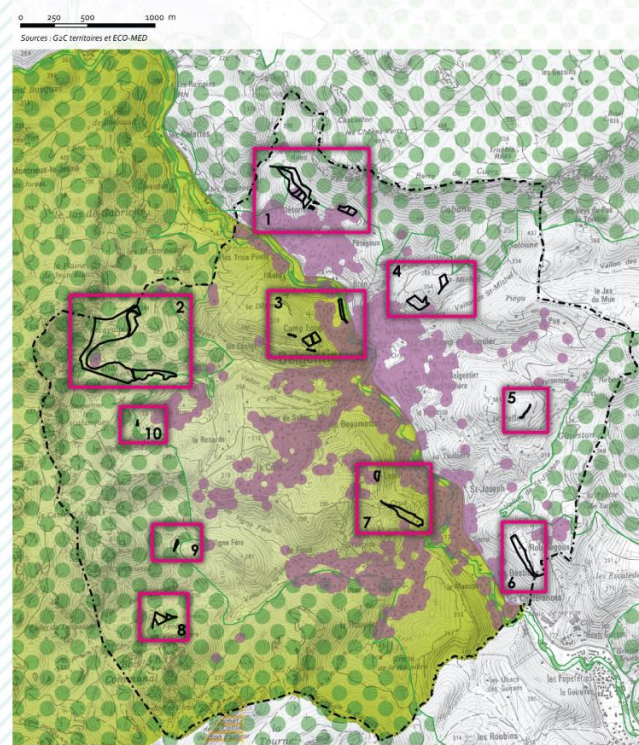
Secteurs susceptibles d'être affectés de manières notables par le projet de PLU

A. Patrimoine naturel : périmètres à statut

- Inventaire ZNIEFF
- Réseau Natura 2000
- Espaces Naturels Sensibles (ENS)

B. Urbanisation et aménagement

- Enveloppe urbaine
- Site de projet sur la commune
- Secteur élargi où les projets sont susceptibles de porter atteinte aux composantes environnementales



Le présent document constitue l'Evaluation Simplifiée des Incidences, version simplifiée du projet au titre de l'art. L.414-4 du Code de l'Environnement.



Habitats naturels d'intérêt communautaire

Composés de gorges calcaires et de zones karstiques, le site FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale des Morières », d'une superficie de 11 321 ha, présente un grand intérêt biologique et écologique, avec notamment une forêt domaniale (des Morières) bien conservée.

De plus, les crêtes et autres biotopes rupestres accueillent l'association endémique toulonnaise à Choux de Robert et Alysse épineuse, et des éboulis à Sabline de Provence (endémique). En ce qui concerne les habitats naturels, la zone abrite 12 habitats d'intérêt communautaire dont 3 prioritaires avec par exemple des bois méditerranéens à *Taxus baccata*, des forêts à *Ilex aquifolium* ou encore des sources pétrifiantes avec formation de travertins (Cratoneurion).

Enfin, les gorges calcaires et les zones karstiques constituent un réseau d'habitats, notamment pour neuf espèces de chiroptères d'intérêt communautaire.

Type d'habitat	Code - Nom de l'habitat
Milieux rocheux	8130 - Éboulis ouest-méditerranéens et thermophiles
	8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique
	8220 - Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique
	8310 - Grottes non exploitées par le tourisme
Milieux forestiers	92A0 - Forêts-galeries à <i>Salix alba</i> et <i>Populus alba</i>
	9340 - Forêts à <i>Quercus ilex</i> et <i>Quercus rotundifolia</i>
	9540 - Pinèdes méditerranéennes de pins mésogéens endémiques
	9580 - Bois méditerranéens à <i>Taxus baccata</i> *
	9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du <i>Tilio-Acerion</i> *
	91B0 - Frênaies thermophiles à <i>Fraxinus angustifolia</i>
	92D0 - Galeries et fourrés riverains méridionaux (<i>Nerio-Tamaricetea</i> et <i>Securinegiontinctoriae</i>)
	9320 - Forêts à <i>Olea</i> et <i>Ceratonia</i>
	9380 - Forêts à <i>Ilex aquifolium</i>
	4090 - Landes oro-méditerranéennes endémiques à genêts épineux
Milieux ouverts ou semi-ouverts	5210 - Matorrals arborescents à <i>Juniperus</i> spp.
	6220 - Parcours substepmiques de graminées et annuelles du Thero-Brachypodietea*
	6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)
	6110 - Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedionai * *
	6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (* sites d'orchidées remarquables)
Zone humide	3290 - Rivières intermittentes méditerranéennes du Paspalo-Agrostidion
	7220 - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)*
	6420 - Prairies humides méditerranéennes à grandes herbes du Molinio-Holoschoenion
	6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin

*Habitats prioritaires : habitats en danger de disparition sur le territoire européen des Etats membres et pour la conservation desquels l'Union européenne porte une responsabilité particulière.

Evaluation, présence et commentaires

Evaluation globale	Présence sur la zone d'étude	Commentaires
Bonne	non	
Bonne	non	
Significative	non	
Excellente	Secteur 2	Habitat isolé, grotte présente au pied d'une falaise à l'extrémité ouest du secteur, au sein de la chênaie verte.
Bonne	non	
Excellente	Secteur 2	Bon état de conservation et bonnes fonctionnalités
Bonne	non	
Excellente	non	
Bonne	non	
Significative	Secteur 3	Mauvais état de conservation et fonctionnalités faibles
Bonne	non	
Bonne	non	
Bonne	non	
Bonne	non	
Excellente	Secteur 1	Très localisé et déconnecté
Significative	non	
Bonne	non	
Bonne	non	
Significative	non	
Excellente	non	
Significative	non	
Significative	non	



Espèces d'intérêt communautaire ou à enjeu

Compartment biologique	Nom	Evaluation globale	Présence avérée ou potentielle sur la zone	Autres informations (statut de l'espèce, nombre, type...)
Insecte	Grand Capricorne (<i>Cerambyx cerdo</i>)	Bonne	X	Potentielle dans un bosquet de chênes du secteur 2 et dans la ripisylve du secteur 3
	Damier de la Succise (<i>Euphydryas aurinia</i>)	Bonne	X	Potentielle sur l'ensemble des secteurs (présence de la plante-hôte sur des talus et lisières), mais habitats sub-optimales
	Ecaille chinée (<i>Euplagia quadripunctaria</i>)	Moyenne	X	Potentielle en reproduction sur le secteur 3
	Lucane cerf-volant (<i>Lucanus cervus</i>)	Bonne	X	Potentielle dans un bosquet de chênes du secteur 2 et dans la ripisylve du secteur 3
Poissons	Barbeau méridional (<i>Barbus meridionalis</i>)	Bonne	-	Absence de cours d'eau sur les parcelles étudiées
	Blageon (<i>Telestes souffia</i>)	Bonne	-	Absence de cours d'eau sur les parcelles étudiées
Mammifères	Barbastelle d'Europe (<i>Barbastella barbastellus</i>)	Bonne	X	Potentielle en chasse et transit sur l'ensemble des zones, ainsi qu'en gîte arboricole sur le secteur 3
	Minioptère de Schreibers (<i>Miniopterus schreibersii</i>)	Bonne	X	Potentielle en chasse et transit sur l'ensemble des zones
	Vespertilion de Bechstein (<i>Myotis bechsteinii</i>)	Moyenne	X	Potentielle en chasse et transit sur l'ensemble des zones, ainsi qu'en gîte arboricole sur le secteur 3
	Petit Murin (<i>Myotis blythii</i>)	Bonne	X	Potentielle en chasse et transit sur l'ensemble des zones
	Murin de Capaccini (<i>Myotis Capaccinii</i>)	Moyenne	X	Potentielle en chasse et transit sur l'ensemble des zones
	Murin à oreilles échancrées (<i>Myotis emarginatus</i>)	Moyenne	X	Potentielle en chasse et transit sur l'ensemble des zones
	Grand Murin (<i>Myotis myotis</i>)	Bonne	X	Potentielle en chasse et transit sur l'ensemble des zones
	Rhinolophe euryale (<i>Rhinolophus euryale</i>)	Moyenne	X	Potentielle en chasse et transit sur l'ensemble des zones
	Grand Rhinolophe (<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>)	Bonne	X	Potentielle en chasse et transit sur l'ensemble des zones
	Petit Rhinolophe (<i>Rhinolophus hipposideros</i>)	Bonne	X	Potentielle en chasse et transit sur l'ensemble des zones
Espèces à enjeu (hors FSD) avérées				
Reptiles	Lézard de murailles (<i>Podarcis muralis</i>)	Espèce protégée à faible enjeu local de conservation. Espèce anthropophile et très opportuniste avec une forte résilience. Présence sur l'ensemble des zones		

Evaluation simplifiée des incinences

Le projet est susceptible d'engendrer des effets négatifs sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire identifiés au sein de la zone d'étude.

Destruction ou détérioration d'habitat ou habitat d'espèce

Nom site	Habitat évalué	Nature de l'incidence	Niveau de l'incidence potentielle	Commentaire
ZSCFR9301608« Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale des Morières »	Grottes non exploitées par le tourisme	Destruction d'habitat (ponctuel)	Modéré	Habitat isolé (secteur 2)
	Forêts à Quercus ilex et Quercus rotundifolia	Destruction d'habitat (2 ha)	Modéré	Habitat en bon état de conservation et fonctionnel (secteur 2)
	Forêts-galeries à Salix alba et Populus alba	Destruction d'habitat (0,2 ha)	Faible	Habitat dégradé et isolé (secteur 3)
	Parcours substeppiques de graminées et annuelles du Thero-Brachypodietea*	Destruction d'habitat (100 m² ha)	Nul	Habitat de faible étendue et isolé (secteur 1)

Destruction ou perturbation d'espèces inscrites au FSD du site Natura 2000

Nom site	Espèce évaluée	Nature de l'incidence	Niveau de l'incidence potentielle	Commentaire
ZSCFR9301608« Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale des Morières »	Grand Capricorne (<i>Cerambyx cerdo</i>)	Risque de destruction d'individu ; destruction d'habitat d'espèce	Très faible	Un maintien de la ripisylve du secteur 3 et des bosquets de chênes du secteur 2, permettrait d'éviter l'incidence
	Damier de la Succise (<i>Euphydryas aurinia</i>)	Risque de destruction d'individu ; destruction d'habitat d'espèce	Faible	Les habitats de l'espèce au sein de la plupart des parcelles sont sub-optimaux. La conservation des lisières et talus permettrait de réduire les incidences.
	Ecaille chinée (<i>Euplagiaquadri punctaria</i>)	Risque de destruction d'individu ; destruction d'habitat d'espèce	Très faible	Un maintien de la ripisylve et de ses lisières du secteur 3, permettrait d'éviter l'incidence
	Lucane cerf-volant (<i>Lucanus cervus</i>)	Risque de destruction d'individu ; destruction d'habitat d'espèce	Très faible	Un maintien de la ripisylve du secteur 3 et des bosquets de chênes du secteur 2, permettrait d'éviter l'incidence
	Barbastelle d'Europe (<i>Barbastella barbastellus</i>)	Risque de destruction d'individus en gîte ; altération de l'habitat de chasse et transit	Modéré	Un maintien de la ripisylve et de ses lisières du secteur 3, permettrait d'éviter l'incidence
	Minioptère de Schreibers (<i>Miniopterus schreibersii</i>)	Altération de l'habitat de chasse et transit	Très faible	
	Murin de Bechstein (<i>Myotis bechsteinii</i>)	Risque de destruction d'individus en gîte ; altération de l'habitat de chasse et transit	Modéré	Un maintien de la ripisylve et de ses lisières du secteur 3, permettrait d'éviter l'incidence
	Petit Murin (<i>Myotis blythii</i>)	Altération de l'habitat de chasse et transit	Très faible	
	Murin de Capaccini (<i>Myotis Capaccinii</i>)	Altération de l'habitat de chasse et transit	Très faible	
	Murin à oreilles échancrées (<i>Myotis emarginatus</i>)	Altération de l'habitat de chasse et transit	Très faible	
	Grand Murin (<i>Myotis myotis</i>)	Altération de l'habitat de chasse et transit	Très faible	
	Rhinolophe euryale (<i>Rhinolophus euryale</i>)	Altération de l'habitat de chasse et transit	Très faible	
	Grand Rhinolophe (<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>)	Altération de l'habitat de chasse et transit	Très faible	
	Petit Rhinolophe (<i>Rhinolophus hipposideros</i>)	Altération de l'habitat de chasse et transit	Très faible	



4.7.2 Altération des continuités et des fonctionnalités écologiques

Les habitats naturels et semi-naturels présents dans les parcelles étudiées sont relativement isolés et fragmentés. Cependant, les parcelles concernent le plus souvent des bordures d'entités écologiques homogènes. Ne s'agissant pas de détruire ou de détériorer des zones centrales ou des corridors majeurs, le projet ne semble pas présenter de menace majeure sur les milieux naturels, à conditions de suivre les recommandations prescrites ci-après.

4.7.3 Recommandations et mesures dans le cadre du PLU

— Conservation de certaines zones boisées

La chênaie verte en lisière du secteur 2 pourrait être préservée afin d'assurer la maturation et le maintien des massifs forestiers de qualité. En effet, ces formations sont certes pauvres en espèces végétales en comparaison avec les milieux ouverts, mais elles assurent des fonctions écologiques majeures notamment en ce qui concerne la faune.

Dans la même optique, il convient également de conserver la ripisylve du Gapeau au niveau du secteur 3. En effet, au vu des enjeux potentiels (avifaune nicheuse à enjeu modéré, amphibiens, insectes) et de l'intérêt fonctionnel de la ripisylve du Gapeau, il convient de la conserver au maximum. A cela s'ajoute la mise en place d'une zone tampon de 5 à 10 m de large en bordure de la ripisylve pour maintenir la fonctionnalité de sa lisière et d'éviter toute empiètement sur le milieu.

Cette mesure permettra notamment d'éviter voire de réduire fortement les incidences du projet sur les chiroptères arboricoles ainsi que sur les coléoptères saproxyliques.

La protection de la ripisylve du Gapeau s'inscrit dans le projet de PLU par une préservation des boisements en Espaces Boisés Classés. Les quelques déclassements d'EBC opérés s'inscrivent dans une volonté de reconquête des coteaux agricoles sur lesquels les cultures ont peu à peu été remplacées par un

reboisement naturel. Ces espaces serviront également comme coupe-feu en cas d'incendie de forêt.

Dans les secteurs 2 et 3, les lisières boisées seront au maximum préservées tout en permettant la remise en culture des terrains. Dans le secteur 2, la chênaie verte est protégée au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Cela permet de la pérenniser tout en assurant son entretien pour contrer la tendance à la colonisation par les pins. Dans le secteur 3, la protection en espace boisé classé a été maintenue.

4.7.4 Recommandations et prescriptions d'ordre général

Ces recommandations sont d'ordre général et ne s'applique pas directement au projet de PLU. Elles peuvent par contre être réalisées dans le cas de futurs projets d'aménagement ou en termes de gestion globale des milieux naturels par la commune.

— Réouverture et entretien des milieux ouverts

Les milieux ouverts sont, de manière générale, favorables à une biodiversité élevée, notamment en nombre d'espèces végétales et animales. La présence de milieux arbustifs et arborescents à proximité est nécessaire pour assurer des bonnes fonctionnalités écologiques, notamment pour la faune.

Certaines parcelles enfrichées pourraient être ré-ouvertes par débroussaillage mécanique (gyrobroyage ou débroussailleuse à main) puis entretenu par pâturage extensif de faible intensité. Cette recommandation concerne principalement les garrigues et oliveraies enfrichées. Quelques éléments arbustifs et arborescents sont à préserver dans les milieux ouverts.

Cette recommandation serait favorable aux espèces végétales bulbeuses et annuelles des milieux ouverts.

— Restriction de l'emprise du projet

Etant donné que les zones les plus favorables pour la faune (notamment les insectes, les reptiles et les chiroptères) présentent principalement les lisières,



généralement localisées en bordure des parcelles, il conviendra de maintenir des bandes tampon de 3 à 6 m (par rapport aux limites des parcelles) exemptes de tout éventuel projet d'aménagement.

— **Adaptation du calendrier des éventuels travaux à la phénologie des espèces faunistiques et de défavorabilisation écologique des zones d'emprise**

La période d'activité et de reproduction de la faune s'étale de mars à août. Cette période correspond à une phase de sensibilité accrue pour les différentes espèces. Ainsi, les travaux lourds devront être effectués en dehors de cette période. Pour les oiseaux notamment, dans le cadre d'éventuels travaux, il serait préférable d'intervenir hors période de reproduction et de développement des jeunes, c'est-à-dire, éviter la période s'étalant de mars à août.

Il est préconisé d'organiser le chantier d'aménagement en deux phases :

— **Défavorabilisation écologique :**



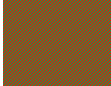
Dans un premier temps, il est préconisé de défavorabiliser ces zones à végétation dense en amont des périodes sensibles pour la faune, donc pendant des périodes défavorables du point de vue écologique. Pour défavorabiliser ces zones, il convient de réaliser un premier débroussaillage sévère, gyrobroyage et/ou déboisement de type coupe à blanc en fin d'été - début d'automne (août - octobre). De même, il convient de retirer tous les éléments et les structures (tas de pierres, bois, gravats) pouvant servir potentiellement de gîte pour les amphibiens et reptiles entre octobre et février. Cette intervention et sa période empêcheront l'installation des espèces pour l'hibernation (amphibiens, reptiles, chiroptères) et rendront la zone défavorable à la reproduction de l'avifaune forestière et des chiroptères au printemps.













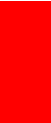

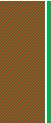









— **Réalisation des travaux de terrassement :**

Les travaux de terrassement interviendront dans un deuxième temps, une fois les actions de défavorabilisation écologique (débroussaillage/ déboisement/ gyrobroyage) terminées.

Ces préconisations n'ont pas pour but de contraindre la mise en place du chantier pendant toute la période d'activité écologique, mais surtout d'effectuer les premiers travaux de défrichement à une période peu sensible pour éviter la

destruction d'individus (gîte de chauves-souris, nids d'oiseaux, etc.) et de rendre ainsi la zone d'emprise peu favorable à sa fréquentation ultérieure par des espèces à enjeux.

	Période défavorable aux travaux
	Période favorable aux travaux dits lourds
	Période favorable aux travaux dits lourds, à condition que les travaux de défavorabilisation soient finalisés sur les parties concernées

	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
1 - Défavorabilisation des zones d'emprise												
2 - Travaux de terrassement - après défavorabilisation												

— **Préconisations pour le choix des arbres ou arbustes à planter afin de préserver l'indigénat de la flore locale**

Il serait souhaitable que les plantations réalisées dans un but paysager respectent certaines règles afin que le projet ne participe pas à l'implantation ou l'expansion de plantes exotiques envahissantes. Ces plantations ne devront pas faire appel à des espèces allochtones pour éviter la « fuite » d'espèces horticoles,



potentiellement invasives, et pour conserver la qualité des milieux naturels proches.

N.B. : Toute plantation d'arbres ou arbustes à caractère envahissant tels que le Mimosa (*Acacia dealbata*), l'Ailanthé (*Ailanthus altissima*), le Faux Indigo (*Amorpha fruticosa*), l'Arbre aux papillons (*Buddleja davidii*) et le Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*) est à proscrire (cf. « Liste noire des espèces exotiques envahissantes en France méditerranéenne continentale » - http://www.invmed.fr/liste_noire).

– Limitation et d'adaptation des éventuels éclairages

Le respect de cette mesure permettra de ne pas effaroucher certaines espèces de chauve-souris comme les rhinolophes. La pollution lumineuse induite par l'éclairage perturbe les déplacements des espèces sensibles et peut conduire à l'abandon des zones de chasse.

Ainsi, tout éclairage permanent est à proscrire, surtout s'il s'agit d'éclairage halogènes, sources puissantes et dont la nuisance sur l'entomofaune (disponibilité en proie), et donc sur les chiroptères lucifuges, est accentuée.

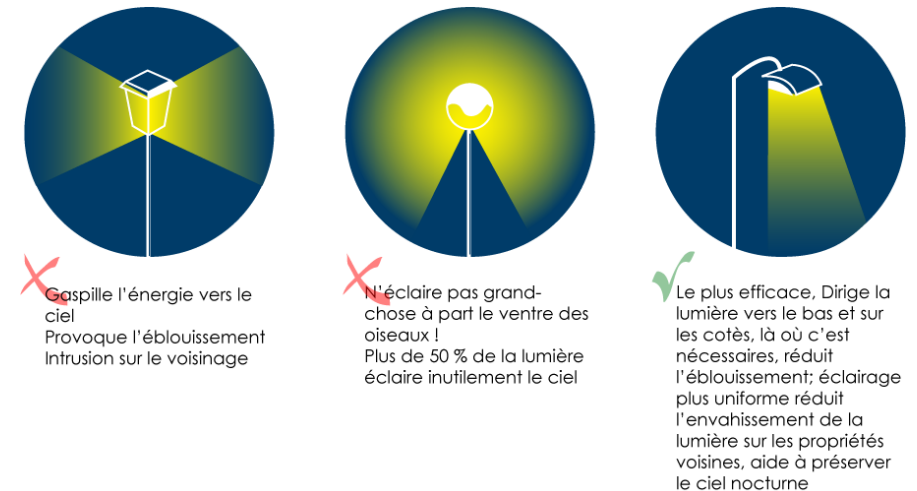
Une utilisation ponctuelle peut être tolérée, seulement si les conditions suivantes sont respectées :

- minuteur ou système de déclenchement automatique (système plus écologique mais aussi plus économe et dissuasif (sécurité)) ;
- éclairage au sodium à basse pression ;
- orientation des réflecteurs vers le sol, en aucun cas vers le haut ;
- l'abat-jour doit être total ; le verre protecteur plat et non éblouissant (des exemples de matériels adaptés sont cités dans les documentations de l'Association Nationale pour la Protection du Ciel Nocturne (ANPCN)) ;
- moins de 5 % de l'émission lumineuse doit se trouver au-dessus de l'horizontale ;
- minimiser les éclairages inutiles afin de limiter l'impact sur les populations limitrophes à la zone.

L'application durable de cette mesure garantira un moindre dérangement des espèces de chiroptères lucifuges.

Cette mesure sera également favorable à l'ensemble de la faune du secteur. En effet, la pollution lumineuse entraîne une modification du rythme circadien de la faune (entomofaune, avifaune, mammifères).

Sources : G2C territoires, d'après le syndicat de l'éclairage et l'ANPCN



4.7.5 Synthèse des incidences

Au regard des résultats des visites de terrain, des analyses des données ainsi que des mesures proposées, le projet ne présente pas d'atteinte notable dommageable sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire ayant permis la désignation de la ZSC FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale des Morières ».



5. MESURES VISANT À ÉVITER, RÉDUIRE OU À COMPENSER LES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

5.1 Définition et mise en application des mesures

Les mesures d'évitement et de réduction des impacts s'inscrivent dans une démarche progressive et itérative propre à l'évaluation environnementale. Elles sont guidées par une recherche systématique de l'impact résiduel le plus faible possible, voire nul.

Mesure d'évitement : modification, suppression ou déplacement d'une orientation pour en supprimer totalement les incidences

Mesure de réduction : adaptation de l'orientation pour en réduire ses impacts

Les **mesures compensatoires** doivent être considérées comme le recours ultime quand il est impossible d'éviter ou réduire au minimum les incidences. Elles doivent rétablir un niveau de qualité équivalent à la situation antérieure.

En complément des mesures prescriptives, les documents d'urbanisme peuvent comporter des recommandations pour des questions ne relevant pas du code de l'urbanisme. Elles pourront être clairement distinguées des mesures à valeurs prescriptives.

Incidence négative d'une orientation du PLU sur une composante environnementale

Définition d'une mesure d'évitement

Modification, suppression ou déplacement de l'orientation pour en supprimer totalement les incidences.

OUI,
des alternatives sont possibles pour cette orientation permettant d'éviter les incidences d'une solution moins favorable en matière d'environnement.

Définition d'une mesure de réduction

la mesure de réduction est envisagée dès lors qu'une incidence prévisible négative sur l'environnement n'a pas pu être supprimée totalement lors de l'élaboration du projet.

OUI,
l'incidence prévisible négative est atténuée sur le lieu et au moment où elle se produit.

Définition d'une mesure de compensation

La mesure de réduction a un caractère exceptionnel. Elle a pour objet d'apporter, à une incidence négative qui n'a pas pu être évitée ou réduite, une contrepartie s'exerçant dans un domaine similaire ou voisin à celui concernée par l'incidence négative.

OUI,
l'incidence prévisible négative n'est pas évitée, ni atténuée, mais une contrepartie a été trouvée.



5.2 Tableau des principales mesures

Le PLU définit déjà au sein de ses différentes pièces, une série de mesures visant à réduire les pressions qui s'exercent sur les composantes environnementales, mais aussi à anticiper les éventuelles incidences négatives.

Le tableau reprend, pour chaque thématique environnementale et enjeu l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de compensations identifiées dans le PLU.

Les mesures supplémentaires à mettre en œuvre suite à l'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 sont présentées à la suite.

	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Risque majeurs	<ul style="list-style-type: none"> Délimitation des zones naturelles (N) sur les secteurs soumis à un ou plusieurs risques, notamment inondation dans les espaces non bâtis, et d'une réglementation associée pour limiter l'apport de nouvelles population et constructions dans les secteurs exposés aux risques. 	<ul style="list-style-type: none"> Définition de règles d'implantation (article 6 et 7) garantissant une meilleure gestion des risques et optimisation des actions des services de secours. Identification des secteurs inondables à titre indicatif sur le plan de zonage. Identification des secteurs inondables à titre indicatif sur le plan de zonage. Application des règles du PPRi dans les secteurs concernés et sur les sites de projet (OAP).
Eau	<ul style="list-style-type: none"> Délimitation des principales zones d'urbanisation dans des secteurs desservis par les réseaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de règles de gestion des eaux pluviales sur la parcelle (article 4) dans les zones urbaines

	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
	<ul style="list-style-type: none"> Application de l'article 4 du règlement du PLU et des règlements sanitaires fixant l'obligation de traiter les eaux avant rejet dans le milieu naturel et de mettre en place des équipements adaptés pour les installations à risque. Classement en zone naturelle (N) du périmètre de protection rapproché du captage pour l'alimentation en eau potable du puits de Font de Vin ou de Coste Hubague 	(hors centre ancien).
Patrimoine écologique	<ul style="list-style-type: none"> Définition d'un zonage spécifique (A, Apr, N, Npr) et d'une réglementation favorisant le maintien des milieux agricoles et des espaces naturels à protéger en raison de leur intérêt paysager et/ou écologique. Délimitation d'Espaces Boisés Classés, d'espaces vert à préserver, d'espaces agricoles à préserver et d'éléments et ensembles végétaux à conserver pour assurer le maintien des corridors écologiques et pour favoriser la nature en ville. 	<p>Définition de règles d'implantation (articles 6 et 7), d'emprise au sol (article 9), de hauteur (article 10) et de gestion des espaces libres et plantations (article 13) pour conforter la densification de certains secteurs et préserver la biodiversité.</p> <p>Réalisation des projets d'emplacements réservés en veillant à la préservation des continuités écologiques, des espaces naturels et agricoles.</p>



	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> Préservation des caractéristiques et de la morphologie du tissu villageois par la définition de règles d'intensification dégressive de l'enveloppe urbaine. Identification des terres agricoles, espaces naturels, espaces boisés classés, espaces verts à protéger, éléments à protéger au titre du Code de l'Urbanisme. Identification des zones agricoles et naturelles (Apr et Npr) à protéger à protéger en raison de leur intérêt paysager et/ou écologique. 	<p>Définition des règles d'implantation (article 6 et 7) et de gestion des espaces libres (article 13).</p> <p>Définition au sein des OAP de prescription pour maintien d'éléments paysagers et végétaux.</p>
Sol et Sous-sol	<ul style="list-style-type: none"> Protection de terres agricoles et naturelles, inscrites en zone A et N. Protection des boisements et éléments végétaux remarquables (EBC, et éléments patrimoniaux). 	<p>Différenciation des zones urbanisables en cohérence avec la densité et le degré d'imperméabilisation des sols existants.</p> <p>Définition d'emprise au sol (article 9), de coefficient de pleine terre (article 13) et favorisation de la gestion des eaux pluviales à la parcelle (hors centre ancien).</p>

	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Climat et énergie	<ul style="list-style-type: none"> Délimitation d'Emplacements Réservés pour la création d'aires de stationnement. 	<p>Conformement des processus de densification, compacité du bâti (article 6 et 7)</p> <p>Possibilité d'un recours au dispositifs et aspect favorisant les énergies renouvelables solaires (article 11) pour certains secteurs.</p>
Patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> Identification des éléments patrimoniaux à préserver au titre du Code de l'Urbanisme et prescriptions adaptées. 	/
Déchets ménagers et assimilés	/	<ul style="list-style-type: none"> Développement urbain concentré dans les zones urbaines garantissant une collecte des déchets facilitée en limitant la dispersion de l'habitat sur le territoire.



	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Nuisances	<ul style="list-style-type: none"> Définition de marges de recul au sein des pièces réglementaires par rapport aux voies et emprises publiques, et plus particulièrement au niveau des grandes infrastructures de transports. Délimitation d'un Emplacement réservé pour le contournement du village (RD 554). 	<ul style="list-style-type: none"> Aménagement de la traversée du village pour une sécurisation de l'espace.
Pollution de l'air	<ul style="list-style-type: none"> Délimitation d'un Emplacement réservé pour le contournement du village (RD554). 	<ul style="list-style-type: none"> Création de liaisons douces au sein des OAP prévoyant de l'habitat.

Recommandations et mesures dans le cadre de l'évaluation des incidences simplifiées sur Natura 2000 :

- Conservation de certaines zones boisées : chênaies, massifs forestiers, ripisylves du Gapeau ;
- Réouverture et entretien des milieux ouverts : milieux de garrigues, friches, oliveraies ;
- Restriction de l'emprise de projet d'aménagement en lisières des milieux naturels et agricoles, en maintenant des bandes tampon de 3 à 6 m exempte de tout éventuel projet d'aménagement ;
- Adaptation du calendrier des éventuels travaux à la phénologie des espèces faunistiques et de défavorabilisation écologique des zones d'emprise ;
- Préconisations pour le choix des arbres ou arbustes à planter afin de préserver l'indigénat de la flore locale ;
- Limitation et adaptation des éventuels éclairages vis-à-vis de la faune.



6. DISPOSITIF DE SUIVI ET ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

6.1 Définition du dispositif de suivi

Les résultats de la mise en œuvre du PLU devront faire l'objet d'une analyse, dans un délai de 6 ans au plus tard après son approbation.

Pour cela, il est nécessaire de définir des indicateurs permettant d'apprécier les incidences du PLU. Le suivi de ces indicateurs permettra de proposer des

6.2 Liste des indicateurs environnementaux de suivi du PLU

adaptations au plan afin de remédier à des difficultés rencontrées ou encore de modifier le PLU en vue de faciliter la mise en œuvre des projets souhaités.

La mise en œuvre d'un dispositif de suivi est une étape clé dans la démarche évaluative du PLU. En effet, c'est ce suivi qui permettra de conduire le bilan du document d'urbanisme tout au long de sa durée tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Les indicateurs présentés constituent une trame pour la mise en œuvre d'un tableau de bord. Ils pourront être développés et affinés en fonction des besoins.



Thématiques	ID	NOM
Risques majeurs	1	Analyse des arrêtés de catastrophes naturelles sur les différents risques : récurrence, évolution de la vulnérabilité des biens et populations exposées
	2	Nombre de permis de construire dans les zones à risque d'inondation
Eau	3	Suivi de la qualité des eaux
	4	Suivi des évolutions des consommations et des prélèvements
	5	Suivi des évolutions de l'organisation de l'assainissement autonome
Patrimoine écologique	6	Analyse de l'évolution des périmètres de protection et des espèces à statut identifiées
Paysage	7	Suivi de l'occupation du sol et évolution des espaces artificialisés
	8	Nombre de logements produits depuis l'approbation du projet
	9	Typologie des logements réalisés en termes de forme urbaine
	10	Suivi des jardins et des éléments ponctuels du paysage à protéger au titre du Code l'Urbanisme
	11	Suivi des espaces boisés classés (EBC)
Sol et sous-sol	12	Suivi de l'évolution de la Surface Agricole Utile (SAU)
	13	Suivi du nombre d'exploitants agricoles
Climat-Energie	14	Evolution de l'énergie renouvelable produite (thermique ou solaire)
	15	Evolution de la consommation énergétique
Patrimoine	16	Suivi de la qualité et du maintien des éléments patrimoniaux répertoriés à protéger au titre du Code de l'Urbanisme
Déchets ménagers et	17	Suivi quantitatif des déchets ménagers et assimilés
	18	Suivi des capacités de valorisation et de recyclage

Services
Commune DDTM
Commune, Agence de l'eau
INPN DREAL
Commune
Agreste Chambre d'Agriculture
DREAL ADEME Association AirPACA
Commune
ADEME SINOE



Thématiques	ID	NOM
assimilés		
Nuisances	19	Suivi qualitatif de la pollution lumineuse
	20	Evolution du nombre de permis de construire dans les zones à proximité des grands axes de circulation bruyant
	21	Evolution du nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes de circulations
Pollution de l'air	22	Suivi de l'évolution de la qualité de l'air et des émissions de Gaz à Effet de Serre
Croissance démographique	23	Nombre d'habitants / solde migratoire / CSP des nouveaux arrivants
Production de logements	24	Part des logements sociaux dans le parc des résidences principales / nombre de logements délivrés dans les permis de construire / taux de vacance / nombre moyen de personnes par ménage

Services

Métropole et commune

Association Avex
Commune
Conseil Départemental

ADEME
Association AirPACA

RP INSEE

RP INSEE



PARTIE 7 – RÉSUMÉ NON TECHNIQUE



1. PRÉAMBULE

L'évaluation des incidences du projet d'urbanisme communal sur l'environnement est nécessaire conformément à la législation en vigueur du fait de l'existence d'un périmètre Natura 2000.

Pour cela le présent rapport de présentation contient une analyse fine sur les incidences, les mesures compensatoires à mener et les exigences à respecter pour préserver l'environnement.

Ces différentes analyses sont intégrées aux différentes parties du rapport de présentation.

Le résumé non technique permet de synthétiser l'évaluation environnementale.

2. RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL

3.1 Le diagnostic

La commune de Belgentier est un territoire attractif grâce à sa situation géographique privilégiée : cadre préservé et interface entre deux bassins d'emplois, elle offre ainsi un cadre de vie de qualité à proximité de zones d'emploi, mais aussi entre arrière-pays et littoral.

Ce faisant, la commune connaît depuis les années 1960 un important essor démographique, résidentiel et urbain : 561 habitants en 1965 contre 2 440 habitants en 2013 et 287 logements en 1968 contre 1 141 en 2013.

La commune présente les caractéristiques urbaines et sociologiques suivantes :

- Une présence importante de familles avec enfants ou de jeunes couples d'actifs, une part importante de jeunes actifs et une faible part de personnes âgées ;
- Un parc résidentiel monotypé (73,4% de maisons) comportant peu de logements sociaux ;
- Une constante population de propriétaires ;
- Des prix de vente moyen au m² inférieurs à ceux du territoire contextuel, «seulement» 2 321 euro/m² à Belgentier contre 3 190 euro/m² dans le reste du Var ;
- Un taux de catégories socio-professionnelles intermédiaires, et intellectuelles supérieures avec de hauts revenus haut ;
- Le suivi des tendances nationales de vieillissement progressif de la population.

Disposant d'un cadre paysager privilégié à proximité des axes de communication, la commune subit en contrepartie une forte pression foncière qui fait grimper les prix du foncier et des logements. Cette forte augmentation du foncier est aggravée par sa rareté qui s'explique par la présence de massifs collinaires, naturels importants.

Son caractère d'interface entre ville et campagne, place Belgentier en commune dynamique puisqu'elle dispose de 300 emplois sur son territoire en 2013 contre 256 emplois en 2008. Pour autant, la commune présente un faible ratio emploi/habitant, les habitants allant majoritairement travailler dans les bassins d'emplois à proximité, puisqu'ils sont seulement 31% à vivre et à travailler à Belgentier

Peu présente en termes d'emplois, l'agriculture observe une stagnation voire un léger regain qui se poursuit encore actuellement.

Belgentier présente une organisation urbaine caractéristique des communes rurales. D'abord développée autour de son noyau villageois, l'urbanisation de la commune s'est ensuite étendue progressivement depuis les années 1960 et ce jusqu'à la fin du siècle précédent. Ce développement déroulé sur 40 ans, a conduit



à un mitage des espaces naturels et agricoles, masquant les limites du tissu urbain.

Ce développement urbain s'organise autour d'une trame viaire composée d'une voie principale et d'un réseau de desserte plus local :

- la RD554 est l'artère principale de la commune. Elle traverse et clive la commune dans un axe Nord/ Sud et est utilisée, comme voie de transit. L'important trafic qui s'y déploie est à l'origine de nombreux problèmes de congestion et de nuisances sonores et environnementales ;
- cet axe est complété par une série de routes communales serpentant dans la commune et les vallons, reliant les différents quartiers entre eux et desservant les résidents. Celles-ci sont sinueuses et aux gabarits peu adaptés à une circulation importante. Des dessertes plus locales sont ensuite assurées par des chemins privés et des servitudes de passage.

3.2 L'analyse foncière

Une estimation de la consommation foncière entre 2003 et 2013 a été réalisée à la parcelle grâce à la comparaison d'une part de la photographie aérienne de 2003 et d'autre part de la photographie aérienne de 2014 couplée au cadastre de 2014.

Environ 6,6 hectares, soit 0,6% de la superficie de la commune, ont été utilisés en dix ans. Cette faible consommation s'explique notamment par la mise en place d'un PLU dès 2006 et le relief qui contraignent largement l'urbanisation, ainsi que par l'opération de la ZAC de la Muscatelle.

Le PLU en vigueur permet à la commune de disposer de 40 ha constructibles au sein de l'enveloppe urbaine et de 8,4 ha hors enveloppe, soit 48,6 hectares encore constructibles à vocation résidentielle sur l'ensemble du territoire communal. Cela représente un potentiel de 300 logements au regard des règles initialement prévues par le PLU, à minima plus de 750 logements en prenant en compte les incidences de la loi ALUR (suppression de la superficie minimale de terrain et du coefficient d'occupation des sols).

3.2 Les enjeux

La topographie et l'histoire du développement communal ont conduit Belgentier à disposer de quartiers présentant des caractéristiques propres renvoyant à des enjeux spécifiques :

- **Le centre-village** est noyau villageois hérité du passé. Toujours présent et préservé au niveau des formes urbaines (hauteurs, densité, espaces publics, ...), il a vu ses commerces, activités et équipements quitter le cœur pour migrer et se développer le long de la RD554.
 - Favoriser le renouvellement urbain : dynamisation et augmentation de l'attractivité,
 - Reconquête commerciale du cœur de bourg : dynamisation et augmentation de l'attractivité,
 - Pacification du trafic et remise au centre du piéton en tant qu'utilisateur unique ou principal,
 - Mise en place de mobilier urbain cohérent dans le village et adapté aux usagers,
 - Consolidation de son image de polarité.
- **Les quartiers compacts** sont organisés, et relativement denses, sous la forme de lotissements ou non, ils sont majoritairement constitués de maisons individuelles. Les voies sont rationalisées, hiérarchisées et organisées
 - Urbanisation des secteurs encore libres : comblement des « dents creuses »,
 - Mise en place de limites urbaines.
- **Les quartiers au tissu lâche mais relativement organisé** sont développés principalement le long des voies. Les accès se font directement sur les voies de desserte, engendrant des problèmes de visibilité.
 - Urbanisation des secteurs encore libres : comblement des « dents creuses »,
 - Aménagement et réflexion sur les accès,
 - Équipement et aménagement des voies en cas de construction nouvelle,



→ *Identification des limites urbaines.*

- Les quartiers au tissu lâche voire très lâche présentent des parcelles bâties reliées aux voies de dessertes directement ou par l'intermédiaire de chemins privés et de servitudes. Les voies communales sont globalement circulables, les voies privées sont non-calibrée, non-entretenu et dangereuses.

→ *Aménagement et réflexion sur les accès,*

→ *Équipement et aménagement des voies,*

→ *Identification des limites urbaines.*

Ces enjeux doivent également être appréciés en cohérence avec le niveau d'équipements des différents secteurs, au regard des contraintes et sensibilités environnementales et paysagères (risque feu de forêt, Natura 2000, etc.).

Au-delà de ces enjeux spatiaux, la commune est concernée par des enjeux thématiques :

- **Extension et organisation de l'urbanisation**

S'il est nécessaire de développer et d'enrichir encore un peu le tissu urbain, il convient de réfléchir à ses possibles extensions et à ne pas l'étendre de manière déraisonnée et consommer des espaces encore naturels ou agricoles,

→ *Identification des potentialités foncières cohérentes et en lien avec le centre-village ou avec les quartiers afin de combler prioritairement ces « dents creuses »,*

→ *Renouvellement urbain et optimisation de l'existant,*

→ *Mise en place de limites à l'extension, de front bâti à ne plus franchir.*

- **Habitat**

Le parc immobilier est tourné essentiellement vers l'individuel, et le collectif du centre-village est constitué de petits appartements. Il convient donc de diversifier les typologies afin de toucher le plus grand nombre et d'adapter le marché à la demande.

→ *Mise en œuvre d'une politique de réhabilitation, de rénovation et de diversification des formes bâties.*

- **Mobilité et déplacement**

Le territoire communal est touché par de nombreuses problématiques relatives aux déplacements. Ainsi la RD554 ne se contente pas de créer une rupture mais elle génère aussi des problèmes de congestions aux heures de pointe. De plus les voies de desserte ne sont pas toutes suffisamment dimensionnées et créent des points noirs. Par ailleurs, le relief et l'éloignement des quartiers rendent la mise en place de cheminements doux quotidiens compliquée et peu efficaces, en revanche des circuits de randonnées peuvent être envisagés.

→ *Réalisation du contournement du village : atténuation de la rupture routière,*

→ *Pacification voire suppression du trafic et remise au centre du piéton en tant qu'usager unique ou principal dans le centre-village,*

→ *Aménagement et élargissement des voiries problématiques,*

→ *Identification et réalisation de cheminements piétons et cyclistes dédiés aux usagers quotidiens mais aussi et surtout aux balades et randonnées.*



3. RÉSUMÉ DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

De nombreux enjeux environnementaux, constituant autant de point de vigilance, ont été dégagés au regard de l'état actuel de l'environnement local et de son évolution tendancielle. Ils ont été confrontés au projet de PLU et regroupés en trois grands domaines :

- Patrimoine et cadre de vie
- Ressources naturelles
- Effets sur la santé humaine

3.1 Synthèse des enjeux du territoire

3.1.1 Patrimoine et cadre de vie

Patrimoine Ecologique	Atouts Un patrimoine naturel riche et diversifié Nombreux périmètres à statut sur la commune : APB, Natura 2000 (60% de la surface communale), PNR, ENS, ZNIEFF Préservation des espaces naturels par la réglementation du PLU (maintien d'une part du terrain boisé afin de préserver l'identité naturelle du site) et une bonne prise en compte des enjeux environnementaux par les politiques (création du Parc Peiresc en bordure du Gapeau)	Faiblesses Une urbanisation diffuse dans les périmètres des sites Natura 2000
	Opportunités Elaboration du PNR Sainte Baume	Menaces Altération des sites naturels protégés par l'augmentation de la fréquentation liés aux chemins de randonnée (piétinement des espèces) Risque d'incendie très fort pesant sur certains milieux naturels et sur certaines espaces patrimoniales
	Enjeux Economiser l'espace, organiser l'urbanisation pour lutter contre le mitage et la fragmentation du territoire, équilibrer le territoire Maîtriser la prévention du risque incendie Structurer et accompagner le développement des usages récréatifs de la nature en sensibilisant les usagers	



Paysage	Atouts Une grande superficie d'espaces boisés Le Gapeau et sa ripisylve, deux espaces de qualité Proximité avec des éléments paysagers naturels remarquables (barre de Cuers, Plateau de Siou Blanc, Pas de Truebis...) Un maintien des coupures d'urbanisation entre les espaces bâtis Des aménagements de mise en valeur du centre ancien et des paysages urbains	Faiblesses Une urbanisation diffuse consommatrice d'espace Une activité agricole en perte de vitesse Une disparition des activités industrielles
	Opportunités Espaces naturels et forestiers remarquables avec de nombreux chemins de randonnées et de promenade	Menaces Augmentation des pressions foncières Urbanisation entraînant la déprise agricole Altération des sites naturels et agricoles visités par le piétinement
	Enjeux : Définir des limites claires à l'urbanisation en conservant les coupures d'urbanisation Maintenir les espaces agricoles résiduels pour garantir la pérennité de la biodiversité Maintien des cônes de vue, panoramas et percées visuelles sur l'ensemble du territoire Mettre en valeur les paysages urbains et perdurer les aménagements de revalorisation du centre-ancien	

Patrimoine	Atouts Un patrimoine architectural riche et varié (bastide, fermes, moulin...) Une multitude de petits patrimoines (lavoirs, fontaines, canaux, restanques et calades...) Des monuments inscrits à l'inventaire des Monuments historiques	Faiblesses Peu de patrimoine bâti protégé par des dispositifs réglementaires
	Opportunités Elaboration du PLU permettant de protéger le petit patrimoine bâti	Menaces Déprise agricole entraînant la disparition du petit patrimoine agricole (restanques)
	Enjeux Préserver l'architecture particulière du centre-ancien Maintenir le petit patrimoine hydraulique (lavoirs, fontaines, canaux, ...) et rural (cabanon, restanques...) Garantir et favoriser le développement de formes urbaines en adéquation avec le paysage urbain existant	



3.1.2 Ressources naturelles et leur gestion

Eau	Atouts Une trame d'eau omniprésente Une bonne qualité des eaux souterraines Bon renouvellement de la ressource en eau permettant d'alimenter les captages en eau potable Mise en place d'un Plan Pluriannuel de Gestion et d'une Déclaration d'Intérêt Général pour une amélioration de la gestion des berges et de la végétation rivulaire du Gapeau Création d'association syndicale autorisée pour garantir l'entretien des canaux sur la commune Alimentation en eau potable par le Canal de Provence au niveau de la fenêtre de Vigne Fère Trois sources d'alimentation en eau potable répondant aux besoins communaux	Faiblesses Une qualité des eaux superficielles qui se dégrade en aval du fleuve sur le territoire communal Une desserte partielle de la population par le réseau d'assainissement collectif (environ 70%) Un dispositif de défense incendie à mettre à niveau (seulement 25 sur 40 sont conformes) Un usage réduit des canaux d'irrigation et des barrages
	Opportunités Augmentation des capacités de stockage des eaux	Menaces Absence de Gestion des eaux pluviales dans certaines portions du territoire, pouvant présenter un risque pour la ressource, les biens, et les personnes Augmentation de la population dans les secteurs non connectés au réseau d'assainissement public (quartier de l'Esclide, entre autre)

Enjeux

Maintenir et renforcer la bonne qualité de la ressource en eau

Garantir une efficacité du réseau d'assainissement public et la mise en place de systèmes d'assainissement autonomes respectueux de l'environnement et des ressources hydriques

Développer une gestion des eaux pluviales limitant les risques d'inondation

Planifier un développement urbain en cohérence avec les capacités des réseaux et équipements de la commune

Atouts

Un relief accidenté participant au cadre de vie et à la qualité paysagère du territoire

Faiblesses

Développement urbain contraint par le relief

Opportunités

Menaces

Des risques de mouvements de terrains et d'inondation s'expliquant par les caractéristiques du relief

Une composition géologique aggravant les risques naturels

Risque d'effondrement et d'affaissement des cavités de la carrière souterraine localisée sur la commune

Sol et sous-sol

Enjeux

Préserver les derniers espaces agricoles de la commune

Respecter la topographie naturelle

Limiter l'imperméabilisation des sols et les travaux de terrassement dans les zones sensibles pouvant entraîner des risques de mouvements de terrains



Climat et Energie	Atouts Un climat méditerranéen attractif caractérisé par des étés chauds et secs et des hivers doux et humides De faibles émissions de Gaz à Effet de Serre	Faiblesses Une consommation énergétique importante pour les transports et le résidentiel Une très faible production d'énergie
	Opportunités Des énergies renouvelables (solaires, éoliens) mobilisables Une amélioration de la production énergétique renouvelable par la sphère privée Développement des dispositifs de protection et de gestion (SRCAE, SRE, PCET, PDU)	Menace Une augmentation de la consommation d'énergies fossiles par les transports Des risques d'augmentation des émissions de Gaz à Effet de Serre
	Enjeux Inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions et aux innovations bioclimatiques Permettre le développement d'énergies renouvelables, tout en veillant aux enjeux patrimoniaux et paysagers de la commune Maintenir le couvert végétal afin de garantir un climat agréable et doux en été	

3.1.3 Effets sur la santé humaine

Qualité de l'air	Atouts Une bonne qualité de l'air préservée sur la commune malgré la proximité avec les grandes agglomérations varoises	Faiblesses Un trafic non négligeable sur la RD 554 Altération de la qualité de l'air dans le centre ancien traversé par la RD 554
	Opportunités Réalisation d'un document cadre : le Plan de Protection de l'Atmosphère Réalisation du contournement de Belgentier afin de répartir les flux et de limiter la pollution de l'air dans le centre	Menaces Des facteurs de pollutions grandissants suite à l'augmentation des trafics routiers sur l'axe traversant la commune (RD 554)
	Enjeux Maintenir la fluidité du trafic de la RD 554 afin de limiter la concentration de polluant dans l'air Améliorer la desserte par la réalisation d'un contournement pour limiter la dégradation de l'air dans le centre de Belgentier Favoriser le développement des modes doux	



Déchets ménagers et assimilés	Atouts Une production de déchets en baisse sur la communauté de communes de la Vallée du Gapeau Une amélioration de la collecte sélective Une amélioration du réseau de gestion des déchets	Faiblesses Production de déchets sur la commune supérieure à la moyenne nationale
	Opportunités Amélioration de la valorisation des déchets collectés	Menaces Augmentation démographique sur la commune engendrant une augmentation de la production des déchets Arrivée à saturation des structures de tri, traitement et valorisation des déchets
	Enjeux Maintenir un réseau de collecte de déchets ménagers et assimilés efficient sur la commune Planifier un développement urbain en cohérence avec les capacités des réseaux et équipements de la commune	

Nuisances	Atouts Ambiances sonores calmes dès 70 m au-delà de l'axe de communication central, la RD 554 Un territoire préservé de la pollution lumineuse et mise en place d'une charte de développement durable et de l'éclairage public	Faiblesse 50 % de la population exposé aux nuisances sonores
	Opportunités Classement des voies bruyantes conditionnant le développement urbain Réalisation du contournement de Belgentier afin de répartir les flux et de limiter les nuisances dans le centre-village	Menaces Projection du trafic à l'horizon 2030 annoncent le doublement des flux sur l'axe RD 554 traversant Belgentier Risque d'augmentation des nuisances sonores
	Enjeux Conforter de manière mesurée l'usage des éclairages nocturnes sur la commune, tant pour les éclairages publics que privés Réaliser le contournement de Belgentier, pour reporter le flux routiers de transit et réduire les nuisances sonores sur la commune Limiter et réduire les nuisances sonores liées au contournement de Belgentier, au regard de la proximité avec l'établissement scolaire, équipement sensible au bruit	



Risques majeurs	Atouts	Faiblesse Un développement urbain dans la plaine alluviale sensible au risque d'inondation Un PPRI datant de 2014 en partie applicable sur le territoire Absence de PPR (Feux de Forêts et Mouvement de Terrain) Développement urbain diffus pouvant accentuer les risques Artificialisation des cours d'eau augmente le risque inondation
	Opportunités Réalisation d'un nouveau PPRI Mise en œuvre du Plan Pluriannuel de Gestion (PPG) des berges et de la végétation rivulaire, ainsi qu'une Déclaration d'Intérêt Général	Menaces Fort taux de boisement sur la commune sensible aux feux de forêt Relief accidenté et une géologie sensible aux mouvements de terrains
	Enjeux Interdire le développement urbain dans les zones soumises à un risque fort Intégrer les normes et préconisations spécifiques aux risques inondation, feux de forêt et mouvements de terrain	

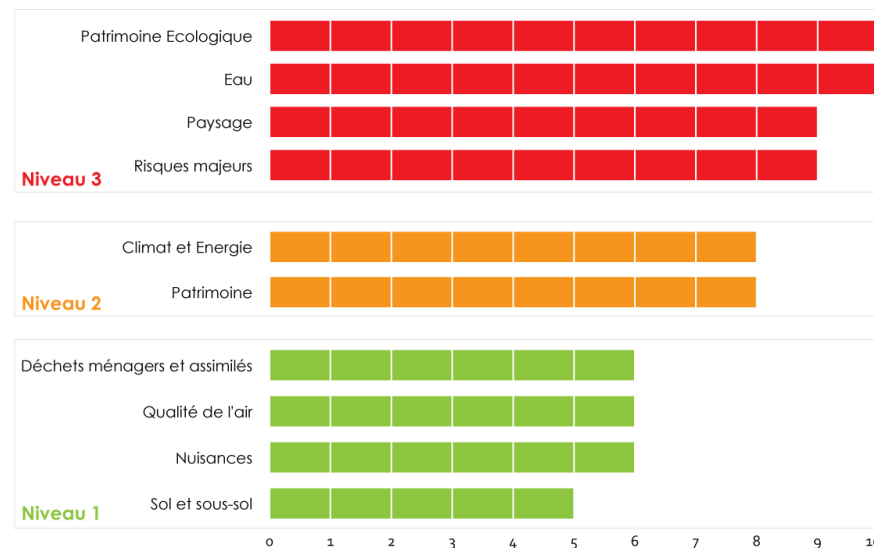


3.1.4 Synthèse des enjeux et hiérarchisation

La hiérarchisation des enjeux environnementaux est le résultat du croisement du niveau d'enjeu supraterritorial, de l'importance des pressions/menaces ou de l'opportunité sur le territoire, de l'échelle à laquelle s'applique l'enjeu (intégralité de la commune ou quartier) et de la marge de manœuvre du PLU.

Une pondération de 1 à 3 pour chaque critère est alors appliquée selon les critères définis ci-contre.

Thématiques	Niveau d'enjeu supraterritorial	Importance des pressions et menaces	Enjeu localisé à généralisé	Marge de manœuvre du PLU	TOTAL
Patrimoine Ecologique	3	3	2	2	10
Paysage	1	2	3	3	9
Patrimoine	1	2	2	3	8
Eau	2	3	3	3	10
Sol et sous-sol	1	1	1	2	5
Climat et Energie	3	1	3	1	8
Qualité de l'air	2	2	1	1	6
Déchets ménagers et assimilés	2	1	2	1	6
Nuisances	1	2	1	2	6
Risques majeurs	2	2	2	3	9



METHODE

Niveau d'enjeu supra-territorial : correspond à l'échelle d'action de l'enjeu :

- 1 – Niveau communal
- 2 – Niveau départemental/ régional
- 3 – Niveau national/international

Importance des pressions et menaces :

- 1 – Faible
- 2 – Moyenne
- 3 – Forte

Enjeu localisé ou généralisé :

- 1 – échelle de l'ilot
- 2 – échelle d'une partie du territoire communal
- 3 – échelle de la globalité du territoire communal

Marge de manœuvre du PLU :

- 1 – Faible
- 2 – Moyenne
- 3 – Forte



Cartographie des enjeux environnementaux

A. Urbanisation et activités

- Définir des limites claires à l'urbanisation et maintenir les interactions avec les espaces naturels
- Perdurer les aménagements de revalorisation du centre-ancien
- Maintenir les espaces agricoles résiduels

B. Milieux naturels et biodiversité

- Limite des périmètres Natura 2000
- Conforter les principales continuités écologiques

C. Eau

- Préserver le périmètre du point de captage communal et de l'usine de potabilisation
- Maintenir la bonne qualité des eaux du Gapeau
- Atteindre le bon état des eaux du Gapeau
- Maintenir la bonne qualité des eaux des affluents
- Garantir la mise en place de système d'assainissement autonome respectueux de l'environnement et des ressources hydriques

D. Patrimoine

- Éléments présentant un intérêt paysager
- Préserver les reliefs remarquables et les panoramas

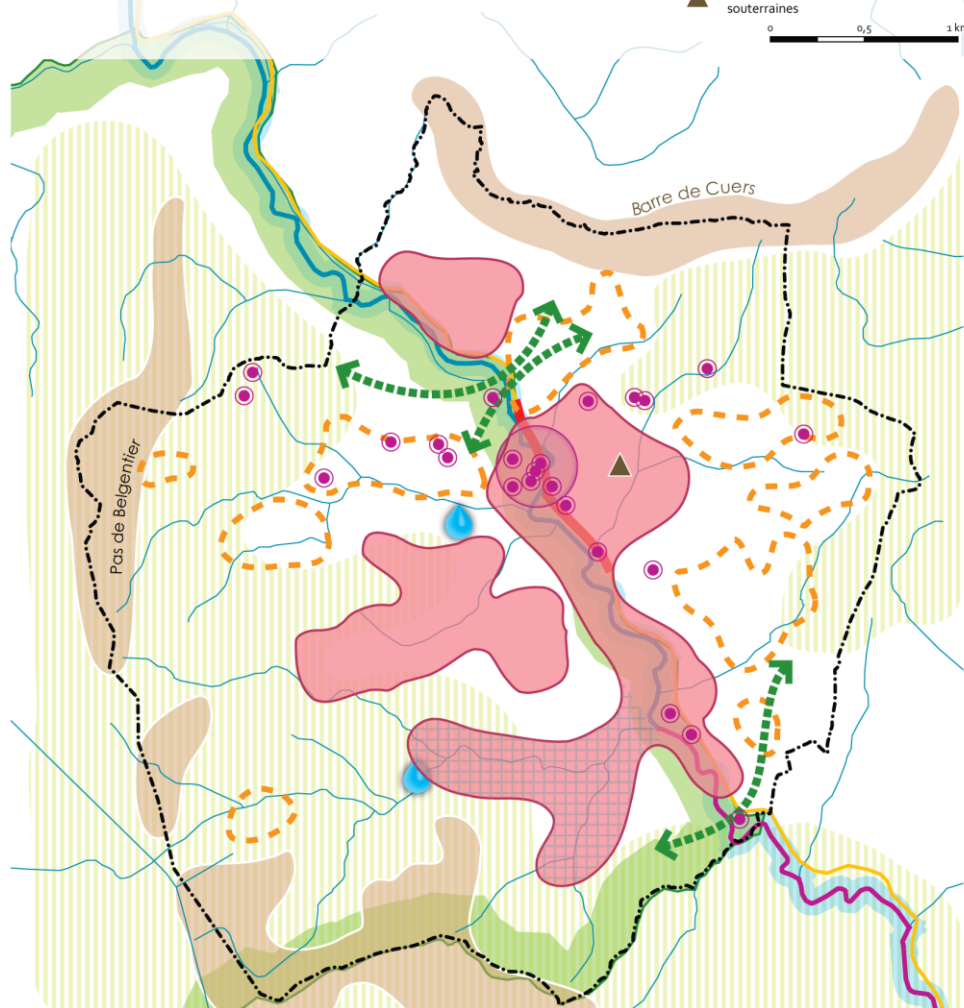
E. Nuisances

- Réduire les nuisances sonores dans le centre ancien
- Réduire les nuisances sonores aux abords des quartiers résidentiels

F. Risques

- Risque feux de forêt
- Risque inondation
- Risque affaissement de cavités souterraines

0 0,5 1 km





3. RÉSUMÉ DES CHOIX RETENUS

L'enjeu premier du PLU est de maîtriser l'urbanisation et de délimiter les espaces naturels, agricoles et forestiers tout en contribuant au maintien d'une population active résidente. L'élaboration du PLU de 2006 avait opéré première étape dans cette démarche que la présente révision a conforté.

Le projet d'urbanisme de la commune de Belgentier vise à répondre aux ambitions suivantes :

- Préserver le cadre de vie et les ambiances rurales de la commune ;
- Conserver le cadre naturel de la commune, favoriser la reconquête agricole et assurer l'équilibre de ces espaces avec le développement urbain ;
- Adapter l'offre de logements en vue d'assurer le maintien d'un équilibre dans la structure démographique communale ;
- Favoriser une politique d'urbanisation en continuité du tissu préexistant, afin de limiter la consommation d'espace.

Dans cette perspective, les grands choix du PLU en matière d'aménagement et de développement sont les suivants :

- Protéger la trame verte et bleue du territoire (réservoir de biodiversité et continuités) ;
- Privilégier la préservation des équilibres existants entre espaces urbanisés, agricoles et naturels ;
- Promouvoir une qualité environnementale et paysagère du développement urbain et architectural ;
- Préserver l'agriculture présente et permettre son redéploiement sur les coteaux notamment ;
- Préserver les éléments identitaires de la commune et assurer la bonne insertion du bâti dans le paysage de la commune ;
- Prendre en compte et respecter les secteurs soumis aux risques, mettre en place des mesures visant à les réduire ;
- Préserver le réseau hydrographique et les ressources en eau dans leur ensemble ;

- Adapter l'offre de logements aux nouveaux besoins en suivant un scénario de croissance maîtrisé ;
- Penser le développement de l'urbanisation en fonction de la capacité des infrastructures et équipements à assurer une charge supplémentaire (anticiper le besoin en équipements des futures opérations d'aménagement, gérer l'écoulement des eaux pluviales, réaliser des systèmes d'assainissement autonomes...) ;
- Contenir l'enveloppe urbaine l'étalement urbain : optimiser les dents creuses et utiliser les opportunités foncières à l'intérieur ou dans la continuité des enveloppes urbaines existantes : renouvellement urbain ;
- Structurer la commune autour de la centralité réaffirmée du village ;
- Promouvoir la transition vers les énergies renouvelables, tout en prenant en compte la sensibilité paysagère du territoire.

Ainsi, afin de préserver les équilibres actuels et de conserver à Belgentier son caractère villageois, le PLU vise à modérer la croissance démographique : le scénario 3 a ainsi été retenu. Une croissance démographique de l'ordre de 0,6% par an permettra à la commune de continuer à accueillir de nouveaux habitants et à répondre leurs besoins dans un esprit de continuité, et de cohérence avec le niveau d'équipements actuel et attendu notamment. La commune s'est ainsi fixé pour objectif de ne pas dépasser le seuil de 2 700 habitant à l'horizon 10 ans.

Le Projet d'Aménagement et de développement Durables (PADD) du PLU de Belgentier respecte les dispositions de l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme en définissant trois grandes orientations en matière de :

- paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques au travers de l'orientation n°1 - Ménager et valoriser les espaces naturels ;
- politiques d'aménagement, d'équipements, d'urbanisme au travers de l'orientation n°2 - Conforter le bourg dans sa fonction de pôle communal de proximité ;
- cadre de vie, l'habitat, de réseaux d'énergie, de développement de la communication numérique au travers de l'orientation n°3 - Préserver et promouvoir la qualité du cadre de vie.



Le PLU de 2006 avait déjà opéré une réduction sensible des zones constructibles par rapport au POS en supprimant de nombreuses zones d'habitat diffus.

Les objectifs de modération de la consommation d'espace dans le cadre du présent PLU poursuivent cette démarche afin de mettre en adéquation les capacités foncières et les objectifs de production de logements. Ils visent à contenir l'enveloppe urbaine.

Le PLU agit, par le biais de son règlement, sur la densification. Ainsi, les règles du PLU évoluent pour permettre une plus grande densité pour les nouvelles constructions. La surface moyenne de terrain consommé par logement passera de 1 600 m² selon les règles du PLU de 2006 à 900 m² selon les choix retenus dans le présent PLU (collectif, groupé et individuel confondu).

Le PLU s'est attaché à réduire les surfaces disponibles pour l'habitat à 11,5 ha dans le PLU révisé.

La traduction dans le zonage, le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) repose sur les choix suivants :

- Des zones urbaines dont la densité est dégressive à partir du centre-ville :
 - La zone UA dont leurs différents secteurs assurent une protection des qualités urbaines et architecturales et sa densification ;
 - la zone UB répondent à l'objectif de les principaux hameaux en accompagnant leur densification douce et adaptée à leurs caractéristiques ;
 - La zone UM encadre la ZAC de la Muscatelle.

Ces zones urbaines sont issues d'anciennes zones urbaines du PLU de 2006, redéfinie au regard du potentiel de densification, des enjeux paysagers et des risques notamment. Les zones à urbaniser du PLU de 2006 ont été supprimées, soit reclassées pour partie en zone urbaine (secteur en cours d'urbanisation à Saint-Joseph), soit reclassées en zone naturelle en raison de la lutte contre l'étalement urbain et de leur accessibilité insuffisante – déplacements quotidiens, lutte contre l'incendie...).

- Une zone agricole créée dans le cadre de la révision afin de mieux reconnaître les activités existantes et le potentiel de reconquête, tout en assurant la protection des paysages. Ainsi, dans la zone A, seules pourront être autorisées les constructions et installations directement nécessaires à l'exploitation

agricole et les équipements d'intérêt collectifs compatibles et la gestion du bâti existant. La protection du secteur Apr participe également à celle des corridors écologiques définis dans le PADD.

- Une zone naturelle protège les grands espaces naturels de Belgentier. Ce zonage traduit la volonté d'une protection des paysages et de l'environnement, inscrite dans le PADD, en encadrant strictement les usages en fonction des enjeux environnementaux et paysagers (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, risques...). Elle intègre également notamment les secteurs liés au tourisme vert (secteur NL de la vallée du Gapeau, secteur NLC des campings existants). Un secteur Npr protège plus fortement les espaces non anthropisés dont le caractère remarquable sur le plan écologique a été identifié.

En outre, le PLU met notamment en œuvre des outils visant à :

- la protection du patrimoine bâti tel que les bastides, moulins, cabanon... (articles L.151-19 du code de l'urbanisme) et de bâtiments pouvant changer de destination en zone A et N ;
- la protection du patrimoine paysager et naturel (alignements d'arbres et arbres remarquables, espaces verts protégés...), contribuant notamment à la protection de la trame verte et bleue de façon complémentaire aux zones A et N (articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme). Les Espaces Boisés Classés ont été redéfinis de façon à protéger les espaces significatifs du paysages et des réservoirs/continuités écologiques et à permettre la reconquête des coteaux agricoles ;
- améliorer la desserte du territoire et le niveau d'équipements par le biais d'emplacements réservés qui ont été maintenus ou complétés.



La revision du PLU présente un bilan positif en assurant :

- une réduction sensible des zones constructibles : les zones constructibles U et AU passent de 136 ha dans le PLU de 2006 à moins de 96ha dans le PLU révisé, soit une réduction de plus de 40ha (-30%) ;
- la creation de la zone A, qui couvre 200 ha, tandis que le 1er PLU ne prévoyait pas de zone agricole ;
- une reduction des zones naturelles qui passent de 1 208 ha à 1 049 ha, soit - 159 ha (-12%) essentiellement liée à la creation de la zone agricole.

PLU de 2006 (modification n°2 du 4 juin 2012)

Zone	Surface (ha)	% commune
UA	6,3	0,5%
UAp	0,3	0,0%
UB	3,6	0,3%
UBa	2,1	0,2%
UC	8,4	0,6%
UCa	15,5	1,2%
UCb	22,1	1,6%
UCc	55,2	4,1%
UD	2,4	0,2%
UDa	8,7	0,6%
UZ	2,4	0,2%
UZa	0,1	0,0%
UZb	0,1	0,0%
TOTAL ZONES U	127,2	9,5%

AU	4,6	0,3%
AUa	4,3	0,3%
TOTAL ZONES AU	8,9	0,6%

TOTAL ZONES CONSTRUCTIBLES	136,1	10,1%
-----------------------------------	--------------	--------------

TOTAL ZONES A	0,0	0,0%
----------------------	------------	-------------

N	1203,6	89,6%
Na	2,0	0,1%
Np	0,4	0,0%
Nz	1,8	0,1%
TOTAL ZONES N	1207,8	89,9%

TOTAL COMMUNE	1343,90	100,0%
----------------------	----------------	---------------

PLU Révisé

Zone	Surface (ha)	% commune
UA	6,5	0,5%
UAa	1,0	0,1%
UAp	0,3	0,0%
UB	15,1	1,1%
UBa	14,6	1,1%
UBb	55,4	4,1%
UM	2,7	0,2%
TOTAL ZONES U	95,6	7,1%

TOTAL ZONES AU	0,0	0,0%
-----------------------	------------	-------------

TOTAL ZONES CONSTRUCTIBLES	95,6	7,1%
-----------------------------------	-------------	-------------

A	7,6	0,6%
Apr	191,7	14,3%
TOTAL ZONES A	199,3	14,8%

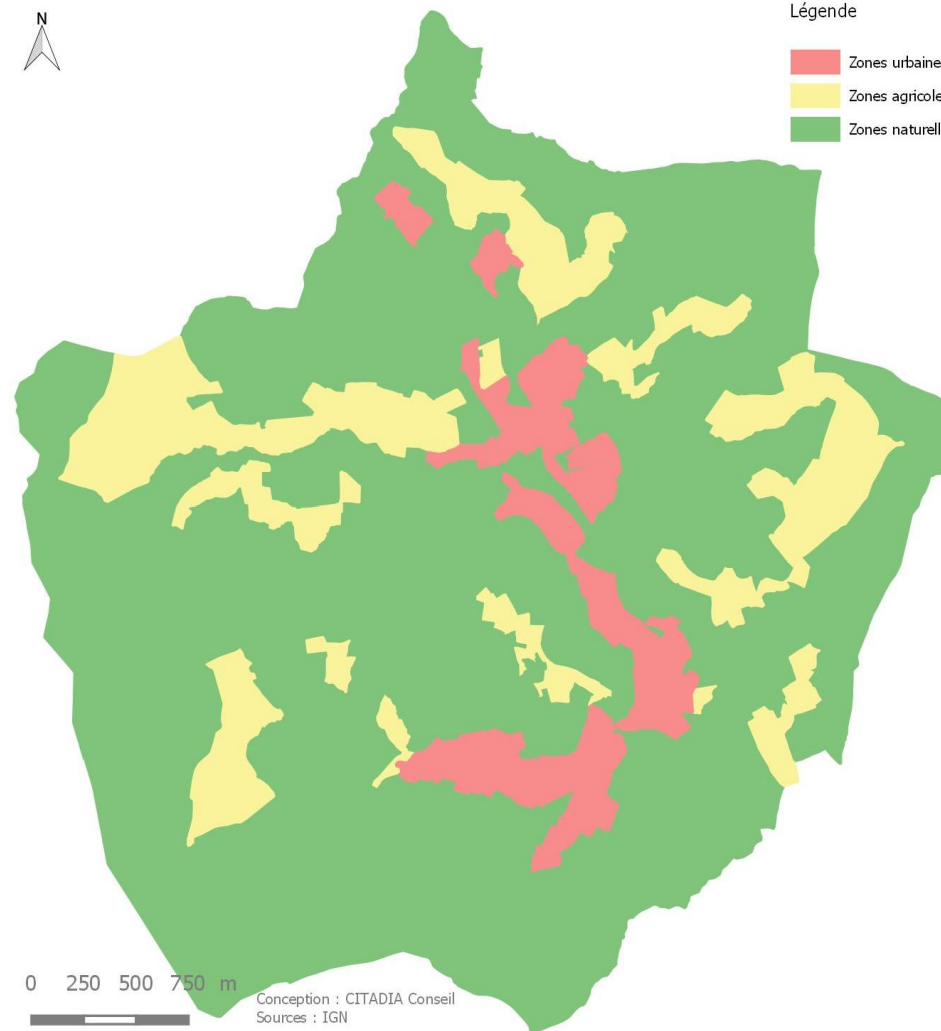
N	271,1	20,2%
NL	5,3	0,4%
NLc	7,32	0,5%
Np	0,54	0,0%
Npr	764,6	56,9%
TOTAL ZONES N	1048,9	78,1%

TOTAL COMMUNE	1343,80	100,0%
----------------------	----------------	---------------



Légende

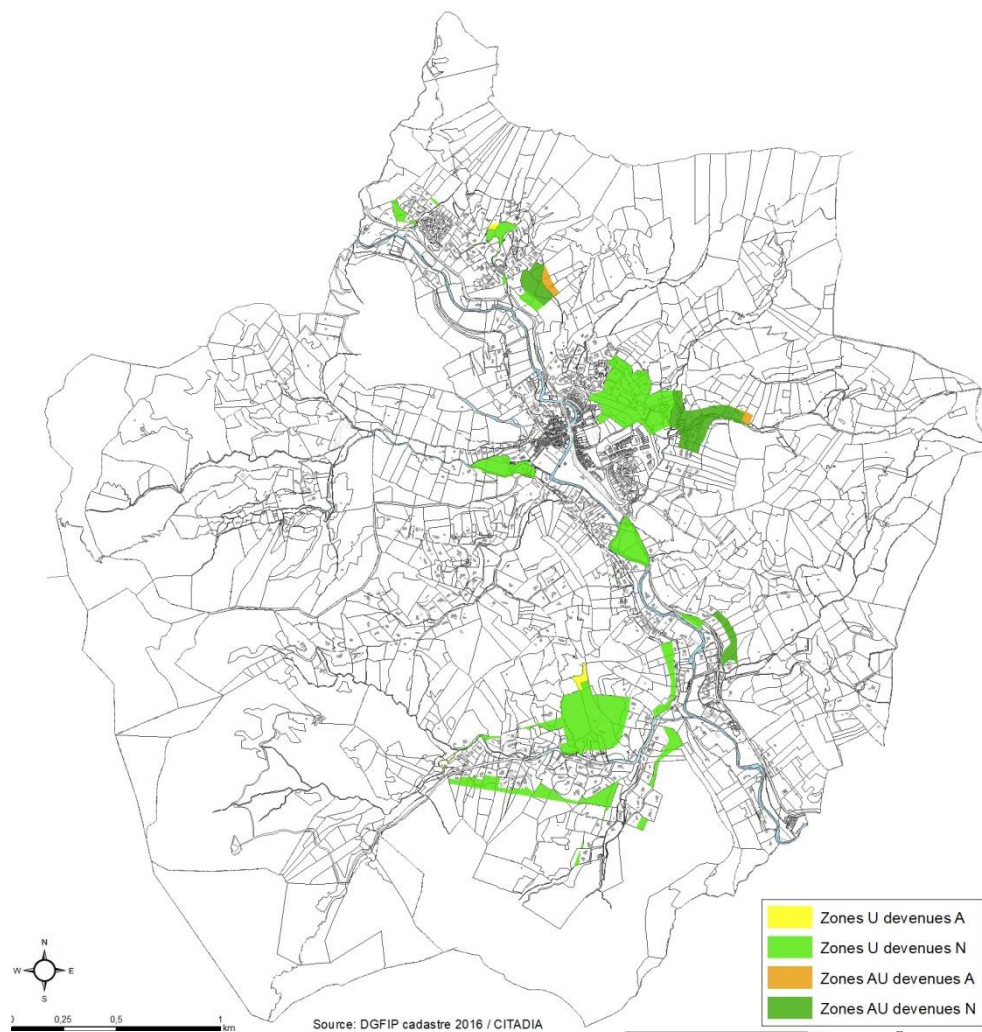
- Zones urbaines
- Zones agricoles
- Zones naturelles



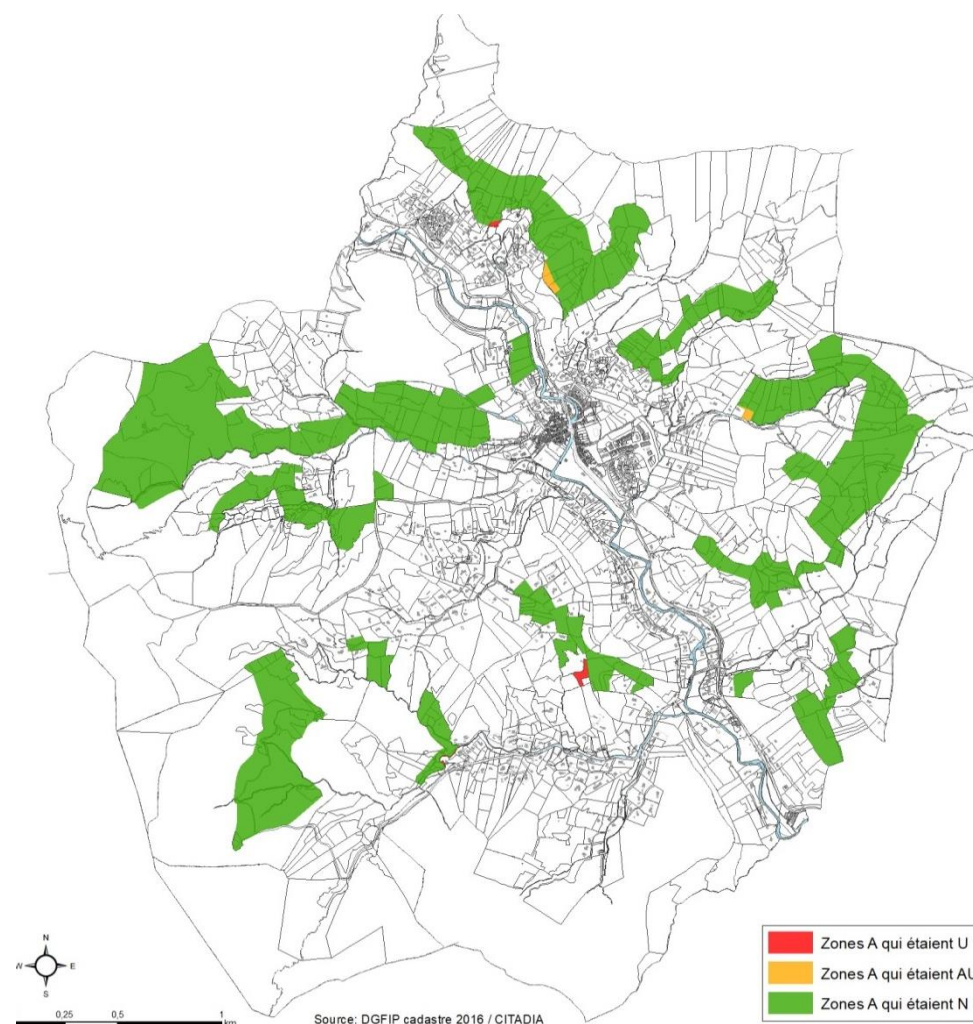
Zonage simplifié du PLU révisé

Les principales évolutions du PLU :

- réduction de l'enveloppe constructible au regard de la lutte contre l'étalement urbain et des enjeux liés à la desserte et à la sécurité incendie notamment ;
- création d'une zone agricole reconnaissant cette activité et la volonté de reconquête portée par le PADD.



Limitations de l'urbanisation



Origine des zones agricoles



Au titre de l'article R151-4 du Code de l'Urbanisme, le PLU identifie les indicateurs suivants qui permettront notamment de réaliser l'analyse du PLU prévue au titre de l'article L153-27, dans les 9 ans à compter de l'approbation de celui-ci.

Thématiques	Indicateurs Sources données	Sources données
Démographie	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la population communale - Evolution de la part des familles dans les ménages communaux - Evolutions de la part des plus de 65 ans et des moins de 20 ans dans la population communale 	INSEE
INSEE	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution du nombre de logements (dont résidences principales, résidences secondaires et logements vacants) - Evolution du nombre et de la part de logements locatifs sociaux 	INSEE / Etat / Commune/ Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau
Mobilité	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la part des actifs travaillant dans la commune - Evolution de la part d'utilisation des transports collectifs dans les mobilités quotidiennes - Evolution du trafic automobile 	INSEE / Région PACA/ Conseil Départemental/ SCoT Provence Méditerranée
Economie	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution du nombre d'entreprise et d'établissement - Evolution du nombre d'entreprises et d'établissements - Nombre d'établissements hôteliers et nombre de lits associés 	INSEE / Office de tourisme
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la superficie agricole utilisée (SAU) - Evolution des surfaces agricoles (A) dans les PLU 	Recensement Général Agricole / Chambre d'Agriculture / SCoT Provence Méditerranée
Consommation foncière	<ul style="list-style-type: none"> - Superficies des espaces consommés (en libre et renouvellement urbain) - Superficies des espaces fonciers résiduels 	Commune



4. RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

4.1 Analyse des incidences de la mise en œuvre du plan

4.1.1 Analyse des différents scenarios

Le parti d'aménagement retenu à travers le PADD ne doit pas avoir de grandes incidences sur l'Environnement. Il va même dans le sens d'un renforcement des dispositions en faveur du Développement Durable sur plusieurs thématiques essentielles :

- la maîtrise de la consommation d'espaces agricoles et naturels via un urbanisme endogène au sein des zones bâties ou à urbaniser existantes ;
- la valorisation de l'organisation urbaine et des implantations des constructions ;
- le renforcement de la préservation et de la mise en valeur des espaces naturels de qualité ou de site de biodiversité remarquable ou ordinaire ;
- la prévention des risques naturels ou technologiques et des nuisances.

En dehors de ces grandes évolutions, l'élaboration du PLU vise un toilettage réglementaire en vue de la simplification et d'une meilleure compréhension du règlement, tout en introduisant des adaptations et améliorations en faveur d'une gestion durable et équilibrée du territoire.

METHODE

La méthode d'analyse consistera :

- Dans un premier temps à évaluer les incidences environnementales du scénario tendanciel ;
- Dans un deuxième temps, à évaluer les incidences environnementales du projet de PLU ;
- En dernier lieu, de réaliser une analyse croisée du projet avec les enjeux environnementaux et le scénario « fil de l'eau », afin de mesurer le degré de prise en compte du volet environnemental par le PLU.

L'évaluation des incidences environnementales est structurée autour de trois niveaux d'analyse :

- **Incidence positive** où l'orientation et/ou les prescriptions présentent une plus-value environnementale. Elle garantit la préservation des composantes environnementales.
- Incidences **positives à conforter** ou présentant **un risque** où, dans ce cas, l'orientation peut présenter deux types d'incidences :
 - L'orientation ou la prescription présente des risques d'incidences négatives notables sur l'environnement, où il conviendra d'attacher une attention particulière.
 - L'orientation ou la prescription présente des incidences positives qui doivent être maintenue et développée afin d'en assurer leur pérennité.
- **Incidence négative** où l'orientation et/ou la prescription du PLU présentent des incidences négatives notables sur une ou plusieurs composantes environnementales qui nécessiteront la mise en place de mesures.



- Bilan du scénario « fil de l'eau » ou scénario tendanciel

Scénario "Fil de l'eau"		Patrimoine écologique	Eau	Paysage	Risques majeurs	Climat et Energie	Patrimoine	Déchets ménagers et assimilés	Qualité de l'air	Nuisances	Soi et Sous-sol
		3	3	3	3	2	2	1	1	1	1
AXE 1	T1										
	T2										
	T3										
	T4										
AXE 2	T5										
	T6										
	T7										
AXE 3	T8										
	T9										
	T10										
	T11										

THEMATIQUES

Axe 1 – Gestion et préservation des espaces naturels et des ressources locales

T1 – Patrimoine écologique

T2 – Paysage

T3 – Patrimoine

T4 – Ressource en eau

Axe 2 – Pérennisation du fonctionnement du village

T5 – Economie

T6 – Equipements publics

T7 – Transports

Axe 3 – Organisation et structuration du cadre de vie

T8 – Démographie

T9 – Logements

T10 – Nuisances

T11 – Risques



Tendances générales des incidences prévisibles du scénario tendanciel sur l'environnement

L'analyse précédente permet de conclure que le maintien et la poursuite des tendances observées sur les dernières années auront des incidences négatives inévitables sur l'environnement.

L'axe 1, « **Gestion et préservation des espaces naturels et des ressources locales** », expose essentiellement des tendances relatives au patrimoine écologique, paysage, patrimoine et les ressources naturelles. Les incidences prévisibles sont essentiellement positives. Certaines tendances peuvent conduire à une dégradation de la ressource en eau.

L'axe 2, « **Pérennisation du fonctionnement du village** », reprend les tendances relatives au développement économique, aux équipements publics et à la gestion des déplacements et des transports. Les incidences du scénario tendanciel tendent vers un maintien des différentes composantes environnementales, avec des impacts moindres. Le maintien de certaines tendances peuvent conduire à une aggravation de certaines incidences existantes ; notamment en matière de nuisances sonores. Cependant les composantes environnementales impactées négativement ne présentent que de faibles enjeux pour la commune ; en cela, il est alors possible d'en conclure que l'impact sera moindre.

L'axe 3, « **Organisation et structuration du cadre de vie** », reprend les tendances relatives aux évolutions démographiques, aux besoins en logements, aux nuisances et aux risques impactant la commune. Au vu des résultats, il est possible d'en conclure que le maintien de ces tendances aura des incidences négatives non négligeables.



- Bilan du projet retenu

Projet communal		Patrimoine écologique	Eau	Paysage	Risques majeurs	Climat et Energie	Patrimoine	Déchets ménagers et assimilés	Qualité de l'air	Nuisances	Sol et Sous-sol
		3	3	3	3	2	2	1	1	1	1
O 1	O1.1										
	O1.2										
	O1.3										
	O1.4										
O 2	O2.1										
	O2.2										
O 3	O3.1										
	O3.2										
	O3.3										

Tendances générales des incidences prévisibles du scenario tendanciel sur l'environnement

L'analyse des résultats incidences du projet sur l'environnement permet de conclure que le projet présente un effet globalement positif sur l'environnement dans son ensemble. Les orientations présentent une plus-value environnementale globale avec des enjeux peuvent être directs et opérationnels.

L'orientation 1, « **Ménager et valoriser les espaces naturels** », participe à la préservation des différentes composantes de l'environnement, notamment au travers de ces deux premiers objectifs. Le développement des activités agricoles et de découverte (tourisme) peuvent conduire à des risques de dégradations des ressources et plus particulièrement : du patrimoine écologiques, de la ressource en eau et de la gestion des risques. En ce sens, la commune devra mettre en place des dispositifs et mesures afin de réduire les incidences.

L'orientation 2, « **Conforter le bourg dans sa fonction de pôle communal de proximité** », présente des risques pour les composantes environnementales au regard notamment du deuxième objectif : « **Renforcer l'animation et l'attractivité du bourg** ». Ainsi, afin de s'assurer d'une bonne intégration de la dimension économique dans son environnement naturel, la commune devra encadrer les différentes activités et s'assurer que leurs incidences sur les composantes environnementales sont moindres, notamment en matière de développement touristique.

L'orientation 3, « **Préserver et promouvoir la qualité du cadre de vie** », permet de définir des orientations visant une croissance modérée et raisonnée de la commune tout en assurant la préservation des composantes environnementales. Au regard des objectifs définis dans le projet, la commune s'engage à assurer une plus grandes intégration des problématiques environnementales dans son évolution.



4.1.2 Analyse croisée des incidences

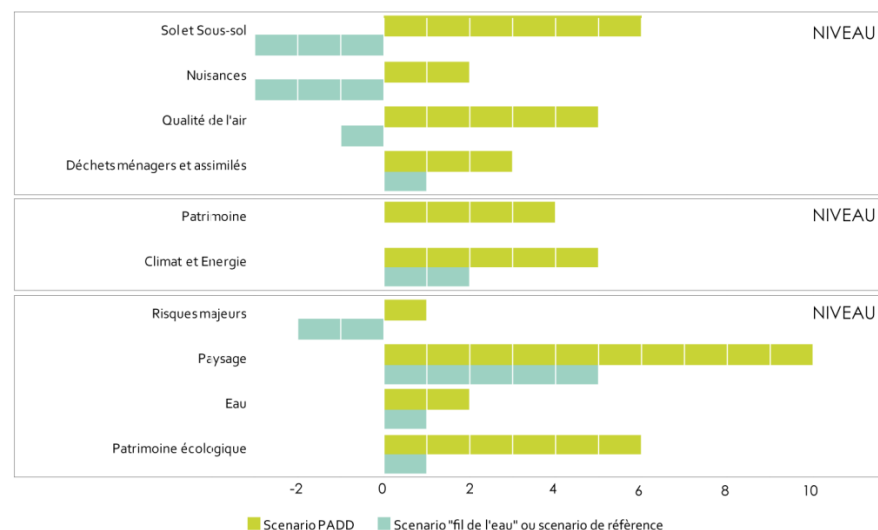
- Les performances environnementales du projet et la prise en compte des enjeux

Au regard de l'évolution tendancielle de la commune, le projet garantir une plus grande prise en compte des enjeux environnementaux. Le PADD apporte une plus grande plus value au niveau des enjeux majeurs de la commune : les paysages et le patrimoine écologique. Il permet également d'inverser la tendance du scénario « fil de l'eau » en matière de prise en compte des risques et de leur gestion.

D'une manière générale, le projet communal assure une meilleure prise en compte de l'environnement dans son évolution future. Il a une meilleure performance environnementale de fait de la prise en compte de tous les enjeux quelque soit leur degré d'importance.

Analyse croisée de la prise en compte des enjeux environnementaux par le projet et le scénario de référence.

Source : G2C territoires





4.1.3 Analyse des incidences sur Natura 2000

Le projet concerne l'élaboration du PLU et plus particulièrement le changement de vocation de 10 secteurs qui ont fait l'objet d'une évaluation sur les périmètres à statut pour la protection de l'environnement et notamment le périmètre Natura 2000 Zone Spéciale de Conservation (ZSC) Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale des Morières.

Les prospections réalisées par des écologues ont été menées sur une zone d'étude vaste de 20,5 ha comprenant ces 10 secteurs. L'ensemble de ces secteurs est classé en zone N (Naturelle) et a pour vocation un passage en zone A (Agricole) ou en Apr (Agricole Protégé).

Les secteurs concernés par le périmètre Natura 2000 sont les secteurs 2, 3, 7, 8, 9 et 10.

Les habitats naturels et semi-naturels présents dans les parcelles étudiées sont relativement isolés et fragmentés. Cependant, les parcelles concernent le plus souvent des bordures d'entités écologiques homogènes. Ne s'agissant pas de détruire ou de détériorer des zones centrales ou des corridors majeurs, le projet ne semble pas présenter de menace majeure sur les milieux naturels, à conditions de suivre les recommandations prescrites.

Au regard des résultats des visites de terrain, des analyses des données ainsi que des mesures proposées, le projet ne présente pas d'atteinte notable dommageable sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire ayant permis la désignation de la ZSC FR9301608 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale des Morières ».

Secteurs susceptibles d'être affectés de manières notables par le projet de PLU

A. Patrimoine naturel : périmètres à statut

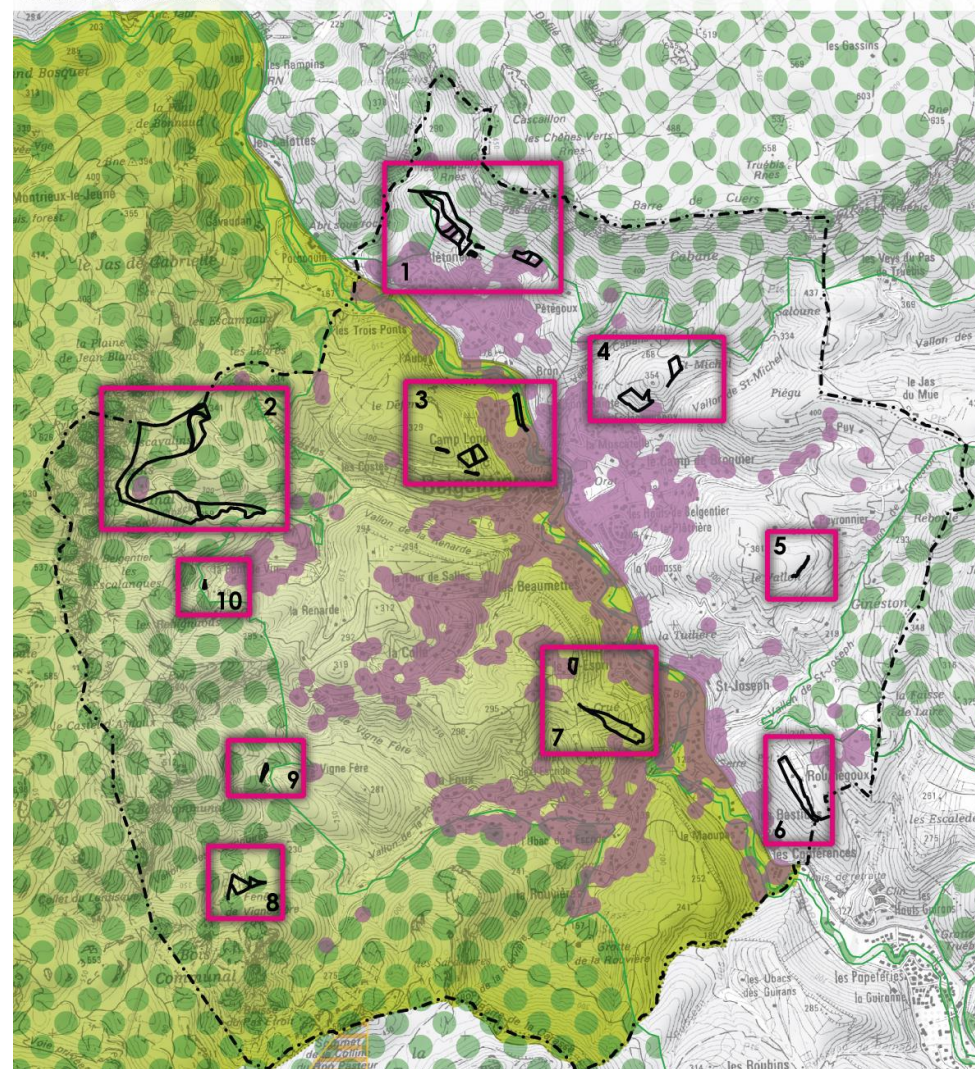
- Inventaire ZNIEFF
- Réseau Natura 2000
- Espaces Naturels Sensibles (ENS)

B. Urbanisation et aménagement

- Enveloppe urbaine
- Site de projet sur la commune
- Secteur élargi où les projets sont susceptibles de porter atteinte aux composantes environnementales

0 250 500 1000 m

Sources : G2C territoires et ECO-MED





4.2 Mesures visant à éviter, réduire ou à compenser les incidences du plan sur l'environnement

4.2.1 Définition et mise en application des mesures

Les mesures d'évitement et de réduction des impacts s'inscrivent dans une démarche progressive et itérative propre à l'évaluation environnementale. Elles sont guidées par une recherche systématique de l'impact résiduel le plus faible possible, voire nul.

Mesure d'évitement : modification, suppression ou déplacement d'une orientation pour en supprimer totalement les incidences

Mesure de réduction : adaptation de l'orientation pour en réduire ses impacts

Les **mesures compensatoires** doivent être considérées comme le recours ultime quand il est impossible d'éviter ou réduire au minimum les incidences. Elles doivent rétablir un niveau de qualité équivalent à la situation antérieure.

En complément des mesures prescriptives, les documents d'urbanisme peuvent comporter des recommandations pour des questions ne relevant pas du code de l'urbanisme. Elles pourront être clairement distinguées des mesures à valeurs prescriptives.

4.2.2 Tableau des principales mesures

Le PLU définit déjà au sein de ses différentes pièces, une série de mesures visant à réduire les pressions qui s'exercent sur les composantes environnementales, mais aussi à anticiper les éventuelles incidences négatives.

Le tableau reprend, pour chaque thématique environnementale et enjeu l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de compensations identifiées dans le PLU.

Les mesures supplémentaires à mettre en œuvre suite à l'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 sont présentées à la suite.

	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Risque majeurs	<ul style="list-style-type: none"> Délimitation des zones naturelles (N) sur les secteurs soumis à un ou plusieurs risques, notamment inondation dans les espaces non bâtis, et d'une réglementation associée pour limiter l'apport de nouvelles population et constructions dans les secteurs exposés aux risques. 	<ul style="list-style-type: none"> Définition de règles d'implantation (article 6 et 7) garantissant une meilleure gestion des risques et optimisation des actions des services de secours. Identification des secteurs inondables à titre indicatif sur le plan de zonage. Identification des secteurs inondables à titre indicatif sur le plan de zonage. Application des règles du PPRi dans les secteurs concernés et sur les sites de projet (OAP).
Eau	<ul style="list-style-type: none"> Délimitation des principales zones d'urbanisation dans des secteurs desservis par les réseaux. Application de l'article 4 du règlement du PLU et des règlements sanitaires fixant l'obligation de traiter les eaux avant rejet dans le milieu naturel et de mettre en place des équipements adaptés pour les 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de règles de gestion des eaux pluviales sur la parcelle (article 4) dans les zones urbaines (hors centre ancien).



	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
	installations à risque. <ul style="list-style-type: none"> Classement en zone naturelle (N) du périmètre de protection rapproché du captage pour l'alimentation en eau potable du puits de Font de Vin ou de Coste Hubague 	
Patrimoine écologique	<ul style="list-style-type: none"> Définition d'un zonage spécifique (A, Apr, N, Npr) et d'une réglementation favorisant le maintien des milieux agricoles et des espaces naturels à protéger en raison de leur intérêt paysager et/ou écologique. Délimitation d'Espaces Boisés Classés, d'espaces vert à préserver, d'espaces agricoles à préserver et d'éléments végétaux à conserver pour assurer le maintien des corridors écologiques et pour favoriser la nature en ville. 	<p>Définition de règles d'implantation (articles 6 et 7), d'emprise au sol (article 9), de hauteur (article 10) et de gestion des espaces libres et plantations (article 13) pour conforter la densification de certains secteurs et préserver la biodiversité.</p> <p>Réalisation des projets d'emplacements réservés en veillant à la préservation des continuités écologiques, des espaces naturels et agricoles.</p>

	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> Préservation des caractéristiques et de la morphologie du tissu villageois par la définition de règles d'intensification dégressive de l'enveloppe urbaine. Identification des terres agricoles, espaces naturels, espaces boisés classés, espaces verts à protéger, éléments à protéger au titre du Code de l'Urbanisme. Identification des zones agricoles et naturelles (Apr et Npr) à protéger à protéger en raison de leur intérêt paysager et/ou écologique. 	<p>Définition des règles d'implantation (article 6 et 7) et de gestion des espaces libres (article 13).</p> <p>Définition au sein des OAP de prescriptions pour maintien d'éléments paysagers et végétaux.</p>
Sol et Sous-sol	<ul style="list-style-type: none"> Protection de terres agricoles et naturelles, inscrites en zone A et N. Protection des boisements et éléments végétaux remarquables (EBC, et éléments patrimoniaux). 	<p>Différenciation des zones urbanisables en cohérence avec la densité et le degré d'imperméabilisation des sols existants.</p> <p>Définition d'emprise au sol (article 9), de coefficient de pleine terre (article 13) et favorisation de la gestion des eaux pluviales à la parcelle (hors centre ancien).</p>



	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Climat et énergie	<ul style="list-style-type: none"> Délimitation d'Emplacements Réservés pour la création d'aires de stationnement. 	<ul style="list-style-type: none"> Conformement des processus de densification, compacité du bâti (article 6 et 7) Possibilité d'un recours au dispositifs et aspect favorisant les énergies renouvelables solaires (article 11) pour certains secteurs.
Patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> Identification des éléments patrimoniaux à préserver au titre du Code de l'Urbanisme et prescriptions adaptées. 	/
Déchets ménagers et assimilés	/	<ul style="list-style-type: none"> Développement urbain concentré dans les zones urbaines garantissant une collecte des déchets facilitée en limitant la dispersion de l'habitat sur le territoire.
Nuisances	<ul style="list-style-type: none"> Définition de marges de recul au sein des pièces réglementaires par rapport aux voies et emprises publiques, et plus particulièrement au niveau des grandes infrastructures de transports. Délimitation d'un Emplacement réservé pour le contournement du village (RD 554). 	<ul style="list-style-type: none"> Aménagement de la traversée du village pour une sécurisation de l'espace.
Pollution de l'air	<ul style="list-style-type: none"> Délimitation d'un Emplacement réservé pour le contournement du village (RD554). 	<ul style="list-style-type: none"> Création de liaisons douces au sein des OAP prévoyant de l'habitat.

Recommandations et mesures dans le cadre de l'évaluation des incidences simplifiées sur Natura 2000 :

- Conservation de certaines zones boisées : chênaies, massifs forestiers, ripisylves du Gapeau ;
- Réouverture et entretien des milieux ouverts : milieux de garrigues, friches, oliveraies ;
- Restriction de l'emprise de projet d'aménagement en lisières des milieux naturels et agricoles, en maintenant des bandes tampon de 3 à 6 m exemptes de tout éventuel projet d'aménagement ;
- Adaptation du calendrier des éventuels travaux à la phénologie des espèces faunistiques et de défavorabilisation écologique des zones d'emprise ;
- Préconisations pour le choix des arbres ou arbustes à planter afin de préserver l'indigénat de la flore locale ;
- Limitation et adaptation des éventuels éclairages vis-à-vis de la faune.



4.3. Dispositif de suivi et évaluation des incidences sur l'environnement

4.3.1 Définition du dispositif de suivi

Les résultats de la mise en œuvre du PLU devront faire l'objet d'une analyse, dans un délai de 6 ans au plus tard après son approbation.

Pour cela, il est nécessaire de définir des indicateurs permettant d'apprécier les incidences du PLU. Le suivi de ces indicateurs permettra de proposer des

adaptations au plan afin de remédier à des difficultés rencontrées ou encore de modifier le PLU en vue de faciliter la mise en œuvre des projets souhaités.

La mise en œuvre d'un dispositif de suivi est une étape clé dans la démarche évaluative du PLU. En effet, c'est ce suivi qui permettra de conduire le bilan du document d'urbanisme tout au long de sa durée tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Les indicateurs présentés constituent une trame pour la mise en œuvre d'un tableau de bord. Ils pourront être développés et affinés en fonction des besoins.



4.3.2 Liste des indicateurs environnementaux de suivi du PLU

Thématiques	ID	NOM	Services
Risques majeurs	1	Analyse des arrêtés de catastrophes naturelles sur les différents risques : récurrence, évolution de la vulnérabilité des biens et populations exposées	Commune DDTM
	2	Nombre de permis de construire dans les zones à risque d'inondation	
Eau	3	Suivi de la qualité des eaux	Commune, Agence de l'eau
	4	Suivi des évolutions des consommations et des prélèvements	
	5	Suivi des évolutions de l'organisation de l'assainissement autonome	
Patrimoine écologique	6	Analyse de l'évolution des périmètres de protection et des espèces à statut identifiées	INPN DREAL
Paysage	7	Suivi de l'occupation du sol et évolution des espaces artificialisés	Commune
	8	Nombre de logements produits depuis l'approbation du projet	
	9	Typologie des logements réalisés en termes de forme urbaine	
	10	Suivi des jardins et des éléments ponctuels du paysage à protéger au titre du Code l'Urbanisme	
	11	Suivi des espaces boisés classés (EBC)	
Sol et sous-sol	12	Suivi de l'évolution de la Surface Agricole Utile (SAU)	Agreste Chambre d'Agriculture
	13	Suivi du nombre d'exploitants agricoles	
Climat-Energie	14	Evolution de l'énergie renouvelable produite (thermique ou solaire)	DREAL ADEME Association AirPACA
	15	Evolution de la consommation énergétique	
Patrimoine	16	Suivi de la qualité et du maintien des éléments patrimoniaux répertoriés à protéger au titre du Code de l'Urbanisme	Commune



Thématiques	ID	NOM
Déchets ménagers et assimilés	17	Suivi quantitatif des déchets ménagers et assimilés
	18	Suivi des capacités de valorisation et de recyclage
Nuisances	19	Suivi qualitatif de la pollution lumineuse
	20	Evolution du nombre de permis de construire dans les zones à proximité des grands axes de circulation bruyant
	21	Evolution du nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes de circulations
Pollution de l'air	22	Suivi de l'évolution de la qualité de l'air et des émissions de Gaz à Effet de Serre
Croissance démographique	23	Nombre d'habitants / solde migratoire / CSP des nouveaux arrivants
Production de logements	24	Part des logements sociaux dans le parc des résidences principales / nombre de logements délivrés dans les permis de construire / taux de vacance / nombre moyen de personnes par ménage

Services
ADEME SINOE Métropole et commune
Association Avex Commune Conseil Départemental
ADEME Association AirPACA
RP INSEE
RP INSEE



ANNEXE 1

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Un certain nombre d'outils réglementaires ou scientifiques permet de hiérarchiser l'intérêt patrimonial des milieux et des espèces observés sur un secteur donné. Il devient alors possible, en utilisant des critères exclusivement biologiques, d'évaluer l'enjeu de conservation des espèces et des habitats, à une échelle donnée. Dans le présent rapport, les statuts réglementaires sont mentionnés explicitement dans les descriptions d'espèces et les tableaux récapitulatifs.

Habitats naturels

Les habitats, en tant qu'entités définies par la directive Habitats bénéficient du statut réglementaire suivant :

Directive Habitats

Il s'agit de la directive européenne n°92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, elle est entrée en vigueur le 5 juin 1994 :

- Annexe 1 : mentionne les habitats d'intérêt communautaire (désignés « DH1 ») et prioritaire (désignés « DH1* »), habitats dont la conservation nécessite la désignation de Zones Spéciales de Conservation (ZSC).
-

Zones humides

Selon l'article L. 211-1-1 du code de l'environnement :

« La préservation et la gestion durable des zones humides définies à l'article L.211-1 du code de l'environnement sont d'intérêt général. ». Ce dernier vise en particulier la préservation des zones humides dont l'intérêt patrimonial se retranscrit à travers plus de 230 pages d'enveloppes réglementaires. A noter que :

- leur caractérisation et leur critères de délimitation sont régis selon l'arrêté du 1er octobre 2009 en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement selon des critères pédologiques, botaniques ainsi que d'habitats et désignés « ZH » ;
- le décret du 17 juillet 2006 précise la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration conformément à l'application de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques de 2006, en intégrant les Zones humides.

Les zones humides peuvent donc prétendre au titre de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques de 2006 à des mesures correctives ou compensatoires, relatives et résultantes aux aménagements portant atteinte à leur intégrité et/ou à leur fonctionnalité.



Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Les ZNIEFF constituent le socle de l'inventaire du patrimoine naturel. Une liste des espèces et des habitats déterminants (Dét ZNIEFF) ou remarquables (Rq ZNIEFF) ayant servi à la désignation de ces ZNIEFF a été établie pour chaque région et est disponible sur les sites de leurs DREAL respectives.

- PACA : http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ZNIEFF-2eGEN-ANNEXE1-listes_cle2df19d.pdf
- Languedoc-Roussillon : http://www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ZNIEFF_SpHabDet_cle2e247d-1.pdf

Stratégie de Création d'Aires Protégées

La Stratégie nationale de Création d'Aires Protégées terrestres métropolitaines (SCAP) vise, tout d'abord, à évaluer l'ensemble du réseau d'aires protégées existant, en tenant compte des connaissances actuellement disponibles, afin de pouvoir, ensuite, proposer la planification d'une stratégie d'actions. Le Muséum National d'Histoire Naturelle a notamment participé à l'élaboration d'une liste d'espèces et d'habitats (liste SCAP) qui constitue le fondement du diagnostic patrimonial du réseau actuel des espaces naturels français.

Pr1 SCAP : espèce ou habitat de priorité 1 pour la SCAP.

Flore

Espèces végétales protégées par la loi française

Pour la flore vasculaire (ce qui exclut donc les mousses, algues, champignons et lichens), deux arrêtés fixent en région PACA/Rhône-Alpes/Languedoc Roussillon la liste des espèces intégralement protégées par la loi française. Il s'agit de :

- La liste nationale des espèces protégées sur l'ensemble du territoire métropolitain (désignées « PN »), de l'arrêté du 20 janvier 1982 paru au J.O. du 13 mai 1982, modifié par l'arrêté du 31 août 1995 paru au J.O. du 17 octobre 1995. Cette liste reprend notamment toutes les espèces françaises protégées en Europe par la Convention de Berne (1979).
- La liste régionale des espèces protégées en Provence-Alpes-Côte d'Azur (désignées « PR »), de l'arrêté du 9 mai 1994 paru au J.O. du 26 juillet 1994. Cette liste complète la liste nationale précitée.
- La liste régionale des espèces protégées en Rhône-Alpes (désignées « PR »), de l'arrêté du 4 décembre 1990 paru au J.O. du 29 janvier 1991. Cette liste complète la liste nationale précitée.
- La liste régionale des espèces protégées en Languedoc Roussillon (désignées « PR »), de l'arrêté du 29 octobre 1997 paru au J.O. du 16 janvier 1998.

Livre rouge de la flore menacée de France

- Le tome 1 (désigné « LR1 »), paru en 1995 recense 485 espèces ou sous-espèces dites « prioritaires », c'est-à-dire éteintes, en danger, vulnérables ou simplement rares sur le territoire national métropolitain.
- Le tome 2 (désigné « LR2 »), à paraître, recensera les espèces dites « à surveiller », dont une liste provisoire de près de 600 espèces figure à titre indicatif en annexe dans le tome 1.

Une actualisation scientifique de ce dernier tome est effectuée régulièrement par le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles (C.B.N.M.P.). Elle ne possède pour l'instant aucune valeur officielle mais peut déjà servir de document de travail.

Ainsi, seules les espèces figurant sur la liste du tome 1 sont réellement menacées. Elles doivent être prises en compte de façon systématique, même si elles ne bénéficient pas de statut de protection. Celles du tome 2 sont le plus souvent des espèces assez rares en France mais non menacées à l'échelle mondiale ou bien des espèces endémiques de France (voire d'un pays limitrophe) mais relativement abondantes sur notre territoire, bien qu'à surveiller à l'échelle mondiale.

Directive Habitats

Différentes annexes de cette directive concernent les espèces, notamment la flore :

- Annexe 2 : Espèces d'intérêt communautaire (désignées « DH2 ») dont la conservation nécessite la désignation de Zones Spéciales de Conservation (ZSC).
- Annexe 4 : Espèces (désignées « DH4 ») qui nécessitent une protection stricte, sur l'ensemble du territoire de l'Union Européenne.
- Annexe 5 : Espèces (désignées « DH5 ») dont le prélèvement dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion.

Plan National d'Action (PNA)

Les plans nationaux d'actions visent à définir les actions nécessaires à la conservation et à la restauration des espèces les plus menacées. Cet outil de protection de la biodiversité est mis en œuvre par la France depuis une quinzaine d'année. Ces plans ont été renforcés suite au Grenelle Environnement. La Direction générale de l'aménagement du logement et de la nature a notamment produit une brochure offrant un aperçu de cet instrument de protection des espèces menacées à tous les partenaires potentiellement impliqués dans leur réalisation (élus, gestionnaires d'espaces naturels, socioprofessionnels, protecteurs de la nature, etc.). <http://www.developpement->



durable.gouv.fr/IMG/pdf/PNA-Objectifs_exemples_brochure.pdf

- espèce PNA : espèce concernée par un PNA

Certains de ces plans ont également été déclinés aux échelles régionales :

- espèce PRA : espèce incluse dans la déclinaison régionale du PNA.
-

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Cf. ci-dessus.

Stratégie de Création d'Aires Protégées

Cf. ci-dessus.

Insectes et autres arthropodes

Convention de Berne

Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (19/09/1979) listant en annexe 2 la faune strictement protégée et en annexe 3 la faune protégée dont l'exploitation est réglementée (espèces désignées « BE2 » et « BE3 »).

Directive Habitats (annexes 2, 4 et 5)

Cf. ci-dessus.

Liste nationale des insectes protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain

Cette liste est issue de l'arrêté du 23 avril 2007. Elle élargit la protection de l'espèce à son « milieu particulier », c'est-à-dire l'habitat d'espèce. Les espèces protégées seront désignées par « PN ». Cette liste concerne 64 espèces.

Listes rouges

Elles présentent les espèces constituant un enjeu de conservation indépendamment de leur statut de protection. Il existe des listes rouges départementales, régionales, nationales ou européennes d'espèces menacées. Au niveau européen, il s'agit de la liste rouge des Lépidoptères diurnes (VAN SWAAY *et al.*, 2010). Au niveau national, il s'agit des listes rouges des Lépidoptères diurnes (UICN, 2012), des Orthoptères (SARDET & DEFAUT, 2004) et des Odonates (DOMMANGET, 1987). Au niveau régional, il s'agit des listes rouges des Odonates de Provence-Alpes-Côte d'Azur (BENCE *et al.*, 2011) et de Rhône-Alpes (DELIRY & Groupe SYMPETRUM, 2011). Tous les groupes ne disposant pas de telles listes au niveau régional ou même national, l'identification des espèces dites « patrimoniales » peut s'appuyer uniquement sur dires d'experts.

Plan National d'Action (PNA)

Cf. ci-dessus.

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Cf. ci-dessus.

Stratégie de Création d'Aires Protégées

Cf. ci-dessus.

Amphibiens et reptiles

Afin de cerner les enjeux concernant les amphibiens et les reptiles, les principaux textes réglementaires ou scientifiques les concernant, sont rappelés ci-dessous.

Convention de Berne (annexes 2 et 3)

Cf. ci-dessus.

Directive Habitats (annexes 2, 4 et 5)

Cf. ci-dessus.

Liste nationale des reptiles et amphibiens protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain

Correspondant à l'arrêté du 19 novembre 2007 (publié au J.O. du 18 décembre 2007), établissant des listes d'espèces, auxquelles sont associés différents niveaux de protections. Ainsi, les espèces dont l'habitat est également protégé sont désignées « PN2 », les espèces protégées dont l'habitat n'est pas protégé sont désignées « PN3 », les espèces partiellement protégées sont désignées « PN4 » et « PN5 ».

Inventaire de la faune menacée de France

Cet ouvrage de référence, élaboré par la communauté scientifique (FIERS *et al.*, 1997) (livre rouge), permet de faire un état des lieux des espèces menacées. Il liste 117 espèces de vertébrés strictement menacées sur notre territoire, voire disparues, dont notamment : 27 mammifères, 7 reptiles, 11 amphibiens. Pour chaque espèce, le niveau de menace est évalué par différents critères de vulnérabilité.

Liste rouge des amphibiens et reptiles de France métropolitaine

La Liste rouge de l'UICN est reconnue comme l'outil le plus fiable au niveau mondial pour évaluer le risque d'extinction des espèces. Fondée sur une solide base scientifique, elle met en lumière le déclin marqué et continu de la biodiversité dans le monde grâce à différents critères précis. Le comité français de l'UICN a procédé début 2008 à l'évaluation des espèces d'amphibiens et de reptiles de France métropolitaine. Six niveaux de menaces sont ainsi attribués aux espèces évaluées : « LC » Préoccupation Mineure ; « NT » Quasi Menacée ; «



VU » Vulnérable ; « EN » En Danger ; « CR » En Danger Critique d'Extinction ; « DD » Données Insuffisantes. (<http://www.uicn.fr/Liste-rouge-reptiles-amphibiens.html>)

Plan National d'Action (PNA)

Cf. ci-dessus.

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Cf. ci-dessus.

Stratégie de Création d'Aires Protégées

Cf. ci-dessus.

Oiseaux

Convention de Berne (annexes 2 et 3)

Cf. ci-dessus.

Convention de Bonn

Convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage du 23 juin 1979 (JORF du 30 octobre 1990). Les espèces de l'annexe 2 (désignées « B02 ») se trouvent dans un état de conservation défavorable et nécessitent l'adoption de mesures de conservation et de gestion appropriées.

Directive Oiseaux

Directive européenne n°79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages, elle est entrée en vigueur le 6 avril 1981.

- Annexe 1 : Espèces (désignées « D01 ») nécessitant de mesures spéciales de conservation en particulier en ce qui concerne leurs habitats, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans l'aire de distribution.

Protection nationale

Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (J.O. du 5 décembre 2009). Les espèces protégées avec leurs habitats sont désignées « PN3 » (article 3 du présent arrêté) ; les espèces protégées sans leurs habitats sont désignées « PN4 » (article 4 du présent arrêté).

Liste rouge des oiseaux nicheurs de France métropolitaine

La Liste rouge de l'UICN est reconnue comme l'outil le plus fiable au niveau mondial pour évaluer le risque d'extinction des espèces. Fondée sur une solide base scientifique, elle met en lumière le déclin marqué et continu de la biodiversité dans le monde grâce à différents critères précis. Le comité français

de l'UICN appuyé du Muséum National d'Histoire Naturelle a publié en décembre 2008 la liste rouge des oiseaux nicheurs de France métropolitaine. Six niveaux de menaces sont ainsi attribués aux espèces évaluées : « LC » Préoccupation Mineure ; « NT » Quasi Menacée ; « VU » Vulnérable ; « EN » En Danger ; « CR » En Danger Critique d'Extinction ; « DD » Données Insuffisantes (UICN, 2008).

Livres rouges

Les scientifiques élaborent régulièrement des bilans sur l'état de conservation des espèces sauvages. Ces documents d'alerte, prenant la forme de « livres rouges », visent à évaluer le niveau de vulnérabilité des espèces, en vue de fournir une aide à la décision et de mieux orienter les politiques de conservation de la nature. Concernant les oiseaux, deux livres rouges sont classiquement utilisés comme référence :

- le livre rouge des oiseaux d'Europe (BIRDLIFE INTERNATIONAL, 2004),
- des livres rouges existent parfois à un échelon régional, comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur (LASCEVE et al., 2006).

Plan National d'Action (PNA)

Cf. ci-dessus.

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Cf. ci-dessus.

Stratégie de Création d'Aires Protégées

Cf. ci-dessus.

Mammifères

Les mammifères peuvent être protégés à divers titres.

Convention de Berne (annexes 2 et 3)

Convention de Bonn (annexe 2)

Directive Habitats (annexes 2, 4 et 5)

Liste nationale des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain

Cette liste est issue de l'arrêté du 23 avril 2007, modifiant l'arrêté du 17 avril 1981. La protection s'applique aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée.

Plan National d'Action (PNA)

Cf. ci-dessus.

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Cf. ci-dessus.

Stratégie de Création d'Aires Protégées

Cf. ci-dessus.

